COMMUNAUTE DE COMMUNES DES ALBERES, DE LA CÔTE VERMEILLE ET DE L'ILLIBERIS ◆ Siège : 3 Impasse de Charlemagne 66700 ARGELES-SUR-MER	CONSEIL COMMUNAUTAIRE Séance du : **14 SEPTEMBRE 2026**
PROCÈS VERBAL	

L'an deux mille vingt-six, le lundi 14 septembre 2026 à 18 heures 30, les conseillers communautaires de la Communauté de Communes des Albères, de la Côte Vermeille et de l'Illibéris se sont réunis, sur la convocation qui leur a été adressée le 07 septembre 2026, en salle Albères, au siège Communautaire situé 3 impasse de Charlemagne à Argelès-sur-Mer (66700), sous la Présidence de Monsieur Grégory MARTY, Président.

Étaient présents :

Julie SANZ, Claudine JUSTAFRE, Mathieu MARTEL, Sylviane CONCAS, Didier LAFOND, Patrice AYBAR, Michelle MARCHAL, Christian RAMOS, Olivier BATLLE, Rémi RULL, Anne MORLANS, Olivier CAPELL, Christian GRAU (à partir du point 7), Annie LAMARQUE, Steve FORTEL, Charlotte EL FARROUJI, Nicolas DOUMENC, Laetitia PORTALES, Claude BARCIA, Martine CASAS-JOURDA, Roland CASTANIER, Gérard PUJOL, Martine NAUTE, Huguette PONS, Hervé VIGNERY, Pierre ORTAL, Danielle FIGUERES, Françoise DARCHE, Sébastien GARRIGUE, Grégory MARTY, Dominique VILVET, Jean ASTIE, Samuel MOLI, Marie-Thérèse IMBARD, Catherine JEAN BRUNEL, Nathalie REGOND PLANAS, Béatrice DELAUNAY, Yvette PERIOT, Christian NIFOSI, Véronique MONIER.

Étaient représentés :

Patricia NADAL donne pouvoir à Julie SANZ, Philippe KERAUFFRET donne pouvoir à Mathieu MARTEL, Aurélie MAILLOLS donne pouvoir à Rémi RULL, Guy LLOBET donne pouvoir à Annie LAMARQUE, Bruno GALAN donne pouvoir à Françoise DARCHE, Gilbert CRITELLI donne pouvoir à Marie-Thérèse IMBARD, Jean-Claude ROYO donne pouvoir à Catherine JEAN BRUNEL, Yves PORTEIX donne pouvoir à Béatrice DELAUNAY

Étaient absents/excusés :

Marc HUGONNET, Christian GRAU (du point 1 au point 6), Marie ARIZA.

Nombre de membres en exercice : 50

Nombre de membres présents : 39 (du point 1 à 6)
40 (à partir du point 7)

Nombre de procurations : 8

Nombre de suffrages exprimés : 47 (du point 1 à 6)
48 (à partir du point 7)

Secrétaire de Séance :

Claude BARCIA

Accueil et mot de bienvenue : Monsieur Grégory MARTY

Lors de l'ouverture de la séance, le Président sollicite l'assemblée concernant l'ajout de trois points supplémentaires à porter à l'ordre du jour. A l'unanimité, les membres de l'assemblée approuvent l'ajout de ces points à l'ordre du jour.

Certifié et reçu en préfecture
066-200043602-20261012-DL2026-0275-DE
Date de télétransmission : 15/10/2026
Date de réception préfecture : 15/10/2026

ORDRE DU JOUR
CONSEIL COMMUNAUTAIRE
14 SEPTEMBRE 2026

1. Décisions prises par Monsieur le Président au titre des délégations de pouvoir reçues par délibération n°DL2026-0095 du 27 avril 2026 et compte-rendu des subventions obtenues

2. Désignation du secrétaire de séance du conseil communautaire du 14 septembre 2026

3. Approbation du Procès-Verbal de la séance du 17 juillet 2026

4. Piscine intercommunale AlberAquatic – Reconduction de la convention d'utilisation de l'équipement communautaire par l'association Sauvetage Sportif Argelésien (SSA)

5. Piscine intercommunale AlberAquatic – Avenant à la convention de mise à disposition des Maîtres-Nageurs Sauveteurs du Sauvetage Sportif Argelésien auprès de la CC ACVI

6. Approbation de la convention avec le Conseil Départemental pour la mise à disposition du Château Royal de Collioure au service Enfance jeunesse pour l'organisation de l'évènement « Chercheurs d'Art »

7. Adoption du règlement intérieur de la CC ACVI

8. Présentation du rapport thématique régional comportant les observations définitives de la CRC Occitanie pour la période 2019-2024

9. Création d'une commission consultative des services publics locaux (CCSPL)

10. Syndicat Mixte SCOT Littoral Sud - Rapport d'activités 2025

11. Université de Perpignan Via Domitia - Rapport d'activités 2025

12. Approbation des Budgets supplémentaires de la CC ACVI (10 budgets)

13. Autorisations de programme et crédits de paiement des budgets principal, eau potable, assainissement et collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés

14. Partenariat avec le Syndicat des Vignobles de la Côte Vermeille à l'occasion du 90ème anniversaire de l'AOP Banyuls, dans le cadre d'évènements organisés au Mas Reig à Banyuls-sur-Mer

15. Attribution d'une participation financière exceptionnelle à la ville de Banyuls-sur-Mer à l'occasion du 30ème anniversaire de la manifestation « Fête des vendanges 2026 »

16. Modification des statuts de l'Office de Tourisme Intercommunal Pyrénées Méditerranée

17. Approbation des rapports annuels sur le prix et la qualité des services d'eau potable, d'assainissement collectif et non collectif – Exercice 2025

18. Approbation de l'avenant à la convention d'échanges de données dans le cadre de la gestion de la ressource en eau de la nappe Plio-Quaternaire de la Plaine du Roussillon

19. Résiliation de la convention d'occupation du domaine public ferroviaire avec la SNCF Réseau sur la Commune de Collioure

20. Avenant N°1 à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage à passer avec le conservatoire du littoral – Projet de valorisation du Cap et du phare Béar – site du Cap Béar
21. SMIGATA – Rapport d'activités Bilan de mandat 2020-2026

22. SMBVR - Rapport d'activités 2025

23. SYDETOM 66 - Rapport d'activités 2025

24. LA RECYCLERIE – Rapport d'activités 2025

25. Approbation des rapports annuels sur le prix et la qualité des services de la collecte, de l'évacuation ou du traitement des ordures ménagères – Exercice 2025

26. Modification de la fixation de la participation au service « Conseil en Energie Partagé » pour l'année 2023

27. Avis à donner au titre du Programme Local de l'Habitat (PLH) sur la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Collioure

28. Approbation du bilan annuel 2025 du Programme Local de l'Habitat (PLH)

29. Renouvellement des membres de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL)

30. Approbation de l'avenant N°1 au marché de maitrise d'œuvre relatif au projet de réutilisation des eaux usées traitées d'Argelès-sur-Mer – fixation du forfait définitif de rémunération

31. Approbation du marché de fourniture de repas destinés aux enfants, aux animateurs ainsi qu'aux agents de cantine fréquentant les accueils de loisirs périscolaires du mercredi et les accueils de loisirs organisés pendant les petites et grandes vacances scolaires relevant de la CC ACVI

32. Comité Intercommunal des Œuvres Sociales de la Côte Vermeille et des Albères (CIOSCA) – Approbation de la convention d'objectifs relative au versement de la subvention au titre de l'année 2026 (annule et remplace la DL2026-0229 du 17.07.2026)

33. Informations et questions diverses

1. DL2026-0232 - Désignation du secrétaire de la séance du Conseil communautaire du 14 septembre 2026

Monsieur le Président expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-15 qui prévoit qu'au début de chacune de ses séances, le conseil communautaire nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplit les fonctions de secrétaire.

Monsieur le Président propose à l'assemblée de désigner M. Claude BARCIA, conseiller communautaire de la commune d'Elne, en tant que secrétaire de séance.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve la désignation de M. Claude BARCIA en tant que secrétaire de séance du Conseil communautaire du 14 septembre 2026.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

2. DL2026-0233 - Approbation du Procès-Verbal de la séance du 17 juillet 2026

Monsieur le Président expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-15,

Considérant que le projet de Procès-verbal de la séance du 17 juillet 2026 a préalablement été communiqué à l'ensemble des conseillers communautaires,

Monsieur le Président rappelle que l'assemblée est appelée à approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communautaire du vendredi 17 juillet 2026,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve le procès-verbal du Conseil communautaire du vendredi 17 juillet 2026 tel qu'annexé.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

3. DL2026-0234 - Piscine intercommunale AlberAquatic – Reconduction de la convention d'utilisation de l'équipement communautaire par l'association Sauvetage Sportif Argelésien (SSA)

Monsieur le Président expose :

Par délibération n°DL2020-0081 en date du 6 mars 2020, une charte des Associations avait été validée afin de permettre l'accès de l'Association Sauvetage Sportif Argelésien (SSA) à la piscine intercommunale AlberAquatic d'Argelès-sur-Mer.

Par délibération n°DL2026-0037 du 16 février 2026 une convention d'utilisation des équipements communautaires « Piscine intercommunale AlberAquatic » est venue compléter cette Charte pour une durée de 6 mois.
Aussi, il est proposé de reconduire cette convention jusqu'au 31 décembre 2026.

Cette convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'association SSA est autorisée, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à utiliser à titre précaire et révocable un bien immeuble constituant une dépendance du domaine public communautaire, afin de lui permettre de l'utiliser tout en définissant les conditions d'utilisation.

La présente convention fixe les modalités d'accès à la piscine, définit les responsabilités, clarifie les conditions tarifaires d'accès décidées par la délibération en vigueur.

Au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire est appelé à se prononcer sur la convention jointe en annexe de la présente délibération.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve la convention entre la Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris et l'Association Sauvetage Sportif Argelésien relative à l'utilisation de la piscine intercommunale AlberAquatic ;

Précise que cette convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2026 ;

Autorise Monsieur le Président à la signer ainsi que toutes pièces relatives à la bonne exécution de ce dossier.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

4. DL2026-0235 - Piscine intercommunale AlberAquatic – Avenant à la convention de mise à disposition des Maîtres-Nageurs Sauveteurs du Sauvetage Sportif Argelésien auprès de la CC ACVI

Monsieur le Président expose :

Par délibération n°DL2024-0128 du 05 avril 2024, la Communauté de communes avait conventionné avec l'Association Sauvetage Sportif Argelésien en vue de mettre à disposition de la CC ACVI des maîtres-nageurs sauveteurs de l'association lors d'absences ponctuelles des MNS de la CC ACVI.
Le coût de la prestation avait alors été fixé à 20.55-€/H par salariés mis à disposition.

Au vu de l'intérêt évident de cette prestation et pour se rapprocher du salaire brut d'un MNS en CCD, il est proposé de passer le coût horaire à **23.50-€/H** par salariés mis à disposition.

Il est précisé que les salariés mis à disposition restent placés sous l'autorité hiérarchique de leur employeur d'origine. La CC ACVI exercera sur le salarié mis à disposition une simple autorité fonctionnelle, nécessaire à la bonne exécution de la mission. Toute mesure disciplinaire ne peut être effectuée que par l'Association S.S.A après signalement de la CC ACVI.

L'association facturera l'intervention à la Communauté de communes sur la base du tarif horaire, charges comprises, de 23.50-€ (vingt-trois euros et cinquante centimes).

Au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire est appelé à :

- Approuver la convention de mise à disposition d'un MNS à passer avec l'Association Sauvetage Sportif Argelésien (S.S.A),
- Autoriser le Président à signer ladite convention.

Vu le C.G.C.T.,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires applicables à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 61-2,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités locales et à leurs établissements publics,

Considérant que pour assurer le bon fonctionnement de la piscine intercommunale notamment en cas d'absence des maitres-nageurs sauveteurs, il convient de les remplacer rapidement par du personnel diplômé,

Considérant que l'Association Sauvetage Sportif Argelésien. – S.S.A, dispose de ce personnel diplômé et peut ponctuellement le mettre à disposition de la Communauté de communes,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve la convention de mise à disposition de personnel MNS à passer avec l'Association S.S.A pour le remplacement des maîtres-nageurs sauveteurs de la Piscine intercommunale AlberAquatic,

Autorise le Président à signer ladite convention,

Précise que les crédits sont ouverts au Chapitre 012 – compte 64.

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

5. DL2026-0236 - Approbation de la convention avec le Conseil Départemental pour la mise à disposition du Château Royal de Collioure au service Enfance jeunesse pour l'organisation de l'évènement « Chercheurs d'Art »

Monsieur le Président expose :

Le service Petite Enfance de la Communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris, organise cette année, pour la 3ème année consécutive, le festival « Chercheurs d'Art » qui a pour objectif de rendre la culture accessible aux tout-petits, tout en favorisant les échanges entre les professionnels, les enfants et les parents.

À l'occasion de ce festival, les enfants peuvent ainsi découvrir, dès leur plus jeune âge des salles immersives créées à partir d'œuvres d'artistes ; mais également participer à des ateliers artistiques permettant une découverte de l'art sous différentes formes.

La troisième édition du festival « Chercheurs d'Art » se déroulera cette année au Château Royal de Collioure du 10 au 17 octobre prochain.

Aussi, une convention entre le Conseil Départemental et la Communauté de Communes définissant les conditions et modalités de la mise à disposition à titre gratuit du Château Royal est proposée.

Au vu de ce qui précède, le Conseil Communautaire est appelé à se prononcer sur ladite convention.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve, la convention de mise à disposition à titre gratuit du Château Royal de COLLIOURE à la Communauté de Commune en vue de l'organisation de la troisième édition du Festival Chercheurs d'Art,

Autorise le Président à signer toutes pièces relatives à ce dossier

Résultat du vote :
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

6. DL2026-0237 - Adoption du Règlement Intérieur de la CC ACVI

Monsieur le Président expose :

Aux termes de l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les dispositions relatives au fonctionnement du Conseil municipal (Chapitre Ier du Titre II du Livre Ier) sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), en dehors des dispositions contraires prévues par l'article L.5211-11 du même code.

Pour l'application des dispositions des articles L.2121-8, L.2121-9, L.2121-11, L.2121-12, L.2121-19, L.2121-22, L.2121-25 et L.2121-27-1, les EPCI sont soumis aux règles applicables aux communes de 3 500 habitants et plus.

Dès lors, la Communauté de communes doit établir son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation.

Véritable cadre de référence pour les élus, ce document précise les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Communauté de communes telles que fixées par le CGCT et ainsi ses dispositions propres.

Il est à noter que les règles de fonctionnement de la Communauté de communes ont pour principe le respect de la liberté d'expression des délégués ainsi que leur information complète et éclairée tout en conjuguant concertation et efficacité dans l'action.

Le projet de règlement intérieur, préalablement transmis aux élus, est explicité en séance.

Au vu de ce qui précède, il est proposé à l'assemblée de se prononcer sur le projet de règlement intérieur tel que présenté.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-8 et L.5211-1,

Considérant que les communautés de communes comprenant au moins une commune de 1 000 habitants et plus doivent se doter d'un règlement intérieur dans les six mois suivant leur installation,

Considérant que le Conseil communautaire de la Communauté de communes a été installé le 03 Avril 2026,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

ADOPTE le règlement intérieur tel qu'annexé à la présente délibération**.**

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

7. DL2026-0238 - Présentation du rapport thématique régional comportant les observations définitives de la CRC Occitanie pour la période 2019-2024

Monsieur le Président expose :

Par courriel en date du 21 juillet 2026, la Chambre régionale des comptes Occitanie a transmis le rapport thématique régional comportant les observations définitives de la CRC Occitanie pour la période 2019-2024.

L'article L. 243-6 du Code des Juridictions financières prévoit que « *le rapport d'observations définitives est communiqué par l'exécutif de la collectivité territoriale ou de l'établissement public à son assemblée délibérante, dès sa plus proche réunion. Il fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante ; il est joint à la convocation adressée à chacun des membres de l'assemblée et donne lieu à un débat (…)* ».

Ainsi au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire est invité à :

- Prendre acte de la communication à l'assemblée du rapport thématique régional comportant les observations définitives de la CRC Occitanie pour la période 2019-2024 tel qu'annexé,

- Prendre acte du débat relatif au dit rapport.

Vu l'article L.243-6 du Code des Juridictions financières,

M. Roland CASTANIER reproche le désengagement de l'Etat et indique que la création de régies telles qu'elles existent au sein de notre EPCI a un impact favorable sur la population notamment concernant le coût des prestations.
Il désapprouve le lien fait dans le rapport entre le manque d'investissement de la CC ACVI et le coût de la masse salariale.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Prend acte de la communication à l'assemblée du rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes Occitanie sur la gestion de la Communauté de communes pour la période 2019-2024 tel qu'annexé,

Prend acte du débat relatif au rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes Occitanie sur la gestion de la Communauté de communes concernant la période 2019-2024.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

8. DL2026-0239 - Création d'une commission consultative des services publics locaux (CCSPL))

Monsieur le Président expose :

La commission consultative des services publics locaux (CCSPL), prévue à l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), a pour vocation de permettre l'expression des usagers des services publics par la voie des associations représentatives. Elle contribue ainsi à la participation des citoyens au fonctionnement des services publics.

Les communautés de communes de plus de 50 000 habitants doivent créer une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'elles confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'elles exploitent en régie dotée de l'autonomie financière.

Des conseillers communautaires désignés dans le respect de la représentation proportionnelle et des représentants d'associations locales nommés par le conseil communautaire composent cette commission, présidée de droit par le président de la communauté. Peuvent également participer aux réunions de la commission consultative des services publics locaux toute personne, avec voix consultative, dont l'audition paraît utile.

Dès lors, la création de cette instance répond aux objectifs suivants :
- créer de nouvelles relations avec les usagers des services publics locaux,
- prendre mieux en compte les attentes et les aspirations des usagers,

– améliorer la qualité et l'efficacité des services au travers notamment de l'examen de l'activité et de la qualité des services publics en liaison avec les associations d'usagers.

Présidée par le Président ou son représentant, la commission consultative des services publics locaux :

- examine, chaque année, les rapports annuels établis par les délégataires de service public ainsi que les bilans d'activité des services publics exploités en régie dotée de l'autonomie financière,
- est obligatoirement consultée, pour avis, sur tout projet de délégation de service public, de contrat de partenariat et de création de régie dotée de l'autonomie financière avant que l'assemblée délibérante ne se prononce.

La commission consultative des services publics locaux de la CC ACVI sera amenée à traiter notamment des services publics locaux suivants :

- l'exploitation de la Régie de l'eau,
- la gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage d'Elne et d'Argelès-sur-Mer délégation de service public - (délégataire : Société VAGO).

Cette commission sera composée de 2 collèges ainsi qu'il suit :

- collège des élus,
- collège des usagers et associations locales.

Après avoir pris l'attache des communes dont les Vice-présidents composent le collège des élus, et lors du bureau communautaire qui s'est tenu le 6 juillet dernier, la commission peut être composée comme suivant :

I/ Collège des Elus

- Grégory MARTY, Président ;
- Huguette PONS, Vice-présidente en charge des Déchets ;
- Christian NIFOSI, Vice-président en charge du Cadre de vie ;
- Bruno GALAN, Vice-président en charge de l'Eau potable et de l'Assainissement ;
- Julie SANZ, Vice-présidente en charge des Aires d'Accueil des Gens du Voyage et de la Piscine communautaire ;
- Pierre ORTAL, Vice-président en charge de l'Enfance Jeunesse.

II/ Collège des usagers et associations locales

Titulaires	Suppléants
Patrick MONTAUZE (Président Association crêtes et sentiers, Bages)	Jean-Paul MICHELET (Association de randonnée « Evasion Catalane », Port-Vendres)
Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE) Mme Laure ROUCAYROL	Michel BRIAND (Association « Cerbère à jamais »)
Domians Immobilier Argelès (Syndic de copropriété)	Aldo RIZZI (Habitat 66)
Mme Anne-Sophie PAYET (Foncia Buscail)	M. Jean-François Maurel, chef de service de gestion locative (Marcou Habitat)
Paul BESSOLE (Hôtellerie de plein air, Camping Le Dauphin, Argelès-sur-Mer)	Geneviève GIACONE (Société PROSAIN, Bages)
Roger CARRERE (Association La Recyclerie, d'Elne)	Raymonde CATHALA (Association Las Closes, Riverains Elne)

Au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire est invité à se prononcer sur le nombre de membres et la composition de ladite commission telle que proposée ci-dessus.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2121-21, L.2121-22, L.5211-1 et L.5211-40-1,

Considérant qu'au regard des articles L.2121-22, L.5211-40-1, la composition des commissions doit « respecter le principe de Représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus et des représentants d'associations locales et usagers »,

Considérant qu'aux termes de l'article L.2121-22, les organes délibérants des EPCI peuvent décider, à l'unanimité de ses membres, de ne pas procéder au scrutin secret pour la nomination de leurs membres, sauf dispositions législatives ou règlementaires expressément contraires à ce mode de scrutin,

Considérant que la nomination de membres au sein de commissions internes ne relève pas de dispositions législatives ou règlementaires contraires s'opposant à un autre mode de scrutin,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Décide

De Recourir au scrutin de liste ordinaire pour désigner les membres appelés à siéger au sein de la CCSPL,

De Fixer à 6 le nombre de membres issus du Collège des élus,

De Fixer à 6 le nombre de membres composant le collège des usagers et associations locales résidant sur le territoire de la CC ACVI, (6 titulaires et 6 suppléants),

D'Approuver la liste des membres de la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) telle que présentée ci-dessus,

D'Autoriser le Président à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

9. DL2026-0240 - Syndicat Mixte SCOT Littoral Sud - Rapport d'activités 2025

Monsieur le Président expose :

Par délibération n°05-02 du 26 août 2002, la compétence élaboration, suivi et mise en œuvre du SCOT et schéma de secteur, a été transférée au Syndicat Mixte du SCOT Littoral Sud depuis lors chargé de l'élaboration, l'évolution, la mise en place et le suivi du Schéma de Cohérence Territoriale applicable au territoire communautaire.

Aux termes de l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, avant le 30 septembre de chaque année, le Président du Syndicat mixte adresse au Président de chaque Communauté de communes membre un rapport retraçant l'activité de l'année précédente, accompagné du compte administratif arrêté par celui-ci. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Président au Conseil communautaire en séance publique au cours de laquelle les représentants de la Communauté de communes au sein de l'organe délibérant du Syndicat mixte sont entendus.

Aussi, suite à la réception du rapport d'activités 2025, il convient de soumettre ce dernier au Conseil communautaire qui sera invité à débattre de ce point.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Prend acte de la présentation du rapport d'activités du Syndicat Mixte SCOT Littoral Sud pour l'exercice 2025 tel qu'annexé,

Dit qu'ampliation de la présente délibération sera transmise à M. le Président du Syndicat Mixte SCOT Littoral Sud.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

10. DL2026-0241 - Université de Perpignan Via Domitia - Rapport d'activités 2025

Monsieur le Président expose :

Dans le cadre des actions de dynamisation et d'attractivité du territoire qu'elle mène depuis plusieurs années, la Communauté de communes s'est engagée, par délibération n°DL2025-0264 du 15 décembre 2025, en tant que membre fondateur de la Fondation UPVD pour soutenir les talents de la jeunesse en contribuant au « capital de la Fondation » pour la période 2026-2029.

A ce titre, la convention de mécénat prévoit que la Communauté de communes verse un don annuel de 10 000.00-€ (dix mille euros), soit 40 000.00-€ (quarante mille euros) pour la période 2026-2029. En contrepartie, la Fondation s'est engagée à nommer la CC ACVI comme « mécène fondateur de la Fondation UPVD », à utiliser l'intégralité du don au capital pour la période 2026-2029, et à adresser chaque année à la CC ACVI un bilan des actions engagées, via son rapport d'activités.

Aussi, suite à la réception du rapport d'activités 2025, il convient de soumettre ce dernier au Conseil communautaire qui est invité à en prendre acte.

M. Roland CASTANIER demande si les retombées qu'apporte ce partenariat avec l'UPVD sont connues.
Il est indiqué que ce partenariat permet aux étudiants de mieux connaitre les entreprises du territoire ainsi que les métiers exercés au sein d'administrations publiques comme la CC ACVI afin que ce vivier de jeunes diplômés ne quitte pas le territoire.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Prend acte du rapport d'activités de la Fondation UPVD pour l'exercice 2025 tel qu'annexé,

Dit qu'ampliation de la présente délibération sera transmise à M. Yvan AUGUET, Président de la Fondation UPVD et de l'Université de Perpignan Via Domitia.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

11. Approbation des Budgets supplémentaires de la CC ACVI (10 budgets)

➢ DL2026-0242 – Approbation d'un budget supplémentaire pour le Budget principal

Monsieur le Président expose :

Après l'adoption du compte financier unique, le budget supplémentaire est l'étape budgétaire permettant d'intégrer les résultats de l'exercice antérieur dans le budget en cours, ainsi que les restes à réaliser en dépenses et en recettes.
Il tient compte des décisions d'affectation des résultats qui sont intervenues à l'issue de l'adoption des comptes financiers uniques lors du Conseil communautaire du 15 juin 2026.
Enfin, il est l'occasion d'apporter certaines modifications de crédits en dépenses et en recettes afin d'ajuster les inscriptions nécessaires à la fin de l'exercice.
Ce budget principal s'équilibre en dépenses et en recettes à 3 106 708.54 € en fonctionnement et à 15 206 999.31 € en investissement.

Il prévoit les inscriptions budgétaires suivantes :

En fonctionnement

En dépenses :
- Les charges à caractère général du chapitre 011 sont augmentées de 748 280.05-€ (avec entre autre + 94 050-€ pour le chantier d'insertion, + 63 899.01-€ pour le service informatique, + 349 503-€ pour l'enfance jeunesse)
- Atténuation de produit : remboursement de la taxe GEMAPI, 25 565.94-€
- ajustement des crédits prévus pour les créances admises en non-valeur et subvention CIOSCA (57 700.75-€) ;
- ajustement des crédits nécessaires aux dotations aux amortissements des biens (201 500-€). Ces dépenses d'ordre ont pour contrepartie une recette d'ordre d'un montant équivalent en section d'investissement.
- ajustement du virement à la section d'investissement (2 073 661.80-€).

Total des dépenses : 3 106 708.54-€

En recettes :
- ajustement des inscriptions nécessaires pour les atténuations de charge en lien avec les indemnités journalières 137 000-€.
- ajustement pour prise en compte des frais de structure des budgets eau et assainissement + 816 558-€ et caisse d'allocation familiale + 58 000-€.
- ajustement des prévisions en lien avec les impôts et taxes pour un total de 109 927.50-€ dont + 80 230-€ pour le FPIC, - 129 685.49-€ pour la fiscalité locale notamment en raison de perte de base de taxe d'habitation résidence secondaire.

- ajustement des prévisions en lien avec les subventions d'exploitation à hauteur de 192 530-€
- inscription de produits spécifiques en lien avec le remboursement de FCTVA pour les dépenses informatiques en nuage à hauteur de 42 100.29-€.
- Diminution des prévisions d'amortissement à hauteur de – 59 636-€
- intégration du résultat reporté de l'exercice 2025 (1 939 913.96-€).

Total des recettes : 3 106 708.54-€

<u>En investissement</u>

En dépenses :
- Diminution des opérations d'ordre entre section – 59 636-€
- Mise en place de nouvelles avances pour les budgets des zones d'activité Camp del Caball et Porte des Albères à Argelès-sur-Mer à hauteur de 457 236.35-€.
- restes à réaliser 2025 à hauteur de 9 819 901.93-€ et inscription de crédits pour la réalisation de travaux (3 851 039-€) ;
- inscription du déficit d'investissement de 2025 à hauteur de 1 138 458.03-€.;

Total des dépenses : 15 206 999.31-€

En recettes :
- ajustement des crédits prévus pour l'amortissement (201 500-€)
- Augmentation de la prévision budgétaire pour le FCTVA du dernier trimestre 2025 : 40 112-€.
- Mise en place d'une nouvelle prévision d'emprunt à hauteur de 1 383 486.55-€.
- affectation du résultat de fonctionnement voté le 15 juin 2026 au compte 1068 (7 776 999.62-€) ;
- Prise en compte des remboursements à percevoir de la commune d'Argeles-sur-Mer pour l'ALSH Curie Pasteur à hauteur de 549 879-€.
- le virement complémentaire de la section de fonctionnement (2 073 661.80-€) ;
- inscription des restes à réaliser en recette 3 181 360.34-€ (principalement les remboursements des avances des budgets des zones d'activité).

Total des recettes : 15 206 999.31-€

VU le code général des collectivités territoriales,

Vu la maquette budgétaire M57 du budget supplémentaire 2026 du budget principal;

Vu la délibération n°DL2025-0269 du 15 décembre 2025 portant adoption du budget primitif 2026 du budget principal ;

Vu la délibération n°DL2026-0162 du 15 juin 2026 portant adoption du Compte Financier Unique du budget principal 2025 ;

Vu la commission de finances du 3 septembre 2026,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 7 septembre 2026,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

ADOPTE le budget supplémentaire 2026 du budget principal tel que détaillé ci-dessus.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

- **DL2026-0243 - Approbation d'un budget supplémentaire pour le Budget annexe eau potable**

Monsieur le Président expose :

Après l'adoption du compte financier unique, le budget supplémentaire est l'étape budgétaire permettant d'intégrer les résultats de l'exercice antérieur dans le budget en cours, ainsi que les restes à réaliser en dépenses et en recettes.
Il tient compte des décisions d'affectation des résultats qui sont intervenues pour certains budgets à l'issue de l'adoption des comptes financiers uniques lors du Conseil communautaire du 15 juin 2026.
Enfin, il est l'occasion d'apporter certaines modifications de crédits en dépenses et en recettes afin d'ajuster les inscriptions nécessaires à la fin de l'exercice.

Ce budget annexe de l'eau potable s'équilibre en dépenses et en recettes à 2 835 389.16-€ en fonctionnement et à 5 816 862.12-€ en investissement.

Il prévoit les inscriptions budgétaires suivantes :

En fonctionnement

En dépenses :
- ajustement des frais de structure (292 906.33-€) ;
- mise en service du projet réutilisation des eaux de station d'épuration 170 341-€
- ajustement des crédits prévus pour les créances admises en non valeur et subvention CIOSCA (111 016.23-€) ;
- Atténuation du produits reversement à l'agence de l'eau 650 000-€ ;
- Ajustement des charges de personnel 30 000-€
- ajustement des crédits nécessaires aux dotations aux amortissements des biens (6 200-€). Ces dépenses d'ordre ont pour contrepartie une recette d'ordre d'un montant équivalent en section d'investissement.
- ajustement du virement à la section d'investissement (1 629 360.10-€).

Total des dépenses : 2 835 389.16-€

En recettes :
- ajustement des inscriptions nécessaires pour les atténuations de charge en lien avec les indemnités journalières 4 012-€.
- ajustement pour paiement pour services environnementaux 27 049-€.
- ajustement des inscriptions nécessaires à la reprise des subventions (7 050-€). Cette recette d'ordre a pour contrepartie une dépense d'ordre d'un montant équivalent en section d'investissement .
- inscription du remboursement des admissions en non valeurs et créances éteintes 34 917-€ éteintes .
- intégration du résultat reporté de l'exercice 2025 (2 761 806.16-€).

Total des recettes : 2 835 389.16-€

En investissement

En dépenses :

- restes à réaliser 2025 à hauteur de 3 434 922.71-€ et inscription de crédits pour la réalisation de travaux (2 039 182.11-€) ;
- inscription du déficit d'investissement de 2025 à hauteur de 335 707.33-€.;
- inscription de la reprise de subventions (7 050-€).

Total des dépenses : 5 816 862.15-€

En recettes :

- ajustement des crédits prévus pour l'amortissement (6 200-€)
- le virement complémentaire de la section de fonctionnement (1 629 360.10-€) ;
- inscription des restes à réaliser en recette 4 181 302.05-€ (principalement les subventions de l'agence de l'eau pour le projet de réutilisation des eaux de station d'épuration.

Total des recettes : 5 816 862.15 €

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la maquette budgétaire M49 du budget supplémentaire 2026 du budget ;

Vu la délibération du 15 décembre 2025 portant adoption du budget primitif 2026 ;

Vu la délibération du 15 juin 2026 portant adoption du Compte Financier Unique du budget principal 2025 ;

Vu la commission de finances du 3 septembre 2026,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 7 septembre 2026,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

ADOPTE le budget supplémentaire 2026 du budget annexe eau potable tel que détaillé.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

- **DL2026-0244 - Approbation d'un budget supplémentaire pour le Budget annexe assainissement**

Monsieur le Président expose :

Après l'adoption du compte financier unique, le budget supplémentaire est l'étape budgétaire permettant d'intégrer les résultats de l'exercice antérieur dans le budget en cours, ainsi que les restes à réaliser en dépenses et en recettes.
Il tient compte des décisions d'affectation des résultats qui sont intervenues pour certains budgets à l'issue de l'adoption des comptes financiers uniques lors du Conseil communautaire du 15 juin 2026.
Enfin, il est l'occasion d'apporter certaines modifications de crédits en dépenses et en recettes afin d'ajuster les inscriptions nécessaires à la fin de l'exercice.

Ce budget annexe de l'assainissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 1 305 891.08-€ en fonctionnement et à 5 243 232.33-€ en investissement.
Il prévoit les inscriptions budgétaires suivantes :

<u>En fonctionnement</u>

En dépenses :
- ajustement des frais de structure (517 391.88-€) auxquels on rajoute 150 000-€ d'études rejet et mer;
- ajustement des crédits prévus pour les créances admises en non valeur (83 800-€) et subvention CIOSCA (13 739.33-€) ;
- intégration des éléments du dernier emprunt dont ICNE 16 097-€ ;
- ajustement des crédits nécessaires aux dotations aux amortissements des biens (28 200-€). Ces dépenses d'ordre ont pour contrepartie une recette d'ordre d'un montant équivalent en section d'investissement ;
- ajustement du virement à la section d'investissement (450 670.62-€).

Total des dépenses : 1 305 891.08-€

En recettes :
- ajustement des inscriptions nécessaires pour les atténuations de charge en lien avec les indemnités journalières 40 000-€ ;
- ajustement des produits des services pour prendre en compte le dépotage 153.01-€ ;
- ajustement des inscriptions nécessaires à la reprise des subventions (9 400-€). Cette recette d'ordre a pour contrepartie une dépense d'ordre d'un montant équivalent en section d'investissement ;
- ajustement des produits exceptionnels 200-€ ;
- inscription du remboursement des admissions en non valeurs et créances éteintes 17 194-€ éteintes ;
- intégration du résultat reporté de l'exercice 2025 (1 238 944.07-€).

Total des recettes : 1 305 891.08-€

<u>En investissement</u>

En dépenses :
- restes à réaliser 2025 à hauteur de 4 713 030.95-€ et inscription de crédits pour la réalisation de travaux (501 639.38-€) voir autorisation de programme crédits de paiement ;
- Permettre le remboursement d'un trop perçu de l'agence de l'eau 19 162-€ ;
- inscription de la reprise de subventions (9 400-€).

Total des dépenses : 5 243 232.33-€

En recettes :
- ajustement des crédits prévus pour l'amortissement (28 200-€)
- le virement complémentaire de la section de fonctionnement (450 670.62-€) ;
- Excédent d'investissement 2025 : 4 097 892.39- (principalement lié aux emprunts contractés en vue de la réalisation de la station d'épuration de Cerbère et à l'avance du budget principal).
- inscription des restes à réaliser en recette 666 469.32-€

Total des recettes : 5 243 232.33-€

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la maquette budgétaire M57 du budget supplémentaire 2026 du budget assainissement;

Vu la délibération n°DL2025-0271 du 15 décembre 2025 portant adoption du budget primitif 2026 assainissement collectif ;

Vu la délibération n°DL2026-0164 du 15 juin 2026 approuvant du Compte Financier Unique du budget annexe assainissement collectif 2025 ;

Vu la commission de finances du 3 septembre 2026,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 7 septembre 2026,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

ADOPTE le budget supplémentaire 2026 du budget annexe assainissement tel que détaillé.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

- **DL2026-0245 - Approbation d'un budget supplémentaire pour le Budget annexe assainissement non collectif**

Monsieur le Président expose :

Après l'adoption du compte financier unique, le budget supplémentaire est l'étape budgétaire permettant d'intégrer les résultats de l'exercice antérieur dans le budget en cours, ainsi que les restes à réaliser en dépenses et en recettes.
Il tient compte des décisions d'affectation des résultats qui sont intervenues pour certains budgets à l'issue de l'adoption des comptes financiers uniques lors du Conseil communautaire du 15 juin 2026.
Enfin, il est l'occasion d'apporter certaines modifications de crédits en dépenses et en recettes afin d'ajuster les inscriptions nécessaires à la fin de l'exercice.

Ce budget annexe de l'assainissement non collectif ne modifie pas la prévision initiale du budget primitif et s'équilibre donc en dépenses et en recettes à 0-€ en fonctionnement et à 396.62-€ en investissement.

Il prévoit les inscriptions budgétaires suivantes :

En fonctionnement

En dépenses :
- ajustement des charges à caractère général pour 6 260.07-€;
- afin de prendre en compte l'impossibilité de réaliser des contrôles en début d'année une partie du personnel est réaffecté en dépense sur le budget assainissement, la prévision est donc diminuée de 24 112.99-€
- intégration du déficit d'investissement pour 17 852.92-€

Total des dépenses : 0- €

En recettes :
- aucune modification par rapport au budget principal.

<u>En investissement</u>

En dépenses :
- ajustement de la prévision acquisition de matériel à hauteur de 396.62-€.

En recettes :
- Excédent d'investissement 2025 pour 396.62-€.

Total des recettes : 396.62-€

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la maquette budgétaire M57 du budget supplémentaire 2026 du budget assainissement non collectif ;

Vu la délibération n°DL2025-0272b du 15 décembre 2025 portant adoption du budget primitif 2026 du budget annexe assainissement non collectif;

Vu la délibération n°DL2026-0165 du 15 juin 2026 portant adoption du Compte Financier Unique du budget annexe assainissement non collectif 2025 ;

Vu la commission de finances du 3 septembre 2026,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 7 septembre 2026,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

ADOPTE le budget supplémentaire 2026 du budget annexe assainissement non collectif tel que détaillé ci-dessus.

<u>Résultat du vote :</u>
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

- **<u>DL2026-0246 - Approbation d'un budget supplémentaire pour le Budget annexe Ordures ménagères</u>**

Monsieur le Président expose :

Après l'adoption du compte financier unique, le budget supplémentaire est l'étape budgétaire permettant d'intégrer les résultats de l'exercice antérieur dans le budget en cours, ainsi que les restes à réaliser en dépenses et en recettes.
Il tient compte des décisions d'affectation des résultats qui sont intervenues pour certains budgets à l'issue de l'adoption des comptes financiers uniques lors du Conseil communautaire du 15 juin 2026.
Enfin, il est l'occasion d'apporter certaines modifications de crédits en dépenses et en recettes afin d'ajuster les inscriptions nécessaires à la fin de l'exercice.

Ce budget annexe déchet s'équilibre en dépenses et en recettes à 1 322 922.96-€ en fonctionnement et à 1 178 742.69-€ en investissement.

Il prévoit les inscriptions budgétaires suivantes :

<u>En fonctionnement</u>

En dépenses :
- ajustement des dépenses de fonctionnement courante à hauteur de 247 855.67-€ avec prise en compte de l'augmentation du coût du carburant, suite à la crise du détroit d'Ormuz
- ajustement des charges de personnel à hauteur de 460 760.86-€
- ajustement des crédits prévus pour les créances admises en non valeur (15 000-€) et subvention CIOSCA (27 690.43-€) ;
- ajustement des crédits nécessaires aux dotations aux amortissements des biens (142 200-€). Ces dépenses d'ordre ont pour contrepartie une recette d'ordre d'un montant équivalent en section d'investissement.
- ajustement du virement à la section d'investissement (429 616-€).

Total des dépenses : 1 322 922.96-€

En recettes :
- ajustement des recettes de taxe d'enlèvement d'ordures ménagères pour 214 509-€
- ajustement des inscriptions nécessaires à la reprise des subventions (1 670-€). Cette recette d'ordre a pour contrepartie une dépense d'ordre d'un montant équivalent en section d'investissement.
- intégration du résultat reporté de l'exercice 2025 (1 106 743.96-€).

Total des recettes : 1 322 922.96-€

<u>En investissement</u>

En dépenses :
- restes à réaliser 2025 à hauteur de 631 876.69-€ et inscription de crédits pour la réalisation de travaux (545 196-€) voir autorisation de programme crédits de paiement,
- inscription de la reprise de subventions (1 670-€).

Total des dépenses : 1 178 742.69-€

En recettes :
- ajustement des crédits prévus pour l'amortissement (142 000-€)
- diminution des prévisions de recettes de FCTVA 84 750-€
- le virement complémentaire de la section de fonctionnement (429 616-€) ;
- le financement du déficit d'investissement 2025 à hauteur de 554 987.97-€
- l'intégration de subventions obtenues pour l'acquisition de colonnes à hauteur de 60 000-€
- Excédent d'investissement 2025, 76 888.72-€

Total des recettes : 1 178 742.69-€

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la maquette budgétaire M57 du budget supplémentaire 2026 du budget ;

Vu la délibération n°DL2025-0273 du 15 décembre 2025 portant adoption du budget primitif 2026 pour le budget annexe ordures ménagères;

Vu la délibération n°DL2026-0166 du 15 juin 2026 portant adoption du Compte Financier Unique du budget principal 2025 du budget annexe ordures ménagères;

Vu la commission de finances du 3 septembre 2026,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 7 septembre 2026,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

ADOPTE le budget supplémentaire 2026 du budget annexe ordures ménagères tel que détaillé ci-dessus.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

- **DL2026-0247 - Approbation d'un budget supplémentaire pour le Budget annexe Maison de santé de Cerbère**

Monsieur le Président expose :

Après l'adoption du compte financier unique, le budget supplémentaire est l'étape budgétaire permettant d'intégrer les résultats de l'exercice antérieur dans le budget en cours, ainsi que les restes à réaliser en dépenses et en recettes.
Il tient compte des décisions d'affectation des résultats qui sont intervenues pour certains budgets à l'issue de l'adoption des comptes financiers uniques lors du Conseil communautaire du 15 juin 2026.
Enfin, il est l'occasion d'apporter certaines modifications de crédits en dépenses et en recettes afin d'ajuster les inscriptions nécessaires à la fin de l'exercice.

Ce budget annexe de la maison de santé de Cerbère s'équilibre en dépenses et en recettes à 282 686.03-€ en fonctionnement et à 71 563.93-€ en investissement.

Il prévoit les inscriptions budgétaires suivantes :

En fonctionnement

En dépenses :
- augmentation des charges à caractère général (240 000-€) ;
- ajustement du virement à la section d'investissement (42 686.03-€) ;

Total des dépenses : 282 686.03-€.

En recettes :
- intégration de l'excédent de fonctionnement (282 686.03-€) ;

Total des recettes : 282 686.03-€.

En investissement

En dépenses :
- ajustement crédits travaux (71 563.93-€) ;

Total des dépenses : 71 563.93-€.

En recettes :
- encaissement d'un dépôt de caution (17-€) ;
- virement complémentaire de la section de fonctionnement (42 686.03-€) ;
- Intégration de l'excédent d'investissement (28 860.90-€) ;

Total des recettes : 71 563.93-€.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la maquette budgétaire M57 du budget supplémentaire 2026 du budget ;

Vu la délibération n°DL2025-0274 du 15 décembre 2025 portant adoption du budget primitif 2026 du budget annexe maison de santé de Cerbère ;

Vu la délibération n°DL2026-0167 du 15 juin 2026 portant adoption du Compte Financier Unique 2025 du budget annexe maison de santé de Cerbère;

Vu la commission de finances du 3 septembre 2026,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 7 septembre 2026,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

ADOPTE le budget supplémentaire 2026 du budget annexe maison de santé de Cerbère tel que détaillé ci-dessus.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

- **DL2026-0248 - Approbation d'un budget supplémentaire pour le Budget annexe ZAE Saint-Genis-des-Fontaines**

Monsieur le Président expose :

Après l'adoption du compte financier unique, le budget supplémentaire est l'étape budgétaire permettant d'intégrer les résultats de l'exercice antérieur dans le budget en cours, ainsi que les restes à réaliser en dépenses et en recettes.
Il tient compte des décisions d'affectation des résultats qui sont intervenues pour certains budgets à l'issue de l'adoption des comptes financiers uniques lors du Conseil communautaire du 15 juin 2026.
Enfin, il est l'occasion d'apporter certaines modifications de crédits en dépenses et en recettes afin d'ajuster les inscriptions nécessaires à la fin de l'exercice.

Ce budget annexe de la zone d'activités de Saint-Genis-des-Fontaines s'équilibre en dépenses et en recettes à 424 877.81-€ en fonctionnement et à 0-€ en investissement.

Il prévoit les inscriptions budgétaires suivantes :

<u>En fonctionnement</u>

En dépenses :
- augmentation des crédits de travaux (423 195.59-€);
- ajustement écritures de stock (1 682.22-€) ;

Total des dépenses : 424 877.81-€.

En recettes :
- intégration de l'excédent de fonctionnement (424 877.81-€) ;

Total des recettes : 424 877.81-€.

<u>En investissement</u>

En dépenses :

Total des dépenses : 0-€.

En recettes :
- annulation de l'emprunt voté au budget primitif (- 1 306 800.78-€) ;
- intégration de l'excédent d'investissement (1 305 118.56-€) ;
- ajustement écritures de stock (1 682.22-€) ;

Total des recettes : 0-€.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la maquette budgétaire M57 du budget supplémentaire 2026 du budget ;

Vu la délibération n°DL2025-0275 du 15 décembre 2025 portant adoption du budget primitif 2026 du budget annexe ZAE Saint Genis des Fontaines ;

Vu la délibération n°DL2026-0168 du 15 juin 2026 portant adoption du Compte Financier Unique 2025 du budget annexe ZAE Saint Genis des Fontaines ;

Vu la commission de finances du 3 septembre 2026,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 7 septembre 2026,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

ADOPTE le budget supplémentaire 2026 du budget annexe ZAE Saint-Genis-des-Fontaines tel que détaillé ci-dessus.

<u>Résultat du vote :</u>
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

- **DL2026-0249 - Approbation d'un budget supplémentaire pour le Budget annexe ZA Argelès-sur-Mer – Camp del Caball**

Monsieur le Président expose :

Après l'adoption du compte financier unique, le budget supplémentaire est l'étape budgétaire permettant d'intégrer les résultats de l'exercice antérieur dans le budget en cours, ainsi que les restes à réaliser en dépenses et en recettes.
Il tient compte des décisions d'affectation des résultats qui sont intervenues à l'issue de l'adoption des comptes financiers uniques lors du Conseil communautaire du 15 juin 2026.
Enfin, il est l'occasion d'apporter certaines modifications de crédits en dépenses et en recettes afin d'ajuster les inscriptions nécessaires à la fin de l'exercice.

Ce budget annexe de la zone d'activités Camp del Caball s'équilibre en dépenses et en recettes à 188 581.69-€ en fonctionnement et à 180 000.00-€ en investissement.

Il prévoit les inscriptions budgétaires suivantes :

En fonctionnement

En dépenses :
- nouvelles études : finalisation du dossier MRAE pour les autorisations environnementale, finalisation du dossier de création de ZAC, procédure DUP/MEC, enquête publique conjointe, dossier de réalisation de ZAC et fouilles archéologiques (160 243.18-€) ;
- ajustement écritures de stock (28 338.51-€) ;

Total des dépenses : 188 581.69-€.

En recettes :
- ajustement écritures de stock (180 000- €) ;
- excédent acte de vente (115.20-€) ;
- encaissement d'un avoir (1 600-€) ;
- intégration de l'excédent de fonctionnement (6 866.49-€) ;

Total des recettes : 188 581.69-€.

En investissement

En dépenses :
- ajustement écritures de stock (180 000-€) ;

Total des dépenses : 180 000-€.

En recettes :
- annulation de l'emprunt voté au budget primitif (- 296 843.72-€) ;
- Avance remboursable du budget général (371 000-€) ;
- Intégration de l'excédent d'investissement (77 505.21-€) ;
- ajustement écritures de stock (28 338.51-€) ;

Total des recettes : 180 000-€.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la maquette budgétaire M57 du budget supplémentaire 2026 du budget annexe ZA Camp del Caball à Argelès-sur-Mer;

Vu la délibération n°DL2025-0276 du 15 décembre 2025 portant adoption du budget primitif 2026 du budget annexe ZA Camp del Caball ;

Vu la délibération n°DL2026-0169 du 15 juin 2026 portant adoption du Compte Financier Unique 2025 du budget annexe ZA Camp del Caball ;

Vu la commission de finances du 3 septembre 2026,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 7 septembre 2026,

Mme Julie SANZ demande sur quoi portent les études environnementales qui doivent être réalisées car les études sur les 4 saisons ont déjà eu lieu.
Il est indiqué qu'une nouvelle étude doit porter sur la finalisation du dossier MRAE, et que les dépenses couvriront le dossier de réalisation de la ZAC, la procédure de la Déclaration d'Utilité Publique valant Mise En Compatibilité (DUP MEC) du PLU, l'enquête publique conjointe et les fouilles archéologiques.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

ADOPTE le budget supplémentaire 2026 du budget annexe ZA Argelès-sur-Mer – Camp del Caball tel que détaillé ci-dessus.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

- **DL2026-0250 - Approbation d'un budget supplémentaire pour le Budget annexe Porte des Albères – Argelès-sur-Mer**

Monsieur le Président expose :

Après l'adoption du compte financier unique, le budget supplémentaire est l'étape budgétaire permettant d'intégrer les résultats de l'exercice antérieur dans le budget en cours, ainsi que les restes à réaliser en dépenses et en recettes.
Il tient compte des décisions d'affectation des résultats qui sont intervenues pour certains budgets à l'issue de l'adoption des comptes financiers uniques lors du Conseil communautaire du 15 juin 2026.
Enfin, il est l'occasion d'apporter certaines modifications de crédits en dépenses et en recettes afin d'ajuster les inscriptions nécessaires à la fin de l'exercice.

Ce budget annexe de la zone d'activités Porte des Albères s'équilibre en dépenses et en recettes à 86 236.35-€ en fonctionnement et en investissement.

Il prévoit les inscriptions budgétaires suivantes :

En fonctionnement

En dépenses :

- ajustement écritures de stock (82 551.53-€) ;
- Intégration du déficit de fonctionnement (3 684.82-€) ;

Total des dépenses : 86 236.35-€.

En recettes :
- ajustement écritures de stock (86 236.35-€) ;

Total des recettes : 86 236.35-€.

<u>En investissement</u>

En dépenses :
- ajustement écritures de stock (86 236.35-€) ;

Total des dépenses : 86 236-5-€.

En recettes :
- annulation de l'emprunt voté au budget primitif (- 362 197.99-€) ;
- Avance remboursable du budget général (86 236.35-€) ;
- Intégration de l'excédent d'investissement (279 646.46-€) ;
- ajustement écritures de stock (82 551.53-€) ;

Total des recettes : 86 236.35-€.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la maquette budgétaire M57 du budget supplémentaire 2026 du budget annexe budget annexe Porte des Albères;

Vu la délibération n°DL2025-0277 du 15 décembre 2025 portant adoption du budget primitif 2026 du budget annexe Porte des Albères;

Vu la délibération n°DL2026-0170 du 15 juin 2026 portant adoption du Compte Financier Unique 2025 du budget annexe Porte des Albères;

Vu la commission de finances du 3 septembre 2026,
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 7 septembre 2026,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

ADOPTE le budget supplémentaire 2026 du budget annexe Porte des Albères à Argelès-sur-Mer tel que détaillé ci-dessus.

<u>Résultat du vote :</u>
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

- **DL2026-0251 - Approbation d'un budget supplémentaire pour le Budget annexe Agroparc Saint-André**

Monsieur le Président expose :

Après l'adoption du compte financier unique, le budget supplémentaire est l'étape budgétaire permettant d'intégrer les résultats de l'exercice antérieur dans le budget en cours, ainsi que les restes à réaliser en dépenses et en recettes.
Il tient compte des décisions d'affectation des résultats qui sont intervenues pour certains budgets à l'issue de l'adoption des comptes financiers uniques lors du Conseil communautaire du 15 juin 2026.
Enfin, il est l'occasion d'apporter certaines modifications de crédits en dépenses et en recettes afin d'ajuster les inscriptions nécessaires à la fin de l'exercice.

Ce budget annexe de la zone d'activités Agroparc s'équilibre en dépenses et en recettes à – 33 999.55-€ en fonctionnement et à – 34 000-€ en investissement.

Il prévoit les inscriptions budgétaires suivantes :

En fonctionnement

En dépenses :
- réduction du montant des études (- 33 999.55-€) ;

Total des dépenses : - 33 999.55-€.

En recettes :
- ajustement écritures de stock (- 34 000-€) ;
- intégration de l'excédent de fonctionnement (0.45-€) ;

Total des recettes : - 33 999.55-€.

En investissement

En dépenses :
- ajustement écritures de stock (- 34 000-€) ;

Total des dépenses : - 34 000-€.

En recettes :
- annulation de l'emprunt voté au budget primitif (- 50 237.25-€) ;
- Intégration de l'excédent d'investissement (16 237.25-€) ;

Total des recettes : - 34 000-€.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la maquette budgétaire M57 du budget supplémentaire 2026 du budget annexe Agroparc à saint-André

Vu la délibération n°DL2025-0278 du 15 décembre 2025 portant adoption du budget primitif 2026 du budget annexe Agroparc ;

Vu la délibération n°DL2026-0171 du 15 juin 2026 portant adoption du Compte Financier Unique 2025 du budget annexe Agroparc ;

Vu la commission de finances du 3 septembre 2026,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 7 septembre 2026,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

ADOPTE le budget supplémentaire 2026 du budget annexe Agroparc à Saint-André tel que détaillé ci-dessus.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

12. Autorisations de programme et crédits de paiement des budgets principal, eau potable, assainissement et collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés

➢ DL2026-0252 – Autorisation de programme et crédits de paiement du budget principal de la CC ACVI

Monsieur le Président expose :

Dans le cadre de ses discussions en lien avec le Pacte Financier et Fiscal, la mise en œuvre d'un Programme Prévisionnel d'Investissement (PPI) ambitieux est prévu sur la période 2022-2027.
Compte-tenu du caractère pluriannuel de la réalisation de ce projet qui devrait s'achever en 2027 et afin d'améliorer l'adéquation des prévisions de dépenses et recettes d'investissements du budget avec le calendrier de réalisation des projets d'investissements communautaires, en ne faisant supporter au budget non pas l'intégralité d'une dépense pluriannuelle mais les seules dépenses à régler au cours de l'exercice, le Président propose de gérer ces investissements sous forme d'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement, conformément aux dispositions de l'article L 2311-3-I du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'Autorisation de Programme (AP) est définie comme la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement des investissements. Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation. Elle peut être révisée.

Les Crédits de Paiement (CP) correspondent à la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre de l'AP correspondante.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls CP.

Les autorisations de programme du budget principal

Le PPI est à répartir conformément au projet de territoire 2022-2026 qui se décline en un programme découpé en quatre axes comme suit :

- Faire ensemble un territoire solidaire : augmentation de 3 345 159-€ des crédits de paiement sur ce poste principalement pour le centre technique communautaire.

- Un territoire de proximité : augmentation de 561 689-€ des crédits de paiement sur ce poste principalement pour l'ALSH Curie Pasteur.

- Un territoire qui s'émancipe produit innove : les crédits de paiement sont diminués de 48 000-€ sur les subventions d'immobilier d'entreprise.

- Un territoire de transition écologique : les crédits de paiement sont diminués de 7 809-€.

Au vu de ce qui précède, il est proposé au Conseil communautaire d'approuver les autorisations de programme et crédits de paiement du budget principal détaillés dans le tableau tel qu'annexé.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve les modifications des autorisations de programme et crédits de paiement du budget principal détaillés dans le tableau tel qu'annexé.

Autorise le Président à signer toutes les pièces afférentes.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

- **DL2026-0253 – Autorisation de programme et crédits de paiement du budget annexe eau potable**

Monsieur le Président expose :

Dans le cadre de ses discussions en lien avec le Pacte Financier et Fiscal, la mise en œuvre d'un Programme Prévisionnel d'Investissement (PPI) ambitieux est prévu sur la période 2022-2027.

Compte-tenu du caractère pluriannuel de la réalisation de ce projet qui devrait s'achever en 2027 et afin d'améliorer l'adéquation des prévisions de dépenses et recettes d'investissements du budget avec le calendrier de réalisation des projets d'investissements communautaires, en ne faisant supporter au budget non pas l'intégralité d'une dépense pluriannuelle mais les seules dépenses à régler au cours de l'exercice, le Président propose de gérer ces investissements sous forme d'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement, conformément aux dispositions de l'article L 2311-3-I du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'Autorisation de Programme (AP) est définie comme la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement des investissements. Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation. Elle peut être révisée.

Les Crédits de Paiement (CP) correspondent à la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre de l'AP correspondante.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls CP.

Les autorisations de programme crédits de paiement du budget eau potable prévoient une augmentation de 1 513 114-€ pour le renouvellement réseau, 6 068-€ pour l'équipement usine , 90 000-€ pour les branchements, 430 000-€ pour les projets stratégiques. 10 147 284-€ de dépenses en 2026 pour la distribution y compris le projet réutilisation des eaux de station d'épuration et 65 720-€ pour la production.

Au vu de ce qui précède, il est proposé au Conseil communautaire d'approuver les autorisations de programme et crédits de paiement du budget eau potable détaillés dans le tableau tel qu'annexé.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve les modifications des autorisations de programme et crédits de paiement du budget eau potable détaillés dans le tableau tel qu'annexé.

Autorise le Président à signer toutes les pièces afférentes.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

- **DL2026-0254 – Autorisation de programme et crédits de paiement du budget annexe assainissement**

Monsieur le Président expose :

Dans le cadre de ses discussions en lien avec le Pacte Financier et Fiscal, la mise en œuvre d'un Programme Prévisionnel d'Investissement (PPI) ambitieux est prévu sur la période 2022-2027.

Compte-tenu du caractère pluriannuel de la réalisation de ce projet qui devrait s'achever en 2027 et afin d'améliorer l'adéquation des prévisions de dépenses et recettes d'investissements du budget avec le calendrier de réalisation des projets d'investissements communautaires, en ne faisant supporter au budget non pas l'intégralité d'une dépense pluriannuelle mais les seules dépenses à régler au cours de l'exercice, le Président propose de gérer ces investissements sous forme d'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement, conformément aux dispositions de l'article L 2311-3-I du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'Autorisation de Programme (AP) est définie comme la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement des investissements. Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation. Elle peut être révisée.

Les Crédits de Paiement (CP) correspondent à la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre de l'AP correspondante.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls CP.

Les autorisations de programme crédits de paiement du budget assainissement prévoient une augmentation de 493 462-€ pour le renouvellement réseau, 5 318-€ pour l'équipement usine , 30 000-€ pour les branchements, 2 000 € pour la logistique, 24 680-€ pour les projets stratégiques.

Au vu de ce qui précède, il est proposé au Conseil communautaire d'approuver les autorisations de programme et crédits de paiement du budget assainissement détaillés dans le tableau tel qu'annexé.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve les modifications des autorisations de programme et crédits de paiement du budget assainissement détaillés dans le tableau tel qu'annexé.

Autorise le Président à signer toutes les pièces afférentes.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

- **DL2026-0255 – Autorisation de programme et crédits de paiement du budget annexe ordures ménagères**

Monsieur le Président expose :

Dans le cadre de ses discussions en lien avec le Pacte Financier et Fiscal, la mise en œuvre d'un Programme Prévisionnel d'Investissement (PPI) ambitieux est prévu sur la période 2022-2027.

Compte-tenu du caractère pluriannuel de la réalisation de ce projet qui devrait s'achever en 2027 et afin d'améliorer l'adéquation des prévisions de dépenses et recettes d'investissements du budget avec le calendrier de réalisation des projets d'investissements communautaires, en ne faisant supporter au budget non pas l'intégralité d'une dépense pluriannuelle mais les seules dépenses à régler au cours de l'exercice, le Président propose de gérer ces investissements sous forme d'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement, conformément aux dispositions de l'article L 2311-3-I du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'Autorisation de Programme (AP) est définie comme la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement des investissements. Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation. Elle peut être révisée.

Les Crédits de Paiement (CP) correspondent à la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre de l'AP correspondante.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls CP.

Les autorisations de programme crédits de paiement du budget collecte et traitement des déchets ménagers et déchets assimilés prévoient une diminution de 37 800-€ pour l'acquisition du matériel de transport, une diminution de 32 800-€ pour l'acquisition de véhicules légers, une augmentation de 73 000-€ pour l'acquisition de colonnes et matériel de bureau, une augmentation de 509 996-€ pour l'entretien équipement et travaux.

Au vu de ce qui précède, il est proposé au Conseil communautaire d'approuver les autorisations de programme et crédits de paiement du budget collecte et traitement des déchets ménagers et déchets assimilés détaillés dans les tableaux tels qu'annexés.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve les modifications des autorisations de programme et crédits de paiement du budget collecte et traitement des déchets ménagers et déchets assimilés détaillés dans le tableau tel qu'annexé.

Autorise le Président à signer toutes les pièces afférentes.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

13. Partenariat avec le syndicat des vignobles de la Côte Vermeille à l'occasion du 90ème anniversaire de l'AOP Banyuls, dans le cadre d'évènements organisés au Mas Reig à Banyuls-sur-Mer

Les évènements programmés ayant été annulés, le point est retiré.

14. DL2026-0256 - Attribution d'une participation financière exceptionnelle à la Ville de Banyuls-sur-Mer à l'occasion du 30ème anniversaire de la manifestation « Fête des vendanges 2026 » (du 7 au 11 octobre 2026)

Monsieur le Président expose :

La manifestation « Fête des vendanges », organisée à Banyuls-sur-Mer, constitue depuis trente ans un événement majeur de valorisation du vignoble du Cru Banyuls-Collioure, des terroirs, des savoir-faire viticoles et des productions locales.

Cette manifestation contribue à l'attractivité du territoire, à sa promotion et à la valorisation de son identité viticole et patrimoniale.

L'édition 2026 revêt un caractère exceptionnel en raison de la célébration du 30ème anniversaire de la manifestation, constituant un temps fort particulier susceptible de

renforcer son rayonnement et son attractivité. Cette édition anniversaire s'inscrit dans les objectifs poursuivis par la Communauté de communes en matière de promotion touristique, de développement économique, de valorisation des terroirs et de promotion des productions locales.

Pour cette édition, la Communauté de communes a la volonté de s'associer exceptionnellement à cet événement anniversaire, compte tenu de son intérêt pour le rayonnement et l'attractivité du territoire intercommunal.

Dans le cadre de cette édition anniversaire, la Ville de Banyuls-sur-Mer prévoit notamment de renforcer les conditions d'accueil du public et des participants par l'acquisition de 15 structures modulaires destinées à accueillir des activités de restauration légère. Cet investissement participe à la qualité de l'organisation de la manifestation, à l'amélioration des conditions d'accueil du public et à son attractivité, notamment au regard de la fréquentation attendue pour cette édition anniversaire.

La Communauté de communes souhaite ainsi apporter une participation financière exceptionnelle d'un montant de 14 970-€, contribuant au financement de cet investissement, dont le montant total s'élève à 84 750-€ HT.

Les modalités de versement de la participation ainsi que les engagements respectifs de la Communauté de communes et de la Ville de Banyuls-sur-Mer sont définies dans une convention annexée à la présente note.

Les crédits nécessaires au versement de cette participation sont prévus au budget supplémentaire de la Communauté de communes.

Au vu de ce qui précède, il est proposé au Conseil communautaire de se prononcer.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve le versement exceptionnel de la somme de 14 970-€ (quatorze mille neuf cent soixante-dix euros) à la commune de Banyuls-sur-Mer dans le cadre du 30ème anniversaire de la fête des vendanges ;

Dit que les crédits sont prévus au budget général– compte 65 ;

Dit qu'ampliation de la présente délibération sera transmise à Madame la Maire de Banyuls-sur-Mer ;

Autorise le Président à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de ce dossier.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

15. DL2026-0257 - Modification des statuts de l'Office de Tourisme Intercommunal Pyrénées Méditerranée

Monsieur le Président expose :

Les statuts de l'Office du Tourisme Intercommunal Pyrénées Méditerranée datant pour l'essentiel de la création de l'EPIC en 2017, il est nécessaire de procéder à un toilettage du document afin de supprimer certaines dispositions devenues obsolètes et de mieux prendre en compte le fonctionnement et les missions actuels de l'Office.

Les principales modifications concernent ainsi :

- l'actualisation des missions et du périmètre d'intervention de l'OTI ;
- la mise à jour de certaines règles de fonctionnement du comité de direction ;
- l'actualisation des dispositions budgétaires et comptables ;
- la mise à jour de diverses dispositions devenues obsolètes ou trop détaillées.

Ces modifications constituent une actualisation et une mise en cohérence des statuts et ne remettent en cause ni le statut d'EPIC de l'Office de Tourisme ni les principes de sa gouvernance.

Au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire est appelé à se prononcer sur la modification des statuts de l'OTI Pyrénées-Méditerranée tels qu'annexés.

Vu la Loi Notre du 7 août 2015 ;

Vu l'article L.5214-16 du code général des collectivités ;

Vu la délibération n°209-16 du 12 décembre 2016 approuvant la création de l'Office de Tourisme Intercommunal Pyrénées Méditerranée ;

Vu la délibération n°032-17 en date du 06 février 2017 approuvant les statuts de l'Office de Tourisme Intercommunal Pyrénées Méditerranée ;

Vu la délibération n°DL2020-0186 du 31 juillet 2020 approuvant la modification des statuts de l'Office de Tourisme Intercommunal Pyrénées Méditerranée

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve les statuts de l'Office du Tourisme Intercommunal Pyrénées-Méditerranée tels qu'annexés

Dit qu'ampliation de la présente délibération sera transmise à Madame la Présidente de l'OTI Pyrénées Méditerranée ;

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

16. DL2026-0258 - Approbation des rapports annuels sur le prix et la qualité des services d'eau potable, d'assainissement collectif et non collectif – Exercice 2025

Monsieur le Président expose :

Conformément aux articles L.2224.5 et suivants et les articles D.2224.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il appartient au Président de l'Etablissement public de coopération intercommunale (EPCI) d'établir les rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable, d'assainissement collectif et non collectif.

Ces rapports doivent être présentés à l'assemblée délibérante dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.

A ce titre sont concernés :

- Service de l'eau potable
- Service de l'assainissement collectif
- Service de l'assainissement non collectif

Les présents rapports sont publics et permettront d'informer les usagers sur le prix et la qualité des services en 2025. Ils seront également transmis aux communes membres pour délibération par leurs conseils municipaux respectifs.

Au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire est invité à approuver les rapports présentés par la Communauté de communes pour l'exercice 2025 tels qu'annexés.

M. Roland CASTANIER relève des écarts sur les prélèvements au niveau de la nappe du Pliocène et un retard concernant les mises en conformité du SPANC sur la commune d'Elne, comparer à la moyenne du reste du territoire de la CC ACVI.

Il est indiqué, qu'en effet, seules 53% des installations autonomes sur Elne sont conformes, toutefois il est rappelé que beaucoup d'installations autonomes sont implantées sur cette commune et que les premiers contrôles effectués par la CC ACVI ne sont pas très anciens. En effet, avant les contrôles étaient réalisés par le SPANC 66. Les derniers contrôles révèlent une nécessité de mettre en conformité de nombreuses installations notamment à cause de la promiscuité des installations autonomes avec les forages. La distance à respecter de 35 mètres entre le système d'assainissement et le forage reste peu respectée sur cette commune.

En volume global, le prélèvement est fait principalement sur les nappes quaternaires, sachant que le territoire reste en-dessous du seuil des autorisations de prélèvement sur le pliocène avec un prélèvement aux alentours de 35%, garantissant de fait, une préservation de cette ressource pour l'avenir.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Adopte les rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable, d'assainissement collectif et non collectif pour l'exercice 2025 tels qu'annexés,

Dit qu'un exemplaire de chaque rapport sera communiqué aux communes membres de l'EPCI pour délibération de leurs Conseils municipaux respectifs,

Dit que les présents rapports seront mis à disposition du public dans les conditions prévues par l'article D.2224.5 du CGCT,

Autorise le Président à signer toutes pièces relatives à ce dossier.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

17. DL2026-0259 - Approbation de l'avenant à la convention d'échanges de données dans le cadre de la gestion de la ressource en eau de la nappe Plio-Quaternaire de la Plaine du Roussillon

Monsieur le Président expose :

Les services de l'État ont lancé une expérimentation pour une durée de six (6) mois, du 1er juillet au 31 décembre 2026 portant sur la centralisation et la transmission des données de prélèvement via la plateforme nationale Partageons l'eau.

Cette expérimentation affecte les modalités et les conditions de la transmission des données de la CC ACVI vers le SMNPR dans le cadre de la convention approuvée par délibération n°DL2025-0118 en séance du conseil communautaire du 12 mai 2025. En effet, le Syndicat Mixte pour la protection et la gestion des Nappes souterraines de la Plaine du Roussillon (SMNPR) est amené à transmettre à l'État les données de prélèvement qu'il centralise via la plateforme nationale « Partageons l'eau ».

L'avenant présenté en annexe a pour objet de préciser les modalités et les conditions de la transmission des données de la CC AVCI vers le SMNPR dans le cadre exclusif de l'expérimentation lancée par l'Etat du 1er juillet au 31 décembre 2026, et de recueillir l'accord de la CC ACVI sur ce nouvel usage de ses données.

Cet avenant précise notamment le cadre dans lequel s'inscrit la transmission des données, la fréquence de cette transmission, les modalités d'accès aux données et leur correction.

Au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire est invité à approuver l'avenant tel qu'annexé.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve l'avenant à la convention d'échanges de données avec le Syndicat Mixte des Nappes de la Plaine du Roussillon (SMNPR) dans le cadre de la gestion des ressources en eau de la nappe Plio-Quaternaire tel qu'annexé à la présente délibération.

Rappelle que cet avenant précise les modalités et les conditions de la transmission des données aux services de l'Etat dans le cadre d'une expérimentation d'une durée de six mois, du 1er juillet au 31 décembre 2026, portant sur la centralisation et la transmission des données de prélèvements via la plateforme nationale « Partageons l'eau »,

Autorise le Président à signer l'avenant à la convention ainsi que tous documents nécessaires à la bonne exécution de ce dossier.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

18. DL2026-0260 - Résiliation de la convention d'occupation du domaine public ferroviaire avec la SNCF Réseau sur la Commune de Collioure

Monsieur le Président expose :

La CC ACVI bénéficie d'une convention d'occupation du domaine public ferroviaire auprès de la SNCF Réseau pour des installations liées au réseau d'eau potable sur la commune de Collioure.

Cette convention est référencée :
202607-GC-66-07838-Collioure, AI-0418 – 677000 de Narbonne à Port-Bou (frontière)-(494+700-) – Eau potable

Dans le cadre de la modification du réseau, l'ancienne conduite d'eau potable traversant la parcelle AI-418 a été abandonnée et une nouvelle conduite a été installée en périphérie de la parcelle, avec déplacement du branchement alimentant la gare SNCF.

Les ouvrages concernés ont été mis hors service le 30 janvier 2026. SNCF Réseau prononce donc la résiliation de la convention à compter de cette date.

Les installations resteront en l'état puis seront incorporées au domaine public de SNCF Gares & Connexions, sans indemnité pour la CC ACVI.

Au vu de ce qui précède, il est proposé au Conseil communautaire d'approuver les termes de la résiliation de la convention telle qu'annexée.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve la résiliation de la convention d'occupation du domaine public ferroviaire auprès de la SNCF Réseau

Autorise le Président à signer tous documents nécessaires à la bonne exécution de ce dossier.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

Il est indiqué que la journée de l'eau et de l'environnement sera organisée par la Communauté de communes, le dimanche 4 octobre 2026 sur le site de la STEP d'Argelès. Elle rassemblera beaucoup de services de la CC ACVI pour faire connaitre les métiers de l'eau et de l'environnement. Une visite de la REUT sera organisée ainsi que des conférences sur les domaines de la REUT et de l'environnement.

19. DL2026-0261 - Avenant N°1 à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage à passer avec le conservatoire du littoral – projet de valorisation du cap et du phare Béar – site du Cap Béar

Monsieur le Président expose :

Dans le cadre des travaux d'aménagement et de restauration du site du Cap Béar et de son Phare, une convention de mandat (n°2023cv06) avec le conservatoire du littoral a été adopté par délibération N°DL2023-0140 en mai 2023.

Cette convention, conformément aux dispositions des articles L.2422.5 et suivants du code de la commande publique, a confié à la CC ACVI (le mandataire) le soin de réaliser les travaux de démolition au nom et pour le compte du Conservatoire du littoral (le maître d'ouvrage).

Considérant qu'une fuite de mercure a eu lieu dans le phare, et compte-tenu de la toxicité de ce matériaux, l'accès au phare a été interdit durant une longue période de dépollution, engendrant un retard dans le programme des travaux. Dès lors, il est nécessaire d'adapter la durée de la convention initiale.

Un avenant est donc proposé par le conservatoire du littoral ayant pour objet d'adapter le délai dans lequel le mandataire s'engage à remettre les ouvrages réalisés au maître d'ouvrage conformément à ce que prévoit l'article 2.3 de la convention initiale. Ce délai est modifié pour passer de 3 à 5 ans.

Au vu de ce qui précède, le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur l'avenant tel qu'annexé.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve l'avenant 1 à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage à passer avec le Conservatoire du littoral telle qu'annexé,

Dit que le délai de remise d'ouvrage par le mandataire au maitre d'œuvre passe de 3 à 5 ans,

Précise que les autres clauses de la convention restent inchangées,

Dit que cet avenant prend effet à compter de la date de sa signature par les deux parties,

Autorise le Président à signer ladite convention.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

20. DL2026-262 - SMIGATA – Rapport d'activités Bilan de mandat 2020-2026

Monsieur le Président expose :

Le SMIGATA a adressé à la CC ACVI son rapport d'activités pour l'année 2025. En synthèse ce rapport d'activité se présente sous la forme d'un bilan de mandat 2020-2026.

Voici les principaux éléments à retenir de cette année 2025 pour le territoire communautaire.

Le SMIGATA est composé de 4 EPCI et regroupe 42 communes pour une population de 92 424 habitants.
Depuis le 1er janvier 2018, le SMIGTA est en charge de la compétence GEMAPI sur le territoire Tech–Albères selon les 4 ITEM 1.2.5.8 de l'article L211-7 du code de l'environnement. Le syndicat conserve par ailleurs ses missions d'animation et de coordination au titre de l'ITEM 12, et les missions de planification par procédures contractuelles telles que le SAGE (stratégie d'aménagement de gestion des eaux), PAPI (plan d'action pour la prévention des inondations), PGRE (plan de la gestion de la ressource en Eau).

La CC ACVI est représentée par 27 délégués syndicaux.
Le fonctionnement est régi par un principe de solidarité amont-aval et la contribution est composée de 2 parts :

- Une contribution solidaire qui est égale, d'une part, à l'intégralité des dépenses du syndicat à l'exception des dépenses relevant de l'Item 5 de l'article L. 211-7 I du code de l'environnement, et d'autre part, à 20% des dépenses d'investissements (et des charges d'emprunt associées) du syndicat relevant de l'Item 5 de l'article L. 211-7 I du code de l'environnement.

- Une contribution territorialisée qui est assumée par le bénéficiaire des investissements relevant de l'item 5 de l'article L. 211-7 I du code de l'environnement correspondant à 80% des dépenses d'investissements.

La contribution 2025 s'élève pour la CC ACVI à 729 902-€ en légère baisse par rapport à 2024 (792 599-€).

Ce mandat a couvert notamment :

- Le SAGE 2018-2026 : document de planification de la commission locale de l'eau avec un bilan de près de 63% des mesures en cours, ou terminées au 30 avril 2026. Un second document plus prescriptif sera engagé pour la période 2028-2033 en lien avec le Projet Eau'Rizon 2070.

- Le PGRE 2018-2025 : Le bilan du PGRE indique 78% des actions engagées, et près de 17 Millions de m3 économisés pour un objectif de 19.5 Millions de m3. La poursuite d'une vision prospective à plus long terme (via un PTGE) reste nécessaire en lien également avec le Projet Eau'Rizon 2070.

- Eau'Rizon 2070 : une opération à hauteur de 234245-€ financé à 70% par l'agence de l'eau et 10% par la Région. Cette étude montre que les sécheresses successives 2022-2023-2024 place le territoire dans une trajectoire de vulnérabilité très élevée. Un plan d'action commun aux 5 structures de bassin versants des Pyrénées-Orientales sera décliné pour chaque vallée avec de nouveaux ateliers participatifs. Cette étude sera intégrée au SAGE et au PAPI.

- Le Programme d'étude du PAPI contient 38 fiches actions pour un montant de 2.35 M d'€ sur une durée de 5 ans. Le dépôt du dossier sera PAPI devrait avoir lieu fin 2026. La réalisation de ce programme a été prorogée de 2 ans, le SMIGATA étant maitre d'ouvrage de 90% du programme. Au 31 décembre 2025, 16 opérations étaient terminées, 14 en cours et 1 en émergence.

Sur ce mandat 2020-2026 le territoire de la CC ACVI a notamment été impacté par :

- Une étude sur le transport solide des fleuves côtiers des Albères (98 450-€ TTC)
- Une étude sur les zones d'expansion de crues sur le Tech (126 930-€ TTC)
- La fin des travaux de renaturation de la Baillaury à Banyuls-sur-Mer (1 217 000-€ TTC)
- Une étude pour la restauration écologique de la Massane (70 971-€ TTC) qui déclenchera un programme de travaux sur 3 passages à gué sur la période 2026-2029 de l'ordre de 850 000-€ HT
- Une étude sur les ouvrages de protection et le fonctionnement hydraulique de la Massane et ses principaux affluents (128 814-€ TTC)
- Une étude hydraulique sur le bassin versant de la Riberette (91 968-€ TTC)
- Inventaire des ouvrages de protection contre les inondations en vue de définir des systèmes d'endiguement sur le territoire Tech-Albères (103 362-€ TTC)
- Etude de danger sur 2 systèmes d'endiguement à Banyuls et Cerbère (164 988-€ TTC)
- Etude de stabilité des barrages de la Baillaury (100 848-€) qui établit 2 scenarios entre la reprise des ouvrages pour près de 1,5 Millions d'euros ou leur destruction pour 660 000-€ TTC
- La poursuite des travaux de restauration morphologique et écologique du Tanyari à Palau-del-Vidre (Marché notifié en 2023 pour un montant de l'ordre de 3M d'€.
- Une étude pour réduire l'inondabilité sur le quartier de la Martine Basse à Banyuls-sur-Mer (33 450-€ TTC) ainsi qu'un diagnostic de vulnérabilité du bâti associé (11 040-€ TTC)
- Une étude de faisabilité pour la création d'un bassin d'orage sur la commune de Collioure (Secteur de la Galère) (32 064-€ TTC)
- Mise en place sur Cerbère, d'un système de surveillance des crues du Ribéral (22 408-€ TTC). Ce système pourrait être étendu à la Riberette, la Massane et la Baillaury.

Le SMIGATA maintien également son programme d'entretien et de restauration des cours d'eau pour un montant de l'ordre 600 000-€ / an dont la moitié du linéraire (environ 80km) sur le territoire de la CC ACVI.

Enfin des actions de sensibilisation auprès des collectivités et des scolaires sur la prévention des risques attribué au Bureau d'étude Mayane pour un montant de 35 000-€ TTC.

D'autres actions viennent enrichir ce bilan d'activité qui est disponible à la lecture.

Au vu de ce qui précède, le conseil communautaire est appelé à prendre acte dudit rapport.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Prend acte du rapport d'activités du Syndicat Mixte de Gestion et d'Aménagement Tech-Albères Bilan de mandat 2020-2026 ;

Dit qu'ampliation de la présente délibération sera transmise à M. Alexandre PUIGNAU, Président du Syndicat du Tech.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

21. DL2026-0263 - SMBVR - Rapport d'activités 2025

Monsieur le Président expose :

Le SMBVR a adressé à la CC ACVI son rapport d'activité pour l'année 2025. En synthèse ce rapport d'activité qui est le dernier de la présidence de François Rallo présente un bilan de mandat plus qu'un rapport d'activité annuel classique.
Le territoire d'action du SMBVR créé en 2014 impacte les communes d'Elne, de Bages et d'Ortaffa. Il rassemble 4 communautés de communes et 35 communes au total.
Le syndicat porte 10 compétences dont 4 liés à la compétence GEMAPI.(ITEM 1.2.5.8 de l'article L211-7 du code de l'environnement).

La CC ACVI est représentée par 3 délégués syndicaux (1 par commune).

Le budget du SMBVR est issu des contributions réparties entre chaque EPCI selon une quote part calculée sur les critères de population pondérée 90%, de potentiel fiscal 5%, de surface de bassin versant 5%. Ainsi la part de la CC ACVI au titre du fonctionnement du SMBVR s'élève à 4.4782%.

En matière d'investissement les dépenses sont supportées par les EPCI sur lesquels sont réalisés les travaux.
Par exemple : Pour le Réart, 80% du coût de réaménagement des digues est financé par PMM et le CCSR dans une solidarité amont-aval et 20 % sont réparties par l'ensemble des EPCI sur le bassin versant.

Nous retrouvons logiquement donc dans le rapport d'activités une proportion assez réduite d'action menées sur le territoire de la CC ACVI, en voici les principaux retours pour cette année 2025.

- Le SMBVR est porteur du Programme d'études préalables (PEP) au Programme d'action pour la Prévention des inondations (PAPI) pour un montant global de 2.42 M d'€.

Dans le cadre de ce PEP, la mise à jour des PCS et DICRIM de 11 communes dont la commune de Bages a été lancée (réunion de lancement le 12 décembre 2025) avec le prestataire Mayane pour 114 606-€ ainsi qu'un diagnostic de réduction de la vulnérabilité (OSGAPI) 33 480-€.

Sur l'année 2025, les actions portent sur l'animation du programme d'études préalable au PAPI, et l'évaluation de la connaissance du risque d'inondation des habitants du bassin versant.

- Les digues du Réart nécessitent un réaménagement important du seuil de Théza à la RD 914 (hors secteur CC ACVI) pour près de 9.4 M d'€. La rupture de ces ouvrages pour des crues de retour 10 ans menace d'inonder les villages de Théza, Saleilles et Alenya.

L'année 2025 a vu les autorisations règlementaires obtenues (arrêté préfectoral DUP le 22 septembre 2025 et autorisation des travaux 06 octobre 2025), les travaux d'abattage d'arbre et de débroussaillage pour rendre le site disponible au départ des travaux (Serpe fin année 2025).

Le nouveau calendrier prévoit un début de chantier en 2026 après obtention de l'arrêté préfectoral.

- Un projet de zone de décantation en amont de l'Agouille de la Mar (sur 2 affluents) est en cours en raison de l'accumulation de sédiment à l'exutoire de ces 2 cours d'eaux. Pour l'année 2025 un scenario a été retenu avec la création du nouveau lit plus large, la reprise d'un profil en long. Des relevés topographiques ont été réalisée en décembre 2025

- Les actions d'entretien portées par le plan pluri-annuel de restauration et d'entretien de la Végétation (PPREV) ont permis l'entretien de 28km de linéraire.

- Le SMBVR porte également le Projet Eau'Rizon 2070 comme le SMIGATA sur son territoire d'action. L'année 2025 a consisté dans la phase 2 de ce projet à l'analyse de l'impact du changement climatique et la réalisation du diagnostic de vulnérabilité. Les résultats sous forme de projections proposent des visions contrastées de futurs possibles. Les participants de ces de ces ateliers ont priorisé des actions concrètes à mettre en œuvre.

- En terme de sensibilisation, à l'image du SMIGATA, le SMBVR a poursuivi ses actions auprès des écoliers de 10 classes mais également d'un collège (soit près de 250 élèves au total), D'autres actions comme la participation aux journées de la résilience. L'enveloppe de ces missions pour la période 2024-2026 est de 100 000-€

D'autres actions viennent enrichir ce bilan d'activité qui est disponible à la lecture en annexe à cette note.

Au vu de ce qui précède, le conseil communautaire sera appelé à prendre acte dudit rapport.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Prend acte du rapport d'activités du Syndicat Mixte des Bassins Versants du Réart pour l'exercice 2025 tel qu'annexé,

Dit qu'ampliation de la présente délibération sera transmise à M. Jean-Claude TORRENS, Président du Syndicat Mixte des Bassins Versants du Réart.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

22. DL2026-0264 - SYDETOM 66 - Rapport d'activités 2025

Monsieur le Président expose :

Le Sydetom66 est le Syndicat Départemental de Transport, de Traitement et de Valorisation des Ordures Ménagères et déchets assimilés à l'échelle du département des Pyrénées Orientales (66).

Les compétences du Sydetom66 sont :

- Le transport des Déchets Ménagers à partir des quais de Transfert ;
- La valorisation énergétique des Ordures Ménagères résiduelles (OMr) au travers d'une Usine de Traitement à Valorisation Énergétique (UTVE) en Délégation de Service Public ;
- La valorisation matière (tri et recyclage) des Emballages Ménagers Recyclables (EMR) au travers d'un Centre de Tri en Délégation de Service Public ainsi que la collecte du Verre ;
- La valorisation organique des Déchets Verts et des Déchets Alimentaires avec la gestion de plateformes de compostage, de broyage et de criblage ;
- La valorisation des Boues de Station d'épuration en gestion par des opérateurs privés ;
- Le traitement du Tout-venant par enfouissement ou valorisation énergétique ;
- La coordination des actions de Communication et Prévention des déchets ;

L'année 2025 a été marquée par de nombreuses réalisations, dont le lancement des travaux pour la création d'une nouvelle aire de déchets végétaux à Matemale, le début des travaux de l'Ecopôle à Thuir.

L'année 2025 est également celle de l'attribution du nouveau contrat de délégation de service public pour l'exploitation du site Arc Iris à Calce sur la période 2026-2038. Le nouvel exploitant, le groupement Suez-Banque des Territoire, sera ainsi chargé à compter du 30 juin 2026 et pour une durée de 12 ans de l'exploitation de l'usine d'incinération, de la construction et l'exploitation d'un nouveau centre de tri et de la transformation de l'actuel centre de tri en centre de préparation des tout-venant déchèteries.

Au total, en 2025, 412 443 tonnes de déchets produits par les ménages ont été réceptionnées par le SYDETOM66 et 94% de ces déchets ont été valorisés grâce à des traitements spécifiques pour une valorisation optimale. Pour exemple, 172 744 tonnes de déchets ont été incinérés dans l'usine de Valorisation Energétique du SYDETOM66 à Calce représentant 42% de l'ensemble des déchets valorisés.

Récapitulatif des tonnages et de leur évolution entre 2024 et 2025 :

Flux	**Tonnages 2024 (t)**		**Tonnages 2025 (t)**		**Evolution (%)**	
	Département	*ACVI*	*Département*	*ACVI*	*Département*	*ACVI*
Ordures Ménagères Résiduelles	157 515	21 121	159 037	21 328	+0,96%	+0,98%
Emballages Ménagers Recyclables	30 228	4 924	30 971	5 089	+2,46%	+3.35%
Tout venant des déchèteries	37 054	3142	32 788	2897	-11,51%	-7,80%
Déchets Végétaux	47 338	7 066	55 390	8 282	+17,01%	+17,21 %
Biodéchets	111	58	106	61	-4,50%	+5,17%

Boues de stations d'épuration	36 649	6 368	37 056	6 930	+1,11%	+8,83%
Verre	18 609	3 547	18 389	3 577	-1,18%	+0,85%

Un des points noirs relevés par le Sydetom66 concerne les erreurs de tri sur les emballages ménagers. En effet, 26,38% des déchets triés sont des refus ce qui pose des problèmes de sécurité à l'usine de tri et des déclassements en ordures ménagères.

Pour réduire la part de déchets non conformes, le SYDETOM a initié plusieurs actions avec notamment la réalisation d'un MODECOM sur la base de caractérisation sur les OMR, ainsi que l'expérimentation de caméra intelligente LIXO pour réaliser des caractérisations en temps réel des collecte d'EMR.

Le budget du Sydetom66 :

En fonctionnement :
Dépenses : 51 519 371-€ Recettes : 56 437 818-€

En investissement :
Dépenses : 12 308 884-€ Recettes : 16 229 205-€

Au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire est invité à prendre acte du rapport d'activités tel qu'annexé.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Prend acte de la présentation du rapport d'activités du SYDETOM66 pour l'exercice 2025 tel qu'annexé ;

Dit qu'ampliation de la présente délibération sera transmise à M. le Président du SYDETOM66.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

23. DL2026-0265 - LA RECYCLERIE – Rapport d'activités 2025

Monsieur le Président expose :

Aux termes des articles L.2234-1 et suivants, du code de la commande publique, le titulaire du marché de partenariat établi un rapport annuel permettant d'en suivre l'exécution. Ce dernier est adressé chaque année aux collectivités territoriales afin que leur organe délibérant en débatte.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la prestation de service de collecte des encombrants et de valorisation de ces derniers sur le territoire communautaire, un marché à procédure adaptée, soumis aux dispositions des articles L.2123.-1 et R.2123-1 1 du Code de la Commande publique, a été passé avec l'Association la Recyclerie, sise au 15 Boulevard d'Archimède à Elne (66200).

La prestation attendue concerne la collecte des encombrants (objets ré-employables) sur le territoire de la Communauté de communes des Albères, de la Côte Vermeille et d'Illiberis (CC ACVI) dans le cadre de l'insertion sociale et professionnelle de ses habitants exclus du marché du travail ou qui rencontrent des difficultés d'accès ou de maintien dans l'emploi.
Dans son rapport 2025, La Recyclerie met en avant quelques chiffres marquants :

- L'Atelier Chantier d'insertion et l'Entreprise d'Insertion se sont développés, ils comptent 43 salariés dont 34 salariés en insertion en décembre 2025, tous issus du territoire avec 17 sorties positives. La Recyclerie a accueilli 57 salariés en 2025.
- La RECYCLERIE a collecté 790 tonnes en 2025, c'est une augmentation par rapport à 2024 où 694 tonnes avaient été collectées. Le taux de réutilisation est de 30% et a augmenté de 34,2% par rapport à 2024.

Le chiffre d'affaires de La RECYCLERIE en 2025 poursuit son augmentation grâce, en particulier, aux actions suivantes :

- Le maintien de la qualité de la prestation de collecte sur 11 communes du territoire de la CC ACVI,
- Le maintien des zones préservantes en déchèterie de Thuir, de Saint Cyprien, de Villeneuve de la Raho, du Soler et de Perpignan,
- La professionnalisation de la Matériauthèque à Argelès-sur-Mer, segment d'activité unique sur le département,
- L'augmentation de l'ouverture des deux boutiques, Elne et Argelès-sur-Mer, ouvertes tous les jours sauf le lundi depuis 2024,

Au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire est invité à prendre acte du rapport d'activités 2025 de la Recyclerie tel qu'annexé.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Prend acte de la présentation du rapport d'activité 2025 de la Recyclerie tel qu'annexé.

Dit qu'ampliation de la présente délibération sera transmise à M. le Président de la Recyclerie.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

24. DL2026-0266 - Approbation des rapports annuels sur le prix et la qualité des services de la collecte, de l'évacuation ou du traitement des ordures ménagères – Exercice 2025

Monsieur le Président expose :

Conformément aux articles L.2224.5 et suivants et les articles D.2224.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il appartient au Président de l'Etablissement public de coopération intercommunale (EPCI) d'établir le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de la collecte des ordures ménagères.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.

A ce titre est concerné le service de la collecte, d'évacuation ou du traitement des ordures ménagères.

Le présent rapport est public et permettra d'informer les usagers des services sur le prix et la qualité des services en 2025. Il sera également transmis aux communes membres pour délibération de leurs conseils municipaux respectifs.

Au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire sera invité à prendre acte du rapport présenté par la Communauté de communes pour l'exercice 2025 tel qu'annexé

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Adopte le rapport sur le prix et la qualité du service public de gestion des déchets ménagers par la Communauté de communes Albères Côte-Vermeille Illibéris pour l'exercice 2025 tel qu'annexé,

Dit qu'un exemplaire du rapport sera communiqué aux communes membres de l'EPCI pour délibération de leurs Conseils municipaux respectifs,

Dit que le présent rapport sera mis à disposition du public dans les conditions prévues par l'article D.2224.5 du CGCT,

Autorise le Président à signer toutes pièces relatives à ce dossier.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

25. DL2026-0267 - Modification de la fixation de la participation au service « Conseil en Energie Partagé » pour l'année 2023

Monsieur le Président expose :

Le 13 décembre 2021, le Conseil communautaire a décidé de répondre à l'Appel à Projet « Conseiller en énergie partagé » lancé par l'ADEME et a validé la clé de répartition du coût total du service.
Ainsi, par délibération DL2021-0283, il a été décidé de partir sur le principe d'une répartition égalitaire en tenant compte du nombre d'habitants par commune adhérente au service de conseil en énergie partagé.

La formule retenue est la suivante :

- Charges totales CEP - Aides de l'ADEME = 50% CC ACVI + 50% communes adhérentes (au prorata du nombre d'habitants).

Le territoire a été retenu par l'ADEME pour cet appel à projet et une décision de financement a été notifiée le 22 juillet 2022.
Aux termes de cette dernière, l'ADEME s'est engagée à verser une aide selon les modalités suivantes :

« Pour les dépenses de personnel - sur une période au total de 36 mois :
Une Aide maximum de 72 000.00-€, basée sur un forfait par ETPT/an pour les chargés de missions de 24 000.00-€/ETPT/an appliqué à 3 ETPT sur la durée du projet.

Pour les dépenses d'équipements :
Une Aide prévisionnelle déterminée par application d'un taux d'aide de 100 % sur les dépenses éligibles à justifier, soit un montant maximum de 8 500.00-€.

Pour les dépenses externes de communication, formation, animation :
Une Aide prévisionnelle déterminée par application d'un taux d'aide de 100 % sur les dépenses éligibles à justifier, soit un montant maximum de 1 500.00-€ ».

	Echéances (sous réserve de justificatifs)	Montant max
I	Dépenses externes de formation, animation, communication et d'équipements	4 330.55-€
2	Dépenses de personnel - Année 1	24 000-€
3	Dépenses de personnel - Année 2	24 000-€
4	Dépenses de personnel - Année 3	24 000-€
5	Dépenses externe de formation, animation, communication et d'équipements	5 669.45-€

Par délibération n°DL2022-0211 en date du 25 novembre 2022, le Conseil communautaire a approuvé une convention passée avec les communes membres souhaitant bénéficier du service de conseiller en énergie partagé (CEP) entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2025. Aux termes de son article 6, la convention prévoyait que les frais de fonctionnement seraient mutualisés entre la Communauté de communes et les communes adhérentes et que la cotisation prévue serait fixée annuellement par le Conseil communautaire.

Le 1er janvier 2023, un conseiller en énergie partagé a été recruté par la Communauté de communes afin de « *doter de compétences en énergie la CC ACVI et les communes membres ayant manifesté leur intérêt à bénéficier de ce poste, en étant mutualisé pour l'ensemble des collectivités* ».

La définition du poste visait à « *proposer un ensemble de services pour permettre à la CC ACVI et les communes membres qui le souhaitaient, de faire des choix en matière de performance énergétique pour leur patrimoine* ». Le CEP étant chargé de « *développer, mettre en œuvre et suivre des plans pluriannuels d'actions visant à réduire les consommations énergétiques dans le patrimoine public des collectivités locales* ».

Le premier versement de l'ADEME, correspondant aux frais externes de formation, animation, communication et équipements liés au poste est intervenu fin 2024 pour un montant de 4 330.55-€.

Le second versement correspondant aux dépenses de personnel pour l'année 1 est intervenu courant 2025 pour un montant de 24 000-€.

Conformément aux engagements pris par les communes ayant approuvé la convention de Conseiller en Énergie Partagé (CEP), la présente délibération fixe la répartition de la participation financière entre les communes signataires de la convention initiale pour l'année 2023, calculée de manière équitable au prorata du nombre d'habitants de chacune d'elles.

Cette présente délibération modifie la délibération n° DL2025-0242 du 14 novembre 2025, dans laquelle la répartition budgétaire avait été arrêtée sans la commune d'Argelès-sur-Mer.

En conséquence, il convient de fixer le montant dû par les communes bénéficiaires au titre de l'année 1, soit 2023 :

Communes adhérentes	Convention approuvée	INSEE 2023	50%
			16 225,63 €
Montesquieu des Albères	24/01/2023	1273	580,68 €
Villelongue dels Monts	16/01/2023	1877	856,19 €
Saint Genis des fontaines	03/01/2023	2864	1 306,41 €
Laroque des Albères	17/02/2023	2221	1 013,10 €
Sorède	*non signée*		
Saint André	06/02/2023	3462	1 579,18 €
Palau del Vidre	18/01/2023	3137	1 430,93 €
Argelès sur mer	26/01/2023	10844	4 946,46 €
Collioure	*non signée*		
Banyuls sur Mer	*non signée*		
Port-Vendres	16/03/2023	4070	1 856,52 €
Cerbere	03/04/2023	1316	600,29 €
Elne	*non signée*		
Ortaffa	*non signée*		
Bages	05/12/2022	4507	2 055,86 €
Total population - 10 communes		35571	
Mutualisation CC			**50%**
CC ACVI	25/11/2022		**16 225,63 €**

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Décide de fixer les participations au service de Conseil en Energie Partagé (CEP) pour l'année 2023 comme suivant :

Communes adhérentes	Convention approuvée	INSEE 2023	50%
			16 225,63 €
Montesquieu des Albères	24/01/2023	1273	580,68 €
Villelongue dels Monts	16/01/2023	1877	856,19 €
Saint Genis des fontaines	03/01/2023	2864	1 306,41 €
Laroque des Albères	17/02/2023	2221	1 013,10 €
Sorède	*non signée*		
Saint André	06/02/2023	3462	1 579,18 €
Palau del Vidre	18/01/2023	3137	1 430,93 €
Argelès sur mer	26/01/2023	10844	4 946,46 €
Collioure	*non signée*		
Banyuls sur Mer	*non signée*		
Port-Vendres	16/03/2023	4070	1 856,52 €
Cerbere	03/04/2023	1316	600,29 €
Elne	*non signée*		
Ortaffa	*non signée*		

Bages	05/12/2022	4507	2 055,86 €
Total population - 10 communes		35571	
Mutualisation CC			**50%**
CC ACVI	25/11/2022		**16 225,63 €**

Précise que le montant de ce produit est calculé sur la population totale INSEE de l'année considérée,

Dit qu'ampliation de cet acte sera transmis à l'ensemble des communes adhérentes au service CEP.

Autorise Monsieur le Président à signer tous les documents relatifs au service de CEP.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

26. DL2026-0268 - Avis à donner au titre du Programme Local de l'Habitat (PLH) sur la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Collioure

Monsieur le Président expose :

En tant que personne publique associée, la Communauté de communes, autorité compétente en matière de Programme Local de l'Habitat (PLH) s'est vue notifier le 5 août 2026, par la commune de Collioure, le projet de modification n°1 de son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

L'objet de cette procédure est d'adapter le document aux évolutions règlementaires et de préciser la politique urbanistique en suivant des principes de développement durable et de lutte contre l'étalement urbain.

En matière d'habitat, la modification poursuit un objectif de rééquilibrage territorial (production de résidences principales, de logements sociaux, d'hébergements à destination des travailleurs saisonniers / des étudiants).

Elle prévoit les évolutions suivantes :

- l'instauration de « servitudes de résidence principale » en zones UB et UC impliquant que dans certains secteurs les construction nouvelles de logements seront à usage exclusif résidence principale. La traduction graphique de ces dispositions reste limitée au seul sous-secteur UCa, actuellement non bâti ;
- la suppression dans le règlement écrit de l'interdiction de l'hébergement hôtelier en zone UE1, afin de permettre, selon le rapport de présentation, la réalisation de résidences destinées aux travailleurs saisonniers et aux étudiants ;
- la création, dans le règlement graphique et en annexe, d'un emplacement réservé dédié à la réalisation de logements sociaux (ER17).

Il est à relever que ces dispositions viennent conforter les orientations déjà inscrites dans le PLU en faveur du logement permanent et de la mixité sociale, notamment à travers un « secteur avec taux de logements d'une superficie minimale », et des « secteurs de mixité sociale ».

Au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire est invité à se prononcer.

Vu les articles L153-40 et L132-7 du code de l'urbanisme relatifs à la transmission du projet aux personnes publiques associées,

Vu le PLH 2022-2027 approuvé par la délibération du conseil communautaire du 17 juillet 2023, devenu exécutoire le 17 octobre 2023 ;

Vu le courrier daté du 30 juillet 2026 de notification du projet de la modification n°1 du PLU de Collioure, reçu le 5 août 2026,

Considérant que le projet de modification du PLU a été analysé au regard du PLH selon un rapport de compatibilité ;

Considérant que les dispositions du projet de modification participent aux objectifs du PLH de production de logements en résidence principale, de développement du logement social et de production de solutions en faveur du logement des travailleurs saisonniers et des étudiants ;

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Donne un avis favorable sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Collioure.

Dit qu'ampliation de cet acte sera transmis à Monsieur le Maire de la commune de Collioure.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

27. DL2026-0269- Approbation du bilan annuel 2025 du Programme Local de l'Habitat (PLH)

Monsieur le Président expose :

L'article L302-3 du Code de la Construction et de l'Habitation prévoit que l'établissement public de coopération intercommunale délibère au moins une fois par an sur l'état de réalisation du programme local de l'habitat et son adaptation à l'évolution de la situation sociale et démographique. L'article R302-13 dudit code ajoute que ce bilan annuel est transmis aux communes ainsi qu'au préfet et est tenu à la disposition du public.

Les principaux résultats 2025 sont les suivants :

Tout d'abord, pour les évolutions du marché de l'immobilier, les chiffres disponibles sont ceux de 2024 pour les mutations. Ils soulèvent globalement une diminution du nombre de transactions, avec des prix à la baisse. Pour les loyers, au contraire, les données de 2025 accusent globalement une hausse.

Au regard de la programmation, l'année 2025, après une reprise en 2024, est marquée par une chute du nombre d'autorisations d'urbanisme créant du logement avec un nombre historiquement bas ; un maintien du nombre de projets de logements sociaux, avec des agréments de logements destinés pour moitié aux « familles » et pour moitié aux « personnes âgées », dont une résidence autonomie ; et comme au niveau national, une diminution du nombre de logements ayant bénéficié d'une aide pour la réhabilitation via MaPrimeRénov', mais une augmentation des bénéficiaires pour le PIG (+25%), portée par les dossiers en autonomie de la personne, et une stabilisation pour l'OPAH. Pour le ravalement de façades, le nombre de dossiers subventionnés est à la baisse.

Au niveau de la mise en œuvre des actions, l'ambition 1 de réinvestissement du parc urbain a été l'axe le plus développé avec la poursuite de la mise en œuvre de l'OPAH intercommunale et de l'Opération de mise en valeur du patrimoine bâti, la préfiguration d'un nouveau guichet unique de l'habitat et l'adoption du règlement d'attribution des aides qui viendra succéder à l'OPAH (qui a pris fin au 31 décembre 2025). Par ailleurs, deux réunions publiques dédiées aux aides à l'amélioration de l'habitat ont été organisées (Sorède et Collioure) ainsi qu'un Forum de l'habitat et du climat à Argelès-sur-Mer (comprenant conférences, une table ronde et des stands).

Dans la continuité du partenariat mis en place en 2024 avec l'Etablissement Public Foncier, et grâce au soutien du Fonds vert, une étude de stratégie foncière et immobilière a été lancée.

D'autres actions envers des publics spécifiques ont pu être menées, telles que la création d'une aire de délestage pour l'accueil des grands passages des gens du voyage, le soutien à l'organisation d'un forum sur le logement des jeunes, ou encore une réflexion sur un dispositif pour le logement des travailleurs saisonniers.

Enfin, des bilans des plans et programmes ont été régulièrement réalisés.

Le bilan 2025 du PLH est annexé à la présente délibération.

Au vu de ce qui précède le conseil communautaire est appelé à approuver le document.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L302-3, R302-12 et R302-13 portant sur les modalités d'évaluation du programme.

Vu le Programme Local de l'Habitat 2022-2027 adopté le 17 juillet 2023,

Considérant que le PLH doit faire l'objet d'un bilan annuel de mise en œuvre,

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve le bilan 2025 du Programme Local de l'Habitat (PLH) tel qu'annexé.

Dit que la présente délibération et le bilan seront transmis aux communes membres et à la préfecture,

Dit que le bilan du PLH devra être mis à disposition du public au siège de la communauté de communes, des mairies et de la préfecture.

Autorise Monsieur le Président à signer toutes pièces relatives à la bonne exécution de ce dossier.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

28. DL2026-0270 - Renouvellement des membres de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL)

Monsieur le Président expose :

Les intercommunalités tenues de se doter d'un Programme Local de l'Habitat (PLH), se sont vues confier le rôle de chef de file d'une politique intercommunale et inter-partenariale de gestion de la demande et des attributions de logements sociaux.

Dans ce cadre, une Conférence Intercommunale du Logement (CIL), co-présidée par le préfet du département et par le président de la communauté de communes, doit être instituée. Elle a pour mission de :

- définir les orientations de la politique intercommunale d'attribution via l'adoption d'un Document-cadre,
- participer à l'élaboration et au suivi de la mise en oeuvre du Plan Partenarial de Gestion de la Demande de logement social et d'Information des Demandeurs (PPGDID),
- participer à l'élaboration et au suivi de la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA),
- formuler des propositions en matière de création d'offres de logement adapté et d'accompagnement des personnes.
- formuler des avis dans tous les domaines relevant de sa compétence.

La création de la CIL et sa composition avaient été actées en 2016. Les membres titulaires et suppléants des collèges avaient été définis par arrêté en 2017. Compte-tenu des différentes évolutions intervenues localement au sein du secteur du logement, il était devenu nécessaire de renouveler les membres de l'instance.

L'arrêté préfectoral n° DDETS/PAMLH/2026164 du 12 juin 2026 portant renouvellement de la composition de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) sur le territoire de la Communauté de communes Albères-Côte Vermeille – Illibéris, vient ainsi actualiser la composition de la CIL. Celui-ci est annexé à la présente délibération.

L'instance plénière est composée de trois collèges avec voix délibérative:

- Collège des collectivités territoriales
- Collège des professionnels du secteur locatif social
- Collège des usagers ou associations auprès des personnes défavorisées ou locataires

Ainsi que d'un collège sans voix délibérative :

- Collège d'experts

Concernant la CCACVI, sont membres de l'instance plénière, les maires des communes membres en tant que titulaires, les représentants désignés par les maires, pour la suppléance.

Le bureau de l'instance plénière est composé de représentants des trois collèges avec voix délibérative ainsi que du collège d'experts.

Concernant la CCACVI, les membres sont les suivants :

COLLEGE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES :

Cinq représentants des communes de chaque secteur du PLH
(Programme Local de l'Habitat) d'Albères – Côte Vermeille – Illibéris

Membres titulaires	Membres suppléants
La maire de la commune d'Argelès-sur-Mer	Un représentant de la maire d'Argelès-sur-Mer
Le maire de la commune d'Elne	Un représentant du maire de la commune d'Elne
Un maire d'une commune du secteur Albères	Un représentant du maire d'une commune du secteur Albères
Un maire d'une commune du secteur Tech	Un représentant du maire d'une commune du secteur Tech
Un maire d'une commune du secteur Côte Vermeille	Un représentant du maire d'une commune du secteur Côte Vermeille

Au regard de la composition du bureau, il est nécessaire de procéder à la désignation nominative des membres.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment son article L441-1-5

Vu la loi de Programmation pour la Ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, et notamment son article 8,

Vu la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi ALUR du 26 mars 2014, et notamment son article 97,

Vu la loi Egalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017,

Vu la loi portant Evolution du Logement de l'Aménagement et du Numérique dite loi ELAN du 23 novembre 2018 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 111-16 du 22 juillet 2016 portant sur le lancement de la CIL et sur la proposition de composition de ses organes de gouvernance,

Vu l'arrêté conjoint du président de la CCACVI et du préfet des Pyrénées-Orientales n° DDCS/PIHL/2017109 du 19 avril 2017 portant sur la constitution de la CIL sur la CCACVI,

Vu l'arrêté préfectoral n° DDETS/PAMLH/2026164 du 12 juin portant renouvellement de la composition de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) sur le territoire de la Communauté de communes Albères-Côte Vermeille – Illibéris.

Considérant que la CCACVI est compétente en matière de politique du logement et du cadre de vie,

Considérant que la CCACVI s'est dotée d'un Programme local de l'habitat,

Considérant la nécessité de renouveler les membres de la CIL

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Désigne les membres du bureau de la Conférence intercommunale du Logement (CIL) suivants en tant que délégués titulaires et suppléants :

Membres titulaires	Membres suppléants
La maire de la commune d'Argelès-sur-Mer **Julie SANZ**	Un représentant de la maire d'Argelès-sur-Mer **Frédéric PUJOL**
Le maire de la commune d'Elne **Steve FORTEL**	Un représentant de la maire d'Elne **Jean RIBES**
Un maire d'une commune du secteur Albères **Samuel MOLI** (Saint-André)	Un représentant du maire d'une commune du secteur Albères **Gérard PUJOL** (Laroque-des-Albères)
Un maire d'une commune du secteur Tech **Patrice AYBAR** (Bages)	Un représentant du maire d'une commune du secteur Tech **Pierre ORTAL** (Ortaffa)
Un maire d'une commune du secteur Côte Vermeille **Christian GRAU** (Cerbère)	Un représentant du maire d'une commune du secteur Côte Vermeille **Grégory MARTY** (Port-Vendres)

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

29. DL2026-0271 - Approbation de l'avenant N°1 au marché de maitrise d'œuvre relatif au projet de réutilisation des eaux usées traitées d'Argelès-sur-Mer – fixation du forfait définitif de rémunération

Monsieur le Président expose :

Par délibération en date du 15 juillet 2024, n° DL2024-0202, le Conseil communautaire a approuvé le marché de maîtrise d'œuvre relatif au projet de réutilisation des eaux usées traitées d'Argelès-sur-Mer.

Le cabinet d'études René GAXIEU, domicilié ZA Les Moulinas, 4 rue du Moulinas, à Cabestany (66330), a été mandaté pour un montant prévisionnel de rémunération de 198 793.60-€ HT.
Cette rémunération avait été établie sur la base d'un montant prévisionnel de travaux évalué à 10 804 000.00-€ HT.

Toutefois, au cours des différentes phases d'études, des prestations supplémentaires ont été demandées par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin d'adapter le projet.
Conformément aux dispositions de l'article 7.2 du CCAP, le forfait de rémunération devient définitif au stade de la mission PRO.

Les modifications apportées au projet ont conduit à réévaluer le montant prévisionnel de l'opération à 12 411 710.00-€ HT. Il convient dès lors de fixer le forfait définitif de rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre.

À cet effet, un avenant d'un montant de 29 581.86-€ HT, correspondant à une augmentation de 14,88%, a été soumis à la Commission d'appel d'offres.

Réunie le 03 septembre 2026, la Commission d'appel d'offres a approuvé cet avenant, portant ainsi l'augmentation du montant du marché à 14,88%.

Au vu de ce qui précède, il est proposé au Conseil communautaire d'approuver cet avenant n°1 et d'autoriser le Président à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve l'avenant n°1 relatif au marché de maîtrise d'œuvre relatif au projet de réutilisation des eaux usées traitées d'Argelès-sur-Mer pour un montant de 29 581.86-€ HT (vingt-neuf mille cinq cent quatre-vingt-un euros et quatre-vingt-six centimes hors taxes) ;

Autorise le Président à signer tous documents nécessaires à la bonne exécution de ce dossier.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

30. DL2026-0272 - Approbation du marché de fourniture de repas destinés aux enfants, aux animateurs ainsi qu'aux agents de cantine fréquentant les accueils de loisirs périscolaires du mercredi et les accueils de loisirs organisés pendant les petites et grandes vacances scolaires relevant de la CC ACVI

Monsieur le Président expose :

Le présent marché a pour objet la fourniture de repas destinés aux enfants, aux animateurs ainsi qu'aux agents de cantine fréquentant les accueils de loisirs périscolaires du mercredi et les accueils de loisirs organisés pendant les petites et grandes vacances scolaires relevant de la CC ACVI.

Les prestations portent exclusivement sur la fourniture des repas du déjeuner. Aucune prestation relative au petit-déjeuner ou au goûter n'est incluse dans le marché, sauf demande expresse formulée par écrit par le pouvoir adjudicateur.

Les repas sont destinés aux catégories de convives suivantes :
- enfants âgés de 3 à 6 ans, accueillis en section maternelle ;
- enfants âgés de 6 à 11 ans, accueillis en section élémentaire ;
- adultes, comprenant les personnels encadrants, les animateurs et les agents de cantine.

À ce jour, le volume annuel estimatif s'élève à environ 70 600 repas fournis pour l'ensemble des structures concernées.

Afin de répondre à ce besoin, la Communauté de communes a lancé, le 08 juin 2026, une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2, 1°, et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Le marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum, conformément aux articles L. 2125-1, 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

La Commission d'Appel d'Offres (CAO), réunie le 3 septembre 2026, a retenu l'offre de la société **SAS BARBOTEU RESTAURATION** (20 Avenue Paul Lafargue, 66350 TOULOUGES, SIRET : 419 707 237 00337), pour un montant annuel maximum de **480 000,00-€ HT**, dans le cadre d'un contrat d'un an renouvelable deux fois.

Au vu de ce qui précède, le Conseil communautaire est invité à se prononcer sur le choix de la CAO.

M. Roland CASTANIER indique que sortir du marché avec l'UDSIS est une décision historique.

Le Président précise que la CC ACVI, était hors marché, c'est pourquoi il fallait régulariser la situation et lancer un marché. Ce marché, auquel l'UDSIS n'a pas candidaté, a permis de révéler un écart flagrant avec le tarif actuel proposé par l'UDSIS. Ecart qui sera en moins à la charge des familles et de la Communauté de communes.

M. NIFOSI trouve que le tarif proposé par la société BARBOTEU est très élevé car il représente presque 7 euros par repas si on fait le ratio de 480 000-€ par le nombre de repas fourni soit 70 000.

Il est rappelé qu'il s'agit d'un accord-cadre avec un montant maximum de 480 000 euros, ce qui signifie qu'on a demandé aux prestataires de faire des propositions de tarifs avec ce maximum fixé à 480 000 euros. A titre comparatif, sur les 35 000 repas demandés nous avons un repas proposé entre 3.59-€ et 3.69-€ par l'entreprise retenue contre 5.24-€ actuellement avec l'UDSIS. Pour les pique-niques, pour 6 200 unités, l'entreprise retenue propose toujours 3.69-€ contre 5.24-€ pour l'UDSIS.

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve le choix de la Commission d'Appel d'Offres ;

Décide de retenir l'offre de la société **SAS BARBOTEU RESTAURATION** (20 Avenue Paul Lafargue, 66350 TOULOUGES, SIRET : 419 707 237 00337), pour un montant annuel maximum de **480 000,00-€ HT**, dans le cadre d'un contrat d'un an renouvelable deux fois.

Autorise le Président à signer tous documents nécessaires à la bonne exécution de ce dossier.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

31. DL2026-0273 - Comité Intercommunal des Œuvres Sociales de la Côte Vermeille et des Albères (CIOSCA) – Approbation de la convention d'objectifs relative au versement de la subvention au titre de l'année 2026 (annule et remplace la délibération n°DL2026-0229 du 17 juillet 2026)

Monsieur le Président expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L731-1 et suivants,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n° DL2026-0229 en date du 17 juillet 2026, portant approbation de la convention d'objectifs relative au versement de la subvention au titre de l'année 2026 au Comité Intercommunal des Œuvres Sociales de la Côte Vermeille (CIOSCA) ;

Considérant que la Communauté de communes souhaite renouveler la convention d'objectifs annuelle avec le Comité Intercommunal des Œuvres Sociales (CIOSCA) pour la mise en œuvre des prestations sociales dont bénéficient ses agents ;

Considérant que l'aide attribuée au CIOSCA était précédemment calculée sur la base d'un taux de 0,70 % de la masse salariale de l'EPCI ;

Considérant qu'il a été décidé de revaloriser ce taux à 0,85 % de la masse salariale, afin de permettre au CIOSCA de disposer des moyens nécessaires au recrutement de personnel dédié à l'association ;

Considérant que, lors de la préparation de la délibération précitée, les données relatives aux effectifs et à la masse salariale servant de base au calcul de la subvention ont été établies à partir d'une extraction issue du logiciel de gestion des ressources humaines ;

Considérant qu'un problème technique lors de cette extraction a conduit à la transmission d'un état des effectifs incomplet et, par voie de conséquence, d'une masse salariale correspondante incomplète, servant de base au calcul de la subvention au titre de l'année 2026 ;

Considérant que cette erreur matérielle a entraîné une sous-évaluation des effectifs et de la masse salariale pris en compte dans le calcul du montant de la subvention ;

Considérant qu'après vérification et actualisation des données, le nombre total d'agents concernés s'établit à 627 agents ;

Considérant qu'il convient, en conséquence, de prendre en compte les données corrigées relatives aux effectifs et à la masse salariale afin de déterminer le montant exact de la subvention due au CIOSCA au titre de l'année 2026 ;

Considérant que le montant total de la subvention au titre de l'année 2026 s'élève ainsi à 149 805-€ (cent quarante-neuf mille huit cent cinq euros), correspondant à l'application du taux de 0,85 % à la masse salariale retenue comme base de calcul ;

Considérant que ce montant est réparti entre les différents budgets de la Communauté de communes de la manière suivante :

Statut des agents	Budget principal	Budget des ordures ménagères	Budget de l'eau	Budget de l'assainissement
Agents stagiaires et titulaires	92 260-€ 392 agents	26 168-€ 106 agents	2 160-€ 8 agents	4 167-€ 13 agents
Agents contractuels de droit privé en CDI	988-€ 3 agents			
Agents contractuels de droit privé de la régie des eaux			7 556-€ 29 agents	9 572-€ 34 agents
Agents contractuels de droit public sur emplois permanents	1 859-€ 9 agents	231-€ 1 agent		
Agents contractuels de droit public ou privé d'une ancienneté supérieure à 1 an	3552-€ 26 agents	1292-€ 6 agents		
Total de la cotisation par budget	98 659-€ 430 agents	27 691-€ 113 agents	9 716-€ 37 agents	13 739-€ 47 agents

Considérant, en conséquence, qu'il convient d'annuler et de remplacer n° DL2026-0229 en date du 17 juillet 2026, afin de prendre en compte les effectifs et la masse salariale corrigés ainsi que le montant actualisé de la subvention ;

Sur proposition de son Président et après en avoir préalablement délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1 : Annule et de remplace la délibération n° DL2026-0229 en date du 17 juillet 2026, portant approbation de la convention d'objectifs relative au versement de la subvention au titre de l'année 2026 au Comité Intercommunal des Œuvres Sociales de la Côte Vermeille (CIOSCA).

Article 2 : Approuve les effectifs corrigés servant de base au calcul de la subvention 2026, soit **627 agents**, ainsi que la masse salariale correspondante servant de base au calcul de ladite subvention.

Article 3 : Approuve l'application d'un taux de 0,85 % de la masse salariale pour le calcul de la subvention attribuée au CIOSCA au titre de l'année 2026.

Article 4 : Attribue au Comité Intercommunal des Œuvres Sociales de la Côte Vermeille (CIOSCA) une subvention d'un montant total de 149 805 € (cent quarante-

neuf mille huit cent cinq euros), au titre de l'année 2026, répartie entre les différents budgets conformément au tableau ci-dessus détaillé.

Article 5 : Approuve la convention d'objectifs annuelle relative au versement de la subvention 2026 au CIOSCA, annexée à la présente délibération.

Article 6 : Autorise Monsieur le Président à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à son exécution.

Article 7 : Précise que les crédits nécessaires au versement de cette subvention sont inscrits au budget de la Communauté de communes au titre de l'exercice 2026.

Article 8 : Dit qu'ampliation de cet acte sera notifié à M. Le Président du CIOSCA.

Article 9 : Charge Monsieur le Président de l'exécution de la présente délibération.

Résultat du vote :
Pour : 48
Contre : 0
Abstention : 0

32. Informations et questions diverses

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h00.

Le Président de la Communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris	Le Conseiller communautaire, Conseiller municipal de la commune d'Elne Secrétaire de séance
Grégory MARTY	Claude BARCIA

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ALBÈRES CÔTE VERMEILLE ILLIBERIS
3, Impasse CHARLEMAGNE
66700 ARGELES-SUR-MER
04.68.81.63.77 www.cc-acvi.com

Liste des délibérations examinées par le Conseil communautaire Art.L.2121-25 du CGCT

Conseil communautaire – Lundi 14 septembre 2026 à 18h30
Siège communautaire – 3 impasse de Charlemagne
66700 Argelès-sur-Mer

DL2026-0232	Désignation du secrétaire de séance du Conseil communautaire du 14 septembre 2026	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0233	Approbation du Procès-verbal de la séance du 17 Juillet 2026	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0234	Piscine intercommunale AlberAquatic – Reconduction de la convention d'utilisation de l'équipement communautaire par l'association Sauvetage Sportif Argelésien (SSA)	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0235	Piscine intercommunale AlberAquatic – Convention de mise à disposition des Maîtres-Nageurs Sauveteurs du Sauvetage Sportif Argelésien auprès de la CC ACVI	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0236	Approbation de la convention avec le Conseil Départemental pour la mise à disposition du Château Royal de Collioure pour l'organisation de l'évènement « Chercheurs d'Art »	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0237	Adoption du Règlement Intérieur de la CC ACVI	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0238	Présentation du rapport thématique régional comportant les observations définitives de la CRC Occitanie pour la période 2019-2024	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0239	Création d'une commission consultative des services publics locaux (CCSPL)	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0240	Syndicat Mixte SCOT Littoral Sud - Rapport d'activités 2025	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0241	Université de Perpignan Via Domitia - Rapport d'activités 2025	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0242	Approbation d'un budget supplémentaire pour le budget principal	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0243	Approbation d'un budget supplémentaire pour le budget annexe eau potable	Approuvée à l'unanimité

DL2026-0244	Approbation d'un budget supplémentaire pour le budget annexe assainissement collectif	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0245	Approbation d'un budget supplémentaire pour le budget annexe assainissement non collectif	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0246	Approbation d'un budget supplémentaire pour le budget annexe ordures ménagères	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0247	Approbation d'un budget supplémentaire pour le budget annexe Maison de santé Cerbère	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0248	Approbation d'un budget supplémentaire pour le budget annexe ZAE Saint-Génis-des Fontaines	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0249	Approbation d'un budget supplémentaire pour le budget annexe ZA Camp del Caball à Argelès-sur-Mer	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0250	Approbation d'un budget supplémentaire pour le budget annexe Porte des Albères à Argelès-sur-Mer	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0251	Approbation d'un budget supplémentaire pour le budget annexe Agroparc à Saint-André	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0252	Autorisations de programme et crédits de paiement du budget principal de la CC ACVI	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0253	Autorisations de programme et crédits de paiement du budget annexe de l'eau potable	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0254	Autorisations de programme et crédits de paiement du budget annexe de l'assainissement collectif	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0255	Autorisations de programme et crédits de paiement du budget annexe des ordures ménagères	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0256	Attribution d'une subvention exceptionnelle à la commune de Banyuls-sur-Mer relative à l'organisation de la manifestation« Fête des vendanges 2026 » à l'occasion de ces 30 ans	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0257	Modification des statuts de l'Office de Tourisme Intercommunal Pyrénées Méditerranée	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0258	Approbation des rapports annuels sur le prix et la qualité des services d'eau potable, d'assainissement collectif et non collectif – Exercice 2025	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0259	Approbation de l'avenant à la convention d'échanges de données dans le cadre de la gestion de la ressource en eau de la nappe Plio-Quaternaire de la Plaine du Roussillon	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0260	Résiliation de la convention d'occupation du domaine public ferroviaire avec la SNCF Réseau sur la Commune de Collioure	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0261	Avenant N°1 à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage à passer avec le conservatoire du littoral – projet de valorisation du cap et du phare Béar – site du Cap Béar	Approuvée à l'unanimité

DL2026-0262	SMIGATA – Rapport d'activités Bilan de mandat 2020-2026	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0263	SMBVR - Rapport d'activités 2025	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0264	SYDETOM 66 - Rapport d'activités 2025	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0265	LA RECYCLERIE – Rapport d'activités 2025	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0266	Approbation des rapports annuels sur le prix et la qualité des services de la collecte, de l'évacuation ou du traitement des ordures ménagères – Exercice 2025	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0267	Modification de la fixation de la participation au service « Conseil en Energie Partagé » pour l'année 2023	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0268	Avis à donner au titre du Programme Local de l'Habitat (PLH) sur la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Collioure	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0269	Approbation du bilan annuel 2025 du Programme Local de l'Habitat (PLH)	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0270	Renouvellement des membres de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL)	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0271	Approbation de l'avenant N°1 au marché de maitrise d'œuvre relatif au projet de réutilisation des eaux usées traitées d'Argelès-sur-Mer – fixation du forfait définitif de rémunération	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0272	Approbation du marché de fourniture de repas destinés aux enfants, aux animateurs ainsi qu'aux agents de cantine fréquentant les accueils de loisirs périscolaires du mercredi et les accueils de loisirs organisés pendant les petites et grandes vacances scolaires relevant de la CC ACVI	Approuvée à l'unanimité
DL2026-0273	Comité Intercommunal des Œuvres Sociales de la Côte Vermeille et des Albères (CIOSCA) – Approbation de la convention d'objectifs relative au versement de la subvention au titre de l'année 2026 (remplace la délibération n°DL2026-0229 du 17 juillet 2026)	Approuvée à l'unanimité

ANNEXES

Annexe 1 - Adoption du règlement intérieur de la CC ACVI

Annexe 2 - Présentation du rapport thématique régional comportant les observations définitives de la CRC Occitanie pour la période 2019-2024

Annexe 3 - Syndicat Mixte SCOT Littoral Sud - Rapport d'activités 2025

Annexe 4 - Université de Perpignan Via Domitia - Rapport d'activités 2025

Annexes 5 à 14 - Approbation des Budgets supplémentaires de la CC ACVI (10 budgets)

Annexes 15 à 18 – Autorisations de programme et crédits de paiement des budgets principal, eau potable, assainissement et collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés

Annexes 19 et 20 - Partenariat avec le Syndicat des Vignobles de la Côte Vermeille à l'occasion du 90ème anniversaire de l'AOP Banyuls, dans le cadre d'évènements organisés au Mas Reig à Banyuls-sur-Mer

Annexes 21 et 22 - Attribution d'une participation financière exceptionnelle à la ville de Banyuls-sur-Mer à l'occasion du 30ème anniversaire de la manifestation « Fête des vendanges 2026 »

Annexe 23 - Modification des statuts de l'Office de Tourisme Intercommunal Pyrénées Méditerranée

Annexes 24 à 26 - Approbation des rapports annuels sur le prix et la qualité des services d'eau potable, d'assainissement collectif et non collectif – Exercice 2025

Annexe 27 - Approbation de l'avenant à la convention d'échanges de données dans le cadre de la gestion de la ressource en eau de la nappe Plio-Quaternaire de la Plaine du Roussillon

Annexe 28- Résiliation de la convention d'occupation du domaine public ferroviaire avec la SNCF Réseau sur la Commune de Collioure

Annexe 29 - Avenant N°1 à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage à passer avec le conservatoire du littoral – Projet de valorisation du Cap et du phare Béar – site du Cap Béar

Annexe 30 - SMIGATA – Rapport d'activités Bilan de mandat 2020-2026

Annexe 31 - SMBVR - Rapport d'activités 2025

Annexe 32 - SYDETOM 66 - Rapport d'activités 2025

Annexe 33 - LA RECYCLERIE – Rapport d'activités 2025

Annexe 34 - Approbation des rapports annuels sur le prix et la qualité des services de la collecte, de l'évacuation ou du traitement des ordures ménagères – Exercice 2025

Annexe 35 - Approbation du bilan annuel 2025 du Programme Local de l'Habitat (PLH)

Annexe 36 - Renouvellement des membres de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL)

Annexe 37 - Approbation de l'avenant N°1 au marché de maitrise d'œuvre relatif au projet de réutilisation des eaux usées traitées d'Argelès-sur-Mer – fixation du forfait définitif de rémunération

Annexe 38 - Comité Intercommunal des Œuvres Sociales de la Côte Vermeille et des Albères (CIOSCA) – Approbation de la convention d'objectifs relative au versement de la subvention au titre de l'année 2026 (annule et remplace la DL2026-0229 du 17.07.2026)

ANNEXE 1 - ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA CC ACVI

REGLEMENT INTERIEUR

DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ALBÈRES, CÔTE VERMEILLE, ILLBÉRIS

Adopté par délibération N° DL2026-XXXX en date du XX/XX/XXX

Mandat 2026

PREAMBULE

L'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit que les dispositions relatives au fonctionnement du Conseil Municipal (Chapitre Ier du Titre II du Livre Ier) sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale, en dehors des dispositions contraires prévues par l'article L.5211-11 du même code.

Pour l'application des dispositions des articles L.2121-8, L.2121-9, L.2121-11, L.2121-12, L.2121-19, L.2121-22, L.2121-25 et L.2121-27-1, ces établissements sont soumis aux règles applicables aux communes de 1 000 habitants et plus.

Dès lors, la Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris, doit établir son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation.

Ce document constitue une référence pour les élus.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Communauté de Communes sont fixées par le CGCT et les dispositions du présent règlement.

Les règles de fonctionnement des organes de la Communauté de Communes ont pour principe le respect de la liberté d'expression des conseillers et leur information complète et éclairée tout en conjuguant concertation et efficacité dans l'action.

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : ORGANISATION DES SEANCES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Article 1 : Périodicité des séances....4
Article 2 : Convocations....4
Article 3 : Lieu des séances....4
Article 4 : Ordre du jour....5
Article 5 : Accès aux dossiers....5
Article 6 : Questions orales, questions écrites et amendements....6

CHAPITRE 2 : TENUE DES SEANCES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Article 7 : Accès et tenue du public....6
Article 8 : Séance à huis clos....6
Article 9 : Présidence....7
Article 10 : Secrétariat de séance....7
Article 11 : Quorum....8
Article 12 : Suppléance – pouvoir....8

CHAPITRE 3 : ORGANISATION DES DEBATS

Article 13 : Déroulement de la séance....8
Article 14 : Interruption – Rappel à la question et au règlement....9
Article 15 : Suspension de séance....9
Article 16 : Modalités de vote....9
Article 17 : Débat d'orientation budgétaire....10
Article 18 : Procès-verbaux, comptes rendus et diffusion des dossiers de séance....10

CHAPITRE 4 : ORGANISATION DES COMMISSIONS INTERCOMMUNALES

Article 19 : Création....11
Article 20 : Rôle....11
Article 21 : Composition....11
Article 22 : Fonctionnement....12
Article 23 : Commissions spéciales....12

CHAPITRE 5 : FONCTIONNEMENT DU BUREAU

Article 24 : Composition.....13
Article 25 : Attributions.....13
Article 26 : Organisation des réunions.....13
Article 27 : Tenue des réunions 13
Article 28 : Fonctionnement 13

CHAPITRE 6 : CONFERENCE DES MAIRES

Article 29 : Composition.....14
Article 30 : Fonctionnement 14
Article 31 : Attributions.....14

CHAPITRE 7 : DIFFUSION DE L'INFORMATION

Article 32 : Rapport d'activités.....14
Article 33 : Information auprès des conseils municipaux..... 14

CHAPITRE 9 : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 34 : Bulletin d'informations générales 15
Article 35 : Modification du règlement intérieur.....16
Article 36: Application du règlement.....16

CHAPITRE 1 : ORGANISATION DES SEANCES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Article 1 : Périodicité des séances

Aux termes de l'article L. 5211-11 du CGCT, le conseil communautaire se réunit au moins une fois par trimestre, dès lors une fréquence de 6 à 12 réunions par an est instaurée pour la Communauté de Communes Albères Côte-Vermeille Illibéris (CC ACVI).

Le président peut réunir le conseil chaque fois qu'il le juge utile.

Il est tenu de convoquer le conseil dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par le tiers au moins des membres du conseil communautaire en exercice. En cas d'urgence, le représentant de l'Etat peut en abréger le délai (articles L.5211-1 et L. 2121-9 du CGCT).

Article 2 : Convocations

Toute convocation est faite par le président ou par un vice-président, dans l'ordre du tableau en cas d'empêchement, cinq jours francs au moins avant la tenue de la réunion, la convocation est transmise aux conseillers communautaires par voie dématérialisée, ou s'ils en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse (articles L.5211-1, L.2121-10 et L.2121-12 du CGCT).

En cas d'urgence, le délai de convocation peut être abrégé par le président, sans toutefois pouvoir être inférieur à un jour franc. Dans ce cas, le président en rend compte dès l'ouverture du conseil communautaire, lequel se prononce définitivement sur l'urgence et peut décider de renvoyer en tout ou partie l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour à une séance ultérieure.

Le recours à une plateforme de dématérialisation des convocations garantit une information plus rapide sur les questions soumises à délibération. Le message d'expédition collective par voie électronique atteste de la date d'envoi des convocations. Chaque conseiller est doté d'une adresse dédiée (prenom.nom@cc-acvi.com) ainsi que, le cas échéant, d'une tablette numérique prêtée en début de mandat pour la durée de celui-ci.

La convocation indique les questions portées à l'ordre du jour et précise la date, l'heure et le lieu de la réunion. **Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est accompagnée d'une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération.**

Article 3 : Lieu des séances

Le Conseil Communautaire est habituellement convoqué au siège Communautaire sis au 3, impasse de Charlemagne à Argelès-sur-Mer.

Il peut également se réunir et délibérer, à titre définitif, dans un autre lieu situé sur le territoire communautaire, décidé en accord avec la commune d'accueil, dès lors que ce lieu ne contrevient pas au principe de neutralité, qu'il offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et qu'il permet d'assurer la publicité des séances.

Le lieu de séance est précisé sur la convocation.

Sur décision de son président, le conseil communautaire peut se réunir par téléconférence.

Article 4 : Ordre du jour

L'ordre du jour **est établi par le bureau communautaire sur proposition du président.**

Il est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public.

Les affaires inscrites à l'ordre du jour peuvent être préalablement soumises pour avis aux commissions thématiques compétentes.

Le conseil communautaire ne peut valablement délibérer sur des questions qui n'auraient pas été inscrites à l'ordre du jour ou qui n'ont pas fait l'objet d'un complément d'ordre du jour adressé aux conseillers dans le cadre de la procédure d'urgence décrite à l'article 2 du présent règlement. **Toutefois, sur proposition du Président ou d'un membre et sous réserve de l'agrément de l'assemblée, un ou plusieurs points peuvent être ajoutés à l'ordre du jour.**

Dans le cas où la séance se tient sur demande du représentant de l'Etat ou de conseillers communautaires en application des articles L.5211-1 et L.2121-9 du CGCT, le président est tenu de mettre à l'ordre du jour les affaires qui font l'objet de la demande.

Article 5 : Accès aux dossiers

Tout membre du conseil communautaire a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la communauté qui font l'objet d'une délibération (article L.2121-13 du CGCT par renvoi de l'article L.5211-1 du même code).

A cet effet, la communauté de communes assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par des moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés (article L.2121-13-1 du CGCT par renvoi de l'article L.5211-1 du même code). Afin de permettre l'échange d'informations sur les affaires relevant de ses compétences, la CC ACVI met à disposition de ses membres à titre individuel, les moyens informatiques et de télécommunications nécessaires au travers d'une tablette numérique (si besoin), d'un accès à la plateforme de dématérialisation, d'un accès wifi paramétré au siège de la CC ACVI, d'un compte de messagerie avec une adresse (prenom.nom@cc-acvi.com) et d'un outil de navigation internet.

Durant les 5 jours précédant la séance et le jour de la séance, les conseillers communautaires peuvent consulter les dossiers à partir de la plateforme de dématérialisation.

Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces jointes peut être consulté dans les mêmes conditions (article L.2121-12 du CGCT par renvoi de l'article L.5211-1 du même code).

Article 6 : Questions orales, questions écrites et amendements

Questions orales :

Les conseillers communautaires ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux seules affaires de la communauté (article L.2121-19 du CGCT par renvoi de l'article L.5211-1 du même code).

Les questions orales sont traitées à la fin de chaque séance du conseil.

La durée consacrée à cette partie pourra être limitée à 30 minutes au total.

Le président ou le vice-président compétent y répond directement.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions orales le justifie, le président peut décider de les traiter dans le cadre d'une séance du conseil communautaire spécialement organisée à cet effet.

Questions écrites :

Chaque conseiller communautaire peut adresser au président des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la communauté de communes.

Ces questions devront être transmises au président au plus tard 48 heures avant la séance afin de lui permettre de bénéficier du temps nécessaire pour y répondre.

Amendements :

Des amendements peuvent être déposés sur toutes les affaires inscrites à l'ordre du jour du conseil communautaire.

Ils doivent être motivés, rédigés et signés par le ou les conseillers rédacteurs et remis au président au plus tard 48 heures avant la tenue de la séance où sont examinées les affaires qui font l'objet de l'amendement.

CHAPITRE 2 : TENUE DES SEANCES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Article 7 : Accès et tenue du public

Les séances du conseil communautaire sont publiques (article L.2121-18 du CGCT par renvoi de l'article L.5211-1 du même code).

L'accès au public est autorisé dans la limite des places disponibles et dans le respect des règles sanitaires et de sécurité.

Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites. Toute personne qui trouble le bon déroulement de la séance peut être expulsée de l'auditoire par le président.

Article 8 : Séance à huis clos

Sur demande de cinq membres ou du président, le conseil communautaire peut décider, sans débat, à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, de se réunir à huis clos (article L.5211-11 du CGCT).

Article 9 : Présidence

Le conseil communautaire est présidé par le président de la communauté ou, à défaut, par un vice-président, (article L.2121-14 du CGCT par renvoi de l'article L.5211-1 du même code).

En cas d'absence du président, la séance est présidée par le vice-président dont la place dans l'ordre du tableau est la plus élevée. Si aucun des vice-présidents n'est présent à la séance, celle-ci sera présidée par le conseiller le plus âgé.

Dans les séances où le compte financier unique est débattu, le conseil communautaire élit son président de séance. Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote (art. L.2121-14 du CGCT par renvoi de l'article L.5211-1 du même code).

Le président ou celui qui le représente, a seul la police des séances du conseil communautaire. Il vérifie le quorum et la validité des pouvoirs, ouvre la séance, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à la question, met aux voix les propositions et les délibérations, fait dépouiller les scrutins, en proclame les résultats. Il prononce l'interruption des débats ainsi que la suspension et la clôture de la séance.

Tout conseiller qui désire prendre part aux débats doit demander la parole au président. Elle est donnée dans l'ordre dans lequel elle a été demandée. Si plusieurs conseillers communautaires demandent la parole en même temps, l'ordre des orateurs est fixé par le président. Si un orateur s'écarte de la question, le président seul l'y rappelle.

Le président ou l'un des vice-présidents en charge d'une commission peuvent solliciter l'intervention technique d'un membre de l'équipe de direction ou de toute personne qualifiée associée à l'instruction du dossier présenté.

Le président peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre. En cas de crime ou de délit, il en dresse procès-verbal et le Procureur de la République en est immédiatement saisi (art. L.2121-16 du CGCT par renvoi de l'article L.5211-1 du même code). Le Président peut décider d'interdire pendant la séance tout moyen de communication avec l'extérieur, notamment les téléphones portables.

Article 10 : Secrétariat de séance

Au début de chaque séance, le conseil, sur proposition du président, nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire (article L.2121-15 du CGCT par renvoi de l'article L.5211-1 du même code). Le secrétaire de séance assiste le président pour l'appel des affaires inscrites à l'ordre du jour, la vérification du quorum, la validité des pouvoirs et la constatation des votes.

Le président peut adjoindre à ce ou ces secrétaires un ou plusieurs auxiliaire(s) pris en dehors de l'assemblée, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations (article L.2121-15 du CGCT par renvoi de l'article L.5211-1 du même code).

Article 11 : Quorum

Le conseil communautaire ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente (article L.2121-17 du CGCT par renvoi de l'article L.5211-1 du même code).

Les pouvoirs donnés par les membres absents à leurs collègues n'entrent pas dans le calcul du quorum.

Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, le conseil communautaire est à nouveau convoqué à trois jours francs au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Le quorum doit être constaté à chaque délibération.

En cas de conseil par téléconférence, le quorum s'apprécie en fonction du nombre de participants, que ce soit en distanciel ou présentiel.

Article 12 : Suppléance – pouvoir

Tout conseiller communautaire empêché d'assister à une séance du conseil est tenu d'en informer le président avant chaque séance (article L.5211-6 du CGCT). A défaut, il est considéré absent.

Le conseiller communautaire peut donner pouvoir de voter en son nom à un autre conseiller communautaire. Dans ce cas, le pouvoir doit désigner le mandataire, la ou les séances pour lesquelles le mandat est donné, être daté, signé et remis au président en début de séance.

Sauf en cas de maladie dument constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives. Chaque conseiller communautaire ne peut détenir qu'un seul pouvoir.

En cas de procuration de vote donnée en cours de séance par un conseiller communautaire qui doit se retirer de la salle du conseil, cette dernière doit être remise au président par l'intéressé avant son départ.

CHAPITRE 3 : ORGANISATION DES DEBATS

Article 13 : Déroulement de la séance

A l'ouverture de la séance, le président constate le quorum par appel des conseillers communautaires, proclame la validité de la séance, cite les pouvoirs reçus et fait désigner un secrétaire de séance.

Dès lors que le conseil a décidé de déléguer une partie de ses attributions au président, ce dernier rapporte les décisions prises en ouverture de séance.

Le président indique, le cas échéant, les questions qui ont été retirées de l'ordre du jour, puis appelle ensuite les affaires figurant à l'ordre du jour restant à traiter.

Chaque affaire peut faire l'objet d'un résumé oral sommaire par le président ou les rapporteurs désignés par ce dernier.

Le président peut demander au président de la commission thématique concernée un compte rendu de l'avis exprimé par cette commission sur l'affaire en question.

Article 14 : Interruption – Rappel à la question et au règlement

Dans les discussions, nul ne peut interrompre celui qui a la parole. Le président, seul, a le pouvoir de le faire par un rappel à la question ou au règlement.

Le président peut également retirer la parole au membre du conseil communautaire qui trouble le bon déroulement de la séance.

Article 15 : Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par le président de séance.

Le président peut toutefois mettre aux voix toute demande de suspension de séance formulée par au moins un tiers des conseillers communautaires présents.

La durée de la suspension de séance ne peut excéder trente minutes. Le président veillera à ce que l'exercice de ce droit ne vienne pas entraver le bon déroulement des travaux du conseil.

Article 16 : Modalités de vote

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés (article L.2121-20 du CGCT par renvoi de l'article L.5211-1 du même code), sauf dispositions spécifiques législatives ou réglementaires particulières.

Le conseil communautaire vote selon deux modalités :

- au scrutin public à main levée ;
- au scrutin secret si un tiers des membres présents le réclame ou s'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation ;

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. A égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé (article L.2121-21 du CGCT par renvoi de l'article L.5211-1 du même code).

Le vote secret intervient sur support papier.

Les bulletins ou votes nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et à condition que le scrutin ne soit pas secret, la voix du président est prépondérante.

En cas de téléconférence, les votes se déroulent au scrutin public.

Non-participation au vote

Sous peine d'illégalité de la délibération et conformément aux dispositions du CGCT, aucun conseiller ne participe au vote concernant une affaire à laquelle il est intéressé en son nom personnel ou comme mandataire. Les conseillers intéressés n'entrent pas dans le calcul du quorum

requis pour délibérer. Cette absence de participation vaut pour l'ensemble du processus décisionnel.

Article 17 : Débat d'orientation budgétaire

Un débat d'orientation budgétaire doit avoir lieu dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget (article L.2312-1 du CGCT par renvoi de l'article L.5211-36).

La convocation à la séance au cours de laquelle il sera procédé au débat d'orientation budgétaire est accompagnée d'un rapport précisant par nature les évolutions des recettes et des dépenses de fonctionnement et d'investissement.

Ce rapport donne lieu à un débat entre les membres du conseil. A l'issue des discussions, il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Article 18 : Procès-verbaux et listes des délibérations

Procès-verbaux :

Les séances du conseil communautaire donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal des débats. Le procès-verbal précise la date et l'heure de la séance, les noms du président, des membres du comité syndical présents ou représentés et du ou des secrétaires de séance, le quorum, l'ordre du jour de la séance, les délibérations adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées, les demandes de scrutin particulier, le résultat des scrutins précisant, s'agissant des scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote, et la teneur des discussions intervenues au cours de la séance.

Au début de chaque séance, le président soumet à l'approbation de l'assemblée le procès-verbal de la séance précédente dans la mesure où il a pu être établi et adressé à l'ensemble des conseillers.

Toute correction portée au procès-verbal d'une séance est mentionnée dans le procès-verbal de la séance suivante au cours de laquelle la rectification a été demandée.

Le procès-verbal peut être consulté à tout moment par les membres du conseil.

Liste des délibérations du conseil communautaire :

La liste des délibérations est affichée au siège de la Communauté de Communes et publiée sur le site internet, dans un délai d'une semaine à compter de l'examen de ces délibérations par le conseil (article L. 2121-25 du CGCT par renvoi de l'article L.5211-1 du même code).

Diffusion des dossiers de séances :

Les conseillers municipaux des communes membres de la CC ACVI qui ne sont pas membres du conseil communautaire sont informés des affaires faisant l'objet d'une délibération (article L.5211-40-2 du CGCT).

A cet effet, ils sont destinataires d'une copie de la convocation adressée aux conseillers communautaires avant chaque réunion du conseil accompagnée, de la note explicative de synthèse. Leur sont également communiqués, par voie dématérialisée, le rapport d'orientation budgétaire et

le rapport d'activités ainsi que, dans un délai d'un mois suivant la séance visée, la liste des délibérations examinées par le conseil communautaire.

Les rapports et documents précités sont transmis ou mis à disposition de manière dématérialisée mais également consultables en mairie par les conseillers municipaux, à leur demande.

CHAPITRE 4 : ORGANISATION DES COMMISSIONS INTERCOMMUNALES

Article 19 : Création

Les commissions intercommunales sont créées par le conseil communautaire au regard des compétences exercées par la communauté (article L.2121-22 par renvoi de l'article L.5211-1, et L5211-40-1 du CGCT).

Par délibération n° DL2026-0076b en date du 27 avril 2026, le conseil communautaire a décidé de créer 15 commissions thématiques permanentes :

- Commission « Finances et prospectives » ;
- Commission « Viticulture, développement agricole et transfrontalier » ;
- Commission « Planification et gestion des sites communautaires » ;
- Commission « Développement économique » ;
- Commission « Pole entrepreneurial et réseaux d'affaires »
- Commission « Habitat » ;
- Commission « Enfance Jeunesse » ;
- Commission « Lecture Publique et politique culturelle » ;
- Commission « Cadre de vie » ;
- Commission « Environnement et Développement Durable » ;
- Commission « Plan Intercommunal de Sauvegarde et Services à la population » ;
- Commission « Valorisation des déchets et collecte » ;
- Commission « Mobilités et Aménagement du Territoire » ;
- Commission « Eau potable et Assainissement » ;
- Commission « Santé ».

Article 20 : Rôle

Ces commissions sont chargées d'étudier tout dossier de leur compétence et préparer les délibérations et décisions qui seront soumises en bureau puis en conseil communautaire.

Elles n'ont aucun pouvoir de décision. Elles émettent de simples avis ou formulent des propositions.

Article 21 : Composition

Chaque commission comprend :

- 15 conseillers communautaires titulaires désignés au sein du conseil communautaire à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne afin d'assurer l'expression pluraliste des élus.

- 15 conseillers municipaux désignés parmi chaque conseil municipal des communes membres.

Les conseillers communautaires et les conseillers municipaux des communes membres de la communauté peuvent assister aux réunions de toute commission autre que celle dont ils sont membres après en avoir informé le président de la commission au moins **5** jours avant la réunion.

En cas d'empêchement, le membre d'une commission peut être remplacé pour une réunion par un conseiller communautaire ou municipal de la même commune désigné par le maire. Ce dernier veille dans sa désignation à respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communautaire.

Article 22 : Fonctionnement

Lors de la première réunion de chaque commission, il est procédé à la désignation d'un vice-président afin que ce dernier puisse convoquer les membres de la commission et présider la réunion en cas d'absence ou d'empêchement du président (article L.2121-22 du CGCT par renvoi de l'article L.5211-1, du même code).

Chaque commission se réunit lorsque le président ou le vice-président délégué le juge utile, ou le cas échéant, à la demande de la majorité de ses membres.

La convocation est adressée au moins 5 Jours avant la tenue de la réunion par voie dématérialisée à l'adresse électronique de leur choix, sauf s'ils souhaitent la recevoir par écrit à leur domicile ou à une autre adresse qu'ils auront précisée.

La convocation précise l'ordre du jour de la réunion de la commission et, le cas échéant, est accompagnée des documents nécessaires.

Les séances des commissions ne sont pas publiques, sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents.

Le Directeur Général des Services de la Communauté ainsi que les agents communautaires concernés, assistent de plein droit aux séances des Commissions. Ces dernières se tiennent sous la présidence du vice-président délégué en présence des responsables de services concernés par la thématique et, le cas échéant, de techniciens référents pouvant apporter un éclairage sur les dossiers étudiés.

La Commission peut, à la demande de son président, entendre toute personne utile.

Le maire d'une commune membre, ou son représentant élu, intéressée par une ou plusieurs questions figurant à l'ordre du jour d'une commission peut être associé aux travaux de ladite commission avec voix consultative.

Les commissions statuent à la majorité des membres présents.

Article 23 : Commissions spéciales

En dehors de ces commissions permanentes, le conseil peut décider de la création, pour l'examen d'une ou plusieurs affaires particulières ou temporaires, d'une commission spéciale. Il en détermine l'objet et la composition, la durée, le nombre des membres et procède à leur désignation.

Les règles de fonctionnement de ces commissions sont celles des commissions permanentes.

CHAPITRE 5 : FONCTIONNEMENT DU BUREAU

Article 24 : Composition

Le bureau de la communauté est composé du président, des vice-présidents et de conseillers délégués (article L.5211-10 du CGCT).

Par délibérations n°DL2026-00 du 3 avril 2026 et DL2026-0074 du 27 avril 2026, le conseil communautaire a fixé la composition du bureau comme suit :

- Le président,
- 14 vice-présidents,
- 4 conseillers délégués.

Le bureau est habituellement réuni au siège de la communauté de communes. Il peut exceptionnellement siéger dans un autre lieu choisi par son président dans l'une des communes membres.

Article 25 : Attributions

Le bureau peut recevoir délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire (article L.5211-10 du CGCT).

Article 26 : Organisation des réunions

Le bureau se réunit en amont de chaque conseil communautaire et chaque fois que le président le juge utile.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour de la réunion, et précisant la date, l'heure et le lieu de la réunion est faite par le président. Elle est adressée par voie dématérialisée aux membres du bureau au moins 3 jours avant la tenue de la réunion.

Article 27 : Tenue des réunions

Les réunions du bureau ne sont pas publiques.

Le président assure la présidence du bureau. Il ouvre et clôture les réunions.

Le bureau ne peut valablement émettre un avis que lorsque la majorité de ses membres assiste à la réunion.

Article 28 : Fonctionnement

Les membres de la Direction Générale (DGS, DGA) de la Communauté assistent de plein droit aux séances du Bureau. Des responsables de services ou techniciens référents peuvent être invités à y assister en tant que de besoin dès lors qu'ils peuvent apporter un éclairage sur les dossiers étudiés.

CHAPITRE 6 : CONFERENCE DES MAIRES

Article 29 : Composition

Une conférence des maires réunissant l'ensemble des maires des communes membres sous la présidence du président de la communauté de communes est créée.

Article 30 : Fonctionnement

Elle se réunit, sur un ordre du jour déterminé, à la demande de son président ou d'un tiers des maires dans la limite de quatre fois par an. Seuls les maires peuvent y participer.

Article 31 : Attributions

La conférence des maires émet de simples avis sur les sujets portés à sa connaissance et débattus en séance.

CHAPITRE 7 : DIFFUSION DE L'INFORMATION

Article 32 : Rapport d'activité

Avant le 30 septembre de chaque année, le président de la communauté de communes adresse au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'année précédente, accompagné du compte financier unique arrêté par la communauté de communes.

Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les représentants de la commune au sein de l'organe délibérant de la communauté de communes sont entendus. Le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut être entendu, à sa demande, par le conseil municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier.

Article 33 : Information auprès des conseils municipaux

Le président, un vice-président délégué ou un conseiller communautaire délégué peut être entendu par le conseil municipal de chaque commune membre, soit à sa demande, soit à celle du conseil municipal, sur des sujets d'importance intéressant des projets spécifiques à la commune concernée ainsi qu'à l'occasion de la remise du rapport d'activité de l'année précédente de l'EPCI.

CHAPITRE 8: DISPOSITIONS DIVERSES

Article 34: Bulletin d'information Générale

Lorsque des informations générales sur les réalisations et sur la gestion du conseil communautaire sont diffusées par la communauté de communes, un espace est réservé à l'expression des conseillers ayant déclaré ne pas appartenir à la majorité (article L.2121-27-1 du CGCT par renvoi de l'article L.5211-1, du même code).

Ce droit d'expression peut s'exprimer au travers des groupes d'élus constitués.

Il peut également s'exprimer individuellement pour tout élu regardé comme n'appartenant pas à la majorité pour avoir exprimé publiquement sa volonté de se situer de façon pérenne dans l'opposition, par-delà des désaccords purement conjoncturels ou limités à un sujet particulier (CAA de Lyon n° 12LY01424 du 7 mars 2013 Commune d'Annemasse).

Ce droit n'est pas exclusif d'une expression dans ces mêmes publications des conseillers appartenant à la majorité (Q n° 0657S, JO Sénat du 9 mars 2005 – Q n° 119861, JOAN du 15 mai 2007)

Le droit d'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité dans le bulletin d'information générale diffusé par la Communauté de communes est fixé comme suit :

Un espace correspondant à une demi-page A4 ou 1300 caractères est réservé dans le bulletin d'information générale, qu'il soit imprimé ou dématérialisé, pour l'expression de ces conseillers.

Cet espace doit être partagé entre tous les conseillers communautaires n'appartenant pas à la majorité.

Chaque article devra être transmis en version numérique au service communication, au plus tard 7 jours ouvrés avant le départ en fabrication de chaque support.

La date de départ en fabrication des supports d'information sera communiquée systématiquement par le service communication aux responsables de groupes.

Le texte, le titre et la signature remis par chaque conseiller ou groupe d'opposition seront mis en forme par le service communication conformément à la charte graphique et au code typographique des supports concernés.
En cas de non-respect du délai de transmission de l'article, la mention « *Texte non parvenu dans les délais impartis »* sera apposée dans l'espace réservé.

Les articles consacrés à la gestion locale ne devront comporter aucune mise en cause personnelle ni être de caractère diffamatoire.

Si l'article transmis contient des propos diffamatoires ou injurieux, le directeur de publication peut demander par écrit, dans un délai de 2 jours, une rectification par son auteur avant publication.
Ces échanges doivent intervenir dans le respect des délais de publication mentionnés ci-avant. Si l'auteur persiste, le directeur de publication se réserve le droit de saisir le tribunal compétent. En l'absence de rectification, la mention « *Texte non conforme à la législation en vigueur* » sera apposée dans l'espace réservé.

Article 35: Modification

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications par délibération du conseil communautaire sur demande du président ou d'au moins un tiers des conseillers communautaires.

Article 36: Application du règlement

Le présent règlement est applicable au conseil communautaire dès sa transmission au contrôle de légalité.

Un nouveau règlement intérieur doit être adopté à chaque renouvellement du conseil communautaire dans les six mois qui suivent son installation. Dans l'attente, le règlement adopté par le précédent organe délibérant demeure en vigueur.

ANNEXE 2 - PRÉSENTATION DU RAPPORT THÉMATIQUE RÉGIONAL COMPORTANT LES OBSERVATIONS DÉFINITIVES DE LA CRC OCCITANIE POUR LA PÉRIODE 2019-2024

Chambre régionale des comptes
Occitanie

RAPPORT THÉMATIQUE RÉGIONAL

LES EFFECTIFS DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE EN OCCITANIE

Période 2019-2024

RAPPORT DE SYNTHÈSE

SOMMAIRE

PROCÉDURES ET MÉTHODES 4

SYNTHÈSE 5

INTRODUCTION 8

I. UN VOLUME D'EFFECTIFS TERRITORIAUX IMPORTANT, EN FORTE CROISSANCE ET RÉPARTI DE FAÇON HÉTÉROGÈNE EN OCCITANIE 8

A - Une place importante de l'emploi public en France 9

1 - La France figure parmi les pays les mieux dotés en nombre d'agents publics 9

2 - Au sein du secteur public français, et sur la période 2011-2023, les effectifs territoriaux progressent plus rapidement que les effectifs de l'État 10

B - En Occitanie : une progression rapide des effectifs dans un contexte où le nombre d'agents publics par habitant figure déjà parmi les plus importants du territoire 11

1 - Une progression significative, différenciée et portée en volume par le bloc communal 11

2 - En Occitanie : une proportion d'agents publics territoriaux par habitant parmi les plus importantes du pays 14

C - Les contrôles menés par la CRC Occitanie sur 11 ensembles intercommunaux permettent d'apporter un regard actualisé 17

1 - Des tendances confirmées par les contrôles menés par la CRC Occitanie sur la période 2019-2024 18

2 - La prise en compte des emplois externalisés modifie peu les équilibres constatés 20

3 - La place importante des contractuels dans la croissance des effectifs, confirmée par les 11 contrôles conduits par la CRC 23

4 - Une évolution des charges de personnel en euros constants moins rapide que celle des effectifs 25

II. LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET LE TOURISME EXPLIQUENT EN PARTIE SEULEMENT LA HAUSSE DES EFFECTIFS TERRITORIAUX OCCITANS 28

A - Une part importante de l'atypie occitane en matière d'effectifs du bloc communal reste difficile à objectiver 29

1 - L'évolution de la démographie n'est pas suffisante pour expliquer à elle seule le niveau des effectifs territoriaux constaté en Occitanie 29

2 - Un fort taux d'administration locale (TAL) est associé au tourisme, à l'urbanisation, à la pauvreté et à la fragmentation territoriale 32

B - Les contrôles menés par la CRC Occitanie montrent qu'une grande partie des créations de poste se font à l'initiative des collectivités locales 36

1 - Un renforcement du niveau de service sans lien avec l'évolution des compétences 36

2 - Les raisons d'une croissance en valeur de la masse salariale 37

III. RETROUVER DES MARGES DE MANŒUVRE POUR FAIRE FACE AUX DEFIS À VENIR 43

A - Agir sur le niveau de fragmentation territoriale 43

1 - Renforcer la dynamique de fusion des communes face à la situation atypique de l'Occitanie..... 43

2 - Renforcer le niveau de mutualisation des services publics locaux au niveau communal..... 44

B - Des actions possibles sur le temps de travail 50

1 - Une durée annuelle du temps de travail non encore totalement respectée ou non objectivable dans certaines collectivités locales contrôlées..... 50

2 - Des recrutements liés à l'accroissement de l'absentéisme entraînant des coûts importants 52

3 - Une « dette de temps » qui se constitue au sein des collectivités contrôlées par l'accroissement du volume de jours déposés sur les comptes épargne temps 55

C - Renforcer les outils, la connaissance et le pilotage des ressources humaines 56

ANNEXES 58

PROCÉDURES ET MÉTHODES

Trois principes fondamentaux gouvernent l'organisation et l'activité des juridictions financières : l'indépendance, la contradiction et la collégialité.

L'indépendance institutionnelle des juridictions et l'indépendance statutaire de leurs membres garantissent que les contrôles effectués et les conclusions tirées le sont en toute liberté d'appréciation.

La contradiction implique que les observations et recommandations formulées à l'issue d'un contrôle sont systématiquement soumises aux responsables des administrations ou organismes concernés ; elles ne peuvent être rendues définitives qu'après prise en compte des réponses reçues et, s'il y a lieu, après audition des responsables concernés.

La collégialité sécurise les principales étapes des procédures de contrôle. Ainsi, les projets d'observations et de recommandations, provisoires et définitives, sont examinés et délibérés de façon collégiale.

⁂

La chambre régionale des comptes Occitanie a décidé de conduire en 2025 une enquête sur les effectifs des collectivités locales en Occitanie circonscrites au bloc communal. L'objectif était d'examiner le volume et l'évolution des personnels fonctionnaires et contractuels exerçant au sein du bloc communal occitan, c'est-à-dire l'ensemble des communes, EPCI et regroupements de communes sans fiscalité propre de la région.

À cette fin, au sein d'un échantillon de 11 ensembles intercommunaux, la chambre a contrôlé 22 entités, soit 11 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et 11 communes-centres[1] et sollicité des informations auprès de la totalité des 229 autres communes composant ces ensembles intercommunaux. Au total, 251 entités ont ainsi été sollicitées.

Il s'est agi, pour chaque ensemble intercommunal, de réaliser le contrôle de l'EPCI et de la commune-centre au sein d'un même contrôle coordonné selon les dispositions de l'article R.243-1 du code des juridictions financières. Les informations recueillies auprès des autres communes de ces ensembles intercommunaux l'ont été sur le fondement du droit de communication prévu à l'article R.241-6 du même code.

Compte tenu des dispositions introduites à l'article R. 243-5-1 du code des juridictions financières, le présent rapport fait la synthèse des observations définitives issues de ces travaux, devenues communicables conformément aux articles L. 243-11 et R. 243-15 1 du code des juridictions financières. Il a été délibéré le 9 avril 2026 par la chambre régionale des comptes Occitanie.

⁂

Tous les rapports de la chambre régionale des comptes sont publics et accessibles en ligne sur le site internet de la Cour et des chambres régionales et territoriales des comptes : www.ccomptes.fr

[1] CC Quercy vert Aveyron et commune de Nègrepelisse, CCACVI et commune d'Argelès-sur-Mer, CCHV et commune d'Amélie-les-Bains, CCMN et commune de Saissac, CCHA et commune de Langogne, CCLGS et commune de Fleurance, CA Nîmes métropole et commune de Nîmes, CC du Clermontais et commune de Clermont-l'Hérault, CCCGS et commune de Ganges, CCHB et commune de Bagnères-de-Bigorre, CA Muretain Agglo et commune de Muret.

SYNTHÈSE

Depuis les premières lois de décentralisation de 1982 et 1983, la fonction publique territoriale (FPT) a accompagné le transfert progressif de compétences de l'État vers les communes, départements et régions, nécessitant la constitution d'un personnel qualifié et adapté aux nouvelles missions locales. Depuis lors, les effectifs de la FPT ont connu une croissance soutenue, reflet de l'extension des services publics de proximité, notamment dans les domaines sociaux, techniques et éducatifs. Cette évolution interroge aujourd'hui l'équilibre entre la qualité du service rendu, la soutenabilité budgétaire et l'attractivité des carrières territoriales, dans un contexte de transformation des métiers et d'attentes accrues des citoyens vis-à-vis de l'action publique locale.

Ces équilibres apparaissent particulièrement complexes en Occitanie. En effet, les effectifs de la fonction publique territoriale ont connu entre 2010 et 2021[2] une croissance deux fois plus forte que pour le reste de la France métropolitaine. La croissance des effectifs du bloc communal[3] occitan a joué un rôle déterminant dans cette dynamique : avec près de 160 000 équivalents temps plein travaillé (ETPT) en 2023 (soit 6,5 milliards d'euros de dépenses), le bloc communal rassemblait alors 80 % des effectifs des collectivités territoriales de la région. Ces derniers avaient progressé quatre fois plus vite que ceux des autres collectivités territoriales françaises dans leur ensemble.

Cette progression globale dissimule une forte hétérogénéité entre les ensembles intercommunaux de la région. En effet, le taux d'administration locale (TAL), ratio permettant d'évaluer le volume des effectifs au regard du nombre d'habitants, figurait ainsi parmi les plus importants de France avec 31,9 agents pour 1 000 habitants en 2021. À titre d'illustration, si l'ensemble des communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de France métropolitaine présentaient un tel taux, cela représenterait plus de 230 000 agents supplémentaires, soit l'équivalent de la totalité des effectifs des collectivités territoriales de la région Auvergne Rhône Alpes.

Au regard de ces constats, la chambre a cherché à identifier les déterminants de cette forte progression, tant en volume d'effectifs qu'en dépenses. Les contrôles réalisés par la CRC Occitanie illustrent que ces hausses résultent moins de transferts de compétences, peu significatifs sur la période contrôlée, que des choix des collectivités de renforcer leurs services publics, notamment dans les domaines de l'aide à domicile, de la petite enfance et des loisirs. Les divers dispositifs impulsés et cofinancés par l'État ont également été à l'origine d'une croissance significative des effectifs territoriaux.

De plus, si la dynamique démographique régionale permet d'expliquer en grande partie l'augmentation des recrutements au sein du bloc communal occitan, elle n'explique pas les écarts importants en termes de taux d'administration locale. Cette hétérogénéité trouve son origine dans plusieurs facteurs mis en évidence par les analyses statistiques de la chambre. Le tourisme apparaît comme le déterminant principal, car il entraîne un

[2] Dernière année de disponibilité des données localisées du système d'information sur les agents des services publics (Siasp) au moment de réalisation de l'enquête.

[3] Le bloc communal rassemble l'ensemble des communes, EPCI et les regroupements de communes sans fiscalité propre (CCAS, syndicats, établissements publics locaux).

accroissement des besoins de services publics saisonniers. La pauvreté des territoires joue aussi un rôle, les collectivités les plus fragiles mobilisant davantage d'emplois publics dans les territoires économiquement les moins favorisés. Enfin, la fragmentation institutionnelle, mesurée par le nombre de petites communes, particulièrement important en Occitanie, tout comme le faible niveau de mutualisation des services entre elles, entraînent un recours plus élevé à l'emploi public local. Ce dernier facteur constitue un levier sur lequel les pouvoirs publics peuvent agir.

Au-delà de ces trois facteurs, il demeure une part inexpliquée des écarts entre collectivités : celle-ci pourrait reposer sur des éléments parfois difficilement objectivables, comme le mode de gestion des compétences, les choix politiques locaux, l'histoire, la topographie des territoires ou encore le niveau d'entente des collectivités entre elles.

Face à la transition démographique qui va se poursuivre, confrontée aux défis liés au changement climatique et aux évolutions sociétales, l'offre de services publics devra très probablement répondre à des besoins croissants : cela mobilisera un volume d'investissement supplémentaire considérable, estimé à 1 Md€/an jusqu'en 2030. Compte tenu du poids de la dépense de personnel dans les dépenses de fonctionnement des collectivités locales (60 % pour les communes), la chambre a donc cherché à identifier les marges de manœuvre dont disposent les collectivités pour faire face à ces défis, sans une mobilisation excessive de la fiscalité locale qu'induirait la poursuite d'un accroissement des effectifs.

Ces marges de manœuvre existent.

Le premier levier concerne la fragmentation importante du tissu communal occitan. En effet, avec 4 453 communes comptant en moyenne 1 352 habitants, l'Occitanie se distingue par rapport à la France métropolitaine : en s'alignant sur la moyenne nationale (1 971 habitants/commune), cela représenterait 1 279 communes de moins. L'Occitanie s'est pourtant tenue éloignée, à la différence des régions Bretagne ou Normandie, de la stratégie nationale de fusion des communes engagée depuis une décennie. La région Auvergne-Rhône Alpes, bien que montagneuse, dispose d'un niveau de concentration marqué (avec 2 028 habitants par commune). Dans ce contexte, la relance d'une stratégie de fusion apparaît nécessaire.

En complément, un renforcement de la mutualisation d'une partie des services publics locaux au sein d'un même ensemble intercommunal permettrait d'améliorer la professionnalisation des agents par l'intégration à des équipes plus importantes, mieux outillées, mieux encadrées et mieux formées. Tout l'enjeu est d'anticiper les besoins et métiers de demain dans une véritable gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

Le deuxième levier repose sur des actions plus volontaristes à conduire en matière de temps de travail. Le recours très fréquent à des jours de congés octroyés sans base légale représente un volume de temps de travail non effectué significatif et ne permet pas aux communes qui y ont recours d'atteindre le seuil minimal de 1 607 heures de travail pour chaque agent à temps plein. L'économie théorique pour le seul bloc communal occitan est estimée à près de 110 M€/ an. De plus, la forte augmentation des arrêts de travail et le régime très favorable octroyé en matière d'autorisations d'absences contribuent, par les remplacements qu'ils génèrent, à la hausse des effectifs, sans amélioration du service public rendu à la population. Une action volontariste de lutte contre l'absentéisme

représenterait une économie estimée par la chambre à 280 M€/ an à l'échelle de l'Occitanie.

Enfin, le dernier levier porte sur l'amélioration des outils, du pilotage et du niveau de connaissances par les élus des effectifs de leurs collectivités. Ces éléments apparaissent aujourd'hui encore disparates et parfois incomplets : la chambre considère qu'il demeure difficile de piloter ce qu'on ne connaît qu'imparfaitement.

INTRODUCTION

L'analyse de la fonction publique territoriale en Occitanie s'inscrit dans le cadre plus général de l'évolution de l'emploi public en France et dans les pays de l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Au sein de ces derniers, la France se distingue par une part relativement élevée des actifs employés dans le secteur public. Ce niveau traduit un modèle d'organisation où l'État et, au sens large, les collectivités territoriales, jouent un rôle central dans la délivrance de services à la population.

Au sein même du cadre national, les relations entre la fonction publique de l'État et la fonction publique territoriale ont été profondément modifiées par les effets conjugués de la décentralisation, de l'élargissement des compétences locales et des exigences accrues en matière de qualité du service rendu. Ces évolutions se traduisent par des répartitions d'agents et des dynamiques de recrutement différenciées selon les trois versants de la fonction publique : celle de l'État, la fonction publique hospitalière et la fonction publique territoriale.

À l'échelle régionale, l'Occitanie se singularise par une forte proportion d'agents publics relevant des collectivités locales. Ce constat témoigne du poids particulier des services publics territoriaux dans l'économie régionale et dans le fonctionnement social des territoires. Cet ancrage spécifique justifie un examen approfondi de la situation et des dynamiques propres à la fonction publique territoriale en Occitanie.

I. UN VOLUME D'EFFECTIFS TERRITORIAUX IMPORTANT, EN FORTE CROISSANCE ET RÉPARTI DE FAÇON HÉTÉROGÈNE EN OCCITANIE

Encadré n°1 : éléments de méthodologie utilisés dans le cadre de l'enquête

La chambre a souhaité conduire une analyse approfondie de la question des effectifs de la fonction publique territoriale en Occitanie. Pour cela, elle s'est appuyée sur plusieurs sources de données.

D'une part, une base de données spécifique à l'enquête a été constituée à partir des informations recueillies auprès d'un échantillon de 11 ensembles intercommunaux, retenus selon la distribution des déciles au regard de l'effectif total des 161 ensembles intercommunaux occitans. La chambre a ainsi contrôlé 22 entités, soit 11 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et 11 communes-centres et a sollicité des informations auprès de la totalité des 229 autres communes composant ces 11 ensembles intercommunaux[4].

D'autre part, la chambre a mobilisé les données du système d'information sur les agents des services publics (SIASP) à l'échelle nationale pour la période 2010 et 2021 ainsi qu'un extrait, plus détaillé à l'échelle régionale, pour la période 2017-2021. Le SIASP est une

[4] Le décile regroupant les ensembles intercommunaux les plus densément peuplés a donné lieu au contrôle de 2 ensembles intercommunaux.

base de données statistiques gérée par l'Insee, qui recense l'ensemble des agents employés dans les trois fonctions publiques. Le SIASP fournit des données sur les effectifs, la structure de l'emploi, les catégories et les éléments relatifs à la rémunération[5]. Jusqu'en 2021 inclus, le SIASP était principalement alimenté par les fichiers mensuels de paie pour les agents relevant de la fonction publique. Depuis 2022, la quasi-totalité des employeurs de la fonction publique a basculé vers une déclaration sociale nominative. Ce changement méthodologique a pu modifier le comportement déclaratif des employeurs. Du fait de ces changements, des ruptures de série ont été constatées entre les données 2021 et 2022 du SIASP. Les données du millésime 2022 ont à ce titre été recalculées afin de présenter des concepts cohérents et homogènes avec les séries antérieures. Les données nationales présentées dans ce rapport prennent en compte ces retraitements opérés par l'Insee. Cependant, faute de données retraitées au niveau régional, départemental ou local, la chambre s'est limitée à utiliser les données antérieures à l'exercice 2021 inclus.

L'ensemble de ces éléments ont par la suite permis d'établir les analyses descriptives ou des modèles statistiques nouveaux, conçus dans le cadre de ce rapport. Ce travail est fondé sur le postulat que le service public local est apporté de façon homogène sur l'ensemble du territoire occitan. La qualité du service public rendu n'a pas fait l'objet d'une évaluation spécifique.

A - Une place importante de l'emploi public en France

La place et l'évolution de l'emploi public local en Occitanie s'inscrit dans un contexte national spécifique. En effet, la France se distingue par une part relativement élevée d'actifs travaillant dans le secteur public, par rapport aux autres pays de l'OCDE. En 2023, l'ensemble des trois fonctions publiques comptaient 5,8 millions d'agents, dont 44,3 % relevaient de la fonction publique de l'État, 34,4 % de la fonction publique territoriale et 21,3 % de la fonction publique hospitalière (hors contrats aidés).

1 - La France figure parmi les pays les mieux dotés en nombre d'agents publics

La France figure au 7ème rang des pays de l'OCDE en poids de l'emploi public dans l'emploi total, après les pays scandinaves, l'Estonie et la Lituanie[6]. En 2021, plus de 21 % des actifs en France travaillaient dans le secteur public. Cette situation est inchangée depuis 2007. Les pays européens comparables sur le plan économique et démographique, comme le Royaume-Uni, l'Italie ou l'Allemagne se situent respectivement à la 20ème, 27ème et 30ème place. Les comparaisons internationales en la matière restent cependant malaisées. À titre d'illustration, une part importante des secteurs de l'Éducation et de la Santé ne sont pas classifiés au sein des administrations publiques en Allemagne, contrairement à

[5] Selon la note méthodologique publiée par l'Insee en juin 2025, les effectifs de la FPT décomptés par le SIASP regroupent les collectivités territoriales stricto sensu (régions, départements, communes, y compris les collectivités à statut particulier), les établissements publics administratifs locaux (comme les centres communaux d'action sociale, les régies autonomes, les caisses des écoles, les syndicats de communes et syndicats mixtes), et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre (communautés de communes, communautés d'agglomération, communautés urbaine et métropoles).

[6] OECD (2023), Government at a Glance 2023, OECD Publishing, Paris.

la France. De plus, les proportions de personnes âgées ou de jeunes en scolarité ne sont pas identiques : un travail de standardisation de ces données serait donc nécessaire afin d'en accroître la comparabilité.

Graphique n° 1 : Part de l'emploi public dans l'emploi total en 2007, 2019 et 2021 - OCDE

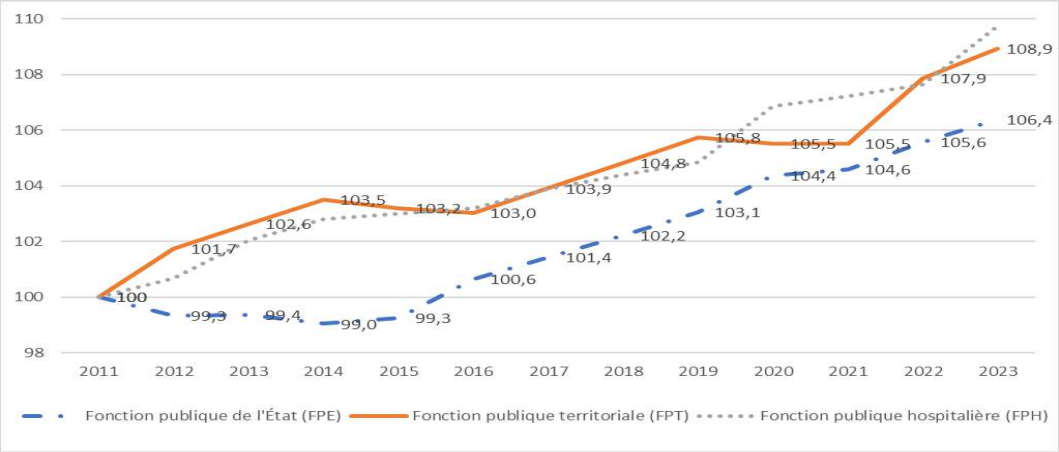


Source: OECD (2023), Government at a Glance 2023, OECD Publishing, Paris.

2 - Au sein du secteur public français, et sur la période 2011-2023, les effectifs territoriaux progressent plus rapidement que les effectifs de l'État

Au plan national, les données fournies par l'Insee confirment une progression globale des effectifs de la fonction publique depuis 2011. Les effectifs de la fonction publique hospitalière (1,23 millions d'agents en 2023) ont connu la croissance la plus forte sur la période (+ 9,7 %), plus accentuée à partir de 2020, en raison de la crise sanitaire. Les effectifs de la fonction publique de l'État (2,57 millions d'agents soit + 6,4 % entre 2011 et 2023) ont connu une croissance à partir de 2015, venant ainsi rompre un cycle baissier. Avec 1,99 million d'agents, soit + 8,9 % de croissance entre 2011 et 2023, la fonction publique territoriale a vu ses effectifs progresser à un rythme plus rapide entre 2011 et 2019.

Graphique n° 2 : Dynamique d'évolution des effectifs des trois fonctions publiques (base 100 en 2011)



Source : CRC Occitanie d'après les données SIASP-Insee 2011 à 2023. Les données prises en compte pour 2022 et 2023 sont des données corrigées par l'Insee des biais méthodologiques liés à la modification du mode de recueil des données intervenue en 2022 sur la base SIASP.

Au total, les effectifs de la fonction publique territoriale ont connu un taux de croissance annuel moyen de + 0,72 % par an, supérieur à celui constaté dans la fonction publique de l'État (+ 0,52 % par an) entre 2011 et 2023. Cependant, analysée sur une période plus récente (2019-2023), la croissance des emplois territoriaux est moindre que celle des deux autres fonctions publiques (+ 0,74 %/an, contre + 0,8 % pour la fonction publique de l'État et + 1,15 % pour la fonction publique hospitalière).

À l'échelle du territoire national, la progression des effectifs territoriaux présente de fortes disparités géographiques : elle s'avère plus marquée dans les territoires situés dans les régions littorales et particulièrement en Occitanie.

B - En Occitanie : une progression rapide des effectifs dans un contexte où le nombre d'agents publics par habitant figure déjà parmi les plus importants du territoire

1 - Une progression significative, différenciée et portée en volume par le bloc communal

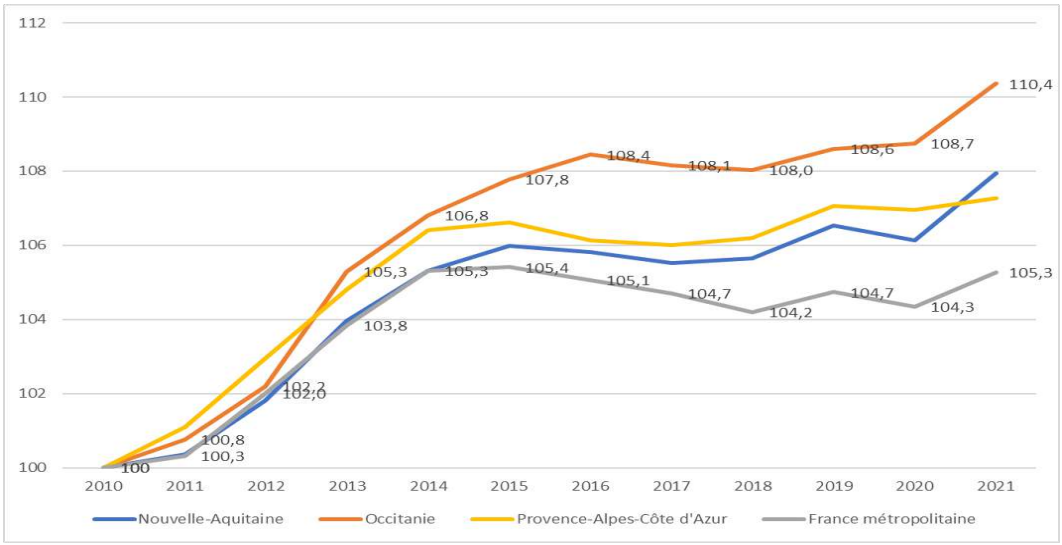
D'après les données de l'Insee, issues de la base SIASP pour la période 2010 à 2021, les effectifs de la fonction publique territoriale ont progressé de + 10,4 % dans l'ensemble des collectivités territoriales occitanes[7], soit près du double de la valeur de la France métropolitaine (+ 5,3 %).

[7] Les effectifs de la FPT décomptés par le SIASP regroupent les collectivités territoriales stricto sensu (régions, départements, communes, y compris les collectivités à statut particulier), les établissements publics administratifs locaux et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre.

- Une progression significative des agents publics territoriaux en Occitanie

Cette progression, qui concerne tant les fonctionnaires que les contractuels territoriaux occitans, n'est pas linéaire : elle est très marquée jusqu'en 2014, au gré des transferts de compétences et des financements associés provenant de l'État qui ont connu des fluctuations significatives sur la période[8]. Mais, au lieu de se stabiliser en 2015 du fait de la baisse des transferts financiers de l'État engagés dès 2014, pour diminuer ensuite comme dans deux régions limitrophes, la progression des effectifs en Occitanie s'est poursuivie jusqu'en 2016 pour se stabiliser entre 2017 et 2020[9]. À compter de cette date et dans le contexte de la sortie de crise sanitaire et des plans de relance liés à cette période, elle a connu une nouvelle hausse marquée. Sur le plan national, seuls trois territoires ont vu leurs effectifs progresser de façon plus importante entre 2010 et 2021 : la Corse (+ 22,9 %), les Pays de la Loire (+14,4 %) et la Bretagne (+ 11,2 %).

Graphique n° 3 : Dynamique d'évolution des effectifs de la FPT en Occitanie et régions limitrophes (base 100 en 2010)



Source : CRC Occitanie d'après les données du SIASP-Insee 2010 à 2021.

[8] Cour des comptes, la dotation globale de fonctionnement, 2024.

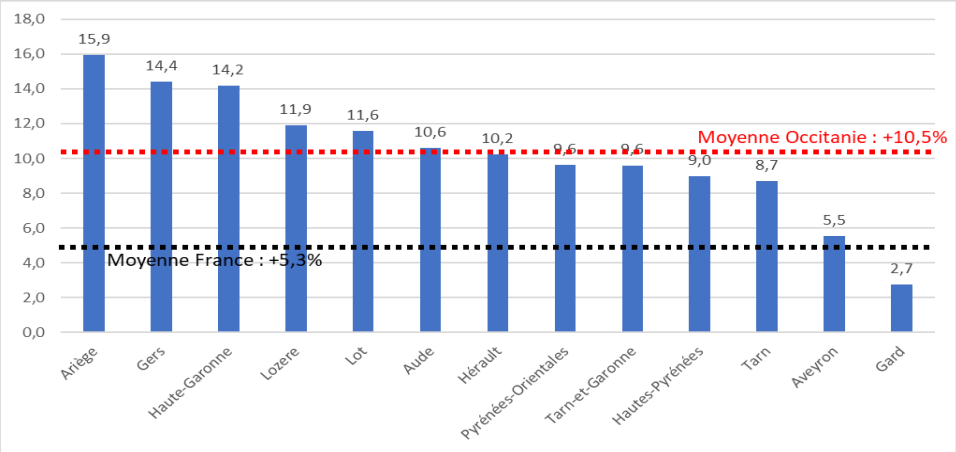
[9] Entre 2014 et 2017, le montant de la DGF a fait l'objet d'une forte réduction (- 25,6 % par rapport à 2013), puis celle-ci s'est stabilisée en euros courants à périmètre constant entre 2018 et 2022.

- Au sein de la région Occitanie : une progression différenciée entre territoires

À l'échelle des départements occitans, en tenant compte de l'ensemble des employeurs publics territoriaux implantés au sein de chaque département[10], la forte progression des effectifs territoriaux n'est pas homogène.

La croissance des effectifs en Ariège, dans le Gers ou la Haute-Garonne est près de trois fois supérieure à la progression constatée au plan national et de près de cinq points supérieure à la progression moyenne constatée en Occitanie. À l'opposé, les effectifs territoriaux affectés dans le Gard ont connu une progression près de deux fois inférieure à la progression moyenne constatée en France métropolitaine et près de quatre fois inférieure à la moyenne occitane. Seuls les effectifs dénombrés dans l'Aveyron ont progressé à un rythme proche de celui de la moyenne nationale.

Graphique n° 4 : Évolution des effectifs de la FPT en Occitanie par département d'affectation des agents entre 2010 et 2021



Source : CRC Occitanie d'après les données SIASP 2010-2021-Insee.

- Une croissance des effectifs en volume essentiellement portée par le bloc communal

Afin d'analyser la contribution du bloc communal occitan à la progression des effectifs, la CRC Occitanie s'est appuyée sur les données du SIASP. Cependant, compte tenu des évolutions méthodologiques apportées au SIASP en 2022, les données comparables concernaient la période 2017-2021 (Cf. encadré ci-après). Celles-ci permettent de distinguer l'évolution des effectifs de deux groupes de collectivités. D'une part, le bloc communal, qui rassemble l'ensemble des communes, EPCI et les regroupements de communes sans fiscalité propre (CCAS, syndicats, établissements publics locaux) et,

[10] C'est-à-dire l'ensemble des employeurs publics de la FPT implantés au sein de chaque département, incluant les agents (fonctionnaires ou contractuels) des communes, des EPCI, des établissements publics administratifs locaux, du conseil départemental ou encore les agents du conseil régional affectés dans le département.

d'autre part, l'ensemble que forment les différents services de la région et des départements implantés sur l'ensemble des départements occitans.

En Occitanie, le bloc communal rassemblait près de 80 % des effectifs totaux des agents publics territoriaux en 2017 comme en 2021. Ces effectifs ont évolué de + 1,6 % sur la période 2017-2021 (soit + 2 505 agents publics territoriaux)[11]. En comparaison, les autres collectivités territoriales de France métropolitaine, hors Occitanie, ont vu leurs effectifs progresser de + 0,4 %.

- Une croissance des effectifs portée principalement par le recours aux contractuels

Cette croissance, quatre fois plus forte que celle constatée au plan national, est essentiellement portée par les effectifs d'agents contractuels dont le nombre a progressé de + 5,7 % sur la période contre + 0,3 % pour les titulaires, soit un rapport de 1 à 19. Ainsi, sur la période considérée, plus d'un agent public sur quatre est un agent contractuel au sein du bloc communal occitan, proportion qui progresse légèrement mais qui reste néanmoins proche de la valeur nationale en la matière.

Tableau n° 1 : Évolution de la structure des effectifs du bloc communal occitan

bloc communal occitan	2017	2021	évol.	2017%	2021%
effectifs contractuels	38 634	40 853	5,7%	25%	26%
effectifs titulaires	113 662	113 948	0,3%	75%	74%
total	152 296	154 801	1,6%	100%	100%

Source : CRC Occitanie d'après les données du SIASP 2010-2021-Insee

2 - En Occitanie : une proportion d'agents publics territoriaux par habitant parmi les plus importantes du pays

La part de l'emploi public territorial est un indicateur qui permet de ramener les effectifs exerçant leurs missions au sein d'un service public local (fonctionnaires ou contractuels) au nombre d'habitants permanents[12] de ce même territoire à une date donnée. Il s'agit du taux d'administration locale (TAL).

[11] Pour ce qui concerne les services de la région Occitanie et de l'ensemble des départements, les effectifs correspondants ont progressé plus vite (+ 3,9 %), soit 1 558 agents publics territoriaux supplémentaires sur la période.

[12] La fréquentation saisonnière, parfois importante dans certains territoires, n'est pas prise en compte dans ce rapport, afin de pouvoir mobiliser d'autres indicateurs spécifiques dans le cadre de comparaisons territoriales, toutes choses égales par ailleurs.

- Un taux d'administration locale important pour les collectivités territoriales du sud de la France

Encadré n°2 : Le taux d'administration locale (TAL)

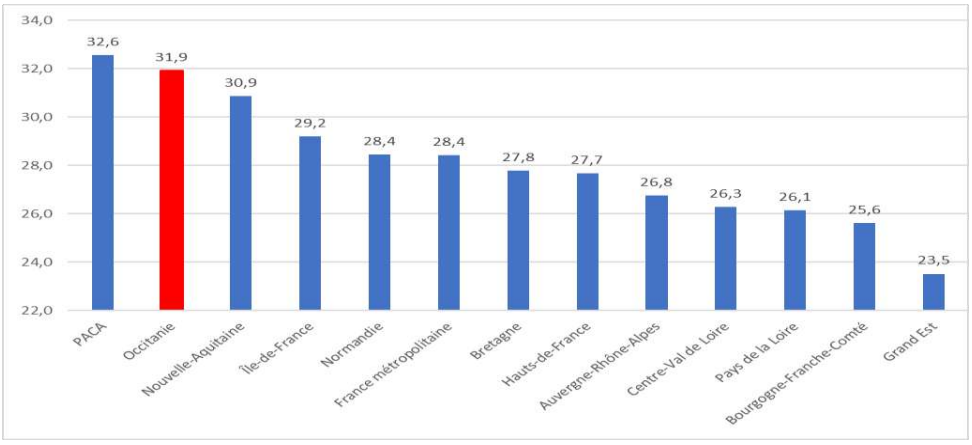
Le taux d'administration locale est un indicateur standardisé, c'est-à-dire une mesure statistique ajustée à la population pour permettre des comparaisons fiables entre différents territoires. Il se calcule en divisant le nombre d'agents de la fonction publique territoriale pour un territoire donné et pour tout ou partie des collectivités présentes sur ce territoire, par la population permanente de ce même territoire.

Le but principal de cet indicateur est de neutraliser les différences de peuplement permanent des territoires afin de permettre une comparaison pertinente concernant l'intensité de l'administration locale entre différentes collectivités territoriales et l'évolution de l'emploi public local au fil du temps.

Selon la disponibilité des données, le taux d'administration locale peut également prendre en compte l'ensemble des emplois publics et privés participant à une mission de service public local, incluant donc les emplois externalisés.

La détermination de ce ratio pour les années 2010 et 2021 à l'échelle de la France métropolitaine montre que parmi les 20 départements français qui présentent le TAL le plus élevé, 15 sont situés dans trois régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, dont sept pour cette seule dernière. Au total, avec 31,9 agents publics locaux pour 1 000 habitants, l'Occitanie est la deuxième région avec le taux d'administration locale le plus élevé, après la région PACA (hors Corse et Outre-mer).

Graphique n° 5 : Valeur du taux d'administration locale 2021 de l'ensemble des collectivités locales en fonction de leur implantation régionale



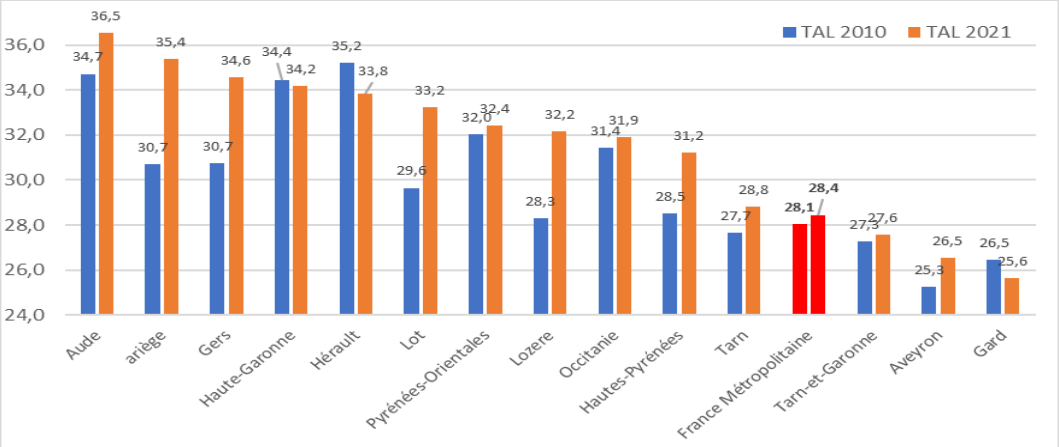
Source : CRC Occitanie d'après les données du SIASP -Insee.

En 2021, avec 36,5 agents publics territoriaux pour 1 000 habitants, les collectivités territoriales situées dans l'Aude présentent le TAL le plus élevé d'Occitanie, proche de la valeur parisienne (37,2 ‰) et très supérieure à la moyenne de France métropolitaine (28,4 ‰). Les collectivités territoriales situées en Ariège (35,4 ‰), dans le Gers (34,6 ‰)

en Haute-Garonne (34,2 ‰) et dans l'Hérault (33,8 ‰) présentent également des valeurs importantes. À l'inverse, deux départements situés en Occitanie présentent un taux inférieur à la moyenne métropolitaine : il s'agit de l'Aveyron (26,5 ‰) et du Gard (25,6 ‰).

L'analyse des données de 2010 montre que la part d'emploi public territorial en Occitanie (31,4 ‰) était déjà nettement supérieure à la moyenne métropolitaine (28,1 ‰) à cette date. Les collectivités territoriales situées dans l'Hérault présentaient alors la valeur la plus forte (35,4 ‰) et les départements les plus ruraux (Ariège, Gers, Lot, Lozère), présentaient des taux nettement inférieurs.

Graphique n° 6 : Valeur du taux d'administration publique locale par département en 2010 et 2021 en Occitanie et France métropolitaine



Source : CRC Occitanie d'après les données du SIASP 2010-2021 et RP, Insee.

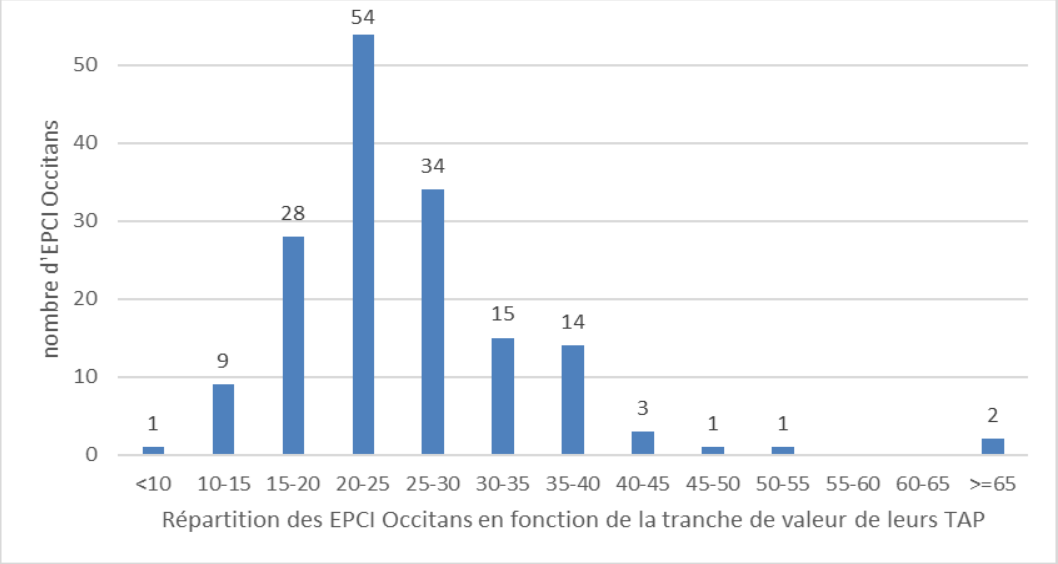
Ainsi, dans l'hypothèse où l'ensemble des départements français présenteraient un taux d'administration locale égal à la moyenne occitane, cela représenterait plus de 232 000 agents supplémentaires à l'échelle nationale, soit un volume supérieur à l'ensemble de l'administration publique territoriale de l'Auvergne-Rhône-Alpes, deuxième région française au plan démographique, incluant l'ensemble des services de la région, de ses 12 départements, de l'ensemble des communes et des établissements publics locaux de ce territoire. L'atypie de la région Occitanie en matière de taux d'administration locale apparaît donc très marquée.

- De fortes variations du taux d'administration locale au sein du bloc communal occitan

Au sein du seul bloc communal occitan, le nombre d'agents publics territoriaux pour 1 000 habitants présente des écarts significatifs entre territoires, pouvant varier du simple au double.

Ainsi, parmi les 161 ensembles intercommunaux occitans[13], 54 ont un taux compris entre 20 et 25 agents publics pour 1 000 habitants et 62 ont un taux compris dans l'intervalle inférieur (28 ensembles entre 15 et 20 ‰) ou l'intervalle supérieur (34 ensembles intercommunaux entre 25-30 ‰). Cependant, 36 territoires intercommunaux ont un taux d'administration publique supérieur à 30 ‰.

Graphique n° 7 : Distribution du taux d'administration locale du bloc communal occitan regroupé au sein des 161 territoires intercommunaux



Source : CRC Occitanie d'après les données du SIASP 2010-2021 et RP, Insee.

C - Les contrôles menés par la CRC Occitanie sur 11 ensembles intercommunaux permettent d'apporter un regard actualisé

L'enquête conduite par la CRC Occitanie auprès d'un échantillon de 11 ensembles intercommunaux confirme les données du SIASP et les complète en intégrant des données plus récentes. Ce travail a permis de distinguer non seulement les effectifs d'agents publics de chaque collectivité locale mais également les emplois externalisés dans le cadre d'une sous-traitance de services publics locaux.

[13] Trois territoires intercommunaux relevant de deux régions ont été exclus de ces travaux. C'est-à-dire incluant les effectifs des EPCI, des communes et l'ensemble des établissements regroupant des communes d'un même territoire comme les CCAS ou les SIVOM-SIVU.

1 - Des tendances confirmées par les contrôles menés par la CRC Occitanie sur la période 2019-2024

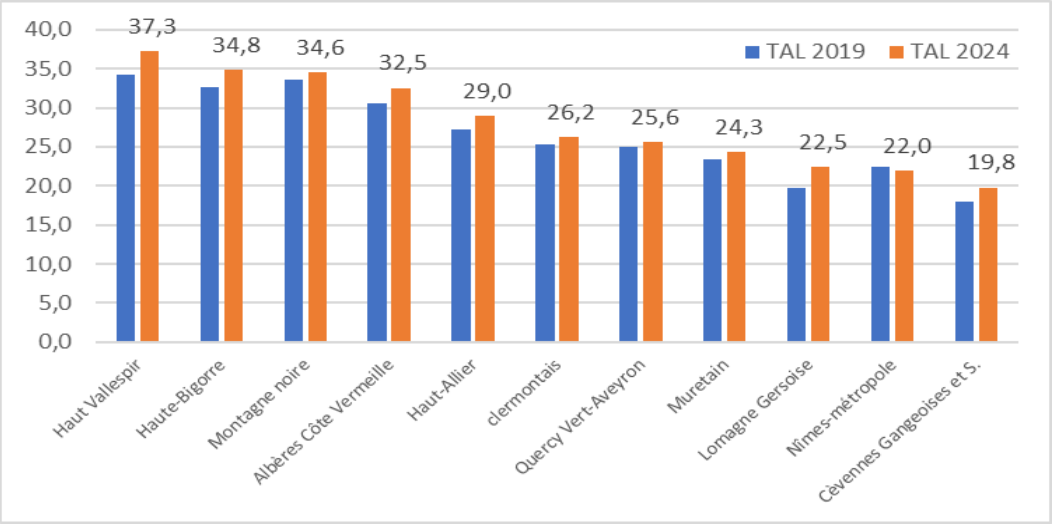
Encadré n°3 : Méthodologie de contrôle retenue par la CRC Occitanie

Les contrôles menés par la chambre régionale des comptes Occitanie au cours de l'année 2025 ont concerné 11 ensembles territoriaux rassemblant plus de 580 000 habitants, soit près de 10 % de la population régionale. Bien que cet échantillon ne puisse prétendre à une représentativité statistique (qui aurait nécessité le contrôle d'au moins 47 ensembles intercommunaux pour un niveau de confiance de 90 % et une marge d'erreur de 10 %), la chambre a veillé à contrôler, a minima, un ensemble intercommunal présent dans chaque décile de la distribution des collectivités selon leur population (selon une méthode d'échantillonnage stratifiée non-aléatoire). Seul le décile des collectivités les plus peuplées inclut deux ensembles intercommunaux (Nîmes métropole et le Muretain Agglo). Ces contrôles coordonnés avaient pour ambition de rassembler, au sein d'un même territoire intercommunal, l'ensemble des données concernant les effectifs d'agents publics ou privés chargés de mettre en œuvre une mission de service public local relevant des compétences du bloc communal. Ainsi, outre les 11 EPCI contrôlés, 240 communes ont été sollicitées au cours de ces travaux (dont plus particulièrement les 11 communes-centres de l'intercommunalité), l'ensemble des regroupements de communes sans fiscalité propre exerçant tout ou partie de leurs activités sur ces territoires et les établissements publics locaux (principalement les CCAS et offices de tourisme). Ces contrôles ont également sollicité l'obtention des effectifs des services publics locaux confiés à des prestataires de droit privé (associations, société anonyme, EURL, ...).

Au total, ces contrôles ont permis de dénombrer 14 357 équivalents temps plein (ETP) en 2024 exerçant au sein de ces 11 ensembles intercommunaux. Cela correspond à un taux d'administration de 24,7 agents pour 1 000 habitants, en augmentation de 6 % sur la période 2019-2024, alors même que la population de ces 11 ensembles n'a augmenté que de 3 % dans le même temps. L'écart avec le taux d'administration locale occitan identifié supra (soit 31,9 agents pour 1 000 habitants en 2021) s'explique par le fait, outre l'année retenue qui est différente, que les autres collectivités territoriales (régions et départements) ne sont pas prises en compte dans le calcul.

Les résultats font également apparaître la forte hétérogénéité des territoires en termes de taux d'administration territoriale, pouvant varier du simple au double : c'est le cas entre le bloc communal des Cévennes Gangeoises et Suménoises qui avec 19,8 agents publics pour 1 000 habitants comporte près de deux fois moins d'agents (publics ou privés) chargés de la mise en œuvre d'un service public local qu'au sein du bloc communal du Haut-Vallespir avec 37,3 ‰. La chambre n'a toutefois pas porté de regard sur la qualité du service public apportée aux citoyens.

Graphique n° 8 : Taux d'administration publique territoriale des 11 ensembles intercommunaux contrôlés par la CRC Occitanie en 2019 et 2024

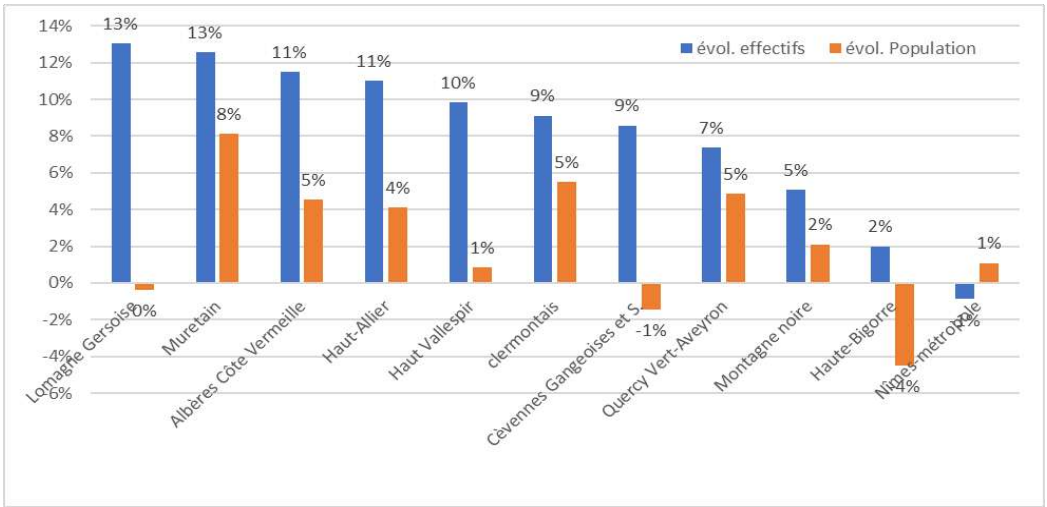


Source : CRC Occitanie d'après les données de l'enquête.
Ces taux comportent au numérateur l'ensemble des effectifs publics et privés participant à la mise en œuvre d'un service public local (c'est-à-dire les effectifs communaux, intercommunaux, des regroupements de communes sans fiscalité propre et des services externalisés).

De même, l'évolution des effectifs entre 2019 et 2024 est largement décorrélée de l'évolution de la population : le bloc communal de la Lomagne Gersoise a ainsi vu ses effectifs progresser de 13 % sur la période sans que sa population ait évolué. Au sein du bloc communal du Haut-Allier Margeride, la population a progressé de 4 % quand les effectifs augmentaient de 11 %. Seul le bloc communal de Nîmes-métropole a vu ses effectifs diminuer (- 1 %) alors que sa population progressait faiblement (+ 1 %).

La communauté de communes du Haut-Allier Margeride a souligné dans sa réponse que le taux d'administration locale défini selon la méthodologie de la chambre n'était pas en phase avec la réalité de son bassin de vie. En effet, les services apportés par la collectivité dépassent, selon l'ordonnateur, les limites territoriales de l'EPCI et concernent près de 15 000 habitants. La méthodologie retenue par la chambre ne peut tenir compte de cet argument sans devoir rattacher aux effectifs de l'EPCI, les effectifs des autres EPCI limitrophes concernés par ce bassin de vie élargi. Ce retraitement déstabiliserait alors l'ensemble des analyses, ne permettant plus aucune comparaison. De plus, la chambre rappelle que le périmètre territorial d'un EPCI constitue un choix des acteurs publics locaux : si ce périmètre ne correspond pas à la réalité du bassin de vie, il appartient à ces mêmes acteurs de le faire évoluer.

Graphique n° 9 : Évolution comparée 2019-2024 des effectifs et de la population des 11 ensembles intercommunaux contrôlés par la CRC Occitanie



Source : CRC Occitanie d'après les données de l'enquête.

2 - La prise en compte des emplois externalisés modifie peu les équilibres constatés

En France, le recours à la sous-traitance et à l'externalisation auprès de sociétés privées constitue une pratique courante de la part des collectivités territoriales. Elles font notamment appel à des prestataires extérieurs lorsqu'elles ne disposent pas en interne des ressources humaines ou des compétences techniques nécessaires. C'est notamment le cas pour des délégations de service public dans les domaines de l'eau, de l'assainissement ou des transports, mais aussi pour des missions ponctuelles ou spécialisées, comme certaines opérations de maintenance, des études d'ingénierie ou encore le développement de systèmes informatiques. Cette stratégie permet d'accroître la flexibilité de l'action publique en répondant à des besoins variables sans alourdir durablement les effectifs. Elle peut aussi répondre à une recherche d'optimisation financière, lorsqu'il apparaît moins coûteux de déléguer un service que de le gérer en régie directe ; elle permet parfois de bénéficier d'une expertise ponctuelle, parfois inutile à maintenir en permanence au sein de la collectivité.

La chambre a donc cherché à appréhender si le recours à l'externalisation revêtait un caractère homogène au sein de l'échantillon des collectivités territoriales contrôlées et à en mesurer l'impact sur les effectifs. Les services publics réalisés dans le cadre de régies sans personnalité morale ou confiés à un regroupement de communes sans fiscalité propre ou à un EPIC[14] ne sont pas ici pris en compte dans les emplois dits externalisés. A contrario, les services confiés à une société anonyme (SA, SAS, SARL, EURL), à une régie autonome, à une société publique locale ou à une association ont été considérés par la CRC comme des emplois externalisés.

[14] Il s'agit pour l'essentiel des cas d'offices de tourisme et d'un abattoir représentant au total 65 ETP en 2024.

À partir de l'échantillon de 11 ensembles intercommunaux contrôlés par la CRC Occitanie en 2025, plusieurs constats peuvent être tirés.

- Sur le volume d'effectifs externalisés

En 2024, l'échantillon des 11 ensembles intercommunaux contrôlés par la CRC Occitanie rassemblait 14 357 ETPT affectés à un service public local dont 12 071 ETPT étaient des agents publics (fonctionnaires ou contractuels qui relèvent du périmètre de décompte du SIASP) et 2 286 étaient des salariés du secteur privé exerçant leurs activités professionnelles au sein d'une structure ayant contractualisé avec une collectivité locale du bloc communal. Au total, le taux d'externalisation, c'est-à-dire le rapport entre ces effectifs externalisés et les effectifs totaux, était de 18,9 % en 2024, une valeur en progression sur la période 2019-2024 : les effectifs externalisés ont progressé plus de deux fois plus rapidement que les effectifs employés directement par les collectivités locales.

Tableau n° 2 : Part des emplois externalisés dans l'emploi total des services publics locaux des 11 territoires contrôlés par la CRC Occitanie (en ETPT)

	2019	2024	évol. 19-24
effectifs totaux des 11 ensembles intercommunaux contrôlés	13 606	14 357	5,5%
effectifs des 11 ensembles hors effectifs externalisés	11 533	12 071	4,7%
effectifs externalisés des 11 ensembles	2 074	2 286	10,3%
% externalisation	18,0%	18,9%	soit +0,96 points

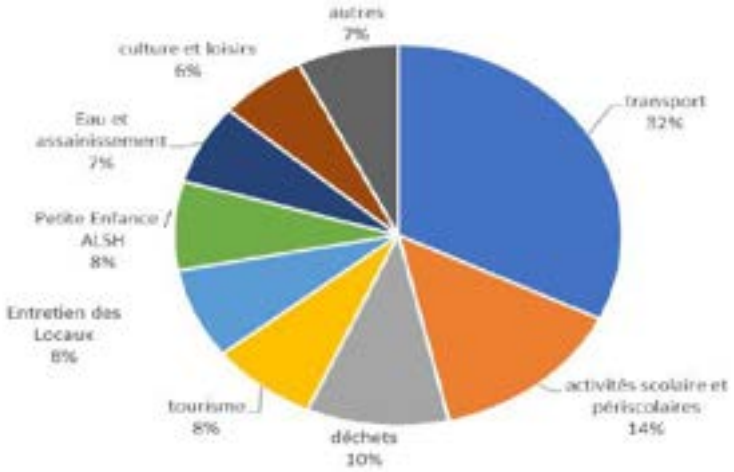
Source : CRC Occitanie d'après les données de l'enquête.

Cependant, il existe une variabilité très forte dans le recours à l'externalisation. Certaines collectivités locales n'y ont pas recours ou très peu (territoires des EPCI Albères Côte Vermeille Illibéris, de la Lomagne Gersoise, de la montagne Noire, du Clermontais, des Cévennes Gangeoises et Suménoises ou du Haut Vallespir). D'autres y font recours de façon beaucoup plus marquée, en particulier les collectivités appartenant à Nîmes-métropole (26 % des effectifs sont externalisés), celles de la Haute -Bigorre (28 %), du Haut-Allier Margeride (19 %) ou du Muretain agglo (15 %).

- Sur les domaines d'externalisation

Les champs dans lesquels les communes et intercommunalités de l'échantillon externalisent concernent les activités de transport, qui, à elles seules, représentent près d'un tiers des externalisations totales, puis les activités scolaires (entretien, nettoiement et restauration scolaire soit 14 %) et enfin la collecte et le traitement des ordures ménagères (10 %). Les emplois externalisés dans le domaine du tourisme concernent pour l'essentiel les thermes Aquensis de Bagnères-de-Bigorre (119 ETP en 2024 sur les 176 dénombrés dans cette catégorie). Au total, ces quatre domaines représentent à eux seuls plus de 64 % des effectifs externalisés par les collectivités de l'échantillon en 2024, sans évolution par rapport à 2019.

Graphique n° 10 : Domaines d'externalisation des services publics des 11 ensembles intercommunaux contrôlés par la CRC Occitanie



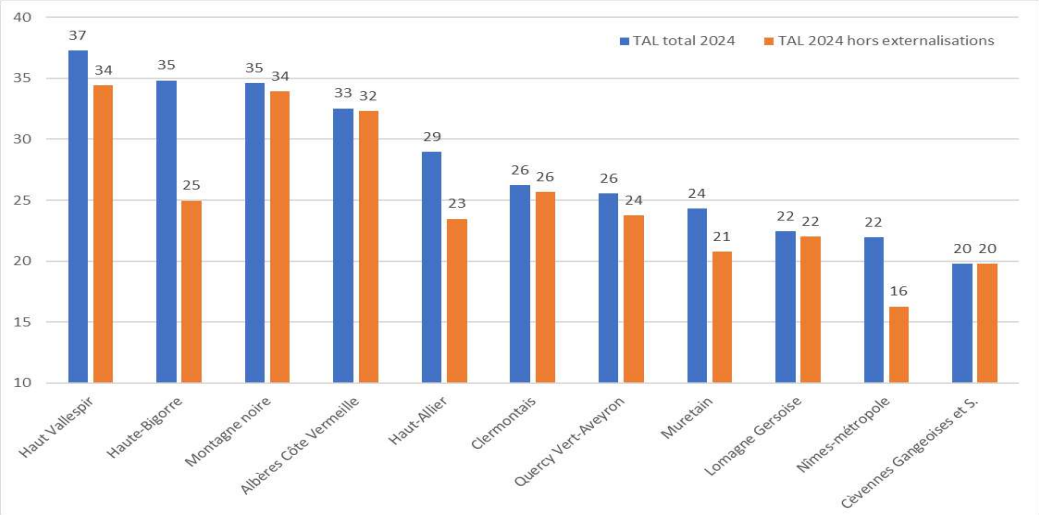
Source : CRC Occitanie d'après les données recueillies dans l'enquête.

En 2019 comme en 2024, les effectifs externalisés étaient, dans deux tiers des cas, liés à une délégation de service public et dans un tiers des cas à un marché de prestations de services.

- Sur l'impact sur le taux d'administration locale

La prise en compte des emplois externalisés ne modifie pas globalement les équilibres constatés au sein des 11 territoires contrôlés. Les territoires qui emploient peu d'effectifs en direct au regard de leur population, compensent en partie seulement ce faible niveau par un recours accru à l'externalisation, sans pour autant voir leur TAL radicalement modifié. Ainsi, l'ensemble intercommunal de Nîmes-Métropole voit son taux d'administration locale passer de 16 (sans prise en compte des externalisations) à 22 agents pour 1 000 habitants en incluant les emplois externalisés. Il faut noter qu'une part importante de ses missions est sous-traitée auprès d'entreprises privées. Fait cependant exception le territoire de la Haute-Bigorre, qui malgré un effort notable en termes de mutualisation et de partage de ses propres services, voit son taux d'administration locale progresser (de 25 à 35 ‰), en grande partie du fait de l'activité thermale implantée à Bagnères-de-Bigorre, confiée à un prestataire privé dans le cadre d'une délégation de service public mais également de la DSP d'exploitation du domaine skiable communal confiée à une SEM. Dans une moindre mesure, le territoire du Haut-Allier voit son taux d'administration locale progresser (de 23 à 29 ‰) du fait de la prise en compte des abattoirs de Langogne.

Graphique n° 11 : Taux d'administration locale des 11 ensembles intercommunaux contrôlés par la CRC Occitanie avec et sans prise en compte des effectifs externalisés



Source : CRC Occitanie d'après les données de l'enquête.
Le numérateur du « TAL hors externalisations » inclut au numérateur l'ensemble des effectifs strictement publics participant à la mise en œuvre d'un service public local (c'est-à-dire les effectifs communaux, intercommunaux et des regroupements de communes sans fiscalité propre).

3 - La place importante des contractuels dans la croissance des effectifs, confirmée par les 11 contrôles conduits par la CRC

L'échantillon des 11 ensembles intercommunaux contrôlés par la CRC Occitanie a permis de dresser un panorama plus contemporain du niveau de recours aux contractuels, bien que le périmètre de celui-ci ne se superpose pas totalement au périmètre des données du SIASP[15].

Au-delà de la progression accélérée des effectifs totaux sur la période 2019--2024 au regard de la période antérieure (+ 3,5 % au lieu de + 1,6 % entre 2017 et 2021), les collectivités locales de l'échantillon ont vu leurs effectifs contractuels sur emplois permanents progresser de + 66,4 % à l'inverse des titulaires (- 2 %). Bien que ces derniers représentent près des trois quarts des personnels permanents des collectivités interrogées, la proportion de personnels contractuels permanents a progressé de trois points sur la période considérée. Au total, si l'effet volume lié aux recrutements de personnels contractuels est très important, il s'exerce sur une masse d'effectifs contractuels encore faible en valeur absolue, expliquant la progression de 3,5 % des effectifs totaux.

[15] L'enquête menée par la chambre a permis de recueillir les effectifs contractuels des agents permanents et non permanents des 11 EPCI et de 240 communes au total. Les effectifs contractuels des regroupements de communes sans fiscalité propre et établissements publics locaux n'ont pu être collectés à la différence des données collectées par l'Insee via le SIASP.

Tableau n° 3 : Évolution des emplois de contractuels dans les 11 ensembles intercommunaux contrôlés par la CRC (en ETPT)

	2019	2024	évol. 19-24	2019%	2024%
Effectif sur emplois permanents (J)	**9 245**	**9 401**	**1,7%**	**87%**	**85%**
dont titulaires et stagiaires	*8 746*	*8 571*	*-2,0%*	*82%*	*77%*
dont contractuels (332-8 et 332-14 CGFP)	*499*	*830*	*66,4%*	*5%*	*8%*
Effectif sur emplois non permanents (K)	**1 439**	**1 659**	**15,3%**	**13%**	**15%**
effectif total (J+K)	10 684	11 060	3,5%	100%	100%

Source : CRC Occitanie.

En définitive, les effectifs contractuels (permanents ou non permanents), ont connu une progression de + 28,5 % entre 2019 et 2024 et représentaient 23 % des agents publics des collectivités contrôlées, soit une proportion proche de celle retrouvée à partir des données Insee (26 %). Bien que les deux jeux de données soient difficilement comparables sur un plan méthodologique, étant donné leurs périmètres différents et les limites d'un recueil purement déclaratif[16], il reste probable que la forte dynamique de recrutement des contractuels, constatée par l'Insee[17] ou la Cour des comptes[18] dans de récentes publications, reste fortement à l'œuvre en Occitanie.

Ainsi, la communauté de communes du Quercy Vert-Aveyron a connu entre 2019 et 2024 une baisse significative du nombre d'équivalents temps plein travaillé (ETPT) des titulaires de 2,8 %, alors que dans le même temps les ETPT de contractuels progressaient de façon très nette (+ 42 %). Résultant de ces dynamiques, la part des titulaires et des contractuels dans l'effectif total s'est inversée durant la période. Si, en 2019, cet EPCI comptait une majorité d'agents titulaires, le nombre de recrutements d'agents de catégorie C non titulaires a modifié cette proportion à partir de 2022. Les compétences exercées par l'EPCI expliquent en partie cette évolution qui est liée au renforcement des services intercommunaux proposés à la population (enfance et jeunesse, service d'aide au maintien à domicile). L'impact s'observe particulièrement pour les contractuels sur emploi permanent, dont la proportion a fortement augmenté dès 2021 (+ 46,6 % par rapport à 2020) et a continué de croître jusqu'en 2023. En parallèle, la proportion des contractuels sur emploi non permanent a significativement baissé dès 2021, marquant une stabilisation des emplois, notamment dans les domaines de la petite enfance et la jeunesse.

Au sein des effectifs permanents de la communauté de communes La Montagne Noire, le nombre de fonctionnaires a peu évolué entre 2019 et 2024 tandis que le nombre de contractuels a progressé (+ 7,2 ETPT), y compris sur des postes permanents, multipliés par

[16] Les données recueillies par la CRC Occitanie auprès des 240 communes sont déclaratives et soumises au risque d'une mauvaise interprétation de la notion d'ETPT, pouvant être confondue avec la notion d'ETP ou encore d'effectifs physiques.

[17] L'emploi dans la fonction publique en 2023, Insee première n°2052, mai 2025.

[18] Les agents contractuels dans la fonction publique, rapport public thématique, Cour des comptes, septembre 2020.

1,4. Ajouté aux effectifs non permanents, qui représentaient 12,7 % des emplois en 2024, le nombre de contractuels s'est accru au cours de la période contrôlée et représentait en 2024 31,8 % des effectifs totaux de la communauté de communes.

Les effectifs communautaires de la communauté d'agglomération du Muretain étaient également fortement marqués par le recours aux contractuels, qui représentaient 42 % des agents, soit près du double de la moyenne nationale des EPCI. En 2023, les effectifs de la communauté d'agglomération comptaient un total de 1 094 agents titulaires et 786 contractuels (dont 96 % de contrats non permanents). Parmi les contractuels, 566 travaillaient dans les services de l'enfance et de la petite enfance, dont les métiers sont assurés à temps non complets, organisés en fonction des besoins du service, de façon discontinue et peu prévisible.

Pour leur part, les effectifs de l'agglomération de Nîmes Métropole ont baissé de 61,2 ETPT d'agents (- 12,2 %) sur la période 2019-2024 avec une diminution du nombre d'agents publics permanents de 52,7 ETPT. Toutefois, les nouveaux recrutements ont été le plus souvent réalisés sous la forme d'emplois contractuels. Alors que le nombre d'agents titulaires a baissé de 16,3 % (- 68,7 ETPT), la part des agents contractuels est passée de 60,7 ETPT en 2019 à 76,7 ETPT en 2024, soit une progression de + 26,5 %. Les agents contractuels représentaient ainsi 17,5 % des effectifs en 2024 contre 12,1 % en 2019. La communauté d'agglomération de Nîmes Métropole a justifié le recours aux agents contractuels par des difficultés de recrutement sur certains profils spécialisés, notamment dans les secteurs des déchets, des énergies renouvelables, de l'aménagement et du numérique. Cette tendance devrait se poursuivre selon elle, compte tenu de l'élargissement des possibilités de recours aux contractuels prévu par la loi et par le renchérissement des charges patronales pesant sur les titulaires en raison de l'augmentation des cotisations retraites de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL).

Enfin, la communauté de communes Cévennes Gangeoises et Suménoises a également connu une progression importante de ses effectifs d'agents contractuels permanents entre 2019 et 2024, multipliés par 2,5. La collectivité a justifié cette croissance par des difficultés de recrutement des titulaires et par l'importance de l'absentéisme et des remplacements dans les services de la petite enfance, secteur consommateur en effectifs.

4 - Une évolution des charges de personnel en euros constants moins rapide que celle des effectifs

Avec plus de 160 000 agents territoriaux au sein du bloc communal occitan en 2024, les charges de personnel étaient d'un montant de 6,5 milliards d'euros.

À l'échelle des ensembles intercommunaux contrôlés, les charges totales de personnel[19] représentaient à la fin 2024 une dépense totale de 458,3 M€ (euros courants). En tenant compte de l'inflation, ce montant était de 399,6 M€ en euros constants contre 385,4 M€

[19] Périmètre incluant la rémunération du personnel titulaire, du personnel non titulaire, les autres rémunérations, les atténuations de charges et les charges totales.

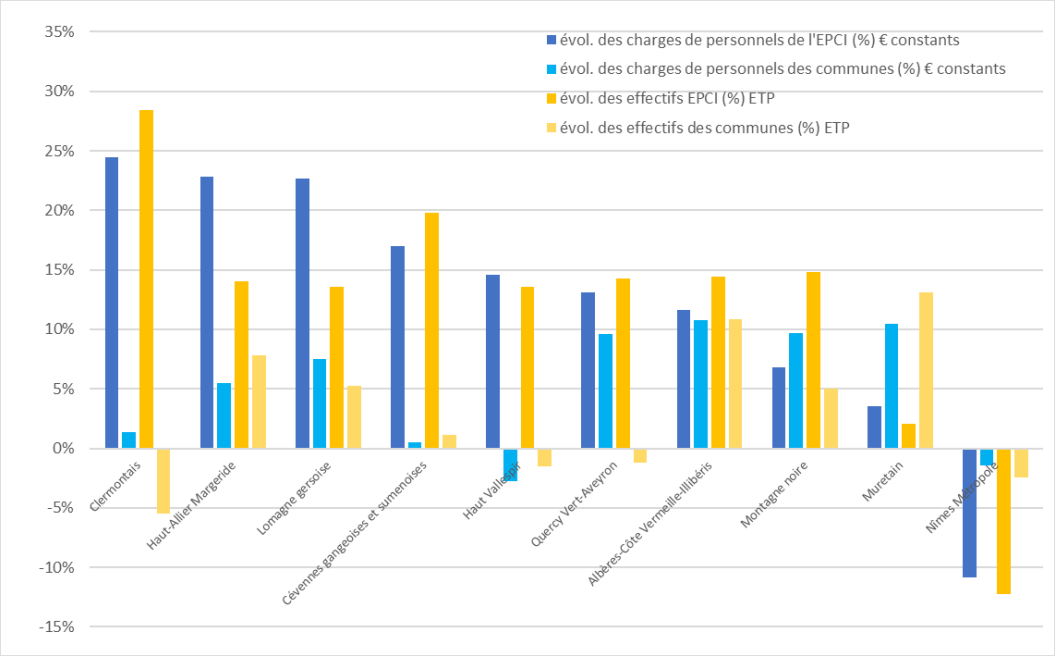
fin 2019. Effectivement, l'inflation a été importante sur la période 2019-2024 (près de 15 %). Le phénomène de boucle « prix-salaire » explique en grande partie la transmission de l'inflation aux rémunérations des agents (Cf. encadré ci-dessous). Ainsi, les dépenses de personnel ont progressé de + 18,9 % en euros courants, mais de + 3,7 % en euros constants. Ces chiffres doivent être comparés à l'évolution des effectifs totaux sur la même période, qui ont progressé de + 6,3 %.

Les différents contrôles font apparaître que la dynamique de croissance des charges de personnel hors inflation, a été majoritairement portée par les EPCI. C'est particulièrement le cas sur le territoire du Clermontais : les charges de personnel de l'EPCI ont progressé de + 24 % (en € constants) liées à une forte dynamique de recrutement (+ 28 %), en partie imputable à des transferts de compétences au sein du bloc communal des communes membres. Cette progression résulte, selon l'ordonnateur, de facteurs exogènes (transferts de compétence pour 21 % et effet démographique pour 5,5 %). Les facteurs relevant des choix de gestion de la collectivité ne représentent que 1,5 % de cette croissance.

En parallèle, les charges de personnel des communes du Clermontais ont progressé de 1 % malgré la contraction des effectifs de - 5,5 %. Au total, huit des dix ensembles intercommunaux ont connu une prédominance de la hausse des effectifs de l'EPCI pour expliquer la hausse des charges. L'augmentation des effectifs dans ces EPCI s'explique d'abord par le transfert de compétences des communes vers l'intercommunalité, comme pour l'eau ou la gestion des déchets, ainsi que par la volonté politique de renforcer des services de proximité tels que la petite enfance ou les maisons France Services. Cette croissance est également alimentée par le développement de compétences facultatives, notamment dans les secteurs sportifs et culturels, et par une structuration accrue de l'encadrement administratif. Enfin, des choix de gestion internes, tels que la titularisation d'agents contractuels ou la création de nouveaux postes pour améliorer la qualité du service public, pérennisent cette hausse structurelle.

L'ensemble intercommunal du Muretain a connu, à l'inverse, une hausse des charges de personnel des communes en lien avec la création d'emplois plus rapide que pour l'EPCI. Enfin, le territoire de Nîmes-métropole fait figure d'exception dans l'échantillon contrôlé par la CRC Occitanie : la diminution des effectifs constatée à la fois pour l'EPCI et les communes a permis de faire baisser les charges (en euros constants) sur la période 2019-2024.

Graphique n° 12 : Comparaison de la dynamique des charges de personnel (en euros constants) et des effectifs (en ETPT) de 10 ensembles intercommunaux entre 2019 et 2024



Source : CRC Occitanie, selon les données disponibles.

Encadré n°4 : La transmission de l'inflation aux traitements des agents publics

Les travaux de l'Insee et de la DGAFP confirment la transmission de l'inflation aux salaires dans le secteur public, bien que cette transmission se fasse avec retard et de façon partielle , c'est-à-dire avec un coefficient d'élasticité inférieur à 1[20]. Cette situation s'explique en grande partie parce que la mécanique d'indexation indirecte (via les décisions gouvernementales sur le point d'indice) est plus lente et moins forte que la dynamique de négociation du secteur privé ou l'indexation automatique du SMIC.

Ainsi, dans le secteur public, la transmission de l'inflation aux salaires des agents publics (boucle prix / salaire) se fait par la revalorisation automatique du traitement minimum, aligné sur le SMIC, assurant le pouvoir d'achat des agents de catégorie C les moins rémunérés. Cependant, pour la majorité des fonctionnaires, l'ajustement repose sur des décisions gouvernementales concernant le point d'indice (outil de revalorisation générale), souvent complétées par des mesures catégorielles (primes, attribution de points supplémentaires) pour cibler les bas salaires ou des corps spécifiques. Ces revalorisations ne sont pas automatiques et font l'objet de négociations, ce qui a entraîné un gel prolongé du point d'indice entre 2017 et 2022. Cependant, face à une inflation croissante à partir de 2022, des augmentations du point d'indice ont été décidées en 2022 et 2023 (+ 3,5 % au 1er juillet 2022 et + 1,5 % au 1er juillet 2023).

[20] L'élasticité est un concept économique qui mesure la sensibilité d'une variable par rapport aux variations d'une autre.

-Conclusion intermédiaire-

Entre 2010 et 2021, les effectifs de la fonction publique territoriale ont connu une croissance deux fois plus forte en Occitanie que pour le reste de la France métropolitaine. Le bloc communal occitan a joué un rôle déterminant dans cette dynamique : avec près de 160 000 ETPT en 2023 (soit 6,5 milliards d'euros de charges de personnel), il rassemblait 80 % des effectifs territoriaux des collectivités territoriales de la région ; il a vu ses effectifs progresser quatre fois plus vite que les effectifs des autres collectivités territoriales françaises dans leur ensemble. Au sein de la région, cette progression a été marquée par une forte hétérogénéité entre ensembles intercommunaux. Le nombre d'agents publics territoriaux par habitant figurait ainsi parmi les plus importants de France avec 31,9 agents pour 1 000 habitants. Si l'ensemble des communes et EPCI de France métropolitaine présentaient un taux identique, cela correspondrait à plus de 230 000 agents supplémentaires, soit l'équivalent de la totalité des effectifs territoriaux présents en région Auvergne-Rhône-Alpes.

Dans son rapport annuel 2023, la Cour des comptes relevait également que « *les plus fortes augmentations d'effectifs ont concerné les communes et leurs groupements, alors que ces deux échelons de gestion locale n'ont pas fait l'objet de transferts significatifs de compétences de la part de l'État. Le développement des structures intercommunales est à l'origine d'une part significative de la croissance de ces effectifs, les EPCI ayant créé des emplois et recruté en dehors des personnels communaux, alors que les communes conservaient leurs effectifs et les redéployaient en même temps qu'elles continuaient de recruter. Les redéploiements ont porté sur d'autres fonctions dans un objectif de création ou d'amélioration des services publics locaux ».* Ces constats de la Cour sont bien à l'œuvre en Occitanie.

Effectivement, les contrôles menés par la CRC Occitanie auprès de 11 ensembles intercommunaux ont permis d'actualiser et de confirmer la poursuite de ces tendances : une forte progression des effectifs entre 2019 et 2024, une hétérogénéité importante entre territoires, une décorrélation apparente entre progression des effectifs et progression de la population, un recours croissant aux contractuels et enfin un impact assez limité des externalisations de services publics sur les équilibres constatés.

II. LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET LE TOURISME EXPLIQUENT EN PARTIE SEULEMENT LA HAUSSE DES EFFECTIFS TERRITORIAUX OCCITANS

Dans un contexte d'absence de transferts de compétences sur la période 2017-2024, la chambre a cherché à identifier les facteurs pouvant expliquer les constats précédents. Au-delà des enseignements tirés de ses 11 contrôles, la chambre s'est attachée à vérifier si les caractéristiques démographiques, sociales, environnementales, économiques ou encore touristiques du territoire occitan pouvaient expliquer en partie la forte hétérogénéité constatée dans le sud de la France et plus spécifiquement, le fort recours des collectivités territoriales occitanes à l'emploi public local.

A - Une part importante de l'atypie occitane en matière d'effectifs du bloc communal reste difficile à objectiver

La méthodologie retenue par la chambre a consisté à raisonner sur le périmètre du bloc communal, rassemblant l'ensemble des acteurs publics concernés dont l'EPCI, les communes et les regroupements de communes d'un même territoire. Cette méthode a permis de neutraliser les différences de répartition des compétences entre collectivités d'un même territoire et a de ce fait rendu possible une comparaison entre ensembles intercommunaux occitans pris dans leur ensemble. La question des transferts de compétences réciproques entre EPCI et communes ne sont donc pas pris en compte, dans la mesure où ils se font à solde nul au sein d'un même ensemble intercommunal.

1 - L'évolution de la démographie n'est pas suffisante pour expliquer à elle seule le niveau des effectifs territoriaux constaté en Occitanie

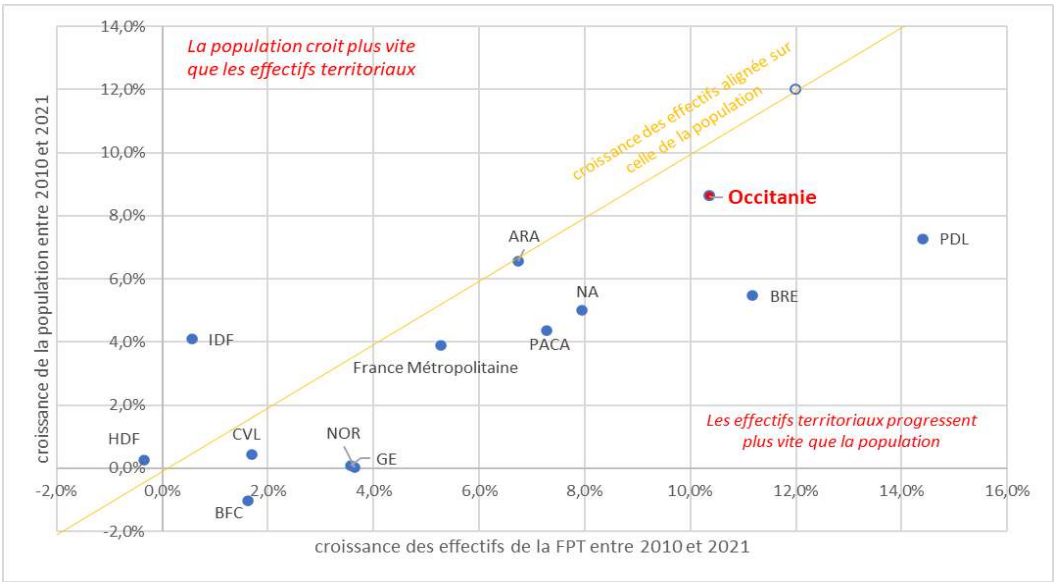
Une comparaison de la croissance des effectifs territoriaux avec celle de la population permet d'établir plusieurs constats.

Seuls deux territoires régionaux ont vu leurs effectifs territoriaux progresser moins vite que leurs populations (Ile-de-France et Hauts-de France), et un seul à un rythme comparable (Auvergne-Rhône-Alpes). Pour les autres territoires métropolitains, les effectifs territoriaux ont progressé à un rythme plus rapide que ceux de leurs populations. Si les effectifs territoriaux occitans[21] ont fortement progressé, cette évolution s'est cependant avérée proche de celle de la population durant la même période.

Ainsi, l'Occitanie a vu sa population croître de + 8,6 % entre 2010 et 2021 alors que les effectifs territoriaux progressaient de + 10,4 %. En comparaison des autres territoires, cet écart s'avère relativement contenu comme le montre le graphique ci-dessous, qui positionne l'Occitanie proche de la droite de parité (c'est-à-dire l'axe matérialisant un alignement parfait entre la croissance des effectifs territoriaux et celle de la population).

[21] Il s'agit ici des effectifs territoriaux totaux (région, département et bloc communal).

Graphique n° 13 : Comparaison de l'évolution de la population et des effectifs territoriaux pour chaque région métropolitaine entre 2010 et 2021

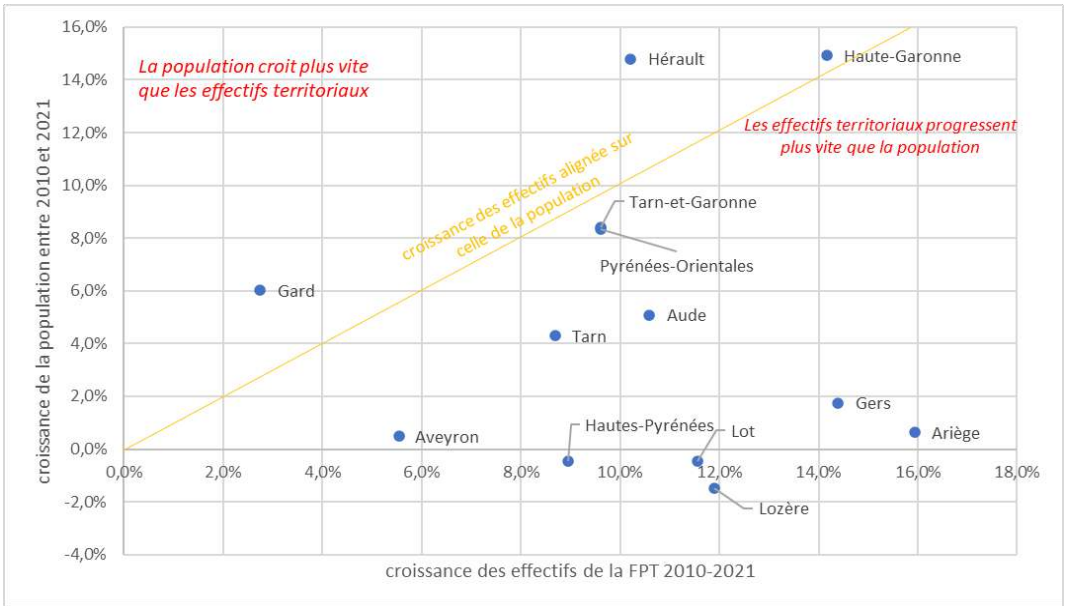


Source : CRC Occitanie d'après les données du SIASP 2010-2021.

Cependant, analysée à un niveau plus fin, au sein même de la région Occitanie, une forte hétérogénéité entre deux groupes de territoires est constatée :

- Ceux pour lesquels les effectifs territoriaux (des régions, départements et blocs communaux) ont progressé moins vite ou de façon proche de la croissance populationnelle : c'est le cas pour les collectivités locales du Gard, de l'Hérault, de la Haute-Garonne, du Tarn-et-Garonne et des Pyrénées-Orientales ;
- À l'inverse, une majorité de territoires en Occitanie ont vu leurs effectifs territoriaux progresser de façon très décorrélée par rapport à la croissance de la population : c'est le cas en particulier en Lozère, dans le Lot, le Gers ou l'Ariège. La croissance de la population dans ces départements, très faible, voire négative, est allée de pair avec une croissance des effectifs territoriaux de plus de 10 %. Les collectivités locales ariégeoises ont ainsi vu leurs populations augmenter de 0,6 % entre 2010 et 2021 alors que les effectifs des collectivités locales progressaient de 15,9 %. De même dans les collectivités locales de Lozère, les effectifs ont progressé sur la période de 11,9 % alors que la population diminuait de 1,5 %.

Graphique n° 14 : Comparaison de l'évolution de la population et des effectifs territoriaux pour chaque département occitan entre 2010 et 2021



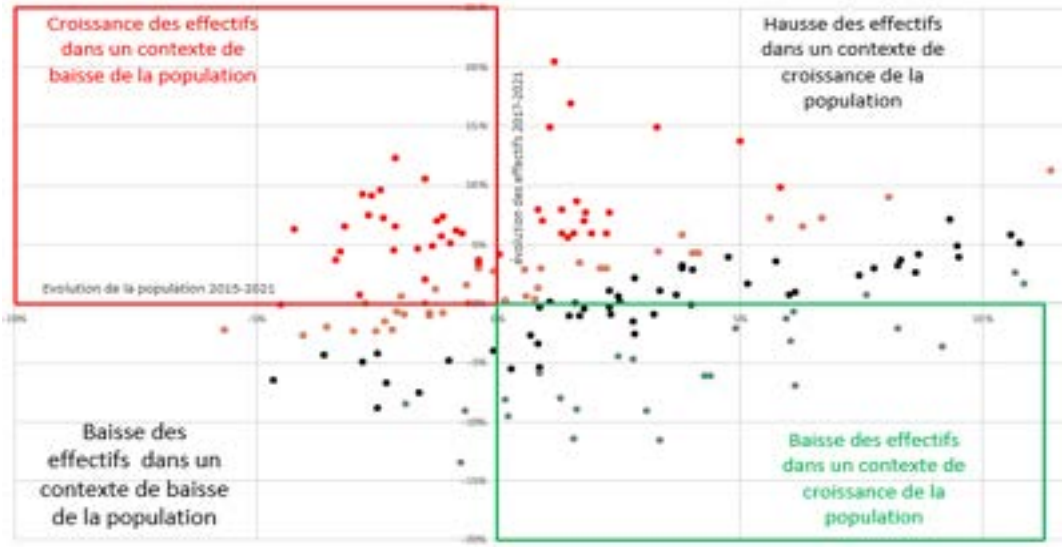
Source : CRC Occitanie d'après les données du SIASP 2010-2021.

La chambre a analysé la progression des effectifs territoriaux à une maille plus fine à l'échelle du seul bloc communal occitan, en mobilisant les données du SIASP pour les 161 ensembles intercommunaux pour la période 2017-2021[22].

Comme à l'échelle départementale, ces progressions ne présentent aucune uniformité. En effet, certains territoires intercommunaux ont vu la hausse de leurs effectifs très largement dépasser celle de la population : c'est le cas pour 47 ensembles intercommunaux pour lesquels la progression des effectifs a été supérieur, a minima, de 3,5 points à celle de la population (points rouges du graphique N°15 ci-dessous). Au sein de cet ensemble, 24 territoires ont connu une hausse des effectifs et une baisse de leurs populations. Durant la même période, un groupe plus réduit de territoires a connu un phénomène inverse : une diminution des effectifs du bloc communal dans un contexte de progression de la population. Ces ensembles intercommunaux sont regroupés dans le cadran vert figurant dans le graphique ci-dessous.

[22] Selon la disponibilité des données transmises par l'Insee.

Graphique n° 15 : Comparaison de l'évolution de la population et des effectifs territoriaux pour les 161 ensembles intercommunaux occitans entre 2017 et 2021



Source : CRC Occitanie d'après les données du SIASP 2017-2021.

Au total, si la croissance de la population occitane a joué un rôle dans la progression des effectifs territoriaux en Occitanie, celle-ci ne suffit pas à expliquer les écarts constatés au sein de la région. Ces écarts sont à l'origine des valeurs très hétérogènes du taux d'administration locale (TAL), alors même que l'ensemble des acteurs sont réputés exercer les mêmes compétences et fournir un niveau de service public comparable, sauf décision de renforcement de la qualité de service de la part des élus.

2 - Un fort taux d'administration locale (TAL) est associé au tourisme, à l'urbanisation, à la pauvreté et à la fragmentation territoriale

Les valeurs importantes et hétérogènes du taux d'administration locale rencontrées au sein du bloc communal occitan questionnent. La mobilisation du seul facteur démographique paraît insuffisante. Dès lors, la chambre a mobilisé les outils statistiques offerts par l'analyse exploratoire des données[23] : un éclairage est ainsi apporté sur les facteurs explicatifs de la forte hétérogénéité du TAL.

Pour ce faire, la CRC s'est appuyée sur une analyse en composantes principales mobilisant différentes variables susceptibles d'avoir un lien avec le taux d'administration. Ce modèle utilise un jeu de données de 75 variables regroupées en sous catégories : démographie,

[23] L'analyse exploratoire des données, souvent désignée par l'acronyme EDA pour Exploratory Data Analysis, est une démarche d'examen de jeux de données qui consiste à analyser les données pour en résumer les caractéristiques principales, souvent par des méthodes de visualisation, avant de passer à une modélisation formelle ou à des tests d'hypothèses dans un but confirmatoire. L'EDA vise à déceler des anomalies, à identifier des structures sous-jacentes, à extraire des variables importantes et à vérifier les hypothèses de base.

économie, sociologie, logement, niveau de vie, mobilité, typologie du territoire, climat et événements extrêmes, tourisme, délinquance, enseignement ou encore situation financière des collectivités locales.

Encadré n°5 : L'analyse en composantes principales (ACP)

L'analyse en composantes principales est une méthode statistique mobilisant de multiples données quantitatives. Il s'agit d'un outil de visualisation et de réduction de la complexité, qui passe par la mise en évidence d'axes explicatifs sous-jacents.

L'ACP ne permet pas d'expliquer une variable en particulier, mais résume un ensemble de variables initialement nombreuses et corrélées, par quelques composantes synthétiques qui concentrent l'essentiel de l'information. Ces composantes (ou axes) sont des combinaisons linéaires qui permettent de représenter visuellement les proximités ou oppositions entre observations, comme par exemple des territoires caractérisés par des profils socio-économiques distincts. Si l'ACP n'établit pas de relation causale, elle constitue néanmoins un outil de simplification et permet de visualiser les facteurs. La variable centrale dans le modèle d'ACP développé par la chambre est le taux d'administration locale (TAL) constaté en 2021.

La mise en œuvre de la technique de l'analyse en composantes principales a permis de mettre en évidence cinq composantes principales aux variations du taux d'administration locale au sein du bloc communal occitan. Ces cinq axes, pris dans leur ensemble, ont permis d'expliquer 57 % des écarts (ou variance) observés dans les valeurs des variables retenues[24].

Le premier déterminant (ou axe), qui a trait à la ruralité ou au caractère urbain du territoire, ressort positivement et significativement : les zones urbaines présentent un TAL plus élevé, à l'inverse des zones rurales, sans doute en raison de la concentration des besoins, en particulier pour les populations les plus jeunes comme pour les plus âgées, entraînant un niveau de services publics plus important. La mobilité résidentielle dans les villes apparaît également plus forte et génératrice d'une plus forte demande de services publics locaux. Le niveau de service rendu à la population est également plus élevé, comme par exemple la fréquence des transports urbains permettant de réduire les délais d'attente : le passage d'un tramway toutes les cinq minutes est plus consommateur de ressources humaines que le passage d'un bus toutes les deux heures. La tendance, constatée sur une longue période, de retrait des services publics des zones les plus rurales participe également à ce constat.

Le deuxième axe a trait au niveau de pauvreté et de richesse du territoire[25] : les territoires économiquement les plus riches tendent à disposer de moins d'emplois publics, alors que les espaces pauvres, plus dépendants de l'action publique, affichent des TAL supérieurs.

[24] Puis, dans un second temps, un modèle statistique de régression linéaire a permis de mesurer la corrélation entre le taux d'administration locale et, d'une part ces composantes principales, d'autre part le nombre de communes de l'EPCI. Globalement, ce modèle explique 41,3 % de la variance du taux d'administration.
[25] Évalué par le revenu moyen par habitant ou le taux de pauvreté monétaire.

Ainsi, entre deux territoires disposant d'un niveau d'urbanisation équivalent (en référence à l'axe 1 précité), l'ensemble intercommunal le plus riche présentera un TAL inférieur. L'explication de ce résultat peut tenir à la capacité des territoires économiquement plus riches et donc plus dotés en entreprises privées, à se substituer pour leurs salariés à l'initiative publique. Cela peut être le cas par exemple en matière de transports du quotidien organisé par l'employeur, mais également en matière de garde d'enfant, d'aide aux devoirs, de logements ou encore de restauration collective.

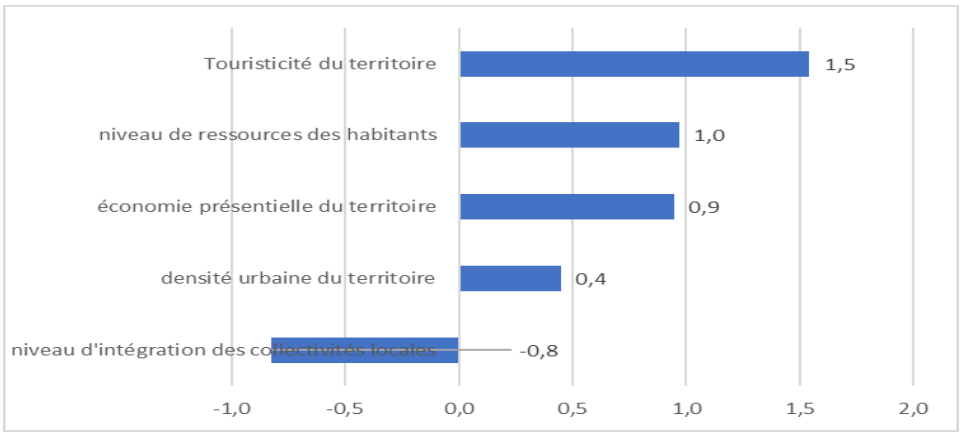
L'axe 3, qui oppose territoires peu touristiques et ceux fortement touristiques, présente l'effet le plus marqué des cinq. L'activité touristique accroît considérablement les besoins d'administration, en lien avec la gestion des flux de population et des services collectifs associés pendant les périodes de haute fréquentation. Ainsi, le classement d'une commune en station de tourisme entraîne des conséquences directes sur les créations de postes. Pour la collectivité, il ouvre la possibilité de renforcer son encadrement avec la création de postes de direction supplémentaires, comme celui de directeur général adjoint, même dans les communes de moins de 40 000 habitants (dispositions des deux derniers alinéas de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984). En application de l'article R.133-37 du code du tourisme, ce classement justifie également le recrutement de saisonniers et de contractuels pour répondre à l'afflux de population et aux besoins accrus de services publics, notamment en matière de sécurité, de propreté, de culture ou d'animation. Le classement impose l'existence d'un office de tourisme classé, prévu par la loi n° 2006-437 du 14 avril 2006, ce qui se traduit par la professionnalisation de la structure avec la création de postes permanents qualifiés, tels qu'un directeur, des conseillers en séjour ou des chargés de communication.

L'axe 4 distingue les territoires sur lesquels prédomine une économie présentielle à ceux qui connaissent surtout une économie productive : les territoires centrés sur les services à la population nécessitent davantage de fonction publique que ceux à dominante productive. Cet axe pourrait avoir un rapport direct avec celui décrivant l'influence du facteur de richesse et pauvreté d'un territoire, évoluant dans le même sens.

Enfin, l'axe 5 reflète le degré de mutualisation intercommunale. Une forte mutualisation des services au sein des 161 ensembles intercommunaux occitans est associée à des valeurs plus faibles du TAL. Ce constat s'appuie sur les économies d'échelle et la rationalisation des structures qu'offre un processus de mutualisation. Néanmoins, des contraintes, comme par exemple des franchissements de seuils en matière d'accueil de public, peuvent avoir un effet sur les mutualisations attendues et par conséquent sur le taux d'administration locale, comme c'est le cas dans le secteur de la petite enfance.

De plus, le nombre de communes agit sur la valeur du TAL : plus un ensemble intercommunal est fragmenté en un nombre important de communes (quelle que soit leur taille), plus il recourt à l'emploi public local. Cet effet se conjugue avec celui de la mutualisation : sans coopération intercommunale, la dispersion institutionnelle alourdit les besoins administratifs, tandis que des formes d'intégration permettent de limiter le TAL.

Graphique n° 16 : Facteurs clés associés à la densité d'emploi territorial dans les communes occitanes



Source : CRC Occitanie d'après le modèle ACP développé par la Chambre. Les valeurs affichées représentent la contribution de chaque variable à la variation du taux d'administration locale.

L'ensemble du modèle offre donc un faisceau explicatif permettant de prévoir les possibles leviers d'action sur la maîtrise des effectifs. Si le niveau d'urbanisation, la pauvreté relative ou le tourisme sont des facteurs explicatifs qui s'imposent et décident en partie du taux d'administration locale, d'autres facteurs comme la fragmentation territoriale sont modifiables. Les regroupements de communes, la constitution d'EPCI de plus grande taille ou encore le renforcement de la mutualisation sont des leviers d'action activables pour agir à la baisse sur le TAL. En effet, la multiplicité des communes membres pousse à la hausse, à population équivalente, le besoin en agents publics.

Cependant, comme tout modèle statistique, le modèle ACP présente des limites[26]. D'autres facteurs, tels que l'histoire administrative, la culture politique locale, ou encore les choix stratégiques des élus, échappent à la modélisation statistique et peuvent contribuer à expliquer les disparités observées. Ces éléments ont pu être observés par les 11 contrôles menés par la Chambre.

[26] Le modèle met en évidence des corrélations significatives mais ne permet pas d'affirmer des relations causales, certaines associations pouvant résulter de variables tierces non intégrées, comme des choix de politique locale qui ne peuvent être objectivés. La simplification des dynamiques territoriales en gradients linéaires réduit également la complexité des phénomènes, par exemple en masquant la diversité des formes de ruralité ou des modèles touristiques. S'ajoute à cela le risque d'endogénéité : certaines variables comme le nombre de communes ou la mutualisation peuvent être influencées par le TAL lui-même, introduisant une possible circularité. Il est à ce titre probable que la notion de sphère présentielle est directement influencée par l'emploi public local.

B - Les contrôles menés par la CRC Occitanie montrent qu'une grande partie des créations de poste se font à l'initiative des collectivités locales

1 - Un renforcement du niveau de service sans lien avec l'évolution des compétences

Au cours de la période 2019-2024, les effectifs de la communauté de communes Quercy Vert-Aveyron (240 ETPT) ont augmenté de 14,2 % dans un contexte d'absence de transfert de compétences externes au bloc communal. Cette dynamique a avant tout résulté du choix de renforcer la qualité de service rendu, notamment dans la mise en œuvre de compétences facultatives, en particulier les services à la personne dont le maintien à domicile, les accueils de loisirs pour les jeunes ainsi que l'accueil du jeune enfant. La communauté de communes, qui a appréhendé cette compétence comme un facteur d'attractivité de son territoire, n'avait cependant pas mesuré en 2025 l'impact de sa politique sur l'évolution de la population de ménages avec enfants. La chambre note à ce propos qu'entre 2010 et 2021, la part des 0-15 ans a diminué de 20,5 % à 19,2 % au sein de la population du territoire, suggérant que cette politique incitative à l'installation n'a pas fait preuve de ses effets. A contrario, les postes fléchés sur des compétences obligatoires ont connu une baisse de 1,8 % sur la période en variation annuelle moyenne.

La croissance des effectifs de la communauté de communes Albères-Côte-Vermeille Illibéris et de la commune d'Argelès-sur-Mer apparaissent également en partie décorrélée de l'évolution de leurs missions. En effet, la communauté de communes est restée sur un périmètre quasi stable de compétences sur la période 2019 à 2024[27] : ainsi 96,3 % des effectifs nouvellement recrutés ont résulté des décisions propres à l'EPCI pour des missions déjà existantes en 2019. Dans sa réponse transmise à la Chambre, la communauté de communes Albères-Côte-Vermeille Illibéris précise que les recrutements réalisés concernaient majoritairement des agents du pôle enfance jeunesse dans le cadre d'une campagne de déprécarisation engagée par la collectivité afin de renforcer l'attractivité de la filière animation.

Pour la commune d'Argelès-sur-Mer, les effets de nouvelles missions[28] expliquent la création de 17 ETP sur la période sur les 44 identifiés soit 38 % de la hausse des effectifs. Pour les deux tiers restants (62 %), l'évolution des effectifs a concerné des missions qui étaient déjà exercées par la commune en 2019.

En 2024, la communauté de communes du Haut-Vallespir comptait 122,7 ETPT pour 108 en 2019, soit une augmentation de 14 % qui s'expliquait principalement par le

[27] À l'exception du transfert à son niveau de deux médiathèques communales, en 2020 et en 2023, et de la restitution dont elle a bénéficié, en 2020, de la composante « Défense contre la mer » de la GEMAPI.

[28] Pour mémoire, intégration, en 2021, d'une partie de l'activité de l'office du tourisme (3 ETP), en 2022, de l'école de musique (3,4 ETP). La commune a créé en 2021 un service de transport urbain (8 ETP). En 2023, une agence postale communale a été ouverte (0,5 ETP). Enfin, en 2024, une maison France services, avec deux agents, a été instituée.

renforcement des compétences exercées par l'EPCI et l'élargissement de son offre de services[29].

La communauté de communes de la Lomagne Gersoise a connu une progression de 14 % de ses effectifs depuis 2019, dont les 4/5ième avaient vocation à occuper des emplois non permanents. Ils correspondaient à des contrats de projet de facilitateur territorial, de conseiller numérique auprès de France Services, de chef de projet petites villes de demain, de chargée de mission OPAH, ayant fait l'objet de financements dédiés. Durant la période 2019-2024, la communauté de communes n'a pas connu de transfert de compétence majeure qui aurait eu un impact significatif sur l'évolution des effectifs et de la masse salariale.

De même, sur le territoire de la communauté de communes de Haute-Bigorre, les créations de postes étaient liées en partie à des dispositifs nationaux co-financés par l'État visant à répondre à une demande des usagers. C'était le cas par exemple du dispositif France services, du plan Avenir Montagne ou des espaces de vie sociale co-financés par la caisse d'allocations familiales.

Encadré n°6: la multiplication des dispositifs de l'État qui viennent impacter à la hausse les effectifs des collectivités locales

Au fil des années, l'État a déployé de multiples dispositifs nationaux de développement territorial visant à revitaliser les centres-bourgs, améliorer l'accès aux services publics ou soutenir la transition écologique. Parmi eux figurent les Maisons France Services, les programmes Action Cœur de Ville et Petites Villes de Demain mais aussi les Contrats de relance et de transition écologique (CRTE), les opérations de revitalisation du territoire (ORT) ou encore les dispositifs « Territoires d'industrie » ou « Avenir Montagne ». Si ces politiques relèvent de l'impulsion nationale, leur mise en œuvre opérationnelle repose en partie sur les collectivités territoriales et les EPCI, qui deviennent les opérateurs de ces programmes. Cette situation induit une obligation explicite ou implicite de recrutement : pour répondre aux exigences techniques, juridiques et administratives de ces dispositifs, les collectivités doivent renforcer leurs équipes en matière d'ingénierie territoriale, d'urbanisme, de transition écologique, de communication ou de gestion de projet. Ces besoins nouveaux se traduisent par la création de postes ou la restructuration de services, souvent par le biais d'une aide financière de l'État qui ne couvre qu'une partie de la dépense et qui ne revêt pas un caractère pérenne.

2 - Les raisons d'une croissance en valeur de la masse salariale

Les contrôles réalisés par la Chambre ont permis d'analyser les déterminants des fortes progressions de la masse salariale des 22 entités contrôlées : l'impact de l'inflation et sa

[29] Ouverture de l'école intercommunale de musique, professionnalisation de la gestion des compétences eau et assainissement, service national universel, élaboration du PLUi.

répercussion sur les salaires ont impacté les mesures nationales de revalorisation des rémunérations en complément des décisions de gestion des collectivités.

- Les causes exogènes aux collectivités ayant une influence sur la croissance de la masse salariale

  - Les mesures nationales ayant une incidence sur la masse salariale des collectivités locales

Sur la période contrôlée, la hausse de la masse salariale des EPCI, communes et groupements a été pour partie provoquée par les nombreuses mesures nationales de revalorisation générale des rémunérations des salariés de la fonction publique : augmentations successives du SMIC en 2021 et 2022, mesures catégorielles, hausse du point d'indice mi-2022 et mi-2023, augmentation de cinq points d'indice en 2024.

Par ailleurs, la période contrôlée est caractérisée par les conséquences financières liées à la crise sanitaire du COVID. Il s'agit donc d'une période atypique pour les éléments constitutifs de la rémunération des agents publics avec notamment la hausse du point d'indice, la réévaluation des grilles indiciaires et le versement des primes dites Covid.

Ainsi, l'impact des mesures nationales sur l'augmentation des dépenses de personnel a été relevé par la communauté d'agglomération du Muretain et par les communautés de communes de la Lomagne Gersoise, de la Haute-Bigorre et Albères-Côte-Vermeille-Illibéris. Les effets des mesures salariales non pilotables par la communauté de communes Albères-Côte-Vermeille-Illibéris représentaient 1,3 M€ sur la période 2019-2024. Enfin, les charges patronales sur les rémunérations ont également augmenté à partir de 2024 pour financer les retraites des fonctionnaires versées par la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL). Il s'agit là également d'un élément participant à la forte hausse des emplois de contractuels, qui ne sont pas soumis à ces mêmes cotisations[30].

  - Les évolutions de carrière des agents

Les évolutions de carrière des agents (promotions, changements d'indice liés à l'ancienneté) constituent également des déterminants de la hausse de la masse salariale des collectivités. Le glissement vieillesse technicité (GVT) est un indicateur mesurant l'impact de l'évolution de la structure des emplois et des qualifications sur la masse salariale de la fonction publique, en tenant compte des avancements, promotions, et renouvellements du personnel.

Ainsi, par exemple, au sein de la communauté de communes de Haute-Bigorre, le glissement vieillesse-technicité positif, lié à l'avancement de grade et d'échelon, ainsi que la faiblesse des mutations sortantes sont le facteur principal des évolutions de la masse salariale entre 2019 et 2024, le périmètre des emplois ayant peu évolué.

[30] Les agents contractuels sont affiliés au régime général et à l'IRCANTEC, moins coûteux pour la collectivité.

De même, le glissement vieillesse technicité a représenté un coût de 59 000 € pour la communauté de communes du Haut-Allier Margeride entre 2019 et 2024.

Les principaux facteurs de l'évolution de la masse salariale de la communauté d'agglomération de Nîmes métropole entre 2019 et 2024 ont relevé de mesures exogènes, soit 3,9 M€ (57 %), notamment les revalorisations indiciaires (15 %) et la progression du glissement vieillesse-technicité (36 %), même si une partie est liée à la politique de promotion et d'avancement décidée par la collectivité.

- Les déterminants de la hausse de la masse salariale résultant des choix internes de gestion des collectivités

Plusieurs facteurs, principalement « à la main » des collectivités locales, peuvent être ici évoqués, comme les recrutements nouveaux de personnels, l'augmentation du régime indemnitaire et l'octroi de différentes primes ainsi que le recours à des recrutements ponctuels pour combler les absences des agents permanents.

- Les recrutements d'agents publics par les collectivités

La communauté de communes Albères-Côte-Vermeille-Illibéris a ainsi procédé à des recrutements entre 2019 et 2024 qui ont contribué pour 2,5 M€ à la hausse de la masse salariale sur la période (6 M€), ce qui représentait 41,5 % de l'augmentation. La collectivité a expliqué cette hausse des effectifs par une politique de « déprécarisation » essentiellement au sein du pôle enfance jeunesse consistant à recruter sur des emplois ouverts des personnels auparavant sollicités dans le cadre de missions ponctuelles de remplacement. Par ailleurs, l'intégration du nouveau statut d'autorité organisatrice de la politique d'accueil du jeune enfant a également nécessité de nouvelles organisations au sein du pôle enfance jeunesse.

La communauté d'agglomération du Muretain a initié la même démarche de « déprécarisation » courant 2023, par le biais d'un lissage des contrats horaires visant à sécuriser les animateurs dans les écoles, pour un coût annuel estimé à 210 k€. En contrepartie, le recours aux agents horaires pour le secteur périscolaire a diminué de 50 % en 2024 par rapport à 2023.

Autre exemple, la communauté de communes Cévennes Gangeoises et Suménoises a recruté un chargé de communication, deux agents supplémentaires affectés à la crèche pour augmenter le nombre de berceaux disponibles et un informaticien. Elle a également doublé les équipes de ramassage des déchets ménagers en 2021, dans le but de renforcer leur sécurité.

Afin de répondre à de nouveaux besoins, la communauté de communes de la Montagne Noire a choisi de structurer des services en ayant recours à des contrats de projet [31] pour porter le développement d'une activité ou répondre à des appels à projets dès lors que ceux-ci permettent l'amélioration du service rendu. De ce fait, quatre recrutements ont

[31] Un contrat de projet est un CDD de droit public, d'une durée comprise entre un et six ans, lié à la réalisation d'un projet spécifique. Il est ouvert aux fonctionnaires détachés et aux contractuels, et a été introduit par la loi de transformation de la fonction publique n°2019-828 du 6 août 2019.

eu lieu dans le secteur du tourisme, de la culture et de la communication. Par ailleurs, la communauté de communes est tenue par des taux d'encadrement règlementaires pour ses compétences « enfance et jeunesse » qui représentaient, selon l'EPCI, 52 % de ses effectifs en 2024, l'ayant contraint à pourvoir immédiatement à des remplacements afin d'assurer les missions par des heures complémentaires. La prise en compte des enfants en situation de handicap a également conduit à augmenter les dépenses de personnels, allant parfois au-delà des normes exigées par la règlementation.

Enfin, entre 2019 et 2024, la communauté de communes du Quercy Vert-Aveyron a connu une augmentation de sa masse salariale globale de 32 % portée en grande partie par l'augmentation des dépenses de rémunérations des agents contractuels, notamment au sein du service animation. Les créations de poste représentaient, sur la période 2019-2024, 30,7 % de l'augmentation de la masse salariale.

- L'instauration ou l'augmentation du régime indemnitaire des agents

Le RIFSEEP[32] est le régime indemnitaire de référence dans la fonction publique, composé d'une part fixe liée aux fonctions exercées et d'une part variable valorisant l'engagement professionnel. Bien que la mise en œuvre de ce régime soit une obligation pour les collectivités locales, celles-ci conservent cependant leur libre administration pour fixer les plafonds.

La communauté de communes du Quercy Vert-Aveyron a instauré en 2017 le RIFSEEP pour les agents des filières techniques, sociales et culturelles et un complément indemnitaire annuel pour ces mêmes filières. Une deuxième délibération intervenue la même année l'a élargi à l'ensemble des agents de la communauté de communes. Par ailleurs, une augmentation du régime indemnitaire des agents titulaires a été décidée en 2022 pour un montant de 117 000 €.

La communauté de communes de Haute-Bigorre et la commune de Bagnères-de-Bigorre ont également mis en place en 2020 le RIFSEEP, ce qui a entraîné une augmentation de la masse salariale : le coût moyen d'un ETPT pour la commune de Bagnères-de-Bigorre a progressé de 15,4 % sur la période 2019-2024 sous l'effet principalement de l'évolution de la rémunération indemnitaire (+ 35,2 %). Cette évolution prend en compte la période antérieure à la mise en œuvre du RIFSEEP (2019) et l'année 2024, période au cours de laquelle la communauté de communes de Haute-Bigorre et la commune de Bagnères-de-Bigorre ont fait le choix d'attribuer la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat à leurs agents. L'attribution de cette prime en 2024 n'a pas fait l'objet d'une reconduction par la suite.

Le régime indemnitaire des agents de la communauté de communes Cévennes Gangeoises et Suménoises a également connu une forte croissance sur la

[32] Le régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) a été créé par le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 et a pour objet de rationaliser et simplifier le paysage indemnitaire. Il se compose de deux primes principales : l'indemnité de fonction, de sujétions et d'expertise (IFSE) qui valorise l'exercice des fonctions (encadrement, coordination, conception) et le complément indemnitaire annuel (CIA) qui récompense l'engagement professionnel et la performance de l'agent.

période 2019- 2024. Ainsi, les montants alloués dans le cadre du RIFSEEP ont progressé de près de 70 % entre 2019 et 2024, représentant une charge supplémentaire de 141 023 € pour la collectivité. L'indemnité de fonction de sujétions et d'expertise (IFSE) a été abondée de 74,3 %, soit une évolution à la hausse de 133 394 € en cinq ans. Le CIA a connu une progression plus contenue (+ 34,5 % soit une augmentation de 7 628 €). Dans sa réponse, la communauté de communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises a précisé son intention de faire du RIFSEEP un outil managérial. Elle a procédé en 2026 à une refonte du régime indemnitaire qui module notamment le versement de l'IFSE en cas de maladie ordinaire des agents.

Par ailleurs, pour compenser la nouvelle charge de travail répartie sur les agents en poste, la commune de Ganges a modifié l'IFSE pour prendre en compte l'évolution des postes de travail. Elle a également procédé à l'augmentation du niveau de son régime indemnitaire, en doublant le CIA pour le porter à un maximum de 1 800 € brut.

Enfin, le régime indemnitaire des agents de la communauté de communes du Haut-Allier Margeride, mis en place à compter du 1er janvier 2017 pour les agents titulaires, stagiaires et les agents bénéficiant de contrats à durée indéterminée (CDI) de droit public, a été étendu en 2024 aux contractuels en contrats à durée déterminée (CDD) pour un coût estimé à 20 000 € annuels. Par ailleurs, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) a été revalorisée de 10 % pour l'ensemble des agents au 1er janvier 2024 pour un coût estimé à 10 000 €.

- L'octroi de différentes primes aux agents

La communauté de communes du Quercy Vert-Aveyron a fait le choix en 2020 de verser à tous les agents une prime exceptionnelle « COVID-19 » pour un montant total de 48 000 €, répartis selon trois niveaux allant de 300 à 1 000 €, en fonction du statut des agents pendant la crise sanitaire. En 2022, une prime de revalorisation des aides à domicile a également été votée, consistant en une majoration de 49 points d'indice pour un équivalent temps plein. Par ailleurs, la prime dite « inflation » a été versée à chaque agent éligible pour un montant total de 25 400 €. En 2024, sur décision de l'EPCI, une prime pouvoir d'achat a été versée aux agents, tous statuts confondus, pour un montant global de 81 000 €.

La commune de Nîmes a procédé au versement de deux primes exceptionnelles, la prime dite « Covid » (+ 740 k€ en 2020) afin de valoriser l'investissement des agents de la ville dans la gestion de la crise sanitaire et une prime de pouvoir d'achat (+ 1,2 M€ en 2023) dans un contexte particulièrement inflationniste (+ 15 % sur la période).

- L'impact financier de l'absentéisme au sein des services

La communauté de communes du Haut-Allier Margeride a identifié une problématique spécifique d'absentéisme en progression au sein des services de la maison de l'enfance (crèche, accueil de loisirs et du lieu d'accueil enfants-parents). Elle a estimé que la masse salariale de remplacement engendrée de ce seul fait représentait environ 80 000 € pour la seule année 2024.

Cette hausse de l'absentéisme sur le secteur de l'enfance était également constatée au sein de la communauté d'agglomération du Muretain, notamment pour les agents

d'entretien et de restauration et les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (ATSEM) : cette collectivité a été confrontée en 2024 à un taux d'absentéisme de 16 %, soit une augmentation significative par rapport à 2023. Effet direct de cette hausse de l'absentéisme, le nombre d'agents contractuels a progressé de 16 % en 2024, entraînant mécaniquement une augmentation de la masse salariale.

Hormis la croissance de l'absentéisme, une partie significative des hausses constatées tant sur le plan des effectifs que de la masse salariale dans les territoires contrôlés par la CRC Occitanie ont résulté de choix propres des collectivités, en l'absence de transferts de compétences significatifs sur la période 2019-2024.

-Conclusion intermédiaire-

Si la croissance démographique régionale permet en partie d'expliquer la dynamique des recrutements au sein du bloc communal occitan, elle n'explique cependant pas les écarts importants de taux d'administration locale. Cette hétérogénéité pourrait s'interpréter par plusieurs facteurs mis en évidence par les analyses statistiques. Le tourisme apparaît comme le déterminant principal car il entraîne un accroissement des besoins de services publics saisonniers[33]. La pauvreté économique des territoires joue aussi un rôle, les collectivités mobilisant davantage d'emplois publics dans des territoires économiquement moins favorisés Enfin, la fragmentation institutionnelle, levier mobilisable par les pouvoirs publics, conduit à un recours plus élevé d'agents territoriaux. Au-delà de ces trois facteurs, il demeure une part des écarts qui pourraient reposer sur des éléments non objectivables, comme les choix politiques locaux, l'histoire et la topographie des territoires ou encore le niveau de coopération des collectivités entre elles.

Les contrôles de la chambre ont également apporté des éléments expliquant la progression importante des effectifs territoriaux et de la masse salariale du bloc communal occitan. Ces contrôles montrent que ces hausses résultent moins de transferts de compétences que de choix des collectivités de renforcer leurs services publics, notamment dans les domaines de l'aide à domicile, de la petite enfance et des loisirs. Ces choix représentent souvent une forme de « pari » sur l'avenir, fondé sur l'hypothèse que l'amélioration des services rendus aux ménages, en particulier en direction des jeunes parents, sera de nature à inciter ces derniers à s'installer dans des territoires en situation de déprise démographique. Cette augmentation du nombre d'agents publics a des répercussions financières importantes pour les collectivités qui, dans le même temps, sont confrontées à de nouveaux besoins d'investissement.

[33] Une étude de novembre 2025 de la DGCL met en évidence le rôle explicatif déterminant de la touristicité pour expliquer l'hétérogénéité de la situation financière des communes (Bulletin d'information statistique N°204 de la DGCL - novembre 2025, Les déterminants des disparités de situation financière des communes).

III. RETROUVER DES MARGES DE MANŒUVRE POUR FAIRE FACE AUX DEFIS À VENIR

Les collectivités territoriales occitanes seront conduites dans les années futures à faire face à de nombreux défis : confrontées à la transition démographique[34] et aux divers impacts du changement climatique, le besoin de services publics locaux pourrait être amené à croître davantage, se traduisant par la constitution d'un « mur d'investissement » à mener. L'I4CE[35] estime ainsi les besoins d'investissement des collectivités en lien avec le climat (bâtiments, transports, énergie) à près de 11 milliards d'euros supplémentaires par an d'ici à 2030 par rapport aux niveaux d'investissement actuels, soit près de 1Md€ supplémentaires en Occitanie, au regard de sa population.

La chambre s'est donc attachée à identifier les marges de manœuvre en matière de charges de personnel, dont disposaient les collectivités locales pour faire face à ces défis. En effet, ces charges représentent à elles-seules, 37% des dépenses de fonctionnement de collectivités locales[36], soit au total 6,5Md€ à l'échelle de la région Occitanie pour le seul bloc communal. Dans le cadre de la présente enquête, elle a constaté que certains territoires occitans ont été en mesure de faire face à une croissance démographique tout en diminuant ou stabilisant le niveau de leurs effectifs et en contenant l'évolution de la masse salariale à un niveau proche de celle des prix. Mécaniquement, ces territoires ont pu faire baisser leur taux d'administration locale. Il existe donc des marges de manœuvre.

A - Agir sur le niveau de fragmentation territoriale

1 - Renforcer la dynamique de fusion des communes face à la situation atypique de l'Occitanie

L'Occitanie s'est tenue éloignée de la stratégie nationale de fusion des communes engagée depuis une décennie, à la différence des régions situées à l'ouest du pays : entre 2015 et 2024, 69 communes nouvelles sont apparues par la fusion de 188 communes occitanes. Sur la période, le nombre de communes est ainsi passé de 4 565 à 4 453, soit une baisse de 2,5 %. À titre de comparaison, la Bretagne a connu une baisse de 5,6 % du nombre de ses communes, la région Pays de la Loire de 17,2 % et la région Normandie de 17,9 %. Par ailleurs, la région Auvergne-Rhône Alpes, bien que plus montagneuse que la région Occitanie, dispose d'un niveau de concentration marqué avec ses 4 025 communes (soit 2 028 habitants par commune).

[34] La transition démographique est un modèle décrivant le passage historique d'un régime démographique traditionnel (forts taux de natalité et de mortalité, croissance faible ou nulle) à un régime moderne (faibles taux de natalité et de mortalité, croissance faible et vieillissement de la population). En France, elle est caractérisée par l'allongement de l'espérance de vie et une baisse relative de la fécondité, induisant un vieillissement structurel de la population.

[35] L'I4CE est l'acronyme de l'Institute for Climate Economics, également connu sous le nom d'institut de l'économie pour le climat.

[36] Rapport 2025 de l'Observatoire des finances locales.

Dans ce contexte, le premier levier activable par les pouvoirs publics locaux est lié à la fragmentation importante du tissu communal occitan. En effet, l'analyse statistique conduite supra montre que plus cette fragmentation est importante, plus les effectifs sont importants, toutes choses égales par ailleurs. La capacité des acteurs à se regrouper permet un TAL plus faible.

Or, avec 4 453 communes au 1er janvier 2026 comptant en moyenne 1 352 habitants, l'Occitanie se distingue par rapport à la France métropolitaine par un nombre conséquent de petites communes. À titre d'illustration, en s'alignant sur la moyenne nationale (soit 1 971 habitants/commune), l'Occitanie compterait alors 1 279 communes de moins.

La chambre s'est livrée à un exercice de simulation visant à déterminer ce que serait le niveau des effectifs du bloc communal occitan en retenant l'hypothèse d'un simple alignement du taux d'administration locale de l'ensemble des collectivités du bloc communal en Occitanie sur la valeur médiane[37] constatée en Occitanie (soit 23,7 ‰). Cet alignement diminuerait alors de près de 14 000 postes l'effectif total du bloc communal en Occitanie, soit une réduction de près de 485 M€[38] par an de la dépense afférente.

Ce scenario purement théorique, qui ne tient pas compte des modes de gestion (direct ou délégué), de la rigidité de la dépense de personnel ou de l'impact d'effets exogènes (comme le tourisme ou le niveau de développement économique), permet cependant d'apprécier l'intensité de l'effort à réaliser ainsi que la sensibilité très forte des finances locales à ce taux, dont des variations même faibles ont des conséquences financières considérables pour les collectivités locales et leurs contribuables. Toute action volontariste en ce sens ne produirait ses effets que dans la durée, au fil des départs à la retraite des agents et dans un contexte de relance d'une stratégie de fusion de communes.

2 - Renforcer le niveau de mutualisation des services publics locaux au niveau communal

Les rapports de la Chambre confortent l'idée selon laquelle la mutualisation des services dans ses modalités les plus avancées[39] au sein du bloc communal gagnerait à être amplifiée, notamment entre l'EPCI et les communes membres. En effet, il s'agit d'un levier important pour permettre aux collectivités de trouver des marges de manœuvre.

- <u>Une mutualisation réussie des services améliore la qualité du service rendu et permet de dégager des marges de manœuvre financières</u>

[37] Plus précisément l'alignement se fait sur le taux d'administration locale moyen des 16 EPCI situés autour de la valeur médiane de la distribution.

[38] Le passage des effectifs au chiffrage financier est réalisé à partir du coût moyen d'un agent public de 36 183€ constaté par la chambre auprès de 250 collectivités locales en 2019.

[39] Cette mutualisation peut prendre différentes formes plus ou moins engageantes pour les collectivités concernées : groupement de commandes, prêt de matériel, prestations de services, mise à disposition de services ou encore services communs (art. L. 5211-4-2 du CGCT).

Au cours des 20 dernières années, la littérature scientifique observe que la mutualisation des services est généralement associée à des gains économiques et organisationnels dans de nombreux contextes, bien que leur ampleur varie selon les secteurs et les modalités de mise en œuvre.

Plusieurs travaux (Cf. liste complète en annexe) mettent en avant une réduction des coûts, une standardisation des processus et une amélioration de la qualité des services lorsqu'ils sont regroupés dans une organisation centralisée. Dans le domaine de la production, la mutualisation peut améliorer l'efficacité, notamment en réduisant les doublons et en rationalisant les flux, comme l'illustre le cas hospitalier (Florentino et al. 2020).

Dans le champ des services publics locaux, la mutualisation est également perçue comme un outil de performance. Plusieurs études françaises, notamment celles conduites par Intercommunalités de France[40] (AdCF 2021) et la Banque des Territoires (2019), soulignent, sur la base d'enquêtes et de retours d'expérience, des économies sur les fonctions de gestion, une rationalisation des achats et un renforcement des capacités d'ingénierie territoriale (Cf. encadré). Les expériences britanniques recensées par la Local Government Association (2012) confirment ces effets en mettant en évidence des économies issues de la centralisation des services administratifs et techniques. Les analyses quantitatives, comme celles de Gómez-Reino (2021) ou encore la méta-analyse conduite par une équipe de la Haute École de Zurich (2020), indiquent l'existence d'économies d'échelle, généralement observées pour certains services tels que la collecte des déchets, l'eau ou l'assainissement.

Ces résultats doivent toutefois être nuancés par l'existence de certaines limites. Plusieurs recherches, notamment celles d'Aldag, Warner et Bel (2020), insistent sur le fait que les économies attendues ne sont pas systématiques et peuvent être annulées par des coûts de coordination élevés. Pour certains services administratifs ou sociaux, les bénéfices apparaissent faibles voire ambigus, comme le soulignent les travaux de la Haute École de Zurich. Des résistances culturelles et politiques sont également fréquemment observées, en particulier dans les collectivités locales où les élus redoutent une perte de contrôle, ainsi que l'observe l'Assemblée des Communautés de France (2021). Un rapport IGA-IGF[41] constate une grande diversité des pratiques de mutualisation entre les communes et leur intercommunalité, souvent guidées par la volonté politique locale plutôt que par les caractéristiques socio-démographiques du territoire. Au-delà d'une taille critique, la mutualisation peut au contraire ne pas générer d'économies et alourdir les processus. Dans l'ensemble, les bénéfices de la mutualisation dépendent donc largement des conditions de mise en œuvre, de la qualité du pilotage et de la capacité des acteurs à accompagner les transformations organisationnelles.

[40] Intercommunalités de France est une association représentant près de 1 000 intercommunalités sur les 1 254 recensées en France en 2024. Elle assure la représentation des intercommunalités auprès des pouvoirs publics et promeut des compétences comme l'urbanisme et le développement économique.
[41] Rapport sur l'évaluation des mutualisations au sein du bloc communal (22 janvier 2015).

Encadré n° 7 : L'étude menée par Intercommunalités de France en 2021 concernant la mutualisation dans le secteur public local

Dans les travaux de 2021, l'Assemblée des communautés de France (AdCF) mène une enquête auprès des collectivités territoriales, en particulier des présidents d'intercommunalité, pour évaluer l'état et les effets de la mutualisation entre communes et communautés. L'enquête a montré que la grande majorité des expériences positives comportait un bon niveau d'entente entre élus, ce qui facilitait la mise en œuvre de mutualisations. Il a été relevé que près de neuf intercommunalités sur dix jugeaient positivement les coopérations entre communes et communauté, ce climat favorable étant une condition importante pour engager ou approfondir le partage des services.

Un des points clés mis en évidence est l'intérêt d'une adoption de pactes de gouvernance. Ces pactes définissent les modalités d'association des communes au niveau intercommunal, permettant une prise de décision plus partagée et une meilleure transparence des modalités du service mutualisé. Selon l'enquête, en 2021, environ 65 % des intercommunalités avaient ou allaient adopter un tel pacte de gouvernance[42], ce qui témoigne d'une montée en maturité des pratiques.

Par ailleurs, l'AdCF observe que les mutualisations concernent largement les services entre communes et intercommunalité, c'est-à-dire le partage de compétences et de moyens humains, mais aussi de modes de fonctionnement administratif. Les mutualisations sont de plus en plus considérées comme un levier permettant de se doter d'une capacité d'ingénierie — les collectivités trouvent intérêt à mutualiser des compétences techniques ou de planification pour bénéficier de ressources expertes non disponibles à l'échelle d'une commune isolée.

Cependant, l'étude souligne aussi que les gains économiques – dans le sens d'économies de coût nettes – ne sont pas systématiquement chiffrés, et que certaines mutualisations sont principalement motivées par l'amélioration de services aux habitants plutôt que par la réduction directe des dépenses. Enfin, l'AdCF met en lumière l'importance du cadre législatif stable, de la clarté des statuts et des règles de gouvernance : sans cela, la mutualisation reste complexe à mettre en œuvre, et les collectivités hésitent à s'engager pleinement en raison des incertitudes juridiques, financières et politiques.

- Une faible mutualisation des services au sein du bloc communal contrôlé

Au regard du caractère favorable de la démarche de mutualisation pour la qualité des services publics locaux, la chambre a considéré les processus de mutualisations déployés dans les 11 ensembles intercommunaux contrôlés.

La communauté de communes du Quercy Vert-Aveyron ne dispose pas de services mutualisés avec ses communes membres. Elle participe cependant à la constitution d'un service unifié auprès de la communauté de communes du Quercy-Caussadais pour la coordination des services instructeurs en application du droit des sols.

[42] Le pacte de gouvernance est une démarche facultative ; seul est obligatoire un débat sur l'opportunité d'élaborer un tel accord entre l'intercommunalité et ses communes membres (art. L. 5211-11-2 CGCT).

Le schéma de mutualisation de 2015 de la communauté de communes de la Lomagne Gersoise, quant à lui, faisait état de services mutualisés d'application du droit des sols, des marchés publics et des travaux de voirie. Cependant, face à un allègement de la réglementation[43], la communauté de communes a fait le choix de ne pas renouveler son schéma de mutualisation. Alors que les communes contribuaient jusqu'alors au financement des marchés et travaux de voirie, la communauté de communes a décidé en 2021, dans le cadre du projet de mandature 2020-2026, de ne plus refacturer aux communes le coût du service. Depuis lors, la communauté de communes n'a pas initié de groupements de commandes, ne pratique pas davantage les prestations de services au profit de ses communes membres ni n'a créé de services communs à l'exception d'un groupement de commandes en vue de l'acquisition d'un progiciel de gestion de l'achat public. Cette stratégie communautaire se traduit par un coefficient d'intégration fiscale[44] de 0,30 qui est parmi les plus bas du département du Gers.

De même, le schéma de mutualisation de la communauté de communes du Haut Vallespir, en vigueur depuis 2015 et non actualisé depuis lors, est devenu obsolète et ne reflète plus les réalités de l'intercommunalité en 2025. Par ailleurs, il ne précisait pas le détail des mutualisations de et vers l'EPCI ni celui des mutualisations entre communes en équivalent temps plein (ETP). Ce schéma formulait de nombreuses perspectives de mutualisation qu'il précisait comme une démarche « engagée ». Elles portaient sur les fonctions supports ainsi que sur la création d'un centre intercommunal d'action sociale. En 2025, seule la mise en commun du service d'instruction du droit des sols avec la communauté de communes du Haut Vallespir qui en a la charge, et un groupement de commandes pour les prestations de formation, ont été mis en œuvre. Les ambitions annoncées dans le schéma de mutualisation n'ont pas été concrétisées.

Dans un souci de fournir des solutions à ses communes membres pour disposer de ressources humaines sans assumer le coût d'un temps plein, la communauté de communes du Haut-Allier Margeride met à disposition deux agents techniques auprès des communes ayant exprimé un besoin. Toutefois, ces mises à disposition de personnel entre EPCI et communes membres sont relativement restreintes et aucune mutualisation de services n'est réalisée entre la communauté de communes et ses communes membres. Si des conventions de prestation de services sont ponctuellement conclues avec des communes ou des syndicats mixtes, les relations avec les autres administrations locales ne permettent pas de rechercher des économies d'échelle en matière de gestion des ressources humaines.

Pour leur part, la communauté d'agglomération Le Muretain et la ville de Muret ont mutualisé depuis 2013 une direction des ressources humaines et depuis 2015 une direction de l'informatique et des télécommunications. Malgré ces deux services mutualisés, la communauté d'agglomération ne s'est pas dotée d'un schéma de

[43] Aux termes de l'article 80 de la loi « Engagement et proximité » n° 2019-1461 du 27 décembre 2019, le rapport sur la mutualisation, incluant le schéma de mutualisation, en intercommunalité à fiscalité propre, est passé d'obligatoire à facultatif par modification de l'article L. 5211-39-1 du CGCT.

[44] Le coefficient d'intégration fiscale (CIF) est un indicateur pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et leurs communes membres. Il permet de mesurer le degré d'intégration, c'est-à-dire de rapprochement et de transfert de compétences, entre les communes et leurs EPCI.

mutualisation. Les ambitions en la matière demeurent non formalisées, notamment pour les autres directions ressources comme les finances ; en dépit des avancées constatées, à mettre au crédit de la direction des ressources humaines mutualisée, et malgré l'objectif de renforcement des mutualisations fixé dans le pacte financier et fiscal, la mutualisation n'est pas poussée à son optimum et est restée au même stade d'avancement depuis 2015.

À l'inverse, après une volonté d'intégration forte de l'ensemble des missions supports, la communauté d'agglomération de Nîmes métropole (CANM), en accord avec la ville- centre, a procédé à une démutualisation des principaux services ressources, du cabinet, du protocole, de la direction des finances, des ressources humaines et de la communication en raison de la dégradation des relations entre l'intercommunalité et la ville-centre. En 2024, la mutualisation ne portait plus que sur les services suivants : service juridique, commande publique et centrale d'achat, direction du numérique, plateforme administrative (expertise et conseil juridique), délégation à la protection des données, instruction de l'application du droit des sols, pôle fiscalité, centre inter urbain de vidéoprotection (CIUVP), conseiller en énergie partagée, médecine professionnelle et conditions de travail, reprographie, courrier, archives et deux directeurs généraux adjoints mutualisés. Par ailleurs, la CANM a décidé l'extension des services communs, proposés à l'origine aux seules communes, aux établissements publics qui lui sont rattachés, notamment la scène des musiques actuelles Paloma.

Compte tenu des positionnements divergents avec la commune-centre, l'agglomération a mis en place un système de mutualisation souple de services « à la carte » pour les communes membres volontaires et dont les objectifs sont présentés dans le pacte fiscal et financier : faire bénéficier les communes membres de l'expertise des services de Nîmes Métropole et réduire les coûts grâce aux économies d'échelle.

Conformément aux objectifs contenus dans le schéma de mutualisation, l'EPCI a poursuivi, en 2024, la consolidation des périmètres de mutualisation existants.

- Un élargissement plus rare des compétences communautaires pour quelques collectivités contrôlées

La communauté de communes Cévennes Gangeoises et Suménoises dispose d'un niveau de coopération communautaire élevé. Elle gère les établissements de petite enfance et scolaires (sept écoles de maternelle et primaire) ainsi que les centres de loisirs. Elle met en œuvre divers dispositifs en direction des jeunes tels que les vacances sportives ou la carte Pass'Sport loisirs et culture. Cette communauté de communes exerce en régie directe la collecte des déchets ménagers et assimilés et délègue leur transport et leur traitement. L'exercice de ces compétences lui permet d'afficher le coefficient d'intégration fiscale[45] le plus élevé des EPCI héraultais (0,58). La communauté de communes est également signataire d'un contrat Bourg-centre Occitanie / Pyrénées-Méditerranée 2022-2028 dont l'objectif est d'accompagner la dynamique de territoire, «

[45] Le coefficient d'intégration fiscale (CIF) mesure la part de la richesse fiscale perçue par une intercommunalité par rapport à celle levée sur l'ensemble de son territoire. Il sert à évaluer le degré de transfert de compétences et de ressources des communes vers leur groupement pour calculer le montant de la dotation globale de fonctionnement.

en organisant dans le cas d'une communauté de communes, entre l'ensemble des communes Bourgs-centres mitoyennes, la mutualisation des fonctions de centralité et d'attractivité au profit du bassin de vie ».

De même, la communauté de communes La Montagne Noire exerce 21 compétences (12 obligatoires et neuf supplémentaires) et présente un coefficient d'intégration fiscale de 0,42 en 2024 contre une moyenne de 0,35 pour les communautés de communes à fiscalité additionnelle. Par ailleurs, la compétence « eau et assainissement » sera transférée à compter du 1er janvier 2026, les communes restant libres de participer ou non à ce transfert.

Les communes du Clermontais ont transféré 17 compétences à la communauté de communes du Clermontais (dont sept compétences obligatoires, sept compétences facultatives et trois compétences exercées à titre supplémentaire). Cette communauté de communes a progressivement mis en place ses services destinés aux habitants, en particulier les services de proximité directs. Elle gère quatre équipements communautaires (le théâtre le Sillon, le centre aquatique, l'aire d'accueil des gens du voyage et la base de plein air du Salagou) et elle a développé ses compétences. Par ailleurs, elle affiche un objectif de développement de la mutualisation. Une brigade intercommunale et environnementale a été créée en 2023 afin d'assurer la surveillance du territoire et la lutte contre les dépôts sauvages et les infractions aux règles de stationnement. En 2025, 17 communes adhèrent à ce service dont la commune de Clermont-l'Hérault. Par ailleurs, la mutualisation du service informatique, mise en place en 2022, a donné lieu au développement d'une assistance informatique partagée pour améliorer l'environnement de travail des agents des communes membres. La communauté de communes a également développé un service de gestion des demandes d'instruction d'urbanisme. Enfin, le réseau « France Services du Clermontais » a été créé en 2021 et couvre six communes du territoire. Il permet de renforcer le soutien des services publics à la population rurale du Clermontais.

Par ailleurs, la communauté de communes du Clermontais a récupéré des services de communes qui n'étaient pas soumises au taux réglementaire d'encadrement exigé pour obtenir l'agrément du Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports. La communauté de communes étant agréée, elle a dû se mettre en conformité avec les quotas règlementaires d'encadrement plus élevés, générant une hausse des effectifs de la collectivité, par le seul effet de la réglementation.

Les mutualisations entre la Commune de Bagnères-de-Bigorre et la Communauté de communes de la Haute-Bigorre ont fait l'objet d'une démarche avancée et ancienne, étendue aux autres communes membres. Ainsi La communauté de communes de Haute-Bigorre met à disposition plusieurs services au bénéfice des communes membres mais également de trois syndicats mixtes dont elle est membre. Les principaux services support mutualisés sont les services chargés des finances, des ressources humaines, des affaires juridiques, de la communication et des marchés publics.

La dernière évolution de la mutualisation des services est intervenue en mai 2024 avec la mise en place d'un guichet unique pour les services à la personne, commun à l'EPCI, au CCAS et à la commune de Bagnères de Bigorre. Ce guichet unique est le point d'entrée pour les services offerts par le centre de loisirs, la prise en charge de la petite enfance (multi-accueil) et l'aide aux personnes âgées (portage des repas). Le bloc communal se

distingue donc par un haut degré de mutualisation des services support, tous les services administratifs de « cœur de métier » étant regroupés au sein de la communauté de communes. Cette mutualisation permet la maîtrise des effectifs alors même que le territoire présente une forte fréquentation touristique et un niveau de précarisation importante.

B - Des actions possibles sur le temps de travail

La question du temps de travail et de la gestion des absences des agents du secteur public constitue un deuxième levier permettant aux collectivités de trouver des marges de manœuvre. En effet, dans un rapport récent[46], la Cour des comptes estimait que, selon un calcul théorique, la résorption de l'écart de la durée moyenne travaillée à la durée légale représenterait pour les collectivités une économie annuelle de près de 1,3 Md€ en 2023, soit près de 110 M€ pour la seule région Occitanie[47].

Les contrôles effectués par la CRC Occitanie sur les 11 ensembles intercommunaux (EPCI et communes centres) ont relevé en matière de gestion du temps de travail des durées légales de travail très souvent inférieures à la durée légale, un régime des autorisations spéciales d'absence en moyenne relativement favorable, un fort développement de l'absentéisme et concomitamment une augmentation des jours déposés par les agents sur leur compte-épargne temps.

1 - Une durée annuelle du temps de travail non encore totalement respectée ou non objectivable dans certaines collectivités locales contrôlées

La loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 et le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 fixent à 1 607 heures par an la durée légale du temps de travail dans la fonction publique territoriale. Cette obligation a été réaffirmée par l'article 47 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique. Toutefois, au vu des constats opérés lors des contrôles effectués par la Chambre, cette norme demeure encore mal respectée.

Par exemple, les cycles de travail des agents de la commune d'Argelès-sur-Mer intègrent sept jours supplémentaires de congés accordés chaque année, alors même que le règlement du temps de travail prévoit des jours de RTT de droit commun pour ceux des agents dont la durée hebdomadaire de travail dépasse les 35 heures. Des ajustements annuels du temps de travail sont intervenus avec comme objectif, selon la commune, de réaliser la durée légale annuelle en dépit des sept jours de congés complémentaires. L'ordonnateur a par ailleurs précisé qu'en vertu « *d'une pratique ancienne et constante de la commune, régulièrement évoquée dans le cadre du dialogue social et du conseil municipal* », les agents de la commune travaillent sur la base de 4,5 jours par semaine et non sur 5. En application de la loi du 6 août 2019 qui met fin aux régimes dérogatoires sur le temps de travail, l'existence des sept jours de congés supplémentaires est dépourvue de base juridique. En outre, en l'absence d'un dispositif fiable de contrôle automatisé, les

[46] Cour des comptes, Les finances publiques locales 2024 - fascicule 2 - octobre 2024.
[47] Soit une réduction de 2,7 % de ses effectifs estimés à 160 000 agents en 2023 pour le seul bloc communal.

modalités retenues par la commune ne permettent pas d'apporter la garantie du respect de la durée annuelle légale de travail.

Pour sa part, la communauté de communes du Haut-Vallespir ne respecte pas la durée légale du temps de travail malgré son adoption d'une délibération fixant la durée annuelle de travail à 1 607 heures. En 2024, la durée annuelle effective, hors jours de fractionnement, s'élevait à 1 596 heures, soit un écart de 11 heures par rapport à la norme. Le volume d'heures non réalisées, converti en équivalent temps plein (ETP) représentait 1,17 ETP en 2019, hors jours de fractionnement. En 2024, ce volume s'élevait à 0,77 ETP.

La communauté de communes Cévennes Gangeoises et Suménoises n'applique pas non plus les 1 607 heures, en octroyant 7 jours de congés annuels supplémentaires. En pratique, le temps de travail effectif des agents est ainsi ramené de 1 607 heures à 1 565 heures par an. Rapporté aux effectifs permanents de la communauté de communes, ce dispositif représente 6 223 heures à l'année, soit l'équivalent de 3,8 ETP.

À l'inverse, les jours de congés supplémentaires octroyés aux agents de la commune de Clermont l'Hérault ont été supprimés par décision du maire en 2022, conformément au passage aux 1 607 heures. Toutefois, deux nouveaux jours ont été attribués en 2023 et la commune ne se conforme plus aux dispositions légales relatives à la durée du temps de travail et aux règles qu'elle s'est elle-même fixé. Dans sa réponse à la chambre, le maire de la commune s'est engagé à mettre un terme à cette situation.

Ces constats relatifs au non-respect de la durée légale de travail sont accentués par un régime favorable d'octroi d'autorisations d'absence pour les agents. La loi du 6 août 2019 a prévu une harmonisation du régime des autorisations spéciales d'absence (ASA) dans les trois versants de la fonction publique. Ces autorisations d'absence sont soit de droit (articles L. 622-1 à L. 622-7 du Code général de la fonction publique), soit à la discrétion de l'autorité territoriale en fonction des circonstances. La jurisprudence consacre un équilibre entre les nécessités du service et les droits fondamentaux des agents.

Le régime des ASA mis en place par certaines collectivités est relativement favorable par rapport au cadre fixé pour les agents de l'État.

À titre d'illustration, les autorisations spéciales d'absence octroyées par la communauté de communes du Haut-Allier Margeride aux agents comportent une différence de douze jours obtenus en cumulé pour l'ensemble des motifs familiaux par rapport au cadre fixé pour les agents de l'État.

De même, outre les seize autorisations spéciales d'absence qui s'imposent aux autorités territoriales, la communauté de communes de la Lomagne Gersoise a prévu quatre situations permettant des ASA avec des autorisations comprises entre deux jours et cinq jours. Le règlement intérieur prévoit aussi que des autorisations d'absence limitées à une heure pourront être accordées sur demande dûment justifiée des agents pour des motifs non listés.

Pour sa part, la communauté de communes du Quercy Vert-Aveyron présente également un régime d'autorisations spéciales d'absence pour motifs familiaux plus généreux que celui fixé pour les agents de l'État, avec une différence de onze jours au total sur

l'ensemble des motifs. Cet écart ne présente néanmoins qu'un impact marginal sur le nombre total de journées d'autorisations spéciales d'absence accordées, la majeure partie du contingent constaté étant constitué des jours d'absence pour garde d'enfant malade.

Si ces dispositions ne sont pas irrégulières, elles sont néanmoins à l'origine d'une réduction du temps de travail des agents, affectant ainsi les marges de manœuvre des collectivités.

2 - Des recrutements liés à l'accroissement de l'absentéisme entraînant des coûts importants

Au plan national et selon un rapport récent IGAS-IGF[48], les absences pour raison de santé dans la fonction publique sont restées stables sur la période 2014-2019, à un niveau moyen similaire au secteur privé – environ 8 jours d'absences par agent ou salarié. Il convient de noter des disparités importantes entre les différents versants de la fonction publique, l'absentéisme étant plus marqué dans les fonctions publiques territoriales et hospitalières que dans la fonction publique d'État. À partir de 2020, l'absentéisme pour raison de santé a augmenté de manière généralisée et a atteint des niveaux historiquement hauts en 2022. L'année 2022 marque un décrochage entre les secteurs public et privé avec en moyenne 14,5 jours d'absence pour raison de santé dans l'année par agent public contre 11,7 jours par salarié du secteur privé.

Dans son rapport annuel 2024 sur l'état de la fonction publique, la Direction générale de l'administration et de la fonction publique a relevé que les agents de la fonction publique se sont absentés douze jours en moyenne en 2023, soit 1,7 jour de plus que les salariés du secteur privé (10,3 jours). En revanche, les durées d'absence pour maladie étaient en baisse en 2023 par rapport à 2022, et de façon plus notable dans le secteur public (- 2,5 jours) que dans le secteur privé (- 1,4 jour).

Bien qu'il soit malaisé de chiffrer les coûts associés à l'absentéisme, la simple application du ratio déterminé par une étude récente[49] de 2 233 € par agent territorial et par an, permet d'estimer en Occitanie à près de 280 M€/an le coût de l'absentéisme pour les seuls agents de catégorie C, majoritaires dans le bloc communal.

Les constats faits par la chambre concernant les 22 collectivités contrôlées confirment cette tendance. Ainsi et à l'exception de certaines collectivités (communauté de communes du Haut Vallespir, communauté de communes de la Montagne Noire), les collectivités locales contrôlées ont connu entre 2019 et 2024 un accroissement sensible de l'absentéisme de leurs agents.

Ainsi, la communauté de communes du Quercy Vert-Aveyron a connu une progression de + 30,6 % du nombre de jours d'absentéisme entre 2019 et 2024, ces derniers passant de

[48] Revue de dépenses relative à la réduction des absences dans la fonction publique Juillet 2024.
[49] D'après le baromètre Sofaxis, cité par la mutuelle nationale territoriale - étude n°29 de Octobre 2023 Absences au travail, des repères pour agir dans les services publics locaux.

6 051 jours à 7 904 jours (hors congé maternité et état pathologique prénatal). Ce total représentait une moyenne de 33 jours d'absence par équivalent temps plein travaillé (ETPT) en 2024.

De même, le nombre de jours d'absence a doublé au sein de la communauté de communes du Clermontais durant la période 2019-2024, pour un effectif qui a augmenté d'un tiers. Le taux global a évolué de 10 % à plus de 17 % de 2019 à 2022. Depuis trois ans, le taux et le nombre de jours d'absence ont diminué mais demeuraient encore très supérieurs à ceux de 2019. Dans sa réponse, la communauté de communes a déclaré avoir entrepris de restructurer la gestion des ressources humaines afin de réduire les taux d'absentéisme et d'harmoniser les pratiques entre les services.

Une progression de l'absentéisme a également été constatée sur la période 2019-2024 pour l'ensemble des catégories d'agents de la communauté de communes de la Lomagne Gersoise et de la communauté de communes Cévennes Gangeoises et Suménoises (notamment les contractuels).

De même, la communauté de communes Albères-Côte Vermeille-Illibéris totalisait en moyenne près de 20 000 jours d'absence par an. Ces jours ont augmenté de manière importante, + 36 %, entre 2019 et 2024, en dépit d'une comptabilisation partielle, jusqu'en juillet 2024, des autorisations spéciales d'absence.

Enfin, même s'il était en baisse de deux points par rapport à 2019, le taux d'absentéisme des agents de la communauté d'agglomération Le Muretain est demeuré élevé, avec 9,3 % de l'ensemble des agents. Au sein de ce taux global, la part importante du nombre de contractuels qui caractérise la communauté d'agglomération est venu abaisser la moyenne. Ainsi le taux d'absentéisme des agents titulaires atteignait 13,2 % en 2024 (et 4,2 % pour les contractuels). Par ailleurs, le nombre total de jours d'arrêts dépassait 55 650 jours en 2024, soit 153 équivalents temps plein.

Afin de lutter contre l'absentéisme, certaines collectivités locales ont élaboré des stratégies de prévention et des plans d'action.

En 2024, la communauté de communes Albères-Côte Vermeille-Illibéris dispose d'une stratégie de prévention et d'un plan d'action contre l'absentéisme élaborés avec plusieurs axes dont la cartographie des risques, la formation, les modalités d'organisation du travail et la modulation de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) en fonction des jours d'absence.

De même, la communauté de communes du Quercy Vert Aveyron a tenté de mobiliser plusieurs leviers contre l'absentéisme. Un délai de non-remplacement des agents du service d'aide à domicile de six jours a été mis en place à compter de 2024 pour les actes non essentiels, c'est-à-dire ceux ne nécessitant pas une présence obligatoire quotidienne des aides à domicile, à la différence du lever, du coucher ou des repas. Les absences étaient dès lors suppléées par les heures complémentaires effectuées par d'autres agents du service. Cette collectivité a pratiqué la réfaction du régime indemnitaire des agents absents après trois mois d'absence pour l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) sur le même principe que le traitement indiciaire en cas de maladie ordinaire, et du vingt-neuvième jour d'absence pour le complément indemnitaire annuel (CIA).

Afin de s'adapter aux conséquences de l'absentéisme, la communauté de communes de la Montagne Noire a privilégié le remplacement par les agents du service via des heures complémentaires ou de priorisation dans l'exécution des tâches. Elle a mis en place une organisation des congés avec une présence minimale requise en fonction des services. De plus, la collectivité a introduit la modulation de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) en fonction des jours d'absence. Hors exceptions prévues, une réfaction de l'IFSE est appliquée à raison de 1/30ème par jour d'absence à partir du 10ème jour.

Enfin, la communauté d'agglomération Nîmes Métropole a pris des mesures de prévention avec une cellule d'appui à la reconversion des agents en difficulté et des mesures pour prévenir les « absences inopinées » par le non-remplacement des absences et la proratisation du complément indemnitaire annuel.

Encadré n°8 : Les causes de l'absentéisme identifiées par la littérature scientifique

Les publications internationales convergent pour montrer que l'absentéisme n'est pas seulement l'effet d'accidents ou de pathologies individuelles. Il est également fortement marqué par des déterminants propres au contexte de travail : la qualité de l'emploi (précarité, tâches répétitives, horaires décalés), l'organisation du travail (charge, intensité, manque d'autonomie) et les facteurs psychosociaux (manque de soutien, faible reconnaissance, conflit travail-vie privée, management agressif). Tous ces facteurs expliquent une part substantielle des variations observées entre secteurs et entre pays[50].

Les revues et études comparatives montrent que le stress lié au travail est corrélé de manière robuste au risque d'absences longues comme courtes, ce qui renvoie à des causes organisationnelles plus qu'à des fragilités individuelles[51]. En parallèle, la littérature sur la précarité et l'emploi montre que les formes atypiques de contrat et les faibles revenus peuvent avoir un double effet : d'un côté, elles augmentent la vulnérabilité sanitaire (et donc l'absentéisme lié à la santé), de l'autre, elles peuvent encourager le présentéisme (venir travailler malade) selon les dispositifs de protection sociale et les incitations financières en place[52].

Les comparaisons internationales mettent en évidence que les taux d'absentéisme reflètent aussi la combinaison des politiques publiques (couverture maladie, modalités d'indemnisation, contrôle médical), des conventions collectives et des pratiques managériales, de sorte qu'un même niveau de malaise organisationnel pourra produire des taux d'absentéisme très différents selon le pays. Autrement dit, la législation du travail et le système de protection sociale agissent comme des filtres qui amplifient ou atténuent l'expression de causes structurelles.

Plusieurs études insistent sur l'importance de la « qualité de l'emploi » comme levier : améliorer l'autonomie, réduire l'intensification, fournir des ressources de soutien et

[50] Antczak E, Miszczyńska KM. Causes of Sickness Absenteeism in Europe-Analysis from an Intercountry and Gender Perspective. Int J Environ Res Public Health. 2021 Nov 11

[51] S. Amiri, S. Behnezhad, Association between job strain and sick leave: a systematic review and meta-analysis of prospective cohort studies, Public Health, Volume 185, 2020, Pages 235-242.

[52] Oke A, Braithwaite P, Antai D. Sickness Absence and Precarious Employment: A Comparative Cross-National Study of Denmark, Finland, Sweden, and Norway. Int J Occup Environ Med. 2016 Jul;7(3):125-47.

rendre le travail plus reconnaissable réduisent à la fois les absences pour raisons psychiques et les arrêts liés au surmenage physique. Les interventions les plus efficaces, selon les revues systémiques, combinent des actions sur l'organisation du travail, une formation des managers et une politique de prévention intégrée plutôt que des mesures ponctuelles de gestion des absences[53]. Ainsi, l'anticipation par l'employeur des reconversions professionnelles et les actions de prévention sont des leviers d'action sur l'absentéisme, en particulier pour les agents de catégorie C du secteur communal[54].

3 - Une « dette de temps » qui se constitue au sein des collectivités contrôlées par l'accroissement du volume de jours déposés sur les comptes épargne temps

Conséquence directe des éléments analysés ci-dessus, le recours au dispositif du compte épargne temps (CET) s'est généralisé au sein des entités contrôlées par la chambre durant la période 2019-2024.

En effet, conformément au décret du 26 août 2004 relatif au compte-épargne temps dans la fonction publique territoriale, les collectivités contrôlées ont mis en place ce dispositif, à l'exception de la communauté de communes de la Lomagne Gersoise, qui s'apprête à le faire.

Concernant le niveau d'abondement des CET, la chambre note que le nombre de jours déposés sur les comptes épargne temps par les agents de la communauté de communes Albères-Côte Vermeille-Illibéris a connu sur la période 2019-2024 une forte hausse de 148 %, en raison principalement des ouvertures de compte épargne temps par des agents de catégorie C.

De même, la communauté de communes du Haut Vallespir a connu une forte augmentation du nombre de jours déposés sur les comptes épargne temps de 65 % entre 2019 et 2024, en lien avec l'instauration des ARTT au 1er juillet 2024. Cette progression est supérieure à celle des effectifs, qui ont crû de 14 % sur la même période.

Ce constat se retrouve également au sein de la communauté de communes du Haut-Allier Margeride où le nombre de jours déposés par les agents de cette collectivité sur les comptes épargne temps a augmenté de 274,4 % entre 2019 et 2024 passant de 88 jours à 329,5 jours épargnés. Ramenée au nombre d'équivalent temps plein travaillé (ETPT), la progression est ainsi passée de 2,35 jours épargnés par ETPT à 7,7 jours.

La progression du volume de jours déposés sur les comptes épargne temps pourrait entraîner à terme des risques financiers ou organisationnels pour les collectivités concernées, et créer une dette de temps importante pour les collectivités concernées.

---

[53] Tingulstad A, Meneses-Echavez J, Evensen LH, Bjerk M, Berg RC. Effectiveness of work-related interventions for return to work in people on sick leave: a systematic review and meta-analysis of randomized controlled trials. Syst Rev. 2022 Sep 5;11(1):192.

[54] MNT- étude n°29 de Octobre 2023 Absences au travail, des repères pour agir dans les services publics locaux.

C - Renforcer les outils, la connaissance et le pilotage des ressources humaines

Les contrôles réalisés par la Chambre ont mis en évidence des disparités dans l'utilisation des outils de pilotage des ressources humaines au sein des collectivités territoriales et la nécessité de les renforcer pour certains établissements publics de coopération intercommunale.

Les outils utilisés pour la gestion des ressources humaines et le niveau d'informatisation est variable selon les collectivités contrôlées par la Chambre. En effet, certaines communautés de communes disposent d'outils de pilotage des ressources humaines rudimentaires (simples tableurs) en raison notamment du faible nombre d'agents gérés.

La Chambre a dans le même temps constaté le niveau très abouti des outils dont disposent certaines collectivités, comme la communauté d'agglomération Nîmes Métropole ou la communauté de communes de la Montagne Noire.

La bonne information des assemblées constitue un gage de bon fonctionnement de la démocratie locale, en particulier s'agissant des ressources humaines.

À cet égard, la communauté de communes Albères-Côte Vermeille-Illibéris ne s'est pas dotée d'un effectif de référence ou d'un plafond d'emploi et ne dispose pas d'une politique de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. Ainsi, il existe un écart important entre les postes budgétaires et les postes réellement pourvus (jusqu'à 309 postes vacants dans le tableau des effectifs au 17 février 2025). La communauté de communes doit également améliorer la fiabilité du suivi qui n'est réalisé qu'en équivalent temps plein (ETP). L'information en équivalent temps plein travaillé (ETPT)[55] n'est pas disponible au 31 décembre, ce qui affecte la qualité du pilotage et fausse l'information budgétaire soumise à l'organe délibérant.

De même, la communauté de communes du Quercy-Vert-Aveyron ne s'est pas fixé d'objectif en matière d'évolution du nombre, de la composition, de l'affectation des effectifs, ni d'un plafond d'emplois à respecter. La gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC) n'a par ailleurs pas été mise en place, bien que le rapport d'orientations budgétaires pour 2025 présente la volonté d'amorcer cette démarche. Les éléments stratégiques en matière de ressources humaines sont discutés au fil de l'eau, lors de bilans RH, de réunions de dialogues de gestion, de l'établissement des prévisions budgétaires en matière de dépenses de personnel ou des ajustements budgétaires.

Le logiciel de paye de la communauté de communes Cévennes Gangeoises et Suménoises n'étant pas interfacé avec les solutions informatiques de pointage, les retards de prise de poste et les absences doivent faire l'objet d'une déclaration spécifique par le chef de service, laissant ainsi place à de possibles erreurs générant des retraitements a posteriori en paye, ou bien, des oublis de prise en compte d'absence. La direction des ressources

[55] L'équivalent temps plein (ETP) mesure la capacité de travail tandis que l'équivalent temps plein travaillé (ETPT) comptabilise le travail effectif réalisé, incluant les différents types de contrats et les variations d'horaires.

humaines n'a pas les moyens de vérifier la qualité des retours par les supérieurs hiérarchiques et les pointages effectifs. De même, l'exploitation du système d'information RH ne permet pas d'éditer les tableaux des emplois exprimés en équivalent temps plein travaillé. Dans sa réponse, la communauté de communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises a indiqué que des démarches étaient en cours afin de s'orienter vers un autre éditeur de logiciel qui pourra mieux répondre aux besoins en matière de gestion des ressources humaines.

-Conclusion-

Face aux différents défis qui vont concerner la région Occitanie dans les années à venir (changements climatiques en montagne et sur la bande littorale, sécheresse, incendies et vieillissement de la population), le besoin de services publics pourrait être amené à croître encore. La Chambre s'est attachée à identifier les marges de manœuvre en matière d'effectifs dont disposaient les collectivités locales pour faire face à ces défis.

Ces marges de manœuvre existent. La fragmentation importante du tissu communal occitan et le faible niveau de mutualisation constaté dans l'échantillon des 251 collectivités contrôlées par la chambre constitue un premier levier. La relance, a minima d'une stratégie de mutualisation, voire de fusion, permettrait en outre de renforcer la professionnalisation des agents par l'intégration à des équipes plus importantes, mieux outillées et mieux formées.

Le deuxième levier repose sur l'application des textes en matière de temps de travail. Le recours fréquent à des jours de congés octroyés sans base légale représente un volume de temps agent perdu qui est significatif ; ce dernier ne permet pas aux communes qui y ont recours d'atteindre le seuil minimal de 1 607 heures de travail exigées par la loi pour chaque agent à temps plein.

Le troisième levier porte sur l'amélioration de la présence au travail des agents : la forte augmentation des arrêts de travail et le régime, relativement favorable par rapport au cadre fixé pour les agents de l'État, octroyé aux agents en matière d'autorisations d'absence, contribuent à la hausse des effectifs, sans amélioration du service public rendu à la population.

ANNEXES

annexe 1 : Bibliographie – Mutualisation dans les services publics locaux et collectivités 59

annexe 2 : Bibliographie du lien entre effectifs publics et démographie..... 60

annexe 3 : Glossaire 61

annexe 1 : Bibliographie – Mutualisation dans les services publics locaux et collectivités

Référence	Contexte / Secteur	Méthode	Gains observés	Limites / conditions
ADCF (2021)	Collectivités françaises (rapport)	Enquête & diagnostic	Synergies RH, rationalisation des achats, gain d'ingénierie	Obstacles juridiques et politiques, complexité comptable
Banque des Territoires (2019)	Collectivités locales FR	Diagnostic national	Économies fonctions support, optimisation investissements, mutualisation d'ingénierie	Nécessité d'un pilotage intercommunal fort
LGA UK (2012)	Collectivités locales britanniques	Revue d'expériences	Réduction coûts RH/IT/achats, immobilier, standardisation	Résultats variables, importance du suivi KPI
Aldag, Warner & Bel (2020)	Études internationales	Synthèse critique	Gains conditionnels selon service et taille	Coûts de coordination parfois élevés, économies non automatiques
ZHAW (méta-analyse)	Intercommunalité (services divers)	Méta-régression	Économies de coûts pour services techniques (déchets, eau)	Effets faibles ou ambigus pour services administratifs
Gómez-Reino (2021)	Services publics locaux	Méta-analyse	Économies d'échelle robustes (déchets, eau, assainissement)	Moins net pour services sociaux ou administratifs
Florentino et al. (2020)	Hôpital universitaire (Brésil)	Étude de cas	Gains en disponibilité, meilleure allocation des ressources, fiabilité accrue	Mise en place longue, besoin d'un pilotage fort

annexe 2 : Bibliographie du lien entre effectifs publics et démographie

- Jofre-Monseny, J., & al. (2020). Local labor market effects of public employment. Journal of Urban Economics.
- Faggio, G., & Overman, H. G. (2012). The effect of public sector employment on local labour markets. CEP Discussion Paper No. 1119, London School of Economics.
- National Bureau of Economic Research (2025). Public sector relocations and local population growth. Working Paper No. 33432.
- Urban Institute (2024). Public Sector Employment and Its Role in Local Economic Development. Washington, DC.

Analyses macro et comparatives

- World Bank (2019). What Determines the Size of Public Employment? Policy Research Working Paper No. 8946.
- Baerlocher, D. (2020/2022). Public Employment, Competition, and Economic Growth. Working paper.
- Freitas, R. (2024). The Potential of Public Employment Reallocation as a Place-Based Policy. NBER Survey Paper.

Sources et rapports français

- INSEE (diverses années). Séries statistiques de population par commune et territoire.
- DGAFP (2023, 2024). Rapport annuel sur l'état de la fonction publique. Paris, Ministère de la Transformation et de la Fonction publiques.
- INSEE-DGAFP (base SIASP). Effectifs de la fonction publique par versant et par territoire.

Études connexes sur marchés locaux et effets indirects

- Faggio, G. (2019). Public sector employment and local economic resilience. Oxford Economic Papers.
- OECD (2020). Government at a Glance. Paris: OECD Publishing.
- CEPR (2023). Trends in State and Local Government Employment. Centre for Economic Policy Research.

annexe 3 : Glossaire

ACP : analyse en composantes principales
AdCF : assemblée des communautés de France
ARTT : aménagement et réduction du temps de travail
ASA : autorisation spéciale d'absence
ATSEM : agent territorial spécialisé des écoles maternelles
CCAS : centre communal d'action sociale
CDD : contrat à durée déterminée
CDI : contrat à durée indéterminée
CET : compte épargne temps
CGCT : code général des collectivités territoriales
CGFP : code général de la fonction publique
CIA : complément indemnitaire annuel
CIF : coefficient d'intégration fiscale
CNRACL : caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales
CRC : chambre régionale des comptes
DADS : déclaration annuelle de données sociales
DGF : dotation globale de fonctionnement
DSP : délégation de service public
DUERP : document unique d'évaluation des risques professionnels
EPCI : établissement public de coopération intercommunale
EPIC : établissement public à caractère industriel et commercial
ETP : équivalent temps plein
ETPT : équivalent temps plein travaillé
EURL : entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée
FPT : fonction publique territoriale
GPEEC : gestion prévisionnelle des emplois des effectifs et des compétences
GVT : glissement vieillesse technicité
IFSE : indemnité de fonction de sujétions et d'expertise
IGAS - IGF : inspection générale des affaires sociales - inspection générale des finances
INSEE : institut national de la statistique et des études économiques
IRCANTEC : institution de retraite complémentaire des agents non-titulaires de l'État et des collectivités publiques
M€ : million d'euros
OCDE : organisation de coopération et de développement économique
RAE : recensement des agents de l'État
RIFSEEP : régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel
RH : ressources humaines
ROB : rapport d'orientation budgétaire
RTT : réduction du temps de travail
SARL : société anonyme à responsabilité limitée
SAS : société par actions simplifiée
SEM : société d'économie mixte
SIASP : système d'information sur les agents des services publics
SIRH : système d'information des ressources humaines
SIVOM : syndicat intercommunal à vocations multiples
SIVU : syndicat intercommunal à vocation unique
SMIC : salaire minimum interprofessionnel de croissance

Loi SRU : loi solidarité et renouvellement urbain
TAL : taux d'administration locale

Chambre régionale des comptes Occitanie

500, avenue des États du Languedoc

CS 70755

34064 MONTPELLIER CEDEX 2

occitanie@crtc.ccomptes.fr

ANNEXE 3 – SYNDICAT MIXTE SCOT LITTORAL SUD –
RAPPORT D'ACTIVITÉS 2025



RAPPORT D'ACTIVITES 2025
SCOT LITTORAL SUD

Comité Syndical du 22 juin 2026



SCOT
LITTORAL SUD

SOMMAIRE RAPPORT D'ACTIVITES 2025

Comité Syndical du 22 juin 2026

1. Le SCOT Littoral Sud

2. Le SCOT Littoral Sud en quelques dates

3. Bilan 2025, 2025 : **5eme année de mise en œuvre et les travaux de la révision !**

4. Le Syndicat Mixte sur l'année 2025, c'est …

5. Bilan financier 2025

6. Bilan technique et objectifs 2026

Le SCOT Littoral Sud

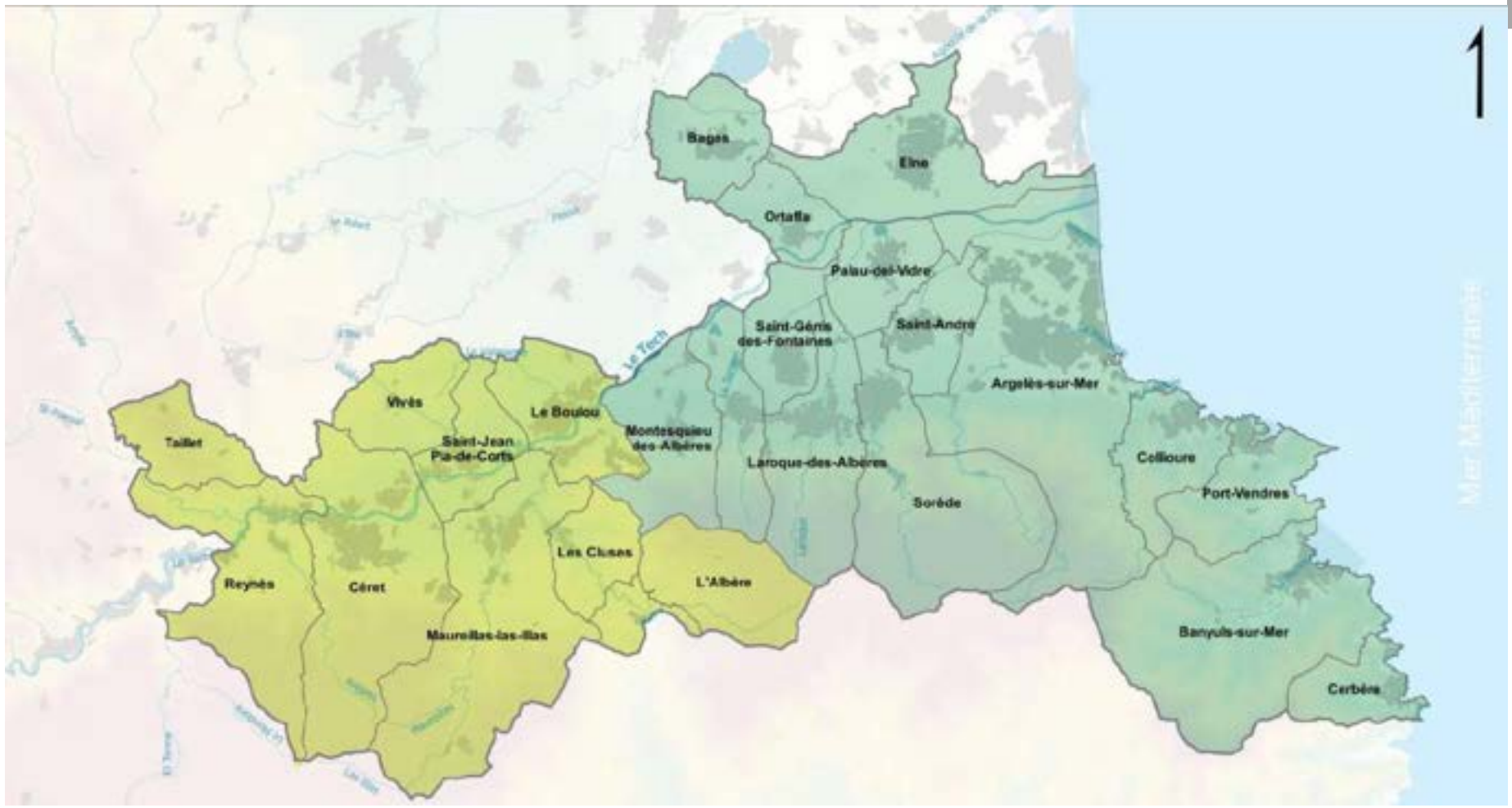
Le territoire du SCOT Littoral Sud : 2 Communautés de Communes

- **CCACVI** (15 sièges)
- **CCV** (10 sièges)

ALBÈRES CÔTE VERMEILLE ILLIBÉRIS
Communauté de Communes

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU VALLESPIR

- **25 communes**



Le Syndicat Mixte du SCOT Littoral Sud

- **Institution** : arrêté préfectoral n°4423 02 du 17 décembre 2002.

- **Compétences :**
  - Elaborer, approuver, assurer le suivi et réviser le SCOT dont le périmètre a été arrêté le Préfet des Pyrénées-Orientales.
  - Conduire les procédures de son approbation, veiller à la bonne application du schéma, en assurer périodiquement l'évaluation et s'il y en a lieu, le défendre au contentieux…

- **Siège** : Argelès-sur-Mer, Chemin de Charlemagne

- **25 délégués titulaires** dont 1 Président et 4 Vice-Présidents + 25 délégués suppléants.

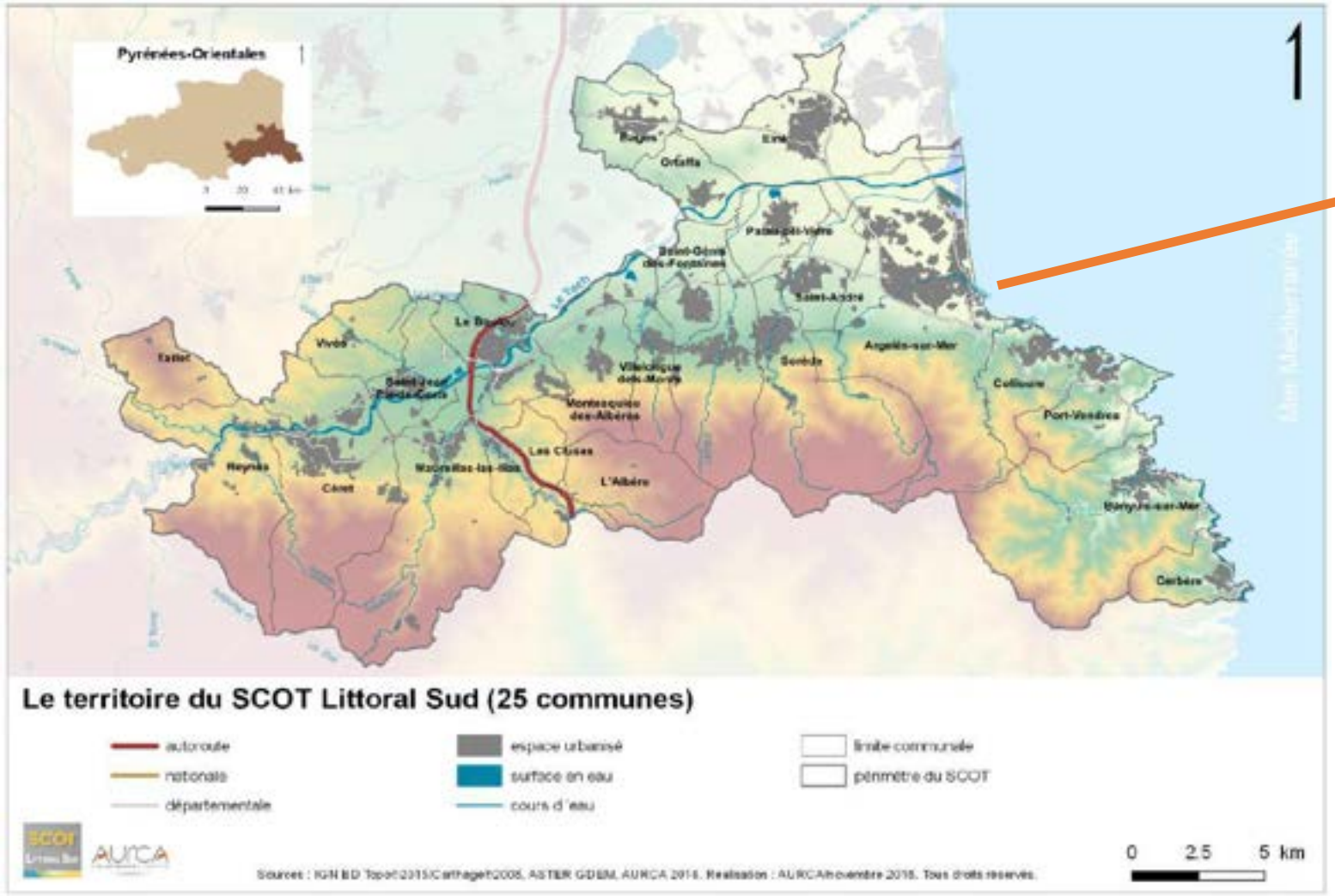
- **Recettes :**
  - Les contributions financières de ses membres
  - Les subventions de l'Etat, de la Région, du Département
  - Le produit des dons et des legs
  - Le produit des emprunts

- **Population** INSEE totale 2025 : 80 123 habitants

	Pop INSEE	Pop DGF source DGCL	Pop INSEE + pop DGF	Taux de contribution	Montant Participation 2026	Coût à l'habitant population pondérée
ACVI	58 982	79 341	69 161,50	75,93%	165 987,60 €	2,40 €
Vallespir	21 141	22 696	21 918,50	24,07%	52 604,40 €	2,40 €
TOTAL	80 123	102 037	91 080,00	100%	218 592,00 €	

- **Trois intervenantes** :
  - **Mathilde PUIGNAU-TEIXIDO**, Directrice
  - **Sandrine TRONI**, Chargée de Mission
  - **Aline CLOPES**, Comptabilité

Le territoire du SCOT Littoral Sud : 480 km²





- Effectifs 2025 (depuis le 1er août 2023) : 3 postes (Direction 5/35e ETP, Comptabilité 2/35e ETP, Chargée de Mission 35/35e).
- Un Budget de Fonctionnement inferieur à 172 000 €
- Pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du Schéma de Cohérence Territoriale Littoral Sud (territoire 480 Km² /population permanente 80 000 habitants).

Le SCOT Littoral Sud en quelques dates





- **2002-2014 :** Elaboration du SCOT Littoral Sud sur 22 communes.
- **2015-2020 :** Révision n°1 du SCOT suite à l'extension de périmètre de la CC ACV devenue ACVI (3 nouvelles communes).
- Entrée en vigueur de la Révision n°1 en **août 2020**.
- **Déc. 2022 :** Bilan d'application de la Révision n°1 et Lancement de la Révision n°2 du SCOT.
- **2025** : Travail sur la CENAF, points d'étape, synthèse du diagnostic et enjeux.
- **Septembre 2025** : délibération clé de répartition CENAF par EPCI.
- **Septembre 2025/Octobre 2025** : Débat du PAS.
- **Décembre 2025** : arbitrages DAACL, agrivoltaïsme et ENR.





Bilan 2025

2025 : 5eme année de mise en œuvre et les travaux de la révision !

Janvier – Juin 2025







- Mise à jour des indicateurs de suivi sur la production de logements au 01/01/2025.
- Fin des arbitrages sur les ateliers.
- Gestion financière et comptable : Débat d'Orientation Budgétaire, Approbation des Comptes Administratif & de Gestion 2024 et vote du Budget Primitif 2025, Demande de DGD Urbanisme.
- Réunions techniques / préparatoires avec l'AURCA et l'Avocat Conseil pour les besoins des travaux de la Révision (définition calendrier prévisionnel, synthèse du diagnostic, PAS, sujets tels que l'agrivoltaïsme, la CENAF points généraux et particuliers, veille juridique, …).
- Travail itératif et collaboratif sur la Consommation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CENAF) avec les deux Communautés de Communes (CCACVI et CCV), participation à deux conférences des maires à la CCACVI sur la CENAF, rencontres individuelles par commune des deux EPCI pour procéder aux corrections des différents supports CENAF.
- Adhésion à la FédéSCOT.
- Rencontres avec la DDTM dans le cadre des attendus des travaux de la révision n°2, dont échanges sur le sujet de la CENAF.
- Participation à la journée JASIG66 en tant qu'intervenant pour illustrer un retour d'expérience ; journée organisée et animée par l'AURCA.
- Travail sur la synthèse du diagnostic de territoire et définition des enjeux.

Juillet - Décembre 2025







- Réunions techniques / préparatoires avec l'AURCA et l'Avocat Conseil pour les besoins des travaux de la Révision (veille juridique, diagnostic, Projet d'Aménagement Stratégique, CENAF, agrivoltaïsme …).
- Retour sur les travaux de la modification du SRADDET Occitanie (taux d'effort territorialisé et PER), retour approbation SRADDET Occitanie.
- Participation aux travaux de la Conférence des SCOT.
- Participation assises de la logistique (DDTM).
- Participation commission Développement Durable CCACVI, réunion pôle EnR DDTM (incluant présentation premiers éléments du document cadre de la Chambre d'Agriculture), contributions en pôles EnR, analyse technique document cadre et avis.
- Participation réunion données sol (SIG) CCACVI.
- Participation webinaires FédéSCOT, Assemblée Générale, réseau TOTE'n Région Occitanie (L'intégration du Volet Energie Climat du SRADDET dans les documents de planification SCOT et PLUi).

Juillet - Décembre 2025







- Poursuite travail sur la CENAF et point sur la situation / points d'étape (bilan de référence et post 2021), reprise des éléments, contribution à la définition de la méthode, réflexions autour des sujets tels que les dents creuses, les contours urbains, rencontres individuelles commune par commune…
- Rencontre des communes littorales (loi Littoral, capacité d'accueil…).
- Validation clé de répartition CENAF territorialisée par EPCI.
- Travaux sur le PAS, préparation du débat sur le PAS, débat sur le PAS.
- Travaux sur l'agrivoltaïsme, comités syndicaux.
- Réunion de travail sur les EnR et l'agrivoltaïsme en DDTM (Architecte et Paysagiste conseil).

Le Syndicat Mixte sur l'année 2025, c'est …

Le Syndicat Mixte sur l'année 2025 c'est …











- Des **réunions et participations** aux travaux sur la réduction de la Consommation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (*DDTM, AURCA…*), sur les projets structurants et la loi Climat et Résilience (*CCV, CCACVI*), au Pôle ENR (*DDTM, DREAL, CAUE, SCOTs, SDIS…*), COTEC et COPIL sur les PAEN (*Supra communal de la Plaine d'Illibéris, Piémont des Albères*), COTEC sur l'OCSID (*Open Ig, AURCA, …*) et boucles de correction …
- Des **rencontres individuelles par commune et par intercommunalité** pour consolider les bases de cartographies CENAF.
- Des **participations** à des visio-conférences de la Fédération Nationale des SCOT et du CNFPT, notamment sur le ZAN ou comment imaginer une densification désirable, à des ZAN Cafés, dernières actualités juridiques concernant les SCOT et la planification territoriale, capacité d'accueil des territoires littoraux, réseau TOTE'n Région Occitanie (L'intégration du Volet Energie Climat du SRADDET dans les documents de planification SCOT et PLUi)…
- Participation à une formation AMF sur l'URSSAF, formation interne Inetum.
- Des **participations aux réunions et ateliers de la conférence des SCOTs d'Occitanie.**
- Des **participations aux ateliers COTEC et COPIL Eau'Rizon 2070**, entretien pour dans le cadre du projet aqua littoral de la Région Occitanie, **à des visioconférences sur les Assises de la logistique (DDTM) …**
- **L'analyse de projets « EnR »** sur Montesquieu-des-Albères (*projet photovoltaïque au sol*), Vivès (*photovoltaïque au sol*), Saint-Jean-Pla-de-Corts et Maureillas-Las-Illas *(projet agrivoltaïque*)…
- L'analyse du projet de **document cadre** produit par la Chambre d'Agriculture 66 et la formalisation de l'avis technique du Syndicat Mixte à destination de la DDTM.
- Participation à une réunion à la CCV (Vall'up) sur la logistique incluant le projet de hub du Boulou, à des conférences des Maires de la CCACVI.

Le Syndicat Mixte sur l'année 2025 c'est …







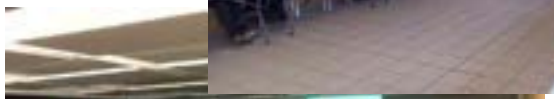




- La **formalisation de supports/informations à destination des membres** du Syndicat Mixte.
- Des **interventions** de l'Avocat Conseil du Syndicat Mixte (*Cabinet HG&C : sursis à statuer ZAN…), de l'AURCA.*
- Des **réunions techniques** sur Vivès (*révision Carte Communale*), du Boulou (*DP MEC, projets et procédures PLU et modification*), Montesquieu-des-Albères (*PLU procédure et projets*), Reynès (révision PLU), …
- La participation à des **réunions PPA (Personnes Publiques Associées)** à Palau-del-Vidre (révision PLU), Reynès (révision PLU)…
- **L'analyse des procédures d'évolution / d'élaboration / de révision de documents d'urbanisme** : PLU de Argelès-sur-Mer (*modification*), PLU de Elne (Modification n°10 PLU, PADD, révision générale PLU), PLU de Bages (révision générale du PLU), PLU de Sorède (modification n°4 du PLU), PLU de Les Cluses (modification PLU), Carte Communale de Vivès (révision Carte Communale).
- **Avis** Montesquieu-des-Albères (*avis PC photovoltaïque au sol et contribution pôle ENR projet Agrivoltaïque), Vivès (avis PC photovoltaïque au sol)*…
- **Analyse et avis sur le SRADDET Occitanie** (Modification n°1).
- **Analyse et Avis PAEN** Supra Communal Plaine d'Illibéris, participation technique PAEN Piémont des Albères.
- Réponse à saisine sur un CUb au Boulou, un PC pour un projet agrivoltaïque à Saint-Jean-Pla-de-Corts et Maureillas-Las-Illas, un PA sur le Boulou, un PD à Banyuls-sur-Mer.
- La fin des arbitrages sur les ateliers du SCOT, principe de répartition CENAF par EPCI, réflexions et arbitrages sur l'agrivoltaïsme, la logistique dans le cadre du DAACL, PAS…

Le Syndicat Mixte sur l'année 2025 c'est …













- **9 Comités Syndicaux :** 20 janvier 2025, 10 février 2025, 31 mars 2025, 26 mai 2025, 8 septembre 2025, 6 octobre 2025, 13 octobre 2025, 1er décembre 2025, 16 décembre 2025 (pas de quorum)
- **Le débat sur le PAS (Projet d'Aménagement Stratégique) dans le cadre de la révision.**
- **Des réunions avec les services de l'Etat sur des projets concernant le territoire**
- **La production d'avis sur des opérations d'envergure, la révision du SCOT et la CENAF, échanges et conseils avec les communes membres….**
- **Des décisions administratives RH** (tableau des effectifs, adhésion CIOSCA, …) **et budgétaires** (Règlement d'Orientation Budgétaire / ROB et DOB, Compte Administratif et Compte de Gestion, affectation résultat, budget primitif, demande de DGD 2024)
- **Contrat de prestation AURCA, désignation prestataire d'assistance juridique, adhésion FédéSCOT**

Bilan financier 2025

Bilan financier 2025

- Synthèse du **compte financier unique** (CFU) approuvé le 11 mai 2025

- Un maintien du montant de la participation par habitant à 2,40 €/habitant

	Pop INSEE	Pop DGF source DGCL	Pop INSEE + pop DGF	Taux de contribution	Montant Participation 2026	Coût à l'habitant population pondérée
ACVI	58 982	79 341	69 161,50	75,93%	165 987,60 €	2,40 €
Vallespir	21 141	22 696	21 918,50	24,07%	52 604,40 €	2,40 €
TOTAL	80 123	102 037	91 080,00	100%	218 592,00 €	

COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 DU SM DU SCOT LITTORAL SUD

DEPENSES FONCTIONNEMENT

Chapitre	Intitulé	BP+DM 2025	REALISE 2025
011	Charges à caractère général	29 257,78 €	639,69 €
	Cotisation Médecot	1 000,00 €	851,74 €
	Frais de communication	15 000,00 €	0,00 €
	Contrats, prestations de service, maintenance, autres frais	15 000,00 €	1 331,18 €
	Cotisations AURCA	21 000,00 €	19 867,50 €
	Publicité/Enquête publique/ Annonces Legales...	10 000,00 €	108,00 €
	Prestations service (assistance juridique)	20 000,00 €	13 200,00 €
012	Frais de personnel	90 000,00 €	72 723,14 €
65	Autres charges de gestion courante	40 000,00 €	23 178,67 €
042	Amortissements (dt revision)	51 000,00 €	50 999,46 €
023	Virement à la section d'investissement	40 700,00 €	0,00 €
Sous- TOTAL		352 957,78 €	182 599,56 €
DEFICIT FONCTIONNEMENT REPORT		0,00 €	0,00 €
TOTAL		352 957,78 €	182 599,56 €

RECETTES FONCTIONNEMENT

Chapitre	Intitulé	BP+DM 2025	REALISE 2025
74	Dotations et Participations	217 040,40 €	217 040,40 €
7461	DGD Urbanisme	0,00 €	0,00 €
75	Autres produits de gestion courante (PAS)	1,00 €	1,96 €
	Base Population	90433,50	90433,50
	Participation par habitant	2,40 €	2,40 €
Sous- TOTAL		217 041,40 €	217 042,36 €
EXCEDENT FONCTIONNEMENT REPORT		135 914,38 €	135 914,38 €
REPRISE EXCEDENT INVESTISSEMENT			
TOTAL		352 957,78 €	352 956,74 €
	RESULTAT FONCTIONNEMENT	0,00 €	170 357,18 €

COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 DU SM DU SCOT LITTORAL SUD

DEPENSES INVESTISSEMENT

Chapitre	Intitulé	BP+DM 2025	REALISE 2025
20	Immobilisations incorporelles	6 024,69 €	0,00 €
202	Frais d'études des documents d'urbanisme	31 200,00 €	31 200,00 €
204	Suvention d'equipement	50 000,00 €	50 000,00 €
21	Immobilisations corporelles (mobiliers et materiels)	5 000,00 €	0,00 €
23	Immobilisations en cours	0,00 €	0,00 €
Sous-TOTAL		92 224,69 €	81 200,00 €
DEFICIT INVESTISSEMENT		31 327,50 €	31 327,50 €
DEPENSES ENGAGEES NON MANDATEES		0,00 €	0,00 €
TOTAL		123 552,19 €	112 527,50 €

RECETTES INVESTISSEMENT

Chapitre	Intitulé	BP+DM 2025	REALISE 2025
021	Virement de la section de fonctionnement	40 700,00 €	0,00 €
10222	Dotations (FCTVA à 16% sur N-2)	524,69 €	524,69 €
1068	Couverture déficit	31 327,50 €	31 327,50 €
040	Operations d'ordre (amortissements)	51 000,00 €	50 999,46 €
TOTAL		123 552,19 €	82 851,65 €
EXCEDENT INVESTISSEMENT REPORT		0,00 €	0,00 €
RECETTES RESTANTES A REALISER		0,00 €	0,00 €
TOTAL		123 552,19 €	82 851,65 €
	RESULTAT INVESTISSEMENT	0,00 €	-29 675,85 €

RESULTAT DE L'EXERCICE

NET 2025	4 766,95 €
GLOBAL	140 681,33 €

dépenses cumulées		295 127,06 €
recettes cumulées		435 808,39 €

Bilan technique et objectifs 2026

Bilan technique et objectifs 2026

- Mise en œuvre et Suivi de la révision n°1 du SCOT
- Poursuite travaux de la révision n°2 du SCOT et procédure
- Consolidation CENAF, chiffres stabilisés, mise à jour évolutive
- Mise à jour diagnostic, poursuite formalisation documents du SCOT
- Avancée rédaction du DOO, et préparation dossier d'arrêt du projet de SCOT « climatisé » et modernisé
- Réunions PPA et Réunions Publiques
- Mise à jour et compléments sur le dossier de concertation
- Communiquer sur la Révision n°2 - site @: https://www.scot-littoralsud.fr/
- Suivi évolutions règlementaires
- Demande DGD 2026
- Participation aux Conférences des SCOTs, suivi SRADDET Occitanie…
- Accompagnement communes membres

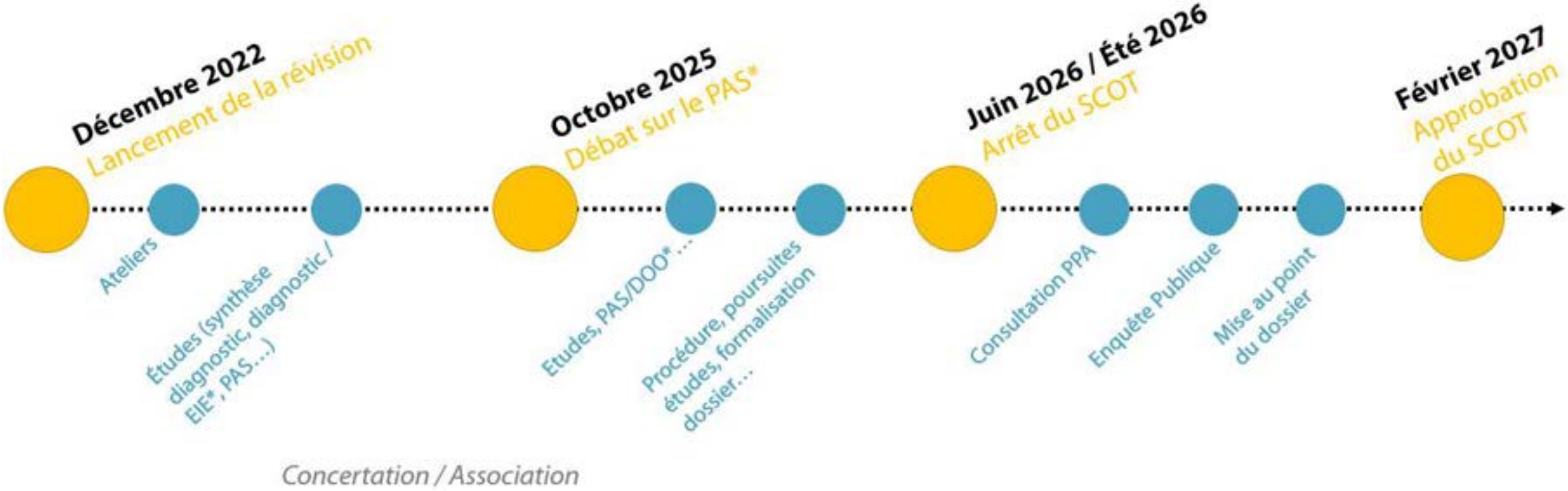




Bilan technique et objectifs 2026

Suivi SRADDET, Conférence des SCOTs, Travaux de révision ….

Les étapes de la Révision N°2 du SCOT Littoral Sud : objectifs 2026 et possible retro-planning :



* PAS = Projet d'Aménagement Stratégique
* DOO = Document d'Orientation et d'Objectif
* EIE = Etat Initial de l'Environnement







Merci de votre attention

scot-littoralsud.fr

Sud Littoral

SCOT LITTORAL SUD

04 68 81 63 77

3 impasse de Charlemagne – BP 90103
66704 ARGELES SUR MER Cedex

Email : scotlittoralsud@gmail.com

LISTE DES ACRONYMES / LEXIQUE

- **AURCA** : Agence d'Urbanisme Catalane
- **CAUE :** Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement
- **CCACVI** : Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris
- **CCV** : Communauté de Communes du Vallespir
- **CDAC** : Commission Départementale d'Aménagement Commercial
- **CENAF** : Consommation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers
- **Ci-SMVM :** Chapitre Individualisé valant Schéma de Mise en Valeur de la Mer
- **DOB** : Document Budgétaire et Financier
- **DOO** : Document d'Orientations et d'Objectifs
- **DP MEC** : Déclaration de Projet valant Mise En Compatibilité
- **EIE** : Etat Initial de l'Environnement
- **EnR** : Energies Renouvelables
- **EPCI** : Etablissement Public de Coopération Intercommunale
- **ETP** : Equivalent Temps Plein
- **PA** : Permis d'Aménager
- **PAEN** : Périmètre de protection des espaces Agricoles Et Naturels
- **PADD :** Projet d'Aménagement et de Développement Durable
- **PAS :** Projet d'Aménagement Stratégique
- **PC / PD** : Permis de Construire / Permis de Démolir
- **PENE** : Projet d'Envergure Nationale et Européenne
- **PEB :** Plan d'Exposition aux Bruits
- **PER** : Projet d'Envergure Régionale
- **PDM** : Plan des Mobilités
- **PGRI :** Plan de Gestion des Risques Inondations
- **PLH** : Programme Local de l'Habitat
- **PLU(i)** : Plan Local d'Urbanisme (Intercommunal)
- **ROB :** Règlement Budgétaire et Financier
- **SAGE** : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
- **SCOT** : Schéma des Cohérences Territoriales
- **SDAGE** : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
- **SM** : Syndicat Mixte
- **SMBVR** : Syndicat Mixte du Bassin Versant du Réart
- **SCOT** : Schéma des Cohérences Territoriales
- **SRADDET** : Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable des Territoires
- **SRC** : Schéma Régional des Carrières
- **ZAE** : Zone d'Activité Economique
- ZAENR : Zone d'Accélération des Energies Renouvelables
- **ZAN** : Zéro Artificialisation Nette

ANNEXE 4 – UNIVERSITÉ DE PERPIGNAN VIA DOMITIA –
RAPPORT D'ACTIVITÉS 2025

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2019













Fondation UPVD
Université Perpignan Via Domitia

ÉDITO



Préparer l'avenir de nos étudiants et renforcer l'attractivité de nos territoires lieu de production et de diffusion des savoirs, forte de plus de sept siècles d'expertise, l'Université Perpignan Via Domitia (UPVD) est le seul établissement d'enseignement supérieur et de recherche dont le siège est situé dans les Pyrénées-Orientales. Nos 9 500 étudiantes et étudiants sont formés dans des campus situés dans 12 villes des Pyrénées-Orientales et de l'Aude.

À travers les activités de recherche, de formation et d'insertion professionnelle, les enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs et personnels administratifs et techniques de l'UPVD accompagnent les jeunes dans leur parcours académique et les préparent à intégrer le monde du travail.

Au-delà de ses missions premières, notre établissement entretient des liens très forts avec le tissu économique et institutionnel local mais aussi avec les collectivités territoriales. Avec la Fondation UPVD, qui a fêté en 2025 ses 17 ans, les liens avec les mécènes et partenaires illustrent une ambition commune : celle de former nos étudiantes et étudiants à devenir des citoyens éclairés, acteurs du monde de demain, mais aussi de contribuer activement et fortement à l'attractivité des territoires sur lesquels l'université est implantée.

Ainsi, en 2025, de nouvelles chaires ont été créées par la Fondation UPVD : club Responsabilité Sociétale et Environnementale (RSE), Mobilités et pratiques durables, Innovation et durabilité des territoires viticoles et touristiques, La Narbonnaise. Ces chaires attestent du travail mené grâce au soutien de nos partenaires, en faveur de thématiques pour lesquelles l'UPVD apporte ses connaissances et ses compétences.

En lien avec les thématiques sociétales, la Fondation UPVD organise chaque année des événements fédérateurs, qui rassemblent nos usagers et nos partenaires : santé des jeunes hommes avec le « Relais des Noisettes », sensibilisation au handicap avec la « Run My UPVD », lutte contre les violences faites aux femmes avec « Oranger Le Monde », accompagnement pour la confiance et le dépassement de soi avec le « Concours d'éloquence. »

Tout le chemin parcouru par la Fondation UPVD, année après année, est rendu possible par l'engagement des mécènes et partenaires qu'il convient de remercier à la hauteur de la confiance qu'ils nous témoignent, par leur accompagnement et leur soutien.

Pr. Yuan AUGUET
Président de l'Université Perpignan Via Domitia
Président de la Fondation UPVD



Sommaire

01

LA GOUVERNANCE- p.6

- Membres du bureau p.8
- Conseil de Gestion et équipe de la Fondation p.8
- Mécènes Fondateurs & Entreprises mécènes p.10
- Rapport financier 2025 p.12

02

LES CHAIRES- p.14

- La Chaire Santé et activité physique p.15
- La Chaire AgroLab BioMed p.16
- La Chaire Sharka p.17
- La Chaire Juridique p.18
- La Chaire UPVD IN CUBE p.19
- La Chaire Égalité des Chances p.20
- La Chaire Club RSE p.21
- La Chaire Ambitions pour les territoires p.22
- La Chaire Innovation et Durabilité p.23 des Territoires Viticoles et Touristiques p.24
- La Chaire Mobilité et Pratique Durable p.25
- La Chaire UPVD la Narbonnaise p.26

03

LES PROJETS - p.26

A • Aide directe aux étudiants et bourses p.28
B • Diffusion des savoirs et projets de recherche p.30
C • Santé des étudiants et activités associatives culturelles et sportives, Insertion Professionnelle p.34



01 LA GOUVERNANCE

L'Université Perpignan Via Domitia a été une des premières universités de France à créer une fondation universitaire, il y a 17 ans, dans la logique de la loi relative aux libertés et responsabilités des entreprises.

La gouvernance

Créée en 2008, la Fondation de l'Université Perpignan Via Domitia a pour mission de nouer des liens forts et durables entre les milieux académiques et socio-économiques du territoire afin de conforter le rayonnement de l'université et réunir les conditions de réussite des talents de la jeunesse avec un impact direct sur l'attractivité de notre territoire.

Elle s'implique au quotidien pour :

- Renforcer l'insertion professionnelle des jeunes
- Soutenir la recherche et l'émergence de projets innovants
- Favoriser l'égalité des chances et la solidarité
- Promouvoir l'excellence et la qualité des formations
- Impulser la diffusion des savoirs

En mobilisant les fonds collectés auprès de ses donateurs, la Fondation UPVD contribue à créer les conditions de réussite et les opportunités économiques de demain. Ses donateurs sont des entreprises, des institutions, des collectivités territoriales mais également des particuliers désireux de s'engager à ses côtés.



Bureau
de la Fondation UPVD



Jean PALLURE

Président de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Sud Méditerranée et **Trésorier de la Fondation UPVD**



Yuan AUGUET

Président de la Fondation UPVD et de l'Université Perpignan Via Domitia



Didier BAISSET

Professeur de droit et **Secrétaire Général de la Fondation UPVD**



Alice GUICHET

Présidente de la société PYRESCOM et **uice-présidente de la Fondation UPVD**

Conseil de Gestion & Équipe de la Fondation

Les membres du conseil de gestion : La Fondation UPVD est gouvernée par un conseil de gestion qui se réunit trois fois par an. Le conseil de gestion est réparti en 4 collèges. Il fixe le programme d'activités de la Fondation, détermine les projets retenus pour être menés dans le cadre des activités de la Fondation UPVD, valide le budget et examine le compte, décide des recrutements et des rémunérations ainsi que de l'acceptation des dons et legs.

Collège Fondateurs : Jean PALLURE - Président de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Sud Méditerranée et Trésorier de la Fondation UPVD / **Cyril BRUN** Représenté par Jean-Philippe DUBAR Directeur Engagement Coopératif et RSE - Délégué de la Fondation BPS / **Hermeline MALHERBE** - Présidente du CD66 / **Robert VILA** représenté par Laurence AUSINA Maire de Bompas, Vice-présidente de la communauté d'agglomération Perpignan Méditerranée Métropole / **Alice GUICHET** - Présidente de PYRESCOM

Collège Etablissement : Yuan AUGUET - Président de l'Université Perpignan Via Domitia et de la Fondation UPVD / **Cédric BERTRAND** - Enseignant Chercheur porteur de la Chaire SHARKA et AGROLAB / **Jérôme BOISSIER** - Vice-président Valorisation de la Recherche et Entrepreneuriat Professeur de l'UPVD / **Didier BAISSET** - Secrétaire Général de la Fondation UPVD Professeur de droit / **Fabienne VILLESEQUE-DUBUS** - Directrice IAE / **Laurent CAVAIGNAC** - Vice-président Insertion Professionnelle et Entrepreneuriat

Collège Donateurs : Julien COULOMB Président MEDEF / **Marie THOME** - Associée DUCUP SIRE / **Éric FEUNTEUN** - Président Diam Bouchage / **Bertrand MALQUIER** représenté par **Jean-Michel ALVAREZ** - Grand Narbonne

Collège Personnes qualifiées : Catherine FONDEVILLE - AGIR PROMOTION / **Pierre BECQUE** - Ordre des Avocats / **Pascal DELUBAC** Groupe ELSAN

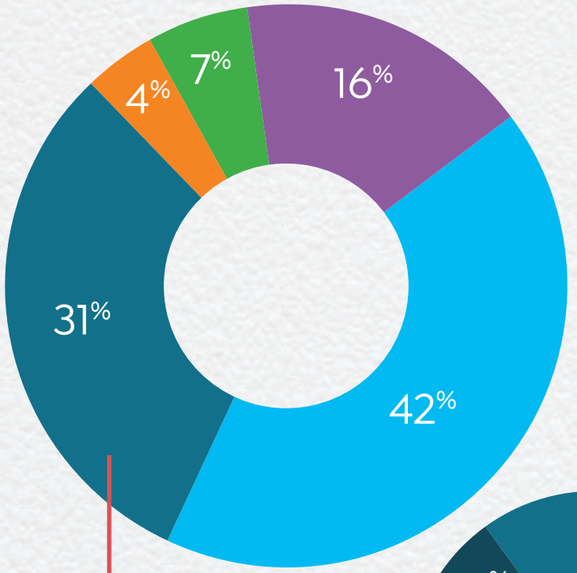
L'équipe de la Fondation UPVD : Elle assure au quotidien la collecte de fonds, les relations avec les partenaires et l'université, le montage de projets. Elle est également force de proposition pour le bureau et le conseil de gestion.
Elle est composée de : **Stéphanie MARTIN** - Directrice / **Valérie LAFFONT** - Chargée de projets / **Latifa PORTA** - Responsable administrative et financière / **Julia THALAMY** - Chargée de communication / **Jennifer LIGAVANT** - Chargée de mécénat / **Rachel BELLENGER** - Gestionnaire administrative

Mécènes fondateurs

Entreprises mécènes

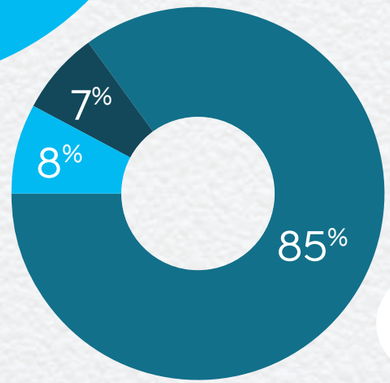
Rapport financier 2025

Recettes



- SUBVENTION PUBLIQUE-UPVD
- PART CONSOMPTIBLE CAPITAL
- DONS FLECHES
- CONTRIBUTION AUX ACTIVITÉS GÉNÉRALES
- DONS EN NATURE

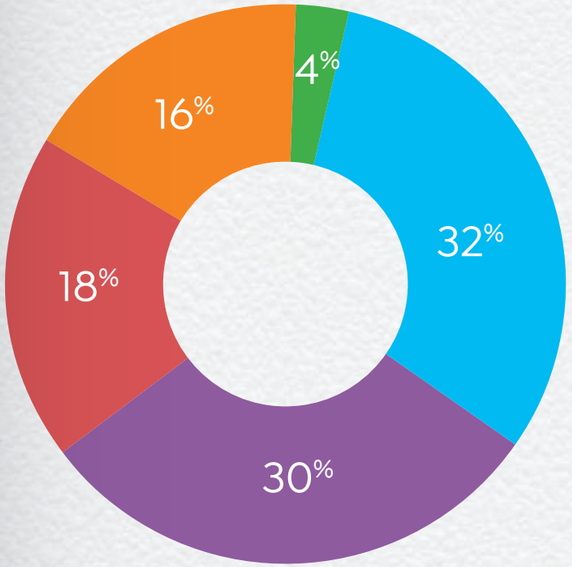
TOTAL RECETTES
755 449 €



- DONS POUR FONCTIONNEMENT DES CHAIRES
- FRAIS DE GESTION DES CHAIRES
- DONS POUR LES ACTIONS

TOTAL DONS
231 850 €

Dépenses



- FONCTIONNEMENT (DONT FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS ET DE PROMOTION DE LA FONDATION)
- ACTIONS ET PROJETS
- FONCTIONNEMENT CHAIRES
- MASSE SALARIALE PORTÉE PAR LA FONDATION
- MASSE SALARIALE PORTEE PAR L'UPVD

TOTAL DÉPENSES
755 449 €



LES 02 CHAIRES

Par définition, une chaire est un outil de promotion d'une discipline ou d'un savoir émergent, en se voulant être une interface entre le milieu universitaire et le monde socioéconomique.
Depuis sa création, la Fondation UPVD a créé 16 chaires. 11 chaires sont en cours actuellement dont quatre créées cette année ; « la chaire Ambitions pour les territoires », « la chaire Innovation et Durabilité des Territoires Viticoles et Touristiques », « la chaire Mobilité et Pratique durable » et « la chaire UPVD la Narbonnaise ». Véritables programmes d'innovation et d'excellence, ces chaires ont pour mission de favoriser la transmission des connaissances et promouvoir la recherche.

Santé & activité physique

Dirigée par Fabienne Durand, directrice du laboratoire ESPACE-DEV, cette chaire représente une avancée majeure dans la recherche et la sensibilisation aux bienfaits de l'activité physique adaptée pour le suivi et la prévention des maladies chroniques.
Soutenue par Supervaltech et la Direction régionale de la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon, elle a pour objectif de promouvoir un mode de vie actif afin de lutter et de prévenir efficacement contre les pathologies chroniques, en s'appuyant sur les travaux de thèse en cours.

OBJECTIFS :

- Proposer des actions innovantes de recherche et de formation sur l'organisation des parcours de soin et l'activité physique des patients atteints de maladies chroniques ou en situation de handicap.
- Relever le défi de rendre l'activité physique accessible à tous, partout sur le territoire.

NOTRE BUDGET ANNUEL :
20 000 €

NOS MÉCÈNES :

ELSAN Notre Santé autrement

CAISSE D'EPARGNE

FOCUS SUR UN PROJET



SOIRÉE CINÉ-DÉBAT - SCLÉROSE

Ouvrir le débat autour de la sclérose en plaques
Jeudi 9 octobre, la Chaire santé et activité physique de la Fondation UPVD a organisé une soirée ciné-débat sur le thème : « Sclérose en plaques : quelles perspectives pour les patients et leurs proches ? » Avec en première partie de soirée, la diffusion du film « 100 mètres » de Marcel Barrena, inspiré d'une histoire vraie. La projection a été suivie d'un échange avec des professionnelles spécialisées dans la prise en charge de la sclérose en plaques à l'hôpital de Perpignan. Un grand merci à nos intervenants et au public pour sa participation et ses questions.

Agrolab Biomed

ACTIONS EN 2025



SUIVRE UN INSECTE QUI TUE LES ABRICOTIERS

Dans le Roussillon, nous traquons le psylle du prunier, petit insecte qui transmet l'ECA (enroulement chlorotique de l'abricotier). Il descend des montagnes vers la plaine en fin d'hiver, puis remonte en fin de printemps. Ses piqûres transmettent un phytoplasme (bactérie) qui rend les arbres malades ; environ 2 % des abricotiers meurent chaque année dans les Pyrénées-Orientales. On teste et compare des méthodes simples de suivi : battage des branches et pièges englués (couleurs différentes) pour mieux détecter et agir au bon moment grâce à une connaissance de son cycle accrue.

AIDER LES VIGNES ET LES PÊCHERS À MIEUX RÉSISTER À LA SÉCHERESSE

On évalue des biostimulants et des paillis pour renforcer la résistance à la sécheresse. 2025 est la première année d'essais ; des signaux positifs apparaissent déjà et devraient s'amplifier au fil des prochaines saisons.

La chaire AgroLab BioMed de la Fondation UPVD est dédiée à l'innovation agricole et à la réduction des intrants de synthèse. Elle s'appuie sur un Living Lab pour développer des pratiques agricoles plus durables et respectueuses de l'environnement, en favorisant la collaboration entre chercheurs, agriculteurs et partenaires du territoire.

Son objectif est de répondre aux défis de l'agriculture moderne grâce à des solutions concrètes basées sur la recherche scientifique et l'expérimentation de terrain.

BILAN DE LA CHAIRE : 4 ans de recherche et d'actions, de multiples axes de développement, 3 laboratoires de recherche impliqués : CRIOBE, BAE, Plateforme BIO2MAR.

NOTRE BUDGET ANNUEL :
32 000 €

NOS MÉCÈNES :

SHARKA

La chaire Sharka est dédiée à la lutte contre la maladie virale de la sharka, une pathologie qui affecte gravement les arbres fruitiers à noyaux (pêchers, abricotiers, pruniers). Elle mène des recherches pour développer des outils innovants de détection précoce, de prévention et de gestion durable de cette maladie. Grâce à une collaboration étroite avec les agriculteurs et les acteurs du secteur, elle contribue à protéger les vergers et à soutenir la filière fruitière face à ce défi majeur.

NOTRE BUDGET ANNUEL :
10 000 €

NOS MÉCÈNES :

FOCUS SUR UN PROJET



BILAN SYNTHÉTIQUE DES ACTIONS 2025 SUR LA SHARKA – RÉSULTATS ET PERSPECTIVES

Contexte : La sharka, maladie virale causée par le Plum pox virus (PPV), touche particulièrement les Pyrénées-Orientales, où elle concentre 74 % des infections nationales et engendre des pertes économiques majeures (1,6 M€ en 2021). En 2025, trois stagiaires de master ont mené des travaux innovants pour améliorer la détection et la gestion de cette maladie grâce à l'analyse métabolomique.

Travaux réalisés par les stagiaires

1. Faustine Lefort (M2 CEEC) : Création d'une « méga-matrice » de métadonnées, compilant et valorisant 1 765 fichiers d'analyses métabolomiques de feuilles de prunus (2022-2024). Cet outil permet désormais d'exploiter pleinement les données brutes pour identifier des marqueurs spécifiques de la maladie.

2. Destan Deygas : Évaluation de l'analyse métabolomique des racines et des feuilles pour un diagnostic précoce. Les résultats montrent que l'analyse foliaire permet de discriminer efficacement les arbres sains des arbres infectés, en conditions contrôlées comme en verger, tandis que l'analyse racinaire ne s'avère pas concluante.

3. Chloé Walker : Caractérisation de l'évolution des profils métaboliques foliaires selon le stade d'infection, confirmant le potentiel de cette approche pour le développement d'outils de diagnostic. Les résultats indiquent également une réponse métabolique à l'infection qui dépend de la variété.

IMPACT POUR LA CHAIRE SHARKA

Les travaux de Faustine, Destan et Chloé renforcent significativement la capacité à détecter précocement la sharka. La base de données créée et les protocoles développés constituent une ressource exploitable pour identifier des biomarqueurs robustes, essentiels au diagnostic précoce de la maladie.

Juridique & insertion professionnelle

Créée en 2018 sous le parrainage de l'Ordre des Avocats du Barreau de Perpignan, mécène-fondateur de la Fondation UPVD depuis 2014, la Chaire Juridique a tout d'abord été axée sur les thématiques Recherche et Formation, pour ouvrir ensuite de nouvelles perspectives autour de l'Insertion Professionnelle.

NOTRE BUDGET ANNUEL :
10 000 €

NOS MÉCÈNES :

BARREAU DES PYRÉNÉES ORIENTALES
Ordre des Avocats

FOCUS SUR UN PROJET



HACKATHON IA & PHOTOJOURNALISME

Durant 24 heures, photojournalistes, avocats, universitaires, étudiants et professionnels de l'information ont réfléchi ensemble à l'impact de l'intelligence artificielle sur le photojournalisme, la démocratie et l'État de droit.

Organisé par l'UPVD, la Fondation UPVD et l'Ordre des avocats des Pyrénées-Orientales, en partenariat avec Visa pour l'Image et plusieurs acteurs du secteur, l'événement a mis en lumière trois enjeux majeurs : les mutations du photojournalisme, la responsabilité juridique et éthique de l'IA, et la régulation des contenus.

Les conclusions sont claires : l'IA doit être encadrée et ses dérives sanctionnées ; il est urgent de sensibiliser le grand public et d'accompagner les professionnels ; protéger le photojournalisme, c'est protéger la démocratie.

DEUXIÈME NUIT DU DROIT LE 02 OCTOBRE

Plus de 200 personnes ont répondu présent pour partager ce moment d'échanges et de réflexion. Une soirée «ciné-débat» articulée en deux temps, avec la projection du documentaire Ni juge, ni soumise (Jean Libon & Yves Hinant, 2017). Une immersion réaliste et intense dans le quotidien de la justice. Suivie, d'un débat riche en échanges et partages avec des professionnels du droit et de la justice, permettant de croiser les regards et d'approfondir la réflexion collective.

UPVD IN CUBE

UPVD IN CUBE, L'INCUBATEUR DE L'UNIVERSITÉ OUVERT SUR SON TERRITOIRE

Véritable lieu de partage des enjeux entre entreprises, collectivités locales et enseignement supérieur et recherche, la Fondation UPVD impulse des synergies avec les acteurs socio-économiques pour conforter le développement de l'université, développer son attractivité avec des initiatives d'avenir, comme UPVD IN CUBE.

Portée par la Fondation UPVD, la Chaire UPVD IN CUBE a pour objectif de détecter les porteurs d'initiatives innovantes et de les accompagner vers la réussite. Née de la volonté de créer de la valeur ajoutée sur le territoire, d'impulser des activités innovantes et d'accueillir et d'accompagner de nouveaux talents et porteurs de projets de start-up, dès le stade de l'idée, la Chaire UPVD IN CUBE a permis à l'incubateur d'entreprises innovantes de l'UPVD de devenir un maillon essentiel "en amont de la création d'entreprise" et un véritable outil d'attractivité pour son territoire. La Chaire UPVD IN CUBE soutient le programme d'incubation et d'accompagnement des porteurs de projets, complété par des événements de promotion et de sensibilisation à la création de start-ups. Elle permet également l'hébergement des porteurs de projets au sein de l'incubateur.

En 2020, la Chaire UPVD IN CUBE s'est ouverte à plusieurs mécènes et partenaires publics et privés afin d'enrichir ses missions et sa stratégie à l'horizon 2021-2024 et permettre à l'incubateur UPVD IN CUBE d'aller encore plus loin et d'impulser une véritable dynamique en faveur de la relance de l'économie.

Les mécènes UPVD IN CUBE, dont la Caisse Régionale du Crédit Agricole Sud Méditerranée, membre fondateur à la genèse du projet, sont les partenaires majeurs du fonctionnement du bâtiment via la Chaire UPVD IN CUBE de la Fondation UPVD.



NOS MÉCÈNES :

NOTRE BUDGET ANNUEL :
100 000 €

Crédit Agricole Sud Méditerranée
Perpignan Méditerranée Métropole
LA VILLA DUFLOT
PUJOL avocats PARIS - PERPIGNAN
numalis

Égalité des chances

FOCUS SUR UN PROJET



Encadrée par Alban MABA, Maître de conférence à l'UPVD, cette chaire permet la mise en place d'actions en faveur de l'égalité des chances et de l'inclusion. La chaire a notamment permis la mise en place de dispositifs spécifiques en étroite collaboration avec le BAEH.

TREMPLIN : Accompagnement des élèves de classe de terminale et des primo entrants de l'UPVD en situation de handicap en créant des binômes tutorés / tuteurs (étudiants de l'UPVD). Les binômes se rencontrent une fois par mois dans l'objectif d'apporter des conseils en organisation et méthodologie. Les binômes seront associés à un programme annuel d'activités mis en place par la chaire.

NOTRE BUDGET ANNUEL :
12 000 €

NOS MÉCÈNES :

BANQUE POPULAIRE +X

Les Cités éducatives

LES PALABRES DE MAILLY

En 2025, la Fondation UPVD a poursuivi son engagement autour de thématiques sociétales essentielles avec deux nouvelles éditions des Palabres de Mailly.

> Le 29 avril, à UPVD IN CUBE, une rencontre a été consacrée au handicap. Insertion professionnelle, confiance en soi, accompagnement et obstacles quotidiens ont été au coeur des échanges, enrichis par les témoignages de représentants associatifs et institutionnels.

> Une autre édition, portée par la chaire Égalité des Chances, a réuni partenaires et experts autour des droits des femmes. Les débats ont souligné les avancées législatives et sociétales, tout en rappelant que l'égalité réelle demeure un objectif à poursuivre avec détermination.

Ces moments de dialogue illustrent la volonté de la Fondation UPVD de créer des espaces d'écoute, de partage et de réflexion pour accompagner les transformations sociales.

CLUB RSE

Une initiative collective au service du territoire. La création de la Chaire CLUB RSE est née de la volonté commune des mécènes partenaires de travailler ensemble sur des sujets liés à la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) et de partager leurs expériences. Conscients que le mécénat est souvent sollicité pour des actions isolées ou disséminées, ces partenaires ont choisi de mutualiser leurs efforts pour maximiser leur impact sur le territoire. Leur objectif est de questionner le territoire autour de problématiques communes, en favorisant les retours d'expériences et le partage de pratiques entre acteurs engagés.

NOTRE BUDGET ANNUEL :
6 000 €

NOS MÉCÈNES :

BANQUE POPULAIRE +X

DIAM BOUCHAGE

STERIMED

FOCUS SUR UN PROJET



SÉMINAIRE RSE & ENJEUX : UN ENGAGEMENT COLLECTIF POUR TRANSFORMER DURABLEMENT LE TERRITOIRE

La Chaire CLUB RSE de la Fondation UPVD, aux côtés de STERIMED Infection Control, Diam Bouchage et de la Banque Populaire du Sud, a organisé une rencontre dédiée aux enjeux actuels de la responsabilité sociétale des organisations.
L'événement a abordé quatre thématiques essentielles :
• Démarrer une démarche RSE
• Transition écologique
• Qualité de vie au travail
• Jeunes générations & RSE
Des ateliers collaboratifs ont permis aux participants de partager leurs expériences, de questionner leurs pratiques et de faire émerger de nouvelles idées. La journée a également mis en lumière des initiatives locales inspirantes, illustrant la vitalité des démarches durables dans le territoire.
Cette rencontre a renforcé les synergies entre partenaires et ouvert de nouvelles perspectives de projets communs, témoignant d'une volonté collective d'aller plus loin dans la transition responsable.

FOCUS SUR UN PROJET





AFTERWORK

Un afterwork sur les métiers de l'Action Publique s'est déroulé le 23 janvier 2025 pour démarrer ce programme. Il réunissait des professionnels de différents horizons, communautés de commune, conseil départemental, préfecture, DGFIP et a accueilli quelques 200 participants sur le Campus Mailly pour des échanges riches et variés.

Au mois d'octobre dernier, ce sont les étudiants de l'UPVD qui ont eu l'opportunité de faire connaître les filières et leurs formations au congrès départemental annuel des maires.

Ambitions pour les territoires

La chaire Ambitions pour les territoires est née d'un constat des collectivités locales du territoire qui rencontrent des difficultés à attirer de nouveaux candidats. Parallèlement l'UPVD dispose de formations spécifiques et adaptées aux métiers de la Fonction Publique.

L'Association des Maires, des Adjoints et de l'Intercommunalité des Pyrénées-Orientales et la Fondation UPVD se sont unis afin de renforcer l'attractivité de ces filières et déjà une dizaine de communes ont rejoint ce nouveau programme d'actions.

NOTRE BUDGET ANNUEL :
12 500 €

NOS MÉCÈNES :

Association des Maires, des Adjoints et de l'Intercommunalité des Pyrénées-Orientales

Sud Roussillon Communauté de communes

sainte Marie La Mer

Toulouges

SORÈDE

Canet en Roussillon

Saleilles

SYDEEL66

Pyrénées Catalanes

IDTVT

Innovation et Durabilité des Territoires Viticoles et Touristiques

Cette chaire s'inscrit dans une logique de renforcement de l'attractivité et la dynamique économique des territoires en valorisant leurs atouts viticoles et touristiques à travers des actions concrètes, ancrées localement et pensées pour le long terme.

NOTRE BUDGET ANNUEL :
4 000 €

NOS MÉCÈNES :

Sol Payré Domaine

FOCUS SUR UN PROJET



4E INTERNATIONAL RESEARCH WORKSHOP ON WINE TOURISM AND AGRIFOOD : « TRANSITIONS AND RESILIENCE »

Du 15 au 17 octobre 2025, l'IAE Perpignan a accueilli la 4e édition de l'International Research Workshop on Wine Tourism and Agrifood, consacré au thème Transitions and Resilience. L'événement, co-organisé avec la Chaire Vin et Tourisme de l'EM Strasbourg, a bénéficié du soutien de l'AFMAT et de la FNEGE. Ce workshop international a réuni chercheurs et professionnels autour des enjeux de transformation du vin, du tourisme et de l'agroalimentaire, et des perspectives de résilience face aux mutations environnementales, économiques et sociales. Des représentants d'institutions européennes majeures – University of Girona, University of Bologna, University of Minho, Ludwigshafen University, Institute Lyfe, EM Strasbourg, Paris School of Business, entre autres – ont contribué à la richesse des échanges.
La réussite de cette édition repose sur le soutien de l'UPVD, de la Fondation UPVD, du laboratoire MRM, ainsi que sur la collaboration des équipes de l'IAE Perpignan et de l'EM Strasbourg. La coordination assurée par Aurélie Corne, Olga Goncalves et Coralie Haller a permis d'offrir un temps fort de réflexion et de partage pour la communauté académique et professionnelle.

Mobilité & pratiques durables

FOCUS SUR UN PROJET



Les changements de comportements dans la mobilité automobile exigent une réflexion approfondie sur la manière de maîtriser la demande en mobilité tout en limitant la dépendance automobile grâce à des initiatives d'aménagement du territoire. Ainsi, la chaire « mobilité et pratiques durables » mise sur une approche globale et systémique de la mobilité à l'échelle du territoire, impliquant ainsi divers acteurs : un acteur de l'automobile (Groupe Scala), un acteur bancaire (Crédit Agricole Sud Méditerranée), des acteurs de la distribution d'électricité (CITEOS – SYDEEL 66).

NOTRE BUDGET ANNUEL :
23 300 €

NOS MÉCÈNES :

PROJET

Éric REMY, référent scientifique de la Chaire, supervisera les travaux d'un doctorant. Ce projet de thèse vise à interroger les dynamiques de mobilité à l'échelle du territoire des Pyrénées-Orientales. Au-delà des questionnements liés au déploiement de la voiture électrique, qu'il s'agisse des opportunités financières ou impacts fiscaux, l'ambition est de mener une réflexion plus large, en tenant compte des spécificités sociologiques locales, notamment sur les représentations sociales qui façonnent les comportements. Le sujet sera abordé non pas sous l'angle d'une problématique technique de mobilité, mais plutôt à travers une perspective marketing, centrée sur les tendances de consommation propres au territoire.

UPVD
la Narbonnaise



La création d'une chaire multi partenariale dédiée à l'attractivité de l'antenne UPVD de Narbonne vise à renforcer la visibilité, l'attractivité et le rayonnement de l'antenne en lien avec les acteurs locaux. Plusieurs objectifs ont été définis pour ce projet, avec un focus particulier sur l'amélioration de l'offre éducative, la valorisation des formations et l'animation d'événements marquants.

Les principaux objectifs de cette chaire visent à améliorer la connaissance et l'attractivité de l'antenne UPVD pour attirer de nouveaux étudiants en valorisant l'excellence des formations, en mettant l'accent sur les formations de niche et en renforçant la cohésion de l'enseignement supérieur à Narbonne.

Il s'agit également de promouvoir l'entrepreneuriat et d'accroître le rayonnement de l'antenne, notamment à travers des rencontres entre étudiants et Alumni.

Les partenaires de la chaire seront présents en février 2026 pour soutenir et participer à la cérémonie de remise de diplômes aux étudiants de l'antenne UPVD de Narbonne, toutes formations confondues.

NOTRE BUDGET ANNUEL :
5 000 €

NOS MÉCÈNES :



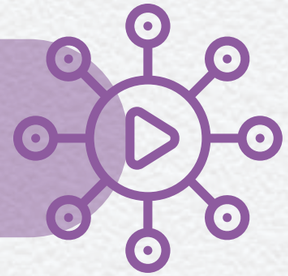
LES 03 PROJETS

Chaque année, une cinquantaine de projets, émanant de la communauté universitaire (enseignants, chercheurs, personnels administratifs ou étudiants) sont soutenus. Ce soutien permet à la Fondation UPVD de remplir ses missions ; accompagner les étudiants dans leur insertion professionnelle, promouvoir la diffusion des savoirs et de la recherche, faire rayonner l'UPVD et son territoire.

A | Aide directe aux étudiants & bourses



B | Diffusion des savoirs et projets de recherche



C | Santé des étudiants et activités associatives culturelles et sportives & insertion professionnelle



A | **Aide directe aux étudiants & bourses**
- Bourses de mobilité internationale
- Formation Tout au Long de La Vie

NOTRE BUDGET GLOBAL :
44 800 €

LA MOBILITÉ INTERNATIONALE DES ÉTUDIANTS

Dans la continuité des cinq dernières années, les mécènes fondateurs de la Fondation UPVD ont acté de soutenir la mobilité internationale des étudiants. Le jury en collaboration avec les Services des Relations Internationales et Transfrontalières ont alloué un budget global d'un montant de 35 800 € pour financer 19 bourses en 2025. Les mécènes de la Fondation UPVD contribuent ainsi à renforcer les compétences des étudiants et à créer des opportunités supplémentaires de recrutement dans un contexte de plus en plus internationalisé. Cette bourse est cumulable avec les autres dispositifs déjà existants, Erasmus ou aide de la Région Occitanie et permet aussi d'apporter un soutien aux étudiants ne bénéficiant d'aucune de ces aides.





Témoignage de Angela qui a étudié à Coruña en Espagne

« Étudiante à l'Université de Perpignan, j'ai effectué ma mobilité Erasmus+ durant la période de janvier 2025 à début juin 2025, à La Corogne, en Espagne. Je suis partie en Espagne étant une étudiante boursière. En plus, j'ai bénéficié de la bourse d'aide à la mobilité internationale octroyée par la Fondation de l'Université de Perpignan Via Domitia.

Les avantages de cette expérience sont nombreux. Pour rassurer les futurs étudiants qui souhaiteront faire un Erasmus : même si vous être timide... se faire des amis n'a jamais été aussi simple. De plus, les professeurs des matières qui vous intéressent (qui peuvent être le motif pour lequel vous faites cette mobilité internationale et vous avez choisi cette université) sont très approchables et vous prodiguent plein de conseils. »

LA BOURSE FONDATION UPVD POUR LA FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE

La Fondation UPVD, dans ses missions de soutien et d'accompagnement des étudiants dans leur réussite académique, d'aide à l'insertion professionnelle et à l'égalité des chances, en collaboration avec le service de formation continue, a mis en place un soutien financier pour cinq étudiants en reprise d'études. L'enveloppe attribuée en 2025 était de 9 000 €.

Témoignage de deux lauréats de la bouse FTLV

« Grâce à la bourse de la Fondation UPVD, j'ai pu assurer mes déplacements réguliers entre Narbonne et Perpignan, ce qui a été essentiel pour suivre et terminer ma formation dans de bonnes conditions. Au-delà de l'aide financière, ce soutien a représenté pour moi une véritable reconnaissance, un encouragement à poursuivre mes efforts et à croire en la réussite malgré les défis. Je suis profondément reconnaissante pour cette opportunité qui a donné un vrai élan à mon parcours de reprise d'études. »

Anastasia Hurova

« Reprendre des études à plus de 30 ans, après un parcours de vie déjà dense et avec une vie de famille, même modeste, est un véritable défi, à la fois personnel, organisationnel et financier. Dans ce parcours, on découvre que certaines aides, comme les bourses du CROUS, ne sont plus accessibles passé un certain âge. Ce cadre, sans doute pensé pour d'autres profils, peut rendre la reprise d'études plus difficile, alors même que l'engagement et les besoins sont bien réels. Dans ce contexte, le soutien de la Fondation a joué un rôle décisif : il a permis d'alléger la pression financière et de me recentrer pleinement sur mes apprentissages. Au-delà de l'aspect matériel, c'est aussi une marque de reconnaissance et de confiance qui donne du sens aux efforts engagés. Merci pour ce geste porteur d'espoir, de motivation et d'encouragement. »

Anonyme



B

Diffusion des savoirs et projets de recherche >
La valorisation de la recherche et la diffusion des connaissances font partie intégrante des missions de la Fondation UPVD

NOTRE BUDGET GLOBAL :
85 000 €

- **Fête de la Science PO***
- **Visa Off**
- **Colloque international CRESEM**
  Représenter, montrer le passé dans le présent : productions et enjeux discursifs sur la représentation du monde hispanique et hispano-américain, et dans le monde hispanique et hispano-américain XIX, XX, XXIe
- **Conférence transfrontalière occitano-catalane sur la biologie des plantes**
- **Projet Road to 2026 Winter Olympic Game**
- **Projet Co-Conception participative de systèmes agroforestiers de type Vergers-PPAM***
- **Cérémonie de remise de diplômes des docteurs de l'UPVD***
- **Appel à projets 2024#1**
- **Appel à projets 2025#1**







FESTIVAL PERPIGNAN OFF

34E ÉDITION DE LA FÊTE DE LA SCIENCE : VALORISER LES "INTELLIGENCES"

Projet porté par François Vernay - Enseignant Chercheur

Du 9 au 11 octobre 2025, l'Université Perpignan Via Domitia a organisé la 34e édition de la Fête de la Science, consacrée cette année au thème des « Intelligences ».

Cet événement national constitue un temps fort pour la diffusion de la culture scientifique et la valorisation des travaux de recherche menés au sein de l'établissement.

Un dispositif dédié aux publics scolaires et au grand public

Durant les deux premières journées, plus de 1 000 élèves, du CP à la Seconde, ont été accueillis sur le campus. Ils ont participé à une trentaine d'ateliers pédagogiques et interactifs, conçus et animés par des chercheuses, chercheurs, doctorantes et doctorants de l'UPVD.

Ces ateliers ont permis de présenter la diversité des formes d'intelligence, humaine, artificielle, végétale, animale ou collective à travers des expériences, démonstrations et échanges adaptés aux jeunes publics.

La journée grand public, organisée le samedi 11 octobre, a réuni près de 700 visiteurs. Les participants ont pu découvrir les travaux scientifiques de l'université, rencontrer les équipes de recherche et s'initier à différentes approches des intelligences dans un cadre accessible et interactif.

Une mobilisation collective autour de la culture scientifique

Dans le cadre de cette édition, François Vernay, enseignant-chercheur à l'UPVD, a présenté les enjeux liés au thème des intelligences et souligné l'importance de rendre les avancées scientifiques compréhensibles et partageables avec l'ensemble de la société.

Cette manifestation confirme l'engagement de l'UPVD dans la promotion de la science, l'ouverture de ses laboratoires vers l'extérieur et la sensibilisation des citoyens, jeunes et adultes, aux enjeux contemporains de la recherche.





PROJET D'EXPÉRIMENTATION PARTICIPATIVE EN AGROFORESTERIE À L'IUT DE PERPIGNAN

Projet porté par Muriel Duval - Enseignant chercheur

L'IUT de Perpignan développe un projet innovant d'expérimentation participative en agroforesterie, mené avec les étudiants du BUT Génie Biologique – Agronomie, sur son domaine agricole certifié Agriculture Biologique. L'objectif est de produire des références scientifiques et techniques sur les performances de systèmes associant vergers d'amandiers et d'oliviers à des Plantes à Parfum, Aromatiques et Médicinales (PPAM), tout en co-concevant avec les acteurs du territoire des systèmes agroforestiers adaptés aux enjeux climatiques.

Un contexte agricole en mutation

Face au changement climatique et au stress hydrique croissant en contexte méditerranéen, les producteurs doivent imaginer des systèmes plus diversifiés et résilients. L'agroforesterie apparaît comme une réponse efficace : elle génère un microclimat protecteur, améliore la résilience des cultures et constitue un levier reconnu par le GIEC pour l'adaptation et l'atténuation du réchauffement.

Dans les Pyrénées-Orientales, la filière PPAM, encore marginale mais en croissance, représente une opportunité de diversification pour les agriculteurs et une alternative pertinente à l'enfrichement des terres agricoles.

Un projet innovant et structurant

Le projet explore les interactions arbres–PPAM, encore peu documentées scientifiquement, et mobilise les étudiants dans une démarche d'apprentissage par la recherche. Il s'inscrit dans une approche agroécologique visant à renforcer :

- la biodiversité, la fertilité des sols
- la résilience économique et agronomique des systèmes
- Les productions (tisanes, hydrolats, huiles essentielles, amandes, olives) contribueront à une valorisation locale

Objectifs et résultats attendus

Deux axes structurent le projet :

1. Effets de l'ombrage agroforestier sur les PPAM

- Étude du développement du thym, du romarin et de la lavande sous différentes modalités d'ombrage
- Suivi phénologique, stress hydrique et indicateurs de croissance

2. Performances agronomiques et technico-économiques

- Analyse des rendements, de la qualité et de la production d'huiles essentielles
- Évaluation des sols, de la biodiversité et des performances des vergers

Les résultats attendus sont :

- un effet tampon des arbres contre les extrêmes climatiques
- une meilleure résilience des cultures
- une réduction des intrants
- un accroissement de la biodiversité et du stockage de carbone



CÉRÉMONIE DE REMISE DE DIPLÔMES AUX DOCTEURS DE L'UNIVERSITÉ PERPIGNAN VIA DOMITIA : UNE 11E ÉDITION TOURNÉE VERS LA RECHERCHE ET L'AVENIR

Projet porté par la Fondation UPVD



Le vendredi 20 juin 2025, la Fondation UPVD a eu l'honneur de célébrer la réussite de 30 nouveaux docteurs de l'Université Perpignan Via Domitia lors d'une soirée empreinte d'émotion et de fierté académique. Le cadre majestueux du Palais des Rois de Majorque à Perpignan a accueilli cette 11e édition, symbole du rayonnement scientifique et culturel de l'université.

Accompagnés de leurs directrices et directeurs de thèse, les lauréats de la promotion 2024-2025 ont été solennellement mis à l'honneur au cours de cette cérémonie de remise des diplômes de doctorat.

Cette édition a été placée sous le marrainage de Madame Amal El Fallah-Seghrouchni, ministre de la Transition numérique et de la Réforme administrative du Royaume du Maroc, et experte internationale en intelligence artificielle éthique et responsable. Sa présence a incarné les valeurs de transmission, d'innovation et de coopération internationale qui constituent l'ADN de l'UPVD.

La cérémonie a également été enrichie par l'intervention d'Arnault Ioualalen, docteur de l'UPVD et fondateur de la start-up Numalis, spécialisée dans l'intelligence artificielle de confiance. Dans un discours inspirant, il a rappelé combien il est essentiel de placer l'humain au coeur du progrès technologique, rejoignant ainsi les enjeux majeurs de la recherche contemporaine.

La Fondation UPVD exprime toute sa gratitude à ses mécènes fondateurs, à ses partenaires, ainsi qu'au département des Pyrénées-Orientales, dont le soutien fidèle a rendu possible l'organisation de cet événement académique prestigieux.



Crédit photo : Jonty Champeloüer

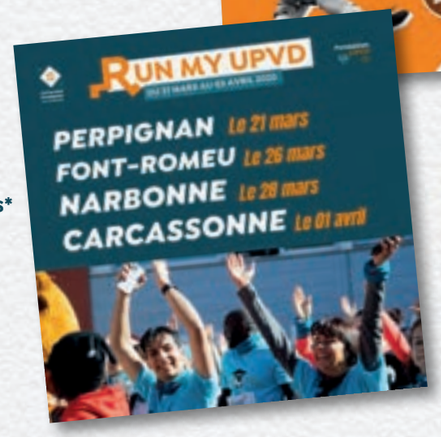
C | Santé des étudiants et actiuités associatiues culturelles et sportiues & insertion professionnelle

NOTRE BUDGET GLOBAL :
67 500 €

- Afterworks Alumni
- Mentorat ALUMNI*
- Remise de diplômes IUT
- Journée Internationale du SRI
- Tournoi Futsal UPVD
- Soutien aux ESHN et EBPP
- Oranger le Monde*
- Relais des noisettes*
- RUN MY UPVD*
- Les uirées de l'UPVD*
- AAP 2025#2 Vie de nos campus*







RUN MY UPVD
UNIS POUR LE MÊME DÉFI

LE MENTORAT ALUMNI : UN VÉRITABLE COUP DE POUCE POUR NOS JEUNES TALENTS !

Projet porté par le Seruice d'Insertion Professionnelle et Entrepreneuriat



Les anciens étudiants de l'UPVD, nos Alumni, ont désormais la possibilité de deuenir mentors uia la plateforme UPVD Alumni. Leur mission ? Accompagner pendant 6 mois, à distance, un jeune diplômé ou un étudiant sur des thématiques uariées :

- Réalisation du mémoire
- Sortir de sa zone de confort
- Orientation et poursuite d'études
- Handicap et accompagnement personnalisé
- Gestion du stress
- Découuerte d'un secteur ou d'un métier
- Construction du projet professionnel
- Création d'entreprise
- Déueloppement du réseau et connaissance du monde économique

Une démarche uolontaire : c'est à l'étudiant ou au jeune diplômé de faire le premier pas. La chargée de déueloppement du réseau a constaté un frein : beaucoup n'osent pas solliciter un mentor, ou bien le profil proposé ne correspond pas à leurs besoins.

La solution proposée : le mentorat en présentiel !

Pour leuer ces obstacles, UPVD Alumni a lancé un dispositif innouant : des rencontres en face-à-face. Nous auons mobilisé les mentors déjà inscrits sur la plateforme et résidant à Perpignan ou alentours, ainsi que des filleuls motiués. Résultat : le mardi 8 auril 2025, 14 binômes se sont engagés pour 6 mois d'accompagnement personnalisé.

Une journée riche en échanges et en conuiuialité

Formation des mentors (2h) : organisation, conseils, profils des étudiants, freins et peurs, motiuation…

Soirée ludique : jeux d'énigmes, dessin du réseau à la craie, défis d'agilité… Une manière originale de briser la glace auant la rencontre officielle auec leur binôme et la signature des chartes d'engagement. Le tout clôturé par un moment conuiuial autour d'un buffet.

Un bilan très positif !

- 1 formation mentors
- 1 soirée rencontre
- 14 binômes constitués (dont 12 suiuis jusqu'au bout)
- 62 séances de mentorat réalisées

Des objectifs concrets : orientation, recherche de stage ou d'alternance, optimisation des candidatures, démarches administratiues, déuelop-pement du réseau, organisation et priorisation des tâches…

Des retours enthousiastes

Les mentors ont constaté une éuolution notable chez leurs filleuls : affirmation de soi, confiance, structuration des projets, motiuation… Ils ont également salué la richesse des échanges, la pertinence de la durée du programme, et ont proposé des pistes pour aller encore plus loin.

ORANGER LE MONDE : MOBILISATION DE L'UPVD CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Projet porté par la Fondation UPVD

L'Université Perpignan Via Domitia s'est une nouvelle fois mobilisée dans le cadre de l'opération Oranger le Monde, portée par la Fondation UPVD, afin de sensibiliser la communauté universitaire aux violences faites aux femmes.

Cette édition a été marquée par une mobilisation inédite sur le campus du Moulin à Vent, où une cinquantaine de personnes, vêtues d'orange, se sont rassemblées pour affirmer leur soutien à cette cause. Une couleur, une cause : le orange, symbole mondial de la lutte contre les violences faites aux femmes.

Tout au long de la campagne, expositions, projections, colloques et temps d'échanges ont permis d'ouvrir des espaces de dialogue et de réflexion essentiels.

L'UPVD remercie l'ensemble des participantes, participants et partenaires pour leur engagement. Par cette mobilisation collective, l'université réaffirme sa volonté de transformer la prise de conscience en action et de soutenir activement la lutte contre toutes les formes de violences.







LE RELAIS DES NOISETTES : UNE MOBILISATION RECORD POUR LA SANTÉ DES JEUNES HOMMES

Projet porté par la Fondation UPVD

La Fondation UPVD a organisé sur le campus Moulin-à-Vent la 2e édition du Relais des Noisettes, un événement sportif et solidaire dédié à la sensibilisation au cancer des testicules.

Cette nouvelle édition a rencontré un succès remarquable : plus de 40 équipes, soit 200 participants, ont pris le départ. Un chiffre qui double la participation de l'an dernier.

Dans une ambiance dynamique et conviviale, les coureurs ont démontré un fort engagement pour un enjeu majeur de santé publique touchant les jeunes hommes.

Cette mobilisation exemplaire confirme l'importance de cet événement, qui allie prévention, sport et solidarité, et renforce l'action de la Fondation UPVD en faveur du bien-être et de la santé de la communauté universitaire.











RUN MY UPVD 25 : UNE MOBILISATION RECORD POUR LA SOLIDARITÉ

Projet porté par la Fondation UPVD

11 245 € récoltés et plus de 96 millions de pas enregistrés !

L'édition 2025 de la course solidaire RUN MY UPVD, organisée par la Fondation UPVD, a marqué un tournant avec une mobilisation exceptionnelle sur les campus et en ligne.

Le coup d'envoi a été donné le 21 mars sur le campus du Moulin-à-Vent à Perpignan, avant de rejoindre Font-Romeu (26 mars), Narbonne (28 mars) et Carcassonne (1er avril). Au total, 575 coureurs ont participé à ces 4 courses en présentiel.

En parallèle, le challenge connecté RUN MY UPVD, via l'application SquadEasy, a rassemblé 93 équipes et 1 192 participants autour d'un programme mêlant sport, quiz et défis. Résultat : 96 249 445 pas enregistrés, soit huit fois la longueur de la Grande Muraille de Chine !

Le 3 avril, la soirée de clôture a réuni près de 100 personnes pour la remise des prix, en présence de Cécile Hernandez, marraine de l'édition 2025, championne paralympique et mondiale, et de Julien Michaud, champion de tennis de table handisport.

Les chiffres-clés

- 96 249 445 pas réalisés
- 11 245 € récoltés pour le BAEH
- 575 coureurs sur les 4 campus
- 1 192 participants en distanciel
- 93 équipes engagées

LES VIRÉES DE L'UPVD : À LA DÉCOUVERTE DU PATRIMOINE RÉGIONAL

Projet porté par le Service Vie Etudiante et Culture

Les Virées de l'UPVD proposent chaque année aux étudiantes et étudiants de l'université trois sorties culturelles destinées à leur faire découvrir la richesse du patrimoine local. En 2025, ces escapades ont rencontré un vif succès et ont rassemblé près de 90 participants.

Trois destinations ont rythmé l'année :

- 15 mars 2025 – Sérignan : découverte des paysages et de l'environnement autour des marais salants.
- 17 mai 2025 – Rivesaltes et Ille-sur-Têt : exploration de deux sites emblématiques du territoire.
- 18 octobre 2025 – Arles-sur-Tech et Prats-de-Mollo-la-Preste :
  Visite guidée de l'Abbaye Sainte-Marie,
  Visite libre du Fort Lagarde,
  Découverte de la Verneda, centre d'interprétation du patrimoine.

Ces sorties, qui allient culture, patrimoine et convivialité, contribuent à renforcer l'ancrage territorial des étudiants tout en valorisant la diversité des paysages et des sites historiques de la région.





03 - LES PROJETS

APPEL À PROJET 2025 #2 “VIE DE NOS CAMPUS”

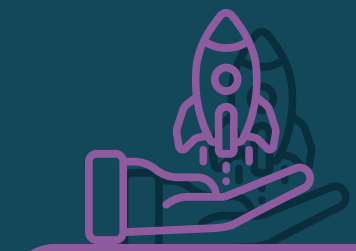
Projet porté par la Fondation UPVD

Les membres du conseil de gestion, réunis le 9 décembre 2025 pour le jury de l’appel à projet #2 ont délibéré et attribué une enveloppe globale de 31 000 € à 17 projets parmi les 23 candidatures reçues ; 14 associations étudiantes sont soutenues pour des projets variés, culturels, sportifs et inclusifs, ainsi qu’un projet culturel porté par un collectif d’enseignants-chercheurs, dédié à l’organisation d’un cycle de débats.



NOTES







Fondation UPVD
Université Perpignan Via Domitia

Contact :

Fondation UPVD
1 rue du Musée
66000 Perpignan
Tél. 04 68 66 22 64
fondation.upvd@univ-perp.fr



Conception & réalisation : uuuu.monade.pro / +33 (0) 6 81 55 54 22 • Crédit photo : UPVD et Freepik

ANNEXES 5 à 14 – APPROBATION DES BUDGETS SUPPLÉMENTAIRES DE LA CC ACVI

REPUBLIQUE FRANÇAISE

: **CDC ALBERES COTE VERMEILLE ILLIBERIS (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20004360200016

POSTE COMPTABLE : CENTRE GESTION COMPTABLE ARGELES

M. 57

Budget supplémentaire
Voté par nature

BUDGET : CC ACVI (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 9

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 10
B1 - Présentation des AP votées 11
B2 - Présentation des AE votées 12
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 13
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 16
D1 - Balance générale - Dépenses 18
D2 - Balance générale - Recettes 20

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 22
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 26
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 29
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 32
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 103
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 122
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 124
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 127
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 132

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 135
A1.01 - Opérations non ventilables 137
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 138
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 141
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 142
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 143
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 146
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 149
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 152
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 153
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 156
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 158
A1.908 - Fonction 8 - Transports 161
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 165
A2.01 - Opérations non ventilables 167
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 168
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 174
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 175
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 176
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 179
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 185
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 188
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 189
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 190
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 193
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 196
A2.938 - Fonction 8 - Transports 199

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 203
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 204
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 208
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 209

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 210
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 212
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 213
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 214
B3.1 - Etat des provisions constituées 216
B3.2 - Etalement des provisions 218
B4 - Etat des charges transférées 219
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 220
B6 - Prêts 221
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 222
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 223
B7.3 - Etat des emprunts garantis 224
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 225
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 226
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 227
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 228
B7.8 - Autres engagements donnés 229
B7.9 - Autres engagements reçus 230
B8 - Subventions versées 231
B9 - Etat du personnel 232
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 235
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 236
B11.2 - Liste des établissements publics créés 237
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 238

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 239
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 241
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 242

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 244
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 245
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 246
D3 - Décisions en matière de taux 248
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 249
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 251
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 253
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 254

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 255

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	58147

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	720,58
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	786,10
3	Dépenses d'équipement brut / population	11,83
4	Encours de dette / population (2) (3)	42,36
5	DGF / population	54,60
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	49,26
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	92,80
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (1)	
TOTAL DU BUDGET	62 956 870,29	56 259 693,31	14 881 804,43	A1	8 184 627,45
Investissement	13 861 732,73	6 587 154,56	(2) 6 136 120,14	A2	-1 138 458,03
Fonctionnement	49 095 137,56	49 672 538,75	(3) 8 745 684,29	A3	9 323 085,48

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	9 819 901,93	III + IV	3 181 360,34	B1	-6 638 541,59
Investissement	I	9 819 901,93	III	3 181 360,34	B2	-6 638 541,59
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	1 546 085,86
Investissement	**A2 + B2**	-7 776 999,62
Fonctionnement	**A3 + B3**	9 323 085,48

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 9 819 901,93
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	428 593,95
16	Emprunts et dettes assimilées	17 483,40
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
804	Opération d'équipement n° 804	658 186,26
806	Opération d'équipement n° 806	302 482,83
830	Opération d'équipement n° 830	34 000,00
832	Opération d'équipement n° 832	10 743,00
835	Opération d'équipement n° 835	25 271,35
841	Opération d'équipement n° 841	12 100,00
843	Opération d'équipement n° 843	10 821,32
844	Opération d'équipement n° 844	11 590,40
845	Opération d'équipement n° 845	2 947,06
846	Opération d'équipement n° 846	9 471,54
848	Opération d'équipement n° 848	584 846,08
851	Opération d'équipement n° 851	1 740 896,62
853	Opération d'équipement n° 853	20 645,76
855	Opération d'équipement n° 855	14 515,27
857	Opération d'équipement n° 857	52 464,31
858	Opération d'équipement n° 858	24 546,73
859	Opération d'équipement n° 859	15 651,74
860	Opération d'équipement n° 860	9 292,07
861	Opération d'équipement n° 861	7 840,00
867	Opération d'équipement n° 867	2 660,04
868	Opération d'équipement n° 868	1 510,73
869	Opération d'équipement n° 869	11 696,15
870	Opération d'équipement n° 870	409 244,82
871	Opération d'équipement n° 871	32 860,34
872	Opération d'équipement n° 872	21 338,19
875	Opération d'équipement n° 875	7 082,95
876	Opération d'équipement n° 876	39 562,00
878	Opération d'équipement n° 878	434 916,34
879	Opération d'équipement n° 879	8 018,24
880	Opération d'équipement n° 880	119 676,81
883	Opération d'équipement n° 883	9 616,98
885	Opération d'équipement n° 885	2 716,81
886	Opération d'équipement n° 886	34 040,00
887	Opération d'équipement n° 887	5 012,01
889	Opération d'équipement n° 889	1 637,31
890	Opération d'équipement n° 890	256 943,43
892	Opération d'équipement n° 892	45 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	4 381 979,09
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	**3 181 360,34**
018	**RSA**		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**		**886 360,34**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**		**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**2 295 000,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**		**0,00**
73	**Impôts et taxes**		**0,00**
731	**Fiscalité locale**		**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**		**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**		**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
76	**Produits financiers**		**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	4 248 639,35	12 025 638,97
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	9 819 901,93	3 181 360,34
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 1 138 458,03	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	15 206 999,31	15 206 999,31

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	3 106 708,54	1 166 794,58
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 939 913,96
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	3 106 708,54	3 106 708,54

TOTAL DU BUDGET (5)	18 313 707,85	18 313 707,85

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
EJ 3-17ANS	ACCUEILS DE LOISIRS 2-4-1	804, 889, 868, 853, 867, 845, 885, 869, 887, 858, 846	-69 742,19
EJ ARGELE	ALSH ARGELES SUR MER 2-4-2-2	878	716 617,00
EJ ARG MOB	AMENAGEMENT ALSH CURIE PASTEUR ARGELES	878	100 000,00
BIB ARGELE	AMENAGEMENT MEDIATHEQUE ARGELES 2.3.2.8	848	174 000,00
BIBSOR MOB	AMENAGEMENT MEDIATHEQUE SOREDE 2.3.2.6.1	848	100 000,00
ACCES TV	Accès à la télévision partout 1-3-1	830	2 570,00
CHANG CLIM	Anticiper le changement climatique et la résilience du territoire 4-4-1	804	-3 959,00
CTC	Construtions du Centre Technique Communautaire1-4-4	851	3 303 325,00
RES CULTUR	Développer le réseau d'action culturel des médiathèques 2-3-2	848, 876	-228 497,00
EJ AL STAN	EXTENSION AL SAINT ANDRE 2-4-2-5	853	-105 000,00
EQ SPORTIF	Equipements sportifs d'intérêt communautaire 2-4-3	872, 886	-49 681,00
BIBSOR FDS	FONDS DOCUMENTAIRE MEDIATHEQUE SOREDE 2.3.2.6.2	848	15 000,00
AIRES GV	Gestion des aires d'accueil des gens du voyage 1-4-7	870	10 500,00
MCC VILLEL	MICRO CRECHE VILLELONGUE 2-4-2-1-2	857	-10 000,00
MAT COMMUN	Matériel et mobilier communautaire 1-4-5	804, 830	28 764,59
BIB BSM	Médiathèque Banyuls sur Mer 2-3-2-5	876	-25 000,00
BIB ELNE	Médiathèque Elne 2-3-2-4	848	-30 000,00
EJ PTT ENF	PETITE ENFANCE - EAJE ET RPE 2-3-1	841, 835, 879, 859, 883, 875, 860, 843, 844, 857, 804	-26 008,40
GEMAPI	PPI des Syndicats GEMAPI 4-4-3	804	-3 850,00
IMMOB ENTR	Subventions immobilier d'entreprises 3-2-2	204	-48 000,00
TOTAL			**3 851 039,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**3 851 039,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	23 918,00	95 284,33	-3 630,00	-3 630,00	115 572,33
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	795 612,00	4 381 979,09	-48 000,00	-48 000,00	5 129 591,09
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	1 276 894,00	1 296 212,33	34 183,00	34 183,00	2 607 289,33
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	8 986 750,00	3 600 348,83	3 868 486,00	3 868 486,00	16 455 584,83
Total des dépenses d'équipement		**11 083 174,00**	**9 373 824,58**	**3 851 039,00**	**3 851 039,00**	**24 308 037,58**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	428 593,95	0,00	0,00	428 593,95
16	Emprunts et dettes assimilées	460 500,00	17 483,40	0,00	0,00	477 983,40
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	75 750,00	0,00	457 236,35	457 236,35	532 986,35
Total des dépenses financières		**536 250,00**	**446 077,35**	**457 236,35**	**457 236,35**	**1 439 563,70**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**11 619 424,00**	**9 819 901,93**	**4 308 275,35**	**4 308 275,35**	**25 747 601,28**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*656 180,00*		*-59 636,00*	*-59 636,00*	*596 544,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*300 000,00*		*0,00*	*0,00*	*300 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***956 180,00***		***-59 636,00***	***-59 636,00***	***896 544,00***
TOTAL		**12 575 604,00**	**9 819 901,93**	**4 248 639,35**	**4 248 639,35**	**26 644 145,28**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**1 138 458,03**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**27 782 603,31**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	2 086 842,00	886 360,34	549 879,00	549 879,00	3 523 081,34
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	3 742 661,47	0,00	1 383 486,55	1 383 486,55	5 126 148,02
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**5 829 503,47**	**886 360,34**	**1 933 365,55**	**1 933 365,55**	**8 649 229,36**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	275 281,48	0,00	40 112,00	40 112,00	315 393,48
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	7 776 999,62	7 776 999,62	7 776 999,62
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	1 896 130,05	2 295 000,00	0,00	0,00	4 191 130,05
024	Produits des cessions d'immobilisations	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
Total des recettes financières		**2 191 411,53**	**2 295 000,00**	**7 817 111,62**	**7 817 111,62**	**12 303 523,15**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**8 020 915,00**	**3 181 360,34**	**9 750 477,17**	**9 750 477,17**	**20 952 752,51**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*147 479,00*		*2 073 661,80*	*2 073 661,80*	*2 221 140,80*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*4 218 625,00*		*201 500,00*	*201 500,00*	*4 420 125,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*300 000,00*		*0,00*	*0,00*	*300 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***4 666 104,00***		***2 275 161,80***	***2 275 161,80***	***6 941 265,80***
TOTAL		**12 687 019,00**	**3 181 360,34**	**12 025 638,97**	**12 025 638,97**	**27 894 018,31**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**27 894 018,31**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**6 044 721,80**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	5 135 867,48	0,00	748 280,05	748 280,05	5 884 147,53
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	20 690 768,21	0,00	0,00	0,00	20 690 768,21
014	Atténuations de produits	13 592 767,49	0,00	25 565,94	25 565,94	13 618 333,43
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	2 633 513,78	0,00	57 700,75	57 700,75	2 691 214,53
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**42 052 916,96**	**0,00**	**831 546,74**	**831 546,74**	**42 884 463,70**
66	Charges financières	72 725,00	0,00	0,00	0,00	72 725,00
67	Charges spécifiques (4)	16 100,00	0,00	0,00	0,00	16 100,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	2 867,01		0,00	0,00	2 867,01
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**42 144 608,97**	**0,00**	**831 546,74**	**831 546,74**	**42 976 155,71**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*147 479,00*		*2 073 661,80*	*2 073 661,80*	*2 221 140,80*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*4 218 625,00*		*201 500,00*	*201 500,00*	*4 420 125,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***4 366 104,00***		***2 275 161,80***	***2 275 161,80***	***6 641 265,80***
TOTAL		**46 510 712,97**	**0,00**	**3 106 708,54**	**3 106 708,54**	**49 617 421,51**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**49 617 421,51**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	301 500,00	0,00	137 000,00	137 000,00	438 500,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 453 060,80	0,00	874 558,28	874 558,28	4 327 619,08
73	Impôts et taxes (sauf 731)	13 770 280,50	0,00	109 927,50	109 927,50	13 880 208,00
731	Fiscalité locale	17 295 784,49	0,00	-129 685,49	-129 685,49	17 166 099,00
74	Dotations et participations (4)	10 652 079,00	0,00	192 530,00	192 530,00	10 844 609,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	215 072,27	0,00	0,00	0,00	215 072,27
Total des recettes de gestion courante		**45 687 777,06**	**0,00**	**1 184 330,29**	**1 184 330,29**	**46 872 107,35**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	42 100,29	42 100,29	42 100,29
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	166 755,91		0,00	0,00	166 755,91
Total des recettes réelles de fonctionnement		**45 854 532,97**	**0,00**	**1 226 430,58**	**1 226 430,58**	**47 080 963,55**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*656 180,00*		*-59 636,00*	*-59 636,00*	*596 544,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***656 180,00***		***-59 636,00***	***-59 636,00***	***596 544,00***
TOTAL		**46 510 712,97**	**0,00**	**1 166 794,58**	**1 166 794,58**	**47 677 507,55**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE	**1 939 913,96**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**49 617 421,51**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**6 044 721,80**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		428 593,95	*-59 636,00*	368 957,95
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		17 483,40	*0,00*	17 483,40
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		8 890 884,49		8 890 884,49
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		4 333 979,09	*0,00*	*4 333 979,09*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		457 236,35	*0,00*	457 236,35
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**14 128 177,28**	***-59 636,00***	**14 068 541,28**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**1 138 458,03**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**15 206 999,31**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	748 280,05		748 280,05
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	25 565,94		25 565,94
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	57 700,75	*0,00*	57 700,75
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*201 500,00*	201 500,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*2 073 661,80*	2 073 661,80
	Dépenses de fonctionnement – Total	**831 546,74**	***2 275 161,80***	**3 106 708,54**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**3 106 708,54**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		40 112,00	*0,00*	40 112,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		1 436 239,34	*0,00*	1 436 239,34
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		1 383 486,55	*0,00*	1 383 486,55
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		2 295 000,00	*0,00*	2 295 000,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*201 500,00*	201 500,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*2 073 661,80*	2 073 661,80
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**5 154 837,89**	***2 275 161,80***	**7 429 999,69**
					+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE				**0,00**
					+
	R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT				**7 776 999,62**
					=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES				**15 206 999,31**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	137 000,00		137 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	874 558,28		874 558,28
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	109 927,50		109 927,50
731	Fiscalité locale	-129 685,49		-129 685,49
74	Dotations et participations (8)	192 530,00		192 530,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	42 100,29	*-59 636,00*	-17 535,71
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**1 226 430,58**	***-59 636,00***	**1 166 794,58**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE	1 939 913,96
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	3 106 708,54

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 575 604,00**	**9 819 901,93**	**3 851 039,00**	**4 248 639,35**	**4 248 639,35**	**3 851 039,00**	**397 600,35**	**14 068 541,28**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	795 612,00	4 381 979,09	-48 000,00	-48 000,00	-48 000,00	-48 000,00	0,00	4 333 979,09
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	10 287 562,00	4 991 845,49	0,00	3 899 039,00	3 899 039,00	3 899 039,00	0,00	8 890 884,49
Total des dépenses d'équipement		**11 083 174,00**	**9 373 824,58**	**-48 000,00**	**3 851 039,00**	**3 851 039,00**	**3 851 039,00**	**0,00**	**13 224 863,58**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	428 593,95		0,00	0,00		0,00	428 593,95
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	460 500,00	17 483,40		0,00	0,00		0,00	17 483,40
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	75 750,00	0,00	0,00	457 236,35	457 236,35	0,00	457 236,35	457 236,35
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**536 250,00**	**446 077,35**	**0,00**	**457 236,35**	**457 236,35**	**0,00**	**457 236,35**	**903 313,70**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**11 619 424,00**	**9 819 901,93**	**3 851 039,00**	**4 308 275,35**	**4 308 275,35**	**3 851 039,00**	**457 236,35**	**14 128 177,28**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*656 180,00*			*-59 636,00*	*-59 636,00*		*-59 636,00*	*-59 636,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*300 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**956 180,00**			**-59 636,00**	**-59 636,00**		**-59 636,00**	**-59 636,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**1 138 458,03**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**15 206 999,31**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 687 019,00**	**3 181 360,34**	**4 248 639,35**	**4 248 639,35**	**7 429 999,69**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	2 086 842,00	886 360,34	549 879,00	549 879,00	1 436 239,34
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	3 742 661,47	0,00	1 383 486,55	1 383 486,55	1 383 486,55
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**5 829 503,47**	**886 360,34**	**1 933 365,55**	**1 933 365,55**	**2 819 725,89**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	275 281,48	0,00	40 112,00	40 112,00	40 112,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 896 130,05	2 295 000,00	0,00	0,00	2 295 000,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**2 191 411,53**	**2 295 000,00**	**40 112,00**	**40 112,00**	**2 335 112,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**8 020 915,00**	**3 181 360,34**	**1 973 477,55**	**1 973 477,55**	**5 154 837,89**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*147 479,00*		*2 073 661,80*	*2 073 661,80*	*2 073 661,80*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*4 218 625,00*		*201 500,00*	*201 500,00*	*201 500,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*300 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***4 666 104,00***		***2 275 161,80***	***2 275 161,80***	***2 275 161,80***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**7 776 999,62**

Total des recettes d'investissement cumulées	**15 206 999,31**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 575 604,00**	**9 819 901,93**	**3 851 039,00**	**4 248 639,35**	**4 248 639,35**	**3 851 039,00**	**397 600,35**	**14 068 541,28**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	795 612,00	4 381 979,09	-48 000,00	-48 000,00	-48 000,00	-48 000,00	0,00	4 333 979,09
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	747 612,00	4 241 979,09		0,00	0,00	0,00	0,00	4 241 979,09
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	80 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	48 000,00	60 000,00		-48 000,00	-48 000,00	-48 000,00	0,00	12 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	10 287 562,00	4 991 845,49	0,00	3 899 039,00	3 899 039,00	3 899 039,00	0,00	8 890 884,49
Total des dépenses d'équipement		**11 083 174,00**	**9 373 824,58**	**-48 000,00**	**3 851 039,00**	**3 851 039,00**	**3 851 039,00**	**0,00**	**13 224 863,58**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	428 593,95		0,00	0,00		0,00	428 593,95
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	428 593,95		0,00	0,00		0,00	428 593,95
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	460 500,00	17 483,40		0,00	0,00		0,00	17 483,40
1641	Emprunts en euros	420 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	40 000,00	17 483,40		0,00	0,00		0,00	17 483,40
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
27	Autres immobilisations financières	75 750,00	0,00	0,00	457 236,35	457 236,35	0,00	457 236,35	457 236,35
2748	Autres prêts	0,00	0,00		457 236,35	457 236,35	0,00	457 236,35	457 236,35
275	Dépôts et cautionnements versés	75 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**536 250,00**	**446 077,35**	**0,00**	**457 236,35**	**457 236,35**	**0,00**	**457 236,35**	**903 313,70**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**11 619 424,00**	**9 819 901,93**	**3 851 039,00**	**4 308 275,35**	**4 308 275,35**	**3 851 039,00**	**457 236,35**	**14 128 177,28**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*656 180,00*			*-59 636,00*	*-59 636,00*		*-59 636,00*	*-59 636,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*556 180,00*			*-59 636,00*	*-59 636,00*		*-59 636,00*	*-59 636,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*199 237,00*			*-118 942,00*	*-118 942,00*		*-118 942,00*	*-118 942,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*186 571,00*			*28 112,00*	*28 112,00*		*28 112,00*	*28 112,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*121 874,00*			*33 445,00*	*33 445,00*		*33 445,00*	*33 445,00*
139173	*Subv. transf. FEADER*	*4 991,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*39 507,00*			*-2 251,00*	*-2 251,00*		*-2 251,00*	*-2 251,00*
139361	*Dotation équip.territoires ruraux transf*	*4 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*100 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2181	*Install. générales, agencements*	*100 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*300 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2315	*Install., matériel et outill. technique*	*300 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**956 180,00**			**-59 636,00**	**-59 636,00**		**-59 636,00**	**-59 636,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
804	ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
804	ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER	ACCESS BAT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
804	ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER	CHANG CLIM	26 183,25	11 770,00	-3 959,00	-3 959,00	-3 959,00	0,00
804	ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER	CHANTIER	35 826,84	6 129,00	0,00	0,00	0,00	0,00
804	ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER	EJ 3-17ANS	97 848,00	60 547,77	-35 957,00	-35 957,00	-35 957,00	0,00
804	ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER	EJ PTT ENF	40 074,79	32 675,61	-9 801,40	-9 801,40	-9 801,40	0,00
804	ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER	GEMAPI	38 604,31	231 871,30	-3 850,00	-3 850,00	-3 850,00	0,00
804	ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER	MAT COMMUN	728 289,06	270 192,58	29 052,59	29 052,59	29 052,59	0,00
804	ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER	RENOV ENER	1 737,60	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
806	ZONE D ACTIVITES	ZA ARGELES	2 260 171,44	22 273,87	0,00	0,00	0,00	0,00
806	ZONE D ACTIVITES	ZA ELNE	2 650 107,79	255 208,96	0,00	0,00	0,00	0,00
806	ZONE D ACTIVITES	ZA TERRITO	251 959,73	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
820	VEH ET MAT ECLAIRAGE	MAT COMMUN	11 248,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
830	RELAIS TELEVISION	ACCES TV	11 352,00	0,00	2 570,00	2 570,00	2 570,00	0,00
830	RELAIS TELEVISION	MAT COMMUN	69 823,33	34 000,00	-288,00	-288,00	-288,00	0,00
832	AMENAGEMENT LOCAUX	CHANTIER	18 602,28	10 743,00	0,00	0,00	0,00	0,00
835	EAJE ARGELES SUR MER BARRUFETS	EJ PTT ENF	68 253,67	25 271,35	-3 098,35	-3 098,35	-3 098,35	0,00
836	SIG	MAT COMMUN	14 513,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
836	SIG	SIG	17 140,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
841	RELAIS ASS MAT	EJ PTT ENF	17 490,73	12 100,00	-8 500,00	-8 500,00	-8 500,00	0,00
843	EAJE SAINT ANDRE ELS RESQUILLS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
843	EAJE SAINT ANDRE ELS RESQUILLS	EJ PTT ENF	93 459,27	10 821,32	6 635,00	6 635,00	6 635,00	0,00
844	EAJE SOREDE LES PITOUTIS	EJ PTT ENF	64 702,31	11 590,40	-995,20	-995,20	-995,20	0,00
845	POINT JEUNES ARGELES	EJ 3-17ANS	23 101,56	2 947,06	2 289,80	2 289,80	2 289,80	0,00
846	POINT JEUNES SAINT ANDRE	EJ 3-17ANS	11 101,75	9 471,54	-457,89	-457,89	-457,89	0,00
848	MEDIATHEQUE ARGELES ALBERES ILLIBERIS		0,00	122 327,01	0,00	0,00	0,00	0,00

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
848	MEDIATHEQUE ARGELES ALBERES ILLIBERIS	BIB ARGELE	0,00	0,00	174 000,00	174 000,00	174 000,00	0,00
848	MEDIATHEQUE ARGELES ALBERES ILLIBERIS	BIB ELNE	97 360,98	24 583,02	-30 000,00	-30 000,00	-30 000,00	0,00
848	MEDIATHEQUE ARGELES ALBERES ILLIBERIS	BIB MONTES	20 717,94	41 367,70	0,00	0,00	0,00	0,00
848	MEDIATHEQUE ARGELES ALBERES ILLIBERIS	BIB SOREDE	167 899,54	211 385,69	0,00	0,00	0,00	0,00
848	MEDIATHEQUE ARGELES ALBERES ILLIBERIS	BIB ST AND	9 882,59	66 144,00	0,00	0,00	0,00	0,00
848	MEDIATHEQUE ARGELES ALBERES ILLIBERIS	BIBSOR FDS	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	0,00
848	MEDIATHEQUE ARGELES ALBERES ILLIBERIS	BIBSOR MOB	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	0,00
848	MEDIATHEQUE ARGELES ALBERES ILLIBERIS	RES CULTUR	145 558,92	119 038,66	-216 997,00	-216 997,00	-216 997,00	0,00
851	CONSTRUCTION SIEGE CDC		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
851	CONSTRUCTION SIEGE CDC	CTC	7 726 706,67	1 721 662,70	3 303 325,00	3 303 325,00	3 303 325,00	0,00
851	CONSTRUCTION SIEGE CDC	MAT COMMUN	7 083,54	19 233,92	0,00	0,00	0,00	0,00
853	ALSH SAINT ANDRE	EJ 3-17ANS	15 668,62	20 645,76	-7 198,38	-7 198,38	-7 198,38	0,00
853	ALSH SAINT ANDRE	EJ AL STAN	0,00	0,00	-105 000,00	-105 000,00	-105 000,00	0,00
855	ALSH BANYULS SUR MER	EJ 3-17ANS	15 869,29	14 515,27	0,00	0,00	0,00	0,00
857	EAJE VILLELONGUE TRES PAMS	EJ PTT ENF	21 035,69	52 464,31	-8 000,00	-8 000,00	-8 000,00	0,00
857	EAJE VILLELONGUE TRES PAMS	MCC VILLEL	30 935,69	0,00	-10 000,00	-10 000,00	-10 000,00	0,00
858	POINT JEUNES PORT VENDRES	EJ 3-17ANS	9 178,37	24 546,73	-15 174,43	-15 174,43	-15 174,43	0,00
859	EAJE BANYULS SUR MER PETITS BAIGNEURS	EJ PTT ENF	36 990,24	15 651,74	-7 195,65	-7 195,65	-7 195,65	0,00
860	EAJE PORT VENDRES P TITS MOUSSES	EJ PTT ENF	44 501,94	9 292,07	11 242,57	11 242,57	11 242,57	0,00
861	POINT JEUNES COLLIOURE	EJ 3-17ANS	3 709,90	7 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00
867	ALSH SOREDE	EJ 3-17ANS	12 318,81	2 660,04	1 500,00	1 500,00	1 500,00	0,00
868	ALSH PORT VENDRES	EJ 3-17ANS	8 425,96	1 510,73	-2 561,59	-2 561,59	-2 561,59	0,00
869	POINT JEUNES BANYULS SUR MER	EJ 3-17ANS	8 016,69	11 696,15	-4 040,73	-4 040,73	-4 040,73	0,00
870	VOIRIE D INTERET COMMUNAUTAIRE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
870	VOIRIE D INTERET COMMUNAUTAIRE	AIRES GV	290 727,49	189 449,40	10 500,00	10 500,00	10 500,00	0,00
870	VOIRIE D INTERET COMMUNAUTAIRE	LITTORAL	50,80	69 949,20	0,00	0,00	0,00	0,00
870	VOIRIE D INTERET COMMUNAUTAIRE	VOIE VERTE	19 998,40	101 136,00	0,00	0,00	0,00	0,00
870	VOIRIE D INTERET COMMUNAUTAIRE	VOIRIE COM	302 774,03	48 710,22	0,00	0,00	0,00	0,00

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
871	PISCINE INTERCOMMUNALE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
871	PISCINE INTERCOMMUNALE	EQ SPORTIF	149 766,17	32 860,34	0,00	0,00	0,00	0,00
872	PROJET COMMUNAUTAIRE SECTEUR ALBERES	EQ SPORTIF	29 533,44	21 338,19	-19 681,00	-19 681,00	-19 681,00	0,00
875	EAJE PALAU DEL VIDRE ELS ESQUIROLS	EJ PTT ENF	30 966,33	7 082,95	-4 081,95	-4 081,95	-4 081,95	0,00
876	MEDIATHEQUES SECTEUR COTE VERMEILLE	BIB BSM	67 687,66	0,00	-25 000,00	-25 000,00	-25 000,00	0,00
876	MEDIATHEQUES SECTEUR COTE VERMEILLE	BIB CERBER	8 514,74	26 562,00	0,00	0,00	0,00	0,00
876	MEDIATHEQUES SECTEUR COTE VERMEILLE	RES CULTUR	3 867,42	13 000,00	-11 500,00	-11 500,00	-11 500,00	0,00
878	ALSH ARGELES SUR MER		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
878	ALSH ARGELES SUR MER	EJ 3-17ANS	8 868,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
878	ALSH ARGELES SUR MER	EJ ARG MOB	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	0,00
878	ALSH ARGELES SUR MER	EJ ARGELE	2 390 928,13	434 916,34	716 617,00	716 617,00	716 617,00	0,00
879	EAJE BAGES POMME CANNELLE	EJ PTT ENF	25 658,95	8 018,24	2 330,96	2 330,96	2 330,96	0,00
880	ALSH BAGES	EJ 3-17ANS	1 905,34	19 257,63	0,00	0,00	0,00	0,00
880	ALSH BAGES	EJ BAGES	101 446,99	100 419,18	0,00	0,00	0,00	0,00
883	EAJE ELNE EL RATOLI	EJ PTT ENF	30 522,75	9 616,98	-4 544,38	-4 544,38	-4 544,38	0,00
884	AL PERISCOLAIRE ELNE	EJ 3-17ANS	11 775,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
885	POINT JEUNES BAGES ORTAFFA	EJ 3-17ANS	6 380,00	2 716,81	-2 487,20	-2 487,20	-2 487,20	0,00
886	PROJET COMMUNAUTAIRE SECTEUR ILLIBERIS	EQ SPORTIF	60 021,96	34 040,00	-30 000,00	-30 000,00	-30 000,00	0,00
887	POINT JEUNES ELNE	EJ 3-17ANS	1 859,93	5 012,01	-2 132,00	-2 132,00	-2 132,00	0,00
887	POINT JEUNES ELNE	EJ PIJ ELN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
889	ALSH COLLIOURE	EJ 3-17ANS	5 040,67	1 637,31	-3 522,77	-3 522,77	-3 522,77	0,00
890	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE		0,00	256 943,43	0,00	0,00	0,00	0,00
890	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	CAP BEAR	2 060 340,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
890	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	POLE ENTRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
892	ALSH PALAU DEL VIDRE	ENF PALAU	0,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			**20 542 088,68**	**4 991 845,49**	**3 899 039,00**	**3 899 039,00**	**3 899 039,00**	**0,00**

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 804
LIBELLE : ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : ACCESS BAT

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 804
LIBELLE : ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : CHANG CLIM

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**26 183,25**	**a 11 770,00**	**-3 959,00**	**b -3 959,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**26 183,25**	**11 770,00**	**-3 959,00**	**-3 959,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	9 872,30	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	16 310,95	11 770,00	-3 959,00	-3 959,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-7 811,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 804
LIBELLE : ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : CHANTIER

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**35 826,84**	**a 6 129,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**35 826,84**	**6 129,00**	**0,00**	**0,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	17 664,48	5 158,20	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	18 162,36	970,80	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-6 129,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 804
LIBELLE : ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ 3-17ANS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**97 848,00**	**a 60 547,77**	**-35 957,00**	**b -35 957,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**22 785,00**	**8 015,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	22 785,00	8 015,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**75 063,00**	**52 532,77**	**-35 957,00**	**-35 957,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	7 908,65	3 632,20	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	52 126,67	39 635,03	-35 957,00	-35 957,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	15 027,68	9 265,54	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-24 590,77

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 804
LIBELLE : ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ PTT ENF

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**40 074,79**	**a 32 675,61**	**-9 801,40**	**b -9 801,40**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**40 074,79**	**32 675,61**	**-9 801,40**	**-9 801,40**
2181	Install. générales, agencements	0,00	35 143,10	31 185,30	-9 801,40	-9 801,40
21838	Autre matériel informatique	0,00	4 931,69	1 490,31	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-22 874,21

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 804
LIBELLE : ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : GEMAPI

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**38 604,31**	**a 231 871,30**	**-3 850,00**	**b -3 850,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**38 604,31**	**217 871,30**	**-3 850,00**	**-3 850,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	22 293,36	206 101,30	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	16 310,95	11 770,00	-3 850,00	-3 850,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**14 000,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-228 021,30

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 804
LIBELLE : ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : MAT COMMUN

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**728 289,06**	**a 270 192,58**	**29 052,59**	**b 29 052,59**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**196 820,79**	**87 269,33**	**-3 630,00**	**-3 630,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	196 820,79	87 269,33	-3 630,00	-3 630,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**531 468,27**	**182 923,25**	**32 682,59**	**32 682,59**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	69 056,47	13 999,77	15 001,00	15 001,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	284 534,73	64 127,05	3 030,00	3 030,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	33 350,40	80 000,00	-29 450,00	-29 450,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	106 215,85	24 502,69	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	38 310,82	293,74	44 101,59	44 101,59
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-299 245,17

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 804
LIBELLE : ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : RENOV ENER

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**1 737,60**	**a 45 000,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**1 737,60**	**45 000,00**	**0,00**	**0,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	1 737,60	45 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 15 204,28**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**15 204,28**	**0,00**	**0,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	15 204,28	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-29 795,72

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 806
LIBELLE : ZONE D ACTIVITES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : ZA ARGELES

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**2 260 171,44**	**a 22 273,87**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**2 260 171,44**	**22 273,87**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	2 260 171,44	22 273,87	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-22 273,87

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 806
LIBELLE : ZONE D ACTIVITES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : ZA ELNE

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**2 650 107,79**	**a 255 208,96**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**2 650 107,79**	**255 208,96**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	2 650 107,79	255 208,96	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-255 208,96

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 806
LIBELLE : ZONE D ACTIVITES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : ZA TERRITO

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**251 959,73**	**a 25 000,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**251 959,73**	**25 000,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	251 959,73	25 000,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-25 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 820
LIBELLE : VEH ET MAT ECLAIRAGE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : MAT COMMUN

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**11 248,02**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**11 248,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	11 248,02	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 830
LIBELLE : RELAIS TELEVISION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : ACCES TV

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**11 352,00**	**a 0,00**	**2 570,00**	**b 2 570,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**11 352,00**	**0,00**	**2 570,00**	**2 570,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	11 352,00	0,00	2 570,00	2 570,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-2 570,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 830
LIBELLE : RELAIS TELEVISION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : MAT COMMUN

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**69 823,33**	**a 34 000,00**	**-288,00**	**b -288,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**36 281,60**	**34 000,00**	**2 282,00**	**2 282,00**
21828	Autres matériels de transport	0,00	36 281,60	34 000,00	2 282,00	2 282,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**33 541,73**	**0,00**	**-2 570,00**	**-2 570,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	33 541,73	0,00	-2 570,00	-2 570,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-33 712,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 832
LIBELLE : AMENAGEMENT LOCAUX
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : CHANTIER

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**18 602,28**	**a 10 743,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**18 602,28**	**10 743,00**	**0,00**	**0,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	18 602,28	10 743,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-10 743,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 835
LIBELLE : EAJE ARGELES SUR MER BARRUFETS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ PTT ENF

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**68 253,67**	**a 25 271,35**	**-3 098,35**	**b -3 098,35**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**68 253,67**	**25 271,35**	**-3 098,35**	**-3 098,35**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	9 383,56	6 972,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	58 870,11	18 299,35	-3 098,35	-3 098,35
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-22 173,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 836
LIBELLE : SIG
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : MAT COMMUN

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**14 513,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**14 513,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	14 513,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 836
LIBELLE : SIG
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : SIG

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**17 140,53**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**11 886,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	11 886,08	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**5 254,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21838	Autre matériel informatique	0,00	5 254,45	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 841
LIBELLE : RELAIS ASS MAT
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ PTT ENF

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	17 490,73	a 12 100,00	-8 500,00	b -8 500,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	17 490,73	12 100,00	-8 500,00	-8 500,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	17 490,73	12 100,00	-8 500,00	-8 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-3 600,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 843
LIBELLE : EAJE SAINT ANDRE ELS RESQUILLS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ PTT ENF

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**93 459,27**	**a 10 821,32**	**6 635,00**	**b 6 635,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**93 459,27**	**10 821,32**	**6 635,00**	**6 635,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	17 762,80	8 721,32	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	75 696,47	2 100,00	6 635,00	6 635,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-17 456,32

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 844
LIBELLE : EAJE SOREDE LES PITOUTIS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ PTT ENF

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**64 702,31**	**a 11 590,40**	**-995,20**	**b -995,20**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**64 702,31**	**11 590,40**	**-995,20**	**-995,20**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	11 542,79	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	53 159,52	11 590,40	-995,20	-995,20
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-10 595,20

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 845
LIBELLE : POINT JEUNES ARGELES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ 3-17ANS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**23 101,56**	**a 2 947,06**	**2 289,80**	**b 2 289,80**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**23 101,56**	**2 947,06**	**2 289,80**	**2 289,80**
2181	Install. générales, agencements	0,00	23 101,56	2 947,06	2 289,80	2 289,80
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-5 236,86

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 846
LIBELLE : POINT JEUNES SAINT ANDRE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ 3-17ANS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**11 101,75**	**a 9 471,54**	**-457,89**	**b -457,89**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**11 101,75**	**9 471,54**	**-457,89**	**-457,89**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	3 910,64	5 162,65	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	7 191,11	4 308,89	-457,89	-457,89
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-9 013,65

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 848
LIBELLE : MEDIATHEQUE ARGELES ALBERES ILLIBERIS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : BIB ARGELE

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	174 000,00	b 174 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	174 000,00	174 000,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	174 000,00	174 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-174 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 848
LIBELLE : MEDIATHEQUE ARGELES ALBERES ILLIBERIS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : BIB ELNE

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**97 360,98**	**a 24 583,02**	**-30 000,00**	**b -30 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**97 360,98**	**24 583,02**	**-30 000,00**	**-30 000,00**
2313	Constructions	0,00	97 360,98	24 583,02	-30 000,00	-30 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	5 416,98

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 848
LIBELLE : MEDIATHEQUE ARGELES ALBERES ILLIBERIS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : BIB MONTES

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**20 717,94**	**a 41 367,70**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**20 717,94**	**41 367,70**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	20 717,94	41 367,70	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-41 367,70

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 848
LIBELLE : MEDIATHEQUE ARGELES ALBERES ILLIBERIS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : BIB SOREDE

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**167 899,54**	**a 211 385,69**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**167 899,54**	**211 385,69**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	167 899,54	211 385,69	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-211 385,69

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 848
LIBELLE : MEDIATHEQUE ARGELES ALBERES ILLIBERIS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : BIB ST AND

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	9 882,59	a 66 144,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	9 882,59	66 144,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	9 882,59	66 144,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-66 144,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 848
LIBELLE : MEDIATHEQUE ARGELES ALBERES ILLIBERIS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : BIBSOR FDS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**a 0,00**	**15 000,00**	**b 15 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**	**15 000,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-15 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 848
LIBELLE : MEDIATHEQUE ARGELES ALBERES ILLIBERIS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : BIBSOR MOB

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	100 000,00	b 100 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-100 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 848
LIBELLE : MEDIATHEQUE ARGELES ALBERES ILLIBERIS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : RES CULTUR

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**145 558,92**	**a 119 038,66**	**-216 997,00**	**b -216 997,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**145 558,92**	**119 038,66**	**-216 997,00**	**-216 997,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	145 558,92	119 038,66	-216 997,00	-216 997,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**14 671,88**	**c 1 191,12**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**14 671,88**	**1 191,12**	**0,00**	**0,00**
1313	Subv. transf. Départements	14 671,88	1 191,12	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	99 149,46

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 851
LIBELLE : CONSTRUCTION SIEGE CDC
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : CTC

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**7 726 706,67**	**a 1 721 662,70**	**3 303 325,00**	**b 3 303 325,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**7 726 706,67**	**1 721 662,70**	**3 303 325,00**	**3 303 325,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	7 726 706,67	1 721 662,70	3 303 325,00	3 303 325,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 97 475,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**97 475,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	76 586,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	20 889,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-4 927 512,70

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 851
LIBELLE : CONSTRUCTION SIEGE CDC
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : MAT COMMUN

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**7 083,54**	**a 19 233,92**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**7 083,54**	**19 233,92**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	7 083,54	19 233,92	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-19 233,92

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 853
LIBELLE : ALSH SAINT ANDRE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ 3-17ANS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**15 668,62**	**a 20 645,76**	**-7 198,38**	**b -7 198,38**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**15 668,62**	**20 645,76**	**-7 198,38**	**-7 198,38**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	2 553,88	6 841,47	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	13 114,74	13 804,29	-7 198,38	-7 198,38
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-13 447,38

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 853
LIBELLE : ALSH SAINT ANDRE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ AL STAN

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	-105 000,00	b -105 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	-105 000,00	-105 000,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	-105 000,00	-105 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	105 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 855
LIBELLE : ALSH BANYULS SUR MER
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ 3-17ANS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**15 869,29**	**a 14 515,27**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**15 869,29**	**14 515,27**	**0,00**	**0,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	4 295,52	14 515,27	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	11 573,77	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-14 515,27

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 857
LIBELLE : EAJE VILLELONGUE TRES PAMS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ PTT ENF

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**21 035,69**	**a 52 464,31**	**-8 000,00**	**b -8 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**21 035,69**	**52 464,31**	**-8 000,00**	**-8 000,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	1 500,00	4 000,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	19 535,69	48 464,31	-8 000,00	-8 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-44 464,31

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 857
LIBELLE : EAJE VILLELONGUE TRES PAMS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : MCC VILLEL

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**30 935,69**	**a 0,00**	**-10 000,00**	**b -10 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**19 535,69**	**0,00**	**-10 000,00**	**-10 000,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	19 535,69	0,00	-10 000,00	-10 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**11 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	11 400,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	10 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 858
LIBELLE : POINT JEUNES PORT VENDRES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ 3-17ANS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**9 178,37**	**a 24 546,73**	**-15 174,43**	**b -15 174,43**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**9 178,37**	**24 546,73**	**-15 174,43**	**-15 174,43**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	2 429,55	920,71	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	6 748,82	23 626,02	-15 174,43	-15 174,43
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-9 372,30

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 859
LIBELLE : EAJE BANYULS SUR MER PETITS BAIGNEURS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ PTT ENF

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**36 990,24**	**a 15 651,74**	**-7 195,65**	**b -7 195,65**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**36 990,24**	**15 651,74**	**-7 195,65**	**-7 195,65**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	12 422,26	3 456,09	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	24 567,98	12 195,65	-7 195,65	-7 195,65
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-8 456,09

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 860
LIBELLE : EAJE PORT VENDRES P TITS MOUSSES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ PTT ENF

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**44 501,94**	**a 9 292,07**	**11 242,57**	**b 11 242,57**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**44 501,94**	**9 292,07**	**11 242,57**	**11 242,57**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	9 228,09	4 534,64	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	35 273,85	4 757,43	11 242,57	11 242,57
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-20 534,64

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 861
LIBELLE : POINT JEUNES COLLIOURE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ 3-17ANS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**3 709,90**	**a 7 840,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**3 709,90**	**7 840,00**	**0,00**	**0,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	1 209,95	840,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	2 499,95	7 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-7 840,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 867
LIBELLE : ALSH SOREDE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ 3-17ANS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**12 318,81**	**a 2 660,04**	**1 500,00**	**b 1 500,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**12 318,81**	**2 660,04**	**1 500,00**	**1 500,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	3 259,96	2 660,04	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	9 058,85	0,00	1 500,00	1 500,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-4 160,04

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 868
LIBELLE : ALSH PORT VENDRES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ 3-17ANS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**8 425,96**	**a 1 510,73**	**-2 561,59**	**b -2 561,59**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**8 425,96**	**1 510,73**	**-2 561,59**	**-2 561,59**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	1 795,18	1 510,73	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	6 630,78	0,00	-2 561,59	-2 561,59
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	1 050,86

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 869
LIBELLE : POINT JEUNES BANYULS SUR MER
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ 3-17ANS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**8 016,69**	**a 11 696,15**	**-4 040,73**	**b -4 040,73**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**8 016,69**	**11 696,15**	**-4 040,73**	**-4 040,73**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	2 098,29	1 600,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	5 918,40	8 096,15	-4 040,73	-4 040,73
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-7 655,42

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 870
LIBELLE : VOIRIE D INTERET COMMUNAUTAIRE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AIRES GV

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**290 727,49**	**a 189 449,40**	**10 500,00**	**b 10 500,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**0,00**	**0,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**290 727,49**	**129 449,40**	**10 500,00**	**10 500,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	290 727,49	129 449,40	10 500,00	10 500,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 201 612,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**201 612,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	201 612,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	1 662,60

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 870
LIBELLE : VOIRIE D INTERET COMMUNAUTAIRE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : LITTORAL

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**50,80**	**a 69 949,20**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**50,80**	**69 949,20**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	50,80	69 949,20	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-69 949,20

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 870
LIBELLE : VOIRIE D INTERET COMMUNAUTAIRE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : VOIE VERTE

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	19 998,40	a 101 136,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	19 998,40	101 136,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	19 998,40	101 136,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-101 136,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 870
LIBELLE : VOIRIE D INTERET COMMUNAUTAIRE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : VOIRIE COM

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**302 774,03**	**a 48 710,22**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**302 774,03**	**48 710,22**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	302 774,03	48 710,22	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-48 710,22

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 871
LIBELLE : PISCINE INTERCOMMUNALE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EQ SPORTIF

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**149 766,17**	**a 32 860,34**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**149 766,17**	**32 860,34**	**0,00**	**0,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	149 766,17	32 860,34	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-32 860,34

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 872
LIBELLE : PROJET COMMUNAUTAIRE SECTEUR ALBERES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EQ SPORTIF

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**29 533,44**	**a 21 338,19**	**-19 681,00**	**b -19 681,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**14 956,80**	**8 338,19**	**-20 295,00**	**-20 295,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	14 956,80	8 338,19	-20 295,00	-20 295,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**14 576,64**	**13 000,00**	**614,00**	**614,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	14 576,64	13 000,00	614,00	614,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-1 657,19

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 875
LIBELLE : EAJE PALAU DEL VIDRE ELS ESQUIROLS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ PTT ENF

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**30 966,33**	**a 7 082,95**	**-4 081,95**	**b -4 081,95**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**30 966,33**	**7 082,95**	**-4 081,95**	**-4 081,95**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	12 643,65	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	18 322,68	7 082,95	-4 081,95	-4 081,95
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-3 001,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 876
LIBELLE : MEDIATHEQUES SECTEUR COTE VERMEILLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : BIB BSM

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**67 687,66**	**a 0,00**	**-25 000,00**	**b -25 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**67 687,66**	**0,00**	**-25 000,00**	**-25 000,00**
2313	Constructions	0,00	67 687,66	0,00	-25 000,00	-25 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	25 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 876
LIBELLE : MEDIATHEQUES SECTEUR COTE VERMEILLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : BIB CERBER

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**8 514,74**	**a 26 562,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**8 514,74**	**26 562,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	8 514,74	26 562,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-26 562,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 876
LIBELLE : MEDIATHEQUES SECTEUR COTE VERMEILLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : RES CULTUR

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**3 867,42**	**a 13 000,00**	**-11 500,00**	**b -11 500,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**3 867,42**	**13 000,00**	**-11 500,00**	**-11 500,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	3 867,42	13 000,00	-11 500,00	-11 500,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-1 500,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 878
LIBELLE : ALSH ARGELES SUR MER
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ 3-17ANS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**8 868,77**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**8 868,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	4 758,23	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	4 110,54	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 878
LIBELLE : ALSH ARGELES SUR MER
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ ARG MOB

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	100 000,00	b 100 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-100 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 878
LIBELLE : ALSH ARGELES SUR MER
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ ARGELE

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**2 390 928,13**	**a 434 916,34**	**716 617,00**	**b 716 617,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**2 390 928,13**	**434 916,34**	**716 617,00**	**716 617,00**
2313	Constructions	0,00	2 390 928,13	434 916,34	716 617,00	716 617,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-1 151 533,34

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 879
LIBELLE : EAJE BAGES POMME CANNELLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ PTT ENF

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**25 658,95**	**a 8 018,24**	**2 330,96**	**b 2 330,96**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**24 038,95**	**8 018,24**	**2 330,96**	**2 330,96**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	11 847,67	4 754,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	12 191,28	3 264,24	2 330,96	2 330,96
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**1 620,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	1 620,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-10 349,20

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 880
LIBELLE : ALSH BAGES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ 3-17ANS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**1 905,34**	**a 19 257,63**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**1 905,34**	**19 257,63**	**0,00**	**0,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	1 905,34	6 937,63	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	12 320,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-19 257,63

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 880
LIBELLE : ALSH BAGES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ BAGES

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**101 446,99**	**a 100 419,18**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**101 446,99**	**100 419,18**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	101 446,99	100 419,18	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-100 419,18

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 883
LIBELLE : EAJE ELNE EL RATOLI
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ PTT ENF

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**30 522,75**	**a 9 616,98**	**-4 544,38**	**b -4 544,38**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**30 522,75**	**9 616,98**	**-4 544,38**	**-4 544,38**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	7 340,23	1 397,40	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	21 808,22	8 219,58	-4 544,38	-4 544,38
21838	Autre matériel informatique	0,00	1 374,30	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-5 072,60

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 884
LIBELLE : AL PERISCOLAIRE ELNE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ 3-17ANS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**11 775,92**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**11 775,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	8 777,56	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	2 998,36	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 885
LIBELLE : POINT JEUNES BAGES ORTAFFA
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ 3-17ANS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**6 380,00**	**a 2 716,81**	**-2 487,20**	**b -2 487,20**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**6 380,00**	**2 716,81**	**-2 487,20**	**-2 487,20**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	1 939,17	216,81	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	4 440,83	2 500,00	-2 487,20	-2 487,20
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-229,61

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 886
LIBELLE : PROJET COMMUNAUTAIRE SECTEUR ILLIBERIS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EQ SPORTIF

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	60 021,96	a 34 040,00	-30 000,00	b -30 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	60 021,96	34 040,00	-30 000,00	-30 000,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	60 021,96	34 040,00	-30 000,00	-30 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-4 040,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 887
LIBELLE : POINT JEUNES ELNE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ 3-17ANS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**1 859,93**	**a 5 012,01**	**-2 132,00**	**b -2 132,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**1 859,93**	**5 012,01**	**-2 132,00**	**-2 132,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	1 859,93	870,01	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	4 142,00	-2 132,00	-2 132,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-2 880,01

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 887
LIBELLE : POINT JEUNES ELNE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ PIJ ELN

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 889
LIBELLE : ALSH COLLIOURE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EJ 3-17ANS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**5 040,67**	**a 1 637,31**	**-3 522,77**	**b -3 522,77**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**5 040,67**	**1 637,31**	**-3 522,77**	**-3 522,77**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	838,99	838,99	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	4 201,68	798,32	-3 522,77	-3 522,77
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	1 885,46

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 890
LIBELLE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : CAP BEAR

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	2 060 340,15	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	2 060 340,15	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	2 060 340,15	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 890
LIBELLE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : POLE ENTRE

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 892
LIBELLE : ALSH PALAU DEL VIDRE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : ENF PALAU

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 45 000,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-45 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 804
LIBELLE : ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 806
LIBELLE : ZONE D ACTIVITES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 835
LIBELLE : EAJE ARGELES SUR MER BARRUFETS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 8 542,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	8 542,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	8 542,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	8 542,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 843
LIBELLE : EAJE SAINT ANDRE ELS RESQUILLS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 30 695,65**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**30 695,65**	**0,00**	**0,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	30 695,65	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	30 695,65

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 844
LIBELLE : EAJE SOREDE LES PITOUTIS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 18 796,60	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	18 796,60	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	18 796,60	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	18 796,60

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 848
LIBELLE : MEDIATHEQUE ARGELES ALBERES ILLIBERIS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 122 327,01**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**47 787,81**	**0,00**	**0,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	47 787,81	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**74 539,20**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	14 539,20	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	60 000,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-122 327,01

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 851
LIBELLE : CONSTRUCTION SIEGE CDC
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**325 000,00**	**d 325 000,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**325 000,00**	**325 000,00**
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	0,00	0,00	325 000,00	325 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	325 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 857
LIBELLE : EAJE VILLELONGUE TRES PAMS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 859
LIBELLE : EAJE BANYULS SUR MER PETITS BAIGNEURS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 7 004,65	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	7 004,65	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	7 004,65	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	7 004,65

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 860
LIBELLE : EAJE PORT VENDRES P TITS MOUSSES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 9 395,65	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	9 395,65	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	9 395,65	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	9 395,65

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 870
LIBELLE : VOIRIE D INTERET COMMUNAUTAIRE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 871
LIBELLE : PISCINE INTERCOMMUNALE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 875
LIBELLE : EAJE PALAU DEL VIDRE ELS ESQUIROLS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 878
LIBELLE : ALSH ARGELES SUR MER
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 284 700,00**	**235 439,00**	**d 235 439,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**284 700,00**	**235 439,00**	**235 439,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	0,00	0,00	235 439,00	235 439,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	284 700,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	520 139,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 879
LIBELLE : EAJE BAGES POMME CANNELLE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 880
LIBELLE : ALSH BAGES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 883
LIBELLE : EAJE ELNE EL RATOLI
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 9 041,45	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	9 041,45	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	9 041,45	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	9 041,45

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 886
LIBELLE : PROJET COMMUNAUTAIRE SECTEUR ILLIBERIS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 890
LIBELLE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 256 943,43**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**256 943,43**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	256 943,43	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 202 701,94**	**-10 560,00**	**d -10 560,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**202 701,94**	**-10 560,00**	**-10 560,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	139 646,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	8 017,94	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	55 038,00	-10 560,00	-10 560,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-64 801,49

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**12 687 019,00**	**3 181 360,34**	**4 248 639,35**	**4 248 639,35**	**7 429 999,69**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	2 086 842,00	886 360,34	549 879,00	549 879,00	1 436 239,34
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	1 688 639,00	417 844,00	0,00	0,00	417 844,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	8 017,94	0,00	0,00	8 017,94
1313	Subv. transf. Départements	298 203,00	77 118,12	-10 560,00	-10 560,00	66 558,12
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	0,00	0,00	560 439,00	560 439,00	560 439,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	100 000,00	383 380,28	0,00	0,00	383 380,28
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	3 742 661,47	0,00	1 383 486,55	1 383 486,55	1 383 486,55
1641	Emprunts en euros	3 742 661,47	0,00	1 383 486,55	1 383 486,55	1 383 486,55
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**5 829 503,47**	**886 360,34**	**1 933 365,55**	**1 933 365,55**	**2 819 725,89**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	275 281,48	0,00	40 112,00	40 112,00	40 112,00
10222	FCTVA	275 281,48	0,00	40 112,00	40 112,00	40 112,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 896 130,05	2 295 000,00	0,00	0,00	2 295 000,00
2748	Autres prêts	1 820 380,05	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	75 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27638	Créance Autres établissements publics	0,00	2 295 000,00	0,00	0,00	2 295 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**2 191 411,53**	**2 295 000,00**	**40 112,00**	**40 112,00**	**2 335 112,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**8 020 915,00**	**3 181 360,34**	**1 973 477,55**	**1 973 477,55**	**5 154 837,89**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*147 479,00*		*2 073 661,80*	*2 073 661,80*	*2 073 661,80*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*4 218 625,00*		*201 500,00*	*201 500,00*	*201 500,00*
28031	*Frais d'études*	*500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*1 300 000,00*		*150 000,00*	*150 000,00*	*150 000,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*1 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*10 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*84 900,00*		*23 300,00*	*23 300,00*	*23 300,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*549 400,00*		*9 200,00*	*9 200,00*	*9 200,00*
281351	*Bâtiments publics*	*237 800,00*		*-4 550,00*	*-4 550,00*	*-4 550,00*
28138	*Autres constructions*	*67 280,00*		*1 100,00*	*1 100,00*	*1 100,00*
28148	*Construct° sol autrui - Autres construct*	*100,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*173 220,00*		*6 000,00*	*6 000,00*	*6 000,00*
281538	*Autres réseaux*	*15 625,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*8 100,00*		*-7 900,00*	*-7 900,00*	*-7 900,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*3 800,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*961 200,00*		*8 050,00*	*8 050,00*	*8 050,00*
2817318	*Autres bâtiments publics (m. à dispo)*	*51 700,00*		*100,00*	*100,00*	*100,00*
281738	*Autres constructions (m. à dispo)*	*94 400,00*		*600,00*	*600,00*	*600,00*
2817848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*1 100,00*		*50,00*	*50,00*	*50,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*463 800,00*		*27 200,00*	*27 200,00*	*27 200,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*83 960,00*		*-34 000,00*	*-34 000,00*	*-34 000,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*90 440,00*		*19 600,00*	*19 600,00*	*19 600,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*19 800,00*		*2 750,00*	*2 750,00*	*2 750,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*300 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*300 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***4 666 104,00***		***2 275 161,80***	***2 275 161,80***	***2 275 161,80***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		**46 510 712,97**	**0,00**	**0,00**	**3 106 708,54**	**3 106 708,54**	**0,00**	**3 106 708,54**	**3 106 708,54**
011	Charges à caractère général (4)	5 135 867,48	0,00	0,00	748 280,05	748 280,05	0,00	748 280,05	748 280,05
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	20 690 768,21	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	13 592 767,49	0,00		25 565,94	25 565,94		25 565,94	25 565,94
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	2 633 513,78	0,00	0,00	57 700,75	57 700,75	0,00	57 700,75	57 700,75
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**42 052 916,96**	**0,00**	**0,00**	**831 546,74**	**831 546,74**	**0,00**	**831 546,74**	**831 546,74**
66	Charges financières	72 725,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	16 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	2 867,01			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**91 692,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**42 144 608,97**	**0,00**	**0,00**	**831 546,74**	**831 546,74**	**0,00**	**831 546,74**	**831 546,74**
023	*Virement à la section d'investissement*	*147 479,00*			*2 073 661,80*	*2 073 661,80*		*2 073 661,80*	*2 073 661,80*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*4 218 625,00*			*201 500,00*	*201 500,00*		*201 500,00*	*201 500,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**4 366 104,00**			**2 275 161,80**	**2 275 161,80**		**2 275 161,80**	**2 275 161,80**

D002 Résultat reporté	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**3 106 708,54**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**46 510 712,97**	**0,00**	**1 166 794,58**	**1 166 794,58**	**1 166 794,58**
013	Atténuations de charges (3)	301 500,00	0,00	137 000,00	137 000,00	137 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 453 060,80	0,00	874 558,28	874 558,28	874 558,28
73	Impôts et taxes (sauf 731)	13 770 280,50	0,00	109 927,50	109 927,50	109 927,50
731	Fiscalité locale	17 295 784,49	0,00	-129 685,49	-129 685,49	-129 685,49
74	Dotations et participations (3)	10 652 079,00	0,00	192 530,00	192 530,00	192 530,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	215 072,27	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**45 687 777,06**	**0,00**	**1 184 330,29**	**1 184 330,29**	**1 184 330,29**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	42 100,29	42 100,29	42 100,29
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	166 755,91		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**166 755,91**	**0,00**	**42 100,29**	**42 100,29**	**42 100,29**
Total des recettes réelles		**45 854 532,97**	**0,00**	**1 226 430,58**	**1 226 430,58**	**1 226 430,58**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*656 180,00*		*-59 636,00*	*-59 636,00*	*-59 636,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**656 180,00**		**-59 636,00**	**-59 636,00**	**-59 636,00**

R002 Résultat reporté	**1 939 913,96**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**3 106 708,54**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**46 510 712,97**	**0,00**	**0,00**	**3 106 708,54**	**3 106 708,54**	**0,00**	**3 106 708,54**	**3 106 708,54**
011	Charges à caractère général (5)	5 135 867,48	0,00	0,00	748 280,05	748 280,05	0,00	748 280,05	748 280,05
60611	Eau et assainissement	162 453,61	0,00		8 305,00	8 305,00	0,00	8 305,00	8 305,00
60612	Energie - Electricité	737 814,03	0,00		11 686,00	11 686,00	0,00	11 686,00	11 686,00
60622	Carburants	44 107,34	0,00		14 933,00	14 933,00	0,00	14 933,00	14 933,00
60623	Alimentation	470 857,21	0,00		90 613,00	90 613,00	0,00	90 613,00	90 613,00
60624	Produits de traitement	9 244,07	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	32 069,14	0,00		931,00	931,00	0,00	931,00	931,00
60631	Fournitures d'entretien	79 536,36	0,00		2 886,94	2 886,94	0,00	2 886,94	2 886,94
60632	Fournitures de petit équipement	216 343,31	0,00		61 719,44	61 719,44	0,00	61 719,44	61 719,44
60633	Fournitures de voirie	11 619,54	0,00		46 000,00	46 000,00	0,00	46 000,00	46 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	42 150,27	0,00		5 563,04	5 563,04	0,00	5 563,04	5 563,04
6064	Fournitures administratives	37 815,05	0,00		10 342,67	10 342,67	0,00	10 342,67	10 342,67
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	198 290,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	96 592,33	0,00		13 008,00	13 008,00	0,00	13 008,00	13 008,00
611	Contrats de prestations de services	947 884,35	0,00		93 117,92	93 117,92	0,00	93 117,92	93 117,92
6132	Locations immobilières	32 148,62	0,00		-5 063,00	-5 063,00	0,00	-5 063,00	-5 063,00
61351	Matériel roulant	4 279,84	0,00		5 700,00	5 700,00	0,00	5 700,00	5 700,00
61358	Autres	45 623,41	0,00		2 859,00	2 859,00	0,00	2 859,00	2 859,00
614	Charges locatives et de copropriété	5 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	697,60	0,00		12 002,00	12 002,00	0,00	12 002,00	12 002,00
615231	Entretien, réparations voiries	332 853,49	0,00		716,61	716,61	0,00	716,61	716,61
61551	Entretien matériel roulant	47 459,87	0,00		907,16	907,16	0,00	907,16	907,16
61558	Entretien autres biens mobiliers	8 317,50	0,00		-369,27	-369,27	0,00	-369,27	-369,27
6156	Maintenance	391 778,60	0,00		11 500,71	11 500,71	0,00	11 500,71	11 500,71
6161	Multirisques	176 612,93	0,00		2 957,98	2 957,98	0,00	2 957,98	2 957,98
617	Etudes et recherches	10 895,04	0,00		-2 339,00	-2 339,00	0,00	-2 339,00	-2 339,00
6182	Documentation générale et technique	14 665,69	0,00		4 700,00	4 700,00	0,00	4 700,00	4 700,00
6184	Versements à des organismes de formation	45 112,67	0,00		49 990,84	49 990,84	0,00	49 990,84	49 990,84
6188	Autres frais divers	116 005,08	0,00		37 745,00	37 745,00	0,00	37 745,00	37 745,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
62268	Autres honoraires, conseils	55 415,61	0,00		21 000,00	21 000,00	0,00	21 000,00	21 000,00
6231	Annonces et insertions	16 468,12	0,00		10 518,00	10 518,00	0,00	10 518,00	10 518,00
6232	Fêtes et cérémonies	101 800,36	0,00		3 622,67	3 622,67	0,00	3 622,67	3 622,67
6234	Réceptions	94 167,22	0,00		25 024,56	25 024,56	0,00	25 024,56	25 024,56
6236	Catalogues et imprimés	28 129,17	0,00		14 392,34	14 392,34	0,00	14 392,34	14 392,34
6247	Transports collectifs	68 582,99	0,00		116 716,00	116 716,00	0,00	116 716,00	116 716,00
6251	Voyages, déplacements et missions	29 580,82	0,00		20 213,54	20 213,54	0,00	20 213,54	20 213,54
6255	Frais de déménagement	3 422,22	0,00		1 267,16	1 267,16	0,00	1 267,16	1 267,16
6261	Frais d'affranchissement	45 167,29	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	130 214,13	0,00		32 373,85	32 373,85	0,00	32 373,85	32 373,85
627	Services bancaires et assimilés	7 878,52	0,00		125,00	125,00	0,00	125,00	125,00
6281	Concours divers (cotisations)	110 114,42	0,00		4 817,89	4 817,89	0,00	4 817,89	4 817,89
6283	Frais de nettoyage des locaux	26 345,65	0,00		7 083,00	7 083,00	0,00	7 083,00	7 083,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	78 700,00	0,00		8 300,00	8 300,00	0,00	8 300,00	8 300,00
63512	Taxes foncières	18 530,50	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	5,13	0,00		1 912,00	1 912,00	0,00	1 912,00	1 912,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	2 318,38	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	20 690 768,21	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	525 045,73	0,00		-61 615,00	-61 615,00		-61 615,00	-61 615,00
6218	Autre personnel extérieur	170 000,00	0,00		-21 426,57	-21 426,57		-21 426,57	-21 426,57
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	53 795,43	0,00		166,75	166,75		166,75	166,75
6333	Particip. employeurs format. prof. cont.	3 285,06	0,00		-1 000,00	-1 000,00		-1 000,00	-1 000,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	278 158,94	0,00		4 517,07	4 517,07		4 517,07	4 517,07
64111	Rémunération principale titulaires	8 707 137,08	0,00		-129 658,72	-129 658,72		-129 658,72	-129 658,72
64112	SFT, indemnité de résidence	117 697,92	0,00		-14 497,07	-14 497,07		-14 497,07	-14 497,07
64113	NBI	67 118,89	0,00		3 646,99	3 646,99		3 646,99	3 646,99
64118	Autres indemnités	2 470 933,95	0,00		-84 649,92	-84 649,92		-84 649,92	-84 649,92
64131	Rémunérations	1 991 757,70	0,00		228 186,69	228 186,69		228 186,69	228 186,69
64138	Primes et autres indemnités	222 196,02	0,00		8 855,98	8 855,98		8 855,98	8 855,98
6415	Congés payés	26 289,10	0,00		-5 840,00	-5 840,00		-5 840,00	-5 840,00
64168	Autres emplois aidés	213 835,29	0,00		6 000,00	6 000,00		6 000,00	6 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 145 929,72	0,00		18 012,94	18 012,94		18 012,94	18 012,94
6453	Cotisations aux caisses de retraites	3 189 002,57	0,00		-18 416,50	-18 416,50		-18 416,50	-18 416,50
6454	Cotisations à l'assurance chômage	404,26	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	415 840,30	0,00		-585,46	-585,46		-585,46	-585,46
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	50 100,03	0,00		32 457,82	32 457,82		32 457,82	32 457,82
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00		40 000,00	40 000,00		40 000,00	40 000,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	10 761,51	0,00		930,00	930,00		930,00	930,00
6478	Autres charges sociales diverses	31 378,71	0,00		-5 085,00	-5 085,00		-5 085,00	-5 085,00
014	Atténuations de produits	13 592 767,49	0,00		25 565,94	25 565,94		25 565,94	25 565,94
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	0,00	0,00		25 431,00	25 431,00		25 431,00	25 431,00
739158	Autres	42 241,49	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739211	Attribution de compensation	3 646 405,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739218	Autres prél./revers. fisc. coll. locales	315 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739221	FNGIR	8 989 121,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	600 000,00	0,00		134,94	134,94		134,94	134,94
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	2 633 513,78	0,00	0,00	57 700,75	57 700,75	0,00	57 700,75	57 700,75
65311	Indemnités de fonction	189 946,02	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	13 927,26	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	57 371,33	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00		9 925,00	9 925,00	0,00	9 925,00	9 925,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00		4 540,00	4 540,00	0,00	4 540,00	4 540,00
65561	Contrib fonds compens. ch. territoriales	1 092 419,73	0,00		-16 549,06	-16 549,06	0,00	-16 549,06	-16 549,06
65574	Contrib.au titre de la politique habitat	206 632,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6568	Autres participations	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	261 668,00	0,00		-2 250,00	-2 250,00	0,00	-2 250,00	-2 250,00
65736221	Subv. BA/régie indus.com. sans ps.morale	8 000,25	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65736222	Subv. régie indus. com. avec ps.morale	291 570,00	0,00		35 000,00	35 000,00	0,00	35 000,00	35 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	386 979,19	0,00		-38 800,00	-38 800,00	0,00	-38 800,00	-38 800,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00		38 302,81	38 302,81	0,00	38 302,81	38 302,81
65888	Autres	115 000,00	0,00		27 532,00	27 532,00	0,00	27 532,00	27 532,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**42 052 916,96**	**0,00**	**0,00**	**831 546,74**	**831 546,74**	**0,00**	**831 546,74**	**831 546,74**
66	Charges financières	72 725,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	77 470,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-4 745,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	16 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	16 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	2 867,01			0,00	0,00		0,00	0,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	2 867,01			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**91 692,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**42 144 608,97**	**0,00**	**0,00**	**831 546,74**	**831 546,74**	**0,00**	**831 546,74**	**831 546,74**
023	*Virement à la section d'investissement*	*147 479,00*			*2 073 661,80*	*2 073 661,80*		*2 073 661,80*	*2 073 661,80*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*4 218 625,00*			*201 500,00*	*201 500,00*		*201 500,00*	*201 500,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*4 218 625,00*			*201 500,00*	*201 500,00*		*201 500,00*	*201 500,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**4 366 104,00**			**2 275 161,80**	**2 275 161,80**		**2 275 161,80**	**2 275 161,80**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	27 523,66

Montant des ICNE de l'exercice N-1	32 265,14
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-4 745,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**46 510 712,97**	**0,00**	**1 166 794,58**	**1 166 794,58**	**1 166 794,58**
013	Atténuations de charges (4)	301 500,00	0,00	137 000,00	137 000,00	137 000,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	301 500,00	0,00	137 000,00	137 000,00	137 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 453 060,80	0,00	874 558,28	874 558,28	874 558,28
70388	Autres redevances et recettes diverses	21 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	130 000,01	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	1 020 000,00	0,00	75 000,00	75 000,00	75 000,00
7066	Redevances services à caractère social	702 000,00	0,00	-17 000,00	-17 000,00	-17 000,00
7078	Autres marchandises	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel CL de rattach.	228 629,53	0,00	0,00	0,00	0,00
708421	Mise dispo pers. BA/régie sans ps.morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	48 966,80	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708721	Remb. frais par BA/régie sans ps.morale	1 287 464,46	0,00	816 558,28	816 558,28	816 558,28
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	13 770 280,50	0,00	109 927,50	109 927,50	109 927,50
73211	Attribution de compensation	227 947,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	630 724,50	0,00	80 230,50	80 230,50	80 230,50
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	10 615 426,00	0,00	25 081,00	25 081,00	25 081,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	2 296 183,00	0,00	4 616,00	4 616,00	4 616,00
7358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	17 295 784,49	0,00	-129 685,49	-129 685,49	-129 685,49
73111	Impôts directs locaux	14 575 908,00	0,00	-445 491,00	-445 491,00	-445 491,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	876 986,00	0,00	-11 189,00	-11 189,00	-11 189,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	429 424,00	0,00	31 705,00	31 705,00	31 705,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	299 177,00	299 177,00	299 177,00
73136	Taxe gest° milieux aqua, prévent° inond	813 466,49	0,00	-3 887,49	-3 887,49	-3 887,49
731721	Taxe de séjour	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	10 652 079,00	0,00	192 530,00	192 530,00	192 530,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	1 868 428,00	0,00	92 684,00	92 684,00	92 684,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	1 306 267,00	0,00	-46 031,00	-46 031,00	-46 031,00
744	FCTVA	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	305 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	75 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participation communes membres du GFP	577 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	75 027,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7476	Sécurité sociale, organism. Mutualistes	188 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00	7 000,00
74772	Participation FEDER	97 474,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74773	Participation FEADER	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
7478222	Participation Caisses alloc. familiales	164 594,00	0,00	-55 100,00	-55 100,00	-55 100,00
7478228	Autres personnes privées	3 425 638,00	0,00	-102 500,00	-102 500,00	-102 500,00
747888	Autres	1 839 262,00	0,00	157 667,00	157 667,00	157 667,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	390 600,00	0,00	94 425,00	94 425,00	94 425,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	334 859,00	0,00	3 884,00	3 884,00	3 884,00
74834	Etat-Compens.exonération taxe habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748388	Autres	0,00	0,00	501,00	501,00	501,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	215 072,27	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	189 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	26 072,27	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**45 687 777,06**	**0,00**	**1 184 330,29**	**1 184 330,29**	**1 184 330,29**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	42 100,29	42 100,29	42 100,29
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	42 100,29	42 100,29	42 100,29
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	166 755,91		0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	166 710,00		0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	45,91		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**45 854 532,97**	**0,00**	**1 226 430,58**	**1 226 430,58**	**1 226 430,58**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*656 180,00*		*-59 636,00*	*-59 636,00*	*-59 636,00*
722	*Immobilisations corporelles*	*100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*556 180,00*		*-59 636,00*	*-59 636,00*	*-59 636,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**656 180,00**		**-59 636,00**	**-59 636,00**	**-59 636,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**1 243 862,00**	**6 480 230,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 956 614,81**	**224 134,60**	**89 980,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	420 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	3 370,00	0,00	0,00	0,00	16 918,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	747 612,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	151 105,59	0,00	0,00	0,00	686 465,81	224 134,60	89 980,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	6 325 755,00	0,00	0,00	0,00	4 253 231,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	75 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**15 134 671,17**	**495 889,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 168 124,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	8 092 393,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	495 889,00	0,00	0,00	0,00	1 168 124,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 126 148,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 896 130,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**15 500,00**	**2 525 236,35**	**39 391,00**	**352 750,00**		**15 927 699,35**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	40 000,00	0,00	0,00		460 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		20 288,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		747 612,00
21	Immobilisations corporelles	5 000,00	25 000,00	39 391,00	90 000,00		1 311 077,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	10 500,00	2 003 000,00	0,00	262 750,00		12 855 236,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	457 236,35	0,00	0,00		532 986,35
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**85 540,00**	**712 413,00**	**174 755,00**	**0,00**		**17 771 392,17**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		20 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		8 092 393,10
13	Subventions d'investissement	85 540,00	712 413,00	174 755,00	0,00		2 636 721,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		5 126 148,02
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		1 896 130,05
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	**1 243 862,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	420 500,00
204	Subventions d'équipement versées	747 612,00
275	Dépôts et cautionnements versés	75 750,00
	RECETTES	**15 134 671,17**
024	Produits des cessions d'immobilisations	20 000,00
102	Dotations et fonds d'investissement	315 393,48
106	Réserves	7 776 999,62
164	Emprunts auprès des éts financiers	5 126 148,02
274	Prêts	1 820 380,05
275	Dépôts et cautionnements versés	75 750,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**6 480 230,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
205	Licences, procédés, droits similaires	3 370,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	20 001,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	131 104,59	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	6 325 755,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**495 889,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	495 889,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 480 230,59**
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 370,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 001,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 104,59
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 325 755,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**495 889,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	495 889,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 386 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	266 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	1 120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**612 152,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	612 152,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**5 705,00**	**20 614,00**	**192 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	5 705,00	0,00	192 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	20 614,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**20 533,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	20 533,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**3 350 945,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 956 614,81**
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	16 918,00	0,00	0,00	0,00	16 918,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	44 194,00	0,00	0,00	0,00	44 194,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	177 216,81	0,00	0,00	0,00	642 271,81
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	3 112 617,00	0,00	0,00	0,00	4 253 231,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**535 439,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 168 124,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	535 439,00	0,00	0,00	0,00	1 168 124,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**224 134,60**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 341,60	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	169 793,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**224 134,60**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 341,60
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	169 793,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**89 980,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**89 980,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	59 980,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 980,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 500,00**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**85 540,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 540,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 500,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**85 540,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 540,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**653 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	588 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**701 526,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	701 526,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**1 872 236,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 525 236,35**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	1 415 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 003 000,00
274	Prêts	457 236,35	0,00	0,00	0,00	0,00	457 236,35
RECETTES		**10 887,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**712 413,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	10 887,00	0,00	0,00	0,00	0,00	712 413,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 150,00**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	19 150,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174 755,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	174 755,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 241,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**39 391,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	15 700,00	0,00	0,00	0,00	15 700,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	4 541,00	0,00	0,00	0,00	23 691,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174 755,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	174 755,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**352 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	262 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**352 750,00**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	262 750,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**13 108 390,44**	**7 613 099,00**	**0,00**	**110 450,00**	**0,00**	**10 945 826,11**	**5 357 547,34**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	1 557 918,10	0,00	110 450,00	0,00	2 052 011,20	562 480,23	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	5 271 874,04	0,00	0,00	0,00	8 873 514,91	4 794 567,11	0,00
014	Atténuations de produits	13 018 333,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	14 465,00	768 306,86	0,00	0,00	0,00	19 700,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	72 725,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	600,00	500,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	2 867,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**34 494 969,91**	**680 512,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 554 214,01**	**4 007 217,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	196 500,00	0,00	0,00	0,00	106 000,00	134 000,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 239 364,01	685 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	13 880 208,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	16 566 099,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	4 048 617,00	168 000,00	0,00	0,00	0,00	2 208 850,00	3 188 217,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	111 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	38 302,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	45,91	166 710,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**516 253,87**	**1 502 019,69**	**2 372 724,15**	**1 227 126,11**	**222 719,00**		**42 976 155,71**
011	Charges à caractère général	94 050,00	763 758,20	329 499,60	191 261,20	222 719,00		5 884 147,53
012	Charges de personnel et frais assimilés	422 203,87	499 461,49	699 152,55	129 994,24	0,00		20 690 768,21
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00		13 618 333,43
65	Autres charges de gestion courante	0,00	238 800,00	744 072,00	905 870,67	0,00		2 691 214,53
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		72 725,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		16 100,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 867,01
RECETTES		**359 507,00**	**606 891,48**	**1 143 754,60**	**2 233 896,74**	**0,00**		**47 080 963,55**
013	Atténuations de charges	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		438 500,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	6 000,00	293 232,33	2 104 022,74	0,00		4 327 619,08
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		13 880 208,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00		17 166 099,00
74	Dotations et participations	357 507,00	597 094,00	146 450,00	129 874,00	0,00		10 844 609,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	104 072,27	0,00	0,00		215 072,27
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	3 797,48	0,00	0,00	0,00		42 100,29
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		166 755,91

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**13 108 390,44**
654	Pertes sur créances irrécouvrables	14 465,00
661	Charges d'intérêts	72 725,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	2 867,01
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	13 018 333,43
RECETTES		**34 494 969,91**
731	Fiscalité locale	16 566 099,00
732	Fiscalité reversée	938 902,00
735	Fraction de TVA	12 941 306,00
741	D.G.F.	3 221 348,00
744	FCTVA	3 000,00
748	Autres attributions et participations	824 269,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	45,91

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**7 351 854,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	389 409,87	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	148 261,51	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	49 456,37	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	329 774,54	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	160 324,80	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	65 642,85	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	56 768,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	76 334,81	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	162 044,03	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	24 543,75	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	123 336,24	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	253,98	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	26 576,72	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	82 771,47	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	1 958,63	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	3 475 393,82	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 607 438,32	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	49 502,43	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	288 759,44	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	38 302,81	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**680 512,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	196 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	168 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	111 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	38 302,81	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	166 710,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
DEPENSES		**261 244,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	261 244,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils							
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 613 099,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	389 409,87
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	148 261,51
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 456,37
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	329 774,54
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 324,80
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 642,85
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 768,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 334,81
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162 044,03
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 543,75
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 336,24
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253,98
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 576,72
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 771,47
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 958,63
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 475 393,82
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 607 438,32
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 502,43
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	261 244,61
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	288 759,44
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 302,81
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**680 512,81**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	196 500,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 302,81
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	166 710,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**110 450,00**	**0,00**	**110 450,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	110 450,00	0,00	110 450,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 924 826,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	292 804,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	11 552,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	8 072,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	5 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	2 872,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	11 685,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	74 927,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	12 242,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	9 665,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	26 261,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	1 037 299,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	426 171,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	3 272,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**92 027,48**	**19 912,54**	**858 729,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	75 652,77	18 431,07	282 517,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	3 081,31	1 352,19	7 537,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	7 901,76	129,28	20 376,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	6 565,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	545,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	20 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	80,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	285,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	5 391,64	0,00	2 117,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	484,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	8 895,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	353 068,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	154 358,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	1 196,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**155 000,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
706	Prestations de services	0,00	0,00	130 000,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**8 050 330,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 945 826,11**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	510 301,81	0,00	0,00	0,00	1 179 707,52
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	173 000,71	0,00	0,00	0,00	196 524,54
613	Locations	0,00	0,00	11 019,80	0,00	0,00	0,00	19 091,80
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 800,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	38 200,65	0,00	0,00	0,00	67 608,48
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	3 000,84	0,00	0,00	0,00	4 200,84
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 565,00
618	Divers	0,00	0,00	159 499,92	0,00	0,00	0,00	162 917,32
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	427 045,00	0,00	0,00	0,00	459 430,73
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,80
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	6 200,78	0,00	0,00	0,00	81 128,08
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	183 498,99	0,00	0,00	0,00	183 498,99
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	10 599,73	0,00	0,00	0,00	23 127,49
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	32 499,43	0,00	0,00	0,00	49 674,48
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	4 051,13	0,00	0,00	0,00	4 535,86
628	Divers	0,00	0,00	67 550,00	0,00	0,00	0,00	67 550,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	108 963,40	0,00	0,00	0,00	144 119,96
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	4 430 805,23	0,00	0,00	0,00	5 821 173,20
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	1 851 894,20	0,00	0,00	0,00	2 432 423,99
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	11 898,71	0,00	0,00	0,00	16 367,03
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	19 700,00	0,00	0,00	0,00	19 700,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**3 398 214,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 554 214,01**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	106 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	1 095 000,00	0,00	0,00	0,00	1 225 000,01
708	Autres produits	0,00	0,00	14 364,00	0,00	0,00	0,00	14 364,00

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
747	Participations	0,00	0,00	2 208 850,00	0,00	0,00	0,00	2 208 850,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 239 073,52**	**118 473,82**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	362 135,14	4 750,20
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 674,80	5 073,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 999,70	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 435,08	3 600,32
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 991,04	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 564,35	3 000,08
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 805,43	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 128,48	200,35
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 149,10	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 586,68	1 499,58
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 213,68	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 428,65	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 121,42	1 972,19
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 202 200,07	69 850,89
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 305 849,07	28 277,52
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 240,83	249,69
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 910 999,00**	**96 218,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 000,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	685 000,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 091 999,00	96 218,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 357 547,34**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	366 885,34
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 747,80
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 999,70
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 035,40
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 991,04
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 564,43
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 805,43
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 328,83
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 149,10
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 086,26
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 213,68
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 428,65
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 093,61
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 272 050,96
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 334 126,59
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 490,52
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 007 217,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	685 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 188 217,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**516 253,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**516 253,87**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	42 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 550,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	9 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 500,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	5 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	13 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 200,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	6 411,12	0,00	0,00	0,00	0,00	6 411,12
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	332 474,37	0,00	0,00	0,00	0,00	332 474,37
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	82 959,23	0,00	0,00	0,00	0,00	82 959,23
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	359,15	0,00	0,00	0,00	0,00	359,15
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**359 507,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**359 507,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	357 507,00	0,00	0,00	0,00	0,00	357 507,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**422 967,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**327 172,16**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	89 237,45	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	2 124,74	0,00	0,00	0,00	114 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	14 088,22	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	8 621,94	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	4 211,02	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	949,92	0,00	0,00	0,00	5 670,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	973,33	0,00	0,00	0,00	300,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	5 111,37	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	206 758,49	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	90 042,74	0,00	0,00	0,00	70,16
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	847,94	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	206 632,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**400 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**69 094,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00	0,00	69 094,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**65 866,97**	**0,00**	**247 763,82**	**0,00**	**76 314,67**	**0,00**	**361 934,91**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	227 454,08	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	43 000,00	0,00	60 000,00	0,00	83 510,78	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 470,05	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	3 200,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	59 000,00	0,00	1 346,67	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	1 226,85	0,00	2 014,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	35 000,00	0,00	119 751,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	14 615,12	0,00	23 883,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	25,00	0,00	115,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	15 000,00	0,00	0,00	0,00	11 668,00	0,00	5 500,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**62 000,00**	**0,00**	**66 000,00**	**0,00**	**9 797,48**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	62 000,00	0,00	66 000,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 797,48	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 502 019,69**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	316 691,53
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	303 135,52
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 558,27
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 621,94
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 311,02
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 819,92
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 273,33
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 346,67
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 352,33
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	361 510,09
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 611,13
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	987,94
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	206 632,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 168,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**606 891,48**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	597 094,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 797,48

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**745 066,15**	**17 935,52**	**178 858,92**	**0,00**	**142 532,00**	**0,00**	**0,00**	**1 158 782,82**
606	Achats non stockés de matières et fourni	63 983,06	2 315,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	51 192,37	7 665,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	15 071,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	565,59	579,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	17 866,99	2 612,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	17 381,62	422,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	767,61
628	Divers	0,00	0,00	16 858,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	8 039,04	99,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 939,04
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	2 168,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	324 948,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 639,94
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	131 951,56	1 973,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 308,63
647	Autres charges sociales	595,79	99,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	557,60
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	112 970,00	0,00	162 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	326 570,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	142 532,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
RECETTES		**165 522,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**115 000,00**	**0,00**	**0,00**	**863 232,33**
703	Redevances utilisation du domaine	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	263 232,33
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
747	Participations	31 450,00	0,00	0,00	0,00	115 000,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	78 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	26 072,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**129 548,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 372 724,15**
606	Achats non stockés de matières et fourni	39 801,71	0,00	0,00	0,00	0,00	106 100,01
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 857,90
615	Entretien et réparations	70 746,70	0,00	0,00	0,00	0,00	85 818,58
616	Primes d'assurances	673,33	0,00	0,00	0,00	0,00	673,33
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 144,66
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 479,52
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 571,30
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 858,92
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 077,37
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	18 177,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 677,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 318,38
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	477 588,19
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 233,84
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 253,15
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	601 540,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 532,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 143 754,60**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	268 232,33
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146 450,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 072,27

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**464 402,00**	**235 598,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	464 402,00	235 598,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 598,95**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	475,08	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	23 500,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	8 822,06	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	763,40	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	3 063,66	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	944,27	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	312,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	45 034,12	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	21 813,69	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	895 870,67	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**608 343,56**	**795 679,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	0,00	608 343,56	795 679,18	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**139 346,35**	**87 180,81**	**0,00**	**0,00**	**1 227 126,11**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	1 661,00	400,00	0,00	0,00	2 536,08
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	101 000,00	38 525,00	0,00	0,00	163 025,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	-561,00	2 000,00	0,00	0,00	1 439,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	1 200,00	0,00	0,00	13 522,06
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	650,00	1 250,00	0,00	0,00	2 663,40
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	3 163,66
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	4 600,00	0,00	0,00	0,00	4 600,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	419,12	734,00	0,00	0,00	2 097,39
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	312,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	12 685,15	31 100,00	0,00	0,00	88 819,27
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	5 392,08	11 846,81	0,00	0,00	39 052,58
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25,00	0,00	0,00	25,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	895 870,67
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**66 464,00**	**63 410,00**	**0,00**	**0,00**	**2 233 896,74**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 104 022,74
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	66 464,00	63 410,00	0,00	0,00	129 874,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 910,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 910,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**220 809,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	216 659,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**222 719,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218 569,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**7 071 654,95**									
1641 Emprunts en euros (total)					7 071 654,95									
025FM014PR	CAISSE RGLE DE CREDIT AGRICOLE M	01/03/2007		01/04/2007	320 000,00	F		4,110	4,110	euros	A	P	N	A-1
1222	SOCIETE GENERALE	20/02/2015		20/02/2016	700 000,00	F		1,993	1,993	euros	A	P	N	A-1
8082251	CAISSE D EPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON	25/06/2012		25/01/2013	500 000,00	F		4,860	4,860	euros	A	P	N	A-1
8669577	CAISSE D EPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON	16/11/2015		25/08/2016	900 000,00	F		2,490	2,490	euros	T	P	N	A-1
87400000101	CAISSE RGLE DE CREDIT AGRICOLE M	10/12/2012		11/03/2013	3 000 000,00	F		4,642	4,642	euros	T	C	N	A-1
MON261652EUR MON27817	DEXIA CREDIT LOCAL	01/01/2012		01/02/2012	295 328,92	F		5,170	5,170	euros	A	P	N	A-1
MON525615EUR	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	11/01/2019		01/05/2019	400 000,00	F		1,370	1,370	euros	T	C	N	A-1
P01LFW012PR	CAISSE RGLE DE CREDIT AGRICOLE M	01/01/2014		10/10/2014	824 528,16	F		3,680	3,680	euros	A	P	N	A-1
P1CVWG018PR	CAISSE RGLE DE CREDIT AGRICOLE M	01/01/2014		10/03/2014	131 797,87	F		4,340	4,340	euros	A	P	N	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**7 071 654,95**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**2 457 062,51**					**420 097,65**	**77 231,35**	**0,00**	**27 523,66**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 457 062,51					420 097,65	77 231,35	0,00	27 523,66
025FM014PR	N	0,00	A-1	157 409,81	10,00	F		4,110	11 605,38	6 469,55	0,00	5 298,10
1222	N	0,00	A-1	384 927,01	9,00	F		1,993	35 123,05	7 778,15	0,00	5 988,90
8082251	N	0,00	A-1	226 124,63	6,00	F		4,860	27 891,12	10 989,66	0,00	8 974,28
8669577	N	0,00	A-1	527 699,07	9,00	F		2,490	44 542,33	12 725,95	0,00	1 176,91
87400000101	N	0,00	A-1	400 000,00	1,00	F		4,642	200 000,00	15 288,01	0,00	541,63
MON261652EUR MON27817	N	0,00	A-1	72 015,70	2,00	F		5,170	22 805,86	3 723,21	0,00	2 321,10
MON525615EUR	N	0,00	A-1	219 999,91	7,00	F		1,370	26 666,68	2 916,57	0,00	434,09
P01LFW012PR	N	0,00	A-1	455 968,33	9,00	F		3,680	38 545,17	16 779,63	0,00	2 788,65
P1CVWG018PR	N	0,00	A-1	12 918,05	0,00	F		4,340	12 918,06	560,62	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 457 062,51**					**420 097,65**	**77 231,35**	**0,00**	**27 523,66**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV

B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	9	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 457 062,51	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux variable simple (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux complexe (total) (2)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 2000,00 €		11/03/2024
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	FRAIS D ETUDES	3	16/06/2017
L	SUBV EQUIPT VERSE A ORGANISME PUBLIC BIEN IMMOBILI	30	11/03/2024
L	LOGICIEL INFORMATIQUE	2	11/03/2024
L	VOITURE	7	11/03/2024
L	MOBILIER	10	11/03/2024
L	MATERIEL DE BUREAU ELECTRIQUE OU ELECTRONIQUE	5	11/03/2024
L	MATERIEL INFORMATIQUE	3	11/03/2024
L	MATERIEL CLASSIQUE	6	11/03/2024
L	INSTALLATIONS ET APPAREILS DE CHAUFFAGE	10	11/03/2024
L	EQUIPEMENT DE GARAGE ET ATELIERS	10	11/03/2024
L	COLONNES AERIENNES ET SEMI AERIENNES	7	11/03/2024
L	CONTENEURS ENTERRES	7	11/03/2024
L	ACQUISITION BACS	7	11/03/2024
L	INSTALLATION DE VOIRIE	20	11/03/2024
L	CONSTRUCTION BATIMENTS	20	11/03/2024
L	AGENCEMENT ET AMENAGEMENT DE BATIMENT INSTALL ELEC	15	11/03/2024
L	FONDS DOCUMENTAIRES	7	11/03/2024
L	TRAVAUX SUR INSTALLATIONS RELAIS TV	15	11/03/2024
L	BATIMENTS LEGERS ABRIS	10	11/03/2024
L	FRAIS RELATIFS AUX DOCUMENTS D URBANISME	10	11/03/2024
L	FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	5	11/03/2024
L	SUBV EQUIPT VERSEES A PERSONNE PRIVEE	5	11/03/2024
L	SUBV EQUIPT VERSEES ORGANISME PUBLIC BIEN MOBILIER	5	11/03/2024
L	CAMIONS ET VEHICULES INDUSTRIELS	10	11/03/2024
L	MATERIEL ELECTRIQUE PETITE ENFANCE	7	11/03/2024
L	COFFRE FORT	20	11/03/2024
L	APPAREIL DE LEVAGE ASCENSEUR	20	11/03/2024
L	EQUIPEMENT DE CUISINE	10	11/03/2024
L	EQUIPEMENT SPORTIF	10	11/03/2024
L	PLANTATIONS	15	11/03/2024
L	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENT DE TERRAINS	15	11/03/2024

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	IMMEUBLES DE RAPPORT	25	11/03/2024

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**485 334,00**	**485 334,00**	**0,00**	**485 334,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**485 334,00**	**485 334,00**	**0,00**	**485 334,00**
MISE EN PLACE COMPTE EPARGNE TEMPS	0,00	22/10/2018	118 923,00	118 923,00	0,00	118 923,00
MISE EN PLACE COMPTE EPARGNE TEMPS	0,00	22/10/2018	57 556,00	57 556,00	0,00	57 556,00
MISE EN PLACE COMPTE EPARGNE TEMPS	0,00	22/10/2018	264 425,00	264 425,00	0,00	264 425,00
MISE EN PLACE COMPTE EPARGNE TEMPS	0,00	22/10/2018	0,00	0,00	0,00	0,00
ASSURANCE DES BATIMENTS	0,00	05/04/2024	44 430,00	44 430,00	0,00	44 430,00
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**2 867,01**		**12 068,24**	**14 935,25**	**45,91**	**14 889,34**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires	**2 867,01**		**497 402,24**	**500 269,25**	**45,91**	**500 223,34**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	2 867,01		497 402,24	500 269,25	45,91	500 223,34

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(4) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(5) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(6) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	1 139 886,00	835 916,40	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**1 139 886,00**	**835 916,40**											**13 554,30**	**38 506,55**
	2016	C	GARANTIE EMPRUNT IME LA MAURESQUE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIO	1 139 886,00	835 916,40	21,00	A	F		1,600	F		1,600	A-1	euros	13 554,30	38 506,55
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL					**1 139 886,00**	**835 916,40**											**13 554,30**	**38 506,55**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**49 020 877,51**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-41 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exercice d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 412-5 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquelles un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**-1 138 458,03**	**-1 138 458,03**	**-1 138 458,03**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**6 638 541,59**	**-6 638 541,59**	**-6 638 541,59**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**6 638 541,59**	**-7 776 999,62**	**-7 776 999,62**	**-1 138 458,03**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**7 776 999,62**	**7 776 999,62**	**7 776 999,62**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**6 638 541,59**	**-7 776 999,62**	**-7 776 999,62**	**-1 138 458,03**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**6 638 541,59**	**0,00**	**0,00**	**6 638 541,59**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**976 680,00**	**-59 636,00**	**-59 636,00**	**917 044,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**6 557 515,53**	**2 315 273,80**	**2 315 273,80**	**8 872 789,33**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**5 580 835,53**	**2 374 909,80**	**2 374 909,80**	**7 955 745,33**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 976 680,00**	**-59 636,00**	**II -59 636,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**420 500,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	420 500,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**556 180,00**	**-59 636,00**	**-59 636,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*556 180,00*	*-59 636,00*	*-59 636,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 6 557 515,53**	**2 315 273,80**	**VI 2 315 273,80**
Ressources propres externes de l'année (a)		**2 171 411,53**	**40 112,00**	**40 112,00**
10222	FCTVA	275 281,48	40 112,00	40 112,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
2748	Autres prêts	1 820 380,05	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	75 750,00	0,00	0,00
27638	Créance Autres établissements publics	0,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**4 386 104,00**	**2 275 161,80**	**2 275 161,80**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*500,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*1 300 000,00*	*150 000,00*	*150 000,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*1 500,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*84 900,00*	*23 300,00*	*23 300,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*549 400,00*	*9 200,00*	*9 200,00*
281351	*Bâtiments publics*	*237 800,00*	*-4 550,00*	*-4 550,00*
28138	*Autres constructions*	*67 280,00*	*1 100,00*	*1 100,00*
28148	*Construct° sol autrui - Autres construct*	*100,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*173 220,00*	*6 000,00*	*6 000,00*
281538	*Autres réseaux*	*15 625,00*	*0,00*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*8 100,00*	*-7 900,00*	*-7 900,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*3 800,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*961 200,00*	*8 050,00*	*8 050,00*
2817318	*Autres bâtiments publics (m. à dispo)*	*51 700,00*	*100,00*	*100,00*
281738	*Autres constructions (m. à dispo)*	*94 400,00*	*600,00*	*600,00*
2817848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*1 100,00*	*50,00*	*50,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*463 800,00*	*27 200,00*	*27 200,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*83 960,00*	*-34 000,00*	*-34 000,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*90 440,00*	*19 600,00*	*19 600,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*19 800,00*	*2 750,00*	*2 750,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	20 000,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*147 479,00*	*2 073 661,80*	*2 073 661,80*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**		(B) **0,00**

INVESTISSEMENT	Chapitre	Montant			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**		(C) **0,00**

TOTAL DEPENSES	(A) **0,00**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00

Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**

Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**0,00**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		117 119 600,00	0,95	2,00	0,00	2 342 392,00	0,00
TFPNB		1 808 940,00	12,95	2,17	0,00	39 254,00	0,00
CFE		19 595 445,00	-46,86	32,60	0,00	6 388 115,07	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		57 137 092,00	10,27	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**195 661 077,00**	**0,00**			**8 769 761,07**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Opération d'équipement n° 2051		0,00
Opération d'équipement n° 2115		0,00
Opération d'équipement n° 2118		0,00
Opération d'équipement n° 21351		0,00
Opération d'équipement n° 2151		0,00
Opération d'équipement n° 215731		0,00
Opération d'équipement n° 215738		0,00
Opération d'équipement n° 2158		0,00
Opération d'équipement n° 217828		0,00
Opération d'équipement n° 2181		0,00
Opération d'équipement n° 21828		0,00
Opération d'équipement n° 21838		0,00
Opération d'équipement n° 2188		0,00
Opération d'équipement n° 2315		0,00
Opération d'équipement n° 238		0,00
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la section de fonctionnement (3)***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
60612	Energie - Electricité	0,00
60622	Carburants	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00
6161	Multirisques	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00
68	**Dotations aux provisions, dépréciations (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
023	***Virement à la section d'investissement (4)***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		**0,00**
Dotations et participations reçues		**0,00**
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		**0,00**

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
708721	Non dotés de la personnalité morale	0,00
708721	Non dotés de la personnalité morale	0,00
70878	par des tiers	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
7584	Recouvrement sur créances admises en non valeur	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov. (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT**	**D5.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CDC ALBERES COTE VERMEILLE ILLIBERIS

Numéro SIRET : 20004360200099
Poste comptable : CENTRE GESTION COMPTABLE ARGELES

Budget supplémentaire
relatif à l'exercice 2026

Budget annexe : EAU CC ACVI

Instruction budgétaire et comptable M.49(1)
applicable aux services publics industriels et commerciaux locaux

(1) Précision plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 6
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 10
B2 - Balance générale du budget - Recettes 11

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 13
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 19
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 21

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 30
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 31
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 35
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 36
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 37
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 39
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 40
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 41
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 42
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 43
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 44
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 46

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 47

Nota. -Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

I – INFORMATIONS GENERALES | I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement ;
- avec les chapitres « opérations d'équipement ».

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :
- Fonctionnement : 7.5% (maximum 7,5 %)
- Investissement : 7.5% (maximum 7,5 %)

IV – Les provisions sont semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

V – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé de l'exercice.

VI – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	2 835 389,16	73 583,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE	(si déficit) 0,00	(si excédent) 2 761 806,16
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	2 835 389,16	2 835 389,16

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	2 046 232,11	1 635 560,10
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	3 434 922,71	4 181 302,05
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	(si solde négatif) 335 707,33	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	5 816 862,15	5 816 862,15

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	8 652 251,31	8 652 251,31

(1) Crédits votés uniquement lors de cette étape budgétaire (sans prise en compte des précédents mouvements de crédits de l'exercices).

(2) Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	5 187 065,64	0,00	408 812,83	408 812,83	5 595 878,47
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 692 550,00	0,00	30 000,00	30 000,00	1 722 550,00
014	Atténuations de produits	1 854 147,00	0,00	650 000,00	650 000,00	2 504 147,00
65	Autres charges de gestion courante	30 000,00	0,00	111 016,23	111 016,23	141 016,23
Total des dépenses de gestion des services		**8 763 762,64**	**0,00**	**1 199 829,06**	**1 199 829,06**	**9 963 591,70**
66	Charges financières	199 436,59	0,00	0,00	0,00	199 436,59
67	Charges spécifiques	130 000,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (3)	20 295,00		0,00	0,00	20 295,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**9 113 494,23**	**0,00**	**1 199 829,06**	**1 199 829,06**	**10 313 323,29**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*1 088 815,15*		*1 629 360,10*	*1 629 360,10*	*2 718 175,25*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 957 300,00*		*6 200,00*	*6 200,00*	*1 963 500,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***3 046 115,15***		***1 635 560,10***	***1 635 560,10***	***4 681 675,25***
TOTAL		**12 159 609,38**	**0,00**	**2 835 389,16**	**2 835 389,16**	**14 994 998,54**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	14 994 998,54

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	4 012,00	4 012,00	4 012,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	11 755 772,00	0,00	0,00	0,00	11 755 772,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	35 500,00	0,00	27 049,00	27 049,00	62 549,00
75	Autres produits de gestion courante	18 500,00	0,00	34 917,00	34 917,00	53 417,00
Total des recettes de gestion des services		**11 809 772,00**	**0,00**	**65 978,00**	**65 978,00**	**11 875 750,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	555,00	555,00	555,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (3)	19 967,38		0,00	0,00	19 967,38
Total des recettes réelles d'exploitation		**11 829 739,38**	**0,00**	**66 533,00**	**66 533,00**	**11 896 272,38**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*329 870,00*		*7 050,00*	*7 050,00*	*336 920,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***329 870,00***		***7 050,00***	***7 050,00***	***336 920,00***
TOTAL		**12 159 609,38**	**0,00**	**73 583,00**	**73 583,00**	**12 233 192,38**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	2 761 806,16

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	14 994 998,54

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	4 344 755,25

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DE 043 = RE 043.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	2 135 256,15	3 335 828,86	2 039 182,11	2 039 182,11	7 510 267,12
Total des dépenses d'équipement		**2 135 256,15**	**3 335 828,86**	**2 039 182,11**	**2 039 182,11**	**7 510 267,12**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	423 711,00	99 093,85	0,00	0,00	522 804,85
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**423 711,00**	**99 093,85**	**0,00**	**0,00**	**522 804,85**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**2 558 967,15**	**3 434 922,71**	**2 039 182,11**	**2 039 182,11**	**8 033 071,97**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*329 870,00*		*7 050,00*	*7 050,00*	*336 920,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*230 000,00*		*0,00*	*0,00*	*230 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***559 870,00***		***7 050,00***	***7 050,00***	***566 920,00***
TOTAL		**3 118 837,15**	**3 434 922,71**	**2 046 232,11**	**2 046 232,11**	**8 599 991,97**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	335 707,33

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	8 935 699,30

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	12 480 000,00	1 681 302,05	0,00	0,00	14 161 302,05
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	2 500 000,00	0,00	0,00	2 500 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**12 480 000,00**	**4 181 302,05**	**0,00**	**0,00**	**16 661 302,05**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**12 480 000,00**	**4 181 302,05**	**0,00**	**0,00**	**16 661 302,05**
021	*Virement de la section d'exploitation (3)*	*1 088 815,15*		*1 629 360,10*	*1 629 360,10*	*2 718 175,25*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*1 957 300,00*		*6 200,00*	*6 200,00*	*1 963 500,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*230 000,00*		*0,00*	*0,00*	*230 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***3 276 115,15***		***1 635 560,10***	***1 635 560,10***	***4 911 675,25***
TOTAL		**15 756 115,15**	**4 181 302,05**	**1 635 560,10**	**1 635 560,10**	**21 572 977,30**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

	=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**21 572 977,30**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042).

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (7)	**4 344 755,25**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(4) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(5) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(6) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	408 812,83		408 812,83
012	Charges de personnel, frais assimilés	30 000,00		30 000,00
014	Atténuations de produits	650 000,00		650 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	111 016,23		111 016,23
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*6 200,00*	6 200,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*1 629 360,10*	1 629 360,10
Dépenses d'exploitation – Total		**1 199 829,06**	***1 635 560,10***	**2 835 389,16**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**2 835 389,16**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*7 050,00*	7 050,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	99 093,85	*0,00*	99 093,85
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	5 375 010,97		5 375 010,97
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
Dépenses d'investissement – Total		**5 474 104,82**	***7 050,00***	**5 481 154,82**

\+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**335 707,33**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 816 862,15**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	4 012,00		4 012,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	27 049,00		27 049,00
75	Autres produits de gestion courante	34 917,00		34 917,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques	555,00	*0,00*	555,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**66 533,00**	***7 050,00***	**73 583,00**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**2 761 806,16**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**2 835 389,16**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	1 681 302,05	*0,00*	1 681 302,05
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 500 000,00	*0,00*	2 500 000,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*6 200,00*	6 200,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*1 629 360,10*	1 629 360,10
Recettes d'investissement – Total		**4 181 302,05**	***1 635 560,10***	**5 816 862,15**

\+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 816 862,15**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**5 187 065,64**	**408 812,83**	**408 812,83**
605	Achats d'eau	1 293 591,00	0,00	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	1 303 000,35	50 351,50	50 351,50
6062	Produits de traitement	54 000,00	11 328,00	11 328,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	552 366,06	46 044,00	46 044,00
6064	Fournitures administratives	4 300,00	0,00	0,00
6066	Carburants	80 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	1 000,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	882 000,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	81 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	35 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	1 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	37 000,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	18 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	80 000,00	8 183,00	8 183,00
618	Divers	32 000,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	1 000,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	6 000,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	400,00	0,00	0,00
6248	Divers	150,00	0,00	0,00
6256	Missions	11 500,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	150,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	29 000,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	4 000,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	25 000,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	315 437,23	292 906,33	292 906,33
6288	Autres	300,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	1 500,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	200,00	0,00	0,00
63711	Redevance pour prélèvement sur la ressou	294 551,00	0,00	0,00
63712	Redevance pour la performance des réseau	43 120,00	0,00	0,00
6378	Autres taxes et redevances	500,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 692 550,00**	**30 000,00**	**30 000,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	5 370,49	236,88	236,88
6333	Particip. employeurs format° pro. cont.	8 437,97	1 000,00	1 000,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	9 810,51	-900,00	-900,00
6411	Salaires, appointements, commissions	868 717,72	30 000,00	30 000,00
6412	Congés payés	541,20	0,00	0,00
6413	Primes et gratifications	2 241,65	0,00	0,00
6414	Indemnités et avantages divers	267 533,35	-4 000,00	-4 000,00
6415	Supplément familial	1 950,12	600,00	600,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	380 989,83	20 000,00	20 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	135 021,28	-7 000,00	-7 000,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	10 935,88	-10 935,88	-10 935,88
6475	Médecine du travail, pharmacie	1 000,00	999,00	999,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**1 854 147,00**	**650 000,00**	**650 000,00**
701249	Reversement redevance agence de l'eau	0,00	427 750,00	427 750,00
701269	Reversement à l'agence de l'eau - Redeva	1 854 147,00	0,00	0,00
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	0,00	222 250,00	222 250,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**30 000,00**	**111 016,23**	**111 016,23**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	85 000,00	85 000,00
6542	Créances éteintes	0,00	16 300,00	16 300,00
6553	Subventions de fonctionnement versées	0,00	9 716,23	9 716,23
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	30 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE GESTION		**8 763 762,64**	**1 199 829,06**	**1 199 829,06**
66	**Charges financières (8)**	**199 436,59**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	204 907,00	0,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-5 470,41	0,00	0,00
67	**Charges spécifiques**	**130 000,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	130 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (9)**	**20 295,00**	**0,00**	**0,00**
6815	Dot. prov. pour risques exploitat°	20 295,00	0,00	0,00
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	0,00	0,00	0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES D'EXPLOITATION		**9 113 494,23**	**1 199 829,06**	**1 199 829,06**
023	***Virement à la section d'investissement***	***1 088 815,15***	***1 629 360,10***	***1 629 360,10***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***1 957 300,00***	***6 200,00***	***6 200,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*1 957 300,00*	*6 200,00*	*6 200,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***3 046 115,15***	***1 635 560,10***	***1 635 560,10***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***3 046 115,15***	***1 635 560,10***	***1 635 560,10***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**12 159 609,38**	**2 835 389,16**	**2 835 389,16**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**2 835 389,16**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	121 876,96
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	92 881,95
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-5 470,41

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**4 012,00**	**4 012,00**
64198	Autres remboursements	0,00	4 012,00	4 012,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**11 755 772,00**	**0,00**	**0,00**
70111	Ventes d'eau aux abonnés	9 143 954,00	0,00	0,00
701261	Redevance sur la consommation d'eau pota	2 191 818,00	0,00	0,00
704	Travaux	420 000,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**35 500,00**	**27 049,00**	**27 049,00**
748	Des tiers	35 500,00	27 049,00	27 049,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**18 500,00**	**34 917,00**	**34 917,00**
752	Revenus des immeubles	18 500,00	0,00	0,00
7584	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	23 000,00	23 000,00
7588	Autres	0,00	11 917,00	11 917,00
	TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE	**11 809 772,00**	**65 978,00**	**65 978,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (c)**	**0,00**	**555,00**	**555,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	246,00	246,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	309,00	309,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**19 967,38**	**0,00**	**0,00**
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	19 967,38	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES D'EXPLOITATION	**11 829 739,38**	**66 533,00**	**66 533,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***329 870,00***	***7 050,00***	***7 050,00***
722	*Immobilisations corporelles*	*67 000,00*	*0,00*	*0,00*
747	*Quote-part des sub. invest virée résult*	*262 870,00*	*7 050,00*	*7 050,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***329 870,00***	***7 050,00***	***7 050,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**12 159 609,38**	**73 583,00**	**73 583,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**2 761 806,16**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**2 835 389,16**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
41	**Opération d'équipement n° 41 (5)**	**0,00**	**879 597,46**	**879 597,46**
901	**Opération d'équipement n° 901 (5)**	**2 077 284,00**	**390 734,03**	**390 734,03**
915	**Opération d'équipement n° 915 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
918	**Opération d'équipement n° 918 (5)**	**-9 652,85**	**468 850,62**	**468 850,62**
919	**Opération d'équipement n° 919 (5)**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
939	**Opération d'équipement n° 939 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
940	**Opération d'équipement n° 940 (5)**	**67 625,00**	**0,00**	**0,00**
941	**Opération d'équipement n° 941 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**2 135 256,15**	**2 039 182,11**	**2 039 182,11**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**423 711,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	323 711,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
16871	Remboursements des emprunts souscrits pa	100 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**423 711,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**2 558 967,15**	**2 039 182,11**	**2 039 182,11**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***329 870,00***	***7 050,00***	***7 050,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***262 870,00***	***7 050,00***	***7 050,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*150 399,00*	*7 100,00*	*7 100,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*7 796,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*591,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*86 019,00*	*-50,00*	*-50,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*14 479,00*	*0,00*	*0,00*
139188	*des tiers*	*3 586,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***67 000,00***	***0,00***	***0,00***
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*67 000,00*	*0,00*	*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***230 000,00***	***0,00***	***0,00***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*230 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***559 870,00***	***7 050,00***	***7 050,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**3 118 837,15**	**2 046 232,11**	**2 046 232,11**
				+
			RESTES A REALISER N-1	**3 434 922,71**
				+
			D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**335 707,33**
				=
			TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 816 862,15**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**12 480 000,00**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	9 360 000,00	0,00	0,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	1 950 000,00	0,00	0,00
1312	Subv. équipt Régions	390 000,00	0,00	0,00
1313	Subv. équipt Départements	390 000,00	0,00	0,00
1314	Subv. équipt Communes	0,00	0,00	0,00
13181	de la collectivité de rattachement	0,00	0,00	0,00
13188	des tiers	390 000,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
16871	Remboursements des emprunts souscrits pa	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**12 480 000,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	0,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**12 480 000,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***1 088 815,15***	***1 629 360,10***	***1 629 360,10***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***1 957 300,00***	***6 200,00***	***6 200,00***
28031	*Frais d'études*	*4 260,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*8 950,00*	*-4 200,00*	*-4 200,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*1 600,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*14 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*91 900,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*1 306 805,00*	*11 840,00*	*11 840,00*
28154	*Matériel industriel*	*106 735,00*	*22 000,00*	*22 000,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*130 280,00*	*-11 450,00*	*-11 450,00*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*5 765,00*	*-650,00*	*-650,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*7 180,00*	*0,00*	*0,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*19 295,00*	*0,00*	*0,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*188 180,00*	*-8 900,00*	*-8 900,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*41 850,00*	*-9 200,00*	*-9 200,00*
28182	*Matériel de transport*	*20 550,00*	*-3 500,00*	*-3 500,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*5 200,00*	*260,00*	*260,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*4 750,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***3 046 115,15***	***1 635 560,10***	***1 635 560,10***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***230 000,00***	***0,00***	***0,00***
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*230 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***3 276 115,15***	***1 635 560,10***	***1 635 560,10***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**15 756 115,15**	**1 635 560,10**	**1 635 560,10**

+

RESTES A REALISER N-1	**4 181 302,05**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				+
	R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE			0,00
				=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			5 816 862,15

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 41 (1)
LIBELLE : RESEAUX COTE VERMEILLE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	Montant pour information (4)
DEPENSES		**557 785,11**	**a 795 029,93**	**879 597,46**	**b 879 597,46**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**27 220,45**	**16 848,44**	**5 334,46**	**5 334,46**	**0,00**
2154	Matériel industriel	27 220,45	16 848,44	5 334,46	5 334,46	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**530 564,66**	**778 181,49**	**874 263,00**	**874 263,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	530 564,66	778 181,49	874 263,00	874 263,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 15 000,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**15 000,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00
1313	Subv. équipt Départements	0,00	0,00
1314	Subv. équipt Communes	15 000,00	0,00
13181	de la collectivité de rattachement	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-1 659 627,39**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 901 (1)
LIBELLE : EQUIPEMENT MATERIEL

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	Montant pour information (4)
DEPENSES		**14 634 841,32**	**a 1 656 492,65**	**390 734,03**	**b 390 734,03**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**6 928,68**	**49 041,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions et droits assimilés	6 928,68	49 041,67	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**739 136,83**	**783 227,10**	**300 734,03**	**300 734,03**	**0,00**
2154	Matériel industriel	367 993,28	171 080,38	0,00	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	340 406,50	453 675,72	300 734,03	300 734,03	0,00
2182	Matériel de transport	20 573,75	153 001,95	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	10 163,30	5 469,05	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**13 888 775,81**	**824 223,88**	**90 000,00**	**90 000,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	13 888 775,81	824 223,88	90 000,00	90 000,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 976 516,55**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**976 516,55**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	265 075,00	0,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	500 000,00	0,00
1312	Subv. équipt Régions	100 000,00	0,00
1313	Subv. équipt Départements	11 441,55	0,00
13188	des tiers	100 000,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-1 070 710,13**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 915 (1)
LIBELLE : RESEAUX ARGELES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	Montant pour information (4)
DEPENSES		**10 935,00**	**a 95 778,30**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**10 935,00**	**95 778,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	10 935,00	95 778,30	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00
1313	Subv. équipt Départements	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-95 778,30**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 918 (1)
LIBELLE : RESEAUX BPT

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	Montant pour information (4)
DEPENSES		**2 332 471,40**	**a 640 462,63**	**468 850,62**	**b 468 850,62**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**2 332 471,40**	**640 462,63**	**468 850,62**	**468 850,62**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	2 332 471,40	640 462,63	468 850,62	468 850,62	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 97 738,25**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**97 738,25**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	38 202,16	0,00
1313	Subv. équipt Départements	59 536,09	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-1 011 575,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 919 (1)
LIBELLE : RESEAUX MONTESQUIEU

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	Montant pour information (4)
DEPENSES		0,00	a 0,00	300 000,00	b 300 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-300 000,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 938 (1)
LIBELLE : RESEAUX ELNE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	Montant pour information (4)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 222 637,89	d 0,00
13	Subventions d'investissement	222 637,89	0,00
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	135 285,33	0,00
1313	Subv. équipt Départements	32 352,61	0,00
1314	Subv. équipt Communes	54 999,95	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	222 637,89

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 939 (1)
LIBELLE : RESEAUX ORTAFFA

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	Montant pour information (4)
DEPENSES		32 279,36	a 40 000,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	32 279,36	40 000,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	32 279,36	40 000,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-40 000,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 940 (1)
LIBELLE : SMPEPTA

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	Montant pour information (4)
DEPENSES		**233 370,14**	**a 89 061,46**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**28 467,97**	**12 684,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2154	Matériel industriel	28 467,97	12 684,78	0,00	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**204 902,17**	**76 376,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	204 902,17	76 376,68	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 244 530,50**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**244 530,50**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	177 879,50	0,00
1313	Subv. équipt Départements	66 651,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**155 469,04**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 941 (1)
LIBELLE : RESEAUX BAGES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	Montant pour information (4)
DEPENSES		**0,00**	**a 19 003,89**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**19 003,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	19 003,89	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 124 878,86**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**124 878,86**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	65 881,00	0,00
1313	Subv. équipt Départements	30 148,16	0,00
1314	Subv. équipt Communes	28 849,70	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**105 874,97**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de crédit de trésorerie						
51932 Lignes de crédit de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Au sens de la circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989 relative aux concours financiers à court terme offerts aux collectivités locales et à leurs établissements publics.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**7 723 464,37**									
1641 Emprunts en euros (total)					7 723 464,37									
1220	SOCIETE GENERALE	20/02/2015		20/02/2016	600 000,00	F		1,993	1,993	euros	A	P	N	A-1
1492	SOCIETE GENERALE	01/06/2017		01/09/2017	500 000,00	F		1,260	1,260	euros	T	C	N	A-1
7859845 7866310	CAISSE D EPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON	20/01/2011		25/06/2011	663 000,00	F		3,740	3,740	euros	A	P	N	A-1
DK1627CRCA	CAISSE RGLE DE CREDIT AGRICOLE M	03/11/2025		10/01/2026	1 691 027,00	F		3,950	3,950	euros	T	C	N	A-1
DK1633CRCAM	CAISSE RGLE DE CREDIT AGRICOLE M	03/11/2025		10/01/2026	1 000 000,00	F		2,700	2,700	euros	T	P	N	A-1
MIN237850EURMIN251396	DEXIA CREDIT LOCAL	02/01/2007		01/02/2007	600 000,00	F		3,850	3,850	euros	A	P	N	A-1
MON241965EUR	DEXIA CREDIT LOCAL	01/01/2015		01/10/2015	84 000,00	F		3,790	3,790	euros	A	C	N	A-1
MON255203EUR0270150	DEXIA CREDIT LOCAL	01/04/2008		01/04/2010	1 210 331,41	F		4,910	4,910	euros	A	P	N	A-1
MON255625EUR0270718	DEXIA CREDIT LOCAL	01/04/2008		01/04/2008	1 270 000,00	F		4,910	4,910	euros	A	P	N	A-1
P1E93V013PR	CAISSE RGLE DE CREDIT AGRICOLE M	01/01/2014		10/03/2014	105 105,96	F		5,150	5,150	euros	A	P	N	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**2 000 000,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					2 000 000,00									
DELIB 2025-0221 DU 13 10 25	CDC ACVI	13/10/2025		01/07/2026	2 000 000,00	C		0,000	0,000	euros	A	X	N	A-1
Total général					**9 723 464,37**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**5 491 464,92**					**323 695,34**	**197 239,66**	**0,00**	**92 432,52**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		5 491 464,92					323 695,34	197 239,66	0,00	92 432,52
1220	N	0,00	A-1	329 937,44	9,00	F		1,993	30 105,47	6 666,98	0,00	5 133,34
1492	N	0,00	A-1	287 500,00	10,00	F		1,260	25 000,00	3 552,73	0,00	275,63
7859845 7866310	N	0,00	A-1	415 415,22	14,00	F		3,740	20 869,93	16 284,28	0,00	8 008,52
DK1627CRCA	N	0,00	A-1	1 691 027,00	19,00	F		3,950	84 551,36	61 186,92	0,00	14 101,29
DK1633CRCAM	N	0,00	A-1	1 000 000,00	19,00	F		2,700	38 258,88	24 853,93	0,00	5 770,44
MIN237850EURMIN251396	N	0,00	A-1	290 910,78	10,00	F		3,850	21 739,03	11 200,07	0,00	9 454,56
MON241965EUR	N	0,00	A-1	40 000,00	9,00	F		3,790	4 000,00	1 516,00	0,00	340,17
MON255203EUR0270150	N	0,00	A-1	716 660,88	11,00	F		4,910	45 259,60	35 188,05	0,00	24 746,93
MON255625EUR0270718	N	0,00	A-1	700 122,45	11,00	F		4,910	44 215,16	35 766,31	0,00	24 175,85
P1E93V013PR	N	0,00	A-1	19 891,15	1,00	F		5,150	9 695,91	1 024,39	0,00	425,79
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**2 000 000,00**					**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		2 000 000,00					100 000,00	0,00	0,00	0,00
DELIB 2025-0221 DU 13 10 25	N	0,00	A-1	2 000 000,00	4,00	C		0,000	100 000,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**7 491 464,92**					**423 695,34**	**197 239,66**	**0,00**	**92 432,52**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire n° NOR : IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

Nota. – Cette annexe retrace le stock de dette à la clôture après opérations de couverture éventuelles.

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	11	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	7 491 464,92	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite) : EFFET DE L'INSTRUMENT DE COUVERTURE

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1500,00 €	16/06/2017

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années) 1	
L	LOGICIELS	2	16/06/2017
L	VEHICULES	7	16/06/2017
L	MOBILIER	7	16/06/2017
L	MATERIEL INFORMATIQUE	4	16/06/2017
L	POMPES	7	16/06/2017
L	ACHAT COMPTEURS	7	16/06/2017
L	AGENCEMENT ET AMENAGEMENT BATIMENT, INSTALL ELECTR	15	16/06/2017
L	BATIMENTS D EXPLOITATION	30	16/06/2017
L	BRANCHEMENTS NEUFS ET BRANCHEMENTS PLOMB	50	16/06/2017
L	RESEAUX EAU POTABLE	50	16/06/2017
L	MATERIEL INDUSTRIEL	7	16/06/2017
L	MATERIEL SPECIFIQUE	7	16/06/2017
L	ETUDES	3	16/06/2017

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 de la section d'investissement (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**-335 707,33**	**-335 707,33**	**-335 707,33**
Solde des restes à réaliser (RAR) (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-746 379,34**	**746 379,34**	**746 379,34**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-746 379,34**	**410 672,01**	**410 672,01**	**-335 707,33**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles		Total (1) Vot
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-746 379,34**	**410 672,01**	**410 672,01**	**-335 707,33**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-746 379,34**	**410 672,01**	**410 672,01**	**-335 707,33**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**686 581,00**	**7 050,00**	**7 050,00**	**693 631,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**3 046 115,15**	**1 635 560,10**	**1 635 560,10**	**4 681 675,25**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**2 359 534,15**	**1 628 510,10**	**1 628 510,10**	**3 988 044,25**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 686 581,00**	**7 050,00**	**II 7 050,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**423 711,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	323 711,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	100 000,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**262 870,00**	**7 050,00**	**7 050,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*262 870,00*	*7 050,00*	*7 050,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 3 046 115,15**	**1 635 560,10**	**VI 1 635 560,10**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**3 046 115,15**	**1 635 560,10**	**1 635 560,10**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*4 260,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*8 950,00*	*-4 200,00*	*-4 200,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*1 600,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*14 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*91 900,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*1 306 805,00*	*11 840,00*	*11 840,00*
28154	*Matériel industriel*	*106 735,00*	*22 000,00*	*22 000,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*130 280,00*	*-11 450,00*	*-11 450,00*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*5 765,00*	*-650,00*	*-650,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*7 180,00*	*0,00*	*0,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*19 295,00*	*0,00*	*0,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*188 180,00*	*-8 900,00*	*-8 900,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*41 850,00*	*-9 200,00*	*-9 200,00*
28182	*Matériel de transport*	*20 550,00*	*-3 500,00*	*-3 500,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*5 200,00*	*260,00*	*260,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*4 750,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 088 815,15*	*1 629 360,10*	*1 629 360,10*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
ADD PALAU ADDUCTION RD11 PALAU ST ANDRE	1 472 429,81	0,00	1 472 429,81	1 161 629,37	0,00	0,00
BRANCHTS BRANCHEMENTS	985 000,00	0,00	985 000,00	839 452,82	120 000,00	2 020 000,00
TELERELEVE Déploiement de la télérelève	915 500,00	0,00	915 500,00	123 603,00	0,00	240 000,00
EQUIP PROD EQUIPEMENTS PRODUCTION	146 000,00	0,00	146 000,00	15 783,19	0,00	64 000,00
EQUI USINE EQUIPEMENTS USINE	2 891 000,00	0,00	2 891 000,00	420 734,23	11 386,32	1 956 000,00
CAPTAGES Evaluation programme actions captages prioritaires	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00
GEOREF RSX Géoréférencement des réseaux	240 000,00	0,00	240 000,00	0,00	0,00	300 000,00
RUE JOFFRE LAROQUE RUE JOFFRE	385 000,00	0,00	385 000,00	168 680,42	2 225,23	0,00
LOGISTIQUE LOGISTIQUE	361 000,00	0,00	361 000,00	38 792,43	2 000,00	186 000,00
AV MER MTQ MONTESQUIEU AVENUE DE LA MER	679 000,00	0,00	679 000,00	1 150,00	0,00	454 000,00
PALEOCHENA Nouvelle ressource en eau - Paléochenal	2 215 000,00	0,00	2 215 000,00	23 473,10	0,00	1 865 000,00
PROJET DIS PROJETS STRATEGIQUES DISTRIBUTION	13 330 000,00	0,00	13 330 000,00	4 964 860,90	0,00	1 600 000,00
PROJET PRO PROJETS STRATEGIQUES PRODUCTION	203 720,00	0,00	203 720,00	167 340,24	0,00	0,00
ACT RSX Plan d'action Rendement réseaux	1 700 000,00	0,00	1 700 000,00	136 324,28	300 000,00	900 000,00
EGLISE BSM Quartier Eglise Banyuls sur Mer	300 000,00	0,00	300 000,00	112 444,68	0,00	0,00
RESEAUX RENOUVELLEMENT RESEAUX	6 127 699,00	0,00	6 127 699,00	181 411,81	1 510 888,39	6 395 500,00
RES BAGES Renouvellement réseau eau potable Bages	0,00	0,00	0,00	449 283,74	0,00	0,00
MAS REIG Réhabilitation réservoir Mas Reig	599 990,00	0,00	599 990,00	14 747,61	130 000,00	380 000,00

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
VALLEE HEU Sécurisation adduction refoulement Vallée heureuse Sorède	600 000,00	0,00	600 000,00	354 464,88	0,00	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP		
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par ,
A le
,

Délibéré par l'assemblée, réunie en session
A , le

Les membres de l'assemblée délibérante,

Nota. – L'ajout des signataires est facultatif.

Certifié exécutoire par , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CDC ALBERES COTE VERMEILLE ILLIBERIS

Numéro SIRET : 20004360200057
Poste comptable : CENTRE GESTION COMPTABLE ARGELES

Budget supplémentaire
relatif à l'exercice 2026

Budget annexe : ASSAINISSEMENT CC ACVI

Instruction budgétaire et comptable M.49(1)
applicable aux services publics industriels et commerciaux locaux

(1) Précision plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 6
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 10
B2 - Balance générale du budget - Recettes 11

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 13
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 20

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 30
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 31
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 36
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 37
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 38
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 40
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 41
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 42
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 43
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 44
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 45
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 46
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 47

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 48

Nota. -Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

I – INFORMATIONS GENERALES | I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement ;
- avec les chapitres « opérations d'équipement ».

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :
- Fonctionnement : 7.5% (maximum 7,5 %)
- Investissement : 7.5% (maximum 7,5 %)

IV – Les provisions sont semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

V – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé de l'exercice.

VI – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 305 891,08	66 947,01
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 238 944,07
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	1 305 891,08	1 305 891,08

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	530 201,38	478 870,62
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	4 713 030,95	666 469,32
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 4 097 892,39
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	5 243 232,33	5 243 232,33

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	6 549 123,41	6 549 123,41

(1) Crédits votés uniquement lors de cette étape budgétaire (sans prise en compte des précédents mouvements de crédits de l'exercices).

(2) Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	3 414 568,54	0,00	713 384,13	713 384,13	4 127 952,67
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 595 205,30	0,00	0,00	0,00	2 595 205,30
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	250,00	0,00	97 539,33	97 539,33	97 789,33
Total des dépenses de gestion des services		**6 010 023,84**	**0,00**	**810 923,46**	**810 923,46**	**6 820 947,30**
66	Charges financières	439 815,00	0,00	16 097,00	16 097,00	455 912,00
67	Charges spécifiques	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (3)	23 846,00		0,00	0,00	23 846,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**6 673 684,84**	**0,00**	**827 020,46**	**827 020,46**	**7 500 705,30**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*549 814,44*		*450 670,62*	*450 670,62*	*1 000 485,06*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*2 556 300,00*		*28 200,00*	*28 200,00*	*2 584 500,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***3 106 114,44***		***478 870,62***	***478 870,62***	***3 584 985,06***
TOTAL		**9 779 799,28**	**0,00**	**1 305 891,08**	**1 305 891,08**	**11 085 690,36**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	11 085 690,36

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	9 000 933,43	0,00	153,01	153,01	9 001 086,44
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	17 194,00	17 194,00	17 194,00
Total des recettes de gestion des services		**9 000 933,43**	**0,00**	**57 347,01**	**57 347,01**	**9 058 280,44**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	200,00	200,00	200,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (3)	27 325,85		0,00	0,00	27 325,85
Total des recettes réelles d'exploitation		**9 028 259,28**	**0,00**	**57 547,01**	**57 547,01**	**9 085 806,29**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 303 080,00*		*9 400,00*	*9 400,00*	*1 312 480,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 303 080,00***		***9 400,00***	***9 400,00***	***1 312 480,00***
TOTAL		**10 331 339,28**	**0,00**	**66 947,01**	**66 947,01**	**10 398 286,29**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	1 238 944,07

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	11 637 230,36

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	2 272 505,06

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DE 043 = RE 043.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	1 142 986,31	4 713 030,95	501 639,38	501 639,38	6 357 656,64
Total des dépenses d'équipement		**1 142 986,31**	**4 713 030,95**	**501 639,38**	**501 639,38**	**6 357 656,64**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	19 162,00	19 162,00	19 162,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 551 059,13	0,00	0,00	0,00	1 551 059,13
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 551 059,13**	**0,00**	**19 162,00**	**19 162,00**	**1 570 221,13**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**2 694 045,44**	**4 713 030,95**	**520 801,38**	**520 801,38**	**7 927 877,77**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*751 540,00*		*9 400,00*	*9 400,00*	*760 940,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*320 000,00*		*0,00*	*0,00*	*320 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 071 540,00***		***9 400,00***	***9 400,00***	***1 080 940,00***
TOTAL		**3 765 585,44**	**4 713 030,95**	**530 201,38**	**530 201,38**	**9 008 817,77**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**9 008 817,77**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	666 469,32	0,00	0,00	666 469,32
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	1 289 471,00	0,00	0,00	0,00	1 289 471,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 289 471,00**	**666 469,32**	**0,00**	**0,00**	**1 955 940,32**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**1 289 471,00**	**666 469,32**	**0,00**	**0,00**	**1 955 940,32**
021	*Virement de la section d'exploitation (3)*	*549 814,44*		*450 670,62*	*450 670,62*	*1 000 485,06*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*2 556 300,00*		*28 200,00*	*28 200,00*	*2 584 500,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*320 000,00*		*0,00*	*0,00*	*320 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***3 426 114,44***		***478 870,62***	***478 870,62***	***3 904 985,06***
TOTAL		**4 715 585,44**	**666 469,32**	**478 870,62**	**478 870,62**	**5 860 925,38**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**4 097 892,39**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**9 958 817,77**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042).

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (7)	**2 824 045,06**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(4) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(5) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(6) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	713 384,13		713 384,13
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	97 539,33		97 539,33
66	Charges financières	16 097,00	*0,00*	16 097,00
67	Charges spécifiques	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*28 200,00*	28 200,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*450 670,62*	450 670,62
Dépenses d'exploitation – Total		**827 020,46**	***478 870,62***	**1 305 891,08**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 305 891,08**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	19 162,00	*9 400,00*	28 562,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	5 214 670,33		5 214 670,33
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
Dépenses d'investissement – Total		**5 233 832,33**	***9 400,00***	**5 243 232,33**

\+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 243 232,33**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	40 000,00		40 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	153,01		153,01
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	17 194,00		17 194,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques	200,00	*0,00*	200,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**57 547,01**	***9 400,00***	**66 947,01**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	1 238 944,07

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 305 891,08

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	666 469,32	*0,00*	666 469,32
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*28 200,00*	28 200,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*450 670,62*	450 670,62
Recettes d'investissement – Total		**666 469,32**	***478 870,62***	**1 145 339,94**

\+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	4 097 892,39

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	5 243 232,33

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**3 414 568,54**	**713 384,13**	**713 384,13**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	996 750,00	-17 007,75	-17 007,75
6062	Produits de traitement	319 108,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	332 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	500,00	0,00	0,00
6066	Carburants	97 649,31	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	1 111 000,00	63 000,00	63 000,00
6135	Locations mobilières	8 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	62 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 200,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	42 000,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	17 500,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	39 500,00	150 000,00	150 000,00
618	Divers	44 000,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	500,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	3 000,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	200,00	0,00	0,00
6248	Divers	200,00	0,00	0,00
6256	Missions	5 800,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	500,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	7 500,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	200,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	272 027,23	517 391,88	517 391,88
63512	Taxes foncières	200,00	0,00	0,00
63713	Redevance pour la performance des systèm	39 734,00	0,00	0,00
6378	Autres taxes et redevances	12 500,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**2 595 205,30**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	7 871,00	350,00	350,00
6333	Particip. employeurs format° pro. cont.	11 279,62	1 400,00	1 400,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	16 687,80	-2 000,00	-2 000,00
6411	Salaires, appointements, commissions	1 274 332,75	37 803,00	37 803,00
6412	Congés payés	7 800,21	-1 500,00	-1 500,00
6413	Primes et gratifications	3 454,71	0,00	0,00
6414	Indemnités et avantages divers	490 408,13	-44 000,00	-44 000,00
6415	Supplément familial	2 512,19	-300,00	-300,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	524 270,33	-1 500,00	-1 500,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	235 851,87	9 747,00	9 747,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	19 736,69	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	1 000,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**250,00**	**97 539,33**	**97 539,33**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	64 500,00	64 500,00
6542	Créances éteintes	0,00	19 300,00	19 300,00
6553	Subventions de fonctionnement versées	0,00	13 739,33	13 739,33
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	250,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE GESTION		**6 010 023,84**	**810 923,46**	**810 923,46**
66	**Charges financières (8)**	**439 815,00**	**16 097,00**	**16 097,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	460 798,00	-3 000,00	-3 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-20 983,00	19 097,00	19 097,00
67	**Charges spécifiques**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	200 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (9)**	**23 846,00**	**0,00**	**0,00**
6815	Dot. prov. pour risques exploitat°	23 846,00	0,00	0,00
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	0,00	0,00	0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES D'EXPLOITATION		**6 673 684,84**	**827 020,46**	**827 020,46**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
023	***Virement à la section d'investissement***	***549 814,44***	***450 670,62***	***450 670,62***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***2 556 300,00***	***28 200,00***	***28 200,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*2 556 300,00*	*28 200,00*	*28 200,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***3 106 114,44***	***478 870,62***	***478 870,62***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***3 106 114,44***	***478 870,62***	***478 870,62***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**9 779 799,28**	**1 305 891,08**	**1 305 891,08**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 305 891,08**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	179 243,25
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	195 398,80
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-1 886,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
64198	Autres remboursements	0,00	40 000,00	40 000,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**9 000 933,43**	**153,01**	**153,01**
704	Travaux	500 000,00	14 266,00	14 266,00
70611	Redevance d'assainissement collectif	8 420 366,43	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	13 000,00	10 000,00	10 000,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	48 067,00	-24 112,99	-24 112,99
7088	Autres produits activités annexes	19 500,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**17 194,00**	**17 194,00**
7584	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	17 000,00	17 000,00
7588	Autres	0,00	194,00	194,00
	TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE	**9 000 933,43**	**57 347,01**	**57 347,01**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (c)**	**0,00**	**200,00**	**200,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	200,00	200,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**27 325,85**	**0,00**	**0,00**
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	27 325,85	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES D'EXPLOITATION	**9 028 259,28**	**57 547,01**	**57 547,01**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***1 303 080,00***	***9 400,00***	***9 400,00***
722	*Immobilisations corporelles*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
747	*Quote-part des sub. invest virée résult*	*1 103 080,00*	*9 400,00*	*9 400,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***1 303 080,00***	***9 400,00***	***9 400,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**10 331 339,28**	**66 947,01**	**66 947,01**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**1 238 944,07**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 305 891,08**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
102	**Opération d'équipement n° 102 (5)**	**307 649,31**	**64 746,70**	**64 746,70**
104	**Opération d'équipement n° 104 (5)**	**265 000,00**	**90 687,90**	**90 687,90**
901	**Opération d'équipement n° 901 (5)**	**380 337,00**	**37 317,83**	**37 317,83**
902	**Opération d'équipement n° 902 (5)**	**0,00**	**69 146,25**	**69 146,25**
926	**Opération d'équipement n° 926 (5)**	**20 000,00**	**71 714,40**	**71 714,40**
927	**Opération d'équipement n° 927 (5)**	**10 000,00**	**20 533,75**	**20 533,75**
928	**Opération d'équipement n° 928 (5)**	**160 000,00**	**94 250,00**	**94 250,00**
936	**Opération d'équipement n° 936 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
940	**Opération d'équipement n° 940 (5)**	**0,00**	**53 242,55**	**53 242,55**
941	**Opération d'équipement n° 941 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**1 142 986,31**	**501 639,38**	**501 639,38**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**19 162,00**	**19 162,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	19 162,00	19 162,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**1 551 059,13**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	1 173 679,08	-37 340,50	-37 340,50
1678	Autres dettes condit° particulières	0,00	37 340,50	37 340,50
16871	Remboursements des emprunts souscrits pa	377 380,05	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**1 551 059,13**	**19 162,00**	**19 162,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**2 694 045,44**	**520 801,38**	**520 801,38**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***751 540,00***	***9 400,00***	***9 400,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***551 540,00***	***9 400,00***	***9 400,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*321 700,00*	*7 019,00*	*7 019,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*46 640,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*3 703,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*135 850,00*	*2 381,00*	*2 381,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*12 252,00*	*0,00*	*0,00*
139188	*des tiers*	*31 395,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***200 000,00***	***0,00***	***0,00***
2151	*Installations complexes spécialisées*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***320 000,00***	***0,00***	***0,00***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*320 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***1 071 540,00***	***9 400,00***	***9 400,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**3 765 585,44**	**530 201,38**	**530 201,38**

+

RESTES A REALISER N-1	**4 713 030,95**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 243 232,33**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. équipt Départements	0,00	0,00	0,00
1314	Subv. équipt Communes	0,00	0,00	0,00
13188	des tiers	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**1 289 471,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	1 289 471,00	0,00	0,00
16871	Remboursements des emprunts souscrits pa	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**1 289 471,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	0,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**1 289 471,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***549 814,44***	***450 670,62***	***450 670,62***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***2 556 300,00***	***28 200,00***	***28 200,00***
28031	*Frais d'études*	*434,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*11 776,00*	*-11 776,00*	*-11 776,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*496,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*364 545,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*834,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*492 235,00*	*13 700,00*	*13 700,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*781 170,00*	*26 900,00*	*26 900,00*
28154	*Matériel industriel*	*1 838,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*307 778,00*	*8 600,00*	*8 600,00*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*7 099,00*	*0,00*	*0,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*397,00*	*0,00*	*0,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*100 206,00*	*-482,00*	*-482,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*322 621,00*	*-4 800,00*	*-4 800,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*39 860,00*	*1 170,00*	*1 170,00*
28182	*Matériel de transport*	*85 076,00*	*-6 550,00*	*-6 550,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*550,00*	*1 438,00*	*1 438,00*
28188	*Autres*	*39 385,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***3 106 114,44***	***478 870,62***	***478 870,62***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***320 000,00***	***0,00***	***0,00***
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*320 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***3 426 114,44***	***478 870,62***	***478 870,62***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**4 715 585,44**	**478 870,62**	**478 870,62**

+

RESTES A REALISER N-1	**666 469,32**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**4 097 892,39**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**5 243 232,33**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 102 (1)
LIBELLE : STEP ET RESEAUX PORT VENDRES COLLIOURE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	Montant pour information (4)
DEPENSES		**375 170,72**	**a 493 424,41**	**64 746,70**	**b 64 746,70**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**8 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21562	Service d'assainissement	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**375 170,72**	**485 424,41**	**64 746,70**	**64 746,70**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	375 170,72	485 424,41	64 746,70	64 746,70	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 51 702,12**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**51 702,12**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	45 971,56	0,00
1313	Subv. équipt Départements	5 730,56	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-506 468,99**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 104 (1)
LIBELLE : STEP ET RESEAUX BANYULS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	Montant pour information (4)
DEPENSES		**305 020,78**	**a 301 650,38**	**90 687,90**	**b 90 687,90**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**305 020,78**	**301 650,38**	**90 687,90**	**90 687,90**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	305 020,78	301 650,38	90 687,90	90 687,90	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 79 158,36**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**79 158,36**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	79 158,36	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-313 179,92**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 901 (1)
LIBELLE : ACQUISITION BIENS MEUBLES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	Montant pour information (4)
DEPENSES		**882 758,44**	**a 576 863,15**	**37 317,83**	**b 37 317,83**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**870,00**	**53 702,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions et droits assimilés	870,00	53 702,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**555 871,07**	**351 685,38**	**7 317,83**	**7 317,83**	**0,00**
21562	Service d'assainissement	484 233,70	161 839,63	5 317,83	5 317,83	0,00
2181	Installat° générales, agencements	26 462,05	4 776,50	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	37 488,84	183 572,55	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	7 686,48	1 496,70	2 000,00	2 000,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**326 017,37**	**171 475,77**	**30 000,00**	**30 000,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	326 017,37	171 475,77	30 000,00	30 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-614 180,98**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 902 (1)
LIBELLE : STEP ET RESEAUX ARGELES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	Montant pour information (4)
DEPENSES		**396 210,31**	**a 204 261,38**	**69 146,25**	**b 69 146,25**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**85,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21562	Service d'assainissement	0,00	85,46	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**396 210,31**	**204 175,92**	**69 146,25**	**69 146,25**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	396 210,31	204 175,92	69 146,25	69 146,25	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-273 407,63**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 926 (1)
LIBELLE : STEP INTERCO N°2 ET RESEAUX VILL/MONT/STGE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	Montant pour information (4)
DEPENSES		123 593,06	a 148 749,09	71 714,40	b 71 714,40	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	123 593,06	148 749,09	71 714,40	71 714,40	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	123 593,06	148 749,09	71 714,40	71 714,40	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-220 463,49

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 927 (1)
LIBELLE : STEP ET RESEAUX PALAU

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	Montant pour information (4)
DEPENSES		43 319,07	a 18 132,00	20 533,75	b 20 533,75	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	43 319,07	18 132,00	20 533,75	20 533,75	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	43 319,07	18 132,00	20 533,75	20 533,75	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-38 665,75

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 928 (1)
LIBELLE : STEP INTER N°1 ET RESEAUX STAN/SOR/LAR

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	Montant pour information (4)
DEPENSES		**342 379,47**	**a 130 923,20**	**94 250,00**	**b 94 250,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**4 998,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21562	Service d'assainissement	0,00	4 998,39	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**342 379,47**	**125 924,81**	**94 250,00**	**94 250,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	342 379,47	125 924,81	94 250,00	94 250,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 24 000,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**24 000,00**	**0,00**
1314	Subv. équipt Communes	24 000,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-201 173,20**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 936 (1)
LIBELLE : STEP ET RESEAUX CERBERE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	Montant pour information (4)
DEPENSES		**129 098,38**	**a 2 403 370,61**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**129 098,38**	**2 403 370,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	129 098,38	2 403 370,61	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1313	Subv. équipt Départements	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-2 403 370,61**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 940 (1)
LIBELLE : STEP ET RESEAUX ELNE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	Montant pour information (4)
DEPENSES		**165 601,17**	**a 163 820,00**	**53 242,55**	**b 53 242,55**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21562	Service d'assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**165 601,17**	**163 820,00**	**53 242,55**	**53 242,55**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	165 601,17	163 820,00	53 242,55	53 242,55	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-217 062,55**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 941 (1)
LIBELLE : STEP ET RESEAUX BAGES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	Montant pour information (4)
DEPENSES		**55 903,06**	**a 271 836,73**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**55 903,06**	**271 836,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	55 903,06	271 836,73	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 511 608,84**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**511 608,84**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	230 489,66	0,00
1313	Subv. équipt Départements	147 659,43	0,00
13188	des tiers	133 459,75	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**239 772,11**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de crédit de trésorerie						
51932 Lignes de crédit de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Au sens de la circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989 relative aux concours financiers à court terme offerts aux collectivités locales et à leurs établissements publics.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**23 073 375,70**									
1641 Emprunts en euros (total)					23 073 375,70									
1240159	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGN	30/04/2013		01/02/2014	900 000,00	F		3,950	3,950	euros	A	P	N	A-1
1712	SOCIETE GENERALE	31/07/2017		31/01/2018	820 000,00	F		1,590	1,590	euros	T	P	N	A-1
1803290601	DEXIA CREDIT LOCAL	10/12/2001		01/02/2003	1 524 490,17	F		5,300	5,300	euros	A	P	N	A-1
227969 251121 0235826	DEXIA CREDIT LOCAL	01/07/2005		01/11/2005	750 000,00	F		3,840	3,840	euros	T	P	N	A-1
237853 251398 0247534 001	DEXIA CREDIT LOCAL	02/01/2007		01/02/2007	361 000,00	F		3,690	3,690	euros	A	P	N	A-1
5271119 1315327	CAISSE D EPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON	13/01/2010		25/03/2010	3 200 000,00	F		4,170	4,170	euros	A	P	N	A-1
776797	CREDIT AGRICOLE	08/11/2022		10/02/2023	658 000,00	F		2,490	2,490	euros	T	C	N	A-1
7860261 7866828	CAISSE D EPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON	20/01/2011		25/06/2011	656 000,00	F		3,740	3,740	euros	A	P	N	A-1
8157660 8274353	CAISSE D EPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON	11/01/2013		25/01/2014	650 000,00	F		4,900	4,900	euros	A	P	N	A-1
8334368 4192622	CAISSE D EPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON	12/12/2013		25/02/2015	1 200 000,00	F		3,100	3,100	euros	A	C	N	A-1
8652584 4597875	CAISSE D EPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON	15/12/2015		25/09/2016	260 000,00	F		2,660	2,660	euros	T	P	N	A-1
9270408 9541246	CAISSE D'EPARGNE LANGUEDOC ROUSS	24/02/2021		25/06/2021	400 000,00	F		0,680	0,680	euros	T	C	N	A-1
A1708003000	CAISSE D EPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON	25/07/2008		25/07/2008	1 500 000,00	F		4,950	4,950	euros	A	P	N	A-1
A1708004000	CAISSE D EPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON	25/07/2008		25/07/2010	1 406 679,51	F		4,950	4,950	euros	A	P	N	A-1
DK1624CRCAM	CAISSE RGLE DE CREDIT AGRICOLE M	03/11/2025		10/01/2026	1 598 105,00	F		3,950	3,950	euros	T	C	N	A-1
DK1631CRCAM	CAISSE RGLE DE CREDIT AGRICOLE M	03/11/2025		10/01/2026	1 000 000,00	F		2,700	2,700	euros	T	P	N	A-1
MON529929	DEXIA CREDIT LOCAL	12/12/2019		01/05/2020	300 000,00	F		1,010	1,010	euros	T	C	N	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
MON540127EUR	BANQUE POSTALE	19/08/2021		01/12/2021	1 200 000,00	F		0,900	0,900	euros	T	C	N	A-1
MON547226EUR	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	22/12/2023		01/04/2024	771 910,00	F		4,240	4,240	euros	T	C	N	A-1
MON550410EUR	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	18/12/2024		01/04/2025	1 571 519,00	F		3,370	3,370	euros	T	C	N	A-1
P1E93V013PR	CAISSE RGLE DE CREDIT AGRICOLE M	01/01/2014		10/03/2014	45 672,02	F		5,150	5,150	euros	A	P	N	A-1
PIB05W014PR	CAISSE RGLE DE CREDIT AGRICOLE M	10/02/2011		10/07/2011	2 300 000,00	F		3,750	3,750	euros	A	P	N	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**373 405,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					373 405,00									
20172008	AGENCE DE L EAU RMC	20/12/2018		16/02/2020	373 405,00	F		0,000	0,000	euros	A	C	N	A-1
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**1 877 380,05**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					1 877 380,05									
DELIB 2025-0222 DU 13 10 25	CDC ACVI	13/10/2025		01/07/2026	1 877 380,05	C		0,000	0,000	euros	A	X	N	A-1
Total général					**25 324 160,75**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**13 349 497,83**					**1 136 015,93**	**454 837,16**	**0,00**	**179 243,25**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		13 349 497,83					1 136 015,93	454 837,16	0,00	179 243,25
1240159	N	0,00	A-1	224 063,19	2,00	F		3,950	71 813,74	8 850,50	0,00	5 486,61
1712	N	0,00	A-1	516 441,61	11,00	F		1,590	41 219,11	8 076,30	0,00	1 293,78
1803290601	N	0,00	A-1	348 403,63	6,00	F		5,300	49 771,94	18 465,39	0,00	14 439,87
227969 251121 0235826	N	0,00	A-1	341 956,54	8,00	F		3,840	29 503,32	12 709,67	0,00	1 956,23
237853 251398 0247534 001	N	0,00	A-1	24 131,55	0,00	F		3,690	24 131,55	890,42	0,00	0,00
5271119 1315327	N	0,00	A-1	1 487 262,41	8,00	F		4,170	139 560,00	62 018,84	0,00	43 265,68
776797	N	0,00	A-1	526 399,96	11,00	F		2,490	43 866,68	12 697,75	0,00	1 668,76
7860261 7866828	N	0,00	A-1	411 029,28	14,00	F		3,740	20 649,58	16 112,35	0,00	7 923,96
8157660 8274353	N	0,00	A-1	335 609,16	7,00	F		4,900	35 271,50	16 444,85	0,00	13 708,56
8334368 4192622	N	0,00	A-1	320 000,00	3,00	F		3,100	80 000,00	9 920,00	0,00	6 298,52
8652584 4597875	N	0,00	A-1	153 514,61	9,00	F		2,660	12 849,34	3 956,02	0,00	62,36
9270408 9541246	N	0,00	A-1	305 000,00	14,00	F		0,680	20 000,00	2 023,00	0,00	26,92
A1708003000	N	0,00	A-1	834 677,35	11,00	F		4,950	52 590,92	41 316,53	0,00	16 864,14
A1708004000	N	0,00	A-1	834 677,35	11,00	F		4,950	52 590,92	41 316,53	0,00	16 864,14
DK1624CRCAM	N	0,00	A-1	1 598 105,00	19,00	F		3,950	79 905,24	57 824,69	0,00	13 326,42
DK1631CRCAM	N	0,00	A-1	1 000 000,00	19,00	F		2,700	38 258,88	24 853,93	0,00	5 770,44
MON529929	N	0,00	A-1	213 750,00	13,00	F		1,010	15 000,00	2 102,06	0,00	328,98
MON540127EUR	N	0,00	A-1	945 000,00	14,00	F		0,900	60 000,00	8 417,25	0,00	641,62
MON547226EUR	N	0,00	A-1	681 853,81	12,00	F		4,240	51 460,68	28 481,79	0,00	6 607,92
MON550410EUR	N	0,00	A-1	1 512 587,03	18,00	F		3,370	78 575,96	50 674,45	0,00	11 947,30
P1E93V013PR	N	0,00	A-1	8 643,36	1,00	F		5,150	4 213,18	445,14	0,00	185,02

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
PIB05W014PR	N	0,00	A-1	726 391,99	4,00	F		3,750	134 783,39	27 239,70	0,00	10 576,02
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**149 362,00**					**37 340,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		149 362,00					37 340,50	0,00	0,00	0,00
20172008	N	0,00	A-1	149 362,00	3,00	F		0,000	37 340,50	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**1 877 380,05**					**377 380,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		1 877 380,05					377 380,05	0,00	0,00	0,00
DELIB 2025-0222 DU 13 10 25	N	0,00	A-1	1 877 380,05	4,00	C		0,000	377 380,05	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**15 376 239,88**					**1 550 736,48**	**454 837,16**	**0,00**	**179 243,25**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire n° NOR : IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

Nota. – Cette annexe retrace le stock de dette à la clôture après opérations de couverture éventuelles.

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	24	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	15 376 239,88	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite) : EFFET DE L'INSTRUMENT DE COUVERTURE

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1500,00 €	16/06/2016

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années) 1	
L	INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS	15	16/06/2017
L	BATIMENTS	20	16/06/2017
L	BRANCHEMENTS NEUFS	50	16/06/2017
L	MATERIEL INFORMATIQUE	4	16/06/2017
L	MOBILIER	7	16/06/2017
L	RESEAUX	50	16/06/2017
L	VEHICULES	7	16/06/2017
L	MATERIEL ELECTRO	7	16/06/2017
L	MATERIEL SPECIFIQUE	7	16/06/2017

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant constitué à l'ouverture	Montant total constitué	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel à la clôture
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**30 143,00**	**30 143,00**	**0,00**	**30 143,00**
ASSURANCE DES BAITMENTS	0,00	05/04/2024	6 297,00	6 297,00	0,00	6 297,00
MISE EN PLACE COMPTE EPARGNE TEMPS	0,00	15/12/2025	23 846,00	23 846,00	0,00	23 846,00
Dépréciations (2)	**0,00**		**78 171,71**	**78 171,71**	**27 325,85**	**50 845,86**
DOTATION AUX DEPRECIATIONS DES ACTIFS CIRCULANTS	0,00	11/12/2023	29 845,67	29 845,67	0,00	29 845,67
DOTATION AUX DEPRECIATIONS DES ACTIFS CIRCULANTS	0,00	11/12/2023	6 154,74	6 154,74	0,00	6 154,74
DOTATION AUX DEPRECIATIONS DES ACTIFS CIRCULANTS	0,00	11/12/2023	42 171,30	42 171,30	0,00	42 171,30
DOTATION AUX DEPRECIATIONS DES ACTIFS CIRCULANTS	0,00	11/12/2023	0,00	0,00	0,00	0,00
DOTATION AUX DEPRECIATIONS DES ACTIFS CIRCULANTS	0,00	11/12/2023	0,00	0,00	27 325,85	-27 325,85
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**108 314,71**	**108 314,71**	**27 325,85**	**80 988,86**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 de la section d'investissement (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**4 097 892,39**	**4 097 892,39**	**4 097 892,39**
Solde des restes à réaliser (RAR) (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**4 046 561,63**	**-4 046 561,63**	**-4 046 561,63**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**4 046 561,63**	**51 330,76**	**51 330,76**	**4 097 892,39**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles		Total (1) Vote
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**4 046 561,63**	**51 330,76**	**51 330,76**	**4 097 892,39**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**4 046 561,63**	**51 330,76**	**51 330,76**	**4 097 892,39**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**2 102 599,13**	**9 400,00**	**9 400,00**	**2 111 999,13**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**3 106 114,44**	**478 870,62**	**478 870,62**	**3 584 985,06**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**1 003 515,31**	**469 470,62**	**469 470,62**	**1 472 985,93**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 2 102 599,13**	**9 400,00**	**II 9 400,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 551 059,13**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 173 679,08	-37 340,50	-37 340,50
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	37 340,50	37 340,50
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	377 380,05	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**551 540,00**	**9 400,00**	**9 400,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*551 540,00*	*9 400,00*	*9 400,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 3 106 114,44**	**478 870,62**	**VI 478 870,62**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**3 106 114,44**	**478 870,62**	**478 870,62**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*434,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*11 776,00*	*-11 776,00*	*-11 776,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*496,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*364 545,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*834,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*492 235,00*	*13 700,00*	*13 700,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*781 170,00*	*26 900,00*	*26 900,00*
28154	*Matériel industriel*	*1 838,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*307 778,00*	*8 600,00*	*8 600,00*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*7 099,00*	*0,00*	*0,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*397,00*	*0,00*	*0,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*100 206,00*	*-482,00*	*-482,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*322 621,00*	*-4 800,00*	*-4 800,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*39 860,00*	*1 170,00*	*1 170,00*
28182	*Matériel de transport*	*85 076,00*	*-6 550,00*	*-6 550,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*550,00*	*1 438,00*	*1 438,00*
28188	*Autres*	*39 385,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*549 814,44*	*450 670,62*	*450 670,62*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
AV MER Avenue de la Mer Montesqieu	460 000,00	0,00	460 000,00	0,00	60 000,00	330 000,00
BRANCHTS BRANCHEMENTS	985 000,00	0,00	985 000,00	1 795 006,76	120 000,00	2 020 000,00
DEMOLITION Démolition anciens ouvrages STEP Argelès CTC	230 730,00	0,00	230 730,00	166 602,98	0,00	0,00
EQUI USINE EQUIPEMENTS USINE	2 891 000,00	0,00	2 891 000,00	457 067,72	6 051,86	1 956 000,00
GEOREF RSX Géoréférencement des réseaux	240 000,00	0,00	240 000,00	0,00	0,00	300 000,00
LOGISTIQUE LOGISTIQUE	361 000,00	0,00	361 000,00	63 211,83	2 000,00	186 000,00
MO REUT Maîtrise d'oeuvre REUT STEP ARGELES	251 000,00	0,00	251 000,00	173 561,08	0,00	0,00
PROJETS PROJETS STRATEGIQUES	5 274 146,25	0,00	5 274 146,25	7 390,00	4 146,25	5 450 000,00
STEP CERBE RECONSTRUCTION STEP	4 020 000,00	0,00	4 020 000,00	113 739,44	0,00	3 022 620,00
STEP PALAU RECONSTRUCTION STEP PALAU	1 620 533,75	0,00	1 620 533,75	12 365,07	20 533,75	1 560 000,00
RESEAUX RENOUVELLEMENT RESEAUX	6 127 699,00	0,00	6 127 699,00	363 147,13	379 641,55	6 395 500,00
MOLIERE Renforcement réseau Molière Argelès	0,00	0,00	0,00	1 026 301,03	0,00	0,00
FOURGON Renouv fourgon et caméra inspection télévisée	160 000,00	0,00	160 000,00	0,00	0,00	0,00
CENTRI PTV Renouvellement centrifugeuse Step Port-Vendres	400 500,00	0,00	400 500,00	0,00	0,00	0,00
MEMBRANE B Renouvellement des membranes STEP Banyuls sur Mer	370 500,00	0,00	370 500,00	0,00	0,00	0,00
RUE JOFFRE Rue Joffre Laroque	385 000,00	0,00	385 000,00	250 075,19	0,00	0,00
DESHY ELNE Réhabilitation unité de déshydratation Step Elne	0,00	0,00	0,00	168 000,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP		
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par ,
A le
,

Délibéré par l'assemblée, réunie en session
A , le

Les membres de l'assemblée délibérante,

Nota. – L'ajout des signataires est facultatif.

Certifié exécutoire par , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CDC ALBERES COTE VERMEILLE ILLIBERIS

Numéro SIRET : 20004360200040
Poste comptable : CENTRE GESTION COMPTABLE ARGELES

Budget supplémentaire
relatif à l'exercice 2026

Budget annexe : SPANC CC ACVI

Instruction budgétaire et comptable M.49(1)
applicable aux services publics industriels et commerciaux locaux

(1) Précision plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 6
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 10
B2 - Balance générale du budget - Recettes 11

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 13
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 19
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 20
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 24
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 25
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 26
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 28
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 29
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 30
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 31
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 32
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 33
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 34

Nota. -Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

I – INFORMATIONS GENERALES | I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement ;
- avec les chapitres « opérations d'équipement ».

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :
- Fonctionnement : 7.5% (maximum 7,5 %)
- Investissement : 7.5% (maximum 7,5 %)

IV – Les provisions sont semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

V – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé de l'exercice.

VI – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	-17 852,92	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE	(si déficit) 17 852,92	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	0,00	0,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	396,62	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 396,62
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	396,62	396,62

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	396,62	396,62

(1) Crédits votés uniquement lors de cette étape budgétaire (sans prise en compte des précédents mouvements de crédits de l'exercices).

(2) Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	2 077,32	0,00	6 260,07	6 260,07	8 337,39
012	Charges de personnel, frais assimilés	48 067,00	0,00	-24 112,99	-24 112,99	23 954,01
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	5,00	0,00	0,00	0,00	5,00
Total des dépenses de gestion des services		**50 149,32**	**0,00**	**-17 852,92**	**-17 852,92**	**32 296,40**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (3)	40,68		0,00	0,00	40,68
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**50 390,00**	**0,00**	**-17 852,92**	**-17 852,92**	**32 537,08**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**50 390,00**	**0,00**	**-17 852,92**	**-17 852,92**	**32 537,08**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	**17 852,92**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**50 390,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	50 390,00	0,00	0,00	0,00	50 390,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**50 390,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 390,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**50 390,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 390,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**50 390,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 390,00**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**50 390,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	**0,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DE 043 = RE 043.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	396,62	396,62	396,62
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**396,62**	**396,62**	**396,62**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**396,62**	**396,62**	**396,62**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**396,62**	**396,62**	**396,62**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**396,62**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (3)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**396,62**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**396,62**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042).

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (7)	**0,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(4) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(5) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(6) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	6 260,07		6 260,07
012	Charges de personnel, frais assimilés	-24 112,99		-24 112,99
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
Dépenses d'exploitation – Total		**-17 852,92**	***0,00***	**-17 852,92**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	**17 852,92**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	396,62		396,62
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
Dépenses d'investissement – Total		**396,62**	***0,00***	**396,62**

\+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**396,62**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**396,62**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**396,62**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**2 077,32**	**6 260,07**	**6 260,07**
6064	Fournitures administratives	775,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	900,00	0,00	0,00
618	Divers	389,32	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	13,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	0,00	6 260,07	6 260,07
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**48 067,00**	**-24 112,99**	**-24 112,99**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	48 067,00	-24 112,99	-24 112,99
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**5,00**	**0,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	5,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE GESTION		**50 149,32**	**-17 852,92**	**-17 852,92**
66	**Charges financières (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**200,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	200,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (9)**	**40,68**	**0,00**	**0,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	40,68	0,00	0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES D'EXPLOITATION		**50 390,00**	**-17 852,92**	**-17 852,92**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**50 390,00**	**-17 852,92**	**-17 852,92**

\+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	**17 852,92**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**50 390,00**	**0,00**	**0,00**
7068	Autres prestations de services	50 390,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE		**50 390,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES D'EXPLOITATION		**50 390,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**50 390,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
908	Opération d'équipement n° 908 (5)	0,00	396,62	396,62
Total des dépenses d'équipement		0,00	396,62	396,62
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		0,00	396,62	396,62
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		0,00	396,62	396,62

+

RESTES A REALISER N-1	0,00

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	396,62

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		0,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1	0,00

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	396,62

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	396,62

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 908 (1)
LIBELLE : ACQUISITION MATERIELS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)	Montant pour information (4)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**396,62**	**b 396,62**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**396,62**	**396,62**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	396,62	396,62	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-396,62**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de crédit de trésorerie						
51932 Lignes de crédit de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Au sens de la circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989 relative aux concours financiers à court terme offerts aux collectivités locales et à leurs établissements publics.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire n° NOR : IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

Nota. – Cette annexe retrace le stock de dette à la clôture après opérations de couverture éventuelles.

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite) : EFFET DE L'INSTRUMENT DE COUVERTURE

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1500,00 €	16/06/2017

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
		1	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant constitué à l'ouverture	Montant total constitué	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel à la clôture
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**25,00**		**47,03**	**72,03**	**0,00**	**72,03**
DOTATION AUX DEPRECIATIONS DES ACTIFS CIRCULANTS	0,00	23/09/2024	31,35	31,35	0,00	31,35
DOTATION AUX DEPRECIATIONS DES ACTIFS CIRCULANTS	0,00	23/09/2024	15,68	15,68	0,00	15,68
DOTATION AUX DEPRECIATIONS DES ACTIFS CIRCULANTS	25,00	23/09/2024	0,00	25,00	0,00	25,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**25,00**		**47,03**	**72,03**	**0,00**	**72,03**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 de la section d'investissement (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**396,62**	**396,62**	**396,62**
Solde des restes à réaliser (RAR) (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**396,62**	**396,62**	**396,62**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles		Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**396,62**	**396,62**	**396,62**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**396,62**	**396,62**	**396,62**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par ,
A le
,

Délibéré par l'assemblée, réunie en session
A , le

Les membres de l'assemblée délibérante,

Nota. – L'ajout des signataires est facultatif.

Certifié exécutoire par , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

REPUBLIQUE FRANÇAISE

: **CDC ALBERES COTE VERMEILLE ILLIBERIS (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE CC ACVI (2)

Numéro SIRET : 20004360200198

POSTE COMPTABLE : CENTRE GESTION COMPTABLE ARGELES

M. 57

Budget supplémentaire
Voté par nature

BUDGET : ORDURES MENAGERES (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 41
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 49
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 51
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 54
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 57

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 59
A1.01 - Opérations non ventilables 61
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 62
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 65
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 68
A2.01 - Opérations non ventilables 70
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 71
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 74
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 80
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 81
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 85
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 86
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 87

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	89
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	90
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	91
B3.1 - Etat des provisions constituées	92
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	94
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	96
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	97

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	99

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7,5%
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	16 408 936,50	18 537 213,91	-444 825,32	A1	1 683 452,09
Investissement	2 062 524,05	2 742 924,92	(2) -658 680,71	A2	21 720,16
Fonctionnement	14 346 412,45	15 794 288,99	(3) 213 855,39	A3	1 661 731,93

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	631 876,69	III + IV	0,00	B1 -631 876,69
Investissement	I	631 876,69	III	0,00	B2 -631 876,69
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	1 051 575,40
Investissement	**A2 + B2**	-610 156,53
Fonctionnement	**A3 + B3**	1 661 731,93

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	631 876,69
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
346	Opération d'équipement n° 346		1 898,32
804	Opération d'équipement n° 804		50 968,64
816	Opération d'équipement n° 816		261 975,84
825	Opération d'équipement n° 825		25 078,53
838	Opération d'équipement n° 838		138 616,13
852	Opération d'équipement n° 852		26 821,90
856	Opération d'équipement n° 856		123 034,83
881	Opération d'équipement n° 881		585,00
882	Opération d'équipement n° 882		2 897,50
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	546 866,00	1 101 853,97
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	631 876,69	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 76 888,72
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	1 178 742,69	1 178 742,69

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	1 322 922,96	216 179,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 106 743,96
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	1 322 922,96	1 322 922,96

TOTAL DU BUDGET (5)	2 501 665,65	2 501 665,65

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
EQUIP TVX	Entretien equipement et travaux	825, 346, 882, 852, 856, 881, 804	509 996,00
MAT TRANS	MATERIEL DE TRANSPORT	881, 816	-37 800,00
MAT ET MOB	Matériel et mobilier OM et tri	804, 838	73 000,00
TOTAL			**545 196,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**545 196,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

II

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	1 262 800,00	615 180,44	180 200,00	180 200,00	2 058 180,44
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	100 000,00	16 696,25	364 996,00	364 996,00	481 692,25
Total des dépenses d'équipement		**1 362 800,00**	**631 876,69**	**545 196,00**	**545 196,00**	**2 539 872,69**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 362 800,00**	**631 876,69**	**545 196,00**	**545 196,00**	**2 539 872,69**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*77 469,00*		*1 670,00*	*1 670,00*	*79 139,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***77 469,00***		***1 670,00***	***1 670,00***	***79 139,00***

TOTAL	**1 440 269,00**	**631 876,69**	**546 866,00**	**546 866,00**	**2 619 011,69**
					+
				D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 619 011,69**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**60 000,00**	**60 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	90 001,00	0,00	-84 750,00	-84 750,00	5 251,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	554 987,97	554 987,97	554 987,97
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**90 001,00**	**0,00**	**470 237,97**	**470 237,97**	**560 238,97**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**90 001,00**	**0,00**	**530 237,97**	**530 237,97**	**620 238,97**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*349 268,00*		*429 616,00*	*429 616,00*	*778 884,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*1 258 000,00*		*142 000,00*	*142 000,00*	*1 400 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 607 268,00***		***571 616,00***	***571 616,00***	***2 178 884,00***

TOTAL	**1 697 269,00**	**0,00**	**1 101 853,97**	**1 101 853,97**	**2 799 122,97**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE					**76 888,72**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**2 876 011,69**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**2 099 745,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	3 680 051,00	0,00	247 855,67	247 855,67	3 927 906,67
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	5 463 307,00	0,00	460 760,86	460 760,86	5 924 067,86
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	4 706 871,00	0,00	42 690,43	42 690,43	4 749 561,43
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**13 850 229,00**	**0,00**	**751 306,96**	**751 306,96**	**14 601 535,96**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	76 219,00		0,00	0,00	76 219,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**13 976 448,00**	**0,00**	**751 306,96**	**751 306,96**	**14 727 754,96**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*349 268,00*		*429 616,00*	*429 616,00*	*778 884,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*1 258 000,00*		*142 000,00*	*142 000,00*	*1 400 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***1 607 268,00***		***571 616,00***	***571 616,00***	***2 178 884,00***

TOTAL	**15 583 716,00**	**0,00**	**1 322 922,96**	**1 322 922,96**	**16 906 638,96**
					+
				D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**16 906 638,96**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	948 500,00	0,00	0,00	0,00	948 500,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	14 402 347,00	0,00	214 509,00	214 509,00	14 616 856,00
74	Dotations et participations (4)	40 400,00	0,00	0,00	0,00	40 400,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	65 000,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
Total des recettes de gestion courante		**15 506 247,00**	**0,00**	**214 509,00**	**214 509,00**	**15 720 756,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**15 506 247,00**	**0,00**	**214 509,00**	**214 509,00**	**15 720 756,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*77 469,00*		*1 670,00*	*1 670,00*	*79 139,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***77 469,00***		***1 670,00***	***1 670,00***	***79 139,00***
TOTAL		**15 583 716,00**	**0,00**	**216 179,00**	**216 179,00**	**15 799 895,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE	**1 106 743,96**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**16 906 638,96**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**2 099 745,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	*1 670,00*	1 670,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	1 177 072,69		1 177 072,69
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**1 177 072,69**	***1 670,00***	**1 178 742,69**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 178 742,69**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	247 855,67		247 855,67
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	460 760,86		460 760,86
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	42 690,43	*0,00*	42 690,43
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*142 000,00*	142 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*429 616,00*	429 616,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**751 306,96**	***571 616,00***	**1 322 922,96**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 322 922,96**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		-84 750,00	*0,00*	-84 750,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		60 000,00	*0,00*	60 000,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*142 000,00*	142 000,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*429 616,00*	429 616,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**-24 750,00**	***571 616,00***	**546 866,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**76 888,72**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**554 987,97**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 178 742,69**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	214 509,00		214 509,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*1 670,00*	1 670,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**214 509,00**	***1 670,00***	**216 179,00**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE	1 106 743,96
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 322 922,96

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 440 269,00**	**631 876,69**	**545 196,00**	**546 866,00**	**546 866,00**	**545 196,00**	**1 670,00**	**1 178 742,69**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	1 362 800,00	631 876,69	0,00	545 196,00	545 196,00	545 196,00	0,00	1 177 072,69
Total des dépenses d'équipement		**1 362 800,00**	**631 876,69**	**0,00**	**545 196,00**	**545 196,00**	**545 196,00**	**0,00**	**1 177 072,69**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**1 362 800,00**	**631 876,69**	**545 196,00**	**545 196,00**	**545 196,00**	**545 196,00**	**0,00**	**1 177 072,69**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*77 469,00*			*1 670,00*	*1 670,00*		*1 670,00*	*1 670,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**77 469,00**			**1 670,00**	**1 670,00**		**1 670,00**	**1 670,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**1 178 742,69**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 697 269,00**	**0,00**	**546 866,00**	**546 866,00**	**546 866,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**60 000,00**	**60 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	90 001,00	0,00	-84 750,00	-84 750,00	-84 750,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**90 001,00**	**0,00**	**-84 750,00**	**-84 750,00**	**-84 750,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**90 001,00**	**0,00**	**-24 750,00**	**-24 750,00**	**-24 750,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*349 268,00*		*429 616,00*	*429 616,00*	*429 616,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 258 000,00*		*142 000,00*	*142 000,00*	*142 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***1 607 268,00***		***571 616,00***	***571 616,00***	***571 616,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**76 888,72**

Affectation au compte 1068 (9)	**554 987,97**

Total des recettes d'investissement cumulées	**1 178 742,69**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 440 269,00**	**631 876,69**	**545 196,00**	**546 866,00**	**546 866,00**	**545 196,00**	**1 670,00**	**1 178 742,69**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	1 362 800,00	631 876,69	0,00	545 196,00	545 196,00	545 196,00	0,00	1 177 072,69
Total des dépenses d'équipement		**1 362 800,00**	**631 876,69**	**0,00**	**545 196,00**	**545 196,00**	**545 196,00**	**0,00**	**1 177 072,69**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**1 362 800,00**	**631 876,69**	**545 196,00**	**545 196,00**	**545 196,00**	**545 196,00**	**0,00**	**1 177 072,69**

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*77 469,00*			*1 670,00*	*1 670,00*		*1 670,00*	*1 670,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*77 469,00*			*1 670,00*	*1 670,00*		*1 670,00*	*1 670,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*32 617,40*			*1 670,00*	*1 670,00*		*1 670,00*	*1 670,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*22 303,80*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*22 547,80*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**77 469,00**			**1 670,00**	**1 670,00**		**1 670,00**	**1 670,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
346	DECHETTERIE COTE VERMEILLE	EQUIP TVX	252 437,01	1 898,32	3 100,00	3 100,00	3 100,00	0,00
804	ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
804	ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER	EQUIP TVX	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00	0,00
804	ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER	MAT ET MOB	440 594,56	50 968,64	7 000,00	7 000,00	7 000,00	0,00
816	VEH ET MAT OM ARGELES ALBERES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
816	VEH ET MAT OM ARGELES ALBERES	MAT TRANS	1 861 460,36	261 975,84	-32 800,00	-32 800,00	-32 800,00	0,00
825	DECHETTERIE ARGELES	EQUIP TVX	94 875,84	25 078,53	110 000,00	110 000,00	110 000,00	0,00
825	DECHETTERIE ARGELES	MAT TRANS	147 818,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
838	COLONNES COLLECTE	MAT ET MOB	423 460,56	138 616,13	66 000,00	66 000,00	66 000,00	0,00
852	DECHETTERIE LAROQUE	EQUIP TVX	69 256,32	26 821,90	374 796,00	374 796,00	374 796,00	0,00
856	VEH ET MAT OM COTE VERMEILLE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
856	VEH ET MAT OM COTE VERMEILLE	EQUIP TVX	14 404,07	1 227,64	-5 000,00	-5 000,00	-5 000,00	0,00
856	VEH ET MAT OM COTE VERMEILLE	MAT TRANS	824 685,06	121 807,19	0,00	0,00	0,00	0,00
881	VEH ET MAT OM ILLIBERIS	EQUIP TVX	8 644,80	0,00	-5 000,00	-5 000,00	-5 000,00	0,00
881	VEH ET MAT OM ILLIBERIS	MAT TRANS	184 689,00	585,00	-5 000,00	-5 000,00	-5 000,00	0,00
882	DECHETTERIE ELNE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
882	DECHETTERIE ELNE	EQUIP TVX	91 406,19	2 897,50	2 100,00	2 100,00	2 100,00	0,00
TOTAL			**4 413 732,17**	**631 876,69**	**545 196,00**	**545 196,00**	**545 196,00**	**0,00**

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 346
LIBELLE : DECHETTERIE COTE VERMEILLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EQUIP TVX

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**252 437,01**	**a 1 898,32**	**3 100,00**	**b 3 100,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**5 000,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**252 437,01**	**1 898,32**	**-1 900,00**	**-1 900,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	252 437,01	1 898,32	-1 900,00	-1 900,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-4 998,32

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 804
LIBELLE : ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EQUIP TVX

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	30 000,00	b 30 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-30 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 804
LIBELLE : ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : MAT ET MOB

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**440 594,56**	**a 50 968,64**	**7 000,00**	**b 7 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**440 594,56**	**50 968,64**	**7 000,00**	**7 000,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	437 254,26	50 401,04	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	2 550,89	567,60	5 000,00	5 000,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	789,41	0,00	2 000,00	2 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-57 968,64

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 816
LIBELLE : VEH ET MAT OM ARGELES ALBERES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : MAT TRANS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**1 861 460,36**	**a 261 975,84**	**-32 800,00**	**b -32 800,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**1 861 460,36**	**261 975,84**	**-32 800,00**	**-32 800,00**
21828	Autres matériels de transport	0,00	1 861 460,36	261 975,84	-32 800,00	-32 800,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-229 175,84

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 825
LIBELLE : DECHETTERIE ARGELES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EQUIP TVX

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**94 875,84**	**a 25 078,53**	**110 000,00**	**b 110 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**13 149,46**	**20 000,00**	**115 000,00**	**115 000,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	13 149,46	20 000,00	110 000,00	110 000,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**81 726,38**	**5 078,53**	**-5 000,00**	**-5 000,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	81 726,38	5 078,53	-5 000,00	-5 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-135 078,53

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 825
LIBELLE : DECHETTERIE ARGELES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : MAT TRANS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**147 818,40**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**147 818,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21828	Autres matériels de transport	0,00	147 818,40	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 838
LIBELLE : COLONNES COLLECTE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : MAT ET MOB

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**423 460,56**	**a 138 616,13**	**66 000,00**	**b 66 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**423 460,56**	**138 616,13**	**66 000,00**	**66 000,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	423 460,56	138 616,13	66 000,00	66 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-204 616,13

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 852
LIBELLE : DECHETTERIE LAROQUE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EQUIP TVX

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**69 256,32**	**a 26 821,90**	**374 796,00**	**b 374 796,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**69 256,32**	**6 821,90**	**374 796,00**	**374 796,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	69 256,32	6 821,90	374 796,00	374 796,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-401 617,90

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 856
LIBELLE : VEH ET MAT OM COTE VERMEILLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EQUIP TVX

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	14 404,07	a 1 227,64	-5 000,00	b -5 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	14 404,07	1 227,64	-5 000,00	-5 000,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	14 404,07	1 227,64	-5 000,00	-5 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	3 772,36

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 856
LIBELLE : VEH ET MAT OM COTE VERMEILLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : MAT TRANS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**824 685,06**	**a 121 807,19**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**824 685,06**	**121 807,19**	**0,00**	**0,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	20 043,30	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	804 641,76	121 807,19	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-121 807,19

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 881
LIBELLE : VEH ET MAT OM ILLIBERIS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EQUIP TVX

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	8 644,80	a 0,00	-5 000,00	b -5 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	8 644,80	0,00	-5 000,00	-5 000,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	8 644,80	0,00	-5 000,00	-5 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	5 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 881
LIBELLE : VEH ET MAT OM ILLIBERIS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : MAT TRANS

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**184 689,00**	**a 585,00**	**-5 000,00**	**b -5 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**184 689,00**	**585,00**	**-5 000,00**	**-5 000,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	13 929,00	585,00	-5 000,00	-5 000,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	170 760,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	4 415,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 882
LIBELLE : DECHETTERIE ELNE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : EQUIP TVX

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**91 406,19**	**a 2 897,50**	**2 100,00**	**b 2 100,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**5 000,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**91 406,19**	**2 897,50**	**-2 900,00**	**-2 900,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	91 406,19	2 897,50	-2 900,00	-2 900,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-4 997,50

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 346
LIBELLE : DECHETTERIE COTE VERMEILLE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 804
LIBELLE : ACQUISITION MATERIEL ET MOBILIER
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 816
LIBELLE : VEH ET MAT OM ARGELES ALBERES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 825
LIBELLE : DECHETTERIE ARGELES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 838
LIBELLE : COLONNES COLLECTE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	60 000,00	d 60 000,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	60 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 852
LIBELLE : DECHETTERIE LAROQUE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 856
LIBELLE : VEH ET MAT OM COTE VERMEILLE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 882
LIBELLE : DECHETTERIE ELNE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 697 269,00**	**0,00**	**546 866,00**	**546 866,00**	**546 866,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**60 000,00**	**60 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	90 001,00	0,00	-84 750,00	-84 750,00	-84 750,00
10222	FCTVA	90 001,00	0,00	-84 750,00	-84 750,00	-84 750,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**90 001,00**	**0,00**	**-84 750,00**	**-84 750,00**	**-84 750,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**90 001,00**	**0,00**	**-24 750,00**	**-24 750,00**	**-24 750,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*349 268,00*		*429 616,00*	*429 616,00*	*429 616,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 258 000,00*		*142 000,00*	*142 000,00*	*142 000,00*
28138	*Autres constructions*	*24 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*1 500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*700,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*7 201,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*278 200,00*		*10 500,00*	*10 500,00*	*10 500,00*
2817828	*Autres matériels transport (m. à dispo)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*312 300,00*		*35 000,00*	*35 000,00*	*35 000,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
281828	*Autres matériels de transport*	*632 100,00*		*96 240,00*	*96 240,00*	*96 240,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*1 400,00*		*260,00*	*260,00*	*260,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*599,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***1 607 268,00***		***571 616,00***	***571 616,00***	***571 616,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III

B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		**15 583 716,00**	**0,00**	**0,00**	**1 322 922,96**	**1 322 922,96**	**0,00**	**1 322 922,96**	**1 322 922,96**
011	Charges à caractère général (4)	3 680 051,00	0,00	0,00	247 855,67	247 855,67	0,00	247 855,67	247 855,67
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	5 463 307,00	0,00		460 760,86	460 760,86		460 760,86	460 760,86
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	4 706 871,00	0,00	0,00	42 690,43	42 690,43	0,00	42 690,43	42 690,43
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**13 850 229,00**	**0,00**	**0,00**	**751 306,96**	**751 306,96**	**0,00**	**751 306,96**	**751 306,96**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	50 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	76 219,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**126 219,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**13 976 448,00**	**0,00**	**0,00**	**751 306,96**	**751 306,96**	**0,00**	**751 306,96**	**751 306,96**
023	*Virement à la section d'investissement*	*349 268,00*			*429 616,00*	*429 616,00*		*429 616,00*	*429 616,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*1 258 000,00*			*142 000,00*	*142 000,00*		*142 000,00*	*142 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 607 268,00**			**571 616,00**	**571 616,00**		**571 616,00**	**571 616,00**

D002 Résultat reporté	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**1 322 922,96**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**15 583 716,00**	**0,00**	**216 179,00**	**216 179,00**	**216 179,00**
013	Atténuations de charges (3)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	948 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	14 402 347,00	0,00	214 509,00	214 509,00	214 509,00
74	Dotations et participations (3)	40 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**15 506 247,00**	**0,00**	**214 509,00**	**214 509,00**	**214 509,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**15 506 247,00**	**0,00**	**214 509,00**	**214 509,00**	**214 509,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*77 469,00*		*1 670,00*	*1 670,00*	*1 670,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**77 469,00**		**1 670,00**	**1 670,00**	**1 670,00**

R002 Résultat reporté	**1 106 743,96**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**1 322 922,96**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**15 583 716,00**	**0,00**	**0,00**	**1 322 922,96**	**1 322 922,96**	**0,00**	**1 322 922,96**	**1 322 922,96**
011	Charges à caractère général (5)	3 680 051,00	0,00	0,00	247 855,67	247 855,67	0,00	247 855,67	247 855,67
60611	Eau et assainissement	970,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	5 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	470 323,00	0,00		140 765,96	140 765,96	0,00	140 765,96	140 765,96
60623	Alimentation	940,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	215 150,00	0,00		71 000,00	71 000,00	0,00	71 000,00	71 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	150 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	1 043 400,00	0,00		89,71	89,71	0,00	89,71	89,71
61351	Matériel roulant	111 470,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	9 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	503 450,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	62 100,00	0,00		25 000,00	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00
6156	Maintenance	3 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	49 700,00	0,00		11 000,00	11 000,00	0,00	11 000,00	11 000,00
6184	Versements à des organismes de formation	11 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	5 480,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	1 570,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	5 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	60,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	700 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	316 538,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	5 463 307,00	0,00		460 760,86	460 760,86		460 760,86	460 760,86

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	0,00	0,00		3 207,08	3 207,08		3 207,08	3 207,08
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	14 364,02	0,00		1 200,00	1 200,00		1 200,00	1 200,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	76 161,80	0,00		7 000,01	7 000,01		7 000,01	7 000,01
64111	Rémunération principale titulaires	2 525 471,05	0,00		104 800,00	104 800,00		104 800,00	104 800,00
64112	SFT, indemnité de résidence	17 670,00	0,00		6 700,00	6 700,00		6 700,00	6 700,00
64113	NBI	19 231,94	0,00		1 100,00	1 100,00		1 100,00	1 100,00
64118	Autres indemnités	686 712,20	0,00		12 000,00	12 000,00		12 000,00	12 000,00
64131	Rémunérations	470 866,63	0,00		64 782,79	64 782,79		64 782,79	64 782,79
64138	Primes et autres indemnités	11 023,73	0,00		12 706,57	12 706,57		12 706,57	12 706,57
6415	Congés payés	7 861,18	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	566 022,38	0,00		117 000,00	117 000,00		117 000,00	117 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	928 790,54	0,00		99 793,43	99 793,43		99 793,43	99 793,43
6455	Cotisations pour assurance du personnel	126 131,52	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	10 000,01	0,00		5 000,01	5 000,01		5 000,01	5 000,01
6475	Médecine du travail, pharmacie	3 000,00	0,00		200,00	200,00		200,00	200,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00		25 270,97	25 270,97		25 270,97	25 270,97
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	4 706 871,00	0,00	0,00	42 690,43	42 690,43	0,00	42 690,43	42 690,43
6542	Créances éteintes	0,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
65561	Contrib fonds compens. ch. territoriales	4 706 871,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00		27 690,43	27 690,43	0,00	27 690,43	27 690,43
65888	Autres	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**13 850 229,00**	**0,00**	**0,00**	**751 306,96**	**751 306,96**	**0,00**	**751 306,96**	**751 306,96**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	50 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	50 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	76 219,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	75 090,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	1 129,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**126 219,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**13 976 448,00**	**0,00**	**0,00**	**751 306,96**	**751 306,96**	**0,00**	**751 306,96**	**751 306,96**
023	*Virement à la section d'investissement*	*349 268,00*			*429 616,00*	*429 616,00*		*429 616,00*	*429 616,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 258 000,00*			*142 000,00*	*142 000,00*		*142 000,00*	*142 000,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*1 258 000,00*			*142 000,00*	*142 000,00*		*142 000,00*	*142 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 607 268,00**			**571 616,00**	**571 616,00**		**571 616,00**	**571 616,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**15 583 716,00**	**0,00**	**216 179,00**	**216 179,00**	**216 179,00**
013	Atténuations de charges (4)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	948 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	281 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	290 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	370 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	14 402 347,00	0,00	214 509,00	214 509,00	214 509,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73133	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	14 402 347,00	0,00	214 509,00	214 509,00	214 509,00
74	Dotations et participations (4)	40 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	40 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478228	Autres personnes privées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**15 506 247,00**	**0,00**	**214 509,00**	**214 509,00**	**214 509,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**15 506 247,00**	**0,00**	**214 509,00**	**214 509,00**	**214 509,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*77 469,00*		*1 670,00*	*1 670,00*	*1 670,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*77 469,00*		*1 670,00*	*1 670,00*	*1 670,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**77 469,00**		**1 670,00**	**1 670,00**	**1 670,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**560 238,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	560 238,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 907 996,00**	**0,00**		**1 907 996,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 443 000,00	0,00		1 443 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	464 996,00	0,00		464 996,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**0,00**		**620 238,97**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		560 238,97
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	60 000,00	0,00		60 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**0,00**
RECETTES		**560 238,97**
102	Dotations et fonds d'investissement	5 251,00
106	Réserves	554 987,97

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 285 300,00**	**622 696,00**	**0,00**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 285 300,00	47 700,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	464 996,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 907 996,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 333 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	464 996,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**1 129,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	1 129,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**14 616 856,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	14 616 856,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 726 625,96**	**0,00**		**14 727 754,96**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	3 927 906,67	0,00		3 927 906,67
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	5 924 067,86	0,00		5 924 067,86
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	4 749 561,43	0,00		4 749 561,43
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00		50 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	75 090,00	0,00		76 219,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 103 900,00**	**0,00**		**15 720 756,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00		50 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	948 500,00	0,00		948 500,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		14 616 856,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	40 400,00	0,00		40 400,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00		65 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	**1 129,00**
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	1 129,00
	RECETTES	**14 616 856,00**
731	Fiscalité locale	14 616 856,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**181 189,32**	**7 606 945,43**	**6 938 491,21**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	25 000,00	926 588,96	113 260,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	416 439,71	627 050,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	120 670,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	522 050,00	72 100,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	60 700,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	1 200,00	9 000,00	1 600,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 207,08	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	1 400,00	3 500,00	2 150,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	2 250,00	2 850,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	60,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	780 940,00	235 598,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	2 299,34	77 500,89	18 925,60	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00	100,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	104 267,36	3 077 129,81	759 528,92	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	46 934,43	1 458 792,64	347 010,82	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	88,19	27 942,99	439,79	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	5 000,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 706 871,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	27 690,43	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	7 800,00	42 200,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	75 090,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**74 000,00**	**389 000,00**	**640 900,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	34 000,00	16 000,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	74 000,00	0,00	207 000,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	290 000,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	370 000,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 400,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 726 625,96**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 064 848,96
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 043 489,71
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 670,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	594 150,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 700,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 800,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 207,08
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 050,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 100,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 016 538,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 725,83
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 940 926,09
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 852 737,89
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 470,97
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 706 871,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 690,43
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 090,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 103 900,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	281 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	290 000,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	370 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 400,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV

B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux variable simple (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux complexe (total) (2)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 2000,00 €		11/03/2024
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**75 090,00**	**75 090,00**	**0,00**	**75 090,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**75 090,00**	**75 090,00**	**0,00**	**75 090,00**
MISE EN PLACE COMPTE EPARGNE TEMPS	0,00	15/12/2025	75 090,00	75 090,00	0,00	75 090,00
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**1 129,00**		**0,00**	**1 129,00**	**0,00**	**1 129,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires	**1 129,00**		**75 090,00**	**76 219,00**	**0,00**	**76 219,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

CDC ALBERES COTE VERMEILLE ILLIBERIS - ORDURES MENAGERES - BS - 2026

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Total des provisions budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS	**1 129,00**		**75 090,00**	**76 219,00**	**0,00**	**76 219,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**76 888,72**	**76 888,72**	**76 888,72**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**631 876,69**	**-631 876,69**	**-631 876,69**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**631 876,69**	**-554 987,97**	**-554 987,97**	**76 888,72**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**554 987,97**	**554 987,97**	**554 987,97**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**631 876,69**	**-554 987,97**	**-554 987,97**	**76 888,72**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**631 876,69**	**0,00**	**0,00**	**631 876,69**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**77 469,00**	**1 670,00**	**1 670,00**	**79 139,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**1 697 269,00**	**486 866,00**	**486 866,00**	**2 184 135,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**1 619 800,00**	**485 196,00**	**485 196,00**	**2 104 996,00**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 77 469,00**	**1 670,00**	**II 1 670,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**77 469,00**	**1 670,00**	**1 670,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*77 469,00*	*1 670,00*	*1 670,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 1 697 269,00**	**486 866,00**	**VI 486 866,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**90 001,00**	**-84 750,00**	**-84 750,00**
10222	FCTVA	90 001,00	-84 750,00	-84 750,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**1 607 268,00**	**571 616,00**	**571 616,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28138	*Autres constructions*	*24 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*1 500,00*	*0,00*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*700,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*7 201,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*278 200,00*	*10 500,00*	*10 500,00*
2817828	*Autres matériels transport (m. à dispo)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*312 300,00*	*35 000,00*	*35 000,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*632 100,00*	*96 240,00*	*96 240,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*1 400,00*	*260,00*	*260,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*599,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*349 268,00*	*429 616,00*	*429 616,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

: **CDC ALBERES COTE VERMEILLE ILLIBERIS (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE CC ACVI (2)

Numéro SIRET : 20004360200115

POSTE COMPTABLE : CENTRE GESTION COMPTABLE ARGELES

M. 57

Budget supplémentaire
Voté par nature

BUDGET : MAISON DE SANTE CERBERE CCACVI (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 39
A1.01 - Opérations non ventilables 41
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 42
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 45
A2.01 - Opérations non ventilables 47
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 48
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 51
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 52
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 56
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 57
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 58

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	60
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	61
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	62
B3.1 - Etat des provisions constituées	63
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	65
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	67
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	68

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	70

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES | I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES | A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	108 859,79	114 565,10	305 841,62	A1	311 546,93
Investissement	59 822,23	37 430,71	(2) 51 252,42	A2	28 860,90
Fonctionnement	49 037,56	77 134,39	(3) 254 589,20	A3	282 686,03

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	311 546,93
Investissement	**A2 + B2**	28 860,90
Fonctionnement	**A3 + B3**	282 686,03

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	**0,00**
018	**RSA**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**		**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**		**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	**0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**		**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**		**0,00**
014	**Atténuations de produits**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**		**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**		**0,00**
66	**Charges financières**		**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	71 563,93	42 703,03
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 28 860,90
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	71 563,93	71 563,93

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	282 686,03	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 0,00	(si excédent) 282 686,03
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	282 686,03	282 686,03

TOTAL DU BUDGET (5)	354 249,96	354 249,96

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	4 660,00	0,00	71 563,93	71 563,93	76 223,93
Total des dépenses d'équipement		**4 660,00**	**0,00**	**71 563,93**	**71 563,93**	**76 223,93**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	36 000,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**36 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 000,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**40 660,00**	**0,00**	**71 563,93**	**71 563,93**	**112 223,93**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*24 200,00*		*0,00*	*0,00*	*24 200,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***24 200,00***		***0,00***	***0,00***	***24 200,00***
TOTAL		**64 860,00**	**0,00**	**71 563,93**	**71 563,93**	**136 423,93**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**136 423,93**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	17,00	17,00	17,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**17,00**	**17,00**	**17,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**17,00**	**17,00**	**17,00**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*26 860,00*		*42 686,03*	*42 686,03*	*69 546,03*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*38 000,00*		*0,00*	*0,00*	*38 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***64 860,00***		***42 686,03***	***42 686,03***	***107 546,03***

TOTAL	**64 860,00**	**0,00**	**42 703,03**	**42 703,03**	**107 563,03**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE					**28 860,90**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**136 423,93**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**83 346,03**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	9 000,00	0,00	240 000,00	240 000,00	249 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	150,00	0,00	0,00	0,00	150,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**9 150,00**	**0,00**	**240 000,00**	**240 000,00**	**249 150,00**
66	Charges financières	3 400,00	0,00	0,00	0,00	3 400,00
67	Charges spécifiques (4)	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**12 650,00**	**0,00**	**240 000,00**	**240 000,00**	**252 650,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*26 860,00*		*42 686,03*	*42 686,03*	*69 546,03*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*38 000,00*		*0,00*	*0,00*	*38 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***64 860,00***		***42 686,03***	***42 686,03***	***107 546,03***

TOTAL	**77 510,00**	**0,00**	**282 686,03**	**282 686,03**	**360 196,03**
				+
			D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
				=
			TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**360 196,03**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	44 310,00	0,00	0,00	0,00	44 310,00
Total des recettes de gestion courante		**53 310,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 310,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**53 310,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 310,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*24 200,00*		*0,00*	*0,00*	*24 200,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***24 200,00***		***0,00***	***0,00***	***24 200,00***
TOTAL		**77 510,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**77 510,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE	**282 686,03**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**360 196,03**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**83 346,03**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		71 563,93		71 563,93
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**71 563,93**	***0,00***	**71 563,93**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**71 563,93**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	240 000,00		240 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*42 686,03*	42 686,03
	Dépenses de fonctionnement – Total	**240 000,00**	***42 686,03***	**282 686,03**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**282 686,03**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		17,00	*0,00*	17,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*42 686,03*	42 686,03
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**17,00**	***42 686,03***	**42 703,03**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**28 860,90**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**71 563,93**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE	282 686,03
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	282 686,03

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**64 860,00**	**0,00**	**0,00**	**71 563,93**	**71 563,93**	**0,00**	**71 563,93**	**71 563,93**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	4 660,00	0,00	0,00	71 563,93	71 563,93	0,00	71 563,93	71 563,93
Total des dépenses d'équipement		**4 660,00**	**0,00**	**0,00**	**71 563,93**	**71 563,93**	**0,00**	**71 563,93**	**71 563,93**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	36 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**36 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**40 660,00**	**0,00**	**0,00**	**71 563,93**	**71 563,93**	**0,00**	**71 563,93**	**71 563,93**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*24 200,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**24 200,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**71 563,93**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**64 860,00**	**0,00**	**42 703,03**	**42 703,03**	**42 703,03**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	17,00	17,00	17,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**17,00**	**17,00**	**17,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**17,00**	**17,00**	**17,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*26 860,00*		*42 686,03*	*42 686,03*	*42 686,03*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*38 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***64 860,00***		***42 686,03***	***42 686,03***	***42 686,03***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**28 860,90**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**71 563,93**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**64 860,00**	**0,00**	**0,00**	**71 563,93**	**71 563,93**	**0,00**	**71 563,93**	**71 563,93**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	4 660,00	0,00	0,00	71 563,93	71 563,93	0,00	71 563,93	71 563,93
Total des dépenses d'équipement		**4 660,00**	**0,00**	**0,00**	**71 563,93**	**71 563,93**	**0,00**	**71 563,93**	**71 563,93**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	36 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	35 700,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	300,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**36 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses réelles		**40 660,00**	**0,00**	**0,00**	**71 563,93**	**71 563,93**	**0,00**	**71 563,93**	**71 563,93**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*24 200,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*24 200,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*10 600,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*6 100,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*7 500,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**24 200,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
873	MAISON DE SANTE		0,00	0,00	71 563,93	71 563,93	0,00	71 563,93
TOTAL			**0,00**	**0,00**	**71 563,93**	**71 563,93**	**0,00**	**71 563,93**

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 873
LIBELLE : MAISON DE SANTE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**71 563,93**	**b 71 563,93**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**71 563,93**	**71 563,93**
2313	Constructions	0,00	0,00	71 563,93	71 563,93

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-71 563,93**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**64 860,00**	**0,00**	**42 703,03**	**42 703,03**	**42 703,03**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	17,00	17,00	17,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	17,00	17,00	17,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**17,00**	**17,00**	**17,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**17,00**	**17,00**	**17,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*26 860,00*		*42 686,03*	*42 686,03*	*42 686,03*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*38 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*38 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***64 860,00***		***42 686,03***	***42 686,03***	***42 686,03***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III

B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		**77 510,00**	**0,00**	**0,00**	**282 686,03**	**282 686,03**	**0,00**	**282 686,03**	**282 686,03**
011	Charges à caractère général (4)	9 000,00	0,00	0,00	240 000,00	240 000,00	0,00	240 000,00	240 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**9 150,00**	**0,00**	**0,00**	**240 000,00**	**240 000,00**	**0,00**	**240 000,00**	**240 000,00**
66	Charges financières	3 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**3 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**12 650,00**	**0,00**	**0,00**	**240 000,00**	**240 000,00**	**0,00**	**240 000,00**	**240 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*26 860,00*			*42 686,03*	*42 686,03*		*42 686,03*	*42 686,03*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*38 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**64 860,00**			**42 686,03**	**42 686,03**		**42 686,03**	**42 686,03**

D002 Résultat reporté	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**282 686,03**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n’est à renseigner qu’en l’absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**77 510,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	44 310,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**53 310,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**53 310,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*24 200,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**24 200,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté	**282 686,03**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**282 686,03**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**77 510,00**	**0,00**	**0,00**	**282 686,03**	**282 686,03**	**0,00**	**282 686,03**	**282 686,03**
011	Charges à caractère général (5)	9 000,00	0,00	0,00	240 000,00	240 000,00	0,00	240 000,00	240 000,00
60611	Eau et assainissement	400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	2 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	1 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	350,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00		240 000,00	240 000,00	0,00	240 000,00	240 000,00
6262	Frais de télécommunications	550,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	50,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	3 050,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	150,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**9 150,00**	**0,00**	**0,00**	**240 000,00**	**240 000,00**	**0,00**	**240 000,00**	**240 000,00**
66	Charges financières	3 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	3 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**3 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**12 650,00**	**0,00**	**0,00**	**240 000,00**	**240 000,00**	**0,00**	**240 000,00**	**240 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*26 860,00*			*42 686,03*	*42 686,03*		*42 686,03*	*42 686,03*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*38 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*38 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**64 860,00**			**42 686,03**	**42 686,03**		**42 686,03**	**42 686,03**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**77 510,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participation GFP de rattachement	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	44 310,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	44 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**53 310,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**53 310,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*24 200,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*24 200,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**24 200,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00

Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**35 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	35 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**76 523,93**	**0,00**	**0,00**		**112 223,93**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	300,00	0,00	0,00		36 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	76 223,93	0,00	0,00		76 223,93
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**17,00**	**0,00**	**0,00**		**17,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	17,00	0,00	0,00		17,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	**35 700,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	35 700,00
	RECETTES	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**3 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	3 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**249 250,00**	**0,00**	**0,00**		**252 650,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	249 000,00	0,00	0,00		249 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00		150,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 400,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00		100,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**53 310,00**	**0,00**	**0,00**		**53 310,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00		9 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	44 310,00	0,00	0,00		44 310,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	**3 400,00**
661	Charges d'intérêts	3 400,00
	RECETTES	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**535 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					535 000,00									
96776	CAISSE RGLE DE CREDIT AGRICOLE M	29/12/2017		10/03/2018	535 000,00	F		1,430	1,430	euros	T	C	N	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**535 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**249 666,56**					**35 666,68**	**3 378,97**	**0,00**	**178,51**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		249 666,56					35 666,68	3 378,97	0,00	178,51
96776	N	0,00	A-1	249 666,56	6,00	F		1,430	35 666,68	3 378,97	0,00	178,51
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**249 666,56**					**35 666,68**	**3 378,97**	**0,00**	**178,51**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	249 666,56	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux variable simple (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux complexe (total) (2)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 2000,00 €		11/03/2024
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Total des provisions budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**28 860,90**	**28 860,90**	**28 860,90**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**28 860,90**	**28 860,90**	**28 860,90**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**28 860,90**	**28 860,90**	**28 860,90**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**28 860,90**	**28 860,90**	**28 860,90**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**59 900,00**	**0,00**	**0,00**	**59 900,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**64 860,00**	**42 686,03**	**42 686,03**	**107 546,03**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**4 960,00**	**42 686,03**	**42 686,03**	**47 646,03**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 59 900,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**35 700,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	35 700,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**24 200,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*24 200,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 64 860,00**	**42 686,03**	**VI 42 686,03**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**64 860,00**	**42 686,03**	**42 686,03**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
281318	*Autres bâtiments publics*	*38 000,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*26 860,00*	*42 686,03*	*42 686,03*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

: **CDC ALBERES COTE VERMEILLE ILLIBERIS (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE CC ACVI (2)

Numéro SIRET : 20004360200107

POSTE COMPTABLE : CENTRE GESTION COMPTABLE ARGELES

M. 57

Budget supplémentaire
Voté par nature

BUDGET : ZA ST GENIS DES FONTAINES (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 39
A1.01 - Opérations non ventilables 41
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 42
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 45
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 47
A2.01 - Opérations non ventilables 49
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 50
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 53
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 55
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 56
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 60
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 61
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 62

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	64
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	65
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	66
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	68
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	69

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	70

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	47 894,28	112 322,88	1 665 567,67	A1	1 729 996,27
Investissement	0,00	47 894,28	(2) 1 257 224,28	A2	1 305 118,56
Fonctionnement	47 894,28	64 428,60	(3) 408 343,39	A3	424 877,71

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	1 729 996,27
Investissement	**A2 + B2**	1 305 118,56
Fonctionnement	**A3 + B3**	424 877,71

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

		II A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	0,00	-1 305 118,56
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 1 305 118,56
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	0,00	0,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	424 877,81	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 0,00	(si excédent) 424 877,81
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	424 877,81	424 877,81

TOTAL DU BUDGET (5)	424 877,81	424 877,81

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

II

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 343 000,00	0,00	0,00	0,00	1 343 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 343 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 343 000,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 343 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 343 000,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**1 343 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 343 000,00**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 343 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	1 306 800,78	0,00	-1 306 800,78	-1 306 800,78	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 306 800,78**	**0,00**	**-1 306 800,78**	**-1 306 800,78**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 306 800,78**	**0,00**	**-1 306 800,78**	**-1 306 800,78**	**0,00**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*36 199,22*		*1 682,22*	*1 682,22*	*37 881,44*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***36 199,22***		***1 682,22***	***1 682,22***	***37 881,44***

TOTAL	**1 343 000,00**	**0,00**	**-1 305 118,56**	**-1 305 118,56**	**37 881,44**
					+
				R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**1 305 118,56**
					=
				TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 343 000,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**37 881,44**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	0,00	0,00	423 195,59	423 195,59	423 195,59
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	5,00	0,00	0,00	0,00	5,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**5,00**	**0,00**	**423 195,59**	**423 195,59**	**423 200,59**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**5,00**	**0,00**	**423 195,59**	**423 195,59**	**423 200,59**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*36 199,22*		*1 682,22*	*1 682,22*	*37 881,44*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***36 199,22***		***1 682,22***	***1 682,22***	***37 881,44***
TOTAL		**36 204,22**	**0,00**	**424 877,81**	**424 877,81**	**461 082,03**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**461 082,03**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	36 204,22	0,00	0,00	0,00	36 204,22
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**36 204,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 204,22**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**36 204,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 204,22**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

TOTAL	**36 204,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 204,22**
					+
				R 002 RESULTAT REPORTE	**424 877,81**
					=
				TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**461 082,03**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**37 881,44**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	423 195,59		423 195,59
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*1 682,22*	1 682,22
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**423 195,59**	***1 682,22***	**424 877,81**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**424 877,81**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		-1 306 800,78	*0,00*	-1 306 800,78
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*1 682,22*	1 682,22
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**-1 306 800,78**	***1 682,22***	**-1 305 118,56**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**1 305 118,56**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE	424 877,81
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	424 877,81

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 343 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 343 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 343 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**1 343 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 343 000,00**	**0,00**	**-1 305 118,56**	**-1 305 118,56**	**-1 305 118,56**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	1 306 800,78	0,00	-1 306 800,78	-1 306 800,78	-1 306 800,78
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 306 800,78**	**0,00**	**-1 306 800,78**	**-1 306 800,78**	**-1 306 800,78**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 306 800,78**	**0,00**	**-1 306 800,78**	**-1 306 800,78**	**-1 306 800,78**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*36 199,22*		*1 682,22*	*1 682,22*	*1 682,22*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***36 199,22***		***1 682,22***	***1 682,22***	***1 682,22***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**1 305 118,56**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 343 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	1 343 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
168751	Dettes - GFP de rattachement	1 343 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 343 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**1 343 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 343 000,00**	**0,00**	**-1 305 118,56**	**-1 305 118,56**	**-1 305 118,56**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	1 306 800,78	0,00	-1 306 800,78	-1 306 800,78	-1 306 800,78
1641	Emprunts en euros	1 306 800,78	0,00	-1 306 800,78	-1 306 800,78	-1 306 800,78
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 306 800,78**	**0,00**	**-1 306 800,78**	**-1 306 800,78**	**-1 306 800,78**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 306 800,78**	**0,00**	**-1 306 800,78**	**-1 306 800,78**	**-1 306 800,78**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*36 199,22*		*1 682,22*	*1 682,22*	*1 682,22*
3555	*Terrains aménagés*	*36 199,22*		*1 682,22*	*1 682,22*	*1 682,22*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***36 199,22***		***1 682,22***	***1 682,22***	***1 682,22***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**36 204,22**	**0,00**	**0,00**	**424 877,81**	**424 877,81**	**0,00**	**424 877,81**	**424 877,81**
011	Charges à caractère général (4)	0,00	0,00	0,00	423 195,59	423 195,59	0,00	423 195,59	423 195,59
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**5,00**	**0,00**	**0,00**	**423 195,59**	**423 195,59**	**0,00**	**423 195,59**	**423 195,59**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**5,00**	**0,00**	**0,00**	**423 195,59**	**423 195,59**	**0,00**	**423 195,59**	**423 195,59**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*36 199,22*			*1 682,22*	*1 682,22*		*1 682,22*	*1 682,22*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**36 199,22**			**1 682,22**	**1 682,22**		**1 682,22**	**1 682,22**

D002 Résultat reporté	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**424 877,81**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**36 204,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	36 204,22	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**36 204,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**36 204,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté	**424 877,81**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**424 877,81**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**36 204,22**	**0,00**	**0,00**	**424 877,81**	**424 877,81**	**0,00**	**424 877,81**	**424 877,81**
011	Charges à caractère général (5)	0,00	0,00	0,00	423 195,59	423 195,59	0,00	423 195,59	423 195,59
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00		423 195,59	423 195,59	0,00	423 195,59	423 195,59
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	5,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**5,00**	**0,00**	**0,00**	**423 195,59**	**423 195,59**	**0,00**	**423 195,59**	**423 195,59**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**5,00**	**0,00**	**0,00**	**423 195,59**	**423 195,59**	**0,00**	**423 195,59**	**423 195,59**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*36 199,22*			*1 682,22*	*1 682,22*		*1 682,22*	*1 682,22*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*36 199,22*			*1 682,22*	*1 682,22*		*1 682,22*	*1 682,22*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'ordre		**36 199,22**			**1 682,22**	**1 682,22**		**1 682,22**	**1 682,22**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**36 204,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	36 204,22	0,00	0,00	0,00	0,00
7015	Ventes de terrains aménagés	36 204,22	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**36 204,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**36 204,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**1 343 000,00**	**0,00**	**0,00**		**1 343 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	1 343 000,00	0,00	0,00		1 343 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**1 343 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 343 000,00**
168	Autres emprunts et dettes assimilées	1 343 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 343 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**423 200,59**	**0,00**	**0,00**		**423 200,59**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	423 195,59	0,00	0,00		423 195,59
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	5,00	0,00	0,00		5,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**36 204,22**	**0,00**	**0,00**		**36 204,22**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	36 204,22	0,00	0,00		36 204,22
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**423 200,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**423 200,59**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	423 195,59	0,00	0,00	0,00	0,00	423 195,59
658	Charges diverses de gestion courante	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00
RECETTES		**36 204,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 204,22**
701	Ventes de produits finis	36 204,22	0,00	0,00	0,00	0,00	36 204,22

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux variable simple (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux complexe (total) (2)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**1 305 118,56**	**1 305 118,56**	**1 305 118,56**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**1 305 118,56**	**1 305 118,56**	**1 305 118,56**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**1 305 118,56**	**1 305 118,56**	**1 305 118,56**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**1 305 118,56**	**1 305 118,56**	**1 305 118,56**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**1 343 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 343 000,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**-1 343 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 343 000,00**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 1 343 000,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 343 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	1 343 000,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

: **CDC ALBERES COTE VERMEILLE ILLIBERIS (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE CC ACVI (2)

Numéro SIRET : 20004360200123

POSTE COMPTABLE : CENTRE GESTION COMPTABLE ARGELES

M. 57

Budget supplémentaire
Voté par nature

BUDGET : ZAD ARGELES SUR MER CC ACVI (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 39
A1.01 - Opérations non ventilables 41
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 42
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 45
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 47
A2.01 - Opérations non ventilables 49
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 50
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 53
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 55
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 56
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 60
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 61
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 62

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 64
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 65
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet
B8 - Subventions versées Sans Objet
B9 - Etat du personnel Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 66
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 68
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 69

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 70

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	1 844 989,58	1 546 637,85	382 722,85	A1	84 371,12
Investissement	922 494,79	617 277,06	(2) 382 722,94	A2	77 505,21
Fonctionnement	922 494,79	929 360,79	(3) -0,09	A3	6 865,91

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	84 371,12
Investissement	**A2 + B2**	77 505,21
Fonctionnement	**A3 + B3**	6 865,91

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	**0,00**
018	**RSA**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**		**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**		**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	**0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**		**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**		**0,00**
014	**Atténuations de produits**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**		**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**		**0,00**
66	**Charges financières**		**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	180 000,00	102 494,79
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 77 505,21
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	180 000,00	180 000,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	188 581,69	181 715,20
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 0,00	(si excédent) 6 866,49
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	188 581,69	188 581,69

TOTAL DU BUDGET (5)	368 581,69	368 581,69

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*1 191 000,00*		*180 000,00*	*180 000,00*	*1 371 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 191 000,00***		***180 000,00***	***180 000,00***	***1 371 000,00***

TOTAL	**1 191 000,00**	**0,00**	**180 000,00**	**180 000,00**	**1 371 000,00**
					+
				D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 371 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	296 843,72	0,00	74 156,28	74 156,28	371 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**296 843,72**	**0,00**	**74 156,28**	**74 156,28**	**371 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**296 843,72**	**0,00**	**74 156,28**	**74 156,28**	**371 000,00**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*894 156,28*		*28 338,51*	*28 338,51*	*922 494,79*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***894 156,28***		***28 338,51***	***28 338,51***	***922 494,79***

TOTAL	**1 191 000,00**	**0,00**	**102 494,79**	**102 494,79**	**1 293 494,79**
					+
				R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**77 505,21**
					=
				TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 371 000,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**-448 505,21**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	296 838,72	0,00	160 243,18	160 243,18	457 081,90
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	5,00	0,00	0,00	0,00	5,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**296 843,72**	**0,00**	**160 243,18**	**160 243,18**	**457 086,90**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**296 843,72**	**0,00**	**160 243,18**	**160 243,18**	**457 086,90**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*894 156,28*		*28 338,51*	*28 338,51*	*922 494,79*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***894 156,28***		***28 338,51***	***28 338,51***	***922 494,79***
TOTAL		**1 191 000,00**	**0,00**	**188 581,69**	**188 581,69**	**1 379 581,69**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 379 581,69**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	115,20	115,20	115,20
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**0,00**	**0,00**	**115,20**	**115,20**	**115,20**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	1 600,00	1 600,00	1 600,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**0,00**	**0,00**	**1 715,20**	**1 715,20**	**1 715,20**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*1 191 000,00*		*180 000,00*	*180 000,00*	*1 371 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***1 191 000,00***		***180 000,00***	***180 000,00***	***1 371 000,00***

TOTAL	**1 191 000,00**	**0,00**	**181 715,20**	**181 715,20**	**1 372 715,20**
					+
				R 002 RESULTAT REPORTE	**6 866,49**
					=
				TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 379 581,69**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**-448 505,21**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*180 000,00*	180 000,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***180 000,00***	**180 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**180 000,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	160 243,18		160 243,18
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*28 338,51*	28 338,51
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**160 243,18**	***28 338,51***	**188 581,69**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**188 581,69**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		74 156,28	*0,00*	74 156,28
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*28 338,51*	28 338,51
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**74 156,28**	***28 338,51***	**102 494,79**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**77 505,21**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**180 000,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	115,20		115,20
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*180 000,00*	180 000,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	1 600,00	*0,00*	1 600,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**1 715,20**	***180 000,00***	**181 715,20**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE	6 866,49
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	188 581,69

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 191 000,00**	**0,00**	**0,00**	**180 000,00**	**180 000,00**	**0,00**	**180 000,00**	**180 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*1 191 000,00*			*180 000,00*	*180 000,00*		*180 000,00*	*180 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 191 000,00**			**180 000,00**	**180 000,00**		**180 000,00**	**180 000,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**180 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 191 000,00**	**0,00**	**102 494,79**	**102 494,79**	**102 494,79**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	296 843,72	0,00	74 156,28	74 156,28	74 156,28
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**296 843,72**	**0,00**	**74 156,28**	**74 156,28**	**74 156,28**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**296 843,72**	**0,00**	**74 156,28**	**74 156,28**	**74 156,28**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*894 156,28*		*28 338,51*	*28 338,51*	*28 338,51*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***894 156,28***		***28 338,51***	***28 338,51***	***28 338,51***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**77 505,21**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**180 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 191 000,00**	**0,00**	**0,00**	**180 000,00**	**180 000,00**	**0,00**	**180 000,00**	**180 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*1 191 000,00*			*180 000,00*	*180 000,00*		*180 000,00*	*180 000,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*1 191 000,00*			*180 000,00*	*180 000,00*		*180 000,00*	*180 000,00*
3351	*Terrains*	*1 191 000,00*			*180 000,00*	*180 000,00*		*180 000,00*	*180 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 191 000,00**			**180 000,00**	**180 000,00**		**180 000,00**	**180 000,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 191 000,00**	**0,00**	**102 494,79**	**102 494,79**	**102 494,79**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	296 843,72	0,00	74 156,28	74 156,28	74 156,28
1641	Emprunts en euros	296 843,72	0,00	-296 843,72	-296 843,72	-296 843,72
168751	Dettes - GFP de rattachement	0,00	0,00	371 000,00	371 000,00	371 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**296 843,72**	**0,00**	**74 156,28**	**74 156,28**	**74 156,28**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**296 843,72**	**0,00**	**74 156,28**	**74 156,28**	**74 156,28**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*894 156,28*		*28 338,51*	*28 338,51*	*28 338,51*
3351	*Terrains*	*894 156,28*		*28 338,51*	*28 338,51*	*28 338,51*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***894 156,28***		***28 338,51***	***28 338,51***	***28 338,51***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III

B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		**1 191 000,00**	**0,00**	**0,00**	**188 581,69**	**188 581,69**	**0,00**	**188 581,69**	**188 581,69**
011	Charges à caractère général (4)	296 838,72	0,00	0,00	160 243,18	160 243,18	0,00	160 243,18	160 243,18
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**296 843,72**	**0,00**	**0,00**	**160 243,18**	**160 243,18**	**0,00**	**160 243,18**	**160 243,18**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**296 843,72**	**0,00**	**0,00**	**160 243,18**	**160 243,18**	**0,00**	**160 243,18**	**160 243,18**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*894 156,28*			*28 338,51*	*28 338,51*		*28 338,51*	*28 338,51*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**894 156,28**			**28 338,51**	**28 338,51**		**28 338,51**	**28 338,51**

D002 Résultat reporté	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**188 581,69**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 191 000,00**	**0,00**	**181 715,20**	**181 715,20**	**181 715,20**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	115,20	115,20	115,20
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**115,20**	**115,20**	**115,20**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	1 600,00	1 600,00	1 600,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**1 600,00**	**1 600,00**	**1 600,00**
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**1 715,20**	**1 715,20**	**1 715,20**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 191 000,00*		*180 000,00*	*180 000,00*	*180 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**1 191 000,00**		**180 000,00**	**180 000,00**	**180 000,00**

R002 Résultat reporté	**6 866,49**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**188 581,69**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 191 000,00**	**0,00**	**0,00**	**188 581,69**	**188 581,69**	**0,00**	**188 581,69**	**188 581,69**
011	Charges à caractère général (5)	296 838,72	0,00	0,00	160 243,18	160 243,18	0,00	160 243,18	160 243,18
6015	Terrains à aménager	176 241,02	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6045	Achats études et prestations de services	120 597,70	0,00		160 243,18	160 243,18	0,00	160 243,18	160 243,18
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	5,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**296 843,72**	**0,00**	**0,00**	**160 243,18**	**160 243,18**	**0,00**	**160 243,18**	**160 243,18**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**296 843,72**	**0,00**	**0,00**	**160 243,18**	**160 243,18**	**0,00**	**160 243,18**	**160 243,18**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*894 156,28*			*28 338,51*	*28 338,51*		*28 338,51*	*28 338,51*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*894 156,28*			*28 338,51*	*28 338,51*		*28 338,51*	*28 338,51*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**894 156,28**			**28 338,51**	**28 338,51**		**28 338,51**	**28 338,51**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 191 000,00**	**0,00**	**181 715,20**	**181 715,20**	**181 715,20**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	115,20	115,20	115,20
7015	Ventes de terrains aménagés	0,00	0,00	115,20	115,20	115,20
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**115,20**	**115,20**	**115,20**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	1 600,00	1 600,00	1 600,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	1 600,00	1 600,00	1 600,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**1 715,20**	**1 715,20**	**1 715,20**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*1 191 000,00*		*180 000,00*	*180 000,00*	*180 000,00*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*1 191 000,00*		*180 000,00*	*180 000,00*	*180 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**1 191 000,00**		**180 000,00**	**180 000,00**	**180 000,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00

= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**371 000,00**	**0,00**	**0,00**		**371 000,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	371 000,00	0,00	0,00		371 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
168	Autres emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**371 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**371 000,00**
168	Autres emprunts et dettes assimilées	371 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	371 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**457 086,90**	**0,00**	**0,00**		**457 086,90**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	457 081,90	0,00	0,00		457 081,90
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	5,00	0,00	0,00		5,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 715,20**	**0,00**	**0,00**		**1 715,20**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	115,20	0,00	0,00		115,20
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00		1 600,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
601	Achats stockés - Matières premières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**457 086,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**457 086,90**
601	Achats stockés - Matières premières	176 241,02	0,00	0,00	0,00	0,00	176 241,02
604	Achats d'études, prestations de services	280 840,88	0,00	0,00	0,00	0,00	280 840,88
658	Charges diverses de gestion courante	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00
RECETTES		**1 715,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 715,20**
701	Ventes de produits finis	115,20	0,00	0,00	0,00	0,00	115,20
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	1 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**77 505,21**	**77 505,21**	**77 505,21**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**77 505,21**	**77 505,21**	**77 505,21**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**77 505,21**	**77 505,21**	**77 505,21**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**77 505,21**	**77 505,21**	**77 505,21**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

: **CDC ALBERES COTE VERMEILLE ILLIBERIS (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE CC ACVI (2)

Numéro SIRET : 20004360200156

POSTE COMPTABLE : CENTRE GESTION COMPTABLE ARGELES

M. 57

Budget supplémentaire
Voté par nature

BUDGET : ZAE PORTE ALBERES ARGELES (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 39
A1.01 - Opérations non ventilables 41
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 42
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 45
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 47
A2.01 - Opérations non ventilables 49
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 50
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 53
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 55
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 56
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 60
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 61
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 62

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	64
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	65
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	66
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	68
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	69

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	70

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	3 640 707,72	3 360 454,92	556 214,44	A1	275 961,64
Investissement	1 820 353,54	1 540 101,38	(2) 559 898,62	A2	279 646,46
Fonctionnement	1 820 354,18	1 820 353,54	(3) -3 684,18	A3	-3 684,82

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	275 961,64
Investissement	**A2 + B2**	279 646,46
Fonctionnement	**A3 + B3**	-3 684,82

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	86 236,35	-193 410,11
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 279 646,46
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	86 236,35	86 236,35

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	82 551,53	86 236,35
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 3 684,82	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	86 236,35	86 236,35

TOTAL DU BUDGET (5)	172 472,70	172 472,70

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

II

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*2 100 000,00*		*86 236,35*	*86 236,35*	*2 186 236,35*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***2 100 000,00***		***86 236,35***	***86 236,35***	***2 186 236,35***

TOTAL	**2 100 000,00**	**0,00**	**86 236,35**	**86 236,35**	**2 186 236,35**
					+
				D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 186 236,35**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	362 197,99	0,00	-275 961,64	-275 961,64	86 236,35
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**362 197,99**	**0,00**	**-275 961,64**	**-275 961,64**	**86 236,35**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**362 197,99**	**0,00**	**-275 961,64**	**-275 961,64**	**86 236,35**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*1 737 802,01*		*82 551,53*	*82 551,53*	*1 820 353,54*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 737 802,01***		***82 551,53***	***82 551,53***	***1 820 353,54***

TOTAL	**2 100 000,00**	**0,00**	**-193 410,11**	**-193 410,11**	**1 906 589,89**
					+
				R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**279 646,46**
					=
				TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 186 236,35**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**-365 882,81**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	362 192,99	0,00	0,00	0,00	362 192,99
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	5,00	0,00	0,00	0,00	5,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**362 197,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**362 197,99**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**362 197,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**362 197,99**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*1 737 802,01*		*82 551,53*	*82 551,53*	*1 820 353,54*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***1 737 802,01***		***82 551,53***	***82 551,53***	***1 820 353,54***
TOTAL		**2 100 000,00**	**0,00**	**82 551,53**	**82 551,53**	**2 182 551,53**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE	**3 684,82**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**2 186 236,35**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*2 100 000,00*		*86 236,35*	*86 236,35*	*2 186 236,35*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***2 100 000,00***		***86 236,35***	***86 236,35***	***2 186 236,35***

TOTAL	**2 100 000,00**	**0,00**	**86 236,35**	**86 236,35**	**2 186 236,35**
					+
				R 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
					=
				TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**2 186 236,35**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**-365 882,81**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*86 236,35*	86 236,35
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***86 236,35***	**86 236,35**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**86 236,35**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*82 551,53*	82 551,53
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**0,00**	***82 551,53***	**82 551,53**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**3 684,82**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**86 236,35**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		-275 961,64	*0,00*	-275 961,64
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*82 551,53*	82 551,53
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**-275 961,64**	***82 551,53***	**-193 410,11**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**279 646,46**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**86 236,35**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*86 236,35*	86 236,35
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***86 236,35***	**86 236,35**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE	0,00
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	86 236,35

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**86 236,35**	**86 236,35**	**0,00**	**86 236,35**	**86 236,35**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*2 100 000,00*			*86 236,35*	*86 236,35*		*86 236,35*	*86 236,35*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**2 100 000,00**			**86 236,35**	**86 236,35**		**86 236,35**	**86 236,35**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**86 236,35**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 100 000,00**	**0,00**	**-193 410,11**	**-193 410,11**	**-193 410,11**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	362 197,99	0,00	-275 961,64	-275 961,64	-275 961,64
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**362 197,99**	**0,00**	**-275 961,64**	**-275 961,64**	**-275 961,64**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**362 197,99**	**0,00**	**-275 961,64**	**-275 961,64**	**-275 961,64**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 737 802,01*		*82 551,53*	*82 551,53*	*82 551,53*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***1 737 802,01***		***82 551,53***	***82 551,53***	***82 551,53***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**279 646,46**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**86 236,35**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**86 236,35**	**86 236,35**	**0,00**	**86 236,35**	**86 236,35**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*2 100 000,00*			*86 236,35*	*86 236,35*		*86 236,35*	*86 236,35*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*2 100 000,00*			*86 236,35*	*86 236,35*		*86 236,35*	*86 236,35*
3351	*Terrains*	*2 100 000,00*			*86 236,35*	*86 236,35*		*86 236,35*	*86 236,35*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**2 100 000,00**			**86 236,35**	**86 236,35**		**86 236,35**	**86 236,35**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 100 000,00**	**0,00**	**-193 410,11**	**-193 410,11**	**-193 410,11**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	362 197,99	0,00	-275 961,64	-275 961,64	-275 961,64
1641	Emprunts en euros	362 197,99	0,00	-362 197,99	-362 197,99	-362 197,99
168751	Dettes - GFP de rattachement	0,00	0,00	86 236,35	86 236,35	86 236,35
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**362 197,99**	**0,00**	**-275 961,64**	**-275 961,64**	**-275 961,64**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**362 197,99**	**0,00**	**-275 961,64**	**-275 961,64**	**-275 961,64**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 737 802,01*		*82 551,53*	*82 551,53*	*82 551,53*
3351	*Terrains*	*1 737 802,01*		*82 551,53*	*82 551,53*	*82 551,53*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***1 737 802,01***		***82 551,53***	***82 551,53***	***82 551,53***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III

B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		**2 100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**82 551,53**	**82 551,53**	**0,00**	**82 551,53**	**82 551,53**
011	Charges à caractère général (4)	362 192,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**362 197,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**362 197,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*1 737 802,01*			*82 551,53*	*82 551,53*		*82 551,53*	*82 551,53*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 737 802,01**			**82 551,53**	**82 551,53**		**82 551,53**	**82 551,53**

D002 Résultat reporté	**3 684,82**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**86 236,35**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 100 000,00**	**0,00**	**86 236,35**	**86 236,35**	**86 236,35**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*2 100 000,00*		*86 236,35*	*86 236,35*	*86 236,35*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**2 100 000,00**		**86 236,35**	**86 236,35**	**86 236,35**

R002 Résultat reporté	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**86 236,35**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**82 551,53**	**82 551,53**	**0,00**	**82 551,53**	**82 551,53**
011	Charges à caractère général (5)	362 192,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	362 192,99	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	5,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**362 197,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**362 197,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 737 802,01*			*82 551,53*	*82 551,53*		*82 551,53*	*82 551,53*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*1 737 802,01*			*82 551,53*	*82 551,53*		*82 551,53*	*82 551,53*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'ordre		**1 737 802,01**			**82 551,53**	**82 551,53**		**82 551,53**	**82 551,53**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 100 000,00**	**0,00**	**86 236,35**	**86 236,35**	**86 236,35**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*2 100 000,00*		*86 236,35*	*86 236,35*	*86 236,35*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*2 100 000,00*		*86 236,35*	*86 236,35*	*86 236,35*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**2 100 000,00**		**86 236,35**	**86 236,35**	**86 236,35**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**86 236,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	86 236,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**86 236,35**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		86 236,35
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**0,00**
RECETTES		**86 236,35**
168	Autres emprunts et dettes assimilées	86 236,35

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**362 197,99**	**0,00**	**0,00**		**362 197,99**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	362 192,99	0,00	0,00		362 192,99
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	5,00	0,00	0,00		5,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**362 197,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**362 197,99**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	362 192,99	0,00	0,00	0,00	0,00	362 192,99
658	Charges diverses de gestion courante	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV

B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**279 646,46**	**279 646,46**	**279 646,46**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**279 646,46**	**279 646,46**	**279 646,46**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**279 646,46**	**279 646,46**	**279 646,46**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**279 646,46**	**279 646,46**	**279 646,46**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

: **CDC ALBERES COTE VERMEILLE ILLIBERIS (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE CC ACVI (2)

Numéro SIRET : 20004360200180

POSTE COMPTABLE : CENTRE GESTION COMPTABLE ARGELES

M. 57

Budget supplémentaire
Voté par nature

BUDGET : ZA AGROPARC SAINT ANDRE (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 39
A1.01 - Opérations non ventilables 41
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 42
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 45
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 47
A2.01 - Opérations non ventilables 49
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 50
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 53
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 55
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 56
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 60
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 61
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 62

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	64
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	65
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	66
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	68
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	69

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	70

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	167 525,50	167 525,50	16 237,25	A1	16 237,25
Investissement	83 762,75	83 762,75	(2) 16 237,25	A2	16 237,25
Fonctionnement	83 762,75	83 762,75	(3) 0,00	A3	0,00

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	16 237,25
Investissement	**A2 + B2**	16 237,25
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	-34 000,00	-50 237,25
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 16 237,25
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	-34 000,00	-34 000,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	-33 999,55	-34 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,45
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	-33 999,55	-33 999,55

TOTAL DU BUDGET (5)	-67 999,55	-67 999,55

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

II
B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*134 000,00*		*-34 000,00*	*-34 000,00*	*100 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***134 000,00***		***-34 000,00***	***-34 000,00***	***100 000,00***

TOTAL	**134 000,00**	**0,00**	**-34 000,00**	**-34 000,00**	**100 000,00**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE					**0,00**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**100 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	50 237,25	0,00	-50 237,25	-50 237,25	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**50 237,25**	**0,00**	**-50 237,25**	**-50 237,25**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**50 237,25**	**0,00**	**-50 237,25**	**-50 237,25**	**0,00**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*83 762,75*		*0,00*	*0,00*	*83 762,75*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***83 762,75***		***0,00***	***0,00***	***83 762,75***

TOTAL	**134 000,00**	**0,00**	**-50 237,25**	**-50 237,25**	**83 762,75**
					+
				R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**16 237,25**
					=
				TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**100 000,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**-16 237,25**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	50 232,25	0,00	-33 999,55	-33 999,55	16 232,70
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	5,00	0,00	0,00	0,00	5,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**50 237,25**	**0,00**	**-33 999,55**	**-33 999,55**	**16 237,70**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**50 237,25**	**0,00**	**-33 999,55**	**-33 999,55**	**16 237,70**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*83 762,75*		*0,00*	*0,00*	*83 762,75*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***83 762,75***		***0,00***	***0,00***	***83 762,75***

TOTAL	**134 000,00**	**0,00**	**-33 999,55**	**-33 999,55**	**100 000,45**
					+
				D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**100 000,45**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*134 000,00*		*-34 000,00*	*-34 000,00*	*100 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***134 000,00***		***-34 000,00***	***-34 000,00***	***100 000,00***

TOTAL	**134 000,00**	**0,00**	**-34 000,00**	**-34 000,00**	**100 000,00**
					+
				R 002 RESULTAT REPORTE	**0,45**
					=
				TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**100 000,45**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**-16 237,25**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*-34 000,00*	-34 000,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***-34 000,00***	**-34 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-34 000,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	-33 999,55		-33 999,55
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**-33 999,55**	***0,00***	**-33 999,55**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-33 999,55**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		-50 237,25	*0,00*	-50 237,25
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**-50 237,25**	***0,00***	**-50 237,25**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**16 237,25**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-34 000,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*-34 000,00*	-34 000,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***-34 000,00***	**-34 000,00**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE	0,45
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	-33 999,55

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**134 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-34 000,00**	**-34 000,00**	**0,00**	**-34 000,00**	**-34 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*134 000,00*			*-34 000,00*	*-34 000,00*		*-34 000,00*	*-34 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**134 000,00**			**-34 000,00**	**-34 000,00**		**-34 000,00**	**-34 000,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**-34 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**134 000,00**	**0,00**	**-50 237,25**	**-50 237,25**	**-50 237,25**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	50 237,25	0,00	-50 237,25	-50 237,25	-50 237,25
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**50 237,25**	**0,00**	**-50 237,25**	**-50 237,25**	**-50 237,25**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**50 237,25**	**0,00**	**-50 237,25**	**-50 237,25**	**-50 237,25**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*83 762,75*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***83 762,75***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**16 237,25**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**-34 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**134 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-34 000,00**	**-34 000,00**	**0,00**	**-34 000,00**	**-34 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*134 000,00*			*-34 000,00*	*-34 000,00*		*-34 000,00*	*-34 000,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*134 000,00*			*-34 000,00*	*-34 000,00*		*-34 000,00*	*-34 000,00*
3351	*Terrains*	*134 000,00*			*-34 000,00*	*-34 000,00*		*-34 000,00*	*-34 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**134 000,00**			**-34 000,00**	**-34 000,00**		**-34 000,00**	**-34 000,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**134 000,00**	**0,00**	**-50 237,25**	**-50 237,25**	**-50 237,25**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	50 237,25	0,00	-50 237,25	-50 237,25	-50 237,25
1641	Emprunts en euros	50 237,25	0,00	-50 237,25	-50 237,25	-50 237,25
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**50 237,25**	**0,00**	**-50 237,25**	**-50 237,25**	**-50 237,25**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**50 237,25**	**0,00**	**-50 237,25**	**-50 237,25**	**-50 237,25**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*83 762,75*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
3351	*Terrains*	*83 762,75*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***83 762,75***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**134 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-33 999,55**	**-33 999,55**	**0,00**	**-33 999,55**	**-33 999,55**
011	Charges à caractère général (4)	50 232,25	0,00	0,00	-33 999,55	-33 999,55	0,00	-33 999,55	-33 999,55
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**50 237,25**	**0,00**	**0,00**	**-33 999,55**	**-33 999,55**	**0,00**	**-33 999,55**	**-33 999,55**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**50 237,25**	**0,00**	**0,00**	**-33 999,55**	**-33 999,55**	**0,00**	**-33 999,55**	**-33 999,55**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*83 762,75*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**83 762,75**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D002 Résultat reporté	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**-33 999,55**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**134 000,00**	**0,00**	**-34 000,00**	**-34 000,00**	**-34 000,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*134 000,00*		*-34 000,00*	*-34 000,00*	*-34 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**134 000,00**		**-34 000,00**	**-34 000,00**	**-34 000,00**

R002 Résultat reporté	**0,45**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**-33 999,55**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**134 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-33 999,55**	**-33 999,55**	**0,00**	**-33 999,55**	**-33 999,55**
011	Charges à caractère général (5)	50 232,25	0,00	0,00	-33 999,55	-33 999,55	0,00	-33 999,55	-33 999,55
6045	Achats études et prestations de services	50 232,25	0,00		-33 999,55	-33 999,55	0,00	-33 999,55	-33 999,55
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	5,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**50 237,25**	**0,00**	**0,00**	**-33 999,55**	**-33 999,55**	**0,00**	**-33 999,55**	**-33 999,55**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**50 237,25**	**0,00**	**0,00**	**-33 999,55**	**-33 999,55**	**0,00**	**-33 999,55**	**-33 999,55**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*83 762,75*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*83 762,75*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'ordre		**83 762,75**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**134 000,00**	**0,00**	**-34 000,00**	**-34 000,00**	**-34 000,00**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*134 000,00*		*-34 000,00*	*-34 000,00*	*-34 000,00*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*134 000,00*		*-34 000,00*	*-34 000,00*	*-34 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**134 000,00**		**-34 000,00**	**-34 000,00**	**-34 000,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**16 237,70**	**0,00**	**0,00**		**16 237,70**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	16 232,70	0,00	0,00		16 232,70
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	5,00	0,00	0,00		5,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 237,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	16 232,70	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 237,70**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 232,70
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**16 237,25**	**16 237,25**	**16 237,25**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**16 237,25**	**16 237,25**	**16 237,25**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**16 237,25**	**16 237,25**	**16 237,25**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**16 237,25**	**16 237,25**	**16 237,25**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

ANNEXES 15 à 18 – AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT DES BUDGETS PRINCIPAL, EAU POTABLE, ASSAINISSEMENT ET COLLECTE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS DES MÉNAGES ET DÉCHETS ASSIMILÉS

ANNEXE 16

FAIRE ENSEMBLE UN TERRITOIRE SOLIDAIRE

Titre	Axes	Déclinaison - actions PPI	2026 BP	2026 BS	Total 2026	2 027	Total
1 - Faire ensemble un territoire solidaire	**1.1 Une identité catalane valorisée dans sa pluralité**						
	1.2 Transition sociale, bien vivre et intergénéralitionnel	**1.2.1 Accessibilité des bâtiments publics**	**5 000**	**-**		**15 000**	**25 000**
		1.2.2 Déploiement des défibrilateurs dans les équipements					
	1.3 Une destination résidentielle pour tous	**1.3.1 Accès à la télévision partout**	**10 000**	**2 570**		**7 430**	**50 000**
		1.3.2 Opération logement étudiant					
		1.3.3 Subvention construction foyers jeunes travailleurs					**80 000**
	1.4 Solidarité intercommunales, mutualisation et coopérations	**1.4.1 Fonds de concours aux communes**	**747 612**				**10 000 000**
		1.4.2 SIG	**14 070**	**-**		**6 625**	**50 000**
		- Bureaux assis-debout					
		- Logiciel ARCGIS Site	10 000				
		- Logiciel DICT montée de version					
		- Matériel informatique	4 070				
		1.4.3 Voirie - EP : remise en état de la RD 618	**192 750**	**-**			**626 736**
		- Aménagement véhicule service voirie + outillage (service voirie)					
		- Panneaux signalétiques (service voirie)					
		- Accès déchetterie Cosprons (service voirie)					
		- Accès déchetterie Argelès sur Mer (service voirie)					
		- AP/CP Programme de travaux voirie et réseaux	192 750				
		1.4.4 Patrimoine CC : aménagement du site et centre technique	**3 000 000**	**3 303 325**		**300 000**	**12 256 117**
		1.4.5 Matériel / Mobilier communautaire	**738 547**	**28 764**		**299 621**	**2 621 516**
		- Bureaux assis-debout (service informatique)	1 000				
		- Matériel informatique (service informatique)	54 000				
		- Licences Office et parefeu (service informatique)	7 000	- 3 000			
		- Renouvellement des serveurs de production (service informatique)					
		- Badgeuses + badges pour pointage temps (service informatique)	5 000	- 5 000			
		- Logiciels dématérialisation de documents	48 000	- 30 000			
		- Parcours cybersécurité					
		- Petits matériels service informatique					
		- Logiciels service RH (service informatique)	30 000	29 330			
		- Logiciels services Finances et Marchés publics (service informatique)	170 000				
		- Suite parcours cybersécurité (service informatique)					
		- Autres projets informatique					
		- Remplacement mobiles (service informatique)					
		- Acquisition micros salle réunion (service informatique)					
		- Matériel informatique					
		- Achat licences (service informatique)					
		- Réseaux courants sites distants (service informatique)	35 000	5 000			
		- Amélioration serveurs (service informatique)					
		- Lien secours par satellite (service informatique)					
		- Montée de version arcgis + nouveau serveur					

		- Logiciel exploitation drone					
		- Aspirateur et autolaveuse médiathèques (service prévention)					
		- Vestiaires et chariot élévateur Collecte (service prévention)					
		- Mobilier bureaux assis debout (service prévention)	8 000				
		- Matériel prévention santé sécurité	25 000				
		- Changement version logiciel (service urbanisme)					
		- Organigramme des clés , disjoncteurs, onduleurs, portails… (service bâtiment)					
		- Matériel et plateau coupe menuiserie (service bâtiment) => Outillage bâtiments	5 000				
		- Installations générales		2 280			
		- Matériel et outillage éclairage public	3 000				
		- Matériel relais TV	20 000	- 2 570			
		- Véhicule électrique relais TV		2 282			
		- Totems (service communication)					
		- Acquisition véhicules AGC					
		- Signalitique communication	8 000				
		- Mobilier nouvel agent + pupitre président					
		- Matériel informatique (2025 : smartphone - 2026 : sono mobile)	1 500				
		- Mobilier administration générale					
		- Création salle de réunion du RDC Step					
		- Bureau service client AEP					
		- Camion polybenne	20 000	- 32 800			
		- Electroménager		750			
		- Véhicule protocole => à confirmer avec Régis		3 350			
		- Tables, chaises, grilles d'exposition, barnums, nettoyeurs (service protocole et entretien)					
		- Containers de stockage pour matériel divers CCACVI	7 260				
		- Matériel atelier mécanique + valise + boulonneuse	46 922	15 001			
		- Aménagement hangar pour service bâtiment	20 000				
		- Travaux bureaux existants siège	201 865				
		- Logiciel gestion bâtiments	20 000	40			
		- Création sanitaires hangars éclairage public	2 000				
		- Mobilier nouveaux bâtiments CTC (tisaneries, salles de réunions, vestiaires…)		44 101			
		1.4.6 Chantier Insertion	**89 980**	**-**		**138 480**	**423 500**
		- Véhicule					
		- Matériel	59 980				
		- Panneaux signalétiques					
		- Aménagement locaux	30 000				
		1.4.7 Gestion des aires d'accueil des gens du voyage	**-**	**10 500**		**-**	**633 019**
		- Remise en état aire Argelès					
		- Travaux annuels aire Elne + tranchée tx télégestion en 2025					
		- Travaux annuels aire Argelès					
		- Gestion des fluides par télégestion					
Totaux			**4 797 960**	**3 345 159**		**767 156**	**26 765 888**

UN TERRITOIRE DE PROXIMITE							
Titre	**Axes**	**Déclinaison - actions PPI**	**2026 BP**	**2026 BS**	**Total 2026**	**2027**	**Total**
2 - Un territoire de proximité	**2.1 Un programme alimentaire territorial transversal**						
2 - Un territoire de proximité	**2.2 Un parcours de santé continue équitable pour tous**						
2 - Un territoire de proximité	**2.3 Lien social et garantie de service de proximité**	**2.3.1 Maintenir des solutions pour la petite enfance sur tout le territoire**	**212 143**	**-26 008**		**138 151**	999 999
		2.3.2 Développer le réseau d'action culturel des médiathèques	**206 247**	**-228 497**		**434 745**	930 000
		- Chauffage médiathèque Argelès					
		- Renouvellement mobilier médiathèque Argelès					
		- Mise en place climatisation médiathèque Palau					
		- Réaménagement médiathèque Argelès	71 247	-174 000			
		- Création bureau, réfection escalier, peinture et traitement bois	26 000	-10 997			
		- aménagement local personnel	3 000	-2 000			
			9 000	-4 000			
			8 000	-5 000			
			10 000	-5 000			
		- Remplacement dalles plafond	9 500				
		- Traitement charpente, peinture	19 000	-16 000			
		- Signalisation, création pergola sur terrasse	2 000				
		- Peinture, mobilier	18 000				
		- Remplacement éclairage led, blocage porte entrée, signalisation	16 500	-2 500			
			14 000	-9 000			
		2.3.2.1 Montesquieu	**50 000**	**0**		**905 000**	1 015 000
		2.3.2.2 Saint André	**0**	**0**		**968 000**	1 038 000
		2.3.2.3 Saint Genis					
		2.3.2.4 Elne	**30 000**	**-30 000**	**0**	**0**	120 000
		2.3.2.5 Banyuls	**25 000**	**-25 000**	**0**	**0**	133 000
		2.3.2.6 Sorède	**1 000 000**	**0**		**172 000**	1 450 000
		2.3.2.6.1 Mobilier médiathèque Sorède		**100 000**			100 000
		2.3.2.6.2 Fonds documentaire médiathèque Sorède		**15 000**			15 000
		2.3.2.7 Cerbère	**70 000**	**0**		**620 000**	720 000
		2.3.2.8 Rénovation médiathèque Argelès		**174 000**		**276 000**	450 000
2 - Un territoire de proximité	**2.4 Education et sport à portée des jeunes**	**2.4.1 Une politique enfance / jeunesse pour tous**	**205 939**	**-69 742**		**175 681**	860 000
		2.4.2 Rénovations / extension d'équipement pour améliorer l'accueil des publics					
		2.4.2.1 ALSH - Villelongue dels Monts					30 000
		2.4.2.1.2 MCC Villelongue dels Monts	**20 000**	**-10 000**		**490 000**	550 000
		2.4.2.2 ALSH - Curie/Pasteur - Argeles sur Mer voir dm 2 BP 2023	**2 096 000**	**716 617**		**338 438**	4 292 569
		2.4.2.2.1 ALSH - Curie Pasteur - Argelès sur Mer MOBILIER		**100 000**			100 000
		2.4.2.3 ALSH - Bages	**300 000**	**0**		**1 703 500**	2 160 000
		2.4.2.4 ALSH - Extension Saint André	**105 000**	**-105 000**		**105 000**	105 000
		2.4.2.5 ALSH - Palau del Vidre				**45 000**	45 000
		2.4.2.6 Déplacement ALSH Ado - Elne	**0**			**45 000**	45 000
		2.4.3 Equipements sportifs d'intérêt communautaire	**268 600**	**-49 680**		**49 680**	575 616
		- Climatisation halle des sports de Bages					

		- Halle des sports Bages (2025 : réfection parvis, massif et traitement arches)	31 000	-30 000			
		- Stores et eau chaude sanitaires halle des sports St Génis					
		- Halle des sport St Génis (2025 : centrale d'air et clim., éclairage led)	25 000	-20 295			
		- Stade Sorède (2025 : Mitigeur et pluvial)	20 000	614			
		- Réfection banque d'accueil piscine communautaire					
		- Réfection carrelage douches piscine communautaire					
		- Etude fer eau potable - filtre à charbon piscine communautaire					
		- Petits travaux piscine communautaire (videosurveillance, matériel, tx divers, vitrage, photovoltaïque…)					
		- Travaux 2025 (moteur vasistas, local asso, outillage, fonçage canalisation, récupération eau sanitaire, étanchéité toiture, étude système filtration, étude pataugeoire)	192 600				
Totaux			**4 588 929**	**561 689**		**6 466 195**	**15 749 184**
UN TERRITOIRE QUI S'EMANCIPE, PRODUIT, INNOVE							
Titre	**Axes**	**Déclinaison - actions PPI**	**2026 BP**	**2026 BS**	**Total 2026**	**2027**	**TOTAL**
3 - Un territoir qui s'emancipe, produit, innove	**3.1 Une offre de formation d'attractivité internationale**	**3.1.1 Pole de valorisation viti-vinicole du Mas Reig**					
		3.1.2 Pavillon d'oenotourisme					
3 - Un territoire qui s'emancipe, produit, innove	**3.2 Une terre d'accueil et de développement des entrepreneurs**	**3.2.1 Création du pôle entreprenarial**	**25 000**	**0**		**50 000**	75 000,00
		3.2.2 Subventions immobilier d'entreprises	**48 000**	**-48 000**		**128 000**	200 000,00
		3.2.3 Accueil d'un pôle innovant - friche Bartissol					80 000,00
		3.2.4 Aménagement de nouvelles zones économiques					
		3.2.5 Maintien de l'attractivité des zones existantes	**275 000**	**0**		**1 059 230**	1 674 736
		- Zone Argelès					
		- Zone port vendres					
		- Zone St Génis					
		3.2.6 Remise à niveau de la voirie des zones d'Argeles et d'Elne					
		3.2.6.1 zones d'Argeles Chemin de Palau et Flamands roses					1 900 000
		3.2.6.2 zones d'Elne	**588 500**	**0**			1 308 500
3 - Un territoir qui s'emancipe, produit, innove	**3.3 Un territoire transfrontalier en réseau**	**3.3.1 Scot littoral Sud**	**0**	**0**		**0**	0
3 - Un territoir qui s'emancipe, produit, innove	**3.4 Un tourisme nature, nautique, culturel et sportif**	**3.4.1 Phare du Cap Bear**	**588 000**	**0**			2 766 896
Totaux			**1 524 500**	**-48 000**		**1 237 230**	8 005 132

UN TERRITOIRE DE TRANSITION ECOLOGIQUE							
Titre	**Axes**	**Déclinaison - actions PPI**	**2026 BP**	**2026 BS**	**Total 2026**	**2027**	**Total**
4. Un territoire de transition écologique	**4.1 Mobilités vertes, alternatives et durables**	**4.1.1 Développement d'un réseau cyclable**					
		4.1.2 Assurer le maintien des voies vertes	**90 000**	**0**		**90 000**	330 000
4. Un territoire de transition écologique	**4.2 Réinvestir les ressources agricoles**	**4.2.1 Préserver la ressource en eau - PPI Eau et assainissement**					
		4.2.2 Valorisation du littoral - sécurité du sentier du littoral / chantier d'insert	**70 000**	**0**		**60 000**	350 000
		4.2.3 PPI syndicat ressource en eau					
4. Un territoire de transition écologique	**4.3 Devenir un territoire à énergie positive**	**4.3.1 Optimiser la gestion des déchets**					2 411 669
		4.3.2 Se positionner sur les actions à énergie positive	**0**	**0**		**180 000**	300 000
		- Etude en vue de la réalisation d'un BA photovotaïque pour réhab					
		4.3.3 Rénovation énergétique du patrimoine communautaire	**0**	**0**		**625 000**	750 000
		- Audits énergétiques ccacvi					
		- Décret BACS 1ère tranche GTB					
4. Un territoire de transition écologique	**4.4 Un territoire résilient**	**4.4.1 Anticiper le changement climatique et la résilience du territoire**	**34 200**	**-3 959**		**165 613**	250 000
		- Eco kit mini boites (service développement durable)					
		- Capteurs de pollen (service développement durable)					
		- Acquisition véhicule électrique mutualisé Gemapi	8 500	-3 959			
		- Borne électrique siège	10 000				
		- Récupérateur eaux de pluie	15 700				
		4.4.2 PPI des syndicats "GEMAPI"					
		4.4.3 PPI "GEMAPI" en direct	**205000**	**-3850**		**3850**	459 809
		- Tablette 4G saisie terrain, appareil photo					
		- Travaux filet protection ensablement					
		- Matériel pour projet OFB					
		- Acquisition véhicule électrique mutualisé développement durable					
		- Projet obs'roc					
Totaux			**399 200**	**-7 809**		**1 124 463**	**2 439 809**

ANNEXE 17

DISTRIBUTION - EAU POTABLE					
Secteur	**Actions PPI**	***BP 2026***	***DM1_2026***	***BS 2026***	**Total**
RENOUVELLEMENT DE RESEAUX		**405 000 €**	**- 127 375 €**	**1 513 114 €**	**7 830 838 €**
BAGES	BAGES Renouvellement réseau eau potable	-			414 130
BPT	Adduction RD11 PALAU ST ANDRE	-	*1 461*		1 472 429,81
BPT	LAROQUE rue Joffre	-	*- 187 904*	*2 225,23*	199 320,98
MONT	MONTESQUIEU Avenue de la mer	-			679 000
BPT	SOREDE Sécurisation adduction refoulement Vallée heureuse	*150 000*			600 000
CV	BANYULS Quartier Eglise	-			300 000
CV	BANYULS - Pierre de Marca (Service)	*90 000*			90 000
CV	BANYULS Pont du Puig (Mairie)	-		*43 850*	143 850
CV	BANYULS Avenue De Gaulle (Mairie-suivi SDA)	-			600 000
CV	COLLIOURE Aristide Maillol (Mairie)	-			90 000
CV	COLLIOURE Secteur Soulane (Mairie)	*40 000*			100 000
CV	COLLIOURE - Renouvellement Adduction Ravaner Ambeille	-			160 000
CV	COLLIOURE - Route d'Argelès	-	*32 278*	*413*	109 691
CV	COLLIOURE -Rues Henri Martin et Georges Braques	-			42 000
BPT	SOREDE Rue du Canigou (Service)	-	*26 790*	*1 375,39*	88 165,85
BPT	SAINT-GENIS rues de la croix du sud et Pons (SDAEP)	*100 000*		*60 000*	160 000
BPT	VILLELONGUE Carrer del Veinat (après rétrocession)	-			85 000
BPT	PALAU - Av de la gare (Mairie)	-			185 000
BPT	PALAU - Av des Catalans (Mairie)	-			0
BPT	SAINT-ANDRE - desserte Millanet (canalisation +PI)	-			52 000
BPT	SOREDE - rue de la Costabonne (Service) - dévoiement	-			30 000
BPT	LAROQUE - Rerefoulement du Mas Catalan	-			225 000
ELNE	ELNE Avenue 8 mai (Mairie)	-			25 000
ARGELES	ARGELES Restauration écologique de la Massane	-			210 000
ORTAFFA	ORTAFFA - Impasse du Vallespir	-			40 000
ELNE	ZA ELNE - Rue Nicolas Appert	*25 000*			25 000
BPT	LAROQUE_MIX_Centre ville			*155 000*	155 000
CV	PORT-VENDRES_MIX_Jetée			*200 000*	400 000
CV	CERBERE_MIX_Rte Espagne			*65 000*	65 000
BPT	SOREDE_EAU_Solde fiche action 6b - Secteur Campet			*250 250*	250 250
MONT	MONTESQUIEU_Trompette (fiche action 10a)			*300 000*	300 000
CV	BANYULS_EAU_Solde fiche action 8a - Puig del Mas			*415 000*	415 000
CV	COLLIOURE_MIX_Miradou			*20 000*	120 000
EQUIPEMENTS USINE		**170 000 €**	**- €**	**6 068 €**	**739 621 €**
COMMUN	Matériel industriel général	*110 000*			410 000
COMMUN	Renouvellement télégestion	*30 000*		*734,03*	68 734
COMMUN	Armoire électrique	*20 000*			80 000
COMMUN	Mise en sécurité ouvrages	*10 000*			80 000
CV	COLLIOURE By Pass réservoir 300	-		*5 334,46*	20 334,46
ARGELES	PONT DU TECH remplacement pompe 3	-			45 000
BPT	Sécurisation alimentation BPT	-			35 553
BRANCHEMENTS		**1 450 000 €**	**- €**	**90 000 €**	**3 670 000 €**
COMMUN	Achat compteurs	*1 300 000*			2 680 000
COMMUN	Branchement AEP	*130 000*		*90 000*	910 000
COMMUN	Mise en conformité branchement	*10 000*			40 000
COMMUN	Remise en état réfection	*10 000*			40 000
LOGISTIQUE		**27 284 €**	**5 000 €**	**- €**	**94 000 €**
COMMUN	Matériel de transport	*20 000*			60 000
COMMUN	Matériel de bureau et informatique	*6 284*	*5 000*		30 000
COMMUN	Mobilier	*1 000*			4 000
PROJETS STRATEGIQUES		**8 095 000 €**	**- €**	**430 000 €**	**16 785 490 €**
CV	Réhabilitation réservoir Mas Reig	-		*130 000*	599 990
COMMUN	Géoréférencement des réseaux	-			240 000
COMMUN	Plan d'action Rendement réseaux	-		*300 000*	1 700 000
COMMUN	Déploiement de la télérelève - prestation	*445 000*			915 500
COMMUN	Hypervision	-			130 000
COMMUN	Logiciel métier client facturation	*150 000*			200 000
COMMUN	REUT STEP Argelès	*7 500 000*			13 000 000
TOTAL DISTRIBUTION		**10 147 284 €**	**- 122 375 €**	**2 039 182,11 €**	**39 267 233 €**

PRODUCTION - EAU POTABLE					
Secteur	**Actions PPI**	***BP 2026***	***DM1_2026***	***BS 2026***	**Total**
EQUIPEMENTS		**32 000 €**	**- €**	**- €**	**146 000 €**
PRODUCTION	Equipements captage	*30 000*			120 000
PRODUCTION	Regénération forage	*2 000*			26 000
PROJETS STRATEGIQUES		**30 000 €**	**1 905 €**	**- €**	**2 465 905 €**
PRODUCTION	Nouvelle ressource en eau - Paléochenal	-	*1 905*		2 216 905
PRODUCTION	Evaluation programme actions captages prioritaires	-			49 000
PRODUCTION	Renouvelement drains Tech	*30 000*			200 000
PRODUCTION	Etude de recharge maîtrisée des nappes profondes BRGM	*3 720*			3 720
TOTAL PRODUCTION		**62 000 €**	**1 905 €**	**- €**	**2 611 905 €**

ANNEXE 18

ASSAINISSEMENT

Secteur	Actions PPI	*BP2026*	*DM1_2026*	*BS 2026*	2027	2028	Total
RENOUVELLEMENT DE RESEAUX		**320 000 €**	**- 17 351 €**	**439 642 €**	**3 735 500 €**	**1 000 000 €**	**8 044 699 €**
ARGELES	ARGELES Renforcement réseau Molière	-					1 155 000
INTERCO 1	LAROQUE Rue Joffre	-					252 000
INTERCO 2	MONTESQUIEU Avenue de la Mer	-		*60 000*	330 000		460 000
PV-COLLIOURE	COLLIOURE Secteur Soulane (Mairie)	*30 000*	*108 000*	*14 304,31*	90 000		412 304
PV-COLLIOURE	COLLIOURE Rue Romain Roland (Mairie)	*50 000*	*- 22 351*	*442,39*			28 092
PV-COLLIOURE	COLLIOURE Bascule refoulement Faubourg (Service)	-			350 000	350 000	700 000
PV-COLLIOURE	COLLIOURE Rocasse (Mairie)	-			250 000	250 000	500 000
PV-COLLIOURE	PORT-VENDRES Traversée ouvrage Mur Fusible (CD)	-					7 000
PV-COLLIOURE	COLLIOURE -Rues Henri Martin et Georges Braques	-	*- 103 000*				0
BANYULS	BANYULS Rue Jules Ferry (SDA complément service)	-					157 228
BANYULS	BANYULS Quartier de l'église (Mairie)	*70 000*					250 000
BANYULS	BANYULS Pont du Puig (Mairie)	-					60 000
BANYULS	BANYULS Avenue De Gaulle (SDA)	-			300 000	300 000	600 000
BANYULS	BANYULS Avenue Fontaulé (Service)	-			100 000	100 000	200 000
BANYULS	BANYULS - Pierre de Marca (Service)	*15 000*		*687,90*			105 688
CERBERE	CERBERE Ribéral (SDA)	-			400 000		410 000
INTERCO 2	VILLELONGUE DELS MONTS - Avinguda de les Alberes (Service)	*20 000*		*11 714,40*			111 714
INTERCO 2	VILLELONGUE - Carrer del Veinat (après rétrocession)	-			120 000		120 000
ELNE	ELNE- Av du 8 Mai T1 (Mairie)	-					0
ELNE	ELNE - Av du 8 Mai T2 (Mairie)	-					0
ELNE	ELNE- Rue du Tech	-		*53 243*			218 243
ORTAFFA	ORTAFFA - Rejet STEP (SDA)	-			300 000		300 000
BAGES	BAGES - Rue Desmoulin (Mairie)	-					0
BAGES	BAGES - réseau longeant canal arrosage (service)	*120 000*					120 000
BAGES	BAGES - Rue Barra	-					23 680
PALAU	PALAU - Av de la gare (Mairie)	-			150 000		150 000
PALAU	PALAU - Av des Catalans (Mairie)	-					0
PALAU	PALAU - Parking de la poste (Mairie)	-					20 000
INTERCO 1	SOREDE - rue de la Costabonne (Service) - dévoiement	-					24 000
ARGELES	ARGELES Restauration écologique de la Massane	-			340 000		340 000
ELNE	ZA ELNE - Rue Nicolas Appert	*15 000*					15 000
INTERCO 1	LAROQUE_MIX_Centre ville			*94 250*			94 250
PV-COLLIOURE	PORT-VENDRES_MIX_Jetée			*10 000*	140 000		150 000
PV-COLLIOURE	PORT-VENDRES_ASS_Tamarins-Dévoiement réseaux				225 000		225 000
PV-COLLIOURE	PORT-VENDRES_ASS_Jacques Vila T1			*20 000*	330 500		350 500
BANYULS	BANYULS_ASS_Emissaire Fontaulé			*50 000*	150 000		200 000
BANYULS	BANYULS_ASS_Traitement ECP suite à test fumée			*40 000*	60 000		100 000
ARGELES	ARGELES_ASS_Place Duhamel			*65 000*			65 000
PV-COLLIOURE	COLLIOURE_MIX_Miradou			*20 000*	100 000		120 000
EQUIPEMENTS USINE		**1 395 337 €**	**- €**	**5 318 €**	**1 134 000 €**	**534 000 €**	**4 075 308 €**
ELNE	STEP ELNE Réhabilitation unité de déshydratation	-					207 990
PV-COLLIOURE	STEP PORT-VENDRES Renouvellement centrifugeuse	*280 000*					400 500
BANYULS	STEP BANYULS Renouvellement des membranes	*250 000*			0		370 500
ARGELES	STEP ARGELES Renouvellement centrifugeuse	-					0
COMMUN	Matériel général PR	*70 000*		*5 317,83*	70 000	70 000	250 317,83
COMMUN	Matériel général Assainissement	*10 000*			10 000	10 000	37 000
COMMUN	Matériel général STEP	*300 000*			500 000	400 000	1 475 000
COMMUN	Armoire électrique	*19 229*			20 000	20 000	80 000
COMMUN	Renouvellement télégestion	*14 306*			4 000	4 000	39 000
COMMUN	Mise en sécurité ouvrages	*41 802*			30 000	30 000	120 000
BANYULS	STEP BANYULS - Parement façade extérieure	-					25 000
CERBERE	PR REPAIRO - Réhabilitation pompage	-					10 000
INTERCO 1	STEP INTERCO 1 - Renouvellement centrifugeuse	*160 000*					260 000
PV-COLLIOURE	PORT-VENDRES Réhabiliation PR Tamarins	*250 000*			500 000		800 000
BRANCHEMENTS		**190 000 €**	**- €**	**30 000 €**	**310 000 €**	**250 000 €**	**985 000 €**
COMMUN	Mise en conformité branchement	*90 000*		*30 000*	130 000	110 000	455 000
COMMUN	Branchement	*90 000*			150 000	120 000	450 000
COMMUN	Remise en état réfection	*10 000*			30 000	20 000	80 000
LOGISTIQUE		**45 000 €**	**- €**	**2 000 €**	**65 000 €**	**65 000 €**	**520 990 €**
COMMUN	Renouv fourgon et caméra inspection télévisée						159 990
COMMUN	Métrologie	*20 000*			30 000	30 000	110 000
COMMUN	Bennes à boues	-			10 000	10 000	40 000
COMMUN	Matériel de bureau et informatique	*5 000*		*2 000*	5 000	5 000	21 000
COMMUN	Matériel de transport	*20 000*			20 000	20 000	190 000
PROJETS STRATEGIQUES		**160 000 €**	**- €**	**24 680 €**	**3 822 620 €**	**4 860 000 €**	**12 130 410 €**
CERBERE	CERBERE Reconstruction STEP	-			1 522 620		4 019 000
COMMUN	STEP ARGELES Démolition anciens ouvrages	-					230 730
COMMUN	Géoréférencement des réseaux	-			150 000		240 000
PALAU	STEP PALAU Reconstruction STEP	*10 000*		*20 533,75*	1 560 000		1 620 533,75
ARGELES	Maîtrise d'oeuvre REUT STEP ARGELES	-					251 000
COMMUN	Diagnostic permanent métrologie	-			50 000	20 000	95 000
COMMUN	Logiciel métier client facturation	*150 000*					200 000
ARGELES	STEP ARGELES Extension STEP	-		*4 146,25*	360 000	4 840 000	5 274 146,25
PV-COLLIOURE	STEP RIMBAU mise en conformité	-			180 000		200 000
TOTAL ASSAINISSEMENT		***2 110 337***	***- 17 351***	***501 639,38***	**9 067 120 €**	**6 709 000 €**	**25 756 407 €**

ANNEXE 19

	2026			2027
	BP + DM 1	BS	Total 2026	
OPTIMISER LA GESTION DES DECHETS	**1 589 800**	**545 196**	**2 134 996**	***2 590 000***
APCP: MATERIEL DE TRANSPORT	**1 032 800**	**-37 800**	**995 000**	***1 711 000***
Acquisition BOM neuf	**238 000**		**238 000**	***766 000***
BOM secteur Argeles Albères	**238 000**			***238 000***
BOM Secteur Côte Vermeille				***528 000***
Grappin pour BOM grue				
Chariot élévateur d'occasion				
Acquisition mini bennes PL neuf				***400 000***
Mini benne Elne				
Mini benne Argeles				
Mini benne CTV				***400 000***
Acquisition BOM 12m3 occasion	**230 000**		**230 000**	***0***
BOM 12 m3 occasion	**190 000**			
Acquisition mini bennes VL				
Mini benne CTV				
Acquisition deux ou trois piaggio				
1 Piaggio neuf				
1 Piaggio neuf				
2 piaggio d'occasion				
Acquisition véhicules légers	**84 800**	**-32 800**	**52 000**	***70 000***
2 kangoo ambassadeurs	**56 000**	**-4 000**		
Trafic MAC	**28 800**	**-28 800**		
VL maintenance des bacs				***70 000***
Véhicule chef de service				
Acquisition BOM GRUE	**470 000**		**470 000**	***470 000***
Acquisition packmat				
Acquisition GPS	**10 000**	**-5 000**	**5 000**	***5 000***
Secteur Cote Vermeille	**3 300**			***1 700***
Secteur Illibéris	**3 300**	**-1 600**		***1 700***
Secteur Elne	**3 400**	**-3 400**		***1 600***
APCP: MATERIEL ET MOBILIER OM ET TRI	**375 000**	**73 000**	**448 000**	***396 000***
Acquisition matériel informatique		**5 000**	**5 000**	***5000***
Collecte Argeles				
Collecte Albères		**2 300**		
Collectes CTV				
Collecte Elne				
Collecte Illibéris				
Déchetterie Argelès		**2 700**		
Acquisition matériel de bureau et mobilier		**2 000**	**2 000**	***25000***
Collecte Argeles		**400**		
Collecte Albères		**400**		
Collectes CTV		**400**		
Collecte Elne		**400**		
Collecte Illibéris		**400**		
Acquisition colonnes enterrées et aériennes	**195 000**	**75 000**	**270 000**	***195 000***
Collecte Argeles	**35 000**	**15 000**		***35 000***
Collecte Albères	**35 000**	**15 000**		***35 000***
Collectes CTV	**35 000**	**15 000**		***35 000***
Collecte Elne	**35 000**	**15 000**		***35 000***
Collecte Illibéris	**35 000**	**15 000**		***35 000***
Réhabilitation colonnes enterrées	**20 000**			***20 000***
SUPPORTS ET SOCLES BACS	**24 000**	**-9 000**	**15 000**	***15 000***
Secteur Argeles - CTV - Albères	**8 000**			***5 000***
Secteur Elne	**8 000**	**-4 500**		***5 000***
Secteur Illibéris	**8 000**	**-4 500**		***5 000***
BAC OM ET TRI	**156 000**		**156 000**	***156 000***
Achat secteur Argeles - Cote Vermeille - Albères	**80 000**			*80 000*
Achat secteur Elne	**46 000**			*46 000*
Achat secteur Ortaffa et Bages	**30 000**			***30 000***

APCP: ENTRETIEN EQUIPEMENT ET TRAVAUX	182 000	509 996	691 996	*483 000*
Locaux collecte (aménagement)	**20 000**	**-10 000**	**10 000**	***10 000***
Local collecte Elne (climatisation, pergola, table et bancs)	10 000	-5 000		*5 000*
Local collecte CTV (table et bancs, petits matériels)	10 000	-5 000		*5 000*
Futur CTC (travaux divers)		**30 000**	**30 000**	**30 000**
Acquisition Benne de Déchetteries neuves				
	52 000	**30 000**	**82 000**	**30 000**
Etude extension Déchetterie de Laroque	**30 000**			
Mise en place conteneurs d'entreposage en déchetteries	**0**			
Acquisition conteneurs entreposage Argeles				
Acquisition conteneurs entreposage Cote vermeille				
Acquisition conteneurs entreposage secteur Laroque				
Acquisition conteneurs entreposage secteur Illibéris				
Acquisition compacteurs déchetteries	**0**	**80 000**	**80 000**	**80 000**
Compacteurs déchetterie Argelès		**80 000**		
Travaux degradations déchetterie / dalle béton	**100 000**	**-20 000**	**80 000**	***80 000***
Dechetterie Argeles	**25 000**	**-5 000**		***20 000***
Dechetterie Cote Vermeille (PV et Cerbère)	**25 000**	**-1 900**		***20 000***
Dechetterie Laroque	**25 000**	**-10 200**		***20 000***
Dechetterie Elne	**25 000**	**-2 900**		***20 000***
Travaux déchetterie Ombrières photovoltaïques				**240 000**
Projet extension déchetterie Laroque (MO)		**384 996**	**384 996**	
Réhabilitation locaux gardiens déchetterie	**10 000**		**10 000**	**10 000**
Dechetterie Argeles	**2 500**			***2 500***
Dechetterie Cote Vermeille (PV et Cerbère)	**2 500**			***2 500***
Dechetterie Laroque	**2 500**			***2 500***
Dechetterie Elne	**2 500**			***2 500***
Mise en place vidéosurveillance		**15 000**	**15 000**	**3 000**
Dechetterie Argeles		**5 000**		
Dechetterie Cote Vermeille (PV et Cerbère)		**5 000**		
Dechetterie Laroque				
Dechetterie Elne		**5 000**		
Etudes Natura 2000 déchetterie Cerbère				

ANNEXES 19 ET 20 – PARTENARIAT AVEC LE SYNDICAT DES VIGNOBLES DE LA CÔTE VERMEILLE À L'OCCASION DU 90ÈME ANNIVERSAIRE DE L'AOP BANYULS, DANS LE CADRE D'ÉVÈNEMENTS ORGANISÉS AU MAS REIG À BANYULS-SUR-MER

VIGNERONS sur Mer
COLLIOURE·BANYULS

M. Grégory Marty
Président de la Communauté de Communes
Albères - Côte Vermeille - Illibéris

3, Impasse Charlemagne, 66700 Argelès-sur-Mer

Banyuls-sur-Mer, le 4 août 2026

Monsieur le Président,

À l'occasion de la Fête des Vendanges de Banyuls-sur-Mer, le Syndicat des Vignobles de la Côte Vermeille souhaite organiser au Mas Reig un dîner de gala de prestige et une Masterclass consacrée aux vins de l'AOP Banyuls dont nous célébrons le 90e anniversaire cette année.

Les dîners de gala du Mas Reig, autrefois reconnu comme le Haut-Lieu du Cru, restent dans la mémoire des vignerons de Collioure-Banyuls. Ils réunissaient producteurs, élus et personnalités autour d'une même ambition : célébrer l'excellence des vins du territoire à travers la gastronomie, dans un lieu devenu emblématique de la Côte Vermeille. À l'occasion du 90e anniversaire de l'AOP Banyuls, nous souhaitons faire renaître cet esprit en proposant une soirée à la hauteur de cet anniversaire exceptionnel.

Ce projet s'inscrit dans la continuité de la soirée organisée il y a trois ans pour les 20 ans de l'AOP Collioure blanc, qui avait rencontré un véritable succès. Cette nouvelle édition ambitionne d'aller plus loin encore en réunissant deux personnalités reconnues de la gastronomie française afin d'offrir aux convives une expérience où les grands vins de Banyuls dialogueront avec une cuisine d'exception.

Le chef Lionel Giraud, à la tête de La Table Lionel Giraud à Narbonne (deux étoiles au Guide Michelin), imaginera un menu gastronomique inédit autour des saveurs de la Méditerranée, spécialement conçu en accord avec les vins AOP Banyuls et Banyuls Grand Cru. Sa présence revêt également une dimension particulièrement symbolique puisque son père est le créateur de la recette du civet de langouste au Banyuls, devenue l'une des grandes signatures culinaires de notre territoire.

Afin d'apporter une dimension pédagogique à cette célébration, Gaëtan Bouvier, Meilleur Sommelier de France et Meilleur Ouvrier de France – Sommellerie, élaborera les accords mets-vins de l'ensemble du dîner et animera une Masterclass exclusive consacrée aux grands vins de Banyuls. Cette rencontre permettra aux participants de mieux comprendre la richesse, la diversité et la singularité de notre appellation à travers une dégustation commentée des cuvées emblématiques du Cru.

Syndicat des Vignobles de la Côte Vermeille
Mas Reig – BP 75 - 66650 – Banyuls Sur Mer
Tél. : 06 70 86 16 77 – e-mail : contact@lesvigneronssurmer.com

Au-delà de son caractère festif, cet événement constitue une véritable opération de valorisation de notre territoire. Il contribuera à renforcer la notoriété des vins de Banyuls, à mettre en lumière le savoir-faire des vignerons de la Côte Vermeille et à réaffirmer la vocation du Mas Reig comme lieu de référence dédié à la culture et à la transmission du vin.

La Communauté de Communes Albères – Côte Vermeille – Illibéris a toujours accompagné les initiatives contribuant au développement et au rayonnement de la filière viticole, et le passé récent nous l'a encore démontré. Notre syndicat ne peut cependant porter seul un événement de cette ambition. C'est pourquoi nous sollicitons aujourd'hui votre soutien financier afin de permettre la mobilisation de ces deux personnalités d'exception et d'offrir au territoire une célébration à la hauteur des 90 ans de l'AOP Banyuls.

Bien entendu, la Communauté de Communes Albères – Côte Vermeille – Illibéris sera pleinement associée à cet événement et bénéficiera d'une visibilité privilégiée sur l'ensemble des supports de communication ainsi que lors de cette soirée anniversaire.

Dans l'attente de votre retour, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération distinguée.



Romuald PERONNE

Président

Syndicat des Vignobles de la Côte Vermeille
Mas Reig – BP 75 - 66650 – Banyuls Sur Mer
Tél. : 06 70 86 16 77 – e-mail : contact@lesvigneronssurmer.com

1935
2025
90
ANS
DE L'AOP
BANYULS

UN DÎNER DE GALA D'EXCEPTION

LES 90 ANS DE L'AOP BANYULS



MAS REIG
BANYULS-SUR-MER
À l'occasion de la Fête des Vendanges

À l'occasion des 90 ans de l'AOP Banyuls, cette tradition renaît dans son écrin historique à travers une soirée d'exception célébrant l'identité viticole de la Côte Vermeille.

LE MAS REIG

LE HAUT-LIEU HISTORIQUE DU CRU

Au cœur du vignoble héroïque de Banyuls, le Mas Reig retrouve sa vocation première : accueillir les grands rendez-vous du Cru, où patrimoine, transmission et excellence se rencontrent.



LIONEL GIRAUD

CHEF DE LA TABLE LIONEL GIRAUD NARBONNE

2 ÉTOILES MICHELIN

Chef de La Table Lionel Giraud à Narbonne, deux étoiles au Guide Michelin, Lionel Giraud défend une cuisine profondément ancrée dans le Sud et dans son territoire.

Son père est le créateur du civet de langouste au Banyuls, plat emblématique qui a forgé son attachement aux produits et aux vins de la région.

POUR CETTE SOIRÉE

- Il créera un menu inédit spécialement conçu pour les 90 ans de l'AOP Banyuls.



GAËTAN BOUVIER

CHEF SOMMELIER – INSTITUT LYFE (ANCIEN INSTITUT PAUL BOCUSE)

- Meilleur Sommelier de France
- Meilleur Ouvrier de France – Sommellerie
- International ASI Diploma Gold
- Master of Port

Chef sommelier de l'Institut Lyfe, Gaëtan Bouvier met son expertise et sa passion des grands vins au service de l'émotion et du partage.

POUR CETTE SOIRÉE

- Conception des accords mets-vins sur mesure
- Animation d'une Masterclass exclusive sur les grands vins de Banyuls
- Échanges privilégiés avec les invités



UNE EXPÉRIENCE EXCEPTIONNELLE

UN DÎNER GASTRONOMIQUE	DES ACCORDS METS-VINS	UNE MASTERCLASS EXCEPTIONNELLE	LA REDÉCOUVERTE DU MAS REIG	LA VALORISATION DES VINS DE BANYULS
créé exclusivement pour les 90 ans de l'AOP Banyuls	imaginés par un Meilleur Ouvrier de France	autour des grands vins de Banyuls	Haut-Lieu historique du Cru, dans son écrin unique	et du patrimoine viticole de la Côte Vermeille



À l'occasion des 90 ans de l'AOP Banyuls, un chef doublement étoilé Michelin, un Meilleur Sommelier de France et Meilleur Ouvrier de France – Sommellerie uniront leur talent pour créer une expérience gastronomique et œnologique unique, au cœur du vignoble héroïque de Banyuls.

90 ANS D'HISTOIRE. UNE SOIRÉE QUI NE SE REPRODUIRA PAS.

90 ANS D'HISTOIRE. UNE SOIRÉE QUI NE SE REPRODUIRA PAS.

BUDGET PRÉVISIONNEL - FÊTE DES VENDANGES 2026

Dîner de gala du 9 octobre

Dépense	Montant HT	Montant TTC
organisation accord mets et vin	1 000 €	**1 200 €**
Menu en 5 temps (120 pers) + locatio vaiselle + decoratio n	15 000 €	**18 000 €**
Vin	5 800 €	**6 960 €**
Frais de séjour du chef et de son équipe	1 000 €	**1 200 €**
Personnel de service complémentaire lycée Bourquin	2 000 €	**2 400 €**
Frais divers 20%	2 500 €	**3 000 €**
TOTAL DINER DE GALA	***27 300 €***	***32 760 €***

Recette	Montant HT	Montant TTC
Vente places public (80 personnes x200)	13 333 €	**16 000 €**
Participation Syndicat (places vignerons, partage frais)	7 000 €	**8 400 €**
Subvention CC ACVI	7 000 €	**8 400 €**
TOTAL DINER DE GALA	***27 333 €***	***32 800 €***

Accueil meilleur sommelier de France

Honoraires	3 000 €	3 600 €
Déplacement et séjour	2 000 €	2 400 €
Organisation masterclass	2 000 €	2 400 €
TOTAL SOMMELIER	***7 000 €***	***8 400 €***

Participation CC ACVI	3 000 €	3 600 €
Participation Syndicat	4 000 €	4 800 €
TOTAL SOMMELIER	***7 000 €***	***8 400 €***

TOTAL GENERAL	**34 300 €**	**41 160 €**

TOTAL GENERAL	**34 333 €**	**41 200 €**

PROGRAMME PRÉVISIONNEL
FÊTE DES VENDANGES 2026

DU 01 AU 11 OCTOBRE : EXPOSITION DANS LES RUES AVEC L'UCAB

VENDREDI 02 OCTOBRE - 18H00 : VERNISSAGE EXPOSITION HALL MAIRIE

MERCREDI 07 OCTOBRE – 17h30 : PROJECTION CINEMA SALLE TERRES DES TEMPLIERS

JEUDI 08 OCTOBRE - 18H30 : OUVERTURE OFFICIELLE VILLAGE VIGNERON
JEUDI 08 OCTOBRE – HEURE ET LIEU A DÉFINIR : FLORENCE JOU - LECTURE MUSICALE + PRÉSENTATION LIVRE

VENDREDI 09 OCTOBRE - 9H30 > 12H : VENDANGE VIGNE DES ENFANTS
VENDREDI 09 OCTOBRE - 16H : CONCERT CHORALE ST LAURENT – LIEU A DÉFINIR
VENDREDI 09 OCTOBRE - 17H : ATELIER DES 4 SAVEURS DEVANT OT
VENDREDI 09 OCTOBRE - 19H30 : SOIRÉE DE GALA VIGNERONS SUR MER AU MAS REIG
VENDREDI 09 OCTOBRE - 21H : CONCERT KITSCH BAND PLACE PAUL REIG

SAMEDI 10 OCTOBRE - 8H-18H30 : MARCHÉ DES PRODUCTEURS
SAMEDI 10 OCTOBRE - 9H : COURSE DES VENDANGES JEUNES SAPEURS POMPIERS DÉPART DU GYMNASE
SAMEDI 10 OCTOBRE – 12h30/15h30/18h30 : CONCERT VILLAGE VIGNERON
SAMEDI 10 + DIMANCHE 11 OCTOBRE : FANFARES DANS LES RUES
SAMEDI 10 OCTOBRE - MATIN : REGATE AVIRON BANYULENC DANS LA BAIE
SAMEDI 10 OCTOBRE - MATIN : TOURNOI RUGBY AU STADE
SAMEDI 10 OCTOBRE - 12H30 : ATELIER DU GOÛT AU RESTAURANT DE L'OBSERVATOIRE
SAMEDI 10 OCTOBRE - 15H30 : PRESSURAGE VENDANGE DES ENFANTS DE L'ÉCOLE
SAMEDI 10 OCTOBRE - 18H30 : CONCERT CHORALE BRASSENS PLACE DINA VIERNY
SAMEDI 10 OCTOBRE - 20H00 : CONCERT VILLAGE VIGNERON

DIMANCHE 11 OCTOBRE - 9H30 : MESSE ÉGLISE ST JEAN-BAPTISTE
DIMANCHE 11 OCTOBRE - 15H30 : ARRIVÉE DE LA VENDANGE PAR LA MER EN BARQUES CATALANES

LUNDI 12 OCTOBRE - 8h30 : RAMASSAGE DE DÉCHETS SUR LA PLAGE CENTRALE PAR LES SERVICES TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS DE LA VILLE

N.B. : NE FIGURENT PAS LES MANIFESTATIONS DES VIGNERONS DANS LEURS CAVES CAR À CE JOUR NOUS N'AVONS PAS RECU LE PROGRAMME

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE
LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ALBÈRES CÔTE VERMEILLE ILLIBÉRIS
ET
LE SYNDICAT DES VIGNOBLES DE LA CÔTE VERMEILLE

MISE EN PLACE D'ÉVÈNEMENTS SUR LE SITE DU MAS REIG À BANYULS-SUR-MER
A l'OCCASION DU 90ÈME ANNIVERSAIRE DE L'AOP BANYULS
OCTOBRE 2026

ENTRE :

La Communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris dont le siège social est situé 3 impasse Charlemagne à Argelès-sur-Mer (66700), représentée par son Président Grégory MARTY

Ci-après dénommé « la CC ACVI »

ET :

Le Syndicat des vignobles de la Côte Vermeille dont le siège social est situé au Mas Reig - BP 75 - à Banyuls-sur-Mer (66650) représenté par son Président Romuald PERONNE

Ci-après dénommée « le Syndicat des Vignobles »

Préambule :

Les vignerons du Cru à travers le Syndicat des vignobles de la Côte Vermeille s'attachent depuis quelques années à améliorer la notoriété de leurs vins en organisant, chaque année, un cycle d'événements à destination des professionnels de la filière, des prescripteurs, des journalistes, des sommeliers et du grand public.

La Communauté de communes est particulièrement attachée à la valorisation des vins, des terroirs et des savoir-faire viticoles locaux. Cette ambition s'est notamment concrétisée par la création d'un pôle de valorisation de la filière vitivinicole et la réhabilitation du site du Mas Reig à Banyuls-sur-Mer, qui accueille notamment le Campus Banyuls et un espace dédié à l'interprétation et à la découverte du patrimoine viticole.

Le territoire dispose ainsi d'un ensemble d'équipements et d'outils de valorisation particulièrement remarquables, peu d'appellations françaises bénéficiant d'un dispositif aussi complet pour promouvoir leurs vins, leurs terroirs et leurs vignerons.

Le Syndicat des vignobles de la Côte Vermeille et la Communauté de communes partagent une vision commune et s'efforcent de créer et pérenniser des événements d'exception, en particulier, en associant les vins à la gastronomie avec le concours de chefs et sommeliers de renom.

C'est dans ce contexte que les Parties ont décidé de se rapprocher pour conclure la présente convention décrivant la mise en place d'évènements sur le site du Mas Reig à Banyuls-sur-Mer à l'occasion du 90ème anniversaire de l'AOP Banyuls.

Article 1 – Objet de la convention

Les Parties mettent en commun leurs moyens pour affirmer une stratégie de promotion de l'excellence avec l'organisation d'évènements alliant vin, gastronomie et sommellerie sur le site du Mas Reig à Banyuls-sur-Mer.

Etre présent au côté du Syndicat des vignobles de la Côte Vermeille lors de ces évènements va permettre à la CC ACVI de consolider les relations avec les acteurs de la filière, de développer de nouveaux partenariats et de valoriser l'action de la collectivité en faveur de la viticulture et de l'œnotourisme.

Article 2 – Modalités de mise en œuvre

Cette année, pour célébrer le 90ème anniversaire de l'AOP Banyuls, le Syndicat des vignobles organise au Mas Reig à Banyuls-sur-Mer un diner de gala de prestige et une Masterclass entre le 7 et le 11 octobre 2026. Cette nouvelle édition franchit une étape en réunissant deux personnalités reconnue de la gastronomie française afin de proposer une expérience où les grands vins dialoguent avec une cuisine d'exception.

Le chef Lionel Giraud, à la tête de La Table Lionel Giraud (deux étoiles au Guide Michelin), imaginera un menu gastronomique inédit autour des savoirs de la Méditerranée, spécialement conçu en accord avec les vins AOP Banyuls Grand Cru.

Afin d'apporter une dimension pédagogique à cette célébration, Gaëtan Bouvier, Meilleur Sommelier de France et Meilleur Ouvrier de France – Sommellerie, élaborera les accords mets-vins de l'ensemble du diner.
Sa présence sur Banyuls-sur-Mer permettra également de proposer une Masterclass exclusive consacrée aux grands vins de Banyuls qu'il animera ainsi que de procéder à la sélection des vins qui seront ensuite proposés à la vente au Pavillon du Mas Reig.

Article 3 – Objectifs de la participation de la Communauté de communes

Au-delà de la promotion de l'appellation, cet évènement constitue une véritable opération de valorisation du territoire. Il contribue à renforcer la notoriété des vins de Banyuls, à mettre en lumière le savoir-faire des vignerons et à conforter le positionnement du Mas Reig comme un lieu de référence dédié à la culture, à la découverte et à la transmission du vin et des terroirs.

Article 4 – Montant de la participation

En sa qualité d'initiateur et d'organisateur, le Syndicat des vignobles de la Côte Vermeille s'engage à mobiliser le budget nécessaire au financement de l'ensemble des prestations liées à leur organisation. Le coût global prévisionnel des prestations est évalué à 34 300-€ HT soit 41 160-€ TTC.

La CC ACVI propose, pour sa part, d'apporter un soutien financier à l'organisation du dîner de gala ainsi qu'à l'accueil et à l'intervention du sommelier. Celui-ci animera notamment une Masterclass au Mas Reig et participera à la sélection des vins qui seront ensuite proposés à la vente au Pavillon du Mas Reig.

A ce titre, la CC ACVI s'engage à apporter une participation financière de 10 000-€ HT (dix mille euros) soit 12 000-€ TTC (douze mille euros), ce qui représente une aide de 29 % du coût total des prestations.

Ces événements suscitent un fort intérêt auprès du public et également des professionnels.

Article 5 – Modalités de versement

La participation financière sera versée selon les modalités suivantes :
12 000-€TTC (douze mille euros) après transmission du bilan de la manifestation.

Article 6 – Engagements du Syndicat

Le Syndicat s'engage à :

- Assurer l'organisation et la coordination des évènements ;
- Assurer la promotion et la communication de l'événement ;
- Assurer la visibilité de la participation de la Communauté de communes et du site Mas Reig ;
- Utiliser la participation financière conformément à l'objet de la présente convention ;
- Transmettre à la Communauté de communes un bilan de la manifestation.

Article 7 – Communication et visibilité de la Communauté de communes

Le syndicat s'engage à associer la Communauté de communes et la Mas Reig à la communication institutionnelle relative à l'édition 2026.

À ce titre, les logos de la Communauté de communes et du Mas Reig pourront être apposés sur les supports de communication des évènements, dans les conditions définies avec les services de la Communauté de communes.

Le Syndicat pourra également mentionner la Communauté de communes parmi les partenaires institutionnels de cette édition.

Article 8 – Bilan de l'action

Dans un délai de trois mois suivant la manifestation, le Syndicat transmettra à la Communauté de communes un bilan de l'édition 2026 comprenant notamment :

- Le bilan qualitatif de la manifestation ;
- Les actions de promotion et de communication réalisées ;
- Les éléments permettant d'apprécier les retombées économiques ;
- Un bilan financier de l'opération.

Article 9 – Durée de la convention

Les évènements sont programmés du 7 au 11 octobre 2026. La présente convention s'applique pour toute la durée de mise en œuvre de ces derniers, soit du 15 septembre au 31 octobre 2026.

Article 10 – Modification

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

Article 11 – Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de ses obligations, la présente convention pourra être résiliée après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 15 jours.
En cas de non-réalisation de la manifestation, la Communauté de communes pourra demander le remboursement total ou partiel de la participation, selon les circonstances et les dépenses effectivement engagées.

Article 12 – Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher prioritairement une solution amiable à tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention. À défaut d'accord amiable, le litige relèvera de la compétence du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à le :
en deux exemplaires originaux

Monsieur Gregory MARTY
Président de la Communauté de communes
Albères Côte Vermeille Illibéris

Monsieur Romuald PERONNE
Président du Syndicat
des Vignerons de la Côte Vermeille

ANNEXES 21 ET 22 – ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIÈRE EXCEPTIONNELLE À LA VILLE DE BANYULS-SUR-MER À L'OCCASION DU 30EME ANNIVERSAIRE DE LA MANIFESTATION « FÊTE DES VENDANGES 2026 »

Banyuls sur mer
LA LUMINEUSE

Banyuls-sur-Mer, le 16 juin 2026

Aurélie MAILLOLS
Maire de la commune de Banyuls-sur-Mer

à

ARRIVÉE LE
29 JUIN 2026
Communauté de Communes ACVI

A/A de M. le Président de la CC ACVI
M. Grégory MARTY
3 Impasse de Charlemagne – BP 90103
66 700 ARGELES-SUR-MER

N/Références
AM/ID/CB/LH/47-2026

Dossier suivi par : Laura HÉBERT
Service secrétariat général
Poste téléphonique : 04 68 88 78 06
Courriel : l.hebert@banyuls-sur-mer.com

Objet : **Demande de subvention de 15 000 € – Manifestation « Fête des vendanges 2026 »**

Monsieur le Président,

La Ville de Banyuls-sur-Mer a l'honneur de solliciter l'attribution d'une subvention d'un montant de 15 000 € pour l'organisation de l'anniversaire des 30 ans de la Fête des vendanges, laquelle se déroulera au mois d'octobre à Banyuls-sur-Mer.

Organisé en partenariat avec la Commune de Banyuls-sur-Mer, cet événement constitue aujourd'hui l'un des rendez-vous vignerons majeurs du département des Pyrénées Orientales. Il rassemble chaque année près de 20 000 visiteurs et mobilise 2 caves coopératives et une vingtaine de vignerons indépendants autour d'animations mettant à l'honneur les vins de Banyuls et de Collioure, les savoir-faire viticoles et le patrimoine exceptionnel de notre territoire.

Au-delà de sa dimension festive, cette manifestation contribue à la valorisation du travail des vignerons, véritables gardiens des paysages emblématiques de Banyuls-sur-Mer. Elle participe au développement de l'œnotourisme, au soutien de l'économie locale, à la promotion des circuits courts et à l'allongement de la saison touristique.

Par son impact économique, culturel, patrimonial et touristique, « La fête des vendanges » s'inscrit pleinement dans les objectifs de développement durable, de valorisation des savoir-faire locaux et de renforcement de l'attractivité des territoires portés par votre collectivité.

La subvention sollicitée permettra de consolider la qualité des animations proposées, de renforcer les actions de promotion et de médiation autour de la viticulture locale, et de poursuivre la valorisation du travail des vignerons qui participent activement à la réussite de cet événement.

Vous remerciant par avance pour l'attention que vous porterez à notre demande, veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération la plus sincère.

La Maire,

MAIRIE DE BANYULS SUR MER
PYR.-OR.

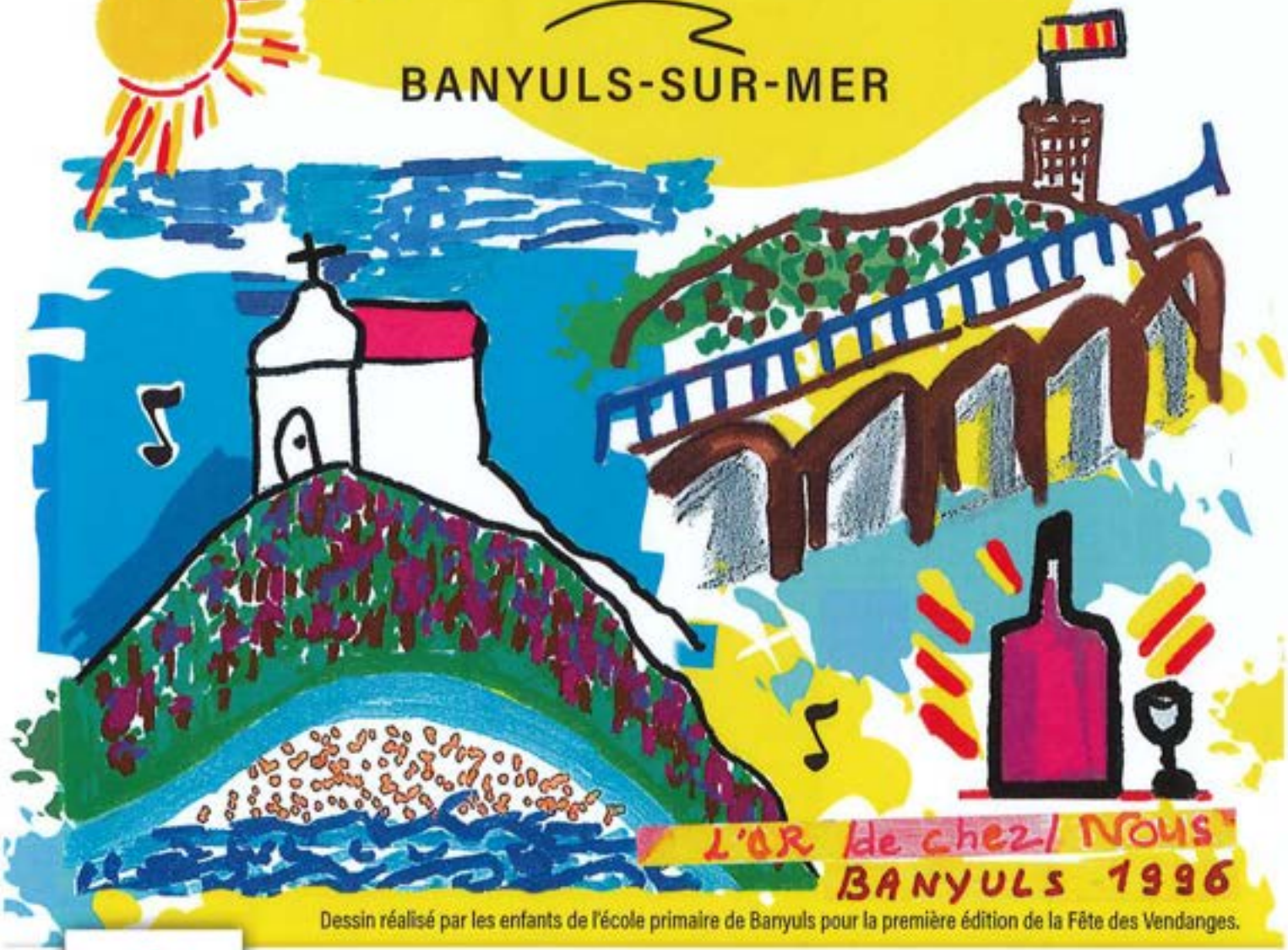
Aurélie MAILLOLS

FÊTE DES VENDANGES

1996•2026

du 07 au 11 OCTOBRE

BANYULS-SUR-MER



Dessin réalisé par les enfants de l'école primaire de Banyuls pour la première édition de la Fête des Vendanges.

Banyuls sur mer

VIGNERONS de Mer COLLIOURE BANYULS

ici Roussillon

RETROUVEZ TOUT LE PROGRAMME ICI

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

PROGRAMME PRÉVISIONNEL
FÊTE DES VENDANGES 2026

DU 01 AU 11 OCTOBRE : EXPOSITION DANS LES RUES AVEC L'UCAB

VENDREDI 02 OCTOBRE - 18H00 : VERNISSAGE EXPOSITION HALL MAIRIE

MERCREDI 07 OCTOBRE – 17h30 : PROJECTION CINEMA SALLE TERRES DES TEMPLIERS

JEUDI 08 OCTOBRE - 18H30 : OUVERTURE OFFICIELLE VILLAGE VIGNERON
JEUDI 08 OCTOBRE – HEURE ET LIEU A DÉFINIR : FLORENCE JOU - LECTURE MUSICALE + PRÉSENTATION LIVRE

VENDREDI 09 OCTOBRE - 9H30 > 12H : VENDANGE VIGNE DES ENFANTS
VENDREDI 09 OCTOBRE - 16H : CONCERT CHORALE ST LAURENT – LIEU A DÉFINIR
VENDREDI 09 OCTOBRE - 17H : ATELIER DES 4 SAVEURS DEVANT OT
VENDREDI 09 OCTOBRE - 19H30 : SOIRÉE DE GALA VIGNERONS SUR MER AU MAS REIG
VENDREDI 09 OCTOBRE - 21H : CONCERT KITSCH BAND PLACE PAUL REIG

SAMEDI 10 OCTOBRE - 8H-18H30 : MARCHÉ DES PRODUCTEURS
SAMEDI 10 OCTOBRE - 9H : COURSE DES VENDANGES JEUNES SAPEURS POMPIERS DÉPART DU GYMNASE
SAMEDI 10 OCTOBRE – 12h30/15h30/18h30 : CONCERT VILLAGE VIGNERON
SAMEDI 10 + DIMANCHE 11 OCTOBRE : FANFARES DANS LES RUES
SAMEDI 10 OCTOBRE - MATIN : REGATE AVIRON BANYULENC DANS LA BAIE
SAMEDI 10 OCTOBRE - MATIN : TOURNOI RUGBY AU STADE
SAMEDI 10 OCTOBRE - 12H30 : ATELIER DU GOÛT AU RESTAURANT DE L'OBSERVATOIRE
SAMEDI 10 OCTOBRE - 15H30 : PRESSURAGE VENDANGE DES ENFANTS DE L'ÉCOLE
SAMEDI 10 OCTOBRE - 18H30 : CONCERT CHORALE BRASSENS PLACE DINA VIERNY
SAMEDI 10 OCTOBRE - 20H00 : CONCERT VILLAGE VIGNERON

DIMANCHE 11 OCTOBRE - 9H30 : MESSE ÉGLISE ST JEAN-BAPTISTE
DIMANCHE 11 OCTOBRE - 15H30 : ARRIVÉE DE LA VENDANGE PAR LA MER EN BARQUES CATALANES

LUNDI 12 OCTOBRE - 8h30 : RAMASSAGE DE DÉCHETS SUR LA PLAGE CENTRALE PAR LES SERVICES TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS DE LA VILLE

N.B. : NE FIGURENT PAS LES MANIFESTATIONS DES VIGNERONS DANS LEURS CAVES CAR À CE JOUR NOUS N'AVONS PAS RECU LE PROGRAMME

CONVENTION DE PARTENARIAT EXCEPIONNEL

ENTRE
LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ALBÈRES CÔTE VERMEILLE ILLIBÉRIS
ET
LA VILLE DE BANYULS-SUR-MER

À l'OCCASION DU 30ÈME ANNIVERSAIRE DE LA FÊTE DES VENDANGES
OCTOBRE 2026

ENTRE :

La Communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris dont le siège social est situé 3 impasse Charlemagne à Argelès-sur-Mer (66700), représentée par son Président Grégory MARTY,

Ci-après dénommé « la CC ACVI »

ET :

La Mairie de Banyuls-sur-Mer dont le siège social est situé 6 avenue de la République à Banyuls-sur-Mer (66650), représentée par sa Maire Aurélie MAILLOLS,

Ci-après dénommée « la commune »

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention définit les conditions dans lesquelles la Communauté de communes apporte une participation financière exceptionnelle de 14 970-€ à la Ville de Banyuls-sur-Mer dans le cadre de l'organisation de l'édition 2026 de la manifestation « Fête des Vendanges », qui célèbre cette année son 30ème anniversaire.

Cette participation vise à accompagner le caractère exceptionnel de cette édition et à renforcer les conditions d'accueil du public et des participants.

Article 2 – Présentation de la manifestation

Organisée à Banyuls-sur-Mer depuis 30 ans, la « Fête des Vendanges » constitue un rendez-vous emblématique du territoire.

La manifestation permet notamment de mettre en valeur :

- Le vignoble du Cru Banyuls-Collioure ;
- Les vignerons et les professionnels de la filière ;
- Les produits et savoir-faire locaux ;
- Le patrimoine et les paysages viticoles ;
- L'offre touristique du territoire.

L'édition 2026 revêt une dimension particulière en raison de la célébration du 30ème anniversaire, donnant lieu à une programmation et à un rayonnement spécifique.

Article 3 – Objectifs de la participation de la Communauté de communes

La participation de la Communauté de communes vise notamment à :

- Améliorer les conditions d'accueil du public et des participants ;
- Valoriser l'identité viticole du territoire et ses terroirs ;
- Promouvoir les productions locales et les savoir-faire du territoire ;
- Renforcer l'attractivité du territoire et contribuer à l'accroissement de sa fréquentation ;
- Valoriser les acteurs économiques et touristiques locaux ;
- Accroître la visibilité et le rayonnement de la manifestation à l'échelle intercommunale et au-delà.

Article 4 – Montant de la participation

La Communauté de communes souhaite ainsi apporter une participation financière exceptionnelle d'un montant de 14 970-€ (quatorze mille neuf cent soixante-dix euros), contribuant au financement de cet évènement, dont le montant total s'élève à 84 750-€ HT.

Article 5 – Modalités de versement

La participation financière sera versée selon les modalités suivantes :
14 970-€ après transmission du bilan de la manifestation.

Article 6 – Engagements de la Ville

La Ville s'engage à :

- Assurer l'organisation et la coordination de la manifestation ;
- Mettre en œuvre la programmation prévue pour l'édition anniversaire ;
- Assurer la promotion et la communication de l'événement ;

- Favoriser la valorisation des acteurs de la filière vitivinicole et des productions locales ;
- Assurer la visibilité de la participation de la Communauté de communes et du Mas Reig ;
- Utiliser la participation financière conformément à l'objet de la présente convention ;
- Mettre à disposition une partie du stand de l'office de tourisme aux agents de la CC ACVI, notamment l'équipe du Mas Reig ;
- Transmettre à la Communauté de communes un bilan de la manifestation.

Article 7 – Communication et visibilité de la Communauté de communes

La Ville s'engage à associer la Communauté de communes et le Mas Reig à la communication institutionnelle relative à l'édition 2026.

À ce titre, les logos de la Communauté de communes et du Mas Reig pourront être apposés sur les supports de communication de la manifestation, dans les conditions définies avec les services de la Communauté de communes.

La Ville pourra également mentionner la Communauté de communes parmi les partenaires institutionnels de cette édition anniversaire.

Article 8 – Bilan de l'action

Dans un délai de trois mois suivant la manifestation, la Ville transmettra à la Communauté de communes un bilan de l'édition 2026 comprenant notamment :

- Le bilan qualitatif de la manifestation ;
- Les principales actions réalisées ;
- Les données disponibles relatives à la fréquentation ;
- Les actions de promotion et de communication réalisées ;
- Les éléments permettant d'apprécier les retombées économiques et touristiques ;
- Un bilan financier de l'opération.

Article 9 – Caractère exceptionnel de la participation

Les parties conviennent expressément que la participation de 14 970-€ accordée par la Communauté de communes revêt un caractère exceptionnel et ponctuel, exclusivement justifié par la célébration du 30ème anniversaire de la « Fête des Vendanges ».

La présente convention ne crée aucun droit au renouvellement de cette participation. Elle ne saurait notamment être interprétée comme instituant un principe de participation financière de la Communauté de communes aux éditions futures de la manifestation.

Article 10 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties et prendra fin après réalisation de l'ensemble des obligations prévues, notamment la transmission du bilan de la manifestation.

Article 11 – Modification

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

Article 12 – Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de ses obligations, la présente convention pourra être résiliée après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 15 jours.

En cas de non-réalisation de la manifestation, la Communauté de communes pourra demander le remboursement total ou partiel de la participation, selon les circonstances et les dépenses effectivement engagées.

Article 13 – Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher prioritairement une solution amiable à tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention. À défaut d'accord amiable, le litige relèvera de la compétence du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à le :
en deux exemplaires originaux

Monsieur Gregory MARTY
Président de la Communauté de communes
Albères Côte Vermeille Illibéris

Madame Aurélie MAILLOLS
Maire de Banyuls-sur-Mer

ANNEXE 23 - MODIFICATION DES STATUTS DE L'OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL PYRÉNÉES MÉDITERRANÉE

STATUT D'UN EPIC COMMUNAUTAIRE
Office de tourisme Intercommunal Pyrénées Méditerranée

Vu la loi n• 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
Vu le Code du tourisme, notamment les articles L.133-1 à L.133-10, R.133-1 à R.133-19-1, et D.133-20 et suivants;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1612-2, L..2221-5, L.2312-1, L.2333-26, R.2221-22, R.2221-24, R.2221-28 et R.2221-29;
Vu la délibération du Conseil communautaire n°128-16 du 30 septembre 2016, décidant, que les offices de tourisme relevant des stations classées de tourisme d' Argelès sur mer, Banyuls sur Mer, et Collioure pourront être maintenus et que le siège de l'office de tourisme communautaire sera situé au sein du siège de la communauté de communes;
Vu la délibération du Conseil communautaire n°209-16 du 12 décembre 2016 approuvant la création de l'office de tourisme intercommunal « Pyrénées Méditerranée» sur le territoire de la Communauté de Communes Albères, Côte Vermeille, Illiberis sous la forme d'un établissement public industriel et commercial ;
Vu la délibération du Conseil communautaire n° DL2020-0186 du 31 juillet 2020 modifiant la composition des membres du comité de direction
Vu la délibération du Conseil communautaire n° … du … portant sur l'actualisation et la mise en conformité des statuts de l'Office de Tourisme Intercommunal Pyrénées Méditerranée,

TITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1-Création de l'EPIC

La Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris (CC ACVI) a créé le 1er janvier 2017, un établissement public industriel et commercial (EPIC) dénommé « Office de Tourisme Intercommunal Pyrénées Méditerranée ».
Son siège est fixé au 3 impasse de Charlemagne à Argelès-sur-Mer.
L'Office de Tourisme peut disposer de bureaux d'information touristique et de tout autre lieu d'accueil ou dispositif d'information nécessaire à l'exercice de ses missions sur son territoire de compétence.

Article 2 - Les missions exercées par l'Office de Tourisme Intercommunal (OTI PyMed) au titre des responsabilités confiées par la communauté de communes.

L'Office de Tourisme Intercommunal Pyrénées Méditerranée exerce les missions qui lui sont confiées par la Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris, dans le respect des dispositions du Code du tourisme. Il assure notamment :

- L'accueil et l'information des touristes ;
- La promotion touristique du territoire, en coordination avec les différents acteurs institutionnels et professionnels du tourisme et les offices de tourisme autonomes du territoire;
- La contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique et de la stratégie touristique de la Communauté de communes ;
- L'accompagnement, l'animation et la mise en réseau des acteurs socioprofessionnels du territoire ;
- Le développement, la qualification et la valorisation de l'offre touristique ;
- La mise en tourisme et la valorisation du patrimoine et des ressources du territoire, par la conception, la création et le développement de parcours, circuits, itinéraires touristiques, visites guidées et autres actions de découverte, notamment à la demande des communes membres ;
- Le classement des hébergements touristiques sur le territoire communautaire, dans les

conditions prévues par la réglementation en vigueur ;
- L'accompagnement et la mise en œuvre de démarches de qualification, de labellisation de l'offre touristique et de la destination ;
- La mise en œuvre d'actions en faveur d'un développement touristique durable et responsable.

L'Office de Tourisme peut également être chargé par la Communauté de communes :
- de la conception et de la mise en œuvre de programmes ou opérations spécifiques de développement touristique qui lui sont confiés ;
- de la conception, de l'organisation et de l'animation d'événements ou d'actions contribuant à l'attractivité touristique du territoire ;
- de la gestion ou de l'exploitation de services, équipements ou installations présentant un intérêt touristique ;
- d'actions d'ingénierie touristique ;
- de toute autre mission à caractère touristique qui lui serait confiée par la Communauté de communes dans le cadre de ses compétences.

L'Office de Tourisme peut commercialiser des prestations de services touristiques dans les conditions prévues par le Code du tourisme.
Il est consulté sur les projets d'équipements collectifs touristiques conformément aux dispositions du Code du tourisme.

TITRE II - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

L'office est administré par un comité de direction et dirigé par un directeur.

Article 3 - Organisation et désignation des membres du Comité de Direction

Le comité de direction comprend :

• Le collège des conseillers communautaires désignés par le conseil communautaire.

• Le collège des socioprofessionnels représentatifs des professions ou associations intéressées au tourisme sur le territoire communautaire comprenant :

- 1 représentant.e de l'hôtellerie, restauration
- 1 représentant.e de l'Hôtellerie de Plein Air,
- 1 représentant.e des Chambres d'hôtes,
- 1 représentant.e des meublés, hébergements collectifs
- 1 représentant.e de l'Association Patrimoine
- 1 représentant.e de l'Artisanat d'Art
- 1 représentant.e des Productions Locales
- 1 représentant.e des Activités de Découverte
- 1 représentant.e des Activités Marines
- 1 représentant.e des Activités de pleine Nature
- 1 membre qualifié

Conformément à l'article L. 133-5 du Code du tourisme, les membres représentants de la CC ACVI détiennent la majorité des sièges au comité de direction de l'EPIC.

Le comité de direction comprend 23 membres titulaires et 23 membres suppléants soit
- 12 membres titulaires et 12 suppléants, conseillers communautaires ;
- 11 représentants titulaires et 11 représentants suppléants, socioprofessionnels représentatifs des professions, membres qualifiés ou associations intéressées au tourisme sur le territoire communautaire.

Le comité de direction peut associer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne ou tout organisme qu'il juge utile de constituer auprès de lui.

Article 4 - Présidence et vice-présidence

Le comité de direction élit un président et deux vice-présidents parmi ses membres.

Article 5 - Membres

Les fonctions des représentants du conseil communautaire, des socioprofessionnels et des membres qualifiés prennent fin lors du renouvellement du conseil communautaire.

Les membres sortants peuvent être renouvelés.
Les membres du comité de direction décédés ou démissionnaires ou ceux parmi les conseillers communautaires ou socioprofessionnels qui, en cours de mandat, perdent la qualité grâce à laquelle ils ont été désignés, sont remplacés. Dans ce cas, le mandat des nouveaux membres expire à la date à laquelle aurait pris fin celui de leurs prédécesseurs.

Article 6 - Rémunération des membres du comité de direction

Les fonctions des membres du comité de direction sont gratuites.

Article 7 - Fonctionnement du comité de direction

Hormis la présidence de la séance du comité de direction, en cas d'empêchement du président, les vice-présidents ne peuvent exercer d'autres pouvoirs que ceux qui leur ont été délégués par le président. Conformément aux dispositions de l'article R.133-6 du code du tourisme, le comité de direction se réunit au moins six fois par an sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour.
La convocation est envoyée au moins 5 jours francs avant la date de la réunion.
Le comité de direction, est, en outre, convoqué chaque fois que le président le juge utile ou sur demande de la majorité de ses membres en exercice.
Le directeur y assiste avec voix consultative. Ce dernier tient procès-verbal de la séance qu'il soumet au président.
Les séances du comité de direction ne sont pas publiques.
Le comité ne peut délibérer que si le nombre des membres présents à la séance ou représentés dépasse la moitié de celui des membres en exercice.
Lorsqu'un membre du comité, convoqué à une séance, fait connaître qu'il ne pourra pas y siéger, le suppléant y est convoqué.
Lorsque, après une première convocation, le quorum n'a pas été atteint, il est procédé à une deuxième convocation à huit jours d'intervalle au moins. Les délibérations prises après cette deuxième convocation sont valables, quel que soit le nombre des présents.

Les délibérations du comité de direction sont prises à la majorité des votants.
En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Conformément à l'article R. 2221-8 du CGCT, les membres du comité de direction ne peuvent :

1 ° Prendre ou conserver un intérêt dans des entreprises en rapport avec l'office ;
2° Occuper une fonction dans ces entreprises;
3° Assurer une prestation pour ces entreprises ;
4° Prêter leur concours à titre onéreux à l'office.

En cas d'infraction à ces interdictions, l'intéressé est déchu de son mandat soit par le comité de direction à la diligence de son président, soit par le préfet agissant de sa propre initiative ou sur proposition du président de la CC ACVI.

Article 8 -Attributions du comité de direction

Conformément aux dispositions du Code du tourisme, le comité de direction délibère sur toutes les questions intéressant le fonctionnement et l'activité de l'Office de Tourisme et notamment sur:

1. Le budget des recettes et des dépenses de l'office ;
2. Le compte financier de l'exercice écoulé ;
3. La fixation des effectifs minimums du personnel et le tarif de leurs rémunérations ;
4. Le programme annuel de publicité et de promotion ;
5. Le programme des fêtes, manifestations culturelles et artistiques, compétitions sportives ;
6. Les projets de création de services ou installations touristiques ou sportifs ;
7. Les questions qui lui sont soumises pour avis par le conseil communautaire.

Les marchés de travaux, fournitures et services sont soumis aux règles de la commande publique.
Le comité de direction peut donner délégation au directeur pour prendre les décisions relatives à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Article 9 - Commissions de travail

Le comité de direction peut, sur proposition du président, constituer en son sein des commissions de travail chargées d'étudier toute question relevant des missions de l'Office de Tourisme.
Ces commissions peuvent associer, à titre consultatif, toute personne qualifiée ou tout organisme dont la participation est jugée utile au regard des sujets traités.
Le président, les vice-présidents et le directeur de l'Office de Tourisme sont membres de droit de ces commissions.
Les commissions de travail peuvent être modifiées ou dissoutes par le comité de direction, sur proposition du président.

Chapitre 2 - Administration

Article 10 - Statut du directeur

Le directeur assure le fonctionnement de l'office de tourisme sous l'autorité du président.
Il est nommé dans les conditions fixées par le code du tourisme.
Il ne peut être conseiller communautaire.
Sa nomination et son licenciement sont décidés par délibération du comité de direction sur proposition du président.

Article 11-Attributions du directeur

Le directeur assure le fonctionnement de l'office sous l'autorité et le contrôle du président dans les conditions prévues aux articles R.2221-22, R.2221-24, R.2221-28 et R.2221-29 du code général des collectivités territoriales.
Par conséquent, il est le représentant légal de l'office.
Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du comité de direction. Il exerce la direction de l'ensemble des services de l'office, sous réserve des dispositions de l'article R. 2221-28 du CGCT concernant le comptable.

Dans la limite des emplois prévus au budget, il recrute et licencie le personnel de l'office avec l'agrément du président. En fonction des secteurs d'activités existants sur le territoire communautaire, un ou plusieurs directeurs de structure ou de service peuvent être nommés par le directeur de l'office de tourisme après avis du comité de direction.

Il est l'ordonnateur public et à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et dépenses de l'office. Il prépare le budget, lequel est *voté* par le comité de direction et le transmet au conseil communautaire pour approbation. Il passe, en exécution des décisions du comité de direction, tous actes, contrats et marchés.

Il assiste aux séances du comité avec *voix* consultative et tient procès-verbal de la séance qu'il soumet au président.
En outre, le directeur prend les décisions pour lesquelles il a reçu délégation.
Il établit chaque année un rapport sur l'activité de l'office, lequel est soumis au comité de direction par le président, puis au conseil communautaire.

Article 12 - Le personnel

Les agents de l'office de tourisme sont recrutés par le directeur sur des contrats de droit privé. En dehors du directeur, de l'agent comptable et du personnel sous statut de droit public mis à disposition, le personnel de l'office relève du droit privé et par conséquent du droit du travail, c'est-à-dire notamment des conventions collectives régissant les activités concernées.

TITRE III - BUDGET ET COMPTABILITE DE L'OFFICE DE TOURISME

Article 13 - Budget

Le budget de l'Office de Tourisme comprend l'ensemble des recettes et des dépenses nécessaires à l'exercice de ses missions, conformément aux dispositions du Code du tourisme et du Code général des collectivités territoriales. Il comprend notamment en recettes :

- les subventions et participations ;
- les souscriptions particulières et offres de concours ;
- les dons et legs ;
- le produit de la taxe de séjour affecté à l'Office de Tourisme ;
- les recettes provenant de ses activités ainsi que de la gestion des services ou installations touristiques qui lui sont confiés ;
- et, plus généralement, toute recette autorisée par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Il comprend notamment en dépenses :

- les frais d'administration et de fonctionnement ;
- les dépenses relatives à l'accueil, à l'information, à la promotion et au développement touristique ;
- les dépenses d'investissement nécessaires à l'exercice de ses missions ;
- les dépenses provenant de la gestion des services ou installations touristiques qui lui sont confiés.

Le budget est préparé par le directeur et présenté par le président au comité de direction qui en délibère. Il est ensuite transmis au conseil communautaire pour approbation dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
Si le conseil communautaire, saisi à fin d'approbation, n'a pas fait connaître sa décision dans un délai de trente jours, le budget est considéré comme approuvé.

Les comptes de l'exercice écoulé sont présentés par le président au comité de direction, qui en délibère et les transmet au conseil communautaire pour approbation, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 14 – Comptabilité

La comptabilité de l'Office de Tourisme est tenue conformément au plan comptable applicable aux services publics industriels et commerciaux, selon l'instruction budgétaire et comptable M4.
Elle permet d'apprécier la situation active et passive de l'établissement.
Les dispositions des articles R.2221-35 à R.2221-52 du Code général des collectivités territoriales relatives au fonctionnement comptable et budgétaire des régies à caractère industriel et commercial sont applicables à l'Office de Tourisme.

Article 15 – Le comptable et ses compétences

Les fonctions de comptable de l'Office de Tourisme sont confiées soit à un comptable de la direction générale des finances publiques, soit à un agent comptable.
Le comptable est nommé par le préfet, sur proposition du comité de direction, après avis du directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques. Il ne peut être remplacé ou révoqué que dans les mêmes formes.
L'agent comptable peut, sous sa responsabilité, déléguer sa signature à un ou plusieurs agents qu'il constitue ses fondés de pouvoir.
L'agent comptable assure le fonctionnement des services de la comptabilité.
Il est soumis à l'ensemble des obligations applicables aux comptables publics.
Il est placé sous l'autorité du directeur, sauf pour les actes qu'il accomplit sous sa responsabilité propre en tant que comptable public.
L'agent comptable tient la comptabilité générale ainsi que, le cas échéant et sous l'autorité du directeur, la comptabilité analytique.

Les dispositions des articles R.2221-33 et R.2221-34 du Code général des collectivités territoriales relatives à l'agent comptable s'appliquent à l'Office de Tourisme.

.

TITRE IV - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 16 - Zone de compétence

L'Office de Tourisme exerce les missions définies à l'article 2 sur son territoire d'intervention, dans le respect des compétences exercées par la Communauté de communes et des compétences propres des offices de tourisme autonomes présents sur le territoire communautaire.
Certaines missions prévues à l'article 2 peuvent, par leur nature ou lorsqu'elles lui sont confiées par la Communauté de communes, être exercées sur tout ou partie du territoire communautaire.

Article 17 -Assurances

L'office de tourisme est tenu, conformément à la loi, de contracter les assurances et garanties financières nécessaires pour garantir ses activités.

Article 18 - Contentieux

Le directeur est le représentant légal de l'Office de tourisme.
Après autorisation du comité de direction, le directeur intente au nom de l'Office de Tourisme les actions en justice et défend l'établissement dans les actions intentées contre lui. Les transactions sont conclues dans les mêmes conditions.
Le directeur peut, sans autorisation préalable du comité de direction, accomplir tous actes conservatoires des droits de l'établissement.

Article 19 - Contrôle par la Communauté de Communes

D'une manière générale, la communauté de communes peut, à tout moment, demander toutes justifications concernant l'accomplissement des obligations de l'établissement public, effectuer toutes vérifications qu'elle juge opportunes, obtenir tout document comptable, statistique ou autre, et faire effectuer toutes vérifications qu'elle juge utiles.

Article 20 - Affiliation

L'Office de Tourisme peut adhérer à tout organisme, fédération, association ou réseau professionnel dont l'objet est en lien avec ses missions et ses activités, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 21 - Modification des statuts

Les présents statuts pourront faire l'objet de modifications qui devront être approuvées par le conseil communautaire selon les mêmes modalités de vote prévues pour la création de l'office.

Article 22 - Durée et dissolution

L'Office de Tourisme est créé pour une durée illimitée.
La dissolution de l'Office de Tourisme est prononcée par délibération du conseil communautaire. Cette délibération détermine la date à laquelle prennent fin les opérations de l'établissement.
Les comptes sont arrêtés à cette date. L'actif et le passif de l'Office de Tourisme sont repris dans les comptes de la Communauté de communes.
Le président de la Communauté de communes est chargé de procéder à la liquidation de l'Office. Il peut désigner par arrêté un liquidateur dont il détermine les pouvoirs.
Le liquidateur a qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable. Il prépare le compte financier unique de l'exercice, qui est transmis dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le comptable et annexée à celle de la Communauté de communes.
Au terme des opérations de liquidation, la Communauté de communes reprend les résultats de l'Office de Tourisme par délibération budgétaire.

ANNEXES 24 À26 – APPROBATION DES RAPPORTS ANNUELS SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DES SERVICES D'EAU POTABLE, D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – EXERCICE 2025

ALBÈRES
CÔTE VERMEILLE
ILLIBÉRIS
Communauté de Communes

RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE

EAU POTABLE



EXERCICE 2025

ARGELÈS-SUR-MER · BAGES · BANYULS-SUR-MER · CERBÈRE · COLLIOURE · ELNE · LAROQUE-DES-ALBÈRES · MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES · ORTAFFA · PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRÉ · SAINT-GÉNIS-DES-FONTAINES · SORÈDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS

3 Impasse Charlemagne · B.P. 90103 · 66704 Argelès-sur-Mer Cedex ·
tél. : 04 68 81 63 77 · • www.cc-acvi.com

Table des matières

Note liminaire 2

Caractérisation technique du service eau potable 3
Description générale 3
Structure et mode de gestion du service 3
Moyens humains 5
Population desservie 5
Nombre d'abonnements 5
Le réseau de distribution d'eau potable 6
Nature des ressources en eau 7
Volumes vendus au cours de l'exercice 14

Tarification de l'eau et recettes du service 18
Modalités de tarification 18
Prix du service 18
Facture d'eau type (120 m^3) 19
Recettes d'exploitation du service 19
Répartition des volumes par unité de distribution et taux d'impayés 21

Indicateurs de performances 22
Qualité de l'eau en distribution 22
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable 22
Réseau de distribution 23
Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable 23
Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau 24
Les usagers et le service 25

Financement des investissements 26
Montants financiers des travaux engagés 26
En-cours de la dette et montant des amortissements 26
Abandons de créances ou versements à un fonds de solidarité 27

Annexe : Note d'information de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse 28

Note liminaire

Le présent rapport relatif au service public de l'eau potable est élaboré en application de la loi n°95-101 du 2 février 1995 dite loi "Barnier" relative au renforcement de la protection de l'environnement, qui a instauré une information détaillée sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement.

Le président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) doit donc présenter à son assemblée délibérante pour adoption un ou plusieurs rapports, conformément à l'article L2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ces rapports sont ensuite adressés à chaque commune afin d'être présentés au conseil municipal et mis à disposition du public.

Destinés à l'information de l'usager et à la transparence dans la gestion des services publics, le présent document comprend l'ensemble des indicateurs techniques et financiers du service public de l'eau potable établis selon les dispositions fixées par le décret n°95-635 du 6 mai 1995, ainsi que l'arrêté et le décret du 2 mai 2007.

Conformément à l'article L2224-5 du code général des collectivités territoriales, la collectivité est tenue de communiquer les données contenues dans le présent rapport à l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement ou SISPEA (https://www.services.eaufrance.fr/sispea/) avant le 30 septembre de l'année suivant l'exercice concerné.

Ces données une fois publiées permettent de diffuser chaque année au mois de juin le rapport sur l'organisation et les performances des services d'eau et d'assainissement, d'orienter les politiques nationales de l'eau et de transmettre en toute transparence ces informations auprès des usagers sur le site web de l'Observatoire.

Les références SISPEA sont indiquées en orange dans le présent rapport.

Caractérisation technique du service eau potable

Description générale

La Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris (CC ACVI) regroupe 15 communes : Argelès-sur-Mer, Bages, Banyuls-sur-Mer, Cerbère, Collioure, Elne, Laroque-des-Albères, Montesquieu-des-Albères, Ortaffa, Palau-del-Vidre, Port-Vendres, Saint-André, Saint-Génis-des-Fontaines, Sorède, Villelongue-del-Monts, et représente une population de 58 000 habitants environ (données INSEEE2022).

Une permanence est disponible pour les abonnés du service eau potable au siège de la CC ACVI à Argelès-sur-Mer, situé 3 impasse de Charlemagne, par téléphone au 04.68.81.63.77 ou par mail (serviceclient@cc-acvi.com).

Le service d'astreinte de la Régie des Eaux permet de répondre à toutes les urgences 7j/7 et 24h/24 (tél : 04.68.81.63.77 ou 04.68.95.21.95).

Structure et mode de gestion du service

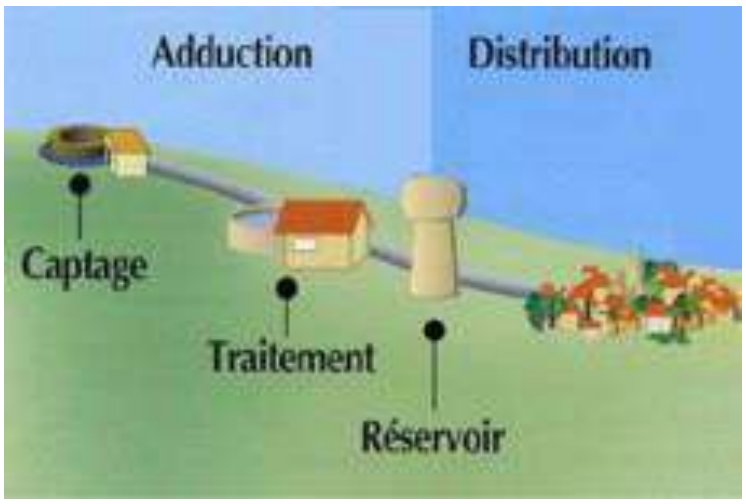
Le service eau potable a pour missions la production, le traitement, le transport, le stockage et la distribution d'eau potable, ainsi que la relation à la clientèle.

Ces missions sont exercées en régie sur l'ensemble du territoire. La Régie assure en effet elle-même l'exploitation du service, prenant en charge l'ensemble de l'investissement et du fonctionnement.

Autorité territoriale	Communes concernées	Date début de contrat	Mode de gestion	Gestionnaire précédent
CDC	Argelès-sur-Mer	2002	Régie	Véolia
	Montesquieu-des-Albères	2002		Régie municipale
	Laroque-des-Albères Palau-del-Vidre Saint-André Saint-Génis-des-Fontaines Sorède Villelongue-dels-Monts	2006		Véolia
	Banyuls-sur-Mer Cerbère Collioure Port-Vendres	2010		Véolia
	Elne	2014		Régie municipale
	Ortaffa	2014		Saur
	Bages	2017		Saur

Depuis le 1er janvier 2015, la compétence production (captage de l'eau, adduction, traitement) est assurée par la CC ACVI, suite à la dissolution du Syndicat Mixte de Production d'Eau Potable du Tech Aval (S.M.P.E.P.T.A.).

Le service production de la Régie n'a pas d'abonné, il alimente en eau les différentes unités de distribution (ci-après désignées par « UDI »), qui sont les unités chargées de fournir l'eau potable aux abonnés, comme indiqué dans le schéma ci-dessous.



Le tableau ci-dessous détaille les unités de distribution affiliées à la CC ACVI.

UDI	Communes desservies par l'UDI
UDI ARGELÈS-SUR-MER	Argelès-sur-Mer
UDI BAGES	Bages
UDI BASSE-PLAINE DU TECH	Laroque-des-Albères Palau-del-Vidre Saint-André Saint-Génis-des-Fontaines Sorède Villelongue-dels-Monts
UDI CÔTE VERMEILLE	Banyuls-sur-Mer Cerbère Collioure Port-Vendres
UDI ELNE	Elne
UDI MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES	Montesquieu-des-Albères
UDI ORTAFFA	Ortaffa

Moyens humains

La Régie des Eaux est composée de 39 équivalents temps plein (incluant les temps de travail des services administratifs affectés au service de l'eau potable) ainsi qu'1 saisonnier en période de relève. Ils assurent l'entretien, le fonctionnement du réseau, des usines de traitement, du laboratoire d'analyses et du service clientèle.

Population desservie

	Population*	Nombre d'habitants temporaires	Nombre d'habitants desservis
			D101.0
UDI ARGELÈS-SUR-MER	11 078	100 000	111 078
UDI BAGES	4 573	300	4 873
UDI BASSE PLAINE DU TECH	17 543	7 100	24 643
UDI CÔTE VERMEILLE	12 598	31 000	43 598
UDI ELNE	9 581	800	10 381
UDI MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES	1 309	400	1 709
UDI ORTAFFA	1 912	200	2 112
TOTAL	**58 594**	**139 800**	**198 394**

** Chiffres extraits du recensement général des populations légales de 2022 publiés par l'INSEE.*

Nombre d'abonnements

	Nombre d'abonnements domestiques	Nombre d'abonnements non domestiques (industrie, etc.)	Nb communes alimentées
	VP056		
UDI ARGELÈS-SUR-MER	9 391	0	1
UDI BAGES	2 457	0	1
UDI BASSE PLAINE DU TECH	11 188	0	6
UDI CÔTE VERMEILLE	11 881	0	4
UDI ELNE	4 884	6	1
UDI MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES	924	0	1
UDI ORTAFFA	1 055	0	1
TOTAL	**41 780**	**6**	**15**

NB : Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC) au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique, en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le réseau de distribution d'eau potable

La valeur du linéaire de réseau de desserte est issue des données du Système d'Information Géographique (S.I.G.) de la CC ACVI.

Le linéaire du réseau de canalisations du service public de distribution d'eau potable détaillé par commune et par secteur d'UDI dans les tableaux ci-dessous :

Communes	Linéaire de réseau (km)
	VP200
ARGELÈS-SUR-MER	150,611
BAGES	30,080
BANYULS-SUR-MER	52,391
CERBÈRE	18,402
COLLIOURE	47,056
ELNE	59,778
LAROQUE-DES-ALBÈRES	40,905
MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES	30,685
ORTAFFA	16,752
PALAU-DEL-VIDRE	19,388
PORT-VENDRES	36,778
SAINT-ANDRÉ	30,815
SAINT-GÉNIS-DES-FONTAINES	33,835
SORÈDE	37,555
VILLELONGUE-DELS-MONTS	23,493
TOTAL	**628,524**

Secteur	Linéaire de réseau (km)
	VP200
UDI ARGELÈS SUR MER	150,611
UDI BAGES	30,080
UDI BASSE-PLAINE-DU-TECH	185,991
UDI CÔTE VERMEILLE	154,627
UDI ELNE	59,778
UDI MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES	30,685
UDI ORTAFFA	16,752
TOTAL	**628,254**

Nature des ressources en eau

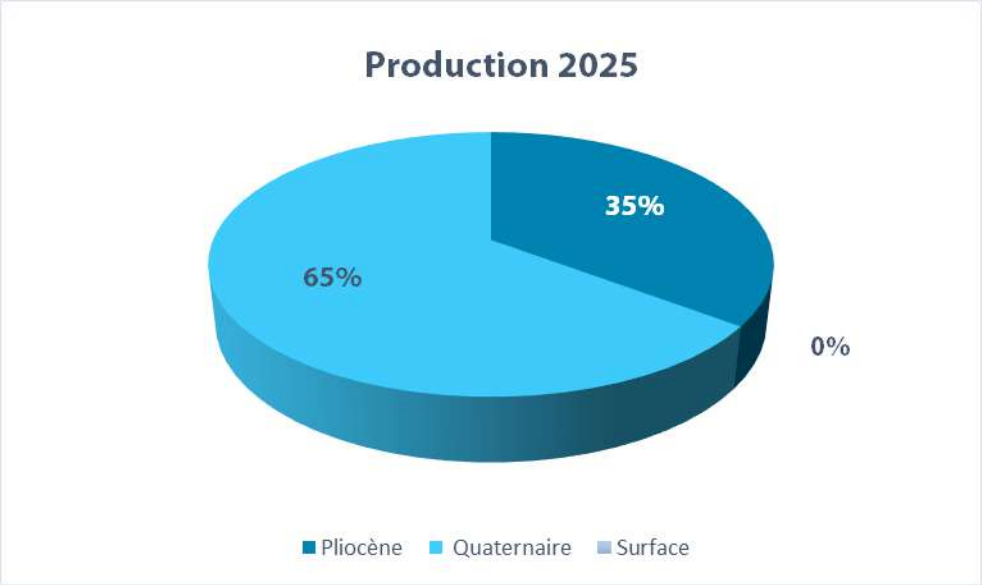
✓ *Unité de production globale*

Les tableaux ci-après détaillent la production globale d'eau potable comparée à celle de 2024. Le premier constitue un bilan comparatif de la production globale par profondeur de prélèvement, et le second détaille les résultats par site.

Légende des tableaux de cette section :

- Prélèvement en nappe souterraine profonde
- Prélèvement en nappe souterraine superficielle
- Prélèvement sur des eaux de surface

Profondeur de la nappe souterraine	Production 2024 (en m³)	Production 2025 (en m³)	Variation
Pliocène Nappe souterraine profonde	2 078 256	**2 150 547**	+3,48%
Quaternaire Nappe souterraine superficielle	3 815 620	**3 972 475**	+4,11%
Surface	0	**0**	0%
TOTAL	**5 893 876**	**6 123 022**	**+3,89%**



Désignation	Capacité de production [m³/j]	Production 2024 [m³]	Production 2025 [m³]	Variation
F1 Font d'en Barere MONTESCOT	2 500	325 368	**388 526**	+19,41%
F2 La fabregue MONTESCOT	2 000	177 369	**193 430**	+9,06%
F3 La Vignasse MONTESCOT	1 800	205 925	**196 461**	-4,60%
F4 Salobre MONTESCOT	1 900	253 755	**219 810**	-16,66%
F5 Aygal MONTESCOT	1 700	71 316	**191 630**	+168,71%
FM MONTESCOT	2 500	297 568	**354 905**	+19,27%
P2 ELNE	4200	398 385	**390 378**	-2.01%
P3 Pla de la Barque ELNE	2400	91 937	**5 931**	-93,55%
F1 Mas Aragon ELNE	4800	365 349	**627 346**	+71,71%
F2 Mas Aragon ELNE	3600	53 411	**74 109**	38,75%
Drain Pont du Tech ARGELÈS-SUR-MER	8600	669 189	**633 065**	-5,40%
Forage Val Auger BANYULS-SUR-MER	2400	12 634	**7 884**	-37,60%
Sources Cassagnes et Vernèdes ARGELÈS-SUR-MER	/	1274	**935**	-26,61%

Puits Négade LATOUR-BAS-ELNE	9200	1 232 886	**1 075 861**	-12,74%
Forage Négade LATOUR-BAS-ELNE		333 121	**271 133**	-18,61%
Source Sabirou ST-GÉNIS-DES-FONTAINES	1800	227 313	**399 734**	+75,85%
Puits & Forage Trompettes Hautes MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES	1640	112 659	**115 387**	2,42%
Forages F1 Salita BROUILLA	4800	214 631	**209 256**	-2,50%
Forages F2 Salita BROUILLA		348 699	**308 808**	-11,44
Forages P3 Salita BROUILLA		228 034	**199 280**	-12,61%
Forage El Raig LAVAIL	/	4 567	**4 541**	-0,57%
Forage Pompidor ORTAFFA	200	556	**0**	-100%
F1 Bis Cave Coopérative BAGES	1200	217 157	**216 242**	-0,42%
F2 Milleroles BAGES	1200	40 773	**38 370**	-5,89%
	TOTAL GÉNÉRAL	**5 893 876**	**6 123 022**	**+3,89%**

✓ *UDI d'Argelès-sur-Mer*

Les ressources qui alimentent en eau la commune d'Argelès-sur-Mer sont les suivantes :

Désignation	Capacité de production [m³/j]	Production 2024 [m³]	Production 2025 [m³]	Variation
Puits Négade LATOUR-BAS-ELNE	7 800	1 232 886	**1 075 861**	-12,74%
Forage Négade LATOUR-BAS-ELNE	1 400	333 121	**271 133**	-18,61%
PONT DU TECH 2 ***Bâche de reprise***	-	140 414	**566 753**	+303,63%
Compteur du RAVANER (Intercom Côte Vermeille) ***Interconnexion***	_	46 152	**45 844**	-0,67%
TOTAL	**9 200**	**1 752 573**	**1 959 590**	**+11,81%**

✓ *UDI Bages*

Les ressources qui alimentent en eau la commune de Bages sont les suivantes :

Désignation	Capacité de production [m³/j]	Production 2024 [m³]	Production 2025 [m³]	Variation
FORAGE F1Bis Cave Coopérative	1 200	217 157	**216 242**	-0,42%
FORAGE F2 MILLEROLES	1 200	40 773	**38 370**	-5,89%
Compteur Interconnexion F4 Montescot	/	**0**	**16 224**	+100%
TOTAL	**2 400**	**257 930**	**270 836**	**+5,00%**

✓ *UDI Basse-Plaine-du-Tech*

Les ressources qui alimentent en eau les communes appartenant à cette UDI (Laroque-des-Albères, Palau-del-Vidre, Saint-Génis-des-Fontaines, Sorède, Villelongue-dels-Monts) sont les suivantes :

Désignation	Capacité de production [m³/j]	Production 2024 [m³]	Production 2025 [m³]	Variation
Forages F1 Salita BROUILLA	4 800	214 631	**209 256**	-2,50%
Forages F2 Salita BROUILLA		348 699	**308 808**	-11,44%
Forages P3 Salita BROUILLA		228 034	**199 280**	-12,61%

Source Sabirou St-GÉNIS-DES-FONTAINES	1 800	227 313	**254 919**	+12,14%
Forage LAVAIL « El Raig »	/	4 567	**4 541**	-0,56%
Réservoir du Grand Bosc ELNE *Station de refoulement*	5 000	340 809	**350 550**	+2,86%
TOTAL	**11 600**	**1 364 053**	**1 327 654**	**-2,69%**

NB : Une demande de Déclaration d'Utilité Publique est en cours pour le forage Lavail « El Raig ».

✓ *UDI Côte Vermeille*

Les ressources qui alimentent en eau les communes de cette UDI (Banyuls-sur-Mer, Cerbère, Collioure et Port-Vendres) sont les suivantes :

Désignation	Capacité de production [m³/j]	Production 2024 [m³]	Production 2025 [m³]	Variation
P2 ELNE	4 200	**398 385**	**744 971**	+87,00%
Compteur Gran Bosc vers Pont du Tech situé au P2 ELNE* *Interconnexion*	/	**121 824**	**354 593**	+191,07%
P3 « Pla de la Barque » ELNE	2 400	**91 937**	**5 931**	-93,55%
F1 Mas Aragon – ELNE	4 800	**365 349**	**627 346**	+71,71%
F2 Mas Aragon – ELNE	3 600	**53 411**	**74 109**	+38,75%
Compteur Gran Bosc vers Pont du Tech situé au Mas Aragon ELNE* *Interconnexion*	/	**0**	**0**	
Surpresseur des Criques de Porteils ARGELÈS-SUR-MER	/	**0**	**0**	0,00%
Drain du Pont du Tech ARGELÈS-SUR-MER	8 600	**669 189**	**633 065**	-5,40%
Forage du Val Auger BANYULS-SUR-MER**	2 400	**12 634**	**7 884**	-37,60%
Sources Cassagnes et Vernèdes ARGELÈS-SUR-MER	/	**1 274**	**935**	-26,63%
Depuis distribution Ambeille via Ravaner *Interconnexion***	/	**46 152**	**45 844**	-0,67%
PONT DU TECH 2 (ex-SMPEPTA)* *Bâche de reprise***	5 700	**140 414**	**566 753**	303,63%
TOTAL		**1 900 569**	**3 061 431**	**+61,08%**

* Volume importé ** Utilisation saisonnière *** Volume exporté vers Argelès-sur-Mer

✓ *UDI Elne*

La commune d'Elne est alimentée depuis le réservoir du Gran Bosc, par les forages du Pliocène F1 « Foun d'en Barrere », F2 « Mas La Fabrègue », F3 « La Vignasse », F4 « Salobre », F5 « Aygual », et FM « Montescot ».

Désignation	Capacité de production [m³/j]	Production 2024 [m³]	Production 2025 [m³]	Variation
F1 Font d'en Barere MONTESCOT	2 500	325 368	**388 526**	+19,41%
F2 La fabregue MONTESCOT	2 000	177 369	**193 430**	+9,06%
F3 La Vignasse MONTESCOT	1 800	205 925	**196 461**	-4,60%
F4 Salobre MONTESCOT	1 900	253 755	**219 810**	-16,66%
F5 Aygal MONTESCOT	1 700	71 316	**191 630**	+168,71%
FM MONTESCOT	2 500	297 568	**354 905**	+19,27%
TOTAL	**12 400**	**1 341 301**	**1 544 762**	**+15.17 %**

✓ *UDI Montesquieu-des-Albères*

Les ressources qui alimentent en eau la commune de Montesquieu-des-Albères sont les suivantes :

Désignation	Capacité de production [m³/j]	Production 2024 [m³]	Production 2025 [m³]	Variation
Puits et forage Trompettes Hautes MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES	1640	112 659	**115 387**	**+2,42%**

✓ *UDI Ortaffa*

Les ressources qui alimentent la commune d'Ortaffa en eau sont les suivantes :

Désignation	Capacité de production [m³/j]	Production 2024 [m³]	Production 2025 [m³]	Variation
FORAGE POMPIDOR	200	556	**0**	-100%
Réseau GRAN BOSC ***Interconnexion***	-	96 621	**95 472**	-1%
Réseau CdC des ASPRES ***Interconnexion****	-	4 745	**5 240**	+10%
TOTAL	**200**	**101 922**	**100 712,46**	**-1%**

*Compteur de Brouilla.

Volumes vendus au cours de l'exercice

✓ *Unité de production globale*

Volumes (m³)	2024	2025	Variation
Volume produit	5 893 875	6 073 678	
Volume importé	0	5240	
Volume exporté vers MONTESCOT	90 755	86 282	
Volume perdu mis en distribution	**5 803 120**	**5 992 636**	**+3.27%**
Volume consommé par les adhérents	4 310 703	4 470 944	**+33,23%**
Volume consommé par le service	85 000	85 000	
Volume total consommé	**4 395 703703**	**4 480 944**	**-10.51%**
Soit un rendement primaire du réseau de*	*74,58%*	*76,03%*	
Longueur de réseau [km]*	*628,50 km*	*628,50km*	
Indice linéaire des volumes non comptés [m³/j/km]*	*25,20 m³*	*26,50 m³*	
Indice linéaire de pertes [m³/j/km]*	*24,90 m³*	*26,10 m³*	

* cf. formules de calcul au chapitre « Indicateurs de performance ».

✓ *UDI Argelès-sur-Mer*

Volumes (m³)	2024	2025	Variation
Volume produit	1 566 007	1 346 994	
Volume importé	140 414	566 753	
	46 152	45 844	
Volume exporté	-	-	
Volume mis en distribution	**1 752 572**	**1 959 590**	**+11,81%**
Volume consommé par les abonnés	1 601 702	1 663 402	**+3,85%**
Volume consommé par le service	15 000	15 000	**0%**
Volume total consommé	**1 616 702**	**1 678 402**	**+3,82%**
*Soit un rendement primaire du réseau de**	*92,25%*	*85,65%*	
Longueur de réseau [km]	*147,71 km*	*150,61 km*	
*Indice linéaire des volumes non comptés [m³/j/km]**	*2,80 m³*	*5,39 m³*	
*Indice linéaire de pertes [m³/j/km]**	*1,66 m³*	*4,28 m³*	
*Indice linéaire de consommation (m³/j/km)**	*29,99 m³*	*30,53 m³*	

* cf. formules de calcul au chapitre « Indicateurs de performance ».

✓ UDI Bages

Volumes (m³)	2024	2025	Variation
Volume produit	257 930	254 612	
Volume importé	0	16 224	
Volume exporté	0		
Volume mis en distribution	**257 930**	**270 836**	**+5,00%**
Volume consommé par les abonnés	206 058	206 127	**+0,03%**
Volume consommé par le service	10 000	10 000	**0%**
Volume total consommé	**216 058**	**216 127**	**+0,03%**
*Soit un rendement primaire du réseau de**	*83,77%*	*79.80%*	
Longueur de réseau [km]	*29,13 km*	*30,08 km*	
*Indice linéaire des volumes non comptés [m³/j/km]**	*4,88 m³*	*5,89 m³*	
*Indice linéaire de pertes [m³/j/km]**	*3,94 m³*	*4,98 m³*	
*Indice linéaire de consommation (m³/j/km)**	*20,32 m³*	*19,69 m³*	

* cf. formules de calcul au chapitre « Indicateurs de performance »

✓ UDI Basse Plaine du Tech

Volumes (m³)	2024	2025	Variation
Volume produit	1 023 244	976 804	
Volume importé	340 809	350 550	
Volume exporté	2 189	2 025	
Volume mis en distribution	1 354 053	**1 325 329**	**-2,68%**
Volume consommé par les abonnés	914 627	956 338	**+4,57%**
Volume consommé par le service	15 000	30 000	
Volume total consommé	929 627	**986 388**	**6,11%**
*Soit un rendement primaire du réseau de**	*68,31%*	*74,46%*	
Longueur de réseau [km]	*187,36 km*	*186 km*	
*Indice linéaire des volumes non comptés [m³/j/km]**	*6,54 m³*	*5,53 m³*	
*Indice linéaire de pertes [m³/j/km]**	*6,32 m³*	*4,99 m³*	
*Indice linéaire de consommation (m³/j/km)**	*13,63 m³*	*14,56 m³*	

* cf. formules de calcul au chapitre « Indicateurs de performance »

✓ UDI Côte Vermeille

Volumes (m³)	2024	2025	Variation
Volume produit	1 592 179	1 739 648	
Volume importé (depuis distribution Argelès)	0	0	
Volume importé (depuis interconnexion Gran Bosc CD109)	23 679	47 406	
Volume exporté (depuis production Pont du Tech)	140 414	566 753	
Volume exporté (depuis distribution Ambeille Ravaner)	46 152	45 844	
Volume importé (depuis interconnexion Gran Bosc CD 108)		354 593	
Volume mis en distribution	**1 429 292**	**1 529 050**	**+6,98%**
Volume consommé par les abonnés	928 240	957 309	**+3,13%**
Volume consommé par le service	16 000	16 000	
Volume total consommé	**944 240**	**973 309**	**+3,08%**
*Soit un rendement primaire du réseau de**	*69,98%*	*74,05%*	
Longueur de réseau [km]	*166,06 km*	*154,62 km*	
*Indice linéaire des volumes non comptés [m³/j/km]**	*8,27 m³*	*3,85 m3*	
*Indice linéaire de pertes [m³/j/km]**	*8 m³*	*3,56 m³*	
*Indice linéaire de consommation (m³/j/km)**	*15,58 m³*	*17,25 m³*	

* cf. formules de calcul au chapitre « Indicateurs de performance »

✓ UDI Elne

Volumes (m³)	2024	2025	Variation
Volume produit	555 200	1 544 762	
Volume importé	0	0	
Volume exporté	0	953 129	
Volume mis en distribution	**555 200**	**591 633**	**+6,56%**
Volume consommé par les abonnés domestiques	471 540	498 771	**+5,77%**
Volume consommé par les abonnés non-domestiques	23 306	15 505	**-33,47%**
Volume consommé par le service	10 000	10 000	
Volume total consommé	**504 846**	**524 276**	**+3,85%**
*Soit un rendement primaire du réseau de**	*90,93%*	*95,45%*	
Longueur de réseau [km]	*63,59 km*	*59,78 km*	
*Indice linéaire des volumes non comptés [m³/j/km]**	*2,60 m³*	*3,68 m³*	
*Indice linéaire de pertes [m³/j/km]**	*2,17 m³*	*3,22 m³*	
*Indice linéaire de consommation (m³/j/km)**	*21,75 m³*	*24,49 m³*	

* cf. formules de calcul au chapitre « Indicateurs de performance »

✓ UDI Montesquieu-des-Albères

Volumes (m³)	2024	2025	Variation
Volume produit	**112 659**	115 387	
Volume importé	2 189	2 025	
Volume exporté	0	0	
Volume mis en distribution	**114 849**	**117 412**	**+2,23%**
Volume consommé par les abonnés	88 609	91 980	**+3,80%**
Volume consommé par le service	3 500	2 000	
Volume total consommé	**92 109**	**93 980**	**+2,03%**
*Soit un rendement primaire du réseau de**	*80,20%*	*80,04%*	
Longueur de réseau [km]	*30,68 km*	*30,69 km*	
*Indice linéaire des volumes non comptés [m³/j/km]**	*2,35 m³*	*2,27 m³*	
*Indice linéaire de pertes [m³/j/km]**	*2,03 m³*	*2,09 m³*	
*Indice linéaire de consommation (m³/j/km)**	*8,23 m³*	*8,39 m³*	

* cf. formules de calcul au chapitre « Indicateurs de performance »

✓ Unité de distribution d'Ortaffa

Volumes (m³)	2024	2025	Variation
Volume produit	97 177	95 472	
Volume importé	4 745	5 240	
Volume exporté	0	0	
Volume mis en distribution	**101 922**	**100 712**	**-1,19%**
Volume consommé par les abonnés	76 621	81 462	**+6,32%**
Volume consommé par le service	2 500	2 500	
Volume total consommé	**79 121**	**83 962**	**+6,12%**
*Soit un rendement primaire du réseau de**	*77,63%*	*83,37%*	
Longueur de réseau [km]	*15,22 km*	*16,75 km*	
*Indice linéaire des volumes non comptés [m³/j/km]**	*4 ,55 m³*	*3,15 m³*	
*Indice linéaire de pertes [m³/j/km]**	*4,10 m³*	*2,74 m³*	
*Indice linéaire de consommation (m³/j/km)**	*14,24 m³*	*13,73 m³*	

* cf. formules de calcul au chapitre « Indicateurs de performance »

Tarification de l'eau et recettes du service

Modalités de tarification

✓ *Abonnement et consommation*

Les tarifs de l'eau potable au 1er janvier 2025 et 1er janvier 2026 ont été fixés par les délibérations :

- n° DL2043-0290 lors de la séance du Conseil Communautaire du 16 décembre 2024.
- n°DL2025-0284 lors de la séance du Conseil Communautaire du 15 décembre2025.

✓ *Autres prestations*

Les bordereaux de prix de l'ensemble des tarifs aux usagers sont disponibles sur le site internet de la CC ACVI (https://www.cc-acvi.com/vivre-et-habiter/eau-assainissement/services-aux-clients/facturation-tarification/).

Les tarifs de l'exercice concerné ont été fixés par la délibération n° DL2025-0284 lors de la séance du Conseil Communautaire du 15 décembre2025.

Prix du service

Les tarifs de vente en gros applicables durant l'exercice sont détaillés dans les tableaux suivants.

NB : le service est assujetti à la TVA. Cette dernière est :

- Volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants ;
- Obligatoire en cas de délégation du service public ainsi que pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants.

✓ *Unité de de production globale*

		1er janvier de l'exercice 2025 (en €)	1er janvier de l'exercice 2026 (en €)
Part de la collectivité			
Frais d'accès au service		0	0
Part fixe (€ HT par m³ / an)	Ø 15 mm	0,30	0,30
Taxes et redevances			
	TVA	5,5%	5,5%

Facture d'eau type (120 m³)

Le tableau ci-dessous indique l'évolution de la facture d'eau potable entre le 01/01/2025 et le 01/01/2026. Les totaux sont donnés pour la consommation annuelle d'un ménage de référence, soit deux adultes et deux enfants (120m³).

Les redevances (taxes) à verser obligatoirement par la collectivité à l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ont subi une réforme entrée en vigueur le 1er janvier 2025. En ce qui concerne l'eau potable, les redevances en vigueur depuis cette date sont la redevance sur la consommation d'eau potable, la performance des réseaux d'eau potable et le prélèvement sur la ressource en eau.

Détail de facturation	Prix au 01/01/2025	Prix au 01/01/2026	Évolution
DISTRIBUTION DE L'EAU			
ABONNEMENT EAU (HT)	42,50€	46,80€	+10,12%
CONSOMMATION EAU (HT/m³)	1,093€	1,19900€	+9,70%
TAXES REVERSÉES À DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS			
CONSOMMATION EAU POTABLE (HT/m³)	0,43€	0,39€	-9,30%
PERFORMANCE DES RÉSEAUX DEAU POTABLE (HT/m³)	0,01€	0,02880€	+188%
PRÉLÈVEMENT SUR LA RESSOURCE EN EAU (HT/m³)	0,06831€	0,06831€	0%
Montant total part EAU pour 120 m³ (HT)	234,66€	249,13€	+6,17%
TVA (5,5%)	12,91€	13,70€	
MONTANT TOTAL PART EAU TTC pour 120 m³	**247,56€**	**262,84€**	
Prix total TTC au m³	**2,06€**	**2,19€**	

Recettes d'exploitation du service

✓ *Unité de production*

RECETTES D'EXPLOITATION (€ HT)	
PRODUCTION D'EAU POTABLE	1 502 151 €HT

✓ *Unités de distribution*

	Redevance consommation d'eau potable (€HT)	Redevance performance réseaux d'eau (€HT)	Redevance prélèvement ressource (€HT)	Prestations travaux (€HT)	Autres produits annexes (€HT)
UDI ARGELÈS-SUR-MER	715 495,92€	16 639,44€	113 622,67€	116 882,30€	30 107,20€
UDI BAGES	88 650,95€	2 062,13€	14 080,55€	25 070,93€	5 791,72€
UDI BASSE PLAINE DU TECH	408 887,43€	9 548,15€	65 123, 45€	174 108,93€	37 496,10€
UDI CÔTE VERMEILLE	409 465,78€	14 983,78€	65 382,30€	97 967,30€	32 112,33€
UDI ELNE	219 769,13€	5 139,13€	35 303,76€	54 045,40€	11 924,20€
UDI MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES	39 424,12€	916,84€	6 256,08€	Commun avec UDI BASSE PLAINE DU TECH	
UDI ORTAFFA	35 090,15€	816,05€	5 564,48€	14 041,13€	2 516,28€
TOTAL	**1 916 783,48€**	**50 105,52€**	**305 333,29€**	**482 115,99€**	**119 947,83€**

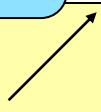
	Volume facturés (m³)	Montant des recettes liées à la facturation pour l'année 2025 (€HT)
	VP063	**DC184**
UDI ARGELÈS-SUR-MER	1 663 402 m³	2 661 797,91€
UDI BAGES	91 980 m³	338 774,49
UDI BASSE PLAINE DU TECH	1 307 046 m³	1 302 992,90€
UDI CÔTE VERMEILLE	699 938 m³	1 734 339,56€
UDI ELNE	167 207 m³	829 009,24€
UDI MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES	223 883 m³	121 892,58€
UDI ORTAFFA	317 538 m³	135 683,63€
TOTAL	**4 470 944 m³**	**7 124 490,31€**

Répartition des volumes par unité de distribution et taux d'impayés

	Volumes facturés	Redevances eau potable (HT)
	VP063	
UDI ARGELÈS-SUR-MER	1 663 402 m³	845 592,15€
UDI BAGES	91 980 m³	104 768,69€
UDI BASSE PLAINE DU TECH	1 307 046 m³	483 177,68€
UDI CÔTE VERMEILLE	699 938 m³	489 339,53€
UDI ELNE	167 207 m³	260 207,09€
UDI MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES	223 883 m³	46 568,33€
UDI ORTAFFA	317 538 m³	41 429,21€
TOTAL	**4 470 944 m³**	**2 271 082,68€**

	Montant des impayés sur factures 2024 au 31/12/25 (€ TTC)	Montant des factures émises en 2024 (€ TTC)	Taux d'impayés
	VP268	VP185	P257.0
UDI ARGELÈS-SUR-MER	74 097,30€	3 096 804,53€	2,39%
UDI BAGES	29 252,48€	389 651,60€	7,51%
UDI BASSE PLAINE DU TECH	37 172,82€	1 875 953,51€	1,98%
UDI CÔTE VERMEILLE	59 714,17€	2 003 641,86€	2,98%
UDI ELNE	59 121,31€	955 523,46€	6,19%
UDI MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES	12 493,75€	172 635,95€	7,24%
UDI ORTAFFA	5 656,00€	173 184,50€	3,27%
TOTAL	**277 507,83€**	**8 667 395,41€**	**3,20%**

Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (P257.0)*

2024	2025	
2,33%	**3,20%**	

Indicateurs de performances

Qualité de l'eau en distribution

Les taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées, réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie et les paramètres physico-chimiques, sont détaillés ci-dessous :

	Nombre de prélèvements	Taux de conformité microbiologique	Taux de conformité physico-chimique
	VP126	P101.1	P102.1
UDI ARGELÈS-SUR-MER	82	100,00%	98,80%
UDI BAGES	17	100,00%	100,00%
UDI BASSE PLAINE DU TECH	55	98,20%	100,00%
UDI CÔTE VERMEILLE	67	100,00%	100,00%
UDI ELNE	29	96,60%	100,00%
UDI MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES	17	100,00%	100,00%
UDI ORTAFFA	11	100,00%	99,60%
TOTAL	**278**	**99,3%**	**99,6%**

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux du service pour l'ensemble du territoire est de **100 points**. Cet indice évalue la qualité des plans, des inventaires et de la politique de renouvellement pluriannuelle des services d'eau potable et d'assainissement.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable (P103.2B)

2024	2025	
105	**105**	→

Réseau de distribution

L'évaluation de la qualité de la gestion des réseaux de distribution de l'eau s'appuie sur le calcul des volumes d'eau perdus sur le réseau entre l'unité de production et les compteurs des abonnés en raison de fuites ou autres.

Cette évaluation repose sur les trois indicateurs détaillés dans le tableau ci-dessous.

	Rendement de réseau	Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/jour)	Indice linéaire de pertes en réseau (m³/km/jour)
		P105.3	P106.3
UDI ARGELÈS-SUR-MER	85,65%	5,39 m³	4,28 m³
UDI BAGES	84,88%	4,42 m³	3,51 m³
UDI BASSE PLAINE DU TECH	74,46%	5,53 m³	4,99 m³
UDI CÔTE VERMEILLE	63,53%	10,13 m³	9,85 m³
UDI ELNE	89,92%	3,15 m³	2,69 m³
UDI MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES	80,04%	2,27 m³	2,09 m³
UDI ORTAFFA	83,30%	3,15 m³	2,74 m³
MOYENNE	**76,59%**	**4,86 m³**	**4,31 m³**

Le rendement de réseau se calcule de la façon suivante :

$$Rdt = \frac{(Volume\ consommé\ autorisé + volume\ exporté)}{(Volume\ produit + volume\ importé)}$$

L'indice linéaire des volumes non comptés se calcule de la façon suivante :

$$IIvnc = \frac{(Volume\ mis\ en\ distribution - volume\ comptabilisé)}{(365 \times linéaire\ de\ réseau\ de\ desserte)}$$

L'indice linéaire de pertes en réseau se calcule de la façon suivante :

$$IIp = \frac{(Volume\ mis\ en\ distribution - volume\ consommé\ autorisé)}{(365 \times linéaire\ de\ réseau\ de\ desserte)}$$

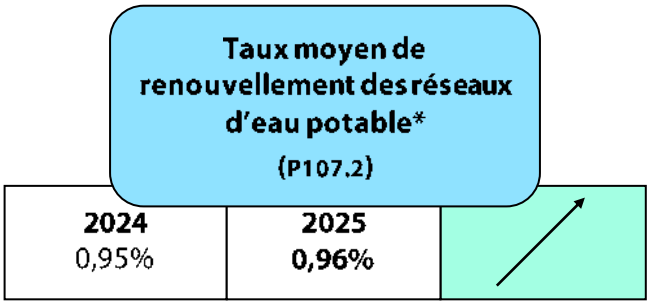
Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne annuelle du linéaire de réseaux (hors linéaires de branchements) renouvelés au cours des cinq dernières années par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées. Il se calcule de la façon suivante pour l'année n :

$$Tr = \frac{(Ln + L(n-1) + L(n-2) + L(n-3) + L(n-4))/5}{(Linéaire\ de\ réseau\ de\ desserte)}$$

Le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable pendant l'exercice est le suivant :

	Taux moyen renouvellement des réseaux (%)
	P107.2
UDI ARGELÈS-SUR-MER	0,25%
UDI BAGES	2,92%
UDI BASSE PLAINE DU TECH	1,64%
UDI CÔTE VERMEILLE	0,47%
UDI ELNE	0,71%
UDI MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES	1,05%
UDI ORTAFFA	1,45%
MOYENNE	**0,96%**



* L'indicateur est calculé sur la base des travaux réceptionnés en 2024.

Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

0 % : aucune action
20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours
40 % : avis de l'hydrogéologue rendu
50 % : dossier déposé en préfecture
60 % : arrêté préfectoral
80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés)
100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par la Régie ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable

L'indice de protection de la ressource en eau est de : **80 %**.

Les usagers et le service

	Nombre d'interruptions de service non programmées	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées
	VP020	**P151.1**
UDI ARGELÈS-SUR-MER	20	2,13%
UDI BAGES	13	5,29%
UDI BASSE PLAINE DU TECH	92	8,22%
UDI CÔTE VERMEILLE	79	6,65%
UDI ELNE	19	3,89%
UDI MONTESQUIEU-DES- ALBÈRES	3	3,25%
UDI ORTAFFA	7	6,64%
TOTAL	**233**	**5,58%**

Taux d'occurrence des interruptions de service programmées (P151.1)

2024	**2025**	
3,22	**5,58**	↗

Taux de réclamations (P155.1)

2024	**2025**	
0,95	**1,24**	↗

Financement des investissements

Montants financiers des travaux engagés

	Montant des travaux réalisés (€HT)	Subventions d'investissement (€HT)
	DC195	
UDI ARGELÈS-SUR-MER	5 387 082,41€	57 739,77€
UDI BAGES	86 304,46€	- €
UDI BASSE PLAINE DU TECH	1 283 414,77€	32 395,19€
UDI CÔTE VERMEILLE	634 845,71€	407 959,70€
UDI ELNE	24 296,67€	- €
UDI MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES	Commun avec l'UDI BASSE PLAINE DU TECH	
UDI ORTAFFA	5 499,45€	- €
PRODUCTION EAU POTABLE	196 435,34€	215 069,50€
TOTAL	**7 617 879**	**713 164€**

En-cours de la dette et montant des amortissements

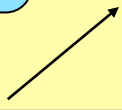
L'état de la dette au 31 décembre fait apparaître les valeurs suivantes:

	En-cours de la dette au 31 décembre (€HT)	Annuité de l'emprunt (€HT)	Épargne brute (CAF Brute) (€HT)
	VP182		VP183
DISTRIBUTION EAU POTABLE	7 451 464,92€	374 478,75€	3 944 202,00€
PRODUCTION EAU POTABLE	40 000,00€	5 667,60€	- €
TOTAL	**7 491 464,92€**	**380 146,35€**	3 944 202,00€

Durant l'exercice, la collectivité a réalisé les amortissements suivants :

	Montant amortissement (€HT)
DISTRIBUTION D'EAU POTABLE	1 812 531€
PRODUCTION D'EAU POTABLE	126 074,85€
TOTAL	**1 938 606€**

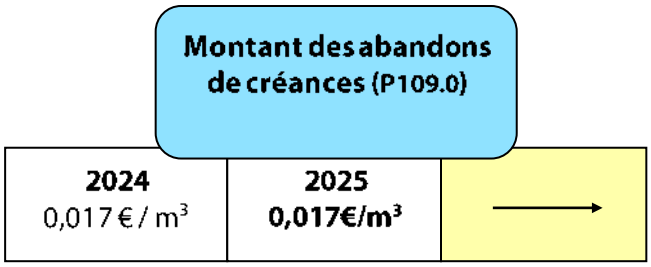
Durée d'extinction de la dette de la CC ACVI (P153.2)

2024	2025	
1,7 ans	**1,9 ans**	

Abandons de créances ou versements à un fonds de solidarité

La Régie n'a pas réalisé de versement à un fonds de solidarité au cours de l'exercice 2025 mais elle a procédé à des abandons de créances.

	Abandons de créances (€)	Volumes facturés (m³)	Montant des abandons de créances (€/m³)
	VP119	VP063	P109.0
TOTAL	78 052,86€	4 470 944 m³	0,0175€



La Régie n'a pas mené d'opération de coopération décentralisée au cours de l'exercice 2025.

Annexe : Note d'information de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

agence de l'eau RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

ÉDITION 2025

L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE VOUS INFORME

La fiscalité sur l'eau a permis une nette amélioration de la qualité de nos rivières

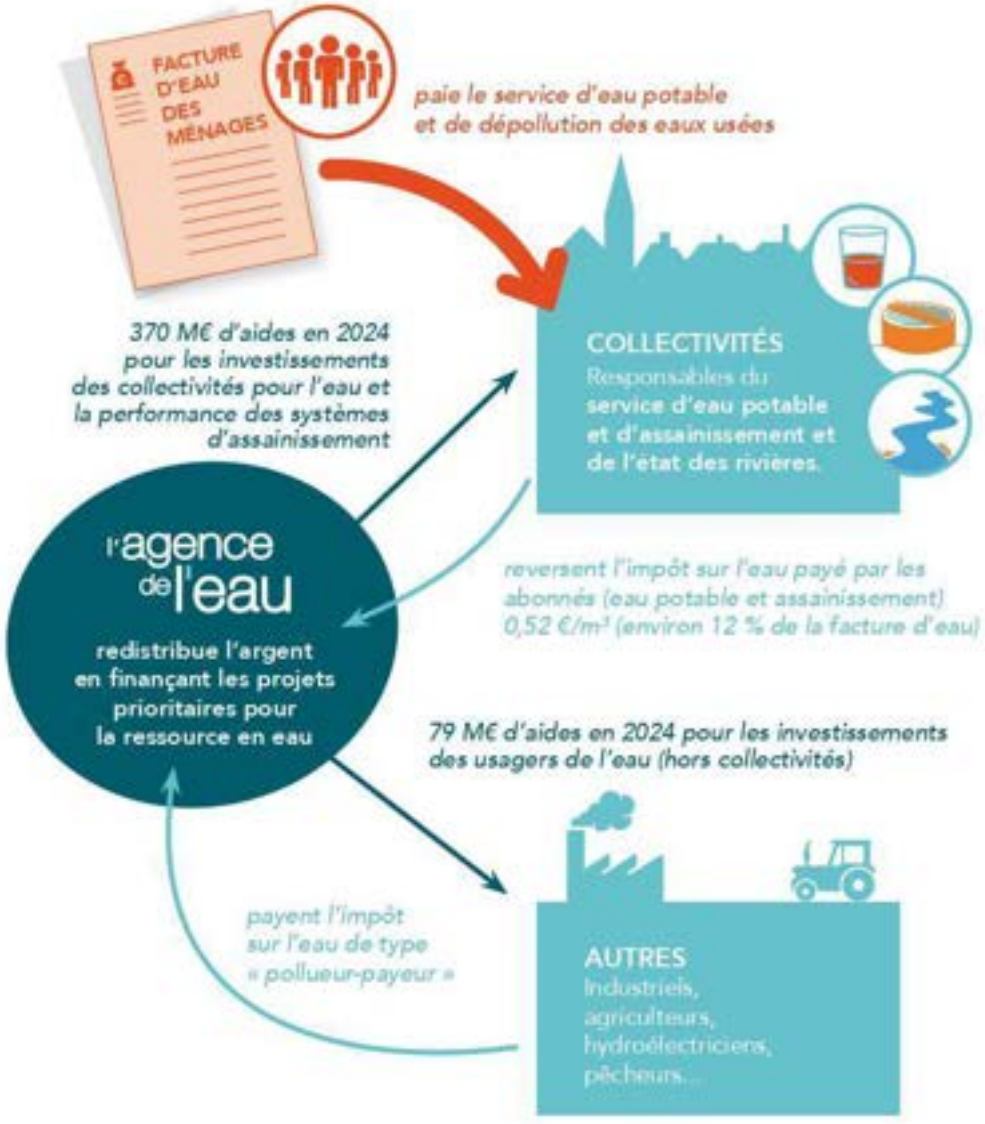
Grâce à cette fiscalité sur l'eau la pollution organique dans les rivières a été divisée par 10 en 20 ans.

Le **prix moyen de l'eau dans les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse** est de **4,34 € TTC/m³** et de **4,52 € TTC/m³** en France*. Environ **12 %** de la facture d'eau sont constitués de redevances fiscales payées à l'agence de l'eau.

Cet impôt est réinvesti par l'agence pour moderniser et améliorer les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement, s'adapter au changement climatique, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions par les pesticides et les nitrates, restaurer le fonctionnement naturel des rivières, des zones humides et des milieux marins.

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse est un établissement public de l'État sous tutelle du Ministère de la transition écologique, **spécialisé dans la protection de l'eau.**

*Source : estimation de l'agence de l'eau à partir des données Sispea 2023



SAUVONS L'EAU !

ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU
DANS LES BASSINS RHÔNE-MÉDITERRANÉE ET DE CORSE EN 2024

52 % des aides* attribuées en 2024 contribuent à l'adaptation des territoires au changement climatique.

▶ Pour économiser l'eau (tous usages) et sécuriser l'alimentation en eau potable
159 millions € dont 50,4 millions € pour les territoires ruraux en vue de rattraper leur retard structurel en matière d'eau potable

414 opérations ont permis d'économiser 21,2 millions m³, soit la consommation annuelle d'une ville de 387 000 habitants.

▶ Pour favoriser la gestion durable des services publics d'eau potable
15 millions €

▶ Pour gérer les eaux usées et les eaux pluviales
161 millions € pour la gestion des eaux usées (stations d'épuration et réseaux d'assainissement) et des eaux pluviales. Dont 29,2 millions € pour les territoires ruraux en vue de rattraper leur retard structurel

32 stations d'épuration parmi les plus impactantes pour le milieu. La lutte contre les pollutions par temps de pluie a représenté 75,7 millions € d'aides.

▶ Pour réduire les pollutions industrielles
19 millions €

370 kg de micropolluants supprimés dans les émissions industrielles.

▶ Pour lutter contre les pollutions par les pesticides et les nitrates et protéger les ressources destinées à l'alimentation en eau potable
7,7 millions € pour les captages prioritaires et ressources stratégiques pour le futur et 36,2 millions € pour l'agriculture

9 nouveaux captages prioritaires du SDAGE Rhône-Méditerranée ont engagé un plan d'action qui prévoit des changements de pratiques agricoles pour réduire l'utilisation des pesticides et des fertilisants. Éviter la pollution des captages par les pesticides permet d'économiser les surcoûts pour rendre potable une eau polluée. **36,2 millions € consacrés à la profession agricole** pour supprimer ou réduire les pesticides (matériel, paiements pour services environnementaux, expérimentations et animation agricole) : 4,6 millions € au titre de la réduction des pollutions et 31,6 millions € au titre des paiements pour services environnementaux (PSE).

▶ Pour redonner aux rivières un fonctionnement naturel, restaurer les zones humides et milieux marins, et préserver la biodiversité
87,3 millions €

63 km de rivières restaurés et 87 seuils et barrages rendus franchissables par les poissons. Les aménagements artificiels des rivières (rectification des cours d'eau, bétonnage des berges, ouvrages en rivière...) empêchent les cours d'eau de bien fonctionner, et les poissons et sédiments de circuler. L'objectif est de redonner aux rivières un fonctionnement plus naturel.
Les aides ont également permis de préserver et restaurer 1030 ha de zones humides.
L'agence intervient également au profit de la mer Méditerranée. Elle a notamment financé des opérations permettant la réduction des pressions dues aux mouillages des bateaux de plaisance sur 86 ha d'herbiers.

▶ Pour la solidarité internationale
5 millions €

58 opérations engagées dans le cadre de coopérations décentralisées permettant de développer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans 23 pays en développement.

** incluant des crédits versés par l'État (Fonds vert et rénovation des canalisations d'eau potable).*

L'AGENCE DE L'EAU VOUS INFORME SUR LA FISCALITÉ DE L'EAU

2025

Pour les ménages, les redevances (sur l'eau potable et l'assainissement collectif) représentent environ 12 % de la facture d'eau. Un ménage de 3-4 personnes, consommant 120 m³/an, dépense en moyenne 43,4 € par mois pour son alimentation en eau potable, dont 5,1 € par mois pour les redevances.



12,7 % (72,6 M€) payés par les collectivités **via la redevance de prélèvement sur la ressource en eau**

70,8 % (403 M€) payés par les ménages et assimilés (administrations, entreprises de service, artisans et petites industries) **via la redevance de pollution domestique et la redevance sur la consommation d'eau potable (acomptes).**

9,2 % (52,6 M€) payés par les industriels et les activités économiques **via la redevance de pollution et de prélèvement sur la ressource en eau**

2,5 % (14,1 M€) payés par les pêcheurs, chasseurs, propriétaires de canaux ou d'ouvrages de stockage.

0,9 % (5,3 M€) payés par les irrigants et les éleveurs **via les redevances de pollution et de prélèvement sur la ressource en eau**

3,9 % (22 M€) payés par les distributeurs de produits phytosanitaires (essentiellement vendus aux agriculteurs) et répercutés sur le prix des produits **via la redevance de pollution diffuse**

Pour toutes les redevances, les taux sont fixés par le conseil d'administration de l'agence de l'eau où sont représentées toutes les catégories d'usagers de l'eau, y compris les consommateurs.

UNE REDISTRIBUTION SOUS FORME D'AIDES



18,6 % (93,2 M€) aux collectivités **pour la restauration et la protection des milieux aquatiques et de la biodiversité :** zones humides, cours d'eau, trames écologiques.

34 % (170,5 M€) aux services publics **pour l'épuration des eaux usées et la gestion des eaux pluviales.**

4 % (19,8 M€) aux collectivités, aux associations, aux organismes consulaires..., **pour l'animation des politiques de l'eau :** études, connaissances, réseaux de surveillance des eaux, éducation, information.

32 % (160,3 M€) **pour la gestion et la protection de la ressource en eau :** économies d'eau de tous les usages, partage de l'eau, protection des captages.

1,2 % (6 M€) **à la solidarité internationale :** accès à l'eau ou à l'assainissement pour les populations démunies.

3,5 % (17,5 M€) aux acteurs économiques non agricoles **pour la réduction des pollutions industrielles.**

6,7 % (33,5 M€) aux exploitants agricoles **pour des actions de réduction des pollutions dans l'agriculture.**

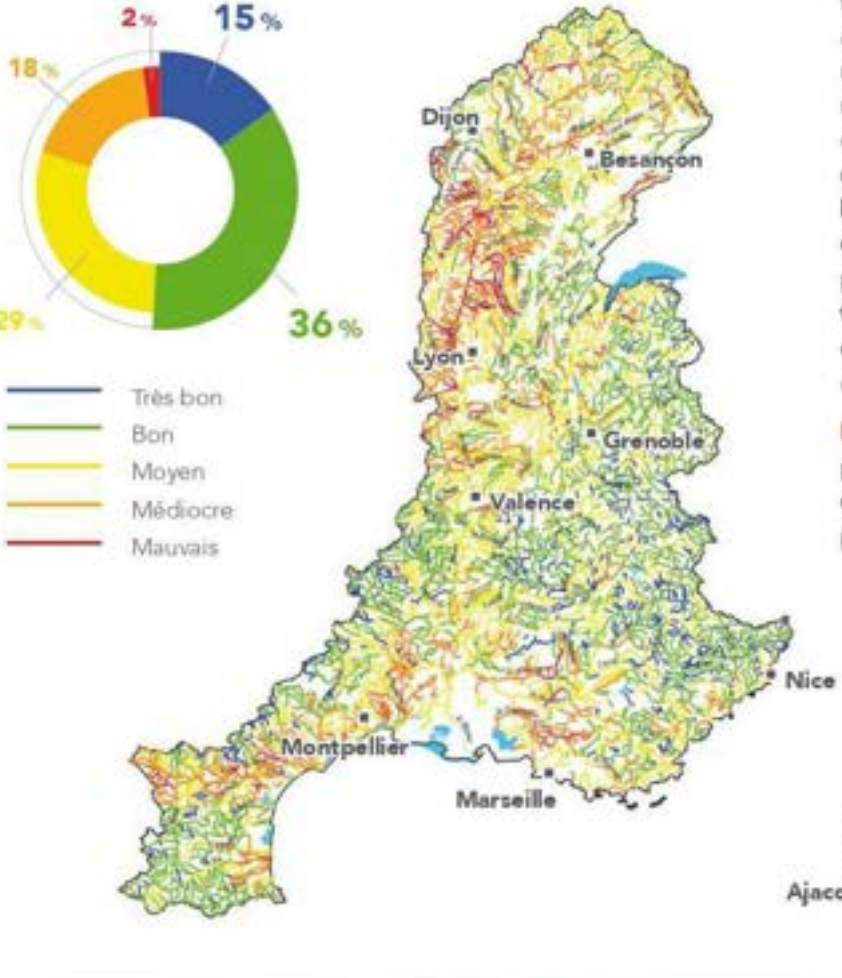
- **Ces montants n'intègrent pas les crédits Fonds vert versés par l'État** pour accompagner la stratégie nationale biodiversité (SNB 2030) et la renaturation des villes et des villages.
- **Solidarité envers les communes rurales :** l'agence de l'eau soutient, à des taux préférentiels, les actions des communes rurales situées dans le zonage de solidarité du 12e programme pour rénover leurs infrastructures d'eau et d'assainissement.
- **L'agence de l'eau contribue également au financement** de l'Office français de la biodiversité (OFB) et des parcs nationaux. Le montant de cette contribution pour 2025 s'élève à 108,3 M€.

QUALITÉ DES EAUX

État écologique des cours d'eau

Données 2021

La moitié des cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée est en bon état écologique.



Cette nette amélioration est le résultat d'une politique réussie de mise aux normes des stations d'épuration. Par rapport à 1990, ce sont ainsi 30 tonnes d'azote ammoniacal par jour en moins qui transitent à l'aval de Lyon. Pour les masses d'eau n'ayant pas encore atteint le bon état, les **principales causes de dégradation de la qualité de l'eau** sont **l'artificialisation du lit des rivières et les barrages et les seuils qui barrent les cours d'eau,** les pollutions par les **pesticides** et les **rejets de substances toxiques** ainsi que les **prélèvements d'eau excessifs** dans un contexte de changement climatique.

Le bassin de Corse est relativement épargné par ces pressions, **91 % de ses rivières sont en bon état.** Toutefois, un accroissement de la pression sur la ressource en eau est constaté.

La qualité des rivières sur smartphone et tablette



Appli qualité rivière

Découvrez l'état de santé des rivières en France avec l'application mobile de l'agence de l'eau.

Bassin Rhône-Méditerranée

- 16 millions d'habitants
- 20 % du territoire français
- 20 % de l'activité agricole et industrielle
- 40 % de l'activité touristique
- 11000 cours d'eau de plus de 2 km

Bassin de Corse

- 338000 habitants permanents
- 3,5 millions de touristes chaque année
- 3000 km de cours d'eau
- 1000 km de côtes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

agence de l'eau RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

AGENCE DE L'EAU
RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE
2-4, allée de Lodz 69363 Lyon Cedex 07
Tél. : 04 72 71 26 00
www.eaurmc.fr - www.sauvonsleau.fr

@sauvonsleaufr
Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

ALBÈRES
CÔTE VERMEILLE
ILLIBÉRIS
Communauté de Communes

RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE ASSAINISSEMENT



EXERCICE 2025

ARGELÈS-SUR-MER · BAGES · BANYULS-SUR-MER · CERBÈRE · COLLIOURE · ELNE · LAROQUE-DES-ALBÈRES · MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES · ORTAFFA · PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRÉ · SAINT-GÉNIS-DES-FONTAINES · SORÈDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS

3 Impasse Charlemagne · B.P. 90103 · 66704 Argelès-sur-Mer Cedex ·
Tél. : 04 68 81 63 77 • www.cc-acvi.com

Table des matières

Note liminaire 2

Caractérisation technique du service assainissement 3
Description générale 3
Structure et mode de gestion du service 3
Moyens humains 4
La population et son raccordement 4
Les industries et leur raccordement 5
Le réseau de collecte des eaux usées 5
Nombre d'interventions sur le réseau 7
Le système d'épuration des eaux 8
Les normes de rejet des stations d'épuration 15

Tarification et recettes du service 17
Modalités de tarification 17
Prix du service 17
Recettes d'exploitation du service 20

Indicateurs de performance 22
La population et son raccordement 22
Le réseau de collecte des eaux usées 22
Le système d'épuration des eaux usées 25
Les rejets des stations d'épuration 26
Les usagers et le service 27

Financement des investissements 28
Montants financiers des travaux engagés 28
En-cours de la dette et montant des amortissements 28
Abandons de créances 29

Annexe : Note d'information de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse 30

Note liminaire

Le présent rapport relatif au service d'assainissement est élaboré en application de la loi n°95-101 du 2 février 1995 dite loi "Barnier" relative au renforcement de la protection de l'environnement, qui a instauré une information détaillée sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement.

Le président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) doit donc présenter à son assemblée délibérante pour adoption un ou plusieurs rapports, conformément à l'article L2224-5 du code général des collectivités territoriales. Ces rapports sont ensuite adressés à chaque commune, afin d'être présentés au conseil municipal et mis à disposition du public.

Destinés à l'information de l'usager et à la transparence dans la gestion des services publics, le présent document comprend l'ensemble des indicateurs techniques et financiers du service d'assainissement établis selon les dispositions fixées par le décret n°95-635 du 6 mai 1995 ainsi que l'arrêté et le décret du 2 mai 2007.

Conformément à l'article L2224-5 du code général des collectivités territoriales, la collectivité est tenue de communiquer les données contenues dans le présent rapport à l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement ou SISPEA (https://www.services.eaufrance.fr/sispea/) avant le 30 septembre de l'année suivant l'exercice concerné.

Ces données une fois publiées permettent de diffuser chaque année au mois de juin le rapport sur l'organisation et les performances des services d'eau et d'assainissement, d'orienter les politiques nationales de l'eau et de transmettre en toute transparence ces informations auprès des usagers sur le site web de l'Observatoire.

Les références SISPEA sont indiquées en orange dans le présent rapport.

Caractérisation technique du service assainissement

Description générale

La Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris (CC ACVI) regroupe 15 communes : Argelès-sur-Mer, Bages, Banyuls-sur-Mer, Cerbère, Collioure, Elne, Laroque-des-Albères, Montesquieu-des-Albères, Ortaffa, Palau-del-Vidre, Port-Vendres, Saint-André, Saint-Génis-des-Fontaines, Sorède et Villelongue-dels-Monts, et représente une population de 58 000 habitants environ (données INSEE 2022).

Une permanence est disponible pour les abonnés du service d'assainissement au siège de la CC ACVI à Argelès-sur-Mer, situé 3 impasse de Charlemagne, par téléphone au 04.68.81.63.77 ou par mail (assainissement@cc-acvi.com ou serviceclient@cc-acvi.com).

Le service d'astreinte de la Régie des Eaux permet de répondre à toutes les urgences 7j/7 et 24h/24 (tél : 04.68.81.63.77 ou 04.68.95.21.95).

Structure et mode de gestion du service

Le service a pour missions la collecte, le transport et le traitement des effluents, ainsi que la relation à la clientèle.

Ces missions sont exercées en régie sur l'ensemble du territoire. La Régie des Eaux assure en effet elle-même l'exploitation du service, prenant en charge l'ensemble de l'investissement et du fonctionnement.

Autorité territoriale	Communes concernées	Date début de contrat	Mode de gestion	Ancien gestionnaire
CDC	Argelès-sur-Mer	1956	Régie	/
	Laroque-des-Albères Montesquieu-des-Albères Palau-del-Vidre Saint-André Saint-Génis-des-Fontaines Sorède Villelongue-dels-Monts	2002		Régie municipale
	Banyuls-sur-Mer Cerbère Collioure Port-Vendres	2010		SGAD (affermage) Véolia (Concession)
	Elne, Ortaffa	2014		Saur (affermage)
	Bages	2017		Saur (affermage)

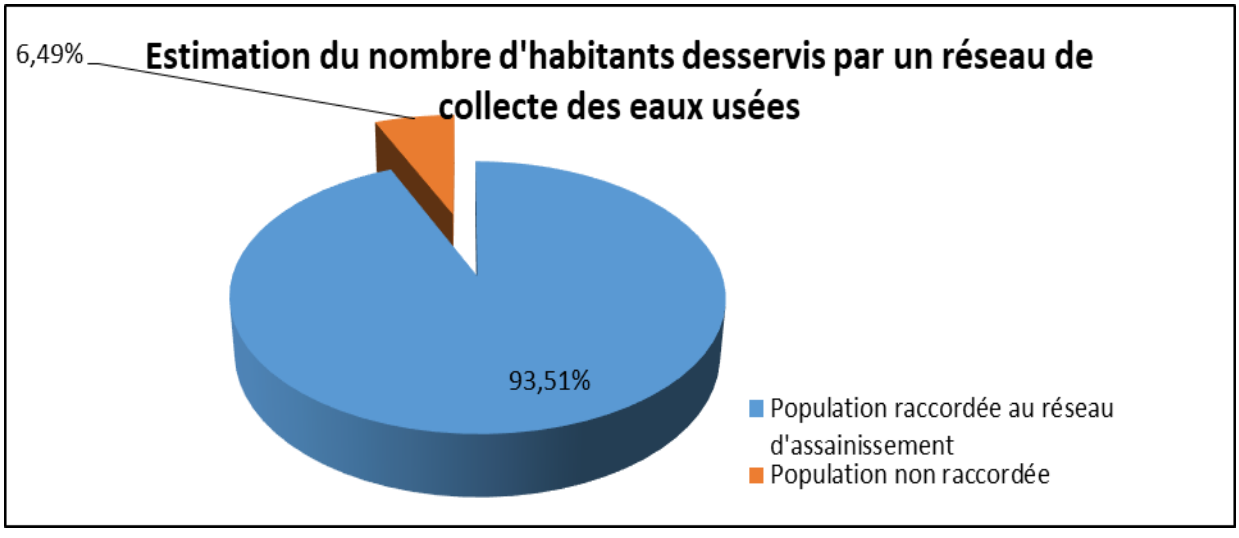
Moyens humains

Le service est composé de 39 équivalents temps plein (incluant les temps de travail des services administratifs affectés au service de l'assainissement) auxquels s'ajoutent 5 saisonniers en période estivale. Ils assurent l'entretien ainsi que le fonctionnement du réseau, des postes de relevages, des différentes stations et du laboratoire d'analyses.

La population et son raccordement

Communes	Population*	Nombre d'abonnements eaux usées	Habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées
	VP181	VP056	D201.0
ARGELÈS-SUR-MER	11 078	9 078	10 352
BAGES	4 573	2 433	4 485
BANYULS-SUR-MER	4 644	3 725	4 465
CERBÈRE	1 228	1 081	1 197
COLLIOURE	2 669	3 639	2 578
ELNE	9 581	4 785	8 991
LAROQUE-DES-ALBÈRES	2 275	1 735	1 971
MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES	1 309	684	849
ORTAFFA	1 912	1 032	1 824
PALAU-DEL-VIDRE	3 270	1 681	3 076
PORT-VENDRES	4 057	3 095	3 872
SAINT-ANDRÉ	3 452	1 948	3 141
SAINT-GÉNIS-DES-FONTAINES	3 015	1 745	2 768
SORÈDE	3 552	2 389	3 398
VILLELONGUE-DELS-MONTS	1 979	1 125	1 827
TOTAL	**58 594**	**40 175**	**54794**

** Données INSEE (2022)*



Les industries et leur raccordement

Communes	Nombre d'autorisations de déversements d'établissements industriels raccordés au réseau de collecte	Nombre d'établissements industriels raccordés au réseau de collecte
	D202.0	
ARGELÈS-SUR-MER	4	82
BAGES	1	18
BANYULS-SUR-MER	1	17
CERBÈRE	1	4
COLLIOURE	0	8
ELNE	0	76
LAROQUE-DES-ALBÈRES	1	9
MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES	0	2
ORTAFFA	0	2
PALAU-DEL-VIDRE	0	5
PORT-VENDRES	0	21
SAINT-ANDRÉ	0	14
SAINT-GÉNIS-DES-FONTAINES	0	12
SORÈDE	0	7
VILLELONGUE-DELS-MONTS	0	4
TOTAL	**8**	**281**

Le réseau de collecte des eaux usées

La totalité du réseau de collecte du territoire est un réseau séparatif, c'est-à-dire que les eaux usées et les eaux de pluie ont des réseaux de collecte distincts.

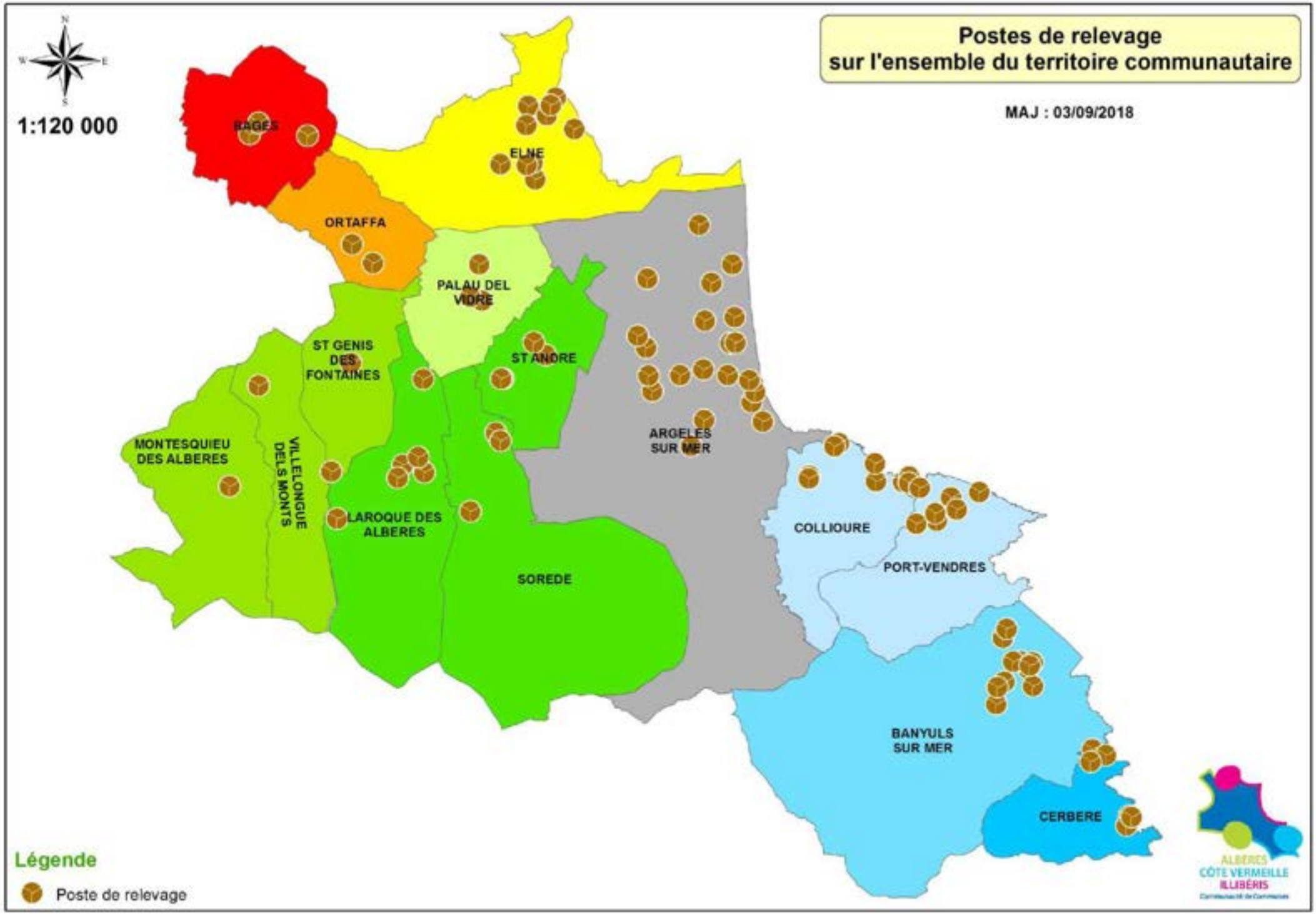
Le nombre de postes de relevage indiqué correspond aux ouvrages exploités par la Régie.

Communes	Linéaire de réseau (km)	Postes de relevage	Déversoirs d'orage
	VP200		
ARGELÈS-SUR-MER	118,70 km	23	3
BAGES	28,74 km	4	0
BANYULS-SUR-MER	40,15 km	9	2
CERBÈRE	20,53 km	8	1
COLLIOURE	31,45 km	8	2
ELNE	47,45 km	9	0
LAROQUE-DES-ALBÈRES	27,22 km	6	1
MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES	14,22 km	3	0
ORTAFFA	10,84 km	3	0
PALAU-DEL-VIDRE	20,45 km	3	0
PORT-VENDRES	29,51 km	7	2
SAINT-ANDRÉ	26,37 km	4	0
SAINT-GÉNIS-DES-FONTAINES	23,46 km	1	0
SORÈDE	38,24 km	3	0
VILLELONGUE-DELS-MONTS	22,00 km	3	0
TOTAL	**498,85 km**	**94**	**11**

Postes de relevage sur l'ensemble du territoire communautaire

MAJ : 03/09/2018

1:120 000



Nombre d'interventions sur le réseau

Communes	Nombre d'interventions*	Nombre de points noirs**
		VP046
ARGELÈS-SUR-MER	95	56
BAGES	49	31
BANYULS-SUR-MER	38	21
CERBÈRE	3	0
COLLIOURE	34	15
ELNE	93	59
LAROQUE-DES-ALBÈRES	14	6
MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES	9	5
ORTAFFA	19	9
PALAU-DEL-VIDRE	23	9
PORT-VENDRES	20	19
SAINT-ANDRÉ	25	13
SAINT-GÉNIS-DES-FONTAINES	19	9
SORÈDE	35	15
VILLELONGUE-DELS-MONTS	11	6
TOTAL	**487**	**273**

* Interventions sur le réseau excluant les interventions sur les unités techniques (stations d'épuration, postes de relevage, etc.).
** Un point noir est un point structurel du réseau nécessitant au moins deux interventions par an. Ces points correspondent chacun à une rue.

► En consacrant une partie du budget à l'amélioration des zones de points noirs (ex : remplacement des siphons par des boîtes à passage direct, réparations de canalisations, etc.), nous réduisons de manière drastique le nombre d'interventions des prochaines années.

L'année 2025 a vu une baisse des interventions de 40% et du nombre de points noirs de 50,81% par rapport à 2024.

Le système d'épuration des eaux

Sur le territoire de la Régie, la CC ACVI exploite 14 stations d'épuration, réparties selon le modèle suivant.

NB : « DBO_5 » désigne une demande biochimique en oxygène pendant 5 jours et les boues mentionnées sont évacuées et revalorisées en les mélangeant à des déchets végétaux pour la fabrication de compost.

STEP ARGELÈS-SUR-MER	
Territoire collecté	Commune d'Argelès-sur-Mer
Date de mise en service	Juillet 2002
Filière épuratoire	Biologique à boues activées
Capacité en volume journalier	20 000 m³/j
Capacité en équivalents habitants (EH)	126 000 EH
Capacité de traitement en DBO_5 [p9]	7 560 kg de DBO/j
Milieu récepteur	Mer Méditerranée (L : 1500m ; prof : 22m)
Volume traité en 2025	2 011 671 m³
Charge organique journalière moyenne en kg DBO_5/j - **VP 176**	1662 kg DBO_5
Quantité de boues produites 2025 (tonnes de matières sèches)	464,71 tonnes
Quantité de boues évacuées 2025[p9] (tonnes de matières sèches) – **VP 208**	399,98 tonnes
Rendement épuratoire moyen en DBO_5	98,1%

STEP BAGES	
Territoire collecté	Commune de Bages
Date de mise en service	2002
Filière épuratoire	Biologique à boues activées
Capacité en volume journalier	850 m³/j/1269,8m3/j
Capacité en équivalents habitants (EH)	5 000 EH/9812 EH
Capacité de traitement en DBO_5 [p9]	300 kg de DBO/j/588,7 kg de DBO/j
Milieu récepteur	Agouille de la Mar
Volume traité en 2025	226 688 m³
Charge organique journalière moyenne en kg DBO_5/j - **VP 176**	438 kg DBO_5
Quantité de boues produites 2025 (tonnes de matières sèches)	87,77 tonnes
Quantité de boues évacuées 2025[p9] (tonnes de matières sèches)- **VP208**	87,76 tonnes
Rendement épuratoire moyen en DBO_5	99,7%

STEP BANYULS-SUR-MER	
Territoire collecté	Commune de Banyuls-sur-Mer
Date de mise en service	2011
Filière épuratoire	Biologique à procédé membranaire
Capacité en volume journalier	2 741 m³/j
Capacité en équivalents habitants (EH)	15 000 EH
Capacité de traitement en DBO_5 [p9]	900 kg de DBO/j
Milieu récepteur	Mer Méditerranée (L : 400m ; prof : 22m)
Volume traité en 2025	365 789 m³
Charge organique journalière moyenne en kg DBO_5/j - **VP 176**	327 kg DBO_5
Quantité de boues produites 2025 (tonnes de matières sèches)	88,09 tonnes
Quantité de boues évacuées 2025[p9] (tonnes de matières sèches) - **VP208**	80,50 tonnes
Rendement épuratoire moyen en DBO_5	99,2 %

STEP CERBÈRE	
Territoire collecté	Commune de Cerbère
Date de mise en service	1992
Filière épuratoire	Physico-chimique associée à un traitement biologique de type biofiltre
Capacité en volume journalier	1 125 m³/j
Capacité en équivalents habitants (EH)	7 500 EH
Capacité de traitement en DBO_5 [p9]	450 kg de DBO/j
Milieu récepteur	Épandage sur bassin versant du ravin del Llaure et infiltration dans la zone alluvionnaire de l'aval du ravin de Peyrefitte
Volume traité en 2025	119 976 m³
Charge organique journalière moyenne en kg DBO_5/j - **VP 176**	82 kg DBO_5
Quantité de boues produites 2025 (tonnes de matières sèches)	25,44 tonnes
Quantité de boues évacuées 2025[p9] (tonnes de matières sèches)- **VP208**	21,10 tonnes
Rendement épuratoire moyen en DBO_5	92,4%

STEP DOMAINE DES ALBÈRES (LAROQUE-DES-ALBÈRES)	
Territoire collecté	Lotissement du Domaine des Albères
Date de mise en service	1970
Filière épuratoire	Biologique à boues activées
Capacité en volume journalier	225 m³/j
Capacité en équivalents habitants (EH)	1 500 EH
Capacité de traitement en DBO_5 [P9]	90 kg DBO/j
Milieu récepteur	Rivière de Laroque
Volume traité en 2025	Pas de comptage
Charge organique journalière moyenne en kg DBO_5/j- **VP 176**	3 kg DBO_5
Quantité de boues produites 2025 (tonnes de matières sèches)	1,75 tonnes
Quantité de boues évacuées 2025[P9] (tonnes de matières sèches)- **VP208**	1,45 tonnes
Rendement épuratoire moyen en DBO_5	96,8 %

STEP ELNE	
Territoire collecté	Commune d'Elne
Date de mise en service	2004
Filière épuratoire	Biologique à boues activées associée à un traitement du phosphore et biofiltration
Capacité en volume journalier	3 345 m³/j
Capacité en équivalents habitants (EH)	15 000 EH
Capacité de traitement en DBO_5 [P9]	900 kg DBO/j
Milieu récepteur	Agouille de la Mar
Volume traité en 2025	560 969 m³
Charge organique journalière moyenne en kg DBO_5/j- **VP 176**	621 kg DBO_5
Quantité de boues produites 2025 (tonnes de matières sèches)	209,94 tonnes
Quantité de boues évacuées 2025[P9] (tonnes de matières sèches)- **VP208**	211,66 tonnes
Rendement épuratoire moyen en DBO_5	98,8%

STEP ORTAFFA	
Territoire collecté	Commune d'Ortaffa
Date de mise en service	2013
Filière épuratoire	Biologique à boues activées
Capacité en volume journalier	462 m³/j
Capacité en équivalents habitants (EH)	3 000 EH
Capacité de traitement en DBO_5 [P9]	182 kg DBO/j
Milieu récepteur	Tech
Volume traité en 2024	84 542 m³
Charge organique journalière moyenne en kg DBO_5/j- **VP 176**	101 kg DBO_5
Quantité de boues produites 2025 (tonnes de matières sèches)	35,77 tonnes
Quantité de boues évacuées 2025[P9] (tonnes de matières sèches)- **VP208**	31,37 tonnes
Rendement épuratoire moyen en DBO_5	99,4 %

STEP PALAU-DEL-VIDRE	
Territoire collecté	Commune de Palau-del-Vidre
Date de mise en service	1984 et 2012 (réhabilitation)
Filière épuratoire	Biologique à boues activées associée à un traitement bactériologique
Capacité en volume journalier	700 m³/j
Capacité en équivalents habitants (EH)	4 700 EH
Capacité de traitement en DBO_5 [P9]	282 kg DBO/j
Milieu récepteur	Riberette
Volume traité en 2025	174 720 m³
Charge organique journalière moyenne en kg DBO_5/j- **VP 176**	186 kg DBO_5
Quantité de boues produites 2025 (tonnes de matières sèches)	57,40 tonnes
Quantité de boues évacuées 2025[P9] (tonnes de matières sèches)- **VP208**	50,23 tonnes
Rendement épuratoire moyen en DBO_5	99,3%

STEP PORT-VENDRES COLLIOURE	
Territoire collecté	Communes de Port-Vendres et Collioure
Date de mise en service	1994 (prétraitement) et 2009 (extension biologique)
Filière épuratoire	Biologique de type SBR (Sequencing Batch reactor)
Capacité en volume journalier	5 400 m³/j
Capacité en équivalents habitants (EH)	32 000 EH
Capacité de traitement en DBO_5 [p9]	1 920 kg de DBO/j
Milieu récepteur	Mer Méditerranée (L : 260m; prof : 20m)
Volume traité en 2025	558 442 m³
Charge organique journalière moyenne en kg DBO_5/j – **VP 176**	653 kg DBO_5
Quantité de boues produites 2025 (tonnes de matières sèches)	158,25 tonnes
Quantité de boues évacuées 2025[p9] (tonnes de matières sèches)- **VP208**	146,23 tonnes
Rendement épuratoire moyen en DBO_5	96,8 %

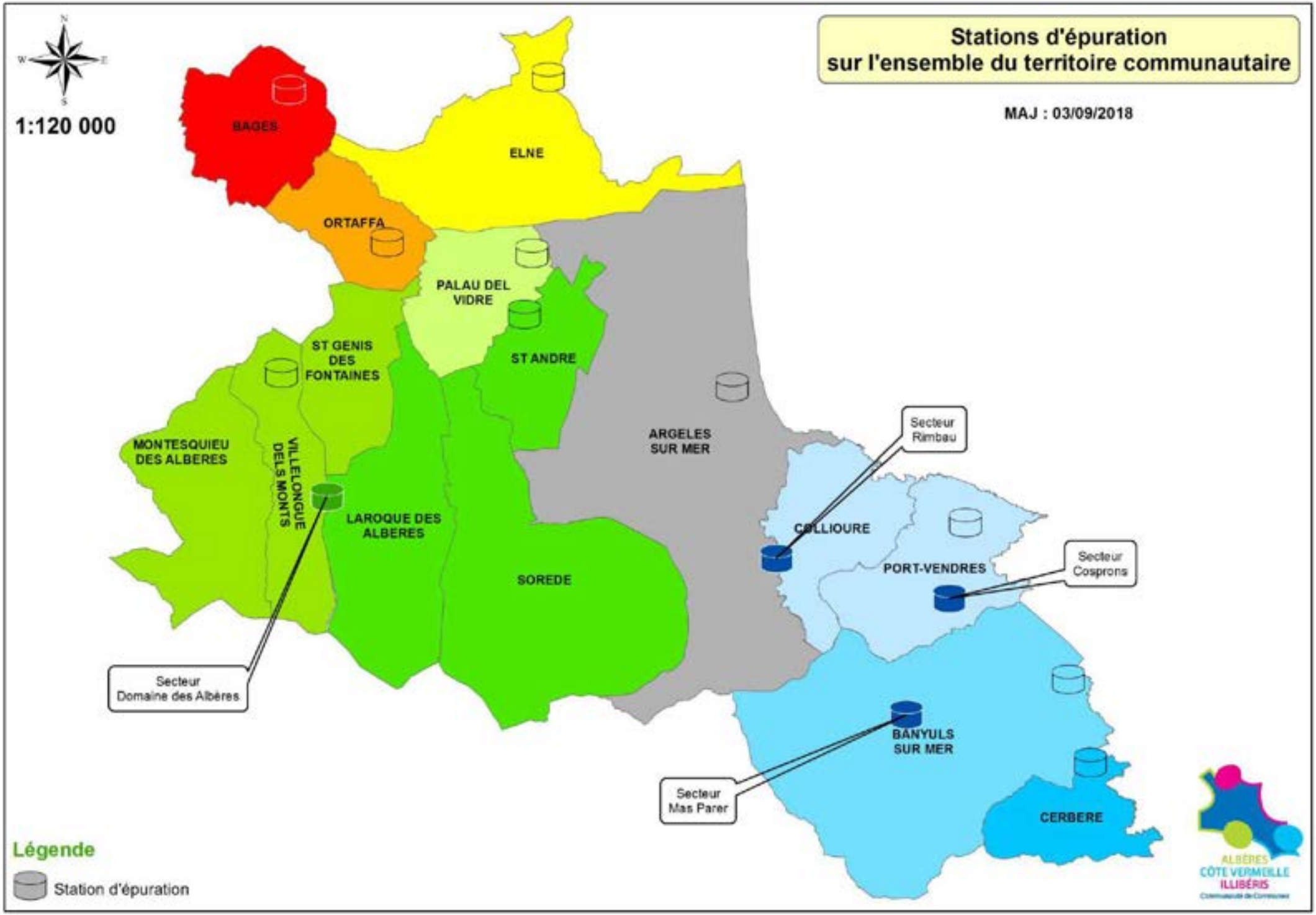
STEP INTERCOMMUNALE 1 (SAINT-ANDRÉ)	
Territoire collecté	Communes de Laroque-des-Albères, Saint-André, Sorède
Date de mise en service	2002
Filière épuratoire	Biologique à boues actives associée à un traitement bactériologique
Capacité en volume journalier	2 550 m³/j
Capacité en équivalents habitants (EH)	17 000 EH
Capacité de traitement en DBO_5 [p9]	1 020 kg de DBO/j
Milieu récepteur	Rivière de Saint-André
Volume traité en 2025	539 939 m³
Charge organique journalière moyenne en kg DBO_5/j- **VP 176**	569 kg DBO_5
Quantité de boues produites 2025 (tonnes de matières sèches)	149,52 tonnes
Quantité de boues évacuées 2025[p9] (tonnes de matières sèches)- **VP208**	146,46 tonnes
Rendement épuratoire moyen en DBO_5	99,3 %

STEP INTERCOMMUNALE 2 (VILLELONGUE-DELS-MONTS)	
Territoire collecté	Communes de Montesquieu-des-Albères, Saint-Génis-des-Fontaines, Villelongue-dels-Monts
Date de mise en service	2016
Filière épuratoire	Biologique à boues actives associée à un traitement du phosphore et à un traitement bactériologique.
Capacité en volume journalier	2 160 m³/j
Capacité en équivalents habitants (EH)	14 400 EH
Capacité de traitement en DBO_5 [p9]	864 kg de DBO/j
Milieu récepteur	Tech
Volume traité en 2025	347 525 m³
Charge organique journalière moyenne en kg DBO_5/j- **VP 176**	261 kg DBO_5
Quantité de boues produites 2025 (tonnes de matières sèches)	115,74 tonnes
Quantité de boues évacuées 2025[p9] (tonnes de matières sèches) - **VP208**	115,16 tonnes
Rendement épuratoire moyen en DBO_5	99,4 %

STEP DE COSPRONS (PORT-VENDRES)	
Territoire collecté	Hameau de Cosprons
Date de mise en service	1982
Filière épuratoire	Décanteurs digesteurs et filtration sur un lit de sable.
Capacité en volume journalier	30 m³/j
Capacité en équivalents habitants (EH)	150 EH
Capacité de traitement en DBO_5 [p9]	9 kg de DBO/j
Milieu récepteur	La Baillaury
Volume traité en 2025	Pas de comptage
Charge organique journalière moyenne en kg DBO_5/j- **VP 176**	10 kg DBO_5
Quantité de boues évacuées 2025[p9] (tonnes de matières sèches) – **VP208**	0,32 tonnes
Rendement épuratoire moyen en DBO_5	Pas de donnée

STEP DU MAS PARER (BANYULS-SUR-MER)	
Territoire collecté	Mas Parer
Date de mise en service	1982
Filière épuratoire	Décanteurs-digesteurs et filtration sur lit de sable
Capacité en volume journalier	30 m³/j
Capacité en équivalents habitants (EH)	150 EH
Capacité de traitement en DBO_5 [p9]	9 kg DBO/j
Milieu récepteur	La Baillaury
Volume traité en 2025	Pas de comptage
Quantité de boues évacuées 2025*[p9] (tonnes de matières sèches) - **VP208**	0,14 tonnes
Rendement épuratoire moyen en DBO_5	Pas de donnée

STEP DU RIMBAU (COLLIOURE)	
Territoire collecté	Hameau du Rimbau
Date de mise en service	1982
Filière épuratoire	Décanteurs-digesteurs et infiltration
Capacité en volume journalier	18 m³/j
Capacité en équivalents habitants (EH)	100 EH
Capacité de traitement en DBO_5 [p9]	6 kg DBO/j
Milieu récepteur	Infiltration
Volume traité en 2025	Pas de comptage
Quantité de boues évacuées 2025[p9] (tonnes de matières sèches) - **VP208**	0,55 tonnes
Rendement épuratoire moyen en DBO_5	Pas de donnée


Stations d'épuration
sur l'ensemble du territoire communautaire
MAJ : 03/09/2018
1:120 000
BAGES
ELNE
ORTAFFA
PALAU DEL VIDRE
ST GENIS DES FONTAINES
ST ANDRE
MONTESQUIEU DES ALBERES
VILLELONGUE DELS MONTS
LAROQUE DES ALBERES
SOREDE
ARGELES SUR MER
COLLIOURE
PORT-VENDRES
BANYULS SUR MER
CERBERE
Secteur Rimbau
Secteur Cosprons
Secteur Domaine des Albères
Secteur Mas Parer
Légende
Station d'épuration
ALBÈRES CÔTE VERMEILLE ILLIBÉRIS

Les normes de rejet des stations d'épuration

Stations d'épuration	Arrêtés	Normes de rejet												
		Concentrations (mg/l)						u/100ml		Rendements (%)				
		DBO_5	DCO	MES	NTK	NGL	PT	E-Coli	Entérocoques	DBO_5	DCO	MES	NTK	PT
ARGELÈS-SUR-MER	663/1998 du 04/03/98	25	125	35	/	/	/	/	/	80	75	90	/	/
BAGES	3277/2002	19	70	35	6	/	/	/	/	/	/	/	/	/
BANYULS-SUR-MER	688/89	25	125	35	/	/	/	100	/	80	75	90	/	/
CERBÈRE	DREAL/DE/2017184-0002	25	125	35	/	/	/	/	/	80	75	90	/	/
DOMAINE DES ALBÈRES	du 18/06/1972	25	125	35	/	/	/	/	/	80	75	90	/	/
ELNE	804/2002	15	50	35	5	15	1	/	/	/	/	/	/	90
ORTAFFA	2013220/0008	25	125	35	/	/	/	/	/	70	75	90	/	/
PALAU-DEL-VIDRE	294//2007 du 29/01/2007	15	90	25	15	/	/	1000 (saison))	1000 (saison)	96	88	95	85	/
PORT-VENDRES - COLLIOURE	4102 du 19/11/2007	25	125	35	/	/	/	/	/	80	75	90	/	/
INTERCOMMUNALE 1 SAINT- ANDRÉ	2479/2000 du 13/7/00	25	125	35	15	/	/	1000 (saison)	1000 (saison)	/	/	/	/	/
INTERCOMMUNALE 2 VILLELONGUE-DELS-MONTS	2013150-0004 du 30/05/2013	25	125	35	15	/	2	2000 (saison)	1000 (saison)	/	/	/	/	/
RIMBAU	Du 21/07/2015	35	200	50	/	/	/	/	/	60	60	50	/	/
COSPRONS	Du 21/07/2015	35	200	50	/	/	/	/	/	60	60	50	/	/
MAS PARER	Du 21/07/2015	35	200	50	/	/	/	/	/	60	60	50	/	/

*Légende : **DBO5** : demande biochimique en oxygène pendant 5 jours – **DCO** : demande chimique en oxygène – **MES** : matières en suspension – **NTK** : azote total – **NGL** : azote global – **PT** : phosphore total*

Tarification et recettes du service

Modalités de tarification

✓ *Abonnement et consommation*

Les tarifs de l'eau potable au 1er janvier 2025 et 1er janvier 2026 ont été fixés par les délibérations :

- n° DL2043-0290 lors de la séance du Conseil Communautaire du 16 décembre 2024.
- n°DL2025-0284 lors de la séance du Conseil Communautaire du 15 décembre2025.

✓ *Autres prestations*

Les bordereaux de prix de l'ensemble des tarifs aux usagers sont disponibles sur le site internet de la CC ACVI (https://www.cc-acvi.com/vivre-et-habiter/eau-assainissement/services-aux-clients/facturation-tarification/).

Les tarifs de l'exercice concerné ont été fixés par la délibération n° DL2025-0284 lors de la séance du Conseil Communautaire du 15 décembre2025.

Prix du service

✓ *Facture type et variations*

Les factures suivantes précisent les variations entre le 01/01/2025 et le 01/01/2026 et sont données pour une consommation annuelle d'un ménage de référence (deux adultes et deux enfants, soit 120m³).

Les redevances à verser obligatoirement par la collectivité à l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ont subi une réforme entrée en vigueur le 1er janvier 2025. En ce qui concerne l'assainissement collectif, cette réforme supprime la redevance sur la modernisation des réseaux mais elle maintient la redevance sur la performance des réseaux assainissement.

ARGELÈS-SUR-MER			
Détail de facturation	**Prix au 01/01/2025**	**Prix au 01/01/2026**	**Évolution**
ASSAINISSEMENT COLLECTE ET TRAITEMENT			
ABONNEMENT ASSAINISSEMENT (HT)	52,01€	57,25€	+10,07%
CONSOMMATION ASSAINISSEMENT (HT/m³)	1,01€	1,46€	+44,55%
TAXES REVERSÉES À DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS			
PERFORMANCE DES RÉSEAUX ASSAINISSEMENT (HT/m³)	0,01€	0,02772€	+177,20%
Montant total part ASSAINISSEMENT pour 120 m³ (HT)	174,41€	235,78€	+35,19%
TVA (10%)	17,44€	23,58€	
MONTANT TOTAL PART ASSAINISSEMENT TTC pour 120 m³	**191,85€**	**259,35€**	
Prix total TTC au m³	**1,60€**	**2,16€**	

BAGES			
Détail de facturation	Prix au 01/01/2025	Prix au 01/01/2026	Évolution
ASSAINISSEMENT COLLECTE ET TRAITEMENT			
ABONNEMENT ASSAINISSEMENT (HT)	45,31€	53,91€	+18,98%
CONSOMMATION ASSAINISSEMENT (HT/m³)	1,36€	1,63€	+19,85%
TAXES REVERSÉES À DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS			
PERFORMANCE DES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT (HT/m3)	0,01€	0,02772€	+177,20%
Montant total part ASSAINISSEMENT pour 120 m³ (HT)	209,71€	252,84€	+20,56%
TVA (10%)	20,97€	25,28€	
MONTANT TOTAL PART ASSAINISSEMENT TTC pour 120 m³	**230,68€**	**278,12€**	
Prix total TTC au m³	**1,92€**	**2,32€**	

BANYULS-SUR-MER			
Détail de facturation	Prix au 01/01/2025	Prix au 01/01/2026	Évolution
ASSAINISSEMENT COLLECTE ET TRAITEMENT			
ABONNEMENT ASSAINISSEMENT (HT)	31,37€	46,93€	+49,60%
CONSOMMATION ASSAINISSEMENT (HT/m³)	1,89€	1,77€	-6,35
TAXES REVERSÉES À DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS			
PERFORMANCE DES RÉSEAUX ASSAINISSEMENT (HT/m³)	0,01€	0,02772€	+177,20%
Montant total part ASSAINISSEMENT pour 120 m³ (HT)	259,37€	262,66€	+1,27%
TVA (10%)	25,94€	26,27€	
MONTANT TOTAL PART ASSAINISSEMENT TTC pour 120 m³	**285,31€**	**288,92€**	
Prix total TTC au m³	**2,38€**	**2,41€**	

CERBÈRE			
Détail de facturation	Prix au 01/01/2025	Prix au 01/01/2026	Évolution
ASSAINISSEMENT COLLECTE ET TRAITEMENT			
ABONNEMENT ASSAINISSEMENT (HT)	39,73€	51,12€	+28,67%
CONSOMMATION ASSAINISSEMENT (HT/m³)	1,49€	1,70€	+14,09%
TAXES REVERSÉES À DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS			
PERFORMANCE DES RÉSEAUX ASSAINISSEMENT (HT/m³)	0,01€	0,02772€	+177,20%
Montant total part ASSAINISSEMENT pour 120 m³ (HT)	219,73€	258,45€	+17,62%
TVA (10%)	21,97€	25,84€	
MONTANT TOTAL PART ASSAINISSEMENT TTC pour 120 m³	**241,70€**	**284,29€**	
Prix total TTC au m³	**2,01€**	**2,37€**	

COLLIOURE / PORT-VENDRES			
Détail de facturation	**Prix au 01/01/2025**	**Prix au 01/01/2026**	**Évolution**
ASSAINISSEMENT COLLECTE ET TRAITEMENT			
ABONNEMENT ASSAINISSEMENT (HT)	31,37€	46,93€	+49,60%
CONSOMMATION ASSAINISSEMENT (HT/m³)	1,90€	1,77€	-6,84%
TAXES REVERSÉES À DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS			
PERFORMANCE DES RÉSEAUX ASSAINISSEMENT (HT/m³)	0,01€	0,02772€	+177,20%
Montant total part ASSAINISSEMENT pour 120 m³ (HT)	260,57€	262,66€	+0,80%
TVA (10%)	26,06€	26,27€	
MONTANT TOTAL PART ASSAINISSEMENT TTC pour 120 m³	**286,63€**	**288,92€**	
Prix total TTC au m³	**2,39€**	**2,41%**	

ELNE			
Détail de facturation	**Prix au 01/01/2025**	**Prix au 01/01/2026**	**Évolution**
ASSAINISSEMENT COLLECTE ET TRAITEMENT			
ABONNEMENT ASSAINISSEMENT (HT)	49,83€	56,17€	+12,72%
CONSOMMATION ASSAINISSEMENT (HT/m³)	1,30€	1,60€	+23,08%
TAXES REVERSÉES À DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS			
PERFORMANCE DES RESEAUX ASSAINISSEMENT (HT/m³)	0,01€	0,02772€	+177,20%
Montant total part ASSAINISSEMENT pour 120 m³ (HT)	207,03€	251,50€	+21,48%
TVA (10%)	20,70€	25,15€	
MONTANT TOTAL PART ASSAINISSEMENT TTC pour 120 m³	**227,73€**	**276,65€**	
Prix total TTC au m³	**1,90€**	**2,31€**	

LAROQUE-DES-ALBÈRES / MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES SAINT-GÉNIS-DES-FONTAINES / VILLELONGUE-DELS-MONTS			
Détail de facturation	**Prix au 01/01/2025**	**Prix au 01/01/2026**	**Évolution**
ASSAINISSEMENT COLLECTE ET TRAITEMENT			
ABONNEMENT ASSAINISSEMENT (HT)	41,33€	51,92€	+25,62%
CONSOMMATION ASSAINISSEMENT (HT/m³)	1,32€	1,61€	+21,97%
TAXES REVERSÉES À DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS			
PERFORMANCE DES RESEAUX ASSAINISSEMENT (HT/m³)	0,01€	0,02772	+177,20%
Montant total part ASSAINISSEMENT pour 120 m³ (HT)	200,93€	248,45€	+23,65%
TVA (10%)	20,09€	24,84€	
MONTANT TOTAL PART ASSAINISSEMENT TTC pour 120 m³	**221,02€**	**273,29€**	
Prix total TTC au m³	**1,84€**	**2,28€**	

ORTAFFA			
Détail de facturation	Prix au 01/01/2025	Prix au 01/01/2026	Évolution
ASSAINISSEMENT COLLECTE ET TRAITEMENT			
ABONNEMENT ASSAINISSEMENT (HT)	51,33€	56,91€	+10,87€
CONSOMMATION ASSAINISSEMENT (HT/m³)	1,81€	1,76€	-2,76%
TAXES REVERSÉES À DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS			
PERFORMANCE DES RESEAUX ASSAINISSEMENT (HT/m³)	0,01€	0,02772€	+177,20%
Montant total part ASSAINISSEMENT pour 120 m³ (HT)	269,73€	271,44€	+0,63%
TVA (10%)	26,97€	27,14€	
MONTANT TOTAL PART ASSAINISSEMENT TTC pour 120 m³	**296,70€**	**298,58€**	
Prix total TTC au m³	**2,47€**	**2,49€**	

PALAU-DEL-VIDRE / SAINT-ANDRÉ / SORÈDE			
Détail de facturation	Prix au 01/01/2025	Prix au 01/01/2026	Évolution
ASSAINISSEMENT COLLECTE ET TRAITEMENT			
ABONNEMENT ASSAINISSEMENT (HT)	38,33€	50,42€	+31,54%
CONSOMMATION ASSAINISSEMENT (HT/m³)	1,32€	1,61€	+21,97%
TAXES REVERSÉES À DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS			
PERFORMANCE DES RESEAUX ASSAINISSEMENT (HT/m³)	0,01€	0,02772€	+177,20%
Montant total part ASSAINISSEMENT pour 120 m³ (HT)	197,93€	246,95€	+24,76%
TVA (10%)	19,79€	24,69€	
MONTANT TOTAL PART ASSAINISSEMENT TTC pour 120 m³	**217,72€**	**271,64€**	
Prix total TTC au m³	**1,81€**	**2,26€**	

► En 2022, une étude de lissage du prix de l'assainissement a été engagée puis mise en œuvre au 1er janvier 2023, l'objectif étant une tarification unique à l'échéance 2030.

Recettes d'exploitation du service

Recettes d'exploitation (€HT)					
	Redevances d'assainissement	Redevances modernisation des réseaux	Prestations travaux	Participation financière à l'assainissement collectif (PFAC)	Autres produits annexes
ARGELÈS-SUR-MER	2 425 596,92€	15 823,49€	26 341,27	83 331,71€	1 729,32€
BAGES	359 337,61€	1 979,97€	-€	20 577,50€	300,00€
CÔTE VERMEILLE	2 144 185,58€	9 083,04€	36 047,01€	133 652,86€	26 313,38€
ALBÈRES	1 478 756,11€	9 455,39€	36 289,59€	105 994,01€	2 540,00€
ELNE	936 514,18€	5 344,32€	10 934,60€	16 251,07€	585,00€
ORTAFFA	195 404,26€	789,09€	-€	10 178,96€	370,00€
TOTAL	**7 539 821,66€**	**42 475,30€**	**109 612,47€**	**369 986,11€**	**31 837,70**

Volumes facturés		
	Volume facturés (m³)	Montant des recettes liées à la facturation pour l'année 2024 (€HT)
	VP 068	DC184
ARGELÈS-SUR-MER	1 581 007	2 441 420,41€
BAGES	197 311	361 317,58€
CÔTE VERMEILLE	906 722	2 153 268,62€
ALBÈRES	942 639	1 488 211,50€
ELNE	533 420	941 885,50
ORTAFFA	78 766	196 193,35
TOTAL	**4 239 865**	**7 582 297**

Impayés			
	Montant des impayés sur factures 2024 au 31/12/2025 (€HT)	Montant TTC des factures émises en 2024	Taux d'impayés
	VP268	VP185	P257.0
ARGELÈS-SUR-MER	52 318,17€	2 671 206,58€	1,96
BAGES	24 642,06€	363 565,88€	6,73
CÔTE VERMEILLE	68 988,54€	2 331 823,14€	2,96
ALBÈRES	29 470,07€	1 762 222,04€	1,67
ELNE	44 412,33€	924 213,26€	4,81
ORTAFFA	7 795,44€	246 975,36€	3,16
TOTAL	**227 447,15**	**8 300 006,26€**	**2,74**

Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (P257.0)		
2024 2,52%	**2025** **2,74%**	

Indicateurs de performance

La population et son raccordement

Communes	Taux de desserte
	P201.1
ARGELÈS-SUR-MER	96,49%
BAGES	98,38%
BANYULS-SUR-MER	97,87%
CERBÈRE	98,72%
COLLIOURE	98,89%
ELNE	94,70%
LAROQUE-DES-ALBÈRES	92,63%
MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES	76,60%
ORTAFFA	96,27%
PALAU-DEL-VIDRE	95,03%
PORT-VENDRES	97,36%
SAINT-ANDRÉ	93,25%
SAINT-GÉNIS-DES-FONTAINES	93,97%
SORÈDE	97,15%
VILLELONGUE-DELS-MONTS	94,22%
TOTAL	**95,88%**

Taux de desserte (P201.1)

2024	2025	
93,3%	**95,88%**	↗

Le réseau de collecte des eaux usées

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale de collecte des eaux usées (P202.2B)

2024	2025	
91	**91**	→

Stations d'épuration	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (Eaux Résiduaires Urbaines)
	P203.3
ARGELÈS-SUR-MER	Conforme
BAGES	Conforme
BANYULS-SUR-MER	Conforme
CERBÈRE	Conforme
ELNE	Conforme
DOMAINE DES ALBÈRES	Conforme
ORTAFFA	Conforme
PALAU DEL VIDRE	Conforme
PORT-VENDRES-COLLIOURE	Conforme
INTERCOMMUNALE N°1 - SAINT ANDRÉ	Conforme
INTERCOMMUNALE N°2 VILLELONGUE-DELS-MONTS	Conforme

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la directive ERU* (P203.3)

2024	2025	
100%	100%	→

** L'indicateur est calculé seulement pour les stations de capacité de plus de 2000 EH (équivalents habitants).*

Système d'assainissement	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées
	P253.2
ARGELÈS-SUR-MER	0,33%
BAGES	0,84%
BANYULS-SUR-MER	0,53%
CERBÉRE	0,26%
ELNE	0,24%
DOMAINE DES ALBÈRES	0,00%
ORTAFFA	0,78%
PALAU DEL VIDRE	0,04%
PORT-VENDRES-COLLIOURE	0,24%
INTERCOMMUNALE N°1 - SAINT ANDRÉ	0,16%
INTERCOMMUNALE N°2 VILLELONGUE-DELS-MONTS	0,19%
TOTAL	**0,30%**

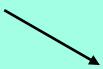
Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées (P253.2)

2024	2025	
0,28%	**0,30%**	

** L'indicateur est calculé sur la base des travaux réceptionnés en 2024.*

Système d'assainissement	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau
	P252.2
ARGELÈS-SUR-MER	47
BAGES	108
BANYULS-SUR-MER	52
CERBÈRE	0
ELNE	124
DOMAINE DES ALBÈRES	Inclus dans STEP intercommunale n°2
ORTAFFA	83
PALAU DEL VIDRE	44
PORT-VENDRES-COLLIOURE	56
INTERCOMMUNALE N°1 - SAINT ANDRÉ	37
INTERCOMMUNALE N°2 VILLELONGUE-DELS-MONTS	34
TOTAL	**55**

Nb de points du réseau de collecte par 100 km de réseau nécessitant des interventions de curage fréquentes. (P252.2)

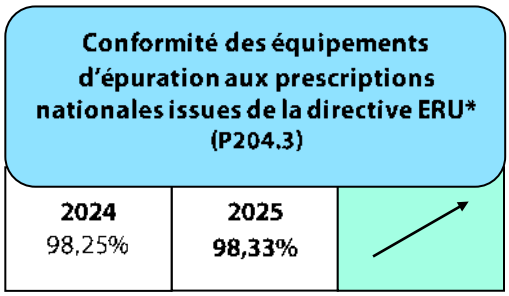
2024	2025	
111	**55**	

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (P255.3)

2024	2025	
100	**100**	

Stations d'épuration	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU
	P204.3
ARGELÈS-SUR-MER	Conforme
BAGES	Conforme
BANYULS-SUR-MER	Conforme
CERBÈRE	Non conforme*
ELNE	Conforme
DOMAINE DES ALBÈRES	Conforme
ORTAFFA	Conforme
PALAU-DEL-VIDRE	Conforme
PORT-VENDRES - COLLIOURE	Conforme
INTERCOMMUNALE N°1 SAINT ANDRÉ	Conforme
INTERCOMMUNALE N°2 VILLELONGUE-DELS-MONTS	Conforme

* Le projet de réhabilitation de la STEP de Cerbère est en cours.



** L'indicateur est calculé seulement pour les stations de capacité de plus de 2000 EH (équivalents habitants).*

Les rejets des stations d'épuration

Stations d'épuration	Conformité des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau			Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du Service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU
	P254.3			P205.3
ARGELÈS-SUR-MER	2024 100%	2025 **100%**	→	Conforme
BAGES	2024 100%	2025 **100%**	→	Non-conforme
BANYULS-SUR-MER	2024 100%	2025 **100%**	→	Conforme
CERBÈRE	2024 100%	2025 **100%**	→	Non conforme
DOMAINE DES ALBÈRES	Station non concernée			Conforme
ELNE	2024 100%	2025 **100%**	→	Conforme
ORTAFFA	2024 100%	2025 **100%**	→	Conforme
PALAU-DEL-VIDRE	2024 100%	2025 **100%**	→	Conforme
PORT-VENDRES-COLLIOURE	2024 96,2%	2025 **96,2%**	→	Conforme
INTERCOMUNALE N°1 SAINT ANDRE	2024 100%	2025 **100%**	→	Conforme
INTERCOMMUNALE N°2 VILLELONGUE-DELS-MONTS	2024 100%	2025 **100%**	→	Conforme

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU* (P205.3)

2024	2025	
100%	**98,33%**	↘

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la règlementation (P206.3)

2024	2025	
100%	**89,40%**	→

** L'indicateur est calculé seulement pour les stations de capacité de plus de 2000 EH.*

Les usagers et le service

Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers (P251.1)

2024	2025	
0,075	**0,037**	↘

Taux de réclamations (P258.1)

2024	2025	
0,17	**0,31**	↗

Financement des investissements

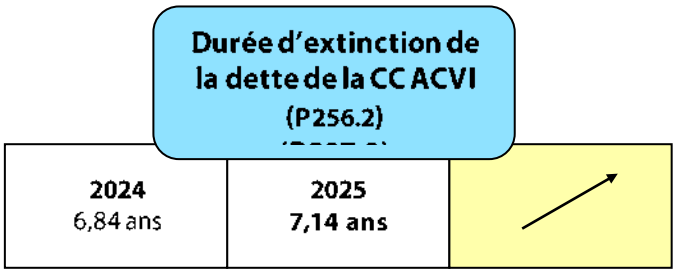
Montants financiers des travaux engagés

	En-cours de la dette au 31 décembre (€HT)	Annuité de l'emprunt (€HT)	Épargne brute (CAF Brute) (€HT)	Durée d'extinction de la dette de la CC ACVI (années)
	VP182		VP183	P256.2
TOTAL	**15 376 239,89€**	**1 774 304,95€**	**2 154 826,65€**	**7,14 ans**

	Montant des travaux réalisés (€HT)	Subventions d'investissement (€HT)
	DC 195	
ARGELÈS-SUR-MER	610 772€	-€
BAGES	228 218€	299 894€
CÔTE VERMEILLE*	539 890€	69 811,96€
ALBÈRES**	314,604€	-€
ELNE	41 304€	-€
ORTAFFA	-€	-€
TOTAL	**1 734 787,59€**	**369 705,96€**

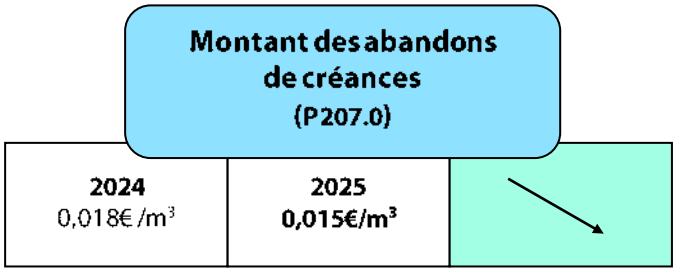
* Côte Vermeille : Banyuls-sur-Mer, Cerbère, Collioure, Port-Vendres.
** Albères : Laroque-des-Albères, Montesquieu-des-Albères, Palau-del-Vidre, Saint-Génis-des-Fontaines.

En-cours de la dette et montant des amortissements



Abandons de créances

	Abandons de créances (€HT)	Volumes facturés (m^3)	Abandons de créances (€/m^3)
	VP119	VP068	P207.0
TOTAL	63 099,89€	4 239 865 m^3	0,015€/m^3



Annexe : Note d'information de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

agence de l'eau RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

ÉDITION 2025

L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE VOUS INFORME

La fiscalité sur l'eau a permis une nette amélioration de la qualité de nos rivières

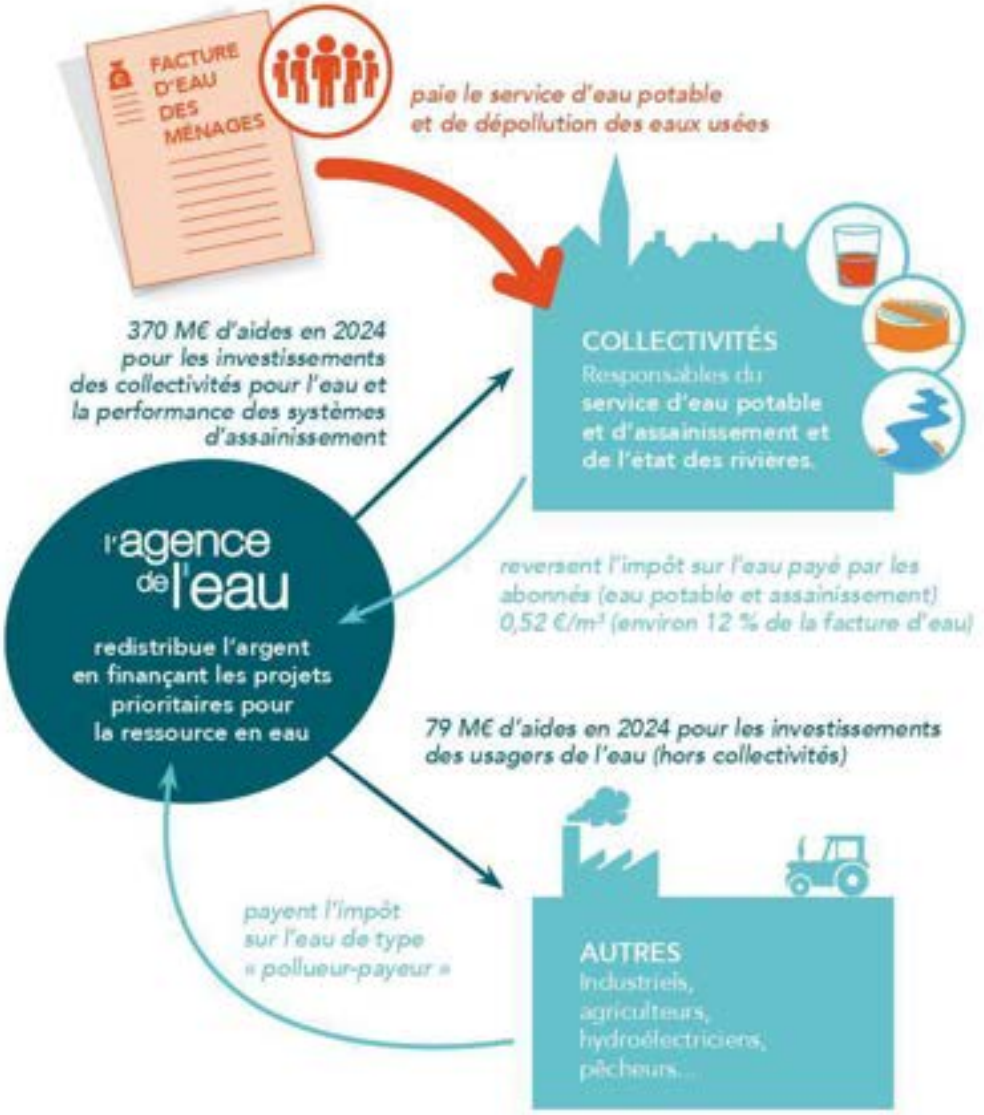
Grâce à cette fiscalité sur l'eau la pollution organique dans les rivières a été divisée par 10 en 20 ans.

Le **prix moyen de l'eau dans les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse** est de **4,34 € TTC/m³** et de **4,52 € TTC/m³** en France*. Environ **12 %** de la facture d'eau sont constitués de redevances fiscales payées à l'agence de l'eau.

Cet impôt est réinvesti par l'agence pour moderniser et améliorer les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement, s'adapter au changement climatique, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions par les pesticides et les nitrates, restaurer le fonctionnement naturel des rivières, des zones humides et des milieux marins.

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse est un établissement public de l'État sous tutelle du Ministère de la transition écologique, **spécialisé dans la protection de l'eau.**

*Source : estimation de l'agence de l'eau à partir des données Sispea 2023



SAUVONS L'EAU !

ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU
DANS LES BASSINS RHÔNE-MÉDITERRANÉE ET DE CORSE EN 2024

52 % des aides* attribuées en 2024 contribuent à l'adaptation des territoires au changement climatique.

▶ Pour économiser l'eau (tous usages) et sécuriser l'alimentation en eau potable
159 millions € dont 50,4 millions € pour les territoires ruraux en vue de rattraper leur retard structurel en matière d'eau potable

414 opérations ont permis d'économiser 21,2 millions m³, soit la consommation annuelle d'une ville de 387 000 habitants.

▶ Pour favoriser la gestion durable des services publics d'eau potable
15 millions €

▶ Pour gérer les eaux usées et les eaux pluviales
161 millions € pour la gestion des eaux usées (stations d'épuration et réseaux d'assainissement) et des eaux pluviales. Dont 29,2 millions € pour les territoires ruraux en vue de rattraper leur retard structurel

32 stations d'épuration parmi les plus impactantes pour le milieu. La lutte contre les pollutions par temps de pluie a représenté 75,7 millions € d'aides.

▶ Pour réduire les pollutions industrielles
19 millions €

370 kg de micropolluants supprimés dans les émissions industrielles.

▶ Pour lutter contre les pollutions par les pesticides et les nitrates et protéger les ressources destinées à l'alimentation en eau potable
7,7 millions € pour les captages prioritaires et ressources stratégiques pour le futur et 36,2 millions € pour l'agriculture

9 nouveaux captages prioritaires du SDAGE Rhône-Méditerranée ont engagé un plan d'action qui prévoit des changements de pratiques agricoles pour réduire l'utilisation des pesticides et des fertilisants. Éviter la pollution des captages par les pesticides permet d'économiser les surcoûts pour rendre potable une eau polluée. **36,2 millions € consacrés à la profession agricole** pour supprimer ou réduire les pesticides (matériel, paiements pour services environnementaux, expérimentations et animation agricole) : 4,6 millions € au titre de la réduction des pollutions et 31,6 millions € au titre des paiements pour services environnementaux (PSE).

▶ Pour redonner aux rivières un fonctionnement naturel, restaurer les zones humides et milieux marins, et préserver la biodiversité
87,3 millions €

63 km de rivières restaurés et 87 seuils et barrages rendus franchissables par les poissons. Les aménagements artificiels des rivières (rectification des cours d'eau, bétonnage des berges, ouvrages en rivière...) empêchent les cours d'eau de bien fonctionner, et les poissons et sédiments de circuler. L'objectif est de redonner aux rivières un fonctionnement plus naturel.
Les aides ont également permis de préserver et restaurer 1030 ha de zones humides.
L'agence intervient également au profit de la mer Méditerranée. Elle a notamment financé des opérations permettant la réduction des pressions dues aux mouillages des bateaux de plaisance sur 86 ha d'herbiers.

▶ Pour la solidarité internationale
5 millions €

58 opérations engagées dans le cadre de coopérations décentralisées permettant de développer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans 23 pays en développement.

---

* *incluant des crédits versés par l'État (Fonds vert et rénovation des canalisations d'eau potable).*

L'AGENCE DE L'EAU VOUS INFORME SUR LA FISCALITÉ DE L'EAU

2025

Pour les ménages, les redevances (sur l'eau potable et l'assainissement collectif) représentent environ 12 % de la facture d'eau. Un ménage de 3-4 personnes, consommant 120 m³/an, dépense en moyenne 43,4 € par mois pour son alimentation en eau potable, dont 5,1 € par mois pour les redevances.



12,7 % (72,6 M€) payés par les collectivités **via la redevance de prélèvement sur la ressource en eau**

70,8 % (403 M€) payés par les ménages et assimilés (administrations, entreprises de service, artisans et petites industries) **via la redevance de pollution domestique et la redevance sur la consommation d'eau potable (acomptes).**

9,2 % (52,6 M€) payés par les industriels et les activités économiques **via la redevance de pollution et de prélèvement sur la ressource en eau**

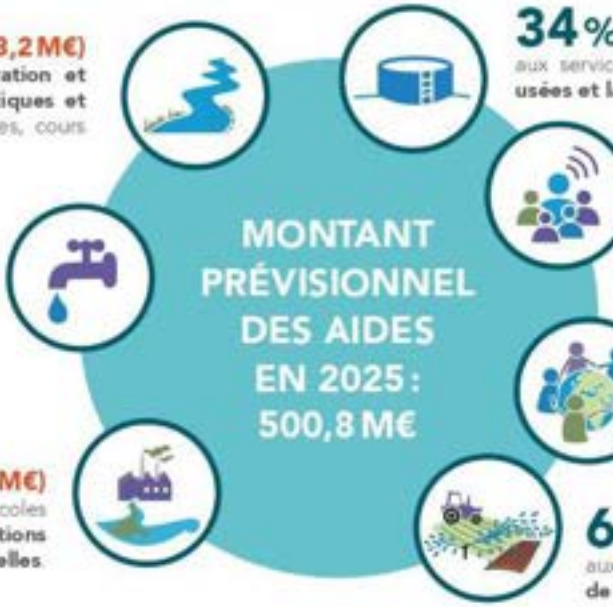
2,5 % (14,1 M€) payés par les pêcheurs, chasseurs, propriétaires de canaux ou d'ouvrages de stockage.

0,9 % (5,3 M€) payés par les irrigants et les éleveurs **via les redevances de pollution et de prélèvement sur la ressource en eau**

3,9 % (22 M€) payés par les distributeurs de produits phytosanitaires (essentiellement vendus aux agriculteurs) et répercutés sur le prix des produits **via la redevance de pollution diffuse**

Pour toutes les redevances, les taux sont fixés par le conseil d'administration de l'agence de l'eau où sont représentées toutes les catégories d'usagers de l'eau, y compris les consommateurs.

UNE REDISTRIBUTION SOUS FORME D'AIDES



18,6 % (93,2 M€) aux collectivités **pour la restauration et la protection des milieux aquatiques et de la biodiversité :** zones humides, cours d'eau, trames écologiques.

34 % (170,5 M€) aux services publics **pour l'épuration des eaux usées et la gestion des eaux pluviales**

4 % (19,8 M€) aux collectivités, aux associations, aux organismes consulaires..., **pour l'animation des politiques de l'eau :** études, connaissances, réseaux de surveillance des eaux, éducation, information.

32 % (160,3 M€) **pour la gestion et la protection de la ressource en eau :** économies d'eau de tous les usages, partage de l'eau, protection des captages.

1,2 % (6 M€) **à la solidarité internationale :** accès à l'eau ou à l'assainissement pour les populations démunies.

3,5 % (17,5 M€) aux acteurs économiques non agricoles **pour la réduction des pollutions industrielles**

6,7 % (33,5 M€) aux exploitants agricoles **pour des actions de réduction des pollutions dans l'agriculture**

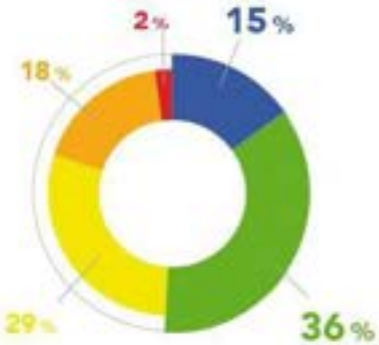
- **Ces montants n'intègrent pas les crédits Fonds vert versés par l'État** pour accompagner la stratégie nationale biodiversité (SNB 2030) et la renaturation des villes et des villages.
- **Solidarité envers les communes rurales :** l'agence de l'eau soutient, à des taux préférentiels, les actions des communes rurales situées dans le zonage de solidarité du 12e programme pour rénover leurs infrastructures d'eau et d'assainissement.
- **L'agence de l'eau contribue également au financement** de l'Office français de la biodiversité (OFB) et des parcs nationaux. Le montant de cette contribution pour 2025 s'élève à 108,3 M€.

QUALITÉ DES EAUX

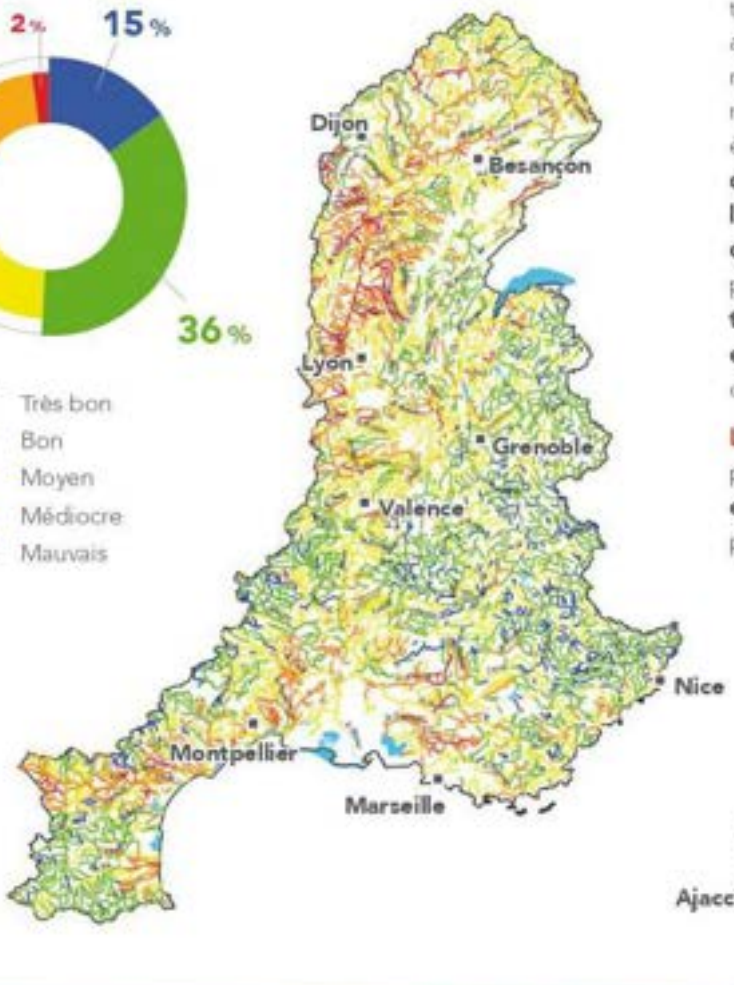
État écologique des cours d'eau

Données 2021

La moitié des cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée est en bon état écologique.







Cette nette amélioration est le résultat d'une politique réussie de mise aux normes des stations d'épuration. Par rapport à 1990, ce sont ainsi 30 tonnes d'azote ammoniacal par jour en moins qui transitent à l'aval de Lyon. Pour les masses d'eau n'ayant pas encore atteint le bon état, les **principales causes de dégradation de la qualité de l'eau** sont **l'artificialisation du lit des rivières et les barrages et les seuils qui barrent les cours d'eau,** les pollutions par les **pesticides** et les **rejets de substances toxiques** ainsi que les **prélèvements d'eau excessifs** dans un contexte de changement climatique.

Le bassin de Corse est relativement épargné par ces pressions, **91 % de ses rivières sont en bon état.** Toutefois, un accroissement de la pression sur la ressource en eau est constaté.

La qualité des rivières sur smartphone et tablette



Appli qualité rivière

Découvrez l'état de santé des rivières en France avec l'application mobile de l'agence de l'eau.

Bassin Rhône-Méditerranée

- 16 millions d'habitants
- 20 % du territoire français
- 20 % de l'activité agricole et industrielle
- 40 % de l'activité touristique
- 11000 cours d'eau de plus de 2 km

Bassin de Corse

- 338000 habitants permanents
- 3,5 millions de touristes chaque année
- 3000 km de cours d'eau
- 1000 km de côtes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

agence de l'eau RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

AGENCE DE L'EAU
RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE
2-4, allée de Lodz 69363 Lyon Cedex 07
Tél. : 04 72 71 26 00
www.eaurmc.fr - www.sauvonsleau.fr

©sauvonsleaufr
Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

ALBÈRES
CÔTE VERMEILLE
ILLIBÉRIS
Communauté de Communes

RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF



EXERCICE 2025

ARGELÈS-SUR-MER · BAGES · BANYULS-SUR-MER · CERBÈRE · COLLIOURE · ELNE · LAROQUE-DES-ALBÈRES · MONTESQUIEU-DES-ALBÈRES · ORTAFFA · PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRÉ · SAINT-GÉNIS-DES-FONTAINES · SORÈDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS

3 Impasse Charlemagne · B.P. 90103 · 66704 Argelès-sur-Mer Cedex ·
Tél. : 04 68 81 63 77 • www.cc-acvi.com

Sommaire

Note liminaire 2

Caractérisation technique du service 3
Description générale 3
Structure et mode de gestion du service 3
Moyens humains et matériels du service 3
Indice de mise en œuvre du SPANC 4
État d'avancement des contrôles 5

Tarification et recettes du service 6
Tarifs des contrôles 6
Recettes d'exploitation du service 7
Activité relative au service rendu 7

Indicateurs de performances 8
État des installations 8
Taux de conformité 9



Note liminaire

Le présent rapport relatif au service d'assainissement est élaboré en application de la loi n°95-101 du 2 février 1995 dite loi "Barnier" relative au renforcement de la protection de l'environnement, qui a instauré une information détaillée sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement.

Le président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) doit donc présenter à son assemblée délibérante pour adoption un ou plusieurs rapports, conformément à l'article L2224-5 du code général des collectivités territoriales. Ces rapports sont ensuite adressés à chaque commune, afin d'être présentés au conseil municipal et mis à disposition du public.

Destinés à l'information de l'usager et à la transparence dans la gestion des services publics, le présent document comprend l'ensemble des indicateurs techniques et financiers du service d'assainissement non collectifs établis selon les dispositions fixées par le décret n°95-635 du 6 mai 1995 ainsi que l'arrêté et le décret du 2 mai 2007.

Conformément à l'article L2224-5 du code général des collectivités territoriales, la collectivité est tenue de communiquer les données contenues dans le présent rapport à l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement ou SISPEA (https://www.services.eaufrance.fr/sispea/) avant le 30 septembre de l'année suivant l'exercice concerné.

Ces données une fois publiées permettent de diffuser chaque année au mois de juin le rapport sur l'organisation et les performances des services d'eau et d'assainissement, d'orienter les politiques nationales de l'eau et de transmettre en toute transparence ces informations auprès des usagers sur le site web de l'Observatoire.

Les références SISPEA sont indiquées en orange dans le présent rapport.

.

Caractérisation technique du service

Description générale

La Communauté de Communes Albères - Côte Vermeille - Illibéris regroupe 15 communes : Argelès-sur-Mer, Bages, Banyuls-sur-Mer, Cerbère, Collioure, Elne, Laroque des Albères, Montesquieu des Albères, Ortaffa, Palau-del-Vidre, Port-Vendres, Saint-André, Saint-Génis-des-Fontaines, Sorède, Villelongue-dels-Monts, et représente une population de 56 000 habitants environ.

Une permanence physique et téléphonique est disponible pour les usagers du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) au siège de la Communauté de Communes Albères - Côte Vermeille - Illibéris à Argelès-sur-Mer, situé 3 impasse de Charlemagne, par téléphone au 04.68.81.63.77 ou par mail (spanc@cc-acvi.com).

Structure et mode de gestion du service

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est opérationnel depuis janvier 2006. Ce service est exploité en régie et a pour missions :

- *Pour les dispositifs d'assainissement existants* : d'effectuer des contrôles périodiques du bon fonctionnement de l'installation tous les 8 ans ou bien lors de la vente d'un immeuble, afin de réaliser un état des lieux dont le but essentiel est de vérifier son innocuité au regard de la salubrité publique et de l'environnement.
- *Pour les dispositifs d'assainissement neufs* : d'assurer le contrôle technique de conception (étude parcellaire obligatoire) et de bonne exécution des travaux avant mise en service.

La fréquence des contrôles périodiques des installations est fixée à 8 ans. Cette limite peut être réduite à 4 ans lorsque le dernier avis du SPANC entraîne un avis de non-conformité avec une obligation par l'usager de remettre l'installation aux normes de l'installation sous 4 ans.

Dans le cadre d'une vente, le contrôle périodique de l'installation existante est valable 3 ans.

Ces mesures sont en application du règlement de service public d'assainissement non-collectif approuvé par délibération de l'EPCI.

Moyens humains et matériels du service

Le service est composé de deux agents à mi-temps assurant les contrôles et la gestion du service. Le service est doté d'un véhicule mutualisé avec le laboratoire ainsi que d'un logiciel de gestion des données relatives aux installations ANC.

Indice de mise en œuvre du SPANC

Cet indice permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées en assainissement non collectif. Il est détaillé ci-dessous.

Communes	Nombre d'installations d'assainissement non collectif	Évaluation du nombre d'habitants desservis par le SPANC	Indice de mise en œuvre du SPANC**
Argelès-sur-Mer	330	726	110
Bages	40	88	110
Banyuls-sur-Mer	81	178	80
Cerbère	14	31	80
Collioure	41	90	110
Elne	268	590	110
Laroque-des-Albères	138	304	110
Montesquieu-des-Albères	209	460	110
Ortaffa	40	88	110
Palau-del-Vidre	88	194	110
Port-Vendres	84	185	110
Saint-André	141	310	110
Saint Génis-des-Fontaines	112	246	110
Sorède	70	154	110
Villelongue-dels-Monts	69	152	110
Total	**1 725**	**3 795**	**108,35***

*** Moyenne pondérée par la population desservie sur chaque commune*

Le taux de couverture de l'assainissement non collectif en 2025 est détaillé ci-dessous.

	Nombre d'habitants sur le territoire*	Évaluation du nombre d'habitants desservis par le SPANC	Taux de couverture assainissement non collectif
	VP.181		VP 230
Totalité du territoire	**58 594**	**3 795**	**6,48%**

*Données INSEE 2022

État d'avancement des contrôles

Communes	Nombre d'installations recensées*	Nombre d'installations contrôlées depuis la création du service en 2006
Argelès-sur-Mer	330	320
Bages	40	39
Banyuls sur Mer	81	67
Cerbère	14	11
Collioure	41	39
Elne	268	256
Laroque des Albères	138	134
Montesquieu des Albères	209	205
Ortaffa	40	36
Palau del Vidre	88	84
Port-Vendres	84	65
Saint-André	141	133
Saint Génis des Fontaines	112	105
Sorède	70	67
Villelongue dels Monts	69	65
Total	1725	1626
État d'avancement en %		**94,26%**

*

Dont 16 installations contrôlées d'une taille supérieure à 20 équivalents habitants (DC.308)

Tarification et recettes du service

Tarifs des contrôles

✓ *Tarifs au 1er janvier 2020*

Les tarifs applicables au 1er janvier 2020 ont été fixés par la délibération n°141-19 lors de la séance du Conseil Communautaire du 28 juin 2019.

Une tarification différenciée en fonction de la capacité des installations a été instaurée (limite fixée à 20 équivalents habitants).

Ces redevances pour prestations rendues sont décrites dans le tableau suivant :

Tarifs (€HT)		
	ANC<20EH*	ANC>20EH
Contrôle des installations neuves ou à réhabiliter		
Redevance de vérification préalable du projet	**95 €**	**140 €**
Redevance de vérification de l'exécution des travaux	**95 €**	**145 €**
Contrôle des installations existantes		
Redevance de vérification du fonctionnement et de l'entretien	**95 €**	**145 €**
Redevance de contrôle en vue de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation	**95 €**	**145 €**
Autre prestation		
Redevance de contre-visite après travaux	**80 €**	**140 €**
TVA	**10%**	

** Équivalents habitants*

✓ *Tarifs au 1er janvier 2025*

Les tarifs applicables au 1er janvier 2025 sont identiques à ceux de 2020 à 2023.

Recettes d'exploitation du service

Les recettes d'exploitation de l'exercice 2025 s'élèvent à **12 185 € HT.**

Catégorie de recette	Montant en € HT (<20 EH)	Montant en € HT (>20 EH)
Contrôles de vérification préalable du projet	3 610€	280€
Vérifications de l'exécution des travaux	2 375€	0€
Contrôles diagnostic (contrôle périodique de bon fonctionnement et contrôle pour vente)	5 700€	0€
Contre-visites	80€	140€
Total	**12 185€**	

Activité relative au service rendu

Année 2025			Nombre d'installations facturées en 2025
Contrôle de conception (DC.332)			40
Contrôle de l'exécution des travaux	réhabilitées(DC.331)	20	-
	neuves(DC.341)	5	25
Visite de bon fonctionnement (DC.334)			60
Contre visite			2
Total			**127**

Indicateurs de performances

État des installations

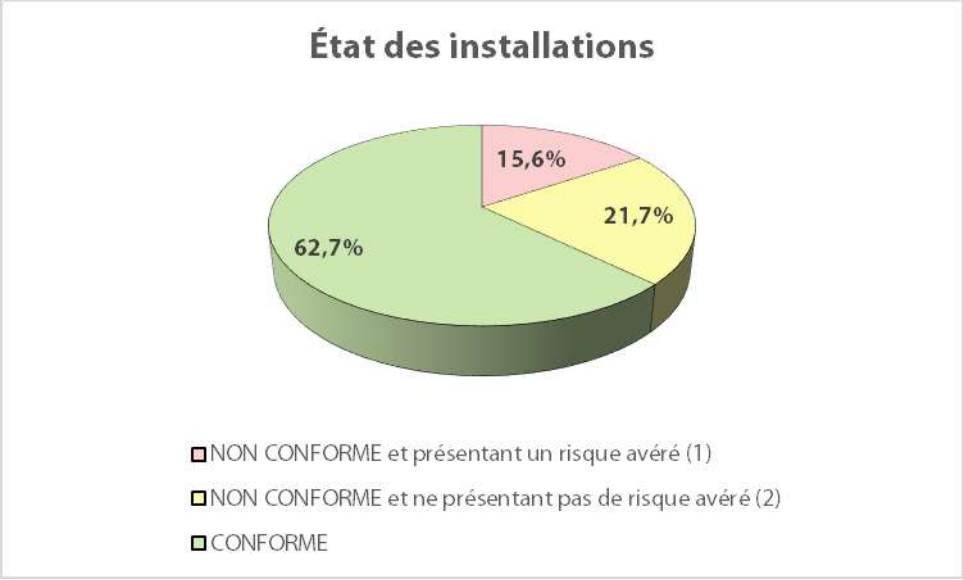
Le service SPANC donnent trois catégories d'avis :

- Absence d'installation ou installation non conforme et présentant un risque avéré de pollution de l'environnement ou un danger pour la santé des personnes,
- Installation non conforme et ne présentant pas de risque avéré de pollution de l'environnement ou de danger pour la santé des personnes
- Installation conforme à la réglementation en vigueur

Les taux de conformité des installations SPANC sur le territoire de la communauté de communes en 2025 sont détaillés ci-dessous :

Avis	NON CONFORME et présentant un risque avéré (1)	NON CONFORME et ne présentant pas de risque avéré (2)	CONFORME	TOTAL
Nombre de contrôles diagnostic réalisés	254	352	1020	**1626**
Pourcentage	**15.62%**	**21.65%**	**62.73%**	**100%**

(1) En l'absence d'une installation, le propriétaire est mis en demeure de la réaliser dans les meilleurs délais. Dans les autres cas, les travaux sont à réaliser sous quatre ans (1 an si vente de l'habitation).
(2) Travaux à réaliser dans un délai d'un an (si vente de l'habitation).



Taux de conformité

✓ *Par commune*

Communes	Nb installations contrôlées depuis création du service (2006)	Conforme ou non conforme sans risque avéré	Non conforme	Taux de conformité
Argelès-sur-Mer	320	279	41	87,19%
Bages	39	33	6	84,62%
Banyuls-sur-Mer	67	62	5	92,54%
Cerbère	11	9	2	81,82%
Collioure	39	34	5	87,18%
Elne	256	137	119	53,52%*
Laroque-des-Albères	134	134	0	100%
Montesquieu-des-Albères	205	196	9	95,61%
Ortaffa	36	31	5	86,11%
Palau-del-Vidre	84	72	12	85,71%
Port-Vendres	65	51	14	78,46%
Saint-André	133	124	9	93,23%
Saint-Génis-des-Fontaines	105	84	21	80%
Sorède	67	65	2	97,01%
Villelongue-dels-Monts	65	61	4	93,85%
Total	**1626**	**1372**	**254**	**84,38%**

* Dues aux contraintes spécifiques aux installations sans réseau d'eau potable et aux DUP des forages de la commune.

✓ *Sur le territoire de la Communauté de Communes*

Avis	Conforme ou non-conforme mais ne présentant pas de risque avéré	Non-conforme	Total
Nombre installations contrôlées	1372	254	1626
Taux de conformité	84.38%	15.62%	100%

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectifs P301.3		
2024 84,95%	**2025** **84,38%**	↘

ANNEXE 27 – APPROBATION DE L'AVENANT À LA CONVENTION D'ÉCHANGES DE DONNÉES DANS LE CADRE DE LA GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU DE LA NAPPE PLIO-QUATERNAIRE DE LA PLAINE DU ROUSSILLON

AVENANT N° 1

à la convention d'échanges de données

dans le cadre de la gestion de la ressource en eau de la nappe Plio-Quaternaire

Entre

Le Syndicat Mixte pour la protection et la gestion des Nappes souterraines de la Plaine du Roussillon, dont le siège est domicilié 1 Impasse de la Vigneronne, 66000 Perpignan, représenté par Nicolas GARCIA, son Président,

Ci-après désigné par « le SMNPR »,

d'une part,

Et

Communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris, dont le siège est domicilié, 3, impasse de Charlemagne, BP 90103, 66704 Argelès-sur-Mer Cedex, représenté par Grégory MARTY, son Président

Ci-après désigné par CC ACVI,

d'autre part,

il est convenu ce qui suit

Article 1 : Objet de l'avenant

Une convention d'échanges de données relative à l'eau prélevée dans les nappes Plio-quaternaire de la plaine du Roussillon (ci-après « la convention ») entre la CC ACVI et le SMNPR été approuvée par la délibération du conseil communautaire n°DL2025-0118 du 12 mai 2025. Cette convention stipule que la CC ACVI doit transmettre ses données de prélèvements au SMNPR.

Les services de l'État lancent une expérimentation d'une durée de six (6) mois, du 1er juillet au 31 décembre 2026 portant sur la centralisation et la transmission des données de prélèvements via la plateforme nationale Partageons l'eau. À ce titre, le SMNPR est amené à transmettre à l'État les données de prélèvements qu'il centralise.

Le présent avenant a pour objet de préciser les modalités et les conditions de cette transmission, dans le cadre exclusif de cette expérimentation, et de recueillir l'accord de la CC ACVI sur ce nouvel usage de ses données.

Article 2 : Cadre et nature expérimentale de la transmission

La transmission des données à l'État s'inscrit dans le cadre d'une expérimentation d'une durée de six (6) mois. À ce titre, les parties conviennent expressément de ce qui suit :

- Les données de prélèvements transmises ont pour vocation de répondre à l'obligation réglementaire de déclaration des prélèvements mensuels prévue par le code de l'environnement (articles R. 214-57 et suivants) et l'arrêté du 7 août 2006 dont relève la déclaration annuelle effectuée auprès de la Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales (données de l'année N à déclarer avant le 28 février de l'année N+1). La transmission réalisée dans le cadre de l'expérimentation ne décharge toutefois pas la CC ACVI de sa responsabilité au regard de cette obligation : il lui appartient de vérifier l'exactitude et la complétude des données, qu'elle conserve la possibilité de corriger (cf. art. 4 du présent avenant).
- Au terme de la période d'expérimentation, les parties feront un bilan partagé afin de décider de la poursuite, de l'adaptation ou de l'arrêt du dispositif.

Article 3 : Fréquence et modalités de transmission

Les données de prélèvements centralisées par le SMNPR sont transmises à l'État via la plateforme *Partageons l'eau* selon la fréquence suivante :

- Une transmission mensuelle au lancement de l'expérimentation ;
- Au mois de septembre, la fréquence pourra être portée à une transmission hebdomadaire dans le cadre de l'expérimentation.

La transmission est réalisée de manière automatisée à partir des données brutes centralisées par le SMNPR.

Article 4 : Accès et correction des données par le producteur

La CC ACVI, en tant que productrice des données, dispose d'un accès lui permettant de consulter les données la concernant transmises dans le cadre de l'expérimentation.

Elle conserve la possibilité de corriger ces données à tout moment et, en particulier, de corriger en fin d'année les données brutes transmises automatiquement chaque mois. Cette faculté de correction garantit la qualité et la fiabilité des données, qui demeurent sous la responsabilité de la CC ACVI.

Article 5 : Dispositions inchangées

L'ensemble des autres stipulations de la convention, notamment celles relatives à la sécurité et à la confidentialité des données, à la propriété intellectuelle et au droit d'usage, demeurent inchangées et pleinement applicables.

Article 6 : Durée et prise d'effet de l'avenant

Le présent avenant prend effet à compter de la date de signature de la dernière des parties, pour la durée de l'expérimentation. Il est conclu pour une durée initiale de six (6) mois et pourra être reconduit ou modifié par accord des parties à l'issue du bilan mentionné à l'article 2.

Fait en 2 exemplaires

à Perpignan, le

Pour le Syndicat Mixte des Nappes de la Plaine du Roussillon, Le président, Nicolas GARCIA	**Pour CC ACVI,** Le président, Grégory MARTY

ANNEXE 28 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE AVEC LA SNCF RÉSEAU SUR LA COMMUNE DE COLLIOURE

Patrimoine & Réseaux

Guichet Convention

multani

Multani pour SNCF Réseau
Halle Tropisme, Atelier 1,
121, rue Foncouverte
34070 Montpellier
convention@patrimoine-reseaux.fr
04 49 38 01 02 *(9h-12h / 14h-17h)*

Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris (CCACVI)
Adresse : 3 IMPASSE CHARLEMAGNE, 66700 ARGELES-SUR-MER
SIRET : 20004360200016

Le 02/08/2026

Objet : Résiliation de la Convention d'occupation temporaire

Résiliation – 202607-GC-66-07838 – Collioure, AI-0418 – 677000 de Narbonne à Port-Bou (frontière)-(494+700-) – Eau potable

---

Madame, Monsieur

La Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris (CCACVI) bénéficie d'une occupation du domaine public ferroviaire au niveau de la localisation reprise en objet du présent courrier par des installations et/ou infrastructures d'eau potable.

La Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris (CCACVI) s'est adressée à **SNCF Gares & Connexions** dans le cadre du projet suivant : « *Abandon d'une conduite d'eau potable en fonte Ø175 traversant la parcelle AI-418. Pose d'une nouvelle conduite en périphérie de la parcelle AI-418 avec mise en conformité du branchement d'eau potable alimentant la gare SNCF (déplacement de l'unité de comptage en limite de propriété)* »

Après avis et analyse des services compétents de **SNCF Gares & Connexions,** il a été acté que les installations et infrastructure demeureront en l'état et seront mises hors service, aux frais et risques de la Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris (CCACVI). Elles seront alors incorporées au domaine public de **SNCF Gares & Connexions**, conformément aux dispositions de l'article L. 2122-9 du code général de la propriété des personnes publiques, sans que **SNCF Gares & Connexions** ne soit tenu au versement d'aucune indemnité.

Le présent courrier a pour objet, conformément aux articles L. 2122-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques, d'acter la fin d'occupation du domaine public ferroviaire et de prononcer la résiliation de plein droit de la convention référencée, le cas échéant, en entête du présent courrier.

Cette résiliation est prononcée à compter du 31/01/2026, date effective de mise hors service des ouvrages. Elle intervient sans préjudice des obligations de l'occupant, en ce qui concerne le règlement intégral des éventuels montants restant dus au titre des factures émises, suivant les cas, à la diligence des prestataires de SNCF Immobilier agissant au nom et pour le compte de SNCF Réseau, et/ou par Retail & Connexions.

Pour L'OCCUPANT **Grégory MARTY** **Le Président**	**Pour SNCF Gares & Connexions** **Hilaire HAUTEM** **Directeur Régional des Gares Occitanie**
Signé le :	**Signé le :**

ANNEXE 29 – AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE À PASSER AVEC LE CONSERVATOIRE DU LITTORAL – PROJET DE VALORISATION DU CAP ET DU PHARE BÉAR – SITE DU CAP BÉAR

Conservatoire du littoral

AVENANT N° 1
A LA CONVENTION DE MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE n°2023CV06
DU PROJET DE VALORISATION DU CAP ET DE PHARE BEAR (N° 66-464)

Vu la convention de mandat (n° 2023CV06) du 12 juillet 2023 en vue de démolitions préalables à la valorisation du phare du Cap Béar et ses abords entre le Conservatoire du littoral et la Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris (CCACVI) et notamment son article 12.4 faisant état de la possible signature d'avenants ;

Considérant la nécessité d'adapter la durée de la convention suite à une fuite de mercure et les travaux de dépollution qui en ont découlé,

LES SOUSSIGNES :

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, établissement public de l'Etat dont le siège est à 17300 ROCHEFORT SUR MER, Corderie Royale, représenté par son directeur, Monsieur Philippe VAN DE MAELE, dénommé ci-après « **Conservatoire** »,

d'une part ;

La Communauté de Communes Albères, Côte Vermeille, Illibéris (CCACVI), représentée par son Président, Grégory MARTY, agissant en vertu de la délibération du Conseil communautaire en date du ....., ci-après appelée **« le Bénéficiaire »**

d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet d'adapter le délai dans lequel le mandataire remet les ouvrages réalisés au maître d'ouvrage conformément à ce que prévoit l'article 2.3 de la convention initiale. En effet, une fuite de mercure a eu lieu dans le phare. Compte-tenu de la toxicité de ce matériaux, l'accès au phare a été interdit durant une longue période de dépollution. Les travaux ont par conséquent été retardés pour une raison dont le mandataire ne peut être tenu pour responsable. Le délai est donc modifié pour passer de 3 ans à 5 ans à compter de la prise d'effet de la convention soit le 12/07/2023.

Article 2. Autres dispositions

Les clauses de la convention initiale demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

Article 3. Entrée en vigueur

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les deux parties.

Fait en 2 exemplaires originaux dont un pour le bénéficiaire,
A Rochefort, le .....

Le Conservatoire du littoral	Le Bénéficiaire
Philippe VAN DE MAELE, Directeur	Grégory MARTY, Président

ANNEXE 30 – SMIGATA – RAPPORT D'ACTIVITÉS BILAN DE MANDAT 2020-2026

SYNDICAT DU

tech

GESTION DES COURS D'EAU



BILAN DE MANDAT 2020-2026

Syndicat Mixte de Gestion et d'Aménagement Tech-Albères
34, Rue de la République - 66 160 LE BOULOU - T : 04.68.87.08.78
Email : contact@syndicatdutech.fr - www.syndicatdutech.fr



ÉDITO

Entre excès et pénuries, notre territoire a, ces six dernières années, éprouvé avec acuité la réalité du dérèglement hydrologique. Trop d'eau, parfois, lorsque les crues rappellent la vulnérabilité de nos vallées ; trop peu, souvent, lorsque les sécheresses fragilisent durablement les milieux, les usages et les équilibres économiques. C'est dans cet entre-deux exigeant que le syndicat mixte a conduit son action, avec constance et responsabilité, au service d'une gestion intégrée et durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Porté par une vision partagée, le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux), le PGRE (Plan de Gestion de la Ressource en Eau) et le PAPI (Programme d'Actions de Prévention des Inondations) ont constitué les piliers complémentaires de cette stratégie. Ensemble, ils ont permis de structurer une approche cohérente, en articulant gestion quantitative, préservation des milieux aquatiques et prévention des risques. Sur le volet quantitatif, l'enjeu était clair : mieux connaître, mieux partager et mieux réguler la ressource pour concilier les besoins des usages et le respect des équilibres naturels. Les efforts engagés ont renforcé les outils de suivi, affiné les diagnostics et favorisé l'émergence de solutions concertées, adaptées aux réalités locales. Un projet pilote, ambitieux et novateur, de restauration multifonctionnelle d'une ancienne gravière a été initié combinant restauration de zones humides dégradées et stockage.

Parallèlement, la reconquête du bon fonctionnement des cours d'eau s'est imposée comme une priorité structurante. Restaurer la continuité écologique, préserver et réhabiliter les zones humides, assurer un entretien régulier et raisonné des lits et des berges : autant d'actions concrètes qui participent à redonner aux milieux leur capacité de résilience. Ces interventions, souvent discrètes, produisent pourtant des effets durables, en soutenant la biodiversité, en améliorant la qualité de l'eau et en atténuant les effets des extrêmes hydrologiques.

Sur le champ du risque inondation, le mandat a été marqué par un fil rouge déterminant : améliorer la connaissance pour mieux agir. L'inventaire, l'analyse et la compréhension des ouvrages de protection ont constitué une étape essentielle vers une gestion plus fine et plus efficiente de ces systèmes. Cette montée en compétence collective ouvre aujourd'hui la voie à une optimisation de leur exploitation, dans une logique de sécurité renforcée et d'adaptation aux évolutions climatiques.

Enfin, les perspectives engagées en matière de prévision des crues et de réduction de la vulnérabilité témoignent d'une volonté d'anticipation accrue. Mieux prévoir pour mieux protéger, mieux informer pour mieux préparer : ces orientations traduisent l'ambition de passer d'une culture de réaction à une véritable culture du risque partagée.

Ce bilan de mandat met en lumière le chemin parcouru. Il rappelle aussi que les défis à venir appellent à poursuivre, amplifier et innover collectivement. Plus que jamais, la gestion de l'eau exige une approche globale, solidaire et prospective. C'est dans cet esprit que le syndicat entend inscrire son action pour les années à venir, aux côtés des collectivités, des usagers et de l'ensemble des acteurs du territoire.

Alexandre PUIGNAU, Président du SMIGATA 2020-2026

SOMMAIRE

1 LE CADRE STRATÉGIQUE P. 4

a/ La structure et son périmètre p. 4

b/ La gouvernance – mandat 2020-2026 p. 6

c/ Une équipe pluridisciplinaire à votre écoute p. 7

2 FINANCES P. 8

a/ Les principaux résultats 2020-2026 p. 8

b/ Les contributions p. 9

c/ En synthèse p. 10

d/ Etat de la dette p. 11

3 LES RÉALISATIONS 2020-2026 P. 12

a/ Principaux PLANS et PROGRAMMES p 12

b/ COMPRENDRE POUR AGIR : les études : 2020-2026 p. 17

ENJEU MILIEUX p. 17
ENJEU QUALITÉ p. 20
ENJEU RISQUES (Prévention des Inondations) p. 20

c/ MAITRISE D'ŒUVRE, préparation opérationnelle des travaux p. 34

d/ LES TRAVAUX : concrétisation des études p. 38

FOCUS SUR LES GROS CHANTIERS DU MANDAT p. 48

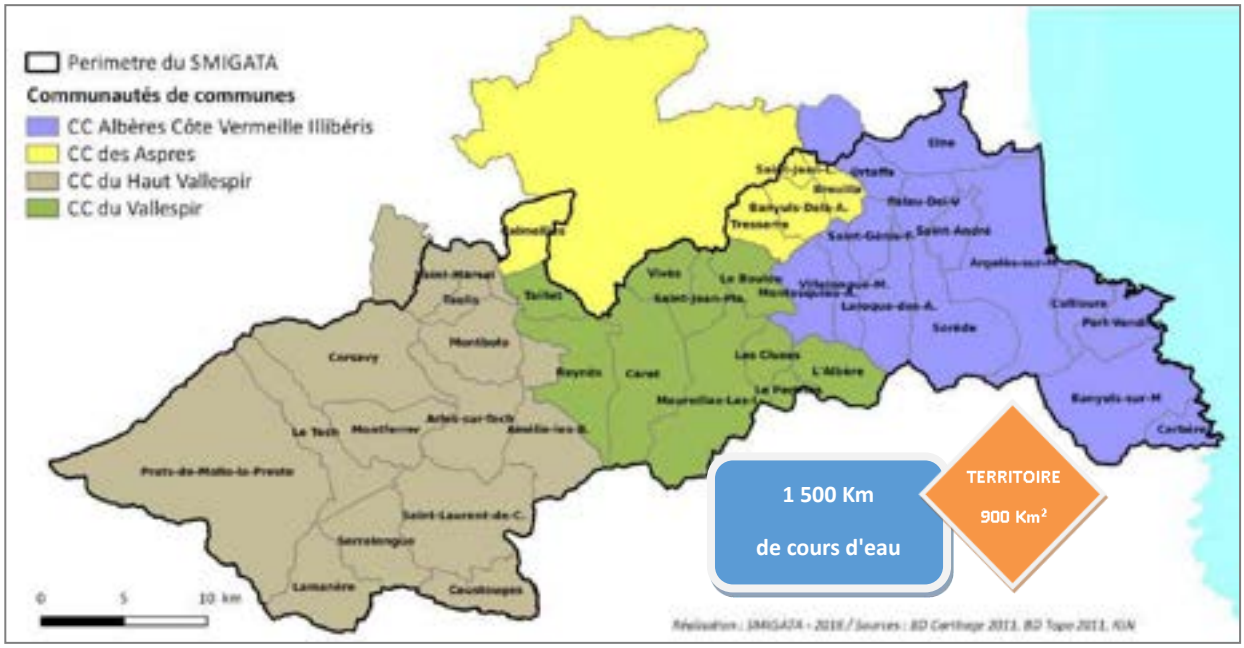
e / INFORMATION / SENSIBILISATION p.53

4 PERSPECTIVES P. 59

1 LE CADRE STRATÉGIQUE

a/ La structure et son périmètre

Issu de la transformation du Syndicat Intercommunal de Gestion et d'Aménagement du Tech (SIGA TECH) par arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCLAI/2017362-0006 en date du 28/12/2017, le Syndicat Mixte de Gestion et d'Aménagement Tech-Albères (SMIGATA) est composé des 4 EPCI-FP du territoire, à savoir les communautés de communes du Haut Vallespir, du Vallespir, des Aspres et des Albères-Côte Vermeille- Illibéris. Il regroupe géographiquement les 42 communes composant les bassins versants du Tech et des fleuves côtiers des Albères pour une population globale de 91 424 hab. (INSEE 2026).



L'objet du Syndicat s'inscrit dans les principes suivants :

■ Restaurer, préserver et valoriser une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques à l'échelle des bassins versants du Tech et des fleuves côtiers des Albères et de la Côte Vermeille ;

■ Optimiser la gestion quantitative et qualitative de la ressource ;

■ Développer une politique de maîtrise du risque d'inondations et de crues torrentielles.

Point important : le syndicat est en charge, depuis le 1er janvier 2018, de la mise en application la **compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations)** sur le territoire Tech-Albères.

Celle-ci se définit de la façon suivante :

- **Au titre de l'item 1°** de l'article L. 211-7 I du code de l'environnement, l'aménagement des bassins versants du Tech et des fleuves côtiers des Albères et de la Côte Vermeille ou d'une fraction de ces bassins, en lien avec son objet. Cette mission comprend notamment l'étude et la mise en œuvre de stratégies globales d'aménagement sur des thématiques telles que les zones d'expansion des crues, la restauration de l'espace de mobilité, les études hydrogéomorphologiques.

- **Au titre de l'item 2°** de l'article L. 211-7 I du code de l'environnement, l'entretien et l'aménagement des cours d'eau, canaux ou plans d'eau, tels que définis à l'article L.215-7-1 du code de l'environnement, à l'exclusion des obligations d'entretien régulier des propriétaires

riverains. Cette mission comprend notamment l'entretien des berges, de la ripisylve et des atterrissements dans le cadre de plans pluriannuels.

- **Au titre de l'item 5°** de l'article L. 211-7 I du code de l'environnement, la défense contre les inondations et contre la mer. Cette mission comprend notamment la définition, la régularisation et la gestion des systèmes d'endiguement. (Cf. NB ci-dessous)

- **Au titre de l'item 8°** de l'article L. 211-7 I du code de l'environnement, la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides, ainsi que des formations boisées riveraines. Cette mission comprend notamment les opérations de renaturation et de restauration des cours d'eau et zones humides (actions en faveur de la continuité écologique, le transport sédimentaire, la restauration morphologique et la gestion des zones humides).

NB : A noter que par arrêté préfectoral en date du 26/12/2019, les statuts ont été modifiés afin de restituer la compétence "défense contre la mer" à la communauté de communes ACVI, d'apporter une clarification sur les compétences hors GEMAPI du syndicat (item 12° de l'article L211-7 du Code de l'Environnement) et préciser les exclusions de compétences et de responsabilités.

Le Syndicat conserve par ailleurs ses missions initiales d'animation et de coordination **au titre de l'item 12°** de l'article L. 211-7 de code de l'environnement et, pour cela, ses moyens d'intervention consisteront comme précédemment en diverses procédures contractuelles à vocation de planification, comme le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux **(SAGE TECH-ALBERES)**, la Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation (SLGRI), le document d'objectifs **NATURA 2000** "Les rives du Tech", ou plus opérationnelles comme l'accord cadre territorial avec l'Agence de l'Eau ou le renouvellement du Programme d'Actions de Prévention des Inondations **(PAPI)** …

Il est également en charge de l'élaboration et de la mise en application de **plans de gestion de la végétation riveraine et des sédiments** (SRE) et anime/coordonne la mise en œuvre d'un **PGRE** (Plan de Gestion de la Ressource en Eau).

Le fonctionnement de la structure, tout comme ses interventions, est régi financièrement par un principe de solidarité territoriale. Ainsi, La contribution des membres du syndicat est calculée en fonction des dépenses prévues par le comité syndical lors de chaque exercice budgétaire.

La contribution des membres est composée de deux parts : une contribution solidaire et une contribution territorialisée.

Le montant de la contribution solidaire est égal, d'une part, à l'intégralité des dépenses du syndicat à l'exception des dépenses relevant de l'Item 5°) de l'article L. 211-7 I du code de l'environnement, et d'autre part, à 20% des dépenses d'investissements (et des charges d'emprunt associées) du syndicat relevant de l'Item 5°) de l'article L. 211-7 I du code de l'environnement.

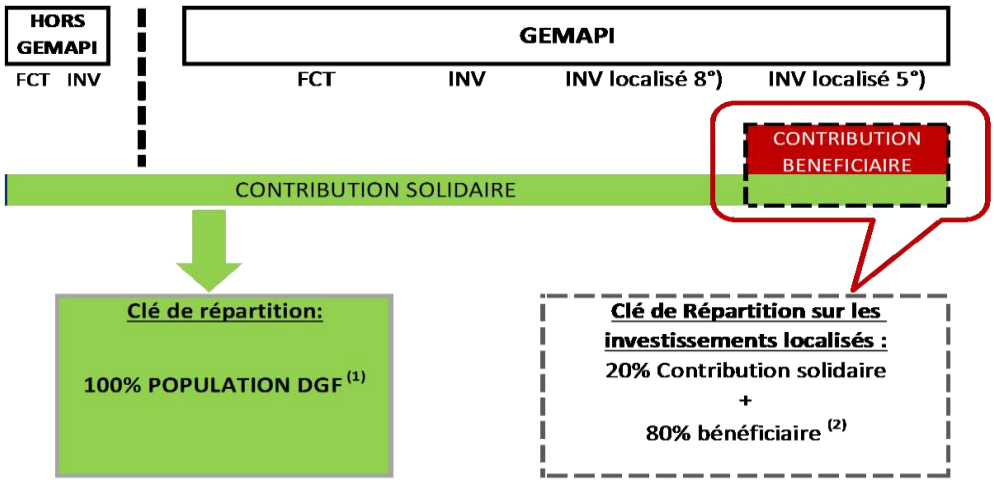
Il convient de mentionner que le montant des dépenses servant à calculer la contribution solidaire est diminué des subventions ou autres recettes perçues par le syndicat. Le montant de la contribution solidaire correspond donc au reste à charge pour le syndicat durant l'exercice budgétaire.

La contribution solidaire est répartie entre les membres du syndicat selon l'unique critère de la population DGF, étant entendu que seules les communes appartenant au bassin versant sont prises en compte pour chacun des membres.

La population DGF à prendre en compte est celle publiée par les services de l'État, l'année N-1.

La contribution territorialisée est assumée par le bénéficiaire des investissements relevant de l'item 5°) de l'article L. 211-7 I du code de l'environnement. Le montant de cette contribution correspond à 80% des dépenses d'investissements susmentionnés et charges d'emprunt associées devant être financées par le syndicat déduction faite des subventions ou autres recettes afférentes.
Chaque année et sur la base d'un budget prévisionnel établi par le comité syndical, le montant des contributions est notifié aux membres après délibération du comité syndical.

De façon schématique :



(1) Population DGF de l'année n -1
(2) L'EPCI-FP bénéficiaire est celui sur le territoire duquel l'investissement est réalisé

➔ **Pour de plus amples informations sur la structure, retrouvez les statuts complets sur notre site internet : www.syndicatdutech.fr**

► En complément des instances syndicales, depuis février 2009, une Commission Locale de l'Eau (CLE) pluridisciplinaire et multi partenariale (collectivités, administrations, associations, chambres consulaires et représentants socioprofessionnels…) assiste le processus décisionnel et développe une concertation accrue avec l'ensemble des acteurs du territoire et usagers de l'Eau.

b/ La gouvernance – mandat 2020-2026

Le Président de la structure est un élu du territoire : Monsieur Alexandre PUIGNAU, Maire de Les Cluses, Délégué de la Communauté de Communes du Vallespir.

Il est accompagné dans ses fonctions par un comité syndical composé de 63 délégués titulaires (dont a minima 1 délégué titulaire par commune) et 63 délégués suppléants (dont a minima 1 délégué suppléant par commune) répartis entre les quatre établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de la manière suivante :

EPCI-FP	Nombre de délégués Titulaires	Nombre de délégués Suppléants
CC du Haut Vallespir	16	16
CC du Vallespir	14	14
CC des Aspres	6	6
CC des Albères - Côte Vermeille - Illibéris	27	27

Un bureau avec 4 vice-présidents (1 par EPCI) est également élu.



Ci-dessus le Bureau 2020-2026:
de gauche à droite :
- **Laurent BERNARDY**, Maire de Banyuls dels Aspres, Vice Président pour la CC des Aspres
- **Claude FERRER**, Maire de Prats de Mollo, Vice Président pour la CC Haut Vallespir
- **Alexandre PUIGNAU**, Maire de Les Cluses, Président
- **Antoine PARRA**, Maire d'Argelès sur Mer, Vice Président pour le CCACVI
- **Jacques ARNAUDIÈS**, Maire de Vivès, Vice Président pour la CC Vallespir



c/ Une équipe pluridisciplinaire à votre écoute



Direction :
Isabelle FARRES – 06.47.25.03.09
– direction@syndicatdutech.fr



Gestion comptable et Ressources Humaines
Cathy SZAJEK – admi@syndicatdutech.fr
Emma GROOTENBOER – contact@syndicatdutech.fr



SAGE
Julien LE GUERN – sage@syndicatdutech.fr



RISQUES / PAPI
Nicolas DELAMON – risques@syndicatdutech.fr



GESTION QUANTITATIVE / PGRE
Marine DEVICQUE – ressources@syndicatdutech.fr



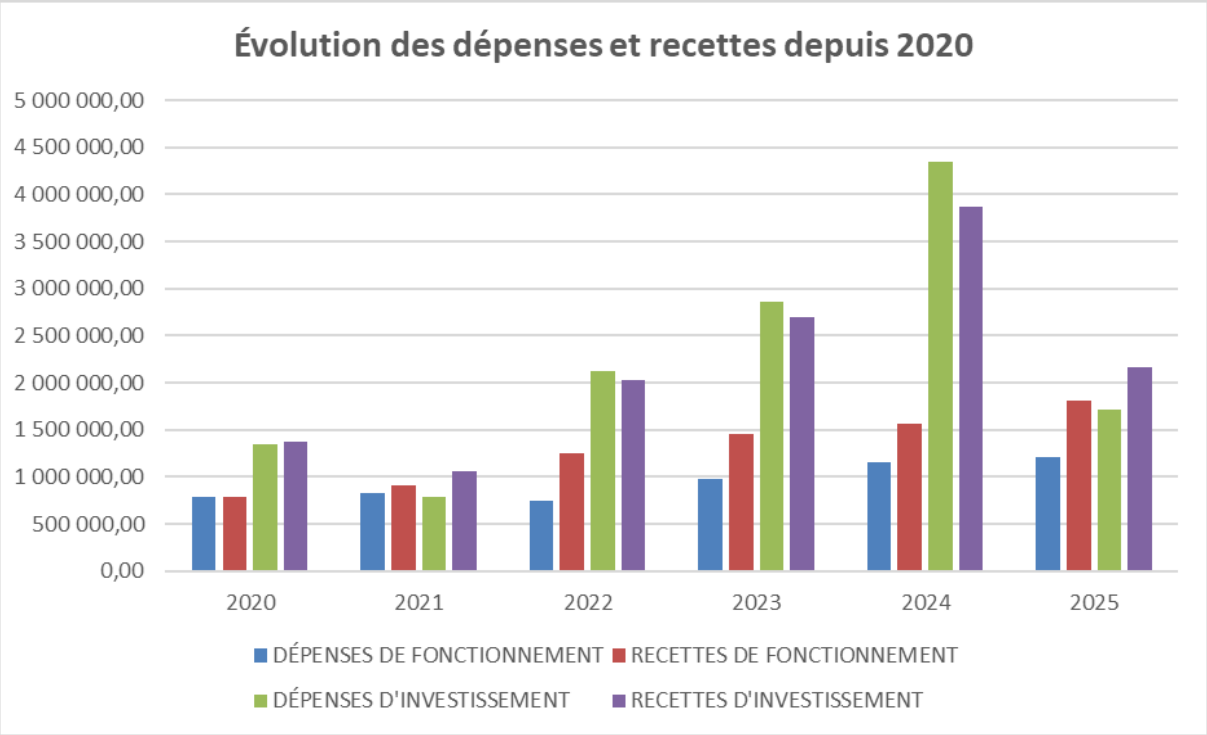
MILIEUX
David THOMAS – technique@syndicatdutech.fr
Chloé LECOQ – rivieres@syndicatdutech.fr

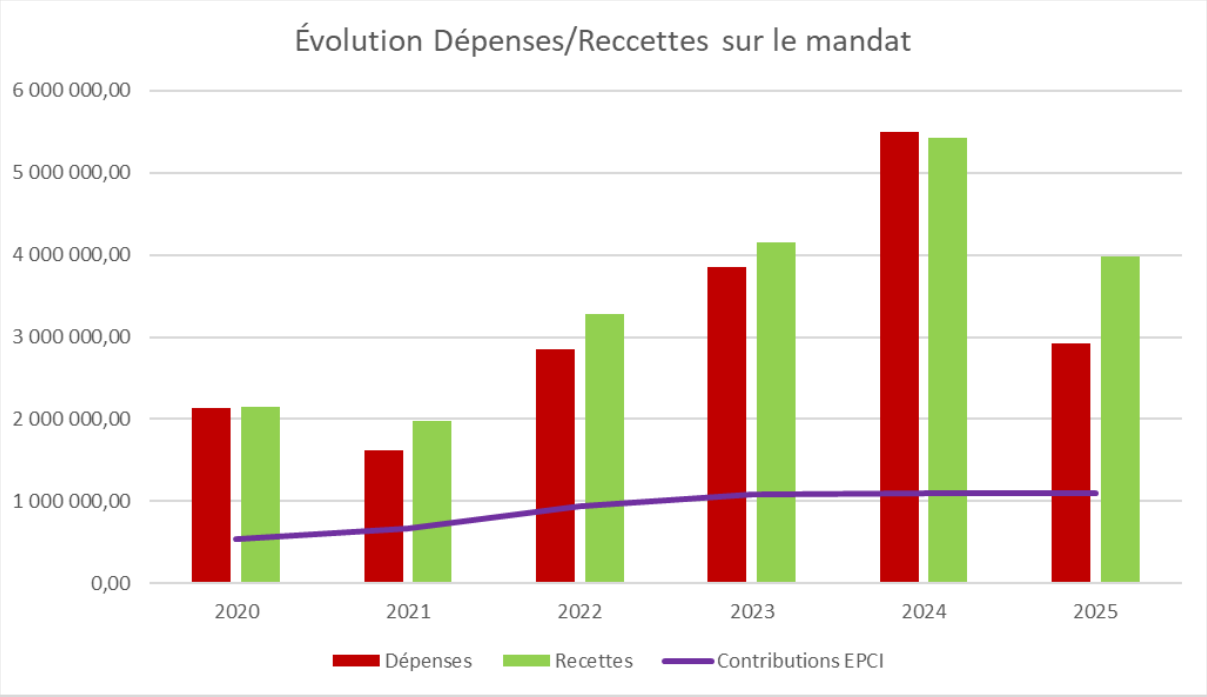
►Standard structure : 04.68.87.08.78

2 FINANCES

a/ Les principaux résultats 2020-2026

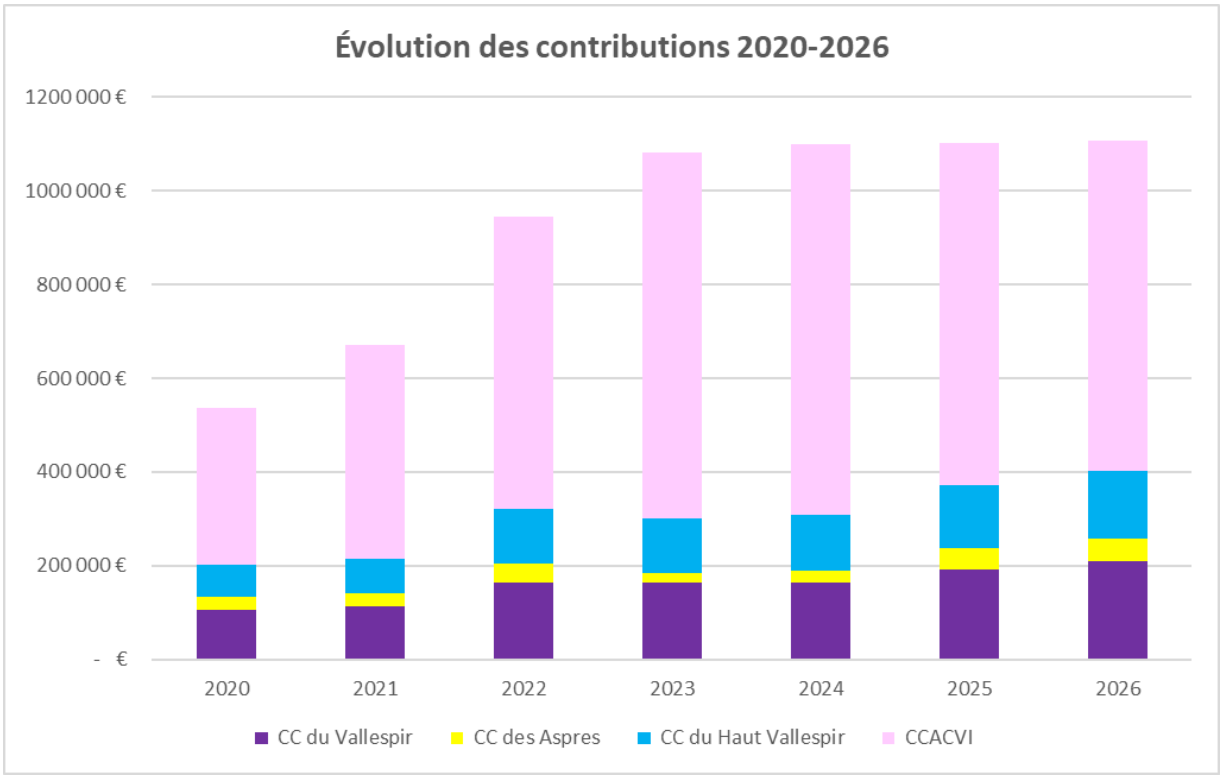
en €	2020	2021	2022	2023	2024	2025
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	787 715,19	828 088,95	739 287,02	979 533,52	1 152 450,64	1 210 382,46
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	779 936,53	915 945,07	1 244 087,50	1 458 434,72	1 561 689,09	1 810 015,89
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	1 350 830,08	791 054,71	2 118 216,13	2 866 442,17	4 347 258,61	1 707 507,48
RECETTES D'INVESTISSEMENT	1 375 409,36	1 062 191,72	2 032 634,88	2 690 549,25	3 864 529,60	2 162 991,09



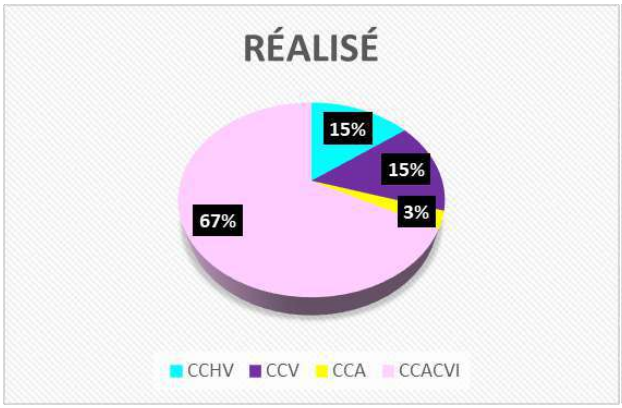


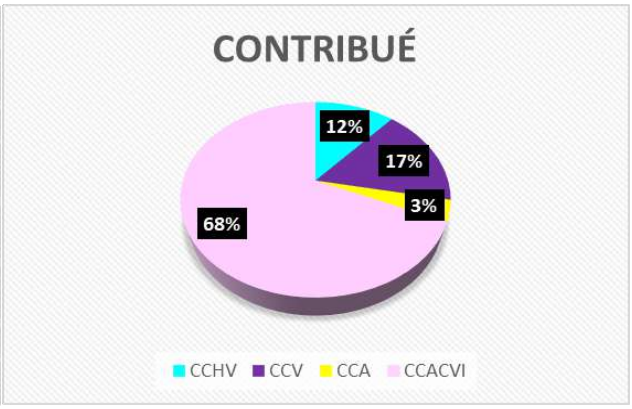
b/ Les contributions

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
CC du Vallespir	106 452 €	114 159 €	164 524 €	164 438 €	164 390 €	192 121,88 €	209 826 €
CC des Aspres	25 999 €	28 149 €	41 346 €	19 865 €	25 307 €	46 607,62 €	46 793 €
CC du Haut Vallespir	68 436 €	73 278 €	116 249 €	116 122 €	117 876 €	132 911,60 €	145 862 €
CCACVI	336 170 €	455 414 €	621 239 €	781 983 €	792 599 €	729 902,44 €	703 985 €
total .	537 057,00 €	671 000,00 €	943 357,84 €	1 082 407,93 €	1 100 171,54 €	1 101 543,54 €	1 106 467 €



Base études et travaux (hors 204, 011, 012, opérations ordre)				
	CCHV	CCV	CCA	CCACVI
RÉALISÉ	1 800 407,03 €	1 854 887,06 €	349 605,62 €	8 225 784,92 €
CONTRIBUÉ	624 873,03 €	906 083,69 €	187 272,68 €	3 717 308,45 €





c/ En synthèse

année	FCT D n	FCT R n	INV D n	INV R n (incluant capitalisat° 1068)	TOTAL D n	TOTAL R n	CONTRIB EPCI	% CONTRIB /réalisé	pour 1€ investi / € obtenu	Charges à caractère général (011)	Charges à caractère général hors prog (011)	% 011-progs / FCT global	Prog Entretien cours d'eau + autres progr	Charges de personnel (012)	SUBV 012	%subv/012	RESTE A CHARGE 012	% reste 012/FCT Global	% reste 012/D Global	Charges de gestion courante (65)
2020	787 715,19	779 936,53	1 950 830,08	1 375 409,36	2 138 545,27	2 155 345,89	537 057,00	25,11	3,98	413 510,52	50 204,44	6,37	383 306,08	277 868,35	124 599,00	44,84	153 269,35	19,46	7,17	25 432,52
2021	829 088,95	915 945,07	791 054,71	1 052 191,72	1 619 143,66	1 973 136,79	671 000,00	41,44	2,41	406 708,86	56 908,42	6,87	349 800,24	287 076,70	151 928,79	52,92	135 147,91	16,32	8,35	26 677,26
2022	739 287,02	1 244 087,50	2 118 216,13	2 032 634,88	2 857 503,15	3 276 722,38	943 357,84	33,01	3,03	310 032,47	70 652,11	9,56	239 380,36	307 465,03	142 830,12	46,46	164 574,91	22,26	5,76	27 146,85
2023	979 533,52	1 458 434,72	2 866 442,17	2 690 549,25	3 845 975,69	4 149 983,97	1 082 407,53	28,14	3,55	317 053,53	43 734,25	4,46	273 319,28	320 172,38	202 149,37	63,14	118 024,01	12,05	3,07	27 811,70
2024	1 152 459,64	1 561 889,09	4 347 259,61	3 884 529,60	5 499 709,25	5 429 218,69	1 100 171,54	20,00	5,00	284 039,89	47 480,29	4,12	236 559,60	375 645,07	190 291,51	50,66	185 353,56	16,08	3,37	30 252,00
2025	1 210 392,46	1 810 015,89	1 707 507,49	2 162 991,09	2 917 899,94	3 973 096,98	1 101 543,54	37,75	2,65	256 096,56	45 014,87	3,72	211 081,69	430 394,26	154 933,83	36,00	275 460,43	22,76	9,44	28 193,21
Bilan MANDAT	5 697 457,78	7 770 108,80	13 161 309,13	13 188 306,90	18 878 788,96	20 959 414,70	5 435 537,85	30,91	3,44	1 987 441,73	313 994,38	5,85	1 673 447,35	1 986 561,79	966 731,82	49,00	1 031 830,17	18,15	6,19	165 513,54

D'un point de vue financier :

Près de 19M€ investis durant le mandat (fonctionnement structure, études, travaux et animation territoriale…), soit en moyenne 3,15M€ par an.

Des recettes à hauteur de 15M€ (participations des EPCI déduites) ont été mobilisées soit près de 80%.

Des contributions du territoire d'un montant global de 5,43M€ soit 30% du réalisé.

Pour 1 euro investi sur le territoire, l'ingénierie de la structure a permis de mobiliser près de 3,5€ en moyenne sur 6 ans.

Le fonctionnement structure représente moins de 30% des dépenses globales.

Au sein du fonctionnement, 30% des dépenses relèvent de programmes opérationnels (entretien cours d'eau - 615232, études - 617, honoraires - 6226…)

Les charges à caractère général (011) hors programmes représentent en moyenne moins de 6% du fonctionnement global sur le mandat.

Les charges de personnel (012), subventionnées en moyenne à 49%, ne représentent subventions déduites que 18,15% des dépenses globales de fonctionnement et 6,19% des dépenses globales du mandat.

D'un point de vue technique :

Des cycles études/travaux induisent des fluctuations dans les investissements en fonction des années et de l'aboutissement opérationnel des études.

Les années 2020-2022 ont vu la réalisation de la requalification du passage à gué d'Ortaffa (1,1M€) et les phases de maîtrise d'œuvre pour les autres gros chantiers à venir.

Les années 2023-2024 ont été marquées en investissement par la réalisation des travaux de restauration de la Baillaury à Banyuls sur Mer (1M€) et du Tanyari à Palau del Vidre (3,6M€).

2025 a été dédiée aux opérations de continuité écologique avec les travaux sur le passage à gué de Prats de Mollo et la préparation de ceux sur La Rome (Les Cluses et Maureillas).

Trois maîtrises d'œuvres lancées pour la requalification de la passe à poissons à Le Boulou, la reprise d'ouvrages de correction torrentielle sur le Riuferrer à Arles sur Tech et la lutte contre les inondations du hameau de Las Illas.

Enfin, en 2025, la poursuite des études préalables à la restauration multifonctionnelle d'une ancienne gravière à Villeongue dels Monts (ZH, ZEC, soutien étiage, recharge des nappes et stockage).

Toutes ces opérations feront l'objet de travaux sur le prochain mandat dans la continuité de la montée en puissance de la structure dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI.

Durant tout le mandat 2020-2026, un fil rouge a consisté en un travail approfondi sur les ouvrages hydrauliques de protection contre les inondations présents sur le territoire et à la mise en œuvre d'opérations d'instrumentation en vue de la prévision des crues (ex: Cerbère) et la réduction de la vulnérabilité du bâti et des activités en zone inondable.

d/ Etat de la dette

Pour rappel, nous avons débloqué 2 emprunts en 2024 pour un montant global de 800 000 € répartis sur deux projets ❶ Restauration écologique de la Baillaury à Banyuls sur Mer pour 300 000€ et ❷ Protection contre les inondations et Restauration du Tanyari à Palau del Vidre pour 500 000€.
Pour rappel, ces deux emprunts ont été contractés pour une durée de 15 ans à un taux fixe de 2.65%.

Date : 04/11/2025 9:54

Endettement pluriannuel

SIV - SMIGATA

Budget : Tous les budgets - Période : du 01/01/2026 au 31/12/2026 - Avec prise en compte des emprunts simulés.

Exercice	Annuité	Intérêts	Capital	Frais TTC	Commissions TTC	Capital restant dû
2026	71 176.67 €	17 843.35 €	53 333.32 €	0.00 €	0.00 €	693 333.36 €

3 LES RÉALISATIONS 2020-2026

a/ Principaux plans et programmes



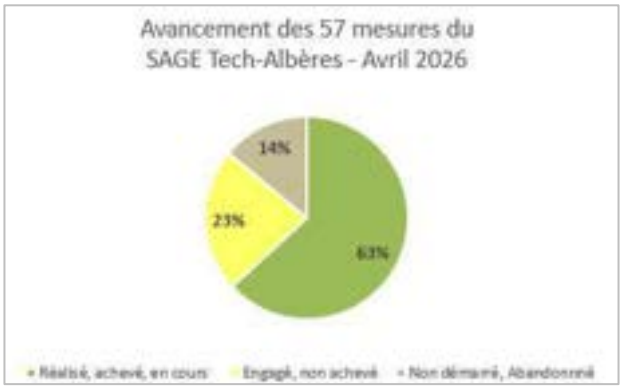
- **SAGE 2018-2026**

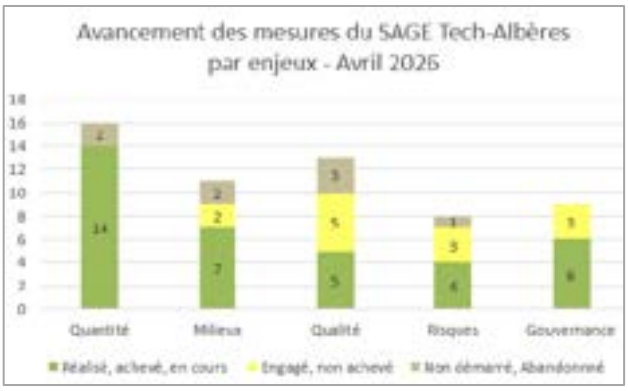
Le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) Tech-Albères est un document de planification élaboré par la commission locale de l'eau (CLE) et approuvé par le Préfet en 2017. Il traite de toutes les thématiques de l'eau :



- Équilibre quantitatif pour satisfaire les usages et les milieux
- Restauration des cours d'eau et des milieux aquatiques
- Amélioration de la qualité de l'eau
- Prévention des inondations
- Gouvernance

Les plans et schémas d'urbanisme et d'aménagement du territoire ainsi que les décisions de l'administration sur les projets et travaux liés à l'eau (rejets, prélèvements, travaux en rivière,…) doivent être compatibles avec les 70 dispositions du SAGE et être conformes à ses 2 règles. Des avis consultatifs de la CLE sont ainsi régulièrement demandés par l'Etat sur des projets. Entre 2020 et 2026, 99 avis de la CLE ont été émis, principalement sur des régularisations de prélèvements et des projets de lotissements ou zones d'activités. Le Syndicat du Tech, structure porteuse du SAGE et différents maîtres d'ouvrage sont également chargés de réaliser les actions planifiées collectivement par la CLE dans le SAGE afin d'atteindre les objectifs fixés : études, travaux, communication, organisation, réglementation, urbanisme, connaissance, … Au 30/04/2026, 63% des mesures du SAGE sont en cours en continu ou terminées. Il s'agit principalement des mesures prioritaires identifiées sur les enjeux Quantité et Milieux.



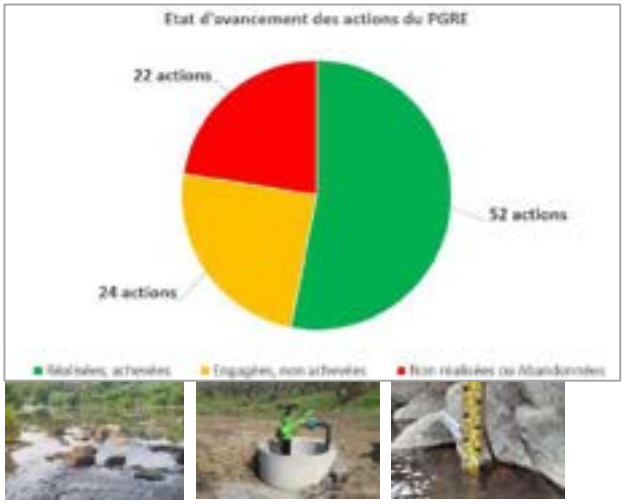


<u>Perspectives :</u> si le premier SAGE 2018-2026 a été consensuel et conçu avec une ambition relativement limitée, une révision va être engagée dès 2026 afin d'obtenir un document plus exigeant et plus prescriptif pour la période 2028-2033. L'ensemble des données acquises depuis 2017 seront intégrées afin d'avoir des règles et dispositions encore plus précises et plus adaptées aux enjeux locaux. Les objectifs seront notamment dimensionnés en tenant compte des résultats d'Eau'rizon 2070 pour l'adaptation au changement climatique (Cf p.14)

- **PGRE 2018-2025**



Initié par un travail au sein de la structure en 2013, le **Plan de Gestion de la Ressource en Eau** (PGRE) Tech-Albères a été approuvé par la Commission Locale de l'Eau le 28 mai 2018 à l'unanimité. Il vise le retour à l'équilibre quantitatif du Tech grâce principalement à des mesures permettant de réaliser des économies d'eau (objectif 19,5 Mm3), de mieux connaître la ressource et les besoins ainsi que de mieux gérer collectivement les étiages et sécheresses en associant l'ensemble des représentants des usagers du bassin versant. En voici les principaux résultats au 30 mars 2026 :



- **24 maîtres d'ouvrages pour 98 actions (dont 74 actions qui concernent les canaux d'irrigation)**
- **78 % des actions engagées**
- **43 M € investis dont 4 M € hors AEP et REUT**
- **17 M m3 économisés (hors tours d'eau volontaires)**
- **2,53 € / m3 économisé dont 0,27 € / m3 hors AEP et REUT**
- **52 % de subventions mobilisés dont 53 % hors AEP et REUT (exprimés sur la base du coût TTC des actions)**

Le PGRE est entré en phase de bilan – évaluation en 2025 afin d'analyser les résultats du programme, les réussites et les freins. Le bilan est établi en interne et l'évaluation via un prestataire (budget de 50 000 € TTC). Cela permettra d'avoir une base de travail pour élaborer le futur projet de territoire pour la gestion de l'Eau (PTGE) qui devra aussi intégrer une vision prospective de la ressource tenant compte du changement climatique et des usages (Cf projet Eau'rizon 2070 page suivante).

Afin de coordonner la gestion des périodes de basses eaux, le Syndicat du Tech anime le groupe de gestion d'étiage du Tech qui regroupe tous les préleveurs et partenaires du PGRE afin de prendre des décisions (mesures de gestion, restrictions volontaires, tours d'eau et planning, communication, partage d'informations…). Afin d'aider à la décision, des jaugeages sont réalisés par le Syndicat pour mesurer les débits des cours d'eau et des analyses de la qualité de l'eau (cyanobactéries) sont faites en cas de doute. Un bulletin hydrologique est ensuite diffusé au groupe de manière hebdomadaire en période de tension pour faire état de la situation.

<u>Perspectives :</u> Si le PGRE 2018-2025 a permis de réaliser d'importantes économies d'eau et d'améliorer la connaissance, le Tech reste encore en déficit quantitatif. C'est pourquoi afin de poursuivre tout en apportant une vision prospective à plus long terme et en explorant d'autres pistes (solutions fondées sur la nature, hydrologie régénérative, ressources alternatives, adaptation des pratiques,…), le Syndicat va s'attacher dès 2026 à l'élaboration du PTGE 2027-2032 sur les bases d'Eau'rizon 2070 et du bilan/évaluation du PGRE.



- **Eau'rizon 2070**



État d'avancement : attribué en 2023 / fini en 2026
Montant de l'opération : 234 245,00 € HT
Financements : Agence de l'Eau (70%), Région (10%) – Autof (5 x 4%)
Prestataire : Bureaux d'études SUEZ CONSULTING / ETHICS
Document cadre : SDAGE Rhône Méditerranée, Plan Eau national

Le Syndicat du Tech avec l'Agly, la Têt, le Sègre et le Réart ont lancé le **projet Eau'rizon 2070** en 2023 pour des solutions d'adaptation au changement climatique. Si de nombreuses actions ont été mises en œuvre depuis 2013 avec d'importants progrès dans la gestion de la ressource en eau, notamment dans le cadre des PGRE, les sécheresses 2022-2023-2024 montrent que cela ne suffit pas.

La première phase d'état des lieux du climat, des ressources, des usages, des milieux et des inondations a été rendu en 2024. Une première vague d'ateliers de concertation a été réalisée sur chacun des bassins versants en associant de nombreux acteurs (élus, usagers, associations, acteurs économiques,…). Le diagnostic de vulnérabilité du territoire au changement climatique a été présenté en 2025 dans une seconde vague d'ateliers de concertation.

En 2026, le projet Eau'rizon 2070 s'est achevé avec le rendu d'une stratégie globale d'adaptation de la gestion de l'eau face au changement climatique sur les 5 territoires ainsi que des plans d'actions personnalisés à chaque bassin versant. Ils serviront de base à l'élaboration des futurs PTGE.



Atelier participatif / concertation



<u>Perspectives :</u> Le projet commun aux 5 structures de bassins est désormais clôt et il est aujourd'hui nécessaire de redescendre à l'échelle de chaque vallée afin de décliner les suites à donner. Les structures de bassins vont chacune organiser une troisième vague d'ateliers de concertation sur leur territoire pour présenter les résultats d'Eau'rizon 2070 et entamer les travaux d'élaboration de chaque PTGE. Eau'rizon 2070 sera également utile pour intégrer l'adaptation au changement climatique dans la révision du SAGE et du PAPI ainsi que dans d'autres plans et programmes comme les SCOT, PLU(i), PCAET,…

- **PEP AU PAPI TECH-ALBÈRES 2021-2026**

Programme d'études préalables (PEP) au Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI), approuvé par le Préfet en août 2021

Avec **38 fiches actions**, ce programme opérationnel d'un montant de 2,35 M€ TTC sur une durée de 5 ans (3 ans + prorogation de 2 ans) a pour ambition de **développer des opérations pour se préparer aux risques**, mieux gérer les situations de crise, réduire la vulnérabilité des personnes et des biens et gérer les digues. L'ensemble des actions inscrites au PAPI pourront prétendre à des subventions jusqu'à 80%. Le dépôt du dossier "PAPI" devrait avoir lieu fin 2026. La réalisation de ce programme opérationnel couvrira la période 2027-2033. Les actions seront priorisées autour des aspects prévision/alerte, gestion de crise et réduction de la vulnérabilité.



Approuvé en août 2021 par le Préfet des Pyrénées-Orientales, le PEP constitue la déclinaison opérationnelle du SAGE Tech-Albères et de la Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondations (SLGRI) des bassins versants du Tech et de la côte rocheuse. Il vise à répondre aux 5 grands objectifs du PGRI Rhône-Méditerranée.

Il comprend 38 fiches-actions réparties selon les sept axes de la prévention des inondations définis par le cahier des charges PAPI 3. L'animation du projet a été classée au sein d'un axe supplémentaire qui lui est dédié.

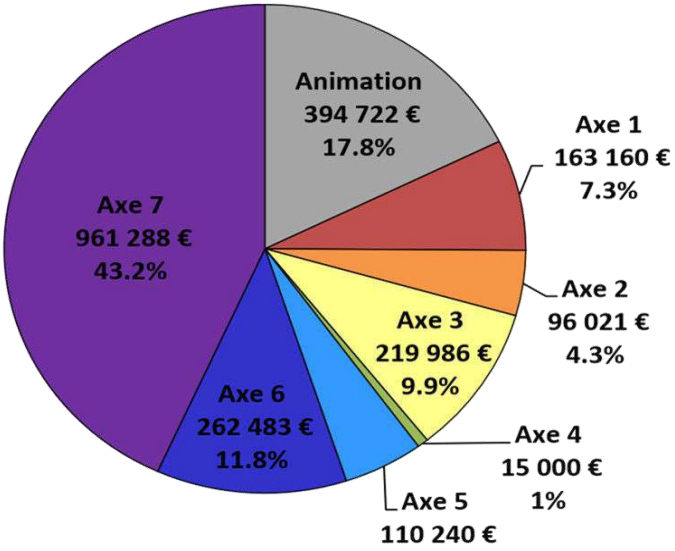
Les grands axes du programme :

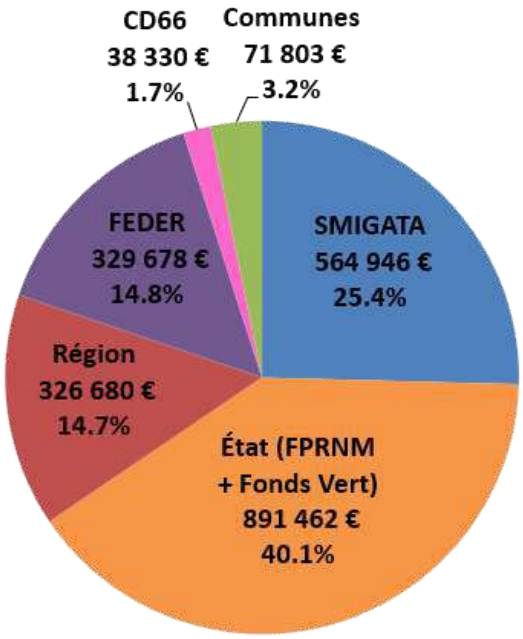


- Axe 0 : l'animation du PAPI (4 actions)
- Axe 1 : l'amélioration de la connaissance et de la conscience du risque (8 actions)
- Axe 2 : la surveillance, prévision des crues et des inondations (4 actions)
- Axe 3 : l'alerte et la gestion de crise (3 actions)
- Axe 4 : la prise en compte du risque d'inondations dans l'urbanisme (3 actions)
- Axe 5 : la réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens (3 actions)
- Axe 6 : le ralentissement des écoulements (5 actions)
- Axe 7 : la gestion des ouvrages de protection hydraulique (8 actions)

La réalisation de ce programme initialement prévue sur 3 ans, a été prorogée de deux ans jusqu'à fin 2026, elle représente un montant total de 2,35 M€ TTC. Le SMIGATA est maître d'ouvrage de 37 actions (soit près de 90 % du programme). Au 31/12/2025, 16 opérations étaient terminées, 14 en cours et 1 en émergence.

Les réalisations par axe et les partenariats financiers







Le Tech en crue à Brouilla







Exemples d'ouvrages de protection contre les inondations

b/ COMPRENDRE POUR AGIR : les études : 2020-2026



ENJEU MILIEUX

- **Étude du transport solide des fleuves côtiers des Albères**

État d'avancement : attribué en 2018 / fini en 2020
Montant de l'opération : 98 450 € TTC
Financements : Agence de l'Eau (50%), Département (20%), Région Occitanie (10%)
Prestataire : Bureaux d'études GEOPEKA / PURE ENVIRONNEMENT / OPALE
Document cadre : SDAGE RMC, SAGE Tech-Albères

La première étape de cette étude a été de caractériser le transport solide (transit des sédiments) des fleuves côtiers des Albères : Riberette, Massane, Ravaner, Douy, Cosprons, Val de Pintes, Riberal, Baillaury et Val Marie. Un diagnostic de ces petits fleuves a ensuite été réalisé afin d'identifier les désordres et possibilités d'optimisation de leur fonctionnement. Un programme d'actions a été réalisé pour restaurer ces cours d'eau au travers de différentes propositions d'interventions :

- Lutte contre l'incision / érosion dans les secteurs à enjeux
- Restauration de la continuité écologique, notamment sédimentaire
- Protection des enjeux (bâtis, réseaux, voiries,…)
- Suppression ou aménagement d'ouvrages perturbant le transit sédimentaire





<u>Perspectives :</u> poursuite de la mise en œuvre du plan de gestion pour réaliser les travaux de restauration des fleuves côtiers des Albères comme préconisé dans l'étude.

- **Plan de gestion stratégique des zones humides**

État d'avancement : attribué en 2020 / fini en 2021
Montant de l'opération : 81 958,00 € TTC
Financements : Agence de l'Eau (70%), Région Occitanie (10%)
Prestataire : Bureau d'études NYMPHALIS
Document cadre : SDAGE RMC, SAGE Tech-Albères

Le plan de gestion stratégique des zones humides du Syndicat du Tech a permis d'identifier les priorités pour agir en faveur de ces espaces naturels. Après un inventaire avec des outils géomatiques, plus de 5000 ha de zones humides potentielles ont été répertoriés. Des visites de terrain sur les sites prioritaires ont permis d'affiner la description de leurs fonctions et des menaces qui pèsent sur elles. En particulier, 23 sites remarquables de la vallée sont visés pour réaliser des opérations de restauration

qui permettront d'optimiser leurs fonctions de régulation des eaux, d'épuration et d'accueil de la biodiversité.

Plus largement, le plan de gestion est le fruit de la volonté des élus et des acteurs locaux de disposer d'un outil d'aide à la décision pour l'aménagement du territoire et mieux concilier usages de l'homme et bon fonctionnement des milieux aquatiques. Aujourd'hui, ce document est à la disposition des collectivités locales mais aussi des usagers de l'eau et des associations pour partager une connaissance et un projet de territoire sur ces espaces si importants pour tous que constituent les zones humides.





<u>Perspectives :</u> mise en œuvre du plan de gestion stratégique pour réaliser les travaux de restauration de zones humides comme préconisé dans l'étude. Intégration du zonage des zones humides lors de la révision du SAGE en y associant un règlement afin de lui conférer une portée réglementaire.

- **Étude de détermination de l'espace de bon fonctionnement du Tech et des zones d'expansion de crues**

État d'avancement : attribué en 2019 / fini 2022
Montant de l'opération : 126 930,00 € TTC
Financements : Agence de l'Eau (50%), FEDER (30%)
Prestataire : Bureaux d'études GEOPEKA / PURE ENVIRONNEMENT / OPALE
Document cadre : SDAGE RMC, SAGE Tech-Albères

À partir du croisement de données cartographiques, l'étude a permis d'identifier l'espace de bon fonctionnement du Tech (EBF), de ses affluents et des fleuves côtiers des Albères. L'EBF correspond à l'espace autour des cours d'eau dans lequel les dynamiques hydrauliques, morphologiques et écologiques s'expriment. L'étude a également permis d'identifier deux zones d'expansion des crues à optimiser.





Les résultats sont une cartographie de l'espace de bon fonctionnement et des usages présents, des principes de gestion selon des zonages emboîtés pour préserver l'EBF, le restaurer ou bien adapter ou délocaliser les usages. L'étude a aussi permis l'élaboration d'une ébauche d'une stratégie foncière ainsi que des fiches actions au stade esquisse (ESQ) pour 28 sites prioritaires afin d'établir un programme opérationnel.

Perspectives : mise en œuvre du programme opérationnel au travers de la reprise des fiches actions, développer une stratégie foncière pour préserver / gérer l'EBF et intégrer le zonage lors de la révision du SAGE en y associant un règlement afin de lui conférer une portée réglementaire.

- **Étude pour la restauration de la continuité écologique de la Massane**

État d'avancement : attribué en mars 2020 / fini en mars 2025
Montant de l'opération : 70 971,79 € TTC
Financements : Agence de l'Eau (50%), Département (20%)
Prestataire : Bureaux d'études PURE ENVIRONNEMENT / OPALE
Document cadre : SAGE Tech-Albères, PLAGEPOMI

La Massane est un fleuve côtier méditerranéen situé sur la commune d'Argelès sur Mer qui fait l'objet d'un classement au titre de la continuité écologique en raison de la présence de l'Anguille européenne, poisson migrateur. C'est pourquoi, afin d'aider les propriétaires des ouvrages présents sur la Massane à se conformer avec l'objectif réglementaire de restauration de la continuité écologique tout en tenant compte des usages, le Syndicat du Tech a lancé en 2020 une étude globale à l'échelle de l'ensemble de la Massane.

La prestation a permis le diagnostic de 15 ouvrages présents sur la Massane (5 passages à gué, 1 cuvelage, 2 radiers, 7 seuils), d'élaborer deux scénarios d'aménagement pour chaque ouvrage qui ont été présentés aux propriétaires (Commune Argelès, CC ACVI, privés). Une priorisation a ensuite permis de mener des analyses géotechniques pour le scénario choisi sur 5 ouvrages qui ont fait l'objet des études AVP, PRO et dossiers réglementaires (3 passages à gués et 2 coffrages de canalisations eaux usées). Le COPIL a validé en mars 2025 la fin de l'étude. Le Syndicat s'est positionné en tant que maître d'ouvrage sur les 4 ouvrages publics pour la réalisation des travaux avec un engagement des partenaires financiers à hauteur de 80%.





Perspectives : réalisation des travaux d'aval en amont avec un projet par an sur 4 ans :

- **2 coffrages de canalisations (« Lamon ») pour l'automne 2026 d'un montant de 164 225,00 € HT**
- **Le passage à gué rue du 14 juillet pour l'automne 2027 d'un montant de 405 140,00 € HT**
- **Le passage à gué rue des Merles pour l'automne 2028 d'un montant de 130 750,00 € HT**
- **Le passage à gué du Rancho pour l'automne 2029 (sous réserve car privé) d'un montant de 150 705,00 € HT**

ENJEU QUALITÉ

- **Flux admissibles**

État d'avancement : stage de 6 mois de master réalisé en 2025 (Emma Blériot)
Document cadre : SDAGE RMC, SAGE Tech-Albères

Ce stage a permis d'engager une démarche sur les « flux admissibles », notion qui correspond à évaluer la quantité de polluants organiques qu'est capable de « digérer » un cours d'eau. Le stage s'est focalisé sur les secteurs à plus forts enjeux en matière d'eutrophisation (développement d'algues) que sont le Tech d'Arles sur Tech à la mer et la Riberette. Un calcul des flux sortants des stations d'épuration comparé aux limites de bon état des cours d'eau a permis d'identifier les stations d'épuration prioritaires pour abattre davantage l'azote et le phosphore. Des suivis de la qualité de l'eau ont également été réalisés ainsi que l'évaluation des capacités autoépuratoires du Tech et de la Riberette. Un plan d'actions est proposé pour suivre la qualité de l'eau, renforcer certains traitements des STEP, étudier davantage les apports en nutriments, améliorer l'autoépuration, …





<u>Perspectives :</u> développer un suivi annuel de la qualité de l'eau (en préparation pour 2027), poursuivre les investigations concernant les flux admissibles, travailler avec les gestionnaires de STEP et le SATESE pour optimiser les traitements sur les sites à enjeux, poursuivre la restauration des cours d'eau pour améliorer l'autoépuration, développer des projets de recherche sur les apports diffus et sur l'autoépuration.

ENJEU RISQUES (Prévention des Inondations)

- **Étude des ouvrages de protection et du fonctionnement hydraulique de la Massane et de ses principaux affluents**

Cette étude, confiée à Hydratec-Setec et Opale Ingénierie, visait à analyser le fonctionnement en crue de la Massane (et de ses affluents) ainsi qu'à inventorier et à caractériser les linéaires prioritaires d'ouvrages de protection contre les inondations en vue de la définition d'éventuels systèmes d'endiguement.

Le recensement exhaustif des ouvrages présents dans la zone urbaine d'Argelès-sur-Mer et la conception d'un modèle hydraulique ont permis d'étudier le rôle de protection joué par ces ouvrages. Une dizaine de secteurs semblant potentiellement correspondre à des systèmes d'endiguement (en l'état actuel) ont été analysés. Parmi eux, quatre ont été retenus par le bureau d'études agrée qui préconise leur classement en tant que système d'endiguement sous réserve que la résistance des ouvrages (non étudiée dans le cadre de cette opération) le permette. Suite à cette étude, des

diagnostics géotechniques des ouvrages retenus doivent être programmés afin de s'assurer de leur capacité à résister aux sollicitations hydrauliques et de permettre la réalisation d'une étude de dangers (en préalable au dépôt d'une demande d'autorisation de classement en tant que système d'endiguement). Plusieurs préconisations de travaux de confortement à envisager en amont du dépôt de la demande d'autorisation ont également été formulées.

Cette opération, d'un montant de 128 814 € TTC, a bénéficié du soutien financier du Fonds européen de développement régional (FEDER – 60%) et de la Région Occitanie (20%). Elle a eu lieu entre septembre 2021 et janvier 2023.



Exemples d'ouvrages étudiés dans le cadre de cette opération

<u>Perspectives :</u>
- Réaliser une étude de la stabilité des ouvrages constitutifs de 2 potentiels systèmes d'endiguement sur la Massane (cf. page 32).
- Réaliser une étude de la stabilité des ouvrages constitutifs d'un potentiel système d'endiguement sur l'agulla d'en Salleres.
- Réaliser une étude de dangers de la digue du Bois fleuri.

- **Étude hydraulique du bassin versant de la Riberette :**
  risque d'inondation, ouvrages de protection et problématique d'érosion

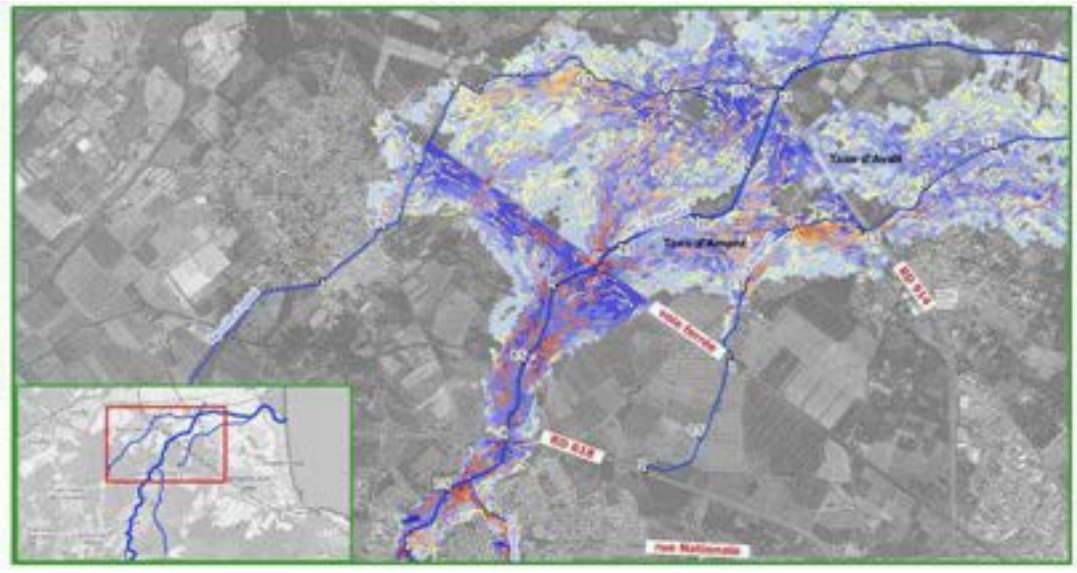
Cette étude, confiée à Hydratec Stec et Opale Ingénierie, visait à analyser le fonctionnement hydraulique en crue de la Riberette et de ses principaux affluents (la Noguera et le Miloussa). Elle a permis de modéliser les débordements qui peuvent se produire dans les traversées urbaines de Sorède et de Saint-André ainsi que sur la commune d'Argelès-sur-Mer (à l'aval de la RD 914), où de nombreux enjeux sont concentrés. Une analyse hydraulique approfondie associée à un diagnostic visuel des ouvrages identifiés comme potentiels systèmes d'endiguement a permis de se positionner sur le devenir de ces ouvrages.

La modélisation hydraulique réalisée a permis de mettre en évidence que les ouvrages/merlons présents sur ce bassin versant n'ont quasiment aucune utilité en matière de protection contre les inondations et que les conforter ne permettrait pas d'améliorer la situation. Au vu des conclusions exposées et des matériaux constitutifs des ouvrages investigués (essentiellement sableux), il a été convenu que ceux-ci ne donneraient pas lieu à un classement en tant que "système d'endiguement".

Un scénario d'élargissement du lit de la Riberette aval a également été modélisé. Les résultats du modèle hydraulique montrent que le scénario étudié n'est pas pertinent du point de vue de la diminution de la vulnérabilité du secteur aval de la Riberette.

L'étude visait également à identifier les principaux secteurs soumis à l'érosion, à en déterminer les causes et à définir des solutions de gestion. Sept linéaires d'érosion en extrados de méandre ont ainsi été mis en évidence et analysés sur la Riberette entre Sorède et Saint-André. Des propositions d'aménagement ont été formulées afin de limiter les processus de divagation latérale constatés.

Cette opération, d'un montant de 91 968 € TTC, a bénéficié du soutien financier de l'État (Fonds Barnier – 50%) et de la Région Occitanie (20%). Elle a eu lieu entre avril 2022 et décembre 2023.

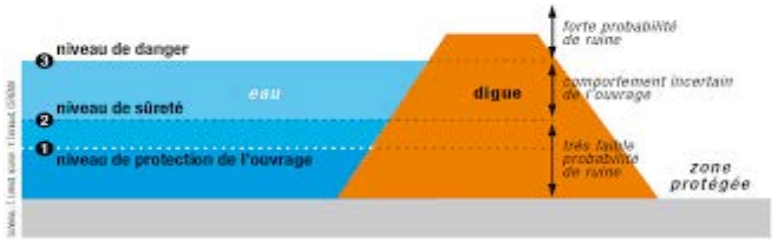


Exemples de cartographie des hauteurs d'eau et des vitesses produite dans le cadre de cette opération

<u>Perspectives :</u>
- Ne pas demander le classement des ouvrages de protection en tant que système d'endiguement.

- **Inventaire et caractérisation des linéaires d'ouvrages de protection contre les inondations en vue de définir des systèmes d'endiguement sur le territoire Tech-Albères**

Cette étude, confiée à Hydratec Secte et Opale Ingénierie, visait à inventorier l'ensemble des ouvrages situés sur le bassin versant du Tech et des fleuves côtiers des Albères jouant un rôle dans la protection vis-à-vis des inondations. Cette opération n'a pas traité les linéaires d'ouvrages présents dans les traversées urbaines d'Argelès-sur-Mer, Banyuls-sur-Mer et Cerbère, étant donné qu'ils ont fait l'objet d'études spécifiques. Parmi les très nombreux ouvrages concernés, certains ont été diagnostiqués plus précisément afin de déterminer s'il convenait de les faire classer en tant que système d'endiguement ou non.



❶ ❷ ❸ Données techniques issues de l'Étude de dangers. Le niveau de protection de l'ouvrage ne peut pas être supérieur au niveau de sûreté.

Le travail mené dans le cadre de cette opération a permis de sélectionner cinq potentiels systèmes d'endiguement. Fin 2022, le bureau d'études a finalement préconisé de ne pas faire classer quatre d'entre eux. Le cinquième nécessite des investigations plus poussées (modélisation hydraulique et sondages géotechniques) afin de pouvoir trancher sur l'intérêt ou non de le classer.

Au total, ce sont 103 362 € TTC qui ont été investis dans cette étude. Elle a bénéficié du soutien financier du Fonds européen de développement régional (FEDER – 60%) et de la Région Occitanie (20%). Elle a eu lieu entre avril 2021 et novembre 2022.



Exemples d'ouvrages étudiés dans le cadre de cette opération

<u>Perspectives :</u>
- Ne pas demander le classement des ouvrages de protection investigués en tant que système d'endiguement.

- **Étude de dangers de 2 systèmes d'endiguement pressentis**

Cette étude, confiée à Hydrétudes et SAGE Ingénierie, visait à faire un diagnostic approfondi des ouvrages de protection contre les inondations présents sur les communes de Banyuls-sur-Mer et de Cerbère, deux secteurs sur lesquels des systèmes d'endiguement étaient pressentis.

Sur la Baillaury et le Vall Pompo (à Banyuls-sur-Mer), l'étude a clairement identifié un système d'endiguement comprenant trois zones protégées. Celui-ci a pu être caractérisé finement (topographie, sondages géotechniques, modélisation hydraulique) et a fait l'objet d'une étude de dangers. Le bureau d'études agréé a ensuite été chargé d'élaborer l'ensemble des pièces qui permettront au Syndicat de déposer une demande d'autorisation en tant que système d'endiguement (rubrique 3.2.6.0 de la nomenclature loi sur l'eau).

A contrario, sur le Riberal (à Cerbère), suite à la caractérisation des ouvrages (topographique, hydraulique et géotechnique), le bureau d'études a recommandé de ne pas classer les ouvrage en tant que système d'endiguement car le ratio bénéfices/risques est apparu défavorable au regard de plusieurs critères : un niveau de protection maximal envisageable très bas (inférieur à Q2), un risque de défaillance fonctionnelle important et l'ampleur des travaux de sécurisation à mettre en œuvre pour un gain final incertain et très limité.

Cette opération, d'un montant de 164 988 € TTC, a bénéficié du soutien financier du Fonds européen de développement régional (FEDER – 60%) et de la Région Occitanie (20%). Elle a eu lieu entre mars 2021 et décembre 2022.



Aperçu des ouvrages étudiés dans le cadre de cette étude à Banyuls-sur-Mer (à gauche) et à Cerbere (à droite)

Perspectives :

- Effectuer les reprises de déjointements nécessaires sur le système d'endiguement de Banyuls.
- Acquérir la maitrise foncière des ouvrages constitutifs du système d'endiguement de Banyuls en vue de demander son classement au titre de la rubrique 3.2.6.0 de la nomenclature loi sur l'eau.
- Sur le Riberal, mettre en place un système de surveillance des crues (station hydrométrique) et proposer des diagnostics de la vulnérabilité du bâti aux riverains (vers la mise en place de protections individuelles).

- **Étude préalable à la définition de potentiels systèmes d'endiguement sur deux secteurs de digues classées**

Cette étude, confiée à Gaxieu et Egis Eau, visait à dresser un état des lieux hydraulique et structurel du fonctionnement de deux ouvrages précédemment classés (digues de classe C selon la règlementation de 2007). Pour chacun, une première étape a permis de vérifier si les ouvrages étaient susceptibles de constituer un système d'endiguement cohérent sur un plan hydraulique et justifiable sur un plan structurel (en l'état actuel).

Pour la digue située sur la commune de Saint-Jean-Pla-de-Corts, les investigations menées ont démontré que ses caractéristiques ne permettent pas d'envisager un classement en tant que système d'endiguement. Cette conclusion se justifie notamment par sa constitution, la présence nombreux désordres, un risque d'érosion et de rupture.

Pour la digue située sur la commune de Maureillas-las-Illas, il a été démontré que ses caractéristiques permettent un classement en tant que système d'endiguement. Une étude de dangers a donc été réalisée sur cet ouvrage et un dossier de demande d'autorisation en tant que système d'endiguement est envisagé par le Syndicat.

Cette opération, d'un montant de 101 596 € TTC, a bénéficié du soutien financier de l'État (Fonds Barnier - 50%) et de la Région Occitanie (20%). Elle a eu lieu octobre 2022 et décembre 2024.



Digues faisant l'objet de l'étude à Saint-Jean-Pla-de-Corts (à gauche) et à Maureillas-las-Illas (à droite)

- **Étude de la stabilité des barrages situés sur le bassin versant de la Baillaury**

Cette étude, confiée à BRLi et ABO ERG Géotechnique, a mené un diagnostic complet des 4 ouvrages situés sur la Baillaury et sur le Terveau afin de qualifier leur risque de rupture. L'éventuel sur-risque que pourrait engendrer la rupture d'un ou plusieurs de ces ouvrages a également été évalué à travers une modélisation hydraulique. Les investigations menées (étude géophysique, étude géologique, inspection visuelle) ont permis de constater que le génie civil des barrages ne présente pas de désordres structurels majeurs. Pour autant, les calculs de stabilité menés selon les recommandations CFBR ont mis en évidence, une instabilité des barrages au renversement et au glissement à la fois dans leur situation actuelle (engravés) mais également dans une situation "d'entretien" (désengravés). L'étude a également souligné le fait que ces ouvrages sont susceptibles d'engendrer parmi la population un faux sentiment de protection vis-à-vis des crues. Deux scénarios de travaux ont été envisagés sommairement :
- le renforcement des ouvrages en vue de leur conservation (estimé plus de 1,5 M € TTC) ;
- la démolition des ouvrages (estimée à près de 660 000 € TTC).

La commune, propriétaire des 4 ouvrages, doit statuer sur leur devenir en fonction des risques, des coûts, et des éventuels usages de chacun.

Cette opération, d'un montant de 100 848 € TTC, a bénéficié du soutien financier de l'État (Fonds Barnier - 50%) et de la Région Occitanie (20%). Elle a eu lieu entre novembre 2022 et novembre 2023.





Illustrations des barrages dont la stabilité a été étudiée : barrage amont sur le Terveau (à gauche) et barrage aval sur le Terveau (à droite)

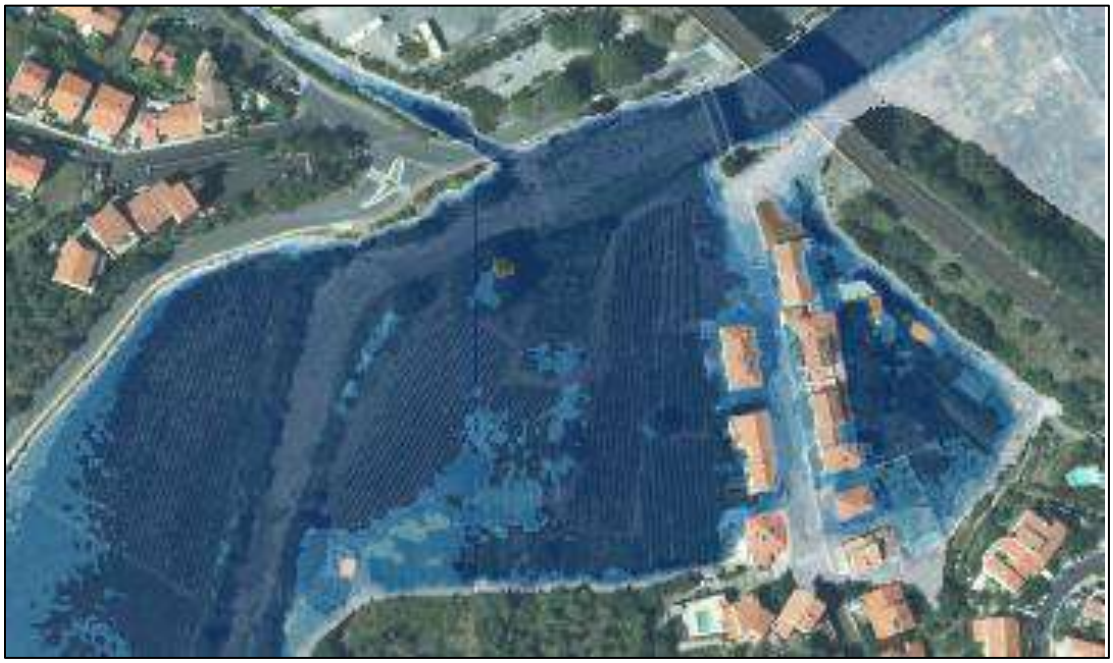
<u>Perspectives :</u>

- La commune doit se prononcer quant aux suites qu'elle souhaite donner à cette étude : la démolition de tout ou partie des ouvrages ou le confortement de tout ou partie de ces ouvrages. Si elle souhaite s'orienter vers la démolition, elle devrait pouvoir bénéficier de subvention (agence de l'eau et région notamment). Le syndicat pourra l'acompagner dans la recherche et l'obtention de financements.

- **Étude des possibilités d'aménagement en vue de réduire l'inondabilité du secteur de la Martine basse à Banyuls-sur-Mer**

Cette expertise confiée à Hydrétudes, visait à étudier différents scénarios d'aménagements susceptibles de réduire le risque d'inondation. Plusieurs solutions ont été envisagées afin de répondre aux attentes de la commune, du SMIGATA et des riverains (abaissement de voirie, élargissement d'ouvrage, réalisation d'ouvrages de protection, délocalisation des enjeux, etc.). La modélisation hydraulique réalisée a permis de tester plusieurs scénarios d'aménagement dont certains étaient évoqués depuis des décennies par les riverains ou par les services de l'État sans jamais avoir été étudiés. En fonction de l'analyse comparative réalisée par le bureau d'études (chiffrage, effets bénéfiques ou néfastes, contraintes, etc.), le comité de pilotage a pu se prononcer en faveur ou non de chacun des scénarios envisagés. A la suite du comité de pilotage, la commune a indiqué sa position quant aux différents scénarios qui ont été analysés dans le cadre de cette étude. Au vu de l'ensemble des éléments produits, elle s'est dite favorable au scénario visant à mettre en place une démarche de réduction de la vulnérabilité sur le quartier et à optimiser la gestion des eaux pluviales.

Cette opération, d'un montant de 33 450 € TTC, a bénéficié du soutien financier de l'État (Fonds Barnier - 42%) et de la Région Occitanie (20%). Elle a eu lieu entre octobre 2022 et décembre 2023.



Résultat de la modélisation hydraulique des débordements de la Baillaury sur le secteur de la Martine Basse

<u>Perspectives :</u>

- Mener une opération de diagnostic de la vulnérabilité des logements et inciter les bénéficiaires à solliciter des subventions et à réaliser les travaux préconisés.

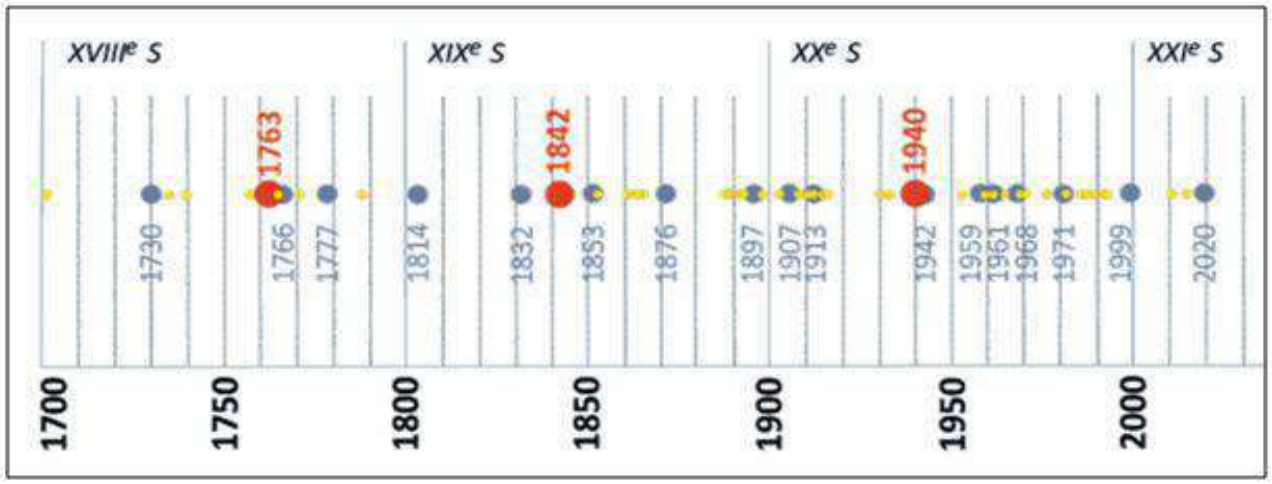
- Optimiser les écoulements dans le réseau d'eau pluviale (installation de 2 clapets anti-retour et reprise de l'ouvrage en aval du fossé longeant la voie SNCF).

- **Étude historique des inondations du bassin versant du Tech et des fleuves côtiers des Albères (XIVe-XXIe siècle)**

Cette étude visait à collecter toutes les informations disponibles sur les crues passées du Tech, de ses principaux affluents et des fleuves côtiers des Albères. Confiée à un binôme d'historiens (Université de Perpignan et archives départementales des Pyrénées-Orientales), elle a permis l'analyse d'un très grand nombre de documents (articles de presse, plans, photographies, relevés de compte, courriers, archives communales, départementale, royales, etc.). Des "fiches-événement" ont été produites pour tous les évènements recensés depuis le XIVe siècle, elles décrivent le déroulement des évènements, les dégâts, les victimes et les éventuels travaux engagés suite aux inondations. Cette "mine d'informations" peut désormais être mobilisée au lancement de toute étude/travaux sur le territoire afin d'enrichir la bibliographie disponible.

A l'issue de cette étude, un roll-up présentant un bilan des inondations historiques sur le territoire a été produit. Il est disponible à la réservation, au même titre que les 21 panneaux d'exposition sur le risque.

Cette opération, d'un montant de 15 000 € TTC, a bénéficié du soutien financier de l'État (Fonds Barnier – 50%) et de la Région Occitanie (20%). Elle a eu lieu entre mars 2022 et mai 2023.



Frise chronologique illustrant la récurrence des inondations vécues par le territoire au fil des siècles





<u>Perspectives :</u>

- Utiliser systématiquement les informations disponibles dans le recueil de fiches-évènement au lancement de toute étude ou de tous travaux sur les cours d'eau du territoire.

- Mettre à disposition des collectivités qui le souhaitent les fiches-évènement mais également les nombreux documents qui ont été numérisés au cours du travail de recherche aux archives et qui concernent les évènements passés.

- **Étude de faisabilité d'un bassin de rétention sur le secteur de la Galère à Collioure**

Dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) piloté par le Syndicat du Tech (SMIGATA), celui-ci a souhaité étudier les phénomènes de ruissellement à l'échelle du bassin versant du Cagareil (9ha) sur la commune de Collioure et la faisabilité d'un projet de bassin de rétention. Cette étude, confiée à Hydrétudes, a permis de déterminer le débit acceptable en aval de la voie SNCF (sans que les débordements ne deviennent préjudiciables) et d'envisager plusieurs scenarii d'aménagement pour l'éventuel bassin de rétention, puis en étudier les coûts. Elle s'est également attachée à définir le dimensionnement des ouvrages permettant de réguler le débit en sortie du bassin, et à estimer quel serait le gain hydraulique (abaissement de la ligne d'eau) attendu en aval de la voie ferrée, au droit des enjeux.

Au stade "esquisse", cette étude a conclu à la faisabilité d'un bassin de rétention (analyse coûts/bénéfices positive). La création d'un tel bassin pourrait être envisagée dans le cadre du PAPI à venir afin d'améliorer la gestion des écoulements sur ce secteur et d'atténuer les débordements dommageables dans le quartier du faubourg lors des précipitations intenses. Pour que cette première étude puisse amener à une réalisation opérationnelle, des études complémentaires devront être menées pour affiner ce projet.

Dans un premier temps, les réflexions devront être avancées au stade AVP. Néanmoins les premiers échanges avec SNCF Réseau ont permis d'identifier les contraintes à prendre en compte dans la définition de ce projet du fait de la présence de la voie ferrée en aval de l'emplacement envisagé pour le bassin de rétention. Les réflexions menées par le bureau d'études devront probablement être suivies également par le service ingénierie de la SNCF qui s'assurera que ces contraintes soient bien intégrées.

Cette opération, d'un montant de 32 064 € TTC, a bénéficié du soutien financier de la Région (20%). Elle a eu lieu entre juillet 2024 et septembre 2025.



Photographies prises sur le bassin versant amont (à gauche) et dans la rue Voltaire (à droite)

<u>Perspectives :</u>
- Poursuivre l'étude d'un des scénarios (bassin de rétention) au stade AVP, avec un accompagnement de la SNCF pour intégration des contraintes liées à la proximité de la voie ferrée.

- Étude des possibilités d'instrumentation des bassins versants des affluents du Tech et des fleuves côtiers

Dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) piloté par le Syndicat du Tech (SMIGATA), celui-ci a souhaité mener une réflexion quant à la possibilité d'installer des stations de surveillance des cours d'eau et d'améliorer la prévision des crues sur les cours d'eau qui ne sont pas couverts par le service Vigicrues. Six bassins versants (le Riuferrer, le Maureillas, Le Tanyari, la Riberette, la Massane et la Baillaury) ont été investigués afin de définir leur temps de réaction, de déterminer si un système d'alerte local et/ou un système d'anticipation des crues est envisageable et le cas échéant, d'identifier les sites sur lesquels le matériel pourrait être installé. Des visites de terrain ont eu lieu en octobre 2024. Il ressort de cette analyse que trois fleuves côtiers présentent un réel intérêt (de nombreux enjeux inondables pour des crues de l'ordre de Q_{10}/Q_{20} et un temps d'anticipation suffisant pour permettre la mise en place de mesures opérationnelles) : la Riberette, la Massane et la Baillaury.

Cette opération, réalisée en régie avec l'assistance du service de prévision des crues (SPC), n'a pas engendré de dépenses. Elle a eu lieu entre octobre 2024 et mai 2025.



Site potentiel d'implantation d'une station de surveillance des crues sur la Massane (haut) et sur la Baillaury (bas)

Perspectives :

- Équiper les bassins versants de la Massane, de la Riberette et de la Baillaury dès 2026.

- Diagnostics de la vulnérabilité du bâti dans le quartier de la Martine basse à Banyuls-sur-Mer

Compte tenu des nombreux enjeux exposés sur le territoire, le Syndicat du Tech (SMIGATA) a souhaité initier une démarche de réduction de la vulnérabilité des bâtiments et activités situés en zone inondable. Pour cela, il a missionné le bureau d'études OSGAPI pour la réalisation de diagnostics individuels. Dans un premier temps, ces diagnostics ont été proposés aux propriétaires des habitations situées dans un quartier de la commune de Banyuls-sur-Mer identifié comme secteur pilote au vu de sa forte exposition.

Le diagnostic proposé consiste à réaliser avec chaque propriétaire une visite de son logement (échanges sur les inondations vécues, identification des voies d'entrée d'eau, réalisation de levés altimétriques des seuils d'entrée et des différents éléments vulnérables, estimation des hauteurs d'eau potentielles sur chacun des espaces de l'habitation, discussion autour des améliorations envisageables, etc.). A l'issue de cette visite, un rapport individuel est produit et a pour objectif de dresser un état des lieux complet de l'exposition du logement face au risque, puis d'accompagner son propriétaire vers la réalisation de travaux d'amélioration du bâti qui permettront de le rendre moins vulnérable. Les mesures prescrites lors du diagnostic peuvent être considérablement subventionnées. Le prestataire peut accompagner les propriétaires qui le souhaitent dans le montage de leur dossier de subvention.

Cette démarche a été proposée à 19 propriétaires de logements dans ce quartier. Parmi eux, 8 ont souhaité bénéficier d'un diagnostic. Suite à la remise des rapports de diagnostic (en avril 2025), seul un propriétaire a décidé de monter un dossier de demande de subvention en vue de réaliser les travaux préconisés.

Cette opération, d'un montant de 9 120 € TTC, a bénéficié du soutien financier de l'État (Fonds Barnier - 50%), de la Région (20%) et du Département (10%). Elle a eu lieu entre janvier 2025 et novembre 2025.



Photographies prises lors de l'intervention du bureau d'études chez un propriétaire

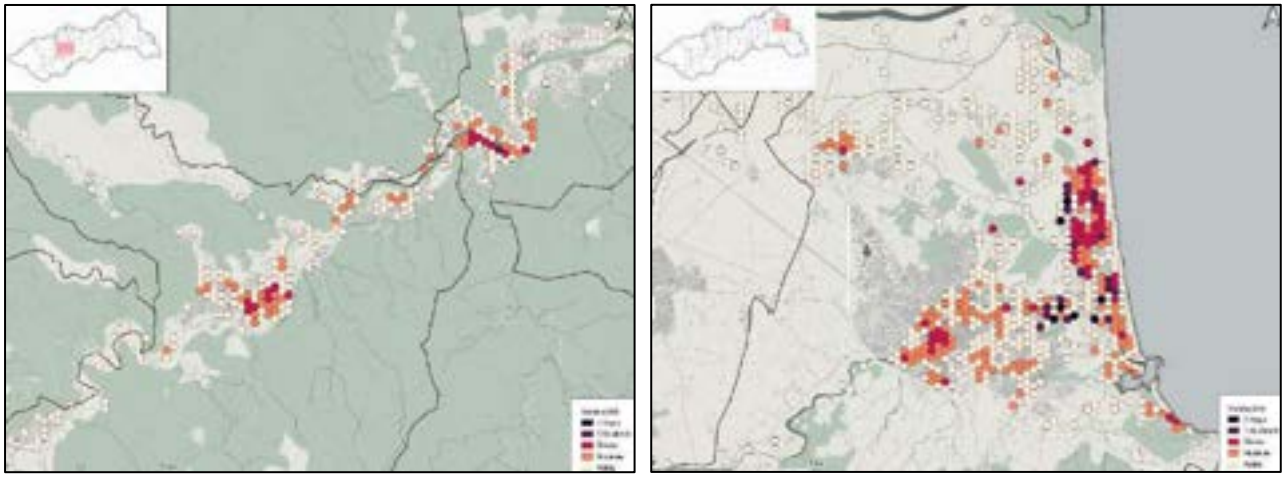
<u>Perspectives :</u>
- Faire aboutir des dossiers travaux afin de réduire efficacement la vulnérabilité des habitants de ce quartier.
- Reproduire ce type d'opération pilote sur d'autres secteurs.

- Étude pré-opérationnelle à une opération de réduction de la vulnérabilité

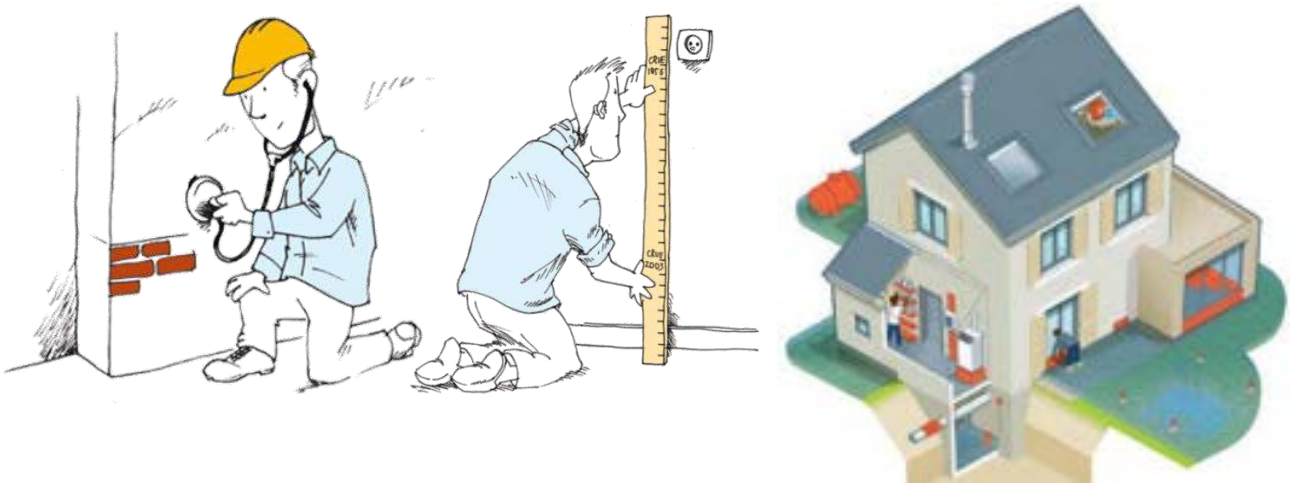
Ce diagnostic complet de la vulnérabilité du territoire au travers de la reprise et de l'approfondissement du recensement des enjeux en zone inondable existant a été confié à OSGAPI. En effet, lors d'un précédent PAPI, des études avaient été menées sur les zones inondables de 11 communes du Tech aval situées entre le seuil de Nidoleres et l'embouchure du Tech (en 2009 et 2010). Dans le contexte actuel de multiplication des évènements climatiques extrêmes, le Syndicat a souhaité que cette réflexion soit étendue à l'ensemble du bassin versant du Tech et des fleuves côtiers des Albères. Ce travail d'analyse poussé va permettre d'identifier les zones sur lesquelles intervenir en priorité lors du PAPI.

En parallèle de cette analyse territoriale, des diagnostics pilotes sont réalisés sur des habitations, établissements publics, et des activités économiques. Ils orientent les propriétaires vers des travaux d'adaptabilité du bâti et de réduction de la vulnérabilité qui peuvent bénéficier de subventions.

Cette opération, d'un montant prévisionnel de 108 000 € TTC, bénéficie du soutien financier de l'État (Fonds Barnier - 50%), de la Région (20%) et du Département (10%). Démarrée en janvier 2025, elle devrait s'achever en octobre 2026



Cartographie de zones les plus vulnérables du territoire à investiguer dans le cadre de l'étude



<u>Perspectives :</u>

- Programmer le déploiement d'une vaste opération de réduction de la vulnérabilité des habitations, des bâtiments publics ainsi que des activités économiques lors du PAPI à venir.

- Investigations géotechniques en vue d'améliorer la connaissance structurelle des ouvrages d'endiguement potentiels de la Massane

Cette étude, confiée à GINGER CEBTP, vise à compléter la caractérisation des ouvrages endiguant la Massane entre le pont de l'avenue Molière et le pont de l'avenue général de Gaulle à Argelès-sur-Mer. Ces ouvrages ont déjà fait l'objet d'une première expertise (examen visuel détaillé dans le cadre de l'étude du fonctionnement hydraulique de la Massane) mais le syndicat veut s'assurer de leur stabilité et de leur résistance en cas de crue avant d'envisager la réalisation d'une étude de dangers complète et de demander le classement de ces ouvrages en tant que système d'endiguement. Pour cela, une analyse géotechnique est menée, elle nécessite la réalisation de nombreux sondages, carottages, reconnaissances de fondations, etc. à la fois directement sur les ouvrages et dans les terrains qui les supportent. Ces opérations se déroulent sur du parcellaire communal mais également sur des parcelles appartenant à des propriétaires privés. Cette étude devra aussi aboutir à la préconisation d'éventuels travaux de reprise des ouvrages si cela s'avère nécessaire.

Cette opération, d'un montant prévisionnel de 110 000 € TTC, bénéficie du soutien financier de l'État (Fonds Barnier - 50%), de la Région (20%) Démarrée en juillet 2025, elle devrait s'achever en juin 2026.



Photographies prises lors de la réalisation de sondages dans le lit de la Massane en octobre 2025

<u>Perspectives :</u>
- Si la stabilité des ouvrages est satisfaisante, réaliser l'étude de dangers de 2 systèmes d'endiguement sur la Massane et demander leur classement au titre de la rubrique 3.2.6.0 de la nomenclature loi sur l'eau.
- Si leur stabilité n'est pas satisfaite, envisager des travaux de reprise des ouvrages (sur la base des préconisations du bureau d'études).

- Recensement et validation de repères de crues sur le territoire

Dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) piloté par le Syndicat du Tech (SMIGATA), celui-ci réalise un inventaire précis des repères de crues sur 17 communes du territoire. Sur la base de ce recensement, certains repères de crue seront matérialisés à des endroits stratégiques, visibles de tous. La pose des repères de crues se fera prioritairement sur les communes où les plus hautes eaux connues (PHEC) sont significatives. De nombreuses PHEC avaient été recensées dans les années 2000 (lors du 1er PAPI), notamment sur les communes d'Arles-sur- Tech et d'Amélie-les-Bains.

Le choix des sites de pose se fait en concertation avec les communes, les bâtis publics sont privilégiés comme support. Si la situation le nécessite, une convention pourra être signée avec des particuliers pour que la pose d'un repère de crue puisse être effectuée sur leur bien. Les services de la DDTM66 sont tenus informés du choix des sites de pose. La mise en place de repères de crue va permettre de développer la conscience et la culture du risque d'inondations parmi la population.

Cette opération, confiée à Morph'Eau Conseils en groupement avec SIGosphère, d'un montant prévisionnel de 30 600 € TTC, bénéficie du soutien financier de l'État (Fonds Barnier - 50%) et de la Région (20%). Démarrée en juillet 2025, elle devrait s'achever à l'automne 2026 avec une première commande de repères de crue et une première phase de pose par les communes.





<u>Perspectives :</u>
- Programmer une seconde phase de pose de repères de crue lors du futur PAPI (sur la base de l'inventaire).
- Accompagner certains repères d'un panneau pédagogique qui permettra de renseigner les passants sur le contexte.
- Si d'autres communes se montrent intéressées, réaliser le même type d'opération (recensement / validation /pose) lors du futur PAPI.

- **Réalisation d'un diagnostic du canal écrêteur de la Riberette en préalable à des travaux de remise en état**

Le Syndicat du Tech a lancé début 2026 un diagnostic de l'état du canal écrêteur de la Riberette confié à Opale Ingénierie. Cet ouvrage, construit à la fin des années 90 (suite à la crue de 1986) permet, lorsque la Riberette est en crue, d'évacuer une partie de son débit vers le Tech afin de préserver les enjeux situés en rive droite sur la commune d'Argelès-sur-Mer entre la RD914 et l'embouchure (campings notamment).

Ce canal n'ayant pas fait l'objet d'un entretien régulier au cours des dernières décennies, il se retrouve aujourd'hui dans un état relativement dégradé : de nombreux végétaux se sont enracinés entre les plaques de béton. Certaines sont susceptibles d'être emportées en cas de mise en charge du canal.

Par ailleurs, en janvier 2020, la crue du Tech (tempête gloria) a fortement endommagé l'extrémité aval du canal. Ce point fait actuellement l'objet d'une attention particulière dans le cadre de cette étude.

Le diagnostic mené a pour objectif de faire un état des lieux complet de l'état actuel du canal, puis de proposer plusieurs alternatives de travaux de remise en état afin qu'il puisse continuer à assurer son rôle d'écrêtement des crues de la Riberette de manière pérenne. Ces différentes solutions vont être comparées et un scénario de travaux sera retenu puis développé au stade AVP En fonction de son montant, il fera l'objet d'une analyse coût/bénéfice visant à s'assurer de la pertinence des aménagements proposés. Le syndicat n'exclut pas, en fonction du chiffrage estimatif de sa remise en état, d'étudier également une optimisation du rôle que joue ce canal.

Cette opération, d'un montant prévisionnel de 60 000 € TTC, bénéficie du soutien financier de l'État (Fonds Barnier - 42% + Fonds vert - 8 %) et de la Région (17%). Démarrée en janvier 2026, elle devrait s'achever en octobre 2026





Perspectives :

- Réaliser les travaux nécessaires à la remise en état de l'ouvrage



c/ MAITRISE D'ŒUVRE, préparation opérationnelle des travaux

- **Requalification des ouvrages de correction torrentielle sur le Riuferrer à Arles-sur-Tech**

Dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) piloté par le Syndicat du Tech (SMIGATA), celui-ci a lancé en octobre 2023 une opération de maitrise d'œuvre complète (des études préalables jusqu'à l'encadrement des travaux) qui doit permettre d'aboutir à des travaux de reprise des ouvrages de correction torrentielle du Riuferrer présent dans la traversée d'Arles-sur-Tech.

Ce tronçon avait fait l'objet de travaux en 2008, dans le cadre d'un précédent PAPI. Malheureusement, les seuils de correction torrentielle dont le rôle est de maintenir le profil en long et de contribuer à la stabilité des ouvrages latéraux (chenalisation du cours d'eau) sont aujourd'hui menacés par des problématiques d'affouillement et de vieillissement du béton liées notamment à des malfaçons lors de

ces travaux. Cela contraint aujourd'hui le SMIGATA (responsable de ces ouvrages depuis le transfert de la compétence GEMAPI) à envisager la reprise des ouvrages endommagés. Les phases d'étude de cette opération de maitrise d'œuvre visent à proposer des solutions d'aménagement et/ou de gestion permettant une sécurisation des ouvrages latéraux de protection contre le risque érosion et le risque inondation dans la traversée urbaine du Riuferrer à Arles-sur-Tech.

Cette opération (phases d'études de l'opération de maitrise d'œuvre complète) confiée à GAXIEU et Egis Eau, d'un montant prévisionnel de 80 000 € TTC, bénéficie du soutien financier de l'État (Fonds Barnier - 42% + Fonds vert - 8 %) et de la Région Occitanie (20%). Démarrée en septembre 2023, elle devrait se poursuivre jusqu'à la réalisation des travaux (à l'horizon 2028). A ce titre, une demande de financement complémentaire a été adressée aux partenaires financiers en avril 2026.



Vue d'ensemble du tronçon concerné (à gauche) et exemple de seuil endommagé (à droite).

Perspectives :

- Réaliser les travaux de construction de nouveaux seuils de fond permettant d'assurer la stabilité des ouvrages latéraux tout en respectant la pente d'équilibre du Riuferrer et la continuité écologique.

- **Définition d'un projet de travaux visant à améliorer l'écoulement du correc de la Rompuda dans la traversée du hameau de Las Illas**

Le hameau de Las Illas a subi de inondations à répétition entre 2019 et 2025, y compris lors d'épisodes pluvieux qui ne présentaient pas un caractère exceptionnel. Suite à la réalisation d'une première étude en 2021 et à plusieurs années d'échanges entre les différentes parties prenantes (commune, services de l'État, SMIGATA, riverains, etc.), et malgré un contexte particulièrement complexe (conflits d'usages, actions en justice, etc.), il a été convenu que des travaux doivent avoir lieu.

D'une part, les propriétaires des vastes parcelles situées en amont du hameau sont engagés à remettre en état les pistes forestières qui jouent un rôle dans la concentration des débits dans le correc de la Rompuda.

D'autre part, le Syndicat du Tech se charge de définir un projet de réaménagement du correc de la Rompuda dans la traversée du hameau de Las illas. Ce cours d'eau busé sur environ 120 mètres linéaires depuis les années 1970 présente une capacité bien trop faible. Il est donc envisagé de découvrir le cours d'eau sur la totalité de ce linéaire tout en préservant le passage de la route de Manrell (un ouvrage de franchissement à définir). Cette mission de maitrise d'œuvre s'étend des études hydrauliques initiales jusqu'à la définition des études de projet suffisamment avancées pour permettre au Syndicat de solliciter les partenaires financiers en vue de la réalisation des travaux (lors du PAPI à venir).

Une modélisation des écoulements dans la traversée du hameau a été réalisée. Elle intègre le transport solide, phénomène particulièrement important lors des dernières crues qu'a subi le hameau. Plusieurs

scénarios sont comparés et une solution doit être retenue afin de supprimer le risque d'obstruction, d'augmenter la section hydraulique (pour réduire les débordements) et de remettre le cours d'eau dans un état proche du naturel. Une fois cette solution retenue, le projet devra être avancé au stade AVP puis PRO avant de faire l'objet de demandes de financements.

Cette opération (phases d'études de l'opération de maitrise d'œuvre complète) confiée à ARTELIA, d'un montant prévisionnel de 100 000 € TTC, bénéficie du soutien financier de l'État (Fonds vert - 50 %) et de la Région Occitanie (17%). Démarrée en avril 2025, elle devrait se poursuivre jusqu'à la réalisation des travaux (à l'horizon 2028/2029). A ce titre, une demande de financement complémentaire a été adressée aux partenaires financiers en avril 2026.



Les désordres dans la traversée du hameau de Las Illas

<u>Perspectives :</u>

- Réaliser les travaux de réouverture du cours d'eau permettant d'empêcher ses débordements au droit des enjeux et les dégâts sur les habitations.

- **Définition d'un projet de travaux visant à une renaturation du secteur aval du Mondony dans la traversée urbaine d'Amélie les Bains**

Le Mondony à Amélie-les-Bains, a subi des modifications hydromorphologiques importantes dues à la construction d'un cuvelage en béton dans sa traversée urbaine dans les années 1960.

Cet aménagement, aujourd'hui dégradé, présente plusieurs dysfonctionnements d'ordre structurel et environnemental, notamment une altération de l'hydromorphologie, une rupture de la continuité écologique, ainsi qu'une fragilisation des réseaux enterrés liée à la dégradation de l'ouvrage.

Afin de remédier à ces problématiques, une étude en vue de la restauration écologique et hydromorphologique a été lancée en 2025.

Le tronçon à étudier se situe dans la traversée de la zone urbaine d'Amélie-les-bains sur un linéaire d'environ 700 m depuis la cascade d'Hannibal jusqu'à sa confluence avec le Tech.

Si les études sont concluantes (nombreuses contraintes liées aux risques et à la présence de nombreux réseaux), l'objectif des travaux serait de favoriser la diversité des habitats et des écoulements, restaurer la continuité écologique et sédimentaire, maintenir la capacité hydraulique sans aggraver le risque d'inondation, préserver les usages existants et améliorer l'intégration paysagère du cours d'eau.

L'enveloppe budgétaire alloué à l'étude s'élève à 80 000 € HT co-financée à 50% par l'Agence de l'Eau, 15% le Département et 15% la Région. Les investigations ont été confiées à NRTi, KHER et BIOTEC.



Le Mondony dans sa partie cuvelée.

- **Projet milieux et stockage de la vallée du Tech**

État d'avancement : débuté en 2024 / en cours
Montant de l'opération : première maîtrise d'œuvre : 84 120,30 € TTC
Financements : Agence de l'Eau (50%), CD66 (20%), Région (10%)
Prestataire : NALDEO (terminé) puis SETEC HYDRATEC, NYMPHALIS, OPALE (en cours)
Document cadre : SAGE Tech-Albères, PGRE Tech-Albères

Issu à la fois de l'étude sur l'espace de bon fonctionnement du Tech et du plan de gestion stratégique des zones humides, le projet de restauration d'une ancienne gravière à Villelongue dels Monts est intégré. Ce projet vise une approche multifonctionnelle et multiusage. Il s'agit en effet d'allier restauration et préservation de zones humides sur les secteurs les plus sensibles écologiquement avec stockage d'eau pour l'irrigation sur les zones avec moins d'enjeux écologiques. Les bénéfices attendus sont nombreux avec le soutien du Tech en basses eaux, le soutien à l'agriculture sur le canal de Palau del Vidre, l'expansion de crue, la recharge des nappes souterraines, la biodiversité, l'épuration de l'eau,….

Une première maîtrise d'œuvre a permis, après une analyse multicritère, d'aboutir à un scénario au stade esquisse (ESQ). Des investigations géotechniques ainsi qu'un inventaire faune/flore 4 saisons ont aussi été réalisés en 2025. Le projet demandant des compétences et agréments supplémentaires pour poursuivre, le marché a été stoppé en janvier 2026 puis un nouveau groupement de maîtres d'œuvre a été recruté en mars 2026. L'avant-projet (AVP) est en cours d'élaboration.





Perspectives :

- **rendu de l'AVP et du PRO en 2026 pour déposer les dossiers d'autorisation et les demandes de subventions. Travaux prévus à partir de l'automne 2028.**

d/ LES TRAVAUX : concrétisation des études



- **Sécurisation de passages à gué dangereux**

Dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) piloté par le Syndicat du Tech (SMIGATA), celui-ci a porté un groupement de commandes à l'échelle de 13 communes : Prats-de-Mollo, Le Tech, Arles-sur-Tech, Calmeilles, Saint-Jean-Pla-de-Corts, Montesquieu-des-Albères, Banyuls-dels-Aspres, Brouilla, Ortaffa, Palau-del-Vidre, Argelès-sur-Mer, Collioure et Banyuls-sur-Mer. Celles-ci ont ainsi pu bénéficier de 80% de subvention pour l'achat et la pose de barrières pivotantes ainsi que de panneaux de signalisation afin de sécuriser l'accès à certains passages à gué. Ces voiries submersibles représentent un réel danger lors des épisodes de pluies intenses. Les barrières pivotantes installées en 2022 permettent aux communes d'en interdire temporairement l'accès dès lors que les conditions le justifient (demande de la préfecture, précipitations très intenses, etc.).

Au total, ce sont 152 300 € TTC qui ont été investis dans la sécurisation d'une quarantaine de passages à gué. Cette opération, confiée à TAS puis TPC, a bénéficié du soutien financier du Fonds européen de développement régional (FEDER – 60%) et de la Région Occitanie (20%). Elle a eu lieu entre novembre 2021 et décembre 2022.



Barrières installées à Argelès-sur-Mer (photo de gauche) et à Brouilla (photo de droite)

Perspectives :

- Si nécessaire, proposer une opération similaire dans le cadre du futur PAPI.

- **Installation d'échelles limnimétriques**

Dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) qu'il porte sur le bassin versant du Tech et des fleuves côtiers des Albères, le Syndicat du Tech (SMIGATA) a permis en 2022 l'installation de 14 échelles limnimétriques sur 8 communes : Saint-Jean-Pla-de-Corts, Les Cluses, Villelongue-dels-Monts, Saint-Génis-des-fontaines, Brouilla, Ortaffa, Port-Vendres et Banyuls-sur-Mer.

La mise en place d'un groupement de commandes a permis l'acquisition de l'ensemble du matériel nécessaire aux communes participantes. Un géomètre est intervenu sur chaque site afin de lever le zéro de l'échelle (fond de lit) et de projeter des cotes altimétriques facilitant l'installation des échelles

lorsque cela s'avérait nécessaire. La pose des échelles a ensuite été réalisée par les services techniques communaux.

La mise en place de ces échelles limnimétriques permet à chacune des communes concernées de définir des seuils de vigilance et d'alerte (hauteur d'eau) dans son plan communal de sauvegarde (PCS) afin de le rendre plus opérationnel. Ces seuils, définis sur la base de retour d'expérience correspondront à la mise en place d'actions concrètes (alerte de la population, évacuation de certains secteurs, etc.). Ils pourront à terme être matérialisés directement sur les échelles.

Au total, ce sont 7 348 € TTC qui ont été investis dans cette opération (OTT/BE2T). Elle a bénéficié du soutien financier de l'État (Fond Barnier - 50%) et de la Région Occitanie (20%). Elle a eu lieu entre mai 2022 et novembre 2022.



Échelles installées à Les Cluses (photo de gauche) et à Villelongue-dels-Monts (photo de droite)

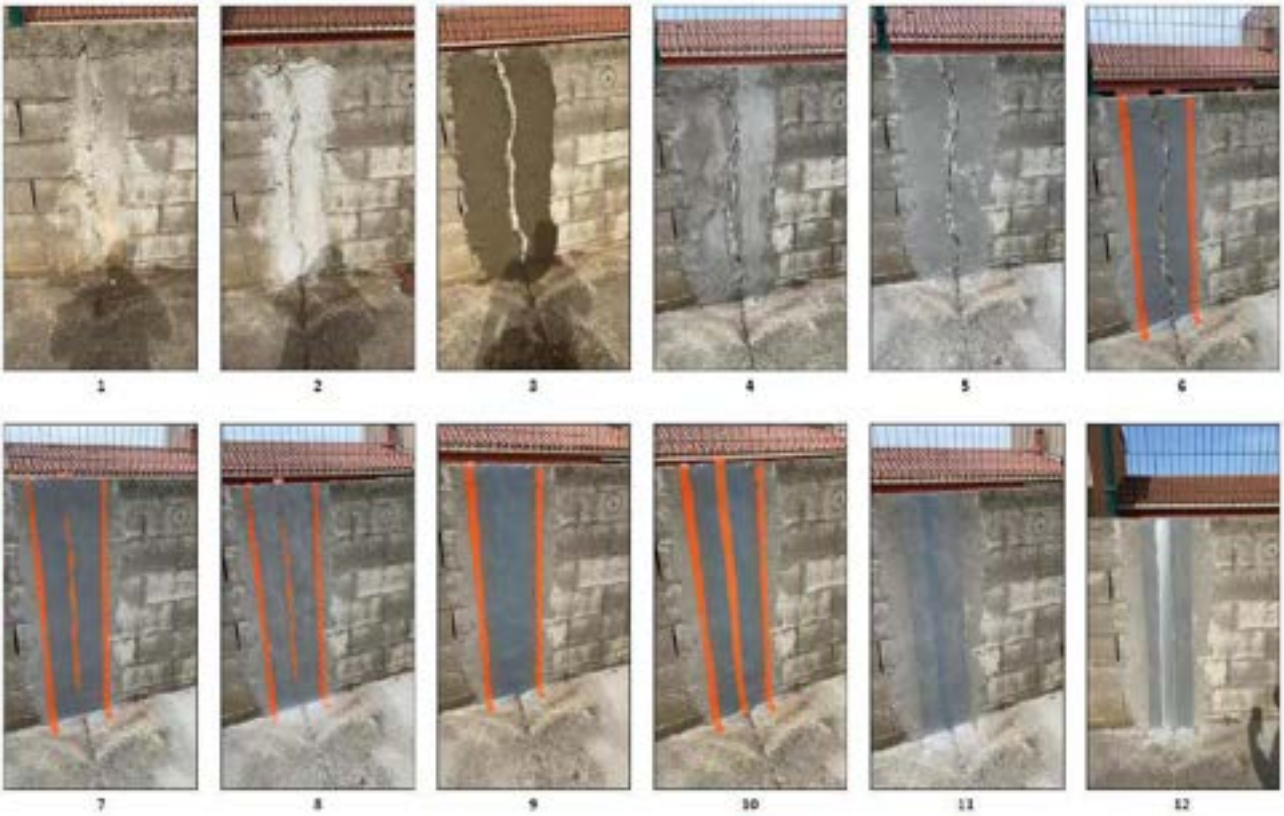
<u>Perspectives :</u>

- Si nécessaire, proposer une opération similaire dans le cadre du futur PAPI.

- **Reprise des joints sur les ouvrages constitutifs du futur système d'endiguement du Vall Pompo et de la Baillaury à Banyuls-sur-Mer**

A l'issue de l'étude de dangers du système d'endiguement de Banyuls-sur-Mer (2022), le bureau d'études agrée avait préconisé de reprendre à court terme plusieurs déjointements constatés lors des visites techniques approfondies sur les ouvrages. Parmi les 14 déjointements identifiés sur les digues situées en rive gauche de la Baillaury, 6 ont été écartés étant donné que les travaux de parement (en pierre) réalisés par la commune en 2022 ont eu pour conséquence leur colmatage. En janvier 2024, le Syndicat du Tech a procédé à la reprise des 8 déjointements restants (pose d'une bande de pontage). Il a également repris 7 déjointements signalés sur les ouvrages situés en rive gauche du Vall Pompo. Sur chaque site, la pose d'un couvre-joint a été effectuée afin de protéger la bande de pontage. Cette intervention a permis d'assurer l'étanchéité des ouvrages constitutifs du système d'endiguement.

Cette opération, confiée à l'entreprise TDA, d'un montant de 22 860 € TTC, a bénéficié du soutien financier de la l'État (Fonds Vert - 58%). Elle a eu lieu entre décembre 2023 et janvier 2024.



Déroulement de la reprise d'un joint en plusieurs étapes (exemple sur le Vall Pompo)

Perspectives :

- Reproduire ce type d'opération sur d'autres ouvrages de protection si cela s'avère nécessaire (éventuellement sur la commune d'Argelès-sur-Mer).

- Mise en place d'un système de surveillance des crues du Riberal à Cerbère

Suite à un important incendie qui a ravagé les versants qui dominent Cerbère favorisant les ruissellements, le Syndicat du Tech a souhaité installer un système de surveillance des crues du Riberal afin d'améliorer la prévision des crues, de renforcer l'alerte sur la commune de Cerbère et de permettre le déclenchement des mesures prévues dans son PCS dans les meilleures conditions possible. Le système mis en place permet la surveillance du niveau d'eau dans le Riberal mais aussi la mesure de la pluviométrie qui affecte son bassin versant afin d'offrir un temps de réaction optimal aux autorités compétentes.

Il se compose d'une station de mesure en continu de la hauteur d'eau et de la pluie (avec transmission des données par téléphonie mobile vers un serveur toutes les 5mn pendant les crues) et d'un système d'alerte local (SAL) à base de contacteurs. Il est possible d'avoir accès aux données en temps réel sur un ordinateur, une tablette ou un smartphone. Des alarmes téléphoniques (SMS et appels directs) sont générées vers les responsables de la gestion de crise dès qu'un seuil d'alerte est dépassé (niveau d'eau ou précipitation).

Les travaux d'installation et de mise en service du matériel ont eu lieu au premier trimestre 2025.

Cette opération, d'un montant de 22 408 € TTC et confiée à la société OGOXE, a bénéficié du soutien financier de l'État (Fonds Barnier - 42% + Fonds vert - 25%). Elle a eu lieu entre octobre 2024 et mars 2025.




Les installations matérielles pour l'alerte

<u>Perspectives :</u>
- Reproduire ce type d'installation sur d'autres bassins versant sur lesquels la prévision des crues et l'alerte pourraient être améliorées.

- **Opération compteurs à télérelève**

État d'avancement : débuté en 2024 / en cours
Montant de l'opération : à ce jour 60 288 € TTC dépensés sur budget de 200 000 € TTC
Financements : Agence de l'Eau (70%), Région Occitanie (10%)
Prestataire : TAEH
Document cadre : SAGE Tech-Albères, PGRE Tech-Albères

Cette opération s'inscrit dans un des axes du PGRE visant à l'amélioration de la connaissance des prélèvements pour optimiser la gestion des étiages

Vu la méconnaissance des prélèvements des canaux d'irrigation à la fois en volume mensuel/annuel et en temps réel ainsi que du manque de moyens de la majorité des ASA pour s'équiper en matériel performant, le Syndicat du Tech a inscrit à son budget en 2023, un total de 200 000 € pour un projet de mise en place de compteurs à télérelève. Le projet prévoit aussi d'instrumenter les cours d'eau stratégiques afin de suivre les débits en temps réel. En 2024, l'Agence de l'Eau émet un certain nombre d'exigences conditionnant l'obtention du financement : faire valider le principe de chaque station de mesure par un expert du SPC, établir une convention entre les SMIGATA et les bénéficiaires du projet définissant bien les rôles de chacun et l'accès aux données. En 2025, 9 premiers compteurs ont été posés dont 7 sur des canaux et 2 sur des cours d'eau.




Perspectives :

Une seconde vague d'achat et de pose de compteurs sur les canaux et cours d'eau est prévue en 2026 avec un nouveau prestataire. Si les données en 2025 ne sont disponibles que sur un visualiseur simple, l'objectif poursuivi à long terme est de travailler avec un concentrateur/superviseur de données pour mieux valoriser les données afin d'avoir une vision précise des prélèvements et ainsi partager au mieux la ressource en période de tension.

ENTRETIEN RÉGULIER DES COURS D'EAU



Afin de répondre aux besoins d'entretien régulier et de restauration des cours d'eau du territoire, le syndicat du Tech s'appuie sur un schéma de restauration et d'entretien de la ripisylve régulièrement actualisé.

La ripisylve : un rôle écologique essentielle

La ripisylve désigne l'ensemble des végétations situées en bord de rivière. Elle abrite une grande diversité d'espèces animales et végétales et joue un rôle fondamental dans le fonctionnement des milieux aquatiques.
Elle contribue notamment à stabiliser les berges, à filtrer naturellement l'eau, à apporter de l'ombrage, à limiter les crues et à assurer une continuité écologique.
À ce titre, elle participe activement à la préservation de la biodiversité et à la réduction des risques d'inondation.

Une gestion adaptée aux spécificités locales

La gestion de la ripisylve varie selon les enjeux propres à chaque secteur. Dans les zones urbanisées, elle vise principalement à faciliter l'écoulement des eaux. À l'inverse, dans les milieux plus naturels, l'objectif est de préserver les écosystèmes tout en ralentissant les écoulements, afin de limiter les risques d'inondation en aval, notamment dans les zones urbaines.

Ces actions répondent à trois enjeux majeurs :

- la prévention des inondations,
- le bon fonctionnement des cours d'eau et la préservation du patrimoine naturel,
- le maintien des usages (agricoles, récréatifs, etc.).

Nature des travaux

Pour assurer l'entretien des cours d'eau, le Syndicat met en œuvre une gestion différenciée, avec des interventions plus régulières en milieu urbain et plus légères dans les zones naturelles.

Les opérations menées comprennent un débroussaillage sélectif de la végétation : abattage des arbres morts ou malades présentant un risque d'obstruction des écoulements ; conservation des espèces végétales contribuant au bon fonctionnement du cours d'eau et à la stabilité des berges ; élimination de la végétation entravant les écoulements ; ainsi que le ramassage des déchets.

L'ensemble du bois et des rémanents est laissé sur place, hors des zones d'écoulement. Le bois mort jouant un rôle essentiel dans le fonctionnement des cours d'eau, il constitue également un habitat pour la petite faune.

Les travaux sont réalisés dans le cadre d'un marché multi-attributaire à bons de commande, avec deux types d'interventions : mécaniques et manuelles.

Bilan des travaux sur le mandat

Au cours des cinq dernières années, près de **2 millions d'euros** ont été investis dans l'entretien des cours d'eau, couvrant un linéaire de **400 km** et permettant la collecte de **1 200 m³** de déchets.

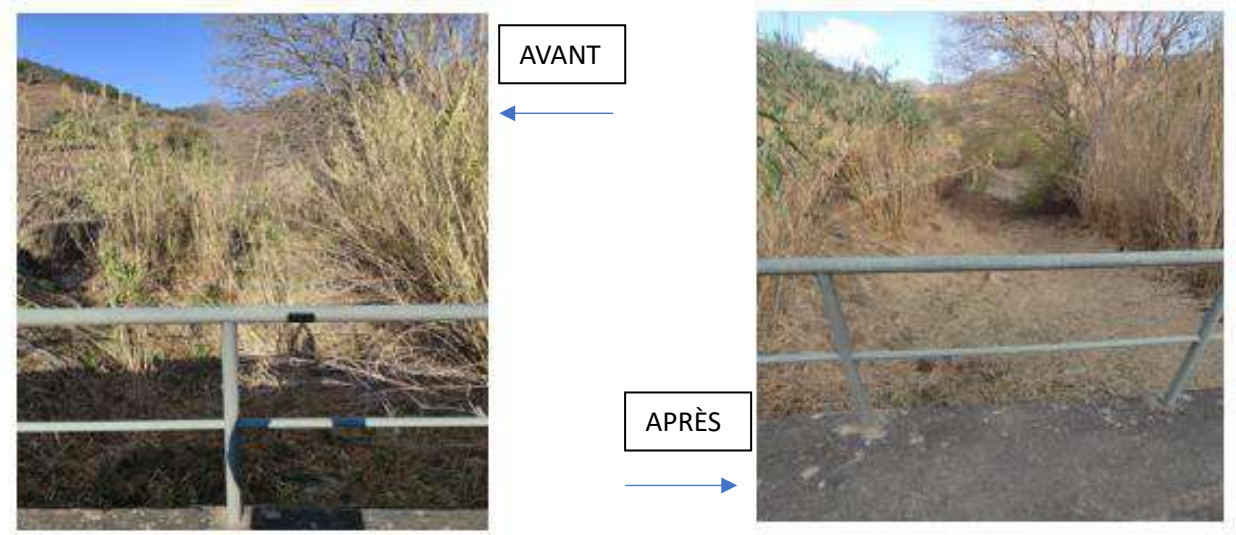
Communauté de communes	PER 2020-2025
CDC ACVI	1 065 233.56 €
ASPRES	79 536.29 €
VALLESPIR	418 120.52 €
HAUT VALLESPIR	428 986.52 €
TOTAL	**1 991 876.89 €**

Financement des travaux

Les travaux de fréquence d'entretien de 4 à 10 ans ou plus sont financés à 30 % par l'Agence de l'Eau

Quelques exemples de réalisations

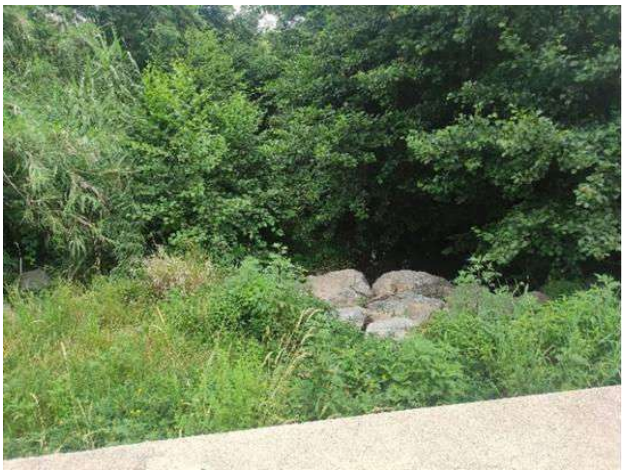
La Baillaury à Banyuls sur Mer



L'Agull d'En Sallers à Argelès sur Mer



La Riberette à Saint André





La Basse à Brouilla





La Valmanya à Le Boulou





Le Riuferrer à Arles sur Tech





L'Ample à Saint Marsal





Le Coustouges à Coustouges





RESTAURATION DES COURS D'EAU :



Gestion sédimentaire

Suite aux extractions massives de granulats, le Tech présente des déséquilibres sédimentaires variables selon les tronçons, avec des secteurs en déficit entraînant une incision du lit et une déconnexion des milieux alluviaux, et d'autres en excès augmentant le risque de débordement en période de crue.

Pour répondre à ces dysfonctionnements hydromorphologiques, un plan de gestion sédimentaire a été élaboré, sur la base d'études menées en 2006 et 2016.

Nature des travaux

Les travaux consistent à rééquilibrer les flux sédimentaires entre les zones excédentaires et déficitaires. Ils débutent par le défrichement de la végétation et l'extraction des souches afin de limiter le piégeage des matériaux. Le ripage des atterrissements permet ensuite de casser la couche superficielle et de favoriser la remobilisation des sédiments fins.

Selon les besoins, des aménagements complémentaires sont réalisés, comme la création de néo-chenaux ou la réactivation de bras secondaires.

L'abaissement des atterrissements, avec mise en andains, facilite également la reprise des matériaux.

Les objectifs :

- Réduire les risques de débordement et d'érosion
- Reconnecter les marges alluviales, et restaurer la continuité sédimentaire amont-aval.
- Limiter les effets de l'incision sur les écosystèmes et les ouvrages.

Bilan des travaux 2020-2025

Le montant total des travaux s'élève à 1 171 787 € pour un linéaire de 80 km.

Communauté de communes	P 2020-2025
CDC ACVI	168 178.99 €
Aspres	6 310.80 €
Vallespir	514 924.43 €
Haut Vallespir	482 372.36 €
TOTAL	**1 171 786.58 €**

Financements

50% 15% 15%

Quelques exemples de réalisations :



Figure 1 Amélie-les-bains, Palalda



Figure 2 Céret

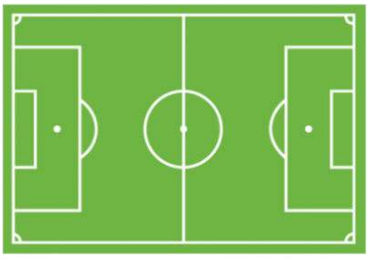


Figure 3 Le Boulou

En synthèse sur le mandat 2020-2025 pour l'ensemble du territoire Tech-Albères

Montant total investi	3 163 669,47 €
Linéaires entretenus	469,3 km
Surfaces traitées	289 ha
Déchets évacués	1 208 m3







Soit une distance équivalente à un trajet du Boulou à Lyon entretenue
200 terrains de football traités en gestion sédimentaire
L'équivalent de 60 camions benne de déchets évacués



FOCUS SUR LES GROS CHANTIERS DU MANDAT

- **Requalification du passage à gué d'Ortaffa**

Dans le cadre du chantier réglementaire sur la restauration de la continuité écologique (transit sédimentaire et libre circulation des poissons) sur le Tech aval, des travaux de mise en conformité du passage à gué d'Ortaffa ont été initiés en 2020.

La reprise en sous-œuvre de l'ouvrage, le remplacement des anciennes buses rondes par des dalots coulés sur site ont permis de redonner sa transparence écologique au passage à gué tout en le rendant plus résistant aux crues et moins sujet à la submersion. L'amélioration significative de la sécurité routière et piétonne sur ce site très fréquenté a également été intégrée dans le projet.

Les travaux d'un montant de 1.2M€ TTC ont été portés sous maîtrise d'ouvrage du syndicat du Tech avec le soutien financier de l'Agence de l'Eau à hauteur de 782 963€ (80% / HT). Ils ont été réalisés par les entreprises ADEP, TDA et RAZEL.

Début février 2021, le passage à gué rendu conforme au respect du bon fonctionnement du cours d'eau était ré-ouvert à la circulation au plus grand plaisir des différents usagers du site.







- FENOUILLÈDES

Le nouveau passage à gué sur le Tech est opérationnel

« Un passage utile entre les deux rives du Tech »

↳ Évolution des travaux 2020-2021





↳ Après travaux

Restauration écologique et renaturation de la Baillaury aval à Banyuls sur Mer

Dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, et de deux appels à projets respectivement de l'Agence de l'Eau en faveur de l'Eau et de la Biodiversité et de la Région sur la revalorisation des milieux aquatiques urbains, un projet conjoint de la commune de Banyuls sur Mer et du SMIGATA a pu être lancé en 2022. Cette réalisation qui a été réalisée sur 2 ans s'est achevée au mois d'avril 2024 concerne la restauration écologique de la Baillaury aval au niveau de la traversée urbaine avant l'embouchure en mer.



En effet, pendant des années, le lit de la rivière était chaque année nivelé afin de pouvoir servir de parking au détriment du fonctionnement naturel de cours d'eau méditerranéen et de la biodiversité associée. Aussi, un projet d'envergure a été lancé pour une renaturation de la partie aval du fleuve avant son embouchure.

Les travaux ont consisté en :
- la renaturation de la partie aval sur 900m de linéaire avec la mise en place d'un lit emboîté permettant l'arrêt des nuisances liées au parking. Il comporte un lit d'étiage étroit et méandriforme qui concentre les écoulements en période d'étiage et un lit moyen constitué par une berge basse végétalisée supportant un cheminement piéton,
- la restauration d'une végétation rivulaire fonctionnelle et adaptée aux conditions climatiques (la végétation endémique a été privilégiée),
- la restauration du grau avec la création d'une zone humide favorable à la présence d'émyde lépreuse, d'oiseaux et de poissons en lien avec la mer.

Les travaux, sous maîtrise d'œuvre de GAXIEU et BIOTEC, ont été réalisés par les entreprises TDA, Jimenez construction et Paysages Catalans EURL. Le montant global de l'opération s'établit à 1 000 210€ TTC avec le soutien financier de :





↳ Après travaux

- **Restauration morphologique et écologique du Tanyari aval à Palau del Vidre**

Le Tanyari, petit cours d'eau du piémont des Albères qui nait de la confluence de plusieurs ruisseaux, le ruisseau de Villelongue, le Correc de Campaler et la rivière de Laroque, est à l'origine d'inondations importantes en pied de bassin dues aux conditions climatiques et topographiques particulières.
Pour réduire ces débordements, le cours d'eau a subi une forte artificialisation (curages, protections de berge) qui a eu pour conséquence une forte diminution du potentiel écologique du milieu, caractérisée par un appauvrissement de la diversité écologique.
Les deux objectifs majeurs du projet sont les suivants :

→ La restauration écologique du cours d'eau afin de redonner un aspect et un fonctionnement naturel au cours d'eau, renforcer la biodiversité par l'augmentation de la diversité des faciès d'écoulements qu'il présente et assurer une continuité écologique longitudinale (circulation des poissons, transport de sédiments) et latérale (disponibilité de zones d'expansion des crues, ripisylve adaptée aux conditions locales et équilibre sédimentaire) suffisante pour lui conférer un potentiel écologique satisfaisant. Ce cours d'eau a été fortement artificialisé, chenalisé et appauvri d'un point de vue biologique. Ces aménagements permettront par ailleurs une amélioration de la qualité des eaux.

→ La réduction des débordements vers Palau-del-Vidre afin de permettre le passage avant débordement, de la crue d'occurrence trentennale dans le Tanyari en modifiant la géométrie du lit mineur pour recréer un lit moyen et protéger les zones à enjeux contre les érosions latérales par des techniques de génie végétal ou mixte.



Linéaire concerné : 2.5 km
Montant du projet : 2.4M€ révisé en 2023 à 3.6M€ TTC
Partenariats financiers : Agence de l'Eau 70% - Région 6.67% - Département 3.33%
MOE : Hydratec Setec, Morancy Conseil
Entreprises : TDA, DRIMM, Festuca Env.











↳ Pendant et Après travaux

- **Restauration de la continuité écologique sur le passage à gué de Prats de Mollo**

Problématique




- 17 buses rondes obstruées à chaque crue.
- infranchissabilité piscicole: chute d'eau de 80 cm en aval.
- transit sédimentaire fortement diminué.
- traces de corrosion du béton et affouillement en pied d'ouvrage.

Objectif principal :

Rétablir la continuité écologique (désenclavement de 10 km de cours d'eau) tout en maintenant un accès à la microcentrale



Phasage des travaux de septembre à novembre 2025

- Pêche électrique
- Mise en place de batardeau/déviation des eaux/filtres à MES
- Démolition ancien ouvrage
- Evacuation en décharge des déblais
- Coulage du radier béton
- Pose/assemblage nouveaux cadres (L=4,50 m ; H=3,50m)
- Ancrage latéral de l'ouvrage sur bajoyers
- Mise en forme de la bande roulante

Montant du projet : 238 300€ TTC

Partenariats financiers : Agence de l'Eau 50% - Région 15% - Département 15%

MOE : Opale Ingénierie - **Entreprise :** Vallespir Construction





↳ Pendant les travaux



e / INFORMATION / SENSIBILISATION

ENTRE TROP ET TROP PEU : Quand l'Eau joue au YOYO…

► **Pour le grand public**

- **Plan de communication sur les ressources en eau et les milieux aquatiques**



État d'avancement : débuté en 2023 / fini en 2025
Montant de l'opération : 32 172 € TTC
Financements : Agence de l'Eau (50%), Région Occitanie (20%)
Prestataire : EmmaLuc
Document cadre : SAGE Tech-Albères, PGRE Tech-Albères

La prestation a consisté à la création graphique et à la fourniture de différents supports de communication :

- 8 illustrations représentant différents enjeux du territoire : l'occupation du sol, les ressources en eau, les usages de l'eau, les canaux d'irrigation, les travaux du syndicat, la qualité de l'eau, les milieux aquatiques, … Ces illustrations sont également déclinées en posters et en kakémonos.
- 4 panneaux de chantiers pédagogiques pour expliquer au public pourquoi et comment sont réalisées les opérations d'entretien et de restauration des cours d'eau
- 3000 disques sur l'origine de l'eau du robinet
- Affiche de prévention sécheresse
- 1000 exemplaires d'un guide de 12 pages sur les bons gestes liés à l'eau
- Goodies : 500 gourdes, 500 Tote bag, 500 crayons, 250 clés USB









Perspectives :

- **Poursuivre l'exploitation et la distribution des supports de communication issus de ce plan de communication**

- **Plan de communication urgence sécheresse**

État d'avancement : débuté en 2023 / en cours

Montant de l'opération : à ce jour 71 978,40 € TTC dépensés sur un budget de 105 000 €
Financements : Agence de l'Eau (60%), DETR (20%)
Prestataire : EmmaLuc
Document cadre : PGRE Tech-Albères



Vu la sécheresse exceptionnelle de 2022-2023, les élus du Syndicat du Tech ont souhaité ajouter un plan de communication d'urgence sur la sécheresse. Cette prestation a été confiée au cabinet EMMALUC qui a produit en 1 mois une déclinaison de supports autour du slogan "Chaque goutte compte, chaque geste aussi" :

- Posters de différentes tailles, banderoles, panneaux,
- Sacs à pain, magnets, stickers, dépliants sur les écogestes
- Versions numériques des supports

Ces éléments ont été inaugurés en présence du Préfet en mai 2023 puis ont été livrés en kit à chaque commune du territoire et sont aussi distribués aux partenaires et lors d'évènements.



Perspectives :

- **Poursuivre l'exploitation et la distribution des supports de communication issus de ce plan de communication. Utiliser le reliquat financier pour réaliser des panneaux de sensibilisation en bord de cours d'eau**

- **Participation à de nombreux évènements sur le territoire**



Le Syndicat du Tech intervient et/ou tient de stands d'information – sensibilisation dans de nombreux évènements du territoire :
Ex : ARAVIA, Fêtes de l'Eau, Semaine du Développement Durable, Forums divers…
à la demande de partenaires techniques et institutionnels, des communes ou intercommunalités ou d'associations






► Pour les scolaires

- **Interventions dans les écoles**

Le Syndicat du Tech propose des animations pédagogiques à destination des élèves de CM1 et de CM2 des écoles du territoire. Ces interventions, confiées à MAYANE Association, se présentent sous la forme d'un « cycle inondations » composé de 3 séances. Deux séances en classe permettent d'évoquer les différents aspects de la prévention des inondations : fonctionnement d'un bassin versant, ripisylve, gestes qui sauvent, évolution du climat, etc.). Au cours de ces séances, le kit de sensibilisation « Quand nos rivières grondent » (exposition mobile, quizz inondation et bande dessinée) élaboré par le Syndicat est mobilisé. Une visite de terrain permet de compléter les notions vues en classe en amenant les élèves sur des lieux ayant déjà subi des inondations.

A travers la compréhension du fonctionnement des cours d'eau qui font partie de leur environnement proche, ces animations permettent de faire émerger une véritable culture du risque d'inondation sur le bassin versant du Tech et des fleuves côtiers des Albères. La sensibilisation dès le plus jeune âge permet de favoriser des comportements responsables et adaptés face aux inondations.

La prise en charge du financement de cette opération par le SMIGATA permet la gratuité des interventions proposées aux établissements scolaires. D'un montant de 56 000€, elle a bénéficié du soutien financier de l'État (50%) et de la Région Occitanie (20%). Elle a eu lieu sur 5 années scolaires, entre septembre 2021 et juin 2026. Au total sur cette période, ce sont plus de 1400 élèves qui ont été sensibilisés.



Photographies prises lors des interventions auprès des élèves (en classe et sur le terrain)

Perspectives :

- Reconduire ce type d'intervention dans le cadre du futur PAPI et l'étendre aux collèges.

- Mettre en œuvre le même type d'actions pour la sécheresse et les nécessaires économies d'eau.

► Pour les communes et intercommunalités

- **Élaboration et actualisation de DICRIM**



Dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) piloté par le Syndicat du Tech (SMIGATA), celui-ci a porté un groupement de commandes à l'échelle de 13 communes : Amélie-les-Bains, Banyuls-dels-Aspres, Brouilla, Céret, Corsavy, Coustouges, Laroque-des-Albères, Le Perthus, Montferrer, Saint-Génis-des-Fontaines, Serralongue, Sorède et Villelongue-dels-Monts. Celles-ci ont ainsi pu bénéficier de 80% de subvention pour l'élaboration (5) ou l'actualisation (8) de leur document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM). La diffusion de ce document permet aux communes de tenir leur population informée des principaux risques identifiés sur le territoire communal

Suite à l'élaboration des documents, chaque commune a mis en place des modalités de diffusion à la population (mise en ligne sur un site internet, réunion d'information, distribution sous format sous la forme d'un livret, etc.)

Au total, ce sont 37 500 € TTC qui ont été investis dans l'élaboration et l'actualisation des DICRIM. Cette opération a bénéficié du soutien financier de l'État (Fonds Barnier - 80%). Elle a eu lieu entre janvier 2023 et juillet 2023.



Exemples de DICRIM produits sur des communes concernées par l'opération.

Perspectives :
- S'assurer que les DICRIM des communes du territoire ne soient pas obsolètes.
- Si nécessaire, reproposer une opération type « groupement de commande" dans le cadre du futur PAPI.

- **Élaboration et actualisation PCS**

Dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI), le Syndicat du Tech (SMIGATA), a porté un groupement de commandes à l'échelle de 9 communes : Serralongue, Saint-Laurent-de- Cerdans, Céret, Les Cluses, Banyuls-dels-Aspres, Brouilla, Saint-Génis-des- Fontaines, Laroque-des-Albères et Sorède. Celles-ci ont ainsi pu bénéficier de 50% de subvention pour l'élaboration (3) ou l'actualisation (6) de leur plan communal de sauvegarde (PCS). La mise en place d'un PCS opérationnel permet la gestion de crise à l'échelle communale : il prévoit les mesures immédiates de sauvegarde de la population et fixe l'organisation nécessaire à la diffusion de l'alerte et des consignes de sécurité.

Suite à l'élaboration des documents, chaque commune a réalisé un exercice de simulation qui lui a permis d'entrainer les membres de la cellule de crise municipale à la gestion d'un événement pluvieux intense générant des inondations.

Au total, ce sont 67 686 € TTC qui ont été investis dans l'élaboration et l'actualisation des plans communaux de sauvegarde. Cette opération qui a été confiée au bureau d'études MAYANE éco&gouv a bénéficié du soutien financier du Département des Pyrénées-Orientales (30%) et de la Région Occitanie (20%). Elle a eu lieu entre novembre 2021 et novembre 2023.

NB : l'année suivante une fiche "retour d'expérience" à utiliser suite à l'activation du PCS a été élaboré par le Syndicat du Tech avec la participation de la préfecture, avant d'être distribuée aux communes du territoire.



Entrainement de la cellule de crise municipale lors des exercices de simulation à Saint-Laurent-de-Cerdans (A), à Banyuls-dels-Aspres (B), à Laroque-des-Albères (C) et à Sorède (D)

Perspectives :

- S'assurer que les PCS des communes du territoire soient régulièrement actualisés.
- Accompagner les intercommunalités dans la réalisation des PICS (Plans InterCommunaux de Sauvegarde).

Cette rétrospective des six dernières années ne couvre pas l'ensemble des réalisations du syndicat mais donne malgré tout un aperçu global des projets du mandat 2020-2026.

Toutes les réalisations ont, grâce à l'ingénierie de la structure, bénéficié de subventions de nos différents partenaires financiers à des taux allant dans la plupart des cas de 50 à 80%, ce qui permet une démultiplication des actions financées par le territoire et la taxe GEMAPI.

Partenaires financiers :

4 PERSPECTIVES



Les maîtrises d'œuvres en cours augurent de nouveaux grands projets comme les travaux de requalification de la passe à poissons du seuil du moulin au Boulou, les travaux de restauration de la continuité écologique sur la Massane, le Tech aval et nombreux autres affluents, les travaux de protection contre les inondations à Maureillas et Arles sur Tech, la renaturation du Mondony à Amélie les Bains ou encore le projet pilote de restauration multifonctionnelle d'une ancienne gravière au lieu-dit Les Baixos à Villelongue dels Monts qui fixe un objectif mixte de restauration de zones humides dégradées et de création d'un stockage pour soulager les prélèvements dans le Tech en période de basses eaux tout en apportant un soutien non négligeable à l'agriculture locale.

Les fils rouge du prochain mandat seront :

- La poursuite des travaux d'entretien et de gestion sédimentaires sur le cours d'eau ;
- La restauration des continuités écologiques ;
- Le ralentissement du cycle de l'Eau notamment par le stockage, les zones humides et l'hydrologie régénérative ;
- L'amélioration de la prévision des crues et des étiages par un travail sur l'hydrométrie ;
- La réduction de la vulnérabilité du bâti et des activités en zone inondable ainsi que l'optimisation de la gestion de crise.

Plus de 14 millions d'euros de travaux ont déjà été identifiés pour le mandat qui débute…

Pour permettre ces réalisations, le syndicat déposera un nouveau Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) auprès de l'Etat et un contrat eau & climat auprès de l'Agence de l'Eau. Le Plan Territorial de Gestion de l'Eau (PTGE) viendra se substituer au Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) et apportera un cadre bonifié pour toutes les actions liées à la gestion quantitative des ressources en intégrant le changement climatique. Enfin, le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) sera révisé pour traduire les nouveaux défis du territoire Tech-Albères.

D'autre part, d'un point de vue statutaire, dans le cadre de l'étude sur l'interfluve Tech-Réart à venir, une réflexion sur une éventuelle évolution du périmètre syndical pourrait également être menée afin d'envisager le cas échéant l'adhésion des communes de Latour Bas Elne et Saint Cyprien situées dans la zone d'interfluve et supportant à ce titre les inondations par le Tech avec une interaction forte sur la commune d'Elne.

La préparation d'une candidature pour une reconnaissance de la structure en tant qu'EPTB (Établissement Public Territorial de Bassin) pourra également venir compléter les réflexions sur l'évolution de la structure.



Le Tech

Pour plus de renseignements :

Syndicat Mixte de Gestion et d'Aménagement Tech-Albères
34, Rue de la République - 66160 LE BOULOU
T : 04.68.87.08.78 - Courriel : contact@syndicatdutech.fr
Site internet : www.syndicatdutech.fr

ANNEXE 31 – SMBVR - RAPPORT D'ACTIVITÉS 2025

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Réart

SYNDICAT MIXTE
DES BASSINS VERSANTS DU RÉART,
DE SES AFFLUENTS
ET DE L'ÉTANG DE CANET SAINT-NAZAIRE

Année 2025





04 68 22 18 53

Parc d'activités Sud Roussillon
3 rue des Fenouillèdes - 66280 Saleilles

www.reart66.fr

SOMMAIRE

P1 MOT DU PRESIDENT

P2 LE TERRITOIRE

P4 LES COMPETENCES

P5 LES MEMBRES DU BUREAU

P7 L'EQUIPE DU SYNDICAT

P9 LE BUDGET

P11 LES DEMARCHES PORTEES PAR LE SYNDICAT

P12 Le SMBVR : Structure porteuse d'un Programme d'action et de prévention des inondations (PAPI)

P15 Le SMBVR : Structure porteuse du contrat Bassin Versant de l'Étang de Canet Saint-Nazaire

P26 Le SMBVR : Gestionnaire du Site Natura 2000 de l'Étang de Canet Saint-Nazaire



LE MOT DU PRESIDENT

Lorsqu'il s'est agi de rédiger mon dernier éditorial de la mandature, j'ai pensé qu'il serait plus approprié de faire un bilan de 18 années à la présidence du « Réart ».
Ainsi, en tout premier lieu, permettez-moi de remercier l'ensemble des 35 maires appartenant au bassin versant, ainsi que tous les élus ayant animé nos comités syndicaux. Toutes ces réunions se sont passé en bonne intelligence et de façon très cordiale.

Après la fusion de l'aval et de l'amont, le syndicat est devenu l'interlocuteur unique, conformément aux souhaits de l'Etat. Les Llobères, la Fosseille, l'Agouille de la mar et enfin l'étang de Canet-St Nazaire sont venus compléter les nouvelles compétences du nouveau syndicat du Réart ainsi constitué.

Grâce au travail de Francis CLIQUE, nous avons pu définir conjointement un cadre clair de financement aux EPCI qui regroupent les différentes communes adhérentes du SMBVR, autant en fonctionnement qu'en investissement, évitant toute mauvaise surprise lors des travaux et de la contribution payée par ceux-ci. Le projet de cotisation a reçu l'aval de tous les membres sans exception.

Je dois reconnaitre que ces 18 années sont passées très vite, même si elles ont été à certains égards difficiles. L'Administration nous a beaucoup aidé, même si le zèle de certains de ses employés nous a souvent freiné, nous imposant parfois un nombre incalculable d'études pour pouvoir continuer. Quoi qu'il en soit, après 20 années de bocage, voilà enfin que les travaux sur les digues du Réart démarrent en 2026.

C'est pourquoi je suis heureux que Jean-Claude TORRENS ait été choisi le 21 mai 2026 pour me succéder, car il est le plus apte à continuer ce qui a été entrepris. En effet, sa qualité de directeur de notre syndicat pendant 15 années plaide en sa faveur. Il connait parfaitement les dossiers et il sera à même de diriger les travaux des digues du Réart, mettant enfin nos communes à l'abri des inondations, évitant des hauteurs d'eau causant de forts dégâts.

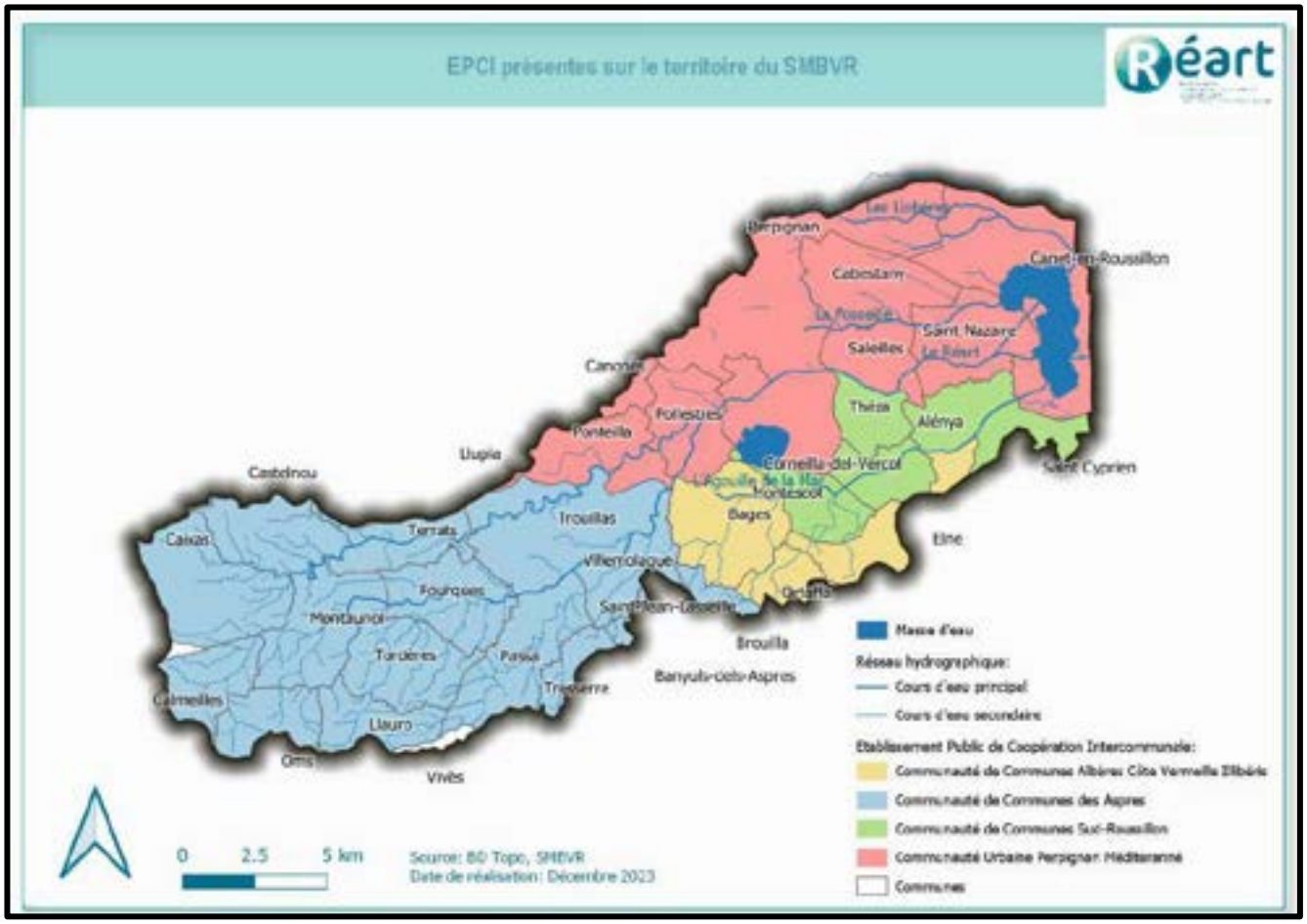
Je termine en vous remerciant pour la confiance que vous m'avez accordée pendant ces longues années. Cette fonction m'a passionné et apporté de nombreuses joies.

Longue vie au Syndicat du Réart !

Très chaleureusement.

François RALLO

LE TERRITOIRE



Créé en 2014, le Syndicat Mixte des Bassins Versants du Réart, de ses affluents, et de l'étang de Canet Saint-Nazaire (SMBVR) a compétence sur le bassin versant de l'étang de Canet St-Nazaire. Sa création est issue de la fusion de plusieurs syndicats.
En 2007, les syndicats du Réart aval et du Réart amont ont fusionné pour créer une structure unique à l'échelle du bassin versant du Réart.
En 2010, à la suite de l'intégration de Cabestany dans la Communauté d'Agglomération de Perpignan Méditerranée, qui disposait de la compétence hydraulique, les syndicats de la Fosseille et des Llobères ont été dissous et l'entretien de ces deux cours d'eau a été confié au SMBVR.

Il est alors apparu une double nécessité :

- Avoir une approche globale à l'échelle de l'ensemble du bassin versant de l'étang de Canet St-Nazaire, incluant les bassins versants du Réart, de l'Agouille de la Mar, des Llobères et de la Fosseille, ainsi que leurs affluents ;
- Mettre en œuvre un plan d'action cohérent dans le cadre de démarches de gestion du bassin versant, de type PAPI ou Contrat de milieu

C'est dans ces conditions qu'au 1er janvier 2014 le syndicat mixte du bassin versant du Réart et le syndicat mixte du bassin de l'Agouille de la Mar et de ses affluents ont fusionné afin de créer un syndicat mixte ayant vocation à intervenir sur un périmètre correspondant au bassin versant de l'étang de Canet St-Nazaire dans une logique de gestion globale intégrée de l'eau et des milieux aquatiques.

LES CHIFFRES

4
cours d'eau

103 km
de rivière

1
lagune

260 km²
de bassin
versant

LES DONNEES

4
Communautés de
communes

35
communes

40
délégués

10
compétences
dont 4 de la
GEMAPI

LES COMPETENCES

Le syndicat est compétent pour élaborer et mettre en œuvre les politiques de gestion équilibrée de l'eau à l'échelle du bassin versant à travers des outils comme, le contrat de milieu ou le programme d'actions pour la prévention des inondations (PAPI)

De plus, Monsieur le préfet a validé les statuts du SMBVR étendus à la compétence GEMAPI portant en totalité ou partiellement sur les items 1°, 2°, 5° et 8° de l'article L.211-7 du code de l'environnement :

1°aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
2°entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
5°défense contre les inondations ;
8°protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines,

Et à la compétence hors GEMAPI portant sur l'item 12° de l'article L.211-7 du code de l'environnement, à savoir *l'animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque inondation ainsi que la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique*.

Dans ce cadre, le SMBVR exerce les missions suivantes :

- Travaux d'entretien et de restauration du lit et des berges du Réart et de tous ses affluents ;
- Restaurer et entretenir la végétation des bords de berges et du lit des cours d'eau dont le syndicat est propriétaire ou titulaire d'une déclaration d'intérêt général, afin de faciliter l'écoulement des eaux tout en respectant le bon fonctionnement des milieux aquatiques ;
- Réaliser l'ensemble des études nécessaires à l'accomplissement des missions ci-dessus ;
- Répondre aux appels à projets et s'engager dans les procédures contractuelles en lien avec la gestion de la ressource et/ou l'aménagement des cours d'eau du périmètre du Syndicat ;
- Se porter maitre d'ouvrage des études et des travaux d'aménagement, d'équipement, de réparations et d'entretien à réaliser sur le Réart et ses affluents ;
- S'assurer éventuellement, de la maîtrise des terrains nécessaires à la réalisation des opérations ;
- Coordonner et animer les démarches de gestion ;
- Réaliser des actions d'expérimentation et de sensibilisation ;
- Suivre et évaluer la mise en œuvre des actions menées sur le périmètre du syndicat ;
- Assurer l'appui technique aux maîtres d'ouvrages ;
- Constituer une instance représentative des collectivités membres au sein des différentes commissions existantes ou susceptibles d'être créées sur le territoire (SCOT, CLE (commissions locales de l'Eau), Contrat d'étang, Comité de Pilotage site NATURA 2000 « Etang de Canet-Saint Nazaire ...).

LES MEMBRES DU BUREAU



François RALLO

Président du SMBVR
Maire de la commune de Saleilles



Rémy ATTARD

1ER Vice-président du SMBVR
Maire de la commune de Trouillas



Jean-André MAGDALOU

2ième Vice-président du SMBVR
Maire de la commune d'Alénya



Jean-Charles MORICONI

3ième Vice-président du SMBVR
Maire de la commune de Pollestres



Jean-Jacques THIBAUT

4ième Vice-président du SMBVR
Maire de la commune de Théza



Rodolphe LAFFONT

5ième Vice-président du SMBVR
Conseiller municipal de Saint-Nazaire



Thierry DEL POSO

6ième Vice-président du SMBVR
Maire de la commune de Saint-Cyprien



Alexandra MAILLOCHAUD

7ième Vice-présidente du SMBVR
Conseillère municipale de Canet-en-Roussillon



Christophe MANAS

8ième Vice-président du SMBVR
Maire de la commune de Corneilla del Vercol



Maya LESNE

9ième Vice-présidente du SMBVR
Maire de la commune de Tordères



Maria CABRERA

10ième Vice-présidente du SMBVR
Maire de la commune de Bages

LES DÉLÉGUÉS SYNDICAUX

LE COMITÉ SYNDICAL

40 délégués titulaires et suppléants siègent lors des comités syndicaux

CU PERPIGNAN MEDITERRANEE METROPOLE

Jean-François REGNIER	Rosemary DROUILLOT
Sara TOURNE	Antoine FIGUE
Alexandra MAILLOCHAUD	Sylvie SAMTMANN
	Cédric LAURENS
Max TIBAC	Marion CARBONNET
Christine RODRIGUEZ	Francis ALIS
Théophile MARTINEZ	Soraya LAUGARO
Georges PUIG	Dominique CREN
Jean-Charles MORICONI	Jean Marc THOBOIS
Gilles CASAS	Marie Hélène CASTELL
Louis PUIG	Auguste BOTTIN
Jean-François FABRE	Vincent POCH
Rodolphe LAFFONT	Jean-Louis FOUR
Jean-Pierre LEROY	Robert TARDA
François RALLO	Christian DISLAIR
Olivier RABAT	Stéphane LECOQ
Modeste BOSQUE	Christian MIRA
Gérard NOLLEVALLE	Michel CRETON

CC SUD ROUSSILLON

Thierry DEL POSO	Dominique ANDRAULT
Nathalie PINEAU	Stéphane CALVO
Jean-André MAGDALOU	Alain FERNANDEZ
	Sylvie TORRES
Robert OLIVE	Jean-Louis TORRES
Christophe MANAS	Thierry LOPEZ
René WALLEZ	Eliane BERDAGUER
Louis SALA	Magali FONTENEAU
Colette ROIG	Marc GIMBERNAT
Jean-Jacques THIBAUT	Laurent TOIX

CC DES ASPRES

Francis AUSSEIL	Maurice DEBRAY
Luc DEVEZE	Chantal DELGADO
Luce FAXULA	Alain BEZIAN
Patrick MAURAN	Hervé CAMSOULINES
Patrick BELLEGARDE	Céline DAVESA
	Guillaume ROCA
Denis FERRER	Gilbert FANTIN
Maya LESNE	Philippe BRETEAU
Rémy ATTARD	Philippe LEMAIGRE

CC ACVI

Raymond PLA	Marie-Pierre SADOURNY-GOMETZ
Maria CABRERA	Olivier BATLLE
Annie PEZIN	Thierry SANCHEZ

L'EQUIPE DU SYNDICAT

L'équipe est composée de10 agents administratifs et techniques

Jean-Claude TORRENS
Responsable des Services
(jusqu'au 31/08/2025)

Edmond JORDA
Directeur Général des Services
(01/09/2025)

>> Management de l'équipe

>> Suivi budgétaire et financier

>> Lien avec les élus

>> Relation stratégique avec les autres acteurs du territoire

>> Exécution et suivi des procédures et décisions administratives

>> Veille juridique et parcellaire

>> Suivi RH (médecine du travail, congés, CET, formations agents)

>> Assistante de prévention

Sandrine BOSSOREIL
Secrétaire administrative

Manuela PAGANO
Responsable comptable-RH

>> Suivi des opérations financières

>> Suivi de la gestion des RH (administratifs et financiers)

>> Elaboration du budget

>> Définition et mise en œuvre de la politique de gestion du périmètre Natura 2000 du complexe lagunaire

>> Mise en œuvre des actions du DOCOB, de son évaluation, de son actualisation et de sa planification

Roland MIVIERE
Technicien
"Natura 2000"

Christelle PLAGNES
Chargée de mission "Gestion des milieux aquatiques"

>> Animation de la Gestion des Milieux Aquatiques

>> Mise en œuvre des actions du contrat

>> Animations scolaires et grand public

Isabelle PERREE
Chargée de mission "Inondations"

>> Animation du Programme d'Actions pour la Prévention des Inondations

>> Suivre et assurer la réalisation des obligations réglementaires liées aux digues

>> Animations scolaires et grand public

Morgane BOISRAME
Technicienne rivière

>> Relai terrain du Syndicat auprès des riverains, des partenaires techniques et des élus

>> Mise en œuvre de la phase opérationnelle des orientations du Syndicat (PPREV, contrat de bassins, zones humides)

>> Responsable de la brigade verte

Alain MESNIL
Agent d'entretien des cours d'eau (brigade verte)

Philippe FRONTERA
Agent d'entretien des cours d'eau (brigade verte)

>> Entretien de la végétation

>> Gestion des déchets

LE BUDGET

Budget de fonctionnement

Les participations des EPCI ont été définies dans les statuts approuvés en octobre 2018. Par délibération, les membres du conseil syndical ont arrêté les besoins financiers du SMBVR ainsi que les modalités de répartition des contributions entre les EPCI.

Les contributions relatives au fonctionnement général du syndicat sont réparties entre les EPCI selon une quote-part calculée à partir des critères suivants :

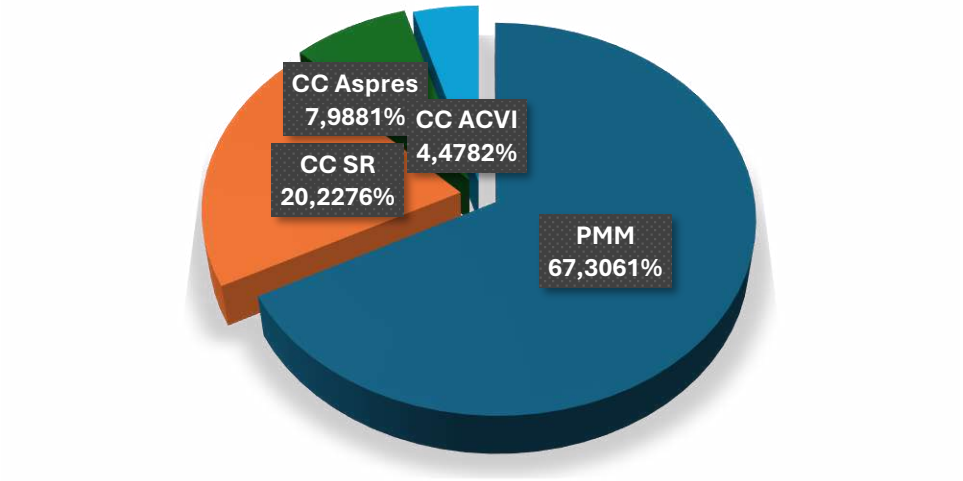
- Population pondérée : 90 %
- Potentiel fiscal par habitant : 5 %
- Surface du bassin versant : 5 %
- Spécificité du bassin versant

La spécificité du bassin versant repose sur sa configuration particulière, composée de quatre cours d'eau indépendants (Llobères, Fosseille, Réart, Agouille de la Mar). Par ailleurs, le cours d'eau principal est subdivisé en deux sections distinctes : une section amont (située au-dessus de la voie ferrée) et une section aval (située en dessous).

Cette organisation implique une gestion différenciée selon les secteurs, tant sur le plan technique que sur celui de l'ingénierie. En conséquence, des ajustements ont été appliqués dans le calcul des contributions.

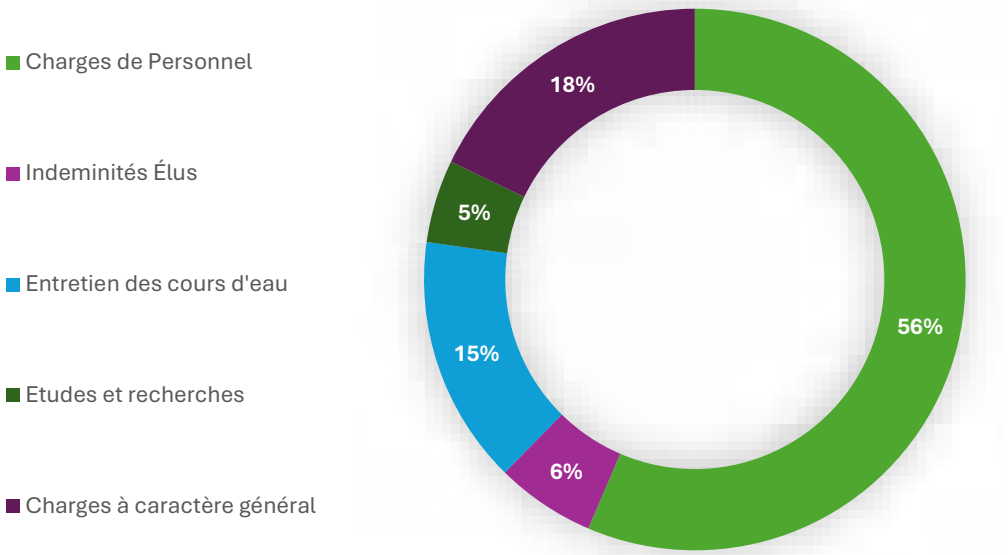
Ainsi, la répartition des participations au titre du fonctionnement est la suivante :

- Perpignan Méditerranée Métropole : 67,3061 %
- Communauté de communes Sud Roussillon : 20,2276 %
- Communauté de communes des Aspres : 7,9881 %
- Communauté de communes Albères, Côte Vermeille, Illibéris : 4,4782 %



Principaux postes de dépenses réelles de fonctionnement

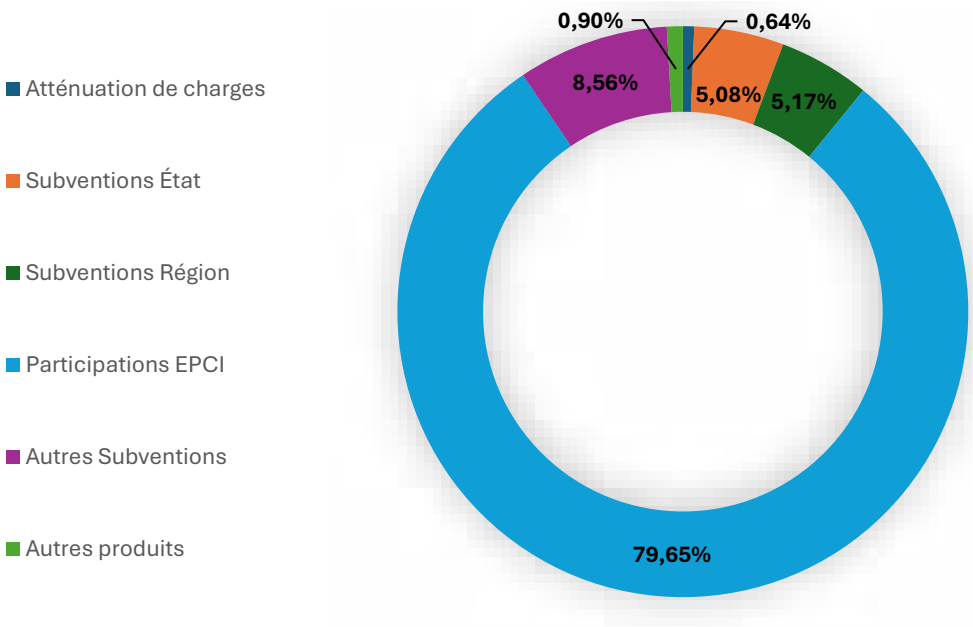
1 293 796.36 €



Les dépenses de fonctionnement sont principalement orientées vers les charges de personnel, les études et l'entretien des cours d'eau, qui constituent le cœur de l'activité du syndicat. Les frais de structure restent maîtrisés et représentent une part limitée du budget global.

Principaux postes de recettes réelles de fonctionnement

1 508 700.08 €



Les recettes de fonctionnement sont majoritairement constituées des contributions des EPCI, qui représentent 79.65 % des ressources. Les autres recettes proviennent des subventions, traduisant le soutien des partenaires institutionnels.

Budget d'investissement

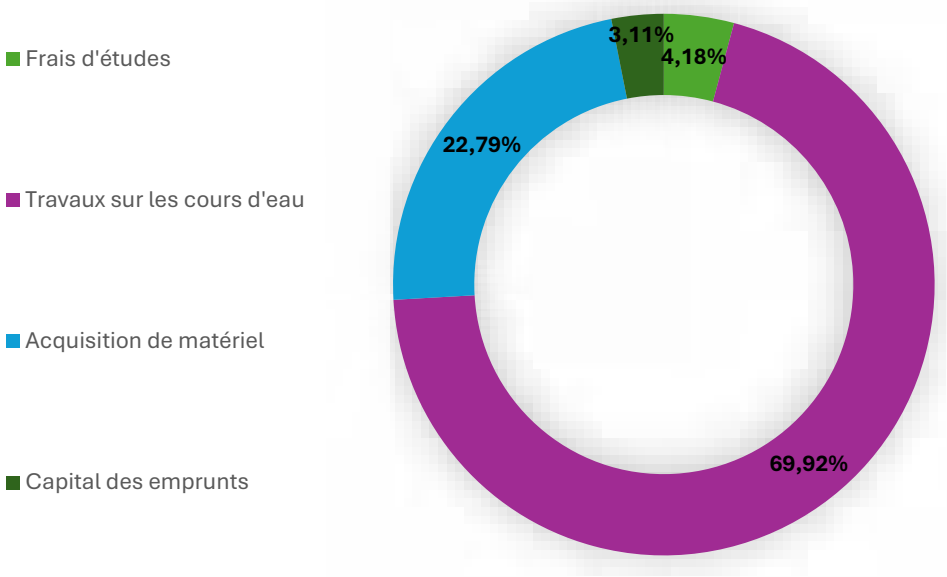
En matière d'investissement, les dépenses sont réparties entre les EPCI conformément aux clés de répartition prévues par les statuts du syndicat.

Ces clés intègrent des modalités spécifiques selon les cours d'eau :

- **Agouille de la Mar** :
  Les dépenses d'investissement sont réparties entre les EPCI sur la base des participations historiquement définies au sein de l'ancien syndicat de l'Agouille de la Mar.
- **Réart** :
  Les dépenses liées aux travaux du Réart aval, notamment le réaménagement des digues, s'inscrivent dans une logique de solidarité amont/aval.
  À ce titre :
  - 80 % des dépenses sont supportées par Perpignan Méditerranée Métropole et la Communauté de communes Sud Roussillon, répartis à hauteur de 75 % pour Perpignan Méditerranée Métropole et 25 % pour Sud Roussillon ;
  - 20 % des dépenses sont répartis entre l'ensemble des EPCI situés sur le bassin versant (Perpignan Méditerranée Métropole, Communauté de communes Sud Roussillon et Communauté de communes des Aspres).

Principaux postes de dépenses réelles d'investissement

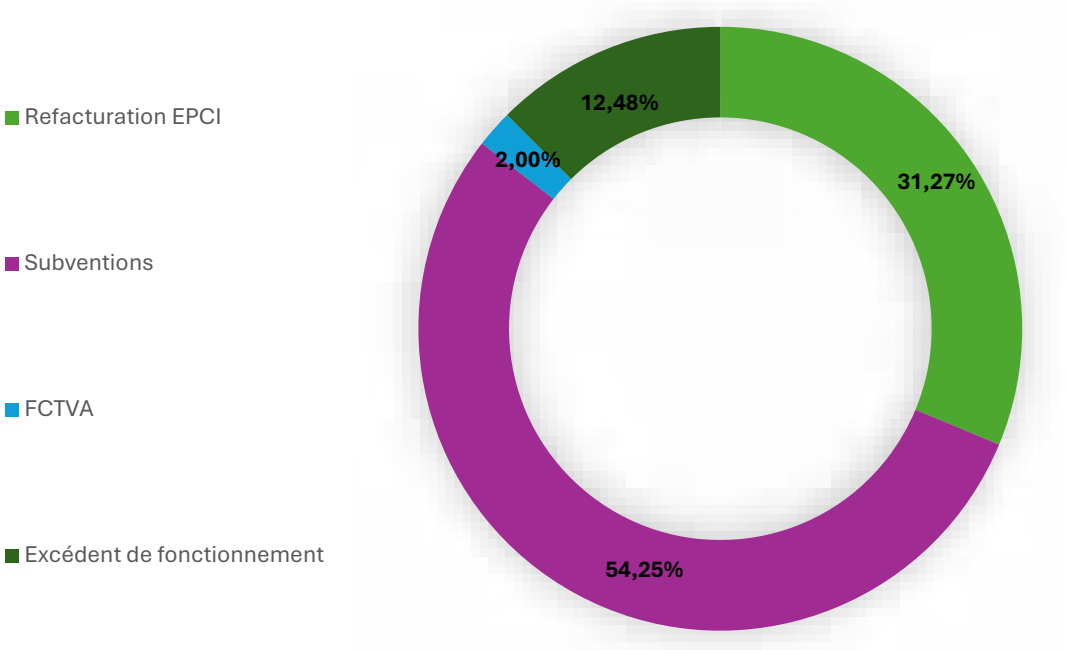
783 695.88 €



Les dépenses d'investissement se concentrent principalement sur les travaux sur les cours d'eau, notamment les travaux des digues du Réart, traduisant la priorité donnée à la prévention des inondations.

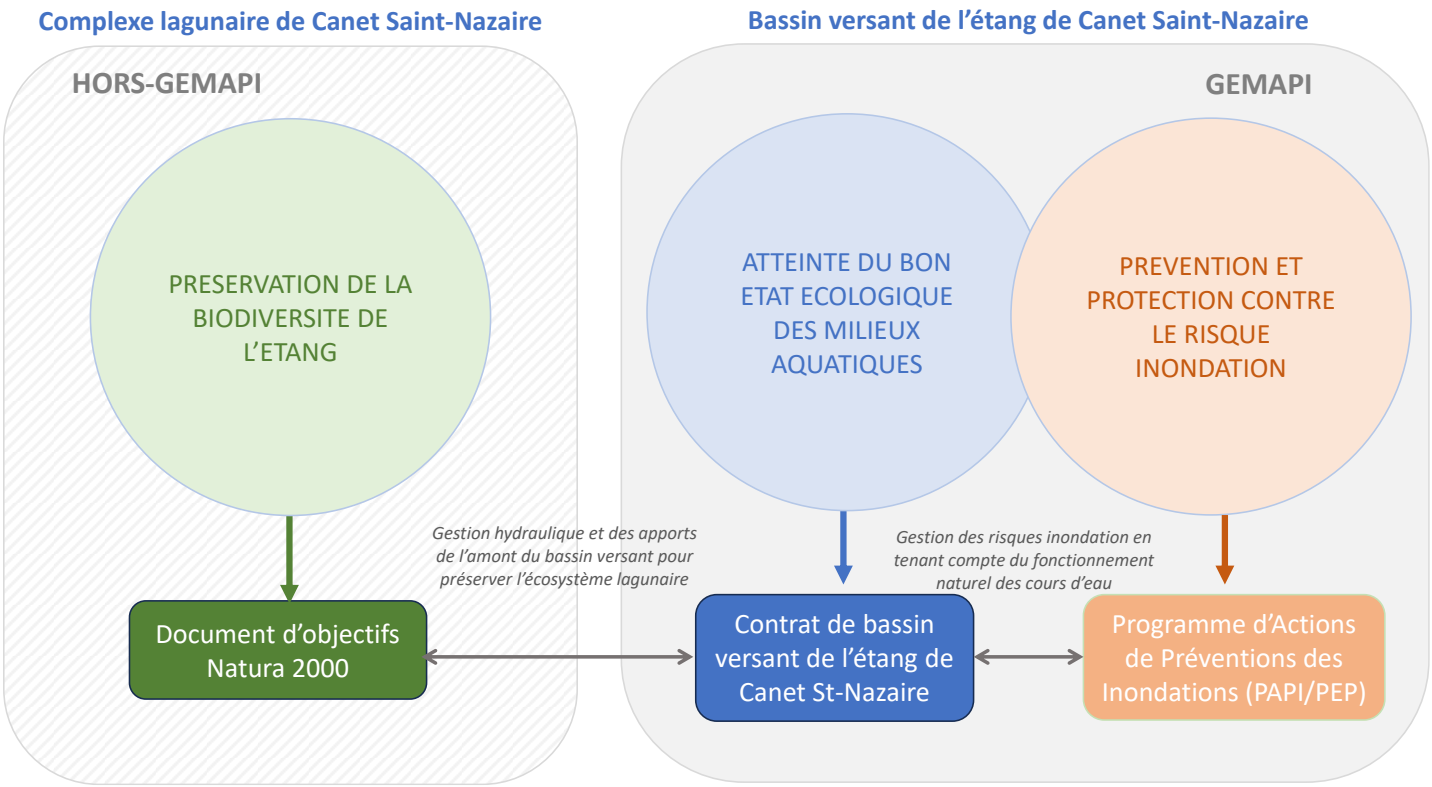
Principaux postes de recettes réelles d'investissement

788 451.06 €



Le financement des opérations d'investissement repose sur une combinaison de subventions et de contributions des EPCI. Les partenaires institutionnels assurent une part significative du financement à hauteur de 54.25 **%**, limitant ainsi le reste à charge pour les collectivités membres.

LES DEMARCHES PORTEES PAR LE SMBVR



Le SMBVR : Structure porteuse d'un Programme d'études préalables (PEP) au PAPI

7 axes d'intervention

25 actions

Montant : 2.42 M€

Le SMBVR est aujourd'hui porteur d'un programme d'études préalable (PEP) au Programme d'Action pour la Prévention des Inondations (PAPI).

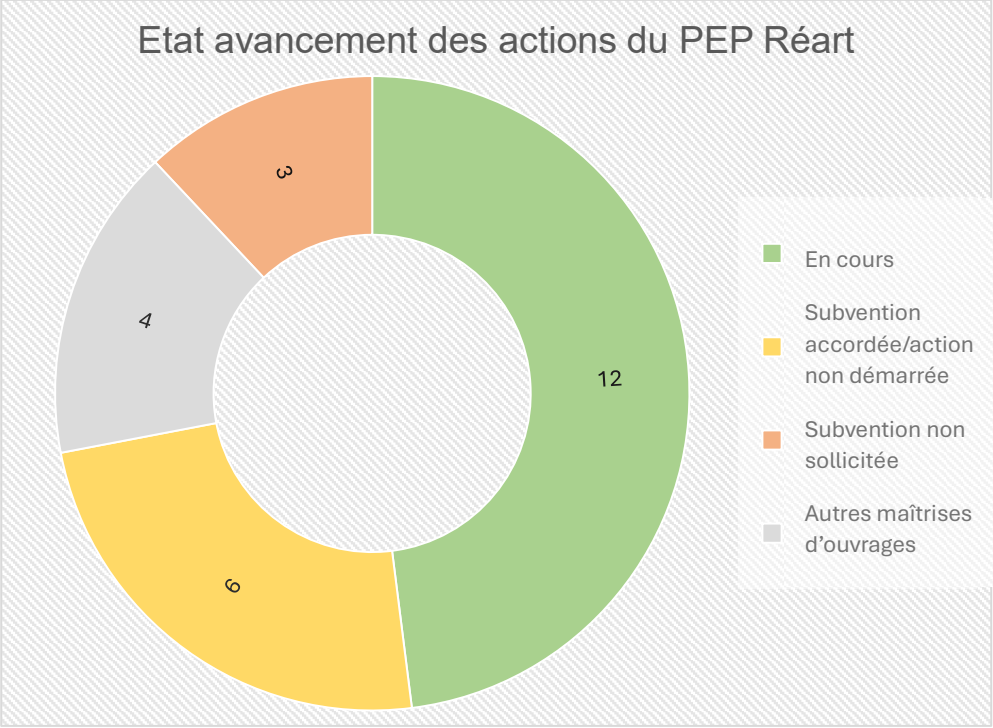
La mise en œuvre du **Programme d'Études Préalables (PEP)** au PAPI permet de poursuivre les actions menées depuis 2012 et de répondre également à un objectif de solidarité financière.

Dans le respect du cahier des charges PAPI 3 2023, ce programme d'études **(2024-2026)**, se compose de **25 actions réparties sur 7 axes** :

- ✓ Axe 0 : « Action de gouvernance »
- ✓ Axe 1 : « Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque »
- ✓ Axe 2 : « Surveillance, prévision des crues et des inondations »
- ✓ Axe 3 : « Alerte et gestion de cris »
- ✓ Axe 4 : « Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme »
- ✓ Axe 5 : « Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens »
- ✓ Axe 6 : « Ralentissement des écoulements »
- ✓ Axe 7 : « Gestion des ouvrages de protection hydraulique »

Le montant global du programme s'élève à **2,42 Millions €.**

Dès la validation du programme obtenue le 28 mai 2024 par le Préfet, les financeurs ont été sollicités pour démarrer les premières actions, listées ci-après.



Compte-tenu du démarrage tardif des actions (dû à des difficultés de financements du fonds Barnier en 2024), une demande de prorogation du PEP d'1 an a été adressée au Préfet début

Des actions mises en œuvre dans le cadre du PEP :

➢ *Révision ou élaboration de PCS et Dicrim*

- Mise à jour et élaboration de document organisationnel de gestion de Crise : plan communal de sauvegarde (PCS) multirisques
- Mise à jour et élaboration de document d'information du public au risque majeur sur leur commune (DICRIM)
- Réalisation d'exercice de simulation « inondation »

Montant marché (TTC)	**114 606 €**
Prestataire :	**MAYANE**
Subventions accordées sur 120 000 € TTC	
ETAT (Dicrim)	20 000 €
DEPARTEMENT (PCS)	19 000 €

L'opération est réalisée au sein d'un groupement de commande concernant **11 communes** :

Bages, Cabestany, Corneilla-del-Vercol, Fourques, Saleilles, Saint-Nazaire, Terrats, Théza, Trouillas, Villemolaque, Villeneuve-de-la-Raho



12.12.2025: Réunion de lancement

Pour l'année 2025:

- 14.10.2025: notification du marché à MAYANE
- 12.12.2025: réunion de lancement à Corneilla-del-Vercol avec les 11 communes du groupement

➢ *Elaboration d'une stratégie de réduction de la vulnérabilité*

Montant marché (TTC)	**33 480 €**
Prestataire :	**OSGAPI**
Subventions accordées sur 144 000 € TTC	
ETAT	72 000 €
REGION	28 800 €
DEPARTEMENT	14 400 €

L'objectif de cette opération est d'établir **une stratégie de réduction de vulnérabilité** du territoire face au risque inondation (composée d'un diagnostic de vulnérabilité du territoire et d'un programme d'actions) et de réaliser quelques diagnostics pilotes.

Cette première étape précède **les travaux de réduction de la vulnérabilité des biens** prévus dans le PAPI complet (à partir de 2027).

Pour l'année 2025:

- 14.10.2025: notification du marché à OSGAPI
- 18.12.2025: réunion du Comité Technique pour cadrer la prestation

➢ *Optimiser les zones d'expansion de crues (ZEC)*

L'objectif est de définir précisément **les actions de restauration ou de création de ZEC** (au stade AVP-PRO) dans l'optique de **réduire le risque inondation sur le territoire** et de redonner au cours d'eau un fonctionnement naturel.

Montant marché	**107 800 € HT**
Prestataire :	**AEF expertises**
Subventions accordées sur 300 000 € HT	
ETAT	150 000 €
REGION	60 000 €
DEPARTEMENT	30 000 €

Pour l'année 2025:

- 14.10.2025: notification du marché à AEF expertises
- 04.12.2025: Prospection terrain des différentes ZEC

➢ *Communication et sensibilisation sur le risque inondation*

Montant projet (2024-2026)	**100 000 €**
Subvention sollicitée :	
Fonds Barnier	**80 000 €**

- Animations scolaires



2024-2025: Animation à Cabestany

Chaque année, le SMBVR permet à dix classes du territoire de bénéficier d'une animation entièrement gratuite sur le thème de la sensibilisation aux milieux aquatiques et au risque inondation. Cette animation se déroule sur 5 séances, dispensées par l'association *LABELBLEU* (et *ÂNE* pour la séance sur le terrain). Chaque séance traite d'un sujet différent : explication d'un bassin versant, travail sur la pollution, les aménagements, prévention des inondations. A l'issu des cinq séances, les élèves font une présentation de leur travail aux agents du Syndicat et à un élu de leur commune.

- Manifestations grand public

Chaque année, le Syndicat est sollicité pour tenir un stand lors de manifestations ; par exemple : le Festival de l'eau ou fête de la nature (Perpignan), la fête de l'étang (St Nazaire) …



Mai 2025: Fête de la nature (Perpignan)

- Journée nationale de la Résilience (JNR)



13.10.2025: Journée de la résilience

Autour du 13 octobre, le SMBVR est sollicité régulièrement pour participer à des évènements de sensibilisation aux risques majeurs, organisés par la Préfecture 66.

Dans le cadre son programme d'actions de prévention des inondations, le SMBVR prévoit également des actions spécifiques.

Pour l'année 2025

Sur l'année scolaire 2024-2025, 10 classes de primaire ont bénéficié du programme sur l'eau (soit environ 250 enfants) sur les communes d'Alénya, Bages, Cabestany, Corneilla-del-Vercol, Terrats et Tordères .

L'équipe du SMBVR a participé au **Festival de la Nature** porté par la mairie de Perpignan, : un stand du SMBVR était tenu au village de l'eau au Parc St Vicenç.

Dans le cadre de la journée de la résilience, le SMBVR a participé à la journée organisée par PMM sur les risques majeurs (*Présentation du territoire du Réart, de ses enjeux et actions mises en œuvre*).

Surveillance, suivi et entretien des ouvrages de protection :

➢ *Les ouvrages de protections gérés par le SMBVR*



Outre l'entretien régulier réalisé sur ces ouvrages (1 à 2 fois par an) + la visite de surveillance programmée (1 fois par an), ci-après les **phases importantes en 2025** par ouvrages de protection gérés par le SMBVR :

AGOUILLE DE LA MAR	REART	LLOBERES
Aménagement hydraulique : 2 bassins écrêteurs de crue (Bages et Montescot)	**Système d'endiguement :** 14km de linéaire de digues	2 digues : Llobères Nord + Llobères sud (600m de linéaire de digues)
Classe C **AP n° DDTM/SER/2025279-0002 du** 06.10.2025	**Classe C** **AP n°DDTM/SER/2021341-0001 du** 07.12.2021	Prorogation accordée pour régulariser l'ouvrage d'ici le 30.06.2026
REGULARISATION : • Reconnaissance des ouvrages en aménagement hydraulique	**TRAVAUX DE RECONSTRUCTION :** • Autorisations règlementaires • Travaux préparatoires (débroussaillage et dessouchage du site)	**SUIVI :** • Visite technique approfondie • Rapport de Surveillance • Préparation exercice « inondation »

➢ *Les Travaux de réaménagement des digues du Réart*

Contexte :

Les travaux menés par le Syndicat de 1988 à 2001 ont permis de recalibrer le Réart de l'étang jusqu'au seuil de Théza. Le dernier tronçon du programme, du seuil de Théza au pont de la RD914, n'a cependant jamais pu être réalisé. **Les digues sur ce tronçon sont anciennes et sont aujourd'hui fragilisées par des terriers, des affouillements, des travaux non autorisés**, …

Montant prévisionnel (Travaux)	**8.25 M €**
Subventions accordées :	
ETAT (Fonds Barnier)	2.1 M€
REGION	1.626 M €
ETAT (Fonds Vert)	624 857 €
Subventions à demander :	
ETAT (Fonds Vert)	600 000 €
FEDER	2.558 M €

L'étude de dangers des digues existantes montre un risque élevé de rupture dès la crue de période de retour 10 ans (210 m^3/s), menaçant d'inonder les villages de Théza, Saleilles et Alénya.

Les ouvrages sur ce secteur ne permettent donc pas d'assurer la sécurité des populations à son plein potentiel.
C'est donc sur le postulat que ce dernier secteur était le maillon faible du système qu'a été défini le projet de réaménagement des digues.

Objectif de protection :

Pour une crue de débit 340 m^3/s (débit de période de retour estimée > à 25 ans)

Description :

- De la RD914 au passage à gué de Théza (2 310 m) : Reconstruction des **digues résistantes à la surverse** et des **digues insubmersibles**
- Entre la voie ferrée et la RD914 (280 m) : Création d'une **zone d'expansion des crues** (ZEC) ;
- Du passage à gué de Théza et la RD22 (1 100 m) : Reconstruction des digues insubmersibles et **confortement de digues**.
- Défluence entre nouveau et ancien Réart : **Abaissement du seuil**.

Travaux préparatoires pour désensibiliser la zone d'emprise des futurs travaux :

Dans le cadre des autorisations règlementaires obtenues en octobre 2025, le SMBVR doit appliquer des mesures d'atténuation des impacts environnementaux. Ces mesures prévoient des travaux de débroussaillage et abattage d'arbres pour rendre le site moins favorable à l'installation d'espèces (faune/flore) avant travaux.

L'entreprise SERPE selectionnée pour cette mission a réalisé des travaux entre la RD914 et le passage à gué de Théza, en fin d'année 2025.



Arbre en cours d'abattage



Débroussaillage des digues sur le linéaire de digues



Mise en défens d'une zone à enjeux



Zone de nidification du guêpier



Bâche pour éviter la nidification avant travaux

Etapes clés en 2025:

- 25.02 au 28.03.2025: Enquête publique
- 22.09.2025: **Arrêté préfectoral** n° PREF/DCL/BCLUE/2025265-0001 portant déclaration d'utilité publique du projet de reconstruction des digues du Réart
- 06.10.2025: **Arrêté préfectoral** n° *DDTM/SER/2025-279-003 du 06/10/2025* autorisant la réalisation des travaux de reconstruction des digues du Réart
- 14.10.2025: **attribution du marché de travaux « désensibilisation » à SERPE**
- Novembre-Décembre 2025: **Travaux de désensibilisation**
- 08.12.2025: **Consultation pour les travaux** de reconstruction des digues

Le SMBVR : Structure porteuse d'un contrat de Bassin Versant

Le SMBVR a porté un premier Contrat de milieu sur la période 2017-2022, démarche centrée sur la gestion concertée de l'eau et des milieux aquatiques à l'échelle du bassin versant.

Le programme d'action du Contrat était défini en fonction de 5 enjeux principaux :

- **Enjeu A : Amélioration de la qualité de l'eau et de la gestion quantitative** → Objectif : Reconquérir la qualité des milieux aquatiques dégradés par les pollutions dues aux nutriments et aux pesticides
- **Enjeu B : Amélioration de la gestion du transport solide afin de limiter le comblement de l'Étang** → Objectif : Gérer les sédiments pour restaurer l'équilibre morphologique des cours d'eau et ralentir le comblement de l'Étang
- **Enjeu C : Préservation et valorisation des écosystème aquatiques** → Objectif Retrouver les fonctionnalités des cours d'eau et des zones humides
- **Enjeu D : Communication et sensibilisation sur les enjeux de l'eau du bassin versant** → Objectif : informer et sensibiliser l'ensemble des acteurs du territoire
- **Enjeu E : Coordination et suivi de la démarche**

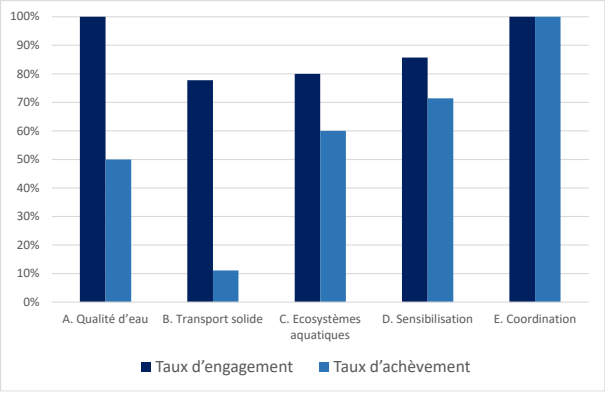
Le bilan du contrat a été réalisé entre 2024 et 2025.

Pour rappel, les 5 enjeux sont déclinés en 15 objectifs et 49 actions pour un montant global de 7,7 millions d'euros. L'enjeu A est celui qui regroupe le plus grand nombre d'actions (39%), les enjeux B et C sont relativement équivalents (18 et 21 % des actions), mais l'enjeu B est celui où les montants prévus sont les plus importants. L'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée Corse est le principal financeur du Contrat avec presque 80% de subventions.

Il faut noter que dans l'enjeu A, nombre d'actions étaient sous maitrise d'ouvrage externe au SMBVR (EPCI, Syndicats des Nappes, Chambre d'agriculture ...). Si on supprime ces actions, ce sont les enjeux B et C qui deviennent les plus importants tant en termes d'actions que de montant.

Le bilan du Contrat fait état d'un taux d'engagement d'environ 80%, et d'un taux d'achèvement peu satisfaisant (50%) mais il faut rappeler que c'était un premier contrat qui se voulait très ambitieux. La réalisation financière du contrat est de 62%.

Seul l'Enjeu E, qui regroupait l'animation, le suivi et l'animation du Contrat, a été intégralement réalisé.





Pour le prochain contrat, il est important de tenir compte des moyens humains du Syndicat et de mesurer les difficultés techniques et financières incombant à la bonne réalisation des actions. Le prochain contrat portera uniquement sur le Grand cycle de l'eau pour lequel le SMBVR a la *totale maîtrise d'ouvrage, en se basant sur les actions identifiées dans le SDAGE et le PDM*.

Le nouveau contrat, Eau & Climat, sera seulement bi-latéral et portera sur 3 ans. Il sera écrit sur l'année 2026, pour espérer une mise en œuvre dès 2027.

➢ *Restaurer la dynamique latérale de la Canterrane à Terrats*

Contexte :

Des travaux permettant d'améliorer le fonctionnement morphodynamique de la rivière et de restaurer le fonctionnement sédimentaire sont en projet sur le secteur de Terrats.
Le linéaire concerné par le projet est de 2 km, en amont de Terrats.

Montant étude	**44 278 €**
Subventions versées :	
Agence de l'Eau	**25 000 €**
Montant prévisionnel (Travaux)	**257 161 €**

Objectif : conforter la nappe d'accompagnement, la reconstitution du matelas alluvial et la diversification des faciès d'écoulement.

Description : le principe des travaux est la **recharge sédimentaire** axée sur la **verticalisation des berges** au droit des inflexions actuelles du cours d'eau et la réinjection des volumes correspondants dans l'engraissement des atterrissements en rive opposée, dans une **recherche d'équilibre déblais / remblais** afin de ne pas avoir d'export de matériaux et de conserver le gabarit hydraulique du cours d'eau.



Pour l'année 2025 :

Une modélisation complémentaire de l'état projet pour la crue de 1992 a été formulée par les services de l'Etat courant 2024.

Le délais de retour du bureau d'étude, n'a pas permis au SMBVR de pouvoir fournir une réponse au cours de l'année 2025.

➢ *Zones de décantation en amont de l'Agouille de la mar*

Contexte :



Le projet consiste en la création de deux zones de décantation sur les affluents de l'Agouille de la mar, la Riberette et le Dilouby. En effet, un problème d'accumulation de sédiments à l'exutoire des deux affluents est à l'origine de la réduction de la section hydraulique, pouvant accroitre le risque inondation. Mais également, participe au comblement de l'étant par l'apport de fines à l'étang.

Objectif : le projet est double, réduire les apports de matériaux fins dans l'Agouille de la mar mais également de limiter l'ensablement du pont à l'aval immédiat du chantier, et de réduire les risques d'inondation du Dilouby dans sa traversée urbaine.

Description : sur le Dilouby, le projet se situe sur une parcelle communale, en amont du pont de RD612. Cette parcelle a été proposée par la commune afin de faciliter la réalisation (parcelle publique).

Le scénario retenu consiste à :

- Créer un méandre avec élargissement du lit ;
- Créer un lit mineur dans le lit moyen ;
- Augmenter la longueur du lit mineur afin de diminuer la pente d'écoulement.

Montant prévisionnel (étude)	**35 000 €**
Subventions accordées :	
Agence de l'Eau	**17 500 €**
REGION	**7 000 €**
Montant prévisionnel (Travaux)	**145 160 €**

L'axe du lit mineur sera déporté et le lit actuel, remblayé en partie. De plus, une renaturation du site sera effectuée afin de replantée la ripisylve détruite lors des travaux avec notamment la mise en place d'une roselière dans le lit mineur sur la partie aval.

Pour l'année 2025 :

Le bureau d'étude a retravaillé le projet afin que celui-ci soit plus efficient en termes de gain écologique. Le scénario final qui a été retenu est la création d'un nouveau lit plus large et une reprise du profil en long. Le lit actuel est conservé, en abaissant seulement quelques portions de la berge en rive gauche pour favoriser les débordements. La section hydraulique sous le pont de la RD612 sera restaurée et les espèces invasives présentent seront traitées.

Des relevés topographiques ont été fait en décembre afin de déterminer les quantités de sédiments à évacuer sous le pont et au niveau de la confluence avec l'Agouille de la mar.

➢ *Fonctionnement de la lagune : échanges cours d'eau/lagune/mer*



Contexte : l'étang de Canet Saint-Nazaire est un milieu lagunaire très fragile qui voit son équilibre se dégrader par de nombreux facteurs d'origine anthropiques. La principale problématique est l'impact des polluants et des sédiments apportés pat les 4 émissaires affluents, phénomène d'autant plus marqué que la surface du bassin versant est 40 fois plus importante que la lagune.

Objectif : l'étude a pour but de caractériser et d'optimiser le fonctionnement hydro-sédimentaire de la lagune. Il s'agira d'évaluer les entrées dans la lagune en distinguant les apports de chaque affluent et les sorties en mer des différents polluants et leur quantité tout au long de l'année et selon différents phénomènes météorologiques.

Il s'agira de quantifier les volumes d'eau, les matières en suspension et les polluants (nutriments et contaminants chimiques), ce qui permettra de comprendre les échanges cours d'eau/lagune/mer afin d'agit en conséquence pour améliorer l'état de la lagune en priorisant les actions.

Montant prévisionnel (étude)	**65 000 €**
Subventions accordées :	
Agence de l'Eau	**28 858 €**
REGION	**13 000 €**

Description : pour ce faire, un partenariat est mis en place entre le SMBVR, le laboratoire CEFREM de l'Université de Perpignan et le Parc Naturel Marin du Golfe du Lion (PNMGL). Le CEFREM est chargé de réaliser une partie des analyses ; le PNMGL réalisera des analyses dans le grau ainsi que des mesures de physico-chimie et de courant.

Pour l'année 2025 :

La convention de partenariat avec l'Université de Perpignan a été retravaillée.

Aucune campagne de prélèvement n'a eu lieu.

➢ *Restauration des embouchures des cours d'eau dans l'étang*



Contexte : le projet initial concerné la restauration des trois embouchures de la Fosseille, du Réart et de l'Agouille de la mar. En effet, les multiples aménagements (recalibrage, défluence, digues…) ont entrainé, entre autres, une sursédimentation des lits mineurs dans les parties aval de ces rivières. Les sédiments les plus fins, transitent de façon plus directe vers l'étang favorisant un comblement accéléré de ce dernier.

Objectif : ils sont au nombre de quatre, piéger les sédiments fins en amont de l'étang, afin de réduire le comblement de l'étang, restaurer un fonctionnement plus naturel des cours d'eau au niveau de leur interface avec l'étang et réduire l'inondabilité des zones attenantes l'étang par l'aménagement des zones d'expansion de crues.

Description : sur la Fosseille, les aménagements concernés sont la suppression des digues en rive droite et en rive gauche, ainsi que la création d'un chenal secondaire en rive droite. Au niveau du secteur de l'Agouille de la mar, le Syndicat a également dû faire face à un contentieux, qui put être réglé à l'amiable.



Pour l'année 2025 :

Sur le secteur de la Fosseille, un diagnostic complémentaire faune-flore sur l'emprise futures des travaux, a été réalisé sur la période printemps/été, en vue d'abonder le dossier réglementaire.

Au niveau du secteur du Réart, le Conseil d'Etat a annulé l'arrêté pris par la cour administrative de Toulouse, justifiant que l'absence de curage du lit du cours d'eau résulte d'un choix délibéré de la collectivité, visant ainsi à restaurer le delta à son embouchure avec l'étang, lutter contre la dynamique de comblement de l'étang et restaurer des zones d'expansion de crue.

Le dossier a été rejugé par la cour administrative qui a débouté la plaignante.

Etude globale départementale



➢ *Etude Eau'rizon 2070*

Contexte : Les structures de bassin versant du département des Pyrénées Orientales (Agly, Tech, Têt, Réart et Sègre) ont souhaité se regrouper afin de trouver des solutions d'adaptation de la gestion de l'eau aux évolutions du climat.

Objectifs : Cette démarche se veut prospective, en incluant l'ensemble des acteurs de l'eau du territoire afin que tous partagent une base de connaissance commune et travaillent ensemble à la recherche de solutions d'adaptation pour le long terme (2070). Elle se pose comme un outil de territoire, permettant aux différents acteurs du territoire d'orienter les choix d'investissements vers les solutions les plus durables sur la ressource en eau, aussi bien pour les usages que pour les milieux aquatiques, au regard de ce que va être le territoire d'ici 50 ans.

Montant étude	**211 925 €**
Subventions accordées :	
Agence de l'Eau	**175 000 €**
REGION	**25 000 €**
Autofinancement :	
SMBVR	**10 000**
SMTBV	**10 000**
SMBVA	**10 000**
SMIGATA	**10 000**
CC Pyrénées Cerdagne	**10 000**

Déroulement : L'étude se déroule en 3 phases :

- La phase 1 : état des lieux du territoire vis-à-vis du climat, de la gestion quantitative de la ressource en eau et de l'exposition au risque d'inondation. Cette phase consiste en un travail d'analyse bibliographie et de rencontre avec les acteurs principaux du territoire sur ces thématiques. Ce volet prend en compte l'évolution du territoire de ces dernières décennies (occupation du sol, évolution démographique, évolution de l'agriculture, ...). Cette phase se veut être une base à l'échelle du département pour toutes les études prospectives menées en parallèles par d'autres structures (Syndicat des Nappes, Chambre d'agriculture et Conseil Départemental). Pour se faire, elle devra être partagée avec un maximum de personnes du territoire.
- La phase 2 : diagnostic de vulnérabilité du territoire, à savoir l'impact des effets du changement climatique sur les ressources en eau, les milieux aquatiques et le risque inondation à l'horizon 2070. Plusieurs composantes sont détaillées telles que l'hydrologie et le régime des cours d'eau, la qualité chimique, écologique et sanitaire, la thermie de l'eau superficielle, les écosystèmes aquatiques.
- La phase 3 : prospective et stratégie du territoire. C'est-à-dire, quels scénarii développés sur le territoire pour s'adapter aux effets du changements climatiques. Cette phase sera co-construite avec l'ensemble des acteurs du territoire de manière concertée, pour aboutir à l'écriture d'un programme d'action par bassin versant. Chaque solution fera l'objet d'une analyse coût/bénéfices à long terme (2070).

Pour l'année 2025 :

Travail sur la phase 2, avec analyse des impacts du changement climatique et réalisation du diagnostic de vulnérabilités. Les résultats sont des projections et non des prévisions, avec des visions contrastées des futurs possibles.

Une seconde série d'ateliers a eu lieu sur les cinq territoires. Ces temps ont permis de faire un retour sur les premiers ateliers de concertation, de présenter le diagnostic de vulnérabilités et les potentiels scénarios futurs. Les participants ont également pu prioriser les actions à mettre en œuvre et réfléchir aux critères de réussites et d'acceptabilités de ces actions.

➢ *Travaux de restauration hydromorphologique de la Fosseille*

Contexte :

Le SMBVR a mené en 2015 deux études hydromorphologiques pour réaliser deux opérations pilotes sur la Fosseille. Achevée en 2024, l'étude à fait ressortir 3 zones d'intervention :

Secteur amont :

- reprofilage lit mineur et berges pour optimiser les écoulements à l'étiage et augmenter sa sinuosité
- suppression de protections de berges et d'un seuil de fond en enrochement libre
- traitement d'espèce invasive (canne de Provence)

Radier du pont de la RD42

- apport de blocs à l'aval du radier pour supprimer la hauteur de chute ;
- fixation de déflecteurs de vitesse en bois pour améliorer les écoulements à l'étiage

Gué aval

- démolition du passage busé ;
- construction d'un pont tablier

Objectif : Atteindre le bon potentiel à l'horizon 2027 au titre de la Directive Cadre sur l'Eau

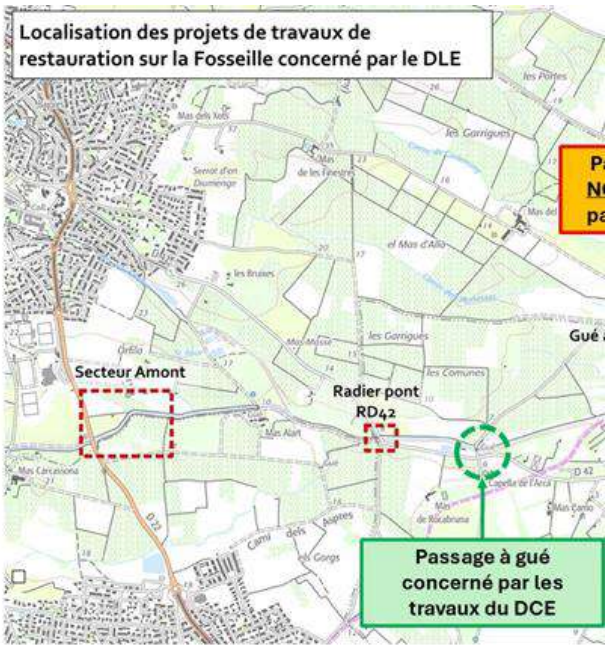


Figure 1 : Localisation des travaux prévus



Gué aval en travaux

Montant des travaux actualisé	**400 100€ HT**
Taux Subventions :	
Agence de l'Eau	50%
Département 66	20%
Région Occitanie	10%

En 2025 :

- ➢ 12 février : Réception des travaux secteur amont et radier du pont de la RD42
- ➢ Au cours de l'année : révision des travaux avec des fondations plus conséquentes et un tablier plus épais, porté à connaissance, arrêté préfectoral modificatif
- ➢ 29 septembre : redémarrage des travaux sur le passage à gué presque achevé

➢ *Plan de Gestion stratégique de gestion des zones humides sur le bassin versant de l'Etang de Canet-Saint-Nazaire (PGSZH)*

Contexte :

Malgré leur utilité, 50% des zones humides ont disparu en France au cours du siècle dernier pour laisser place aux activités humaines (urbanisation, agriculture intensive, ...). En 2015, le Conseil Départemental des Pyrénées-Orientales a compilé toutes les données existantes sur les zones humides et l'a complété par un travail géomatique pour réaliser un atlas départemental. Cet outil présenté à l'échelle communale n'ayant pas valeur réglementaire est un premier niveau de connaissance sur les zones humides à l'échelle des Pyrénées-Orientales qui nous sert de base pour la mise en place d'un plan de gestion stratégique sur les zones humides du bassin versant de l'étang de Canet-Saint-Nazaire.

Objectif :

L'étude à pour enjeu d'avoir une vision globale avec des priorités d'actions et un véritable outil d'aide à la décision pour l'aménagement du territoire.

Montant du plan de gestion stratégique	**60 000 € HT**
Subventions accordées :	
Agence de l'Eau	42 000 € HT
Région Occitanie	6 000 € HT

Description des différentes étapes de l'étude :



Visite de la Prade de Corneilla/Montescot

- Délimitation de l'espace de référence ;
- Cartographies des fonctions, des pressions et des enjeux ;
- Investigations de terrain ;
- Concertation ;
- Rédaction du PGSZH ;
- Mise en forme des données.

En 2025 :

- Réception de tous les livrables de l'étude en début d'année
- 2 février : animation et présentation de l'étude à l'occasion de la journée mondiale des zones humides

➢ *Plan Pluriannuel de Restauration et d'entretien de la Végétation (PPREV)*

Contexte

L'entretien régulier des cours d'eau est une obligation du propriétaire comme le précise l'article L215.14 du Code de l'Environnement :

« le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau [qui] a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives.] »

Le SMBVR a pour compétence la gestion des milieux aquatiques et afin de permettre un bon écoulement des eaux et contribuer au bon état écologique des cours d'eau, la structure a mis en place une déclaration d'intérêt général depuis 2015 afin de se substituer aux propriétaires riverains défaillants dans l'entretien régulier des cours d'eau sur le bassin versant du Réart et depuis 2020 sur les bassins versants de l'Agouille de la Mar, la Fosseille et les Llobères.

Objectif

Grace à la Brigade verte du SMBVR composée de 2 agents et d'entreprises externes, l'objectif est d'entretenir les milieux aquatiques de façon raisonnée tout en respectant les périodes d'interventions afin de limiter ls impacts sur la vie aquatique : Le PPREV est décliné par année pour 5 ans avec un programme d'action par année. Actuellement nous sommes dans le plan 2025-2029.

Les interventions se font majoritairement de septembre à février, les roselières sont préservées, il n'y a pas de circulation d'engins dans les mares au printemps pour permettre à la faune d'utiliser ces milieux lors de la reproduction… Une attention toute particulière est portée aux espèces exotiques envahissantes de plus en plus présentes et pour lesquelles un protocole d'intervention est mis en place pour ne pas renforcer leur prolifération pendant les interventions.



Entretien des digues du Réart par un agent de la brigade verte

Entretien réalisé par la brigade verte en 2025

* Réart aval
* Fosseille
* Llobéres
* Agouille de la Mar

Entretien réalisé par entreprises externes en 2025 :

Entreprise	BV	Type d'intervention	Linéaire ml	Largeur m
Actiforest	Réart	IT2 autour pont Rd615	300	10
SARL TDA Pouil	Llobères	Arasement merlon RG + 3 brèches RD + evacuation 2 buses Lloberes nord LN4 el regals	450	5
Actiforest	Réart	RT6-7 depuis radier Pou del gel jusqu'a passage Gaz cap de fouste débroussaillage + 13 arbres + déchets	2900	30
Actiforest	Réart	CT3-4 300m amont autoroute jusqu'a confluence + 270ml estany nyls aval + débroussaillage + 13 arbres + déchets	3070	20
Actiforest	Réart	Intervention 1 arbre couché dans la rivière		
Eurovert	Fosseille	170ml sans le fond ravin des gourgs 500m2	170	3
Eurovert	Réart	500m2 en laissant les ligneux	50	10
ARF	Réart	200m3 herbe de la pampa		
ARF	Agouille de la Mar	correc Montescot (1300ml) + trobe (900ml) + aeg (800ml)	3000	4
Actiforest	Réart	Montauriol débroussaillage	400	8
Actiforest	Réart	CT2 débroussaillage	8000	15
Actiforest	Réart	GT2 débroussaillage	3300	20
Actiforest	Réart	GT3 débroussaillage	2500	20
Actiforest	Réart	IT2 débroussaillage	900	15
SARL TDA Pouil	Agouille de la Mar	Riberette (650ml) et dilouvy (300ml)	950	8
Actiforest	Réart	PT1-PT2 débroussaillage	400	8
Actiforest	Réart	Mona débroussaillage	450	8
TOTAL 2025			**26 840 ml**	



Gestion d'embâcle sur la rivière de Passa avec Actiforest

La mise en place de ces travaux en 2025 à nécessiter :

- 17 Déclarations d'intentions de travaux déposées à la DDTM66
- 284 courriers et 57 mails pour informer les riverains
- 4 entreprises externes

Le SMBVR : Gestionnaire du Site Natura 2000 de l'Étang de Canet Saint-Nazaire

Le bassin versant du Réart (et de ses affluents) rejoint le milieu marin en transitant par une zone humide comprenant une lagune côtière méditerranéenne et ses zones humides périphériques (roselières, fourrés halophiles, prés salés et lagunes temporaire méditerranéenne…) d'une superficie totale de 1872 ha.
Cet ensemble, dénommé « Complexe Lagunaire de Canet Saint Nazaire », est en outre inscrit au réseau des sites de protection européens Natura 2000, au titre de la Directive Habitat (SIC FR9101465 de l'arrêté du 22/11/2005) et de la Directive Oiseaux (ZPS FR9112005 de l'arrêté du 26 septembre 2014).
En effet, ce site, demeurant à l'interface entre le milieu marin et continental, est également la lagune française la plus septentrionale, située sur un axe migratoire important. Ces caractéristiques confèrent au site, une combinaison privilégiée pour accueillir une biodiversité riche et variée.
La protection et la stabilité du site sont également renforcées par les 1150 ha du périmètre Natura 2000 appartenant au Conservatoire du Littoral. Ces maîtrises foncières, qui se sont échelonnées entre 1978 et 2022, constituent un réel atout pour la gestion de ce site, encadrée par voie de convention entre le Conservatoire et son gestionnaire désigné.
Ce site dispose aujourd'hui de 11 habitats d'intérêt communautaire, de 2 espèces animales inscrites à l'annexe I de la Directive Européenne (Minioptère de Schreiber, Émyde lépreuse) et de 16 espèces d'oiseaux nicheurs inscrites à l'annexe II de la Directive Européenne.

De 2000 à décembre 2019, la gestion des terrains du Conservatoire a été confiée à la Communauté Urbaine Perpignan Méditerranée Métropole. Cette même structure s'est vu confier l'élaboration du Document d'Objectif Natura 2000 (de 2003 à 2006) puis son animation (de 2006 à fin 2019).
Le Document d'Objectif a identifié 4 enjeux majeurs d'intervention :

- La Préservation des habitats et des espèces ;
- L'Animation et la coordination des actions du DOCOB ;
- L'Information et la sensibilisation du public et des usagers ;
- L'accroissement des connaissances et suivis scientifiques.

La majorité des habitats étant à caractères humides ou inondables, la gestion hydraulique du système a pris une part importante dans l'appréhension de la gestion des habitats, avec notamment dès 2006, l'objectif identifié (fiche action PHE1) de fédérer les Bassins versants du site en un seul Syndicat et de constituer une gestion à l'échelle du Bassin Versant via la mise en œuvre d'un contrat de Bassin. Ce travail de longue haleine a abouti en 2014 par la création du SMBVR.

En 2019, la mise en œuvre de la politique GEMAPI a induit un transfert de compétence « hydraulique » et « gestion des milieux aquatique » vers les Syndicats de Bassins Versants. Le SMBVR s'est ainsi vu transférer la gestion des terrains du Conservatoire du Littoral sur le volet biodiversité ainsi que l'animation du Site Natura 2000. Au-delà du Grau des Basses (partie marine), le SMBVR n'est pas compétent conformément aux statuts du SMBVR. A ce titre, depuis le 1er janvier 2020, le SMBVR est l'interlocuteur privilégié du Conservatoire du Littoral, et, aujourd'hui, pilote les actions du DOCOB. Il organise les débats et Comités de
Pilotages, conduit les travaux et les aménagements sur le site, et organise les différents partenariats avec les acteurs locaux.

(NB : PMMCU a gardé les compétences « accueil du public » et « gestion du trait de côte » sur le secteur littoral sans distinction de propriétaire).

Aujourd'hui le SMBVR gère donc l'intégralité de son bassin versant. Chaque intervention, travaux, étude, sur les composantes hydrauliques et naturels du Complexe Lagunaire font l'objet d'une approche concertée à l'échelle du bassin versant.

Suite à son évaluation, le DOCOB fait actuellement l'objet d'une révision profonde apparentée à la rédaction d'un nouveau Document de Gestion. En effet, le précédent document s'avérait totalement obsolète en termes de données naturalistes et d'analyse du contexte socio-économique. De possibles nouveaux enjeux et des actions adaptées seront étudiés, en cohérence avec les autres documents de gestion du SMBVR (PAPI ou Contrat de Bassin Versant) et avec l'objectif prioritaire qui est la protection des habitats et des espèces.

Des actions mises en œuvre dans le cadre du PEP :

- *Animation et Révision du Document d'Objectifs (DOCOB)*

La reprise de la gestion du site Natura 2000 par le SMBVR a mis en évidence un DOCOB ancien dont les mesures de gestion, les diagnostics naturalistes et socio-économiques apparaissent aujourd'hui désuets. Les dernières données naturalistes ayant engendré le classement de ce site sont, en outre, très alarmantes.

Le SMBVR a lancé en 2024 la révision de ce DOCOB financée à hauteur de 25 000 par la Région Occitanie et le FEADER. Le reste de la révision faisant l'objet d'un financement Fond Vert à hauteur de 80%

La révision a réellement démarré en février 2025 avec la réalisation des étapes suivantes :

- Réalisation des diagnostics écologiques et socio-économique.
- Organisation d'un premier séminaire en septembre 2025 afin de partager tous les diagnostics et définir les enjeux prioritaires.



UNE NOUVELLE STRATEGIE D'ACCUEIL DU PUBLIC ET DE GESTION DE LA FREQUENTATION.

Sous l'impulsion du Conservatoire du Littoral, le SMBVR a organisé plusieurs groupes de travail qui ont permis de partager des diagnostics de fréquentation et de perturbations des habitats et des espèces et de mettre en place une nouvelle stratégie d'accueil permettant un meilleur encadrement des usagers du site. L'objectif est de proposer des secteurs d'accueil plus identifiés, plus restreints (3 secteurs d'accueil maximum, en cohérence avec les enjeux naturalistes), mais en contrepartie mieux équipés en termes d'aménagements, de panneaux de sensibilisation, d'information.

La maîtrise de cet accueil sur le site a fait l'objet d'un marché de pose de mise en défens sur les secteurs du lido de Canet en Roussillon, des prés de Saint Nazaire et des Mares temporaires des prés de la ville à Canet en Roussillon. Ce marché de pose a été attribué à l'Office National des Forêts. Les travaux de pose ont été réalisés entre avril et décembre 2025.



Les mises en défens en chiffres:

- Investissement de 239 338 € TTC représentant un linéaire de clôtures de 12,02 km
- 6 à 8 mois de travaux d'avril à décembre 2025
- L'équipement de nombreux pupitres de sensibilisation et découverte des habitats et des espèces à préserver.

AMELIORATION DES DONNEES NATURALISTES DU PERIMETRE NATURA 2000.

La révision du DOCOB impose également une mise à jour et une amélioration des données naturalistes du périmètre Natura 2000. Cette base de données naturaliste doit permettre de mesurer l'état de conservation des habitats d'intérêt communautaire, et de mieux connaitre la biodiversité, afin de mieux communiquer et mieux protéger. L'amélioration de ces données s'accompagne de la définition de protocole de suivi permettant d'évoluer vers un suivi scientifique des composantes de biodiversité.



Vue du Cagareil vol oblique

Dans ce contexte et cet objectif, en 2025, ont été réalisés :



Bellevalia romana

- L'état des lieux des populations de reptiles, batraciens et insectes.
- La mise en place d'un diagnostic avifaunistique.
- La cartographie des habitats par le Conservatoire Botanique National Méditerranéen et le Bureau d'étude I-sea

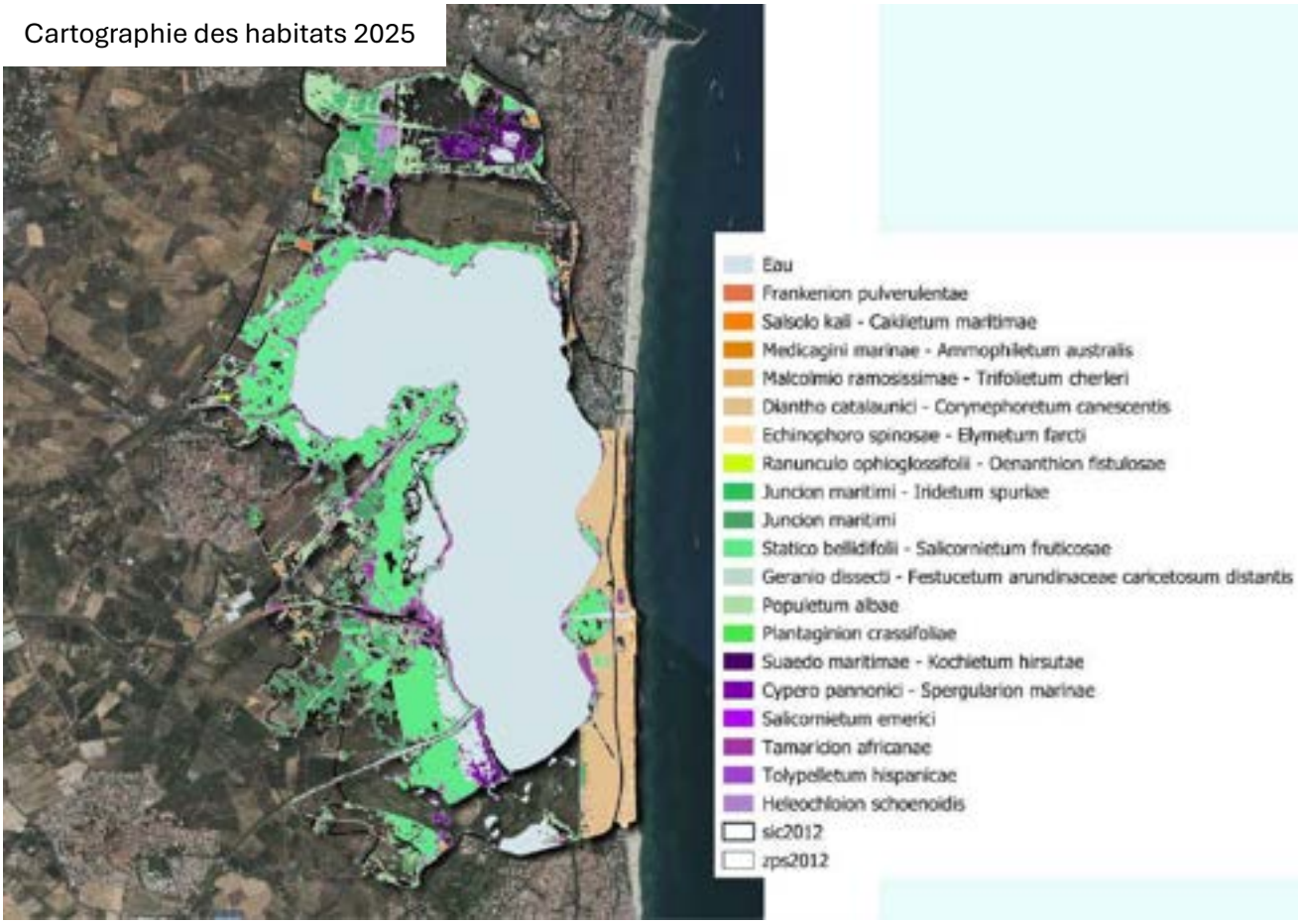
Initialement connu pour répertorier une espèce d'intérêt communautaire (le Minioptère de Schreiber), l'état des lieux Chiroptères sur le site Natura 2000 a mis en évidence la présence de 5 espèces d'intérêt communautaire sur 16 espèces contactées : Une belle surprise pour ce site !

Le diagnostic avifaunistique contient des belles surprises mais également de mauvaises nouvelles. Si le nombre d'effectifs diminue globalement, et que certaines espèces ont disparu du site (Butor étoilé, Alouette calandrelle & Crabier chevelu), d'autres nouvelles espèces ont apparu sur site pour nicher (Marouette de Baillon, Avocette élégante et Fuligule Nyroca).


Phragmite aquatique

Les inventaires « Habitats » ont mis en évidence l'identification de 13 habitats d'intérêt communautaire (11 habitats en 2005). La cartographie prédictive a été livrée en 2025, avec, chose importante, l'évaluation de leur état de conservation.

Cartographie des habitats 2025



L'état des lieux et l'Animation de la Révision représentent les investissements suivants :

- Etat des lieux Chiroptères : 14 460 € TTC (financement Région de 10 413 €)
- Etat des lieux Ornithologique : 24 600 € TTC (financement fonds vert 19 680 €)
- Cartographie des Habitats : 25 200 € TTC (financement fonds vert 20 160 €)
- Animation de la Révision du DOCOB : 72 000 € (financement Région 25 000 €)

➢ *Aménagements en faveur de la préservation de la biodiversité*

CONSOLIDATION DE LA MISE EN DEFENS DU PERIMETRE EN ARRETE MINISTERIEL DE PROTECTION DE BIOTOPE (AMPB)

Le secteur dunaire au droit du grau des Basses a été en 2015 arrêté en périmètre de Protection de Biotope en ciblant la nidification des espèces avifaunistiques « Sternes naines » et « Gravelots à collier interrompu » espèces rares et menacées d'extinction sur le pourtour méditerranéen.
Le SMBVR a disposé des mises en défens conformément à l'arrêté en 2025, permettant d'assurer la quiétude nécessaire à la nidification des espèces cibles.



CURAGE DU GRAU DES BASSES AFIN DE MAINTENIR UNE CONNEXION HYDRAULIQUE MER-LAGUNE

Le SMBVR a constaté un fort dépôt de sable de part et d'autre des vannes ainsi qu'à l'entrée du grau côté lagune. Ces surplus sédimentaires ont donc engendré la nécessité d'un curage dans des proportions similaires à celui de 2024.
Le curage 2025 a été marqué par des conditions climatiques difficiles avec une mer particulièrement haute et forte provoquant un retard d'intervention et la nécessité de reprendre plusieurs fois les volumes extraits.



Le Curage 2025 en chiffre

- 100 349 € TTC
- 5 000 m^3 de sédiments retirés côté mer + 850 m^3 (750 grau Est + 100 grau Ouest) côté

Projet transverse : mise en œuvre d'une exposition de sensibilisation à déployer sur les berges de l'Agouille de la mar et la Fosseille

Contexte

Les cours d'eau du bassin versant sont soit à sec la majeure partie de l'année, soit sont considérés comme des canaux à vocation hydraulique. La population ne les perçoit plus comme des milieux aquatiques intéressants, alors sur deux d'entre eux, les pistes cyclables ont ou vont être aménagés sur l'intégralité du linéaire. De plus, le fait de ne pas les considérer comme des cours d'eau, entrainent de nombreux délits comme le dépôt de déchets, la circulation d'engins motorisés…

Objectif

Cette action poursuit deux objectifs, valoriser les milieux aquatiques et informer le grand public et les habitants sur les enjeux et les actions menées par le SMBVR.

Description

Le projet consiste a déployé des panneaux de sensibilisation le long de la Fosseille et de l'Agouille de la mar, dont les abords sont très fréquentés.
Les panneaux traitent de 9 thématiques à savoir les inondations, la ripisylve, l'entretien, les zones humides, la biodiversité, les espèces exotiques envahissantes, l'espace Natura 2000 et deux panneaux spécifiques à chaque bassin versant, Fosseille et Agouille.

Pour l'année 2025 :

- Détermination des emplacements
- Contenu des panneaux
- Travail avec une infographiste pour les illustrations de chaque panneau

ANNEXE 32 – SYDETOM 66 - RAPPORT D'ACTIVITÉS 2025

Rapport d'activité

2025





Sydetom66

Préservons l'avenir

RECYCLAGE | TRAITEMENT & VALORISATION DES DÉCHETS | RETOUR AU SOL | PRODUCTION D'ÉNERGIE



Le mot du Président



Questions à Bruno Valiente

Président du Sydetom66

Monsieur le Président, en 2025 le Syndicat a maintenu ses investissements à un niveau élevé, pouvez-vous nous en dire plus ?

Effectivement, au cours de l'année écoulée, le Syndicat a poursuivi son plan pluriannuel d'investissements établi à 14 millions d'euros pour la période 2020-2027.

Ce plan comporte un important volet d'entretien et de rénovation des infrastructures de réception des déchets : une priorité face au vieillissement de notre patrimoine, car ces installations sont mises à rude épreuve par la nature corrosive des lixiviats de déchets. Plus d'un million d'euros ont ainsi été investis sur la seule année 2025 pour des travaux qui ont concerné un quai de transfert sur deux parmi ces 12 installations du Syndicat.

De plus, 2025 a vu le démarrage du chantier très attendu de l'Eco-Pôle du Sydetom66 à Thuir : ce projet, d'un coût total de 8 millions, prévoit la construction d'un nouveau quai de transfert et d'une aire de déchets végétaux, ainsi que l'aménagement d'un atelier de maintenance pour les besoins du syndicat.

La mise en service de cet Eco-Pôle à l'automne 2026 permettra de désaturer l'installation face à l'évolution des modes de collecte des déchets engagée par les EPCI (généralisation des points d'apport volontaire) et à la hausse des tonnages. Ce nouvel équipement contribuera également à améliorer significativement les conditions de travail des agents du syndicat.

La fin de l'année 2025 a été marquée par l'attribution du nouveau contrat de Délégation de Service Public de l'UTVE Arc Iris située à Calce, pouvez-vous en dire quelques mots ?

L'UTVE Arc Iris a été mise en service en 2003 : cette installation remarquable, composée d'une usine de valorisation énergétique et d'un centre de tri, présente trois atouts majeurs pour le territoire. Elle nous permet d'être autonomes dans le traitement des déchets ménagers de type ordures ménagères et emballages, de faire face à la forte saisonnalité touristique été/hiver (lorsque la population du département double voire triple !) mais également de produire de l'énergie d'origine renouvelable (électricité et alimentation de deux réseaux de chaleur). 20 ans après, il était devenu essentiel de conforter le patrimoine industriel emblématique de ce site pour pérenniser une gestion efficace des déchets : c'est l'objectif fixé à la nouvelle délégation de service public attribuée pour une durée de douze ans au groupement SUEZ - la Banque des Territoires.

Au programme du contrat de concession signé pour la période 2026-2038 : la construction d'un nouveau centre de tri de plus grande capacité, l'aménagement d'un centre de préparation des déchets « tout-venants » pour réduire l'enfouissement des déchets ainsi que la modernisation de l'usine d'incinération pour augmenter la production d'énergie et réduire la consommation d'eau. Je souligne par ailleurs que cette nouvelle DSP contribuera à la gestion efficiente du traitement et de la valorisation des déchets du territoire, au bénéfice de nos EPCI adhérents.

Vous avez récemment été réélu à la présidence du Syndicat, quelles sont vos perspectives pour ce nouveau mandat ?

Je suis très heureux que les élus m'aient renouvelé leur confiance et j'entame ce nouveau mandat dans le même esprit collaboratif que le précédent, dans l'objectif de maintenir une gouvernance équilibrée en considération de l'identité de chacune des 12 intercommunalités adhérentes du Syndicat, qui représentent l'ensemble des 226 communes des Pyrénées-Orientales et 18 de l'Aude.

Les prochaines années devront permettre de faire face aux enjeux techniques et financiers sans cesse renouvelés du traitement assuré par le Sydetom66 de plus de 410 000 t de déchets par an, qu'il s'agisse de biodéchets, déchets végétaux, emballages, verre, ordures ménagères, des multiples flux de déchets issus des déchèteries, ou de boues de stations d'épuration.

Il s'agira notamment de rester particulièrement attentifs aux évolutions réglementaires et fiscales, afin d'en limiter l'impact sur le coût de traitement des déchets.

Fin 2026, nous célébrerons les 30 ans du Sydetom66 et c'est en confiance que nous pouvons aborder cet anniversaire : le Sydetom66 est un syndicat avec un bilan financier solide, prêt à relever les défis à venir. Je sais pouvoir compter sur l'engagement de tous les élus et sur le professionnalisme des équipes du Syndicat pour poursuivre leur mission, dans l'objectif de garantir la qualité de notre service public de gestion des déchets.

Transformer nos déchets en énergie positive







Sommaire

I Le Sydetom66 p. 6
- Les temps forts 2025 p. 6
- Les chiffres clés 2025 p. 9
- Les Elus p. 10
- Les compétences p. 12
- Les installations p. 14
- La carte des infrastructures p. 15

II Valorisation Organique p. 16
- Déchets Végétaux p. 18
- Biodéchets p. 20
- Boues de Step p. 22

III Valorisation Matière p. 24
- Collecte sélective EMR p. 26
- Réduire le refus de tri p. 28
- Verre p. 32
- Déchèteries, REP et Éco-organisme p. 33

IV Valorisation énergétique p. 36
- Présentation du site Arc Iris p. 37
- Fonctionnement de l'UVE p. 38
- Tonnages incinérés p. 39
- Production d'électricité et de chaleur p. 40

V Soutien au réemploi et Actions de sensibilisation p. 42
- Soutien au réemploi p. 43
- Actualités 2025 p. 44

VI Les équipes du Sydetom66 p. 46
- Les effectifs & métiers p. 46
- Les actualités p. 48

VII Les Données financières p. 50
- Trois budgets p. 51
- Dette p. 51
- Budget général p. 52
- Contributions EPCI p. 53

VIII Les Perspectives 2026 p. 54

IX Annexes p. 56
- Détail des tonnages entrants p. 57
- Valorisation des matériaux sortants p. 58
- Flux REP déchéteries p. 59
- Refus et Traitement des déchets ultimes p. 60
- Boues de STEP : détail par EPCI p.61
- Détail des soutiens des éco-organismes p.62
- Données financières : maîtriser les coûts p.63

X Glossaire p. 65

Les temps forts 2025

La Vie du syndicat : En 2025, le Comité syndical du Sydetom66 s'est réuni à cinq reprises, permettant l'adoption de 42 délibérations.

Communiquer et échanger



Salon des Maires

Participation du Sydetom66 au Salon des maires et des collectivités locales, les 20 et 21 mars 2025. Autour de son stand, le syndicat a abordé des thématiques essentielles telles que le recyclage, le compostage des biodéchets et la valorisation de l'énergie produite par son usine à Calce.

Collaboration avec les EPCI

Le Sydetom66 travaille en étroite collaboration avec les EPCI du territoire. En 2025, 5 réunions avec les représentants techniques des intercommunalités (Les Rencontres EPCI) ont permis de travailler autour de projets et ambitions partagés tels que le compostage des biodéchets, le suivi de prestation du levage et transport du verre, les REP des déchèteries mais également de les informer sur le phasage des travaux prévus sur les installations du Sydetom66.

Innover, construire, amenager

Nouvelle aire de déchets végétaux à Matemale



Le 18 juillet 2025, le Sydetom66 a effectué une démonstration de broyage avec un broyeur forestier mobile à la déchèterie de Matemale. Cette solution innovante a été développée par le Syndicat pour permettre aux territoires de montagne un traitement des déchets végétaux efficace et à coût maîtrisé. Afin de pérenniser ce mode de traitement, le Sydetom66 s'est engagé, en partenariat avec la Communauté de communes Pyrénées Catalanes, dans la création d'une aire de broyage au sein de la déchèterie de Matemale, les travaux ayant démarré à l'automne 2025.

Coût : 500 000 € (TTC)
Date de mise en service prévue : printemps 2026

Pose de la 1ère pierre de l'Ecopôle à Thuir

Le 6 octobre 2025, la pose de la première pierre de l'Ecopôle à Thuir a acté le démarrage de ce projet porté par le Sydetom66, en collaboration avec la Communauté de communes des Aspres. L'Ecopôle comprendra un nouveau quai de transfert et une nouvelle aire de déchets végétaux qui permettront de doubler la capacité de réception de ces déchets et abritera également un atelier de maintenance.



L'ensemble de ce nouvel équipement améliorera par ailleurs significativement les conditions de travail des équipes du syndicat. D'un coût de 8 millions d'euros, la construction de cet Ecopôle vise à moderniser les infrastructures de gestion des déchets dans le secteur des Aspres.

Coût : 8M € (TTC)
Date de mise en service prévue : automne 2026

Modernisation de la salle du Comité Syndical du Sydetom66 et réduction des consommations d'électricité

Réaménagement de la salle du comité syndical et installation d'éclairages à LED dans l'ensemble du bâtiment pour réduire les consommations d'énergie.

72 000€ (TTC)

Travaux de Rénovation et d'Entretien des Quais de Transfert

En 2025, le Sydetom66 a poursuivi son plan d'entretien et rénovation de son patrimoine, particulièrement sollicité en raison du caractère corrosif des lixiviats de déchets :



Quai de transfert à Perpignan

Reprise des fosses OMr et EMR, réfection des dalles et des réseaux d'eaux pluviales.

578 435 € (TTC)



Quai de transfert à Canet-en-Roussillon

Réfection des dalles et reprise des enrobés, travaux d'amélioration pour résorber un affaissement du haut de quai.

111 477€ (TTC)



Quai de transfert à Saint-Hippolyte

Réfection des dalles et des enrobés.

105 206 € (TTC)



Quais de transfert à Argelès-sur-Mer, Céret, Saint-Cyprien et Saint-Hippolyte

Opérations de nettoyage des bardages

139 200€ (TTC)

Investir pour l'avenir



Le 3 décembre 2025, le Sydetom66 a attribué le contrat de concession 2026-2038 à un nouvel exploitant, le Groupement SUEZ - Banque des Territoires.

Site Arc Iris du Sydetom66 à Calce : Nouveau contrat de concession 2026-2038

Après 3 ans de procédure d'appel d'offres, dont une année 2025 marquée par 3 séries d'auditions de cinq entreprises candidates, le Sydetom66 a attribué son nouveau contrat de délégation de service public pour l'exploitation du site Arc Iris à Calce.
Le nouvel exploitant, le groupement Suez-Banque des Territoires, sera ainsi chargé, à compter du 30 juin 2026 et pour une durée de douze ans des missions suivantes :

- Exploiter l'usine d'incinération en améliorant la production d'énergie locale issue de l'incinération des déchets : hausse de la production d'électricité et de chaleur urbaine ;
- Construire et exploiter un nouveau centre de tri des emballages ménagers et cartons, d'une capacité accrue à 40 000 tonnes/an, doté des dernières technologies de trieurs optiques et d'intelligence artificielle ;
- Transformer l'actuel centre de tri en centre de préparation des tout-venants de déchèteries, en vue de maximiser leur incinération et de réduire l'enfouissement.

Les travaux permettront également de préserver la ressource en eau (avec une réduction attendue de la consommation d'eau du site à hauteur de 50%).



L'architecture remarquable du site sera préservée et permettra une intégration paysagère du nouveau bâtiment.

Les Chiffres Clés 2025



Les Élus 2025

1 Syndicat

38 Élus

12 Intercommunalités

1 Syndicat de collecte

500 647 Habitants permanents

Le Président & les Vice-présidents



Bruno VALIENTE
Président
Maire de Calce
Délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Raymond PLA
1er Vice-Président
Maire d'Ortaffa
Délégué de la CC Albères Côte Vermeille Illibéris

Pierre TAURINYA
Vice-Président
Maire de Brouilla
Délégué de la CC des Aspres

Jean-Jacques THIBAUT
Vice-Président
Maire de Théza
Délégué de la CC Sud Roussillon

Jean-Louis ALIET
Vice - Président
Adjoint au Maire de Saint-Laurent-de-la-Salanque
Délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Jeannine GARRABE-POUGET
Vice-Présidente
Présidente du SMROM de Font-Romeu

Nicolas BARTHE
Vice-Président
Maire de Toulouges
Délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Joseph SILVESTRE
Vice-Président
Maire de Corbère
Délégué de la CC Roussillon Conflent

Roger FERRER
Vice-Président
Maire d'Estagel
Délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Patrick CASADEVALL
Vice-Président
Conseiller Municipal de Saint-Jean-Pla-de-Corts
Délégué de la CC du Vallespir

Jacques BARTHES
Vice-Président
Maire de Lesquerde
Délégué de la CC Agly-Fenouillèdes

Jean-Marie ARIS
Vice-Président
Maire de Sainte-Léocadie
Délégué de la CC Pyrénées-Cerdagne

Les membres du bureau

Pierre BATAILLE
Maire de Fontrabiouse-Espousouille
Président délégué de la CC Pyrénées Catalanes

Gilles FOXONET
Maire de Baixas
Délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Frédéric FUENTES
Adjoint au Maire de Pia
Délégué de la CC Corbières Salanque Méditerranée

Christian GRAU
Maire de Cerbère
Délégué de la CC Albères Côte-Vermeille Illibéris

Stéphane LODA
Maire de Canet-en-Roussillon
Délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Jean MAURY
Maire de Ria-Sirach
Délégué de la CC Conflent Canigó

Bernard REMEDI
Conseiller Municipal de Prats-de-Mollo-la-Preste
Délégué de la CC du Haut Vallespir

Les membres du Comité syndical

José ANGULO
Adjoint au Maire de Céret
Délégué de la CC du Vallespir

Laurence AUSINA
Maire de Bompas
Déléguée de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Alain BEZIAN
Maire de Llauro
Délégué de la CC des Aspres

Guy CALVET
Maire de Saint-Arnac
Délégué de la CC Agly-Fenouillèdes

Guillaume CERVANTES
Maire de Le Tech
Délégué de la CC du Haut Vallespir

Henri BAUDET
Maire de Bolquère
Délégué de la CC Pyrénées Catalanes

Thierry DEL POSO
Maire de Saint-Cyprien
Président délégué de la CC Sud Roussillon

Alain FERRAND
Maire du Barcarès
Délégué de la Communauté Urbaine Perpignan Méditerranée Métropole

Claude GRAU
Maire d'Egat
Délégué de la CC Pyrénées Cerdagne

Jean-Louis JALLAT
Maire d'Olette
Président délégué de la CC Conflent Canigó

Laurent LEYGUE
Maire d'Estavar
Délégué de la CC Pyrénées Cerdagne

Jean-Charles MORICONI
Maire de Pollestres
Délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Patrick PASCAL
Maire de Villeneuve-de-la-Rivière
Délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Marc PETIT
Maire de Claira
Délégué de la CC Corbières Salanque Méditerranée

Armelle REVEL FOURCADE
Maire du Soler
Déléguée de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Roger RIGALL
Maire de Llupia
Délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Fernand ROIG
Conseiller Municipal de Corbère
Délégué de la CC Roussillon Conflent

Pierre-Jean SCHRECK
Adjoint au Maire de Rivesaltes
Délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Robert VILA
Maire de Saint-Estève
Président délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Les Élus 2026

1 Syndicat

36 Élus

12 Intercommunalités

1 Syndicat de collecte

509 332 Habitants permanents

Le Président & les Vice-présidents



Bruno VALIENTE
Président
Maire de Calce
Délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Jean-Jacques THIBAUT
1er Vice-Président
Maire de Théza
Délégué de la CC Sud Roussillon

Gilles FOXONET
Vice-Président
Maire de Baixas
Délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Christian GRAU
Vice-Président
Maire de Cerbère
Délégué de la CC Albères Côte- Vermeille Illibéris

Laurent BERNARDY
Vice-Président
Maire de Banyuls-dels-Aspres
Délégué de la CC des Aspres

Nicolas BARTHE
Vice-Président
Maire de Toulouges
Délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

José ANGULO
Vice-Président
1er Adjoint au Maire de Céret
Délégué de la CC du Vallespir

Pierre BATAILLE
Vice-Président
Maire de Fontrabiouse - Espousouille
Président délégué de la CC Pyrénées Catalanes

Jacques BARTHES
Vice-Président
Maire de Lesquerde
Délégué de la CC Agly Fenouillèdes

Frédéric FUENTES
Vice-Président
Adjoint au Maire de Pia
Délégué de la CC Corbières Salanque Méditerranée

Charles PONS
Vice-Président
1er Adjoint au Maire de Perpignan
Délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Les membres du bureau

Claude FERRER
Maire de Prats-de-Mollo-La-Preste
Président délégué de la CC du Haut Vallespir

Daniel ARMISEN
Maire de Bourg-Madame
Délégué de la CC Pyrénées-Cerdagne

Pascal TRAFI
Maire de Bouleternère
Délégué de la CC Roussillon Conflent

Eric MAHIEUX
Maire de Baillestavy
Délégué de la CC Conflent Canigó

Les membres du Comité syndical

Michel BARBÉ
Conseiller Municipal - Mairie de Claira
Délégué de la CC Corbières Salanque Méditerranée

Xavier BAUDRY
Adjoint au Maire de Perpignan
Délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Patrick CASADEVALL
Conseiller Municipal - Mairie de Saint-Jean-Pla-de-Corts
Délégué de la CC du Vallespir

Myriam DARDENNE
Maire de Montescot
Déléguée de la CC Sud Roussillon

Laurence DE BESOMBES-SINGLA
Maire de Saint-Laurent-de-la-Salanque
Déléguée de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Jordi DELCLOS
Maire de Saleilles
Délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Aurélie ESCODA
Maire de Corneilla-la-Rivière
Déléguée de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Alain FERRAND
Maire du Barcarès
Délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Roger FERRER
Maire d'Estagel
Délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Lauriane JOSENDE
Sénatrice des PO
Elue déléguée à la Mairie de Perpignan
Déléguée de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Guy LLOBET
Maire de Collioure
Délégué de la CC Albères Côte-Vermeille Illibéris

Alain LUNEAU
Maire de Font-Romeu
Président délégué du SMROM de Font-Romeu

Johanna MESSAGER
Maire de Conat-Betllans
Déléguée de la CC Conflent Canigó

Nathalie PIQUE
Maire de Pézilla-la-Rivière
Déléguée de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Huguette PONS
Maire de Montesquieu-des-Albères
Déléguée de la CC Albères Côte-Vermeille Illibéris

Gérard PUJOL
Maire de Laroque-des-Albères
Délégué de la CC Albères Côte-Vermeille Illibéris

Armelle REVEL-FOURCADE
Maire du Soler
Déléguée de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Christian SERRE
Maire d'Espira-de-l'Agly
Délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Fabienne SEVILLA
Maire de Fourques
Délèguée de la CC des Aspres

Luc TOMAS
Maire de Saint-Féliu-d'Avall
Délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Robert VILA
Maire de Saint-Esteve
Délégué de la CU Perpignan Méditerranée Métropole

Les compétences

Transporter, traiter et valoriser les déchets à l'échelle d'un territoire



Exploiter 24 sites

- **83 agents qui assurent chaque jour :**
  - La réception et la gestion des déchets
  - L'exploitation de 12 quais de transfert et 13 plateformes de déchets végétaux
  - La sensibilisation des publics
  - Le pilotage de nombreux projets d'économie circulaire
  - Un partenariat solide avec les intercommunalités du territoire
- **Le Sydetom66 traite un peu plus de 400 000 tonnes de déchets par an**

  Parmis les déchets produits par les ménages : déchets végétaux et biodéchets, boues de STEP, emballages et papiers, verre, gravats, bois, ordures ménagères,... 94% de déchets reçoivent des traitements spécifiques pour une valorisation optimale :
  - Valorisation organique
  - Valorisation matière
  - Valorisation énergétique

83 agents

412 443 tonnes de déchets traités

94% des déchets valorisés

La hiérarchie des modes de traitement

L'ensemble des actions du Sydetom66 sont menées en conformité avec **la hiérarchie des modes de traitement des déchets**, dans l'objectif de favoriser l'économie circulaire, en privilégiant le retour au sol, le recyclage et la valorisation énergétique.

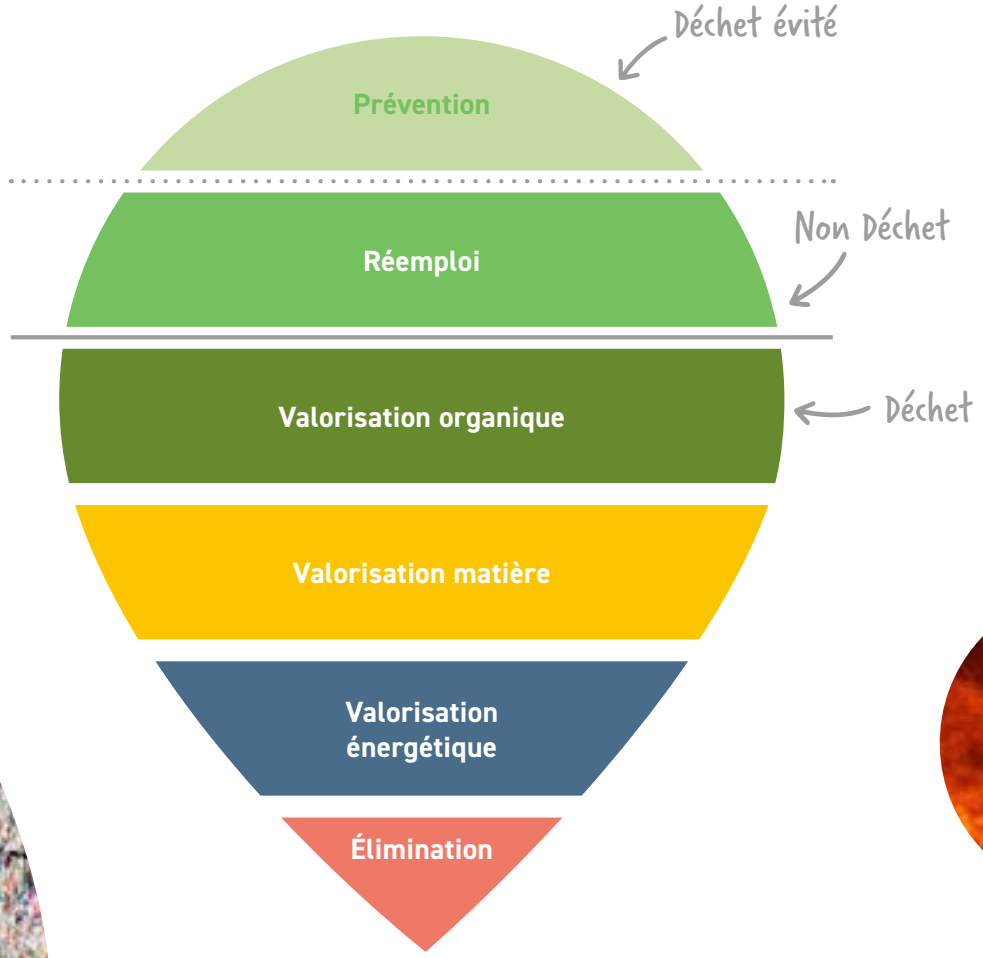
En 2025, le taux de valorisation des déchets a encore progressé pour s'établir à 94%.

94%
DE DÉCHETS VALORISÉS
Données 2025









Les installations et les moyens techniques

Pour répondre aux besoins du Service Public et assurer une gestion des déchets optimale, le Syndicat exploite 25 sites répartis sur le territoire départemental :

12 quais de transfert

Réceptionner et réacheminer les déchets ménagers

Véritables points de regroupement et de massification des déchets, les quais de transfert sont gérés et exploités par le syndicat : on y réceptionne les bennes de déchets ménagers de type ordures ménagères et emballages avant leur réacheminement vers l'UTVE du Sydetom66 à Calce.

13 aires et plateformes de déchets végétaux

Faciliter le retour au sol de nos déchets organiques

Créées et aménagées par le Sydetom66, ces installations permettent la valorisation des déchets végétaux qui sont broyés, criblés, compostés puis transformés en amendements organiques de types Broyat Vert (BV), Broyat Vert Criblé (BVC) et compost par les équipes de la régie du syndicat.
Un bel exemple d'économie circulaire : les déchets végétaux retournent au sol en circuit court pour le nourrir et l'enrichir !

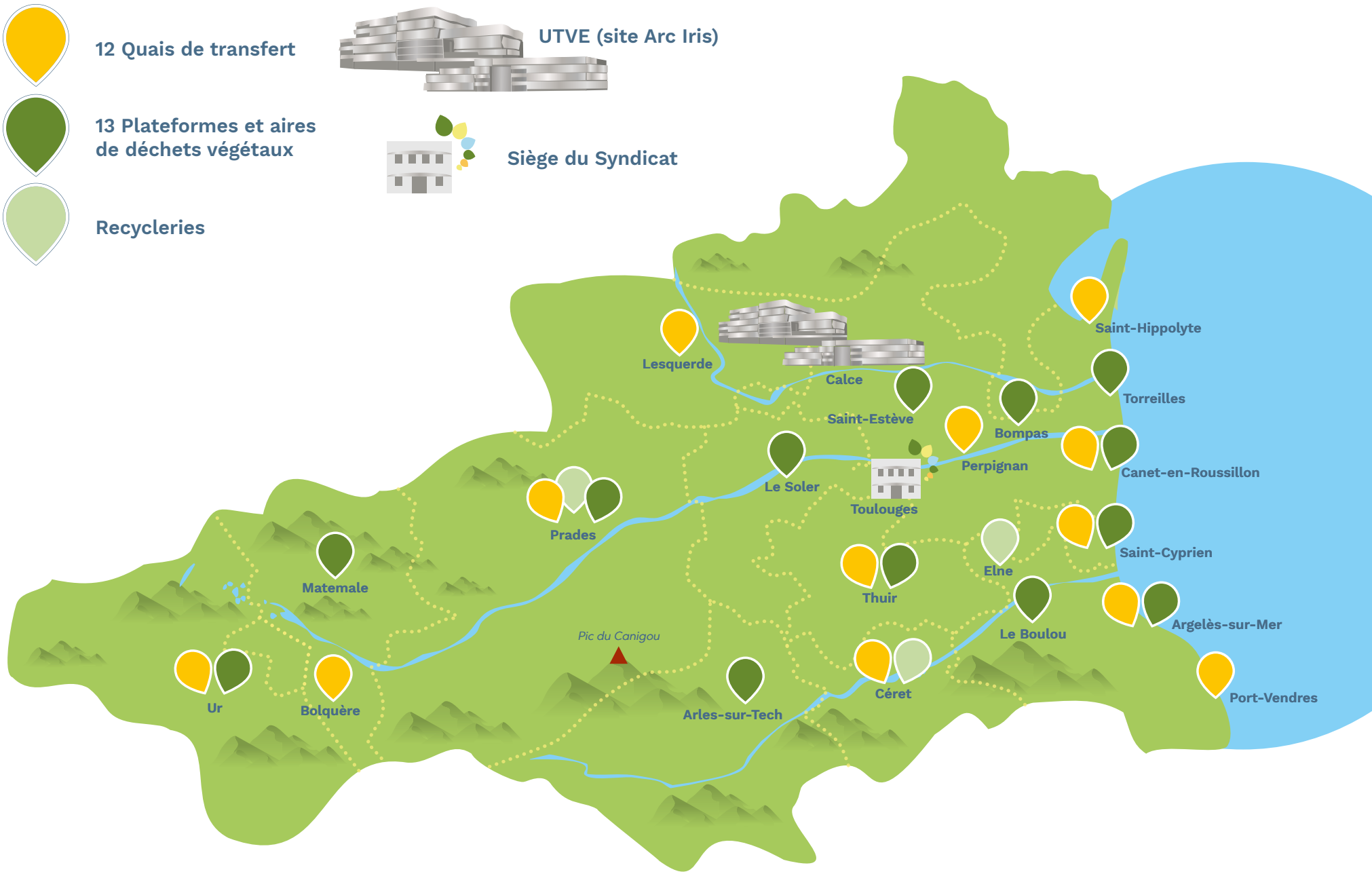
UTVE du Sydetom66, site Arc Iris

Valoriser nos déchets

Situé sur le territoire de Calce et doté d'une architecture remarquable, ce site s'intègre parfaitement dans le paysage.
Le syndicat en a confié la gestion à un Délégataire de Service Public (DSP) qui a la charge d'exploiter les deux installations du site jusqu'en juin 2038 :

- **L'Usine de Valorisation Energétique (UVE) :** Produire de l'énergie avec nos déchets ! 172 744 tonnes de déchets incinérés permettent de produire de l'électricité et d'alimenter deux Réseaux de Chaleur Urbain (RCU)
- **Le Centre de Tri (CdT) :** Recycler papiers et emballages ! 30 000 tonnes de déchets sont triées au centre de tri puis envoyées dans des usines de recyclage




12 Quais de transfert
13 Plateformes et aires de déchets végétaux
Recycleries
UTVE (site Arc Iris)
Siège du Syndicat
Lesquerde
Calce
Saint-Hippolyte
Torreilles
Saint-Estève
Bompas
Perpignan
Canet-en-Roussillon
Le Soler
Toulouges
Prades
Saint-Cyprien
Elne
Thuir
Matemale
Le Boulou
Argelès-sur-Mer
Pic du Canigou
Ur
Bolquère
Arles-sur-Tech
Céret
Port-Vendres

La Valorisation Organique



Plateforme de déchets végétaux de Saint-Cyprien

En 2025, le Sydetom66 a traité et valorisé 92 552 tonnes de déchets organiques.

- **Déchets végétaux**
- **Biodéchets**
- **Boues de stations d'épuration**

La Valorisation Organique représente

22%

DE L'ENSEMBLE DES DÉCHETS VALORISÉS



La Valorisation Organique des déchets végétaux

Après réception des déchets végétaux, les équipes du Syndicat en assurent le broyage et le criblage en vue de la production de broyat et de compost

Tonnages des déchets végétaux réceptionnés par producteurs en 2025

Agly-Fenouillèdes	707
ACVI	8 282
Aspres	1 733
Conflent Canigó	2 269
C3SM	1 859
Haut Vallespir	574
PMM	25 108
Pyrénées Catalanes	566
Pyrénées-Cerdagne	1 306
Roussillon-Conflent	2 069
Sud Roussillon	4 516
SMROM	103
Vallespir	2 218
Professionnels	4 081

TOTAL déchets végétaux 2025 ..... 55 390 t





2 890 t



Produit issu des déchets végétaux secs puis broyés

LE BROYAT

Applications :
en mulch / en paillage

Intérêts agronomiques :
- **Protège** le sol
- **Limite** l'évaporation et protège du gel
- **Enrichit** le sol en matière organique
- **Nourrit** la faune du sol

2 681 t



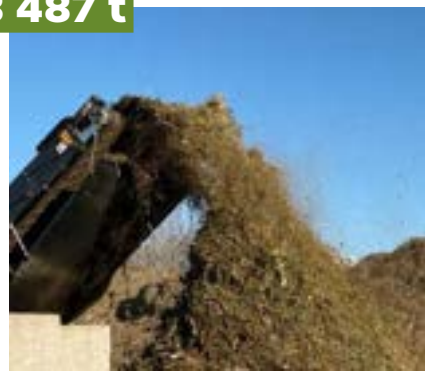
Produit issu de la valorisation des déchets végétaux exclusivement sur les sites d'Argelès-sur-Mer et Saint-Cyprien, à l'issue d'un cycle de 9 à 12 mois. Le processus de fabrication comprend, après broyage, une phase de fermentation, maturation puis un criblage à une maille de 20 mm.

LE COMPOST

Applications :
(1/4 de compost pour 3/4 de terre)
Fumure de fond pour les plantations / fumure d'entretien pour redresser le taux de matière organique du sol.

Intérêts agronomiques :
- **Favorise** la croissance et l'enracinement des plantes
- **Améliore** le rythme de diffusion des nutriments, la porosité du sol et la capacité de rétention d'eau
- **Stimule** l'activité biologique
- **Procure** au sol une meilleure résistance à l'érosion

18 487 t



Produit issu des déchets végétaux frais (rameaux, tiges, feuilles...), broyés puis criblés à une maille de 60 mm

LE BVC • Broyat Vert Criblé

Applications :
épandage / paillage

Intérêts agronomiques :
- **Améliore** la rétention d'eau et la porosité du sol
- **Favorise** le développement de la mésofaune
- **Inhibe** la pousse des adventices
- **Régénère** le sol sur le long terme

16 820 t



LE CO-COMPOSTAGE

Déchets végétaux broyés et mélangés aux boues de stations d'épuration pour produire un compost normé.

La Valorisation Organique des biodéchets



Depuis le 1er janvier, la réglementation rend obligatoire le tri à la source des déchets verts et alimentaires. Afin de procurer une solution de traitement aux intercommunalités ayant fait le choix d'une collecte séparée de cette catégorie de déchets, le Sydetom66 a développé une activité de compostage des biodéchets sur sa plateforme d'Argelès-sur-Mer. Cette activité, gérée en régie par les équipes du syndicat, permet le retour au sol des biodéchets, sous forme de compost.

Tonnages de biodéchets traités en 2025

Communauté de communes ACVI Albères - Côte Vermeille - Illibéris	61
Communauté Urbaine PMM Perpignan Méditerranée Métropole	46

TOTAL biodéchets 2025 ..... **106 t**



Des matières humides :

- Épluchures de fruits et légumes
- Fruits et légumes abîmés
- Épluchures et restes d'agrumes
- Marc, filtres et dosettes souples de café
- Thé en sachets ou en vrac
- Tontes de pelouse, fleurs fanées
- Déchets carnés, restes de repas

Des matières sèches :

- Feuilles mortes
- Broyat de bois et brindilles
- Copeaux de bois
- Coquilles d'œufs et boîtes en carton
- Cartonnettes et journaux déchirés
- Paille et herbe sèche
- Coques de fruits secs

Zoom sur la plateforme du syndicat à Argelès-sur-Mer

Biodéchets :

- **Tonnage réceptionné :** entre 8 et 10 tonnes/mois, soit 100-120 tonnes/an
- **Temps de fermentation :** 2x3 semaines
- **Température :** entre 65 et 70°C
- **Prélèvement systématique** en fin de fermentation et avant maturation (à 6 semaines) pour vérifier la conformité sanitaire.
- **Capacité maximale de traitement :** 400 tonnes/an



Plateforme de déchets végétaux d' Argelès-sur-Mer

La Valorisation Organique des boues de stations d'épuration

L'assainissement des eaux usées, qui relève de la compétence des intercommunalités, génère d'une part de l'eau traitée, rejetée sous certaines conditions normatives en milieu naturel, et d'autre part des déchets dont font partie les boues d'épuration. La compétence de traitement de ces boues de stations d'épuration a été transférée au Sydetom66 le 1er janvier 2005 et depuis cette date, le Syndicat en assure la valorisation en privilégiant le retour au sol.

Tonnages de boues de STEP réceptionnés par EPCI en 2025

Agly-Fenouillèdes	30
ACVI	6 930
Aspres	1 379
Conflent Canigó	981
C3SM	1 631
Haut Vallespir	669
PMM	19 783
Pyrénées Catalanes	387
Pyrénées-Cerdagne	254
Roussillon-Conflent	683
Sud Roussillon	2 605
SMROM	166
Vallespir	1 558

TOTAL boues de STEP 2025 ..... 37 056 t

privilégier le retour au sol

1224 t



ÉPANDAGE AGRICOLE

Mené dans le strict respect des procédures et normes réglementaires, l'épandage ne peut être pratiqué que s'il présente un intérêt pour le sol ou la culture.

35 832 t



LE CO-COMPOSTAGE

Processus aérobie des éléments fermentescibles des boues, le co-compostage de boues se pratique en mélange avec des déchets végétaux. Il permet de stabiliser et hygiéniser efficacement les boues en vue de leur valorisation agronomique.

Tonnages valorisés par site : 37 056 t

PLATEFORMES DE CO-COMPOSTAGE	
Elne	**10 052**
Font-Romeu	**119**
Montels	**3 301**
Narbonne	**10 189**
Thuir	**12 170**
ÉPANDAGE	
Retour au sol	**1 224**



La Valorisation Matière



En 2025, le Sydetom66 a assuré la valorisation matière de 120 917 tonnes de déchets

- **Emballages Ménagers Recyclables (EMR)**
- **Verre**
- **Déchèteries**

Tous flux et REP

La Valorisation Matière représente

29%

DE L'ENSEMBLE DES DÉCHETS VALORISÉS



La Valorisation Matière de la collecte sélective (EMR)





TOUS LES EMBALLAGES SE TRIENT !

Après passage par le centre de tri du Sydetom66 à Calce, les emballages et papiers sont séparés par matériaux : plastiques, cartons, papier, acier et aluminium.

Après les opérations de tri mécanique, tri optique et sur-tri manuel réalisées sur la chaîne de tri, les matériaux triés sont compressés en « balles » qui sont ensuite vendues à des usines de recyclage pour être transformées en nouveaux objets, emballages ou papiers.

Tonnages EMR réceptionnés par le Sydetom66 en 2025

Agly-Fenouillèdes	386	Pyrénées Catalanes	378
ACVI	5 089	Pyrénées-Cerdagne	498
Aspres	1 321	Roussillon-Conflent	1 000
Conflent Canigó	1 274	Sud Roussillon	1 749
C3SM	1 369	SMROM	216
Haut Vallespir	289	Vallespir	1 252
PMM	16 150		

TOTAL EMR 2025 ..... 30 971 t





Performance EMR Sydetom66

61,16

KG PAR HABITANT

Que deviennent les emballages et papiers de la poubelle jaune ?

Tonnages des Matériaux Recyclables issus du Centre de Tri en 2025

MATIÈRE	
Papier	2 075
Briques Alimentaires	385
Carton	14 045
Bouteilles PET incolore	1 332
Bouteilles PET Colore	0
Bouteilles PEHD PP	915
Films Plastiques	0
Acier	793
Aluminium	204
Flux Dev Rigide	913
Flux Dev Souple	621

TOTAL Matériaux Recyclables 2025 ..... **21 283 t**



Réduire le refus de tri

En partenariat avec les intercommunalités en charge de la collecte des déchets, le Sydetom66 mène de nombreuses actions pour réduire les erreurs de tri : ces erreurs de tri, qui représentent près d'un quart de la poubelle jaune, complexifient les opérations de tri des matériaux dans le centre de tri, et entraînent des surcoûts de traitement.

+ DE

7600 t

TONNES / AN D'ERREURS DE TRI !

Les erreurs de tri les plus courantes :

- les sacs d'ordures ménagères
- les objets
- les déchets d'activités de soins
- les emballages emboîtés

Caractérisations

Chaque année, le Sydetom66 mène d'importantes campagnes de caractérisations de déchets ; ces caractérisations permettent de connaître avec précision la nature des déchets contenus dans les poubelles.

Objectif pour le Sydetom66 et ses adhérents : **identifier les différents gisements de déchets et mieux détecter les erreurs** de tri pour adapter la sensibilisation des citoyens et améliorer les performances de tri des déchets.

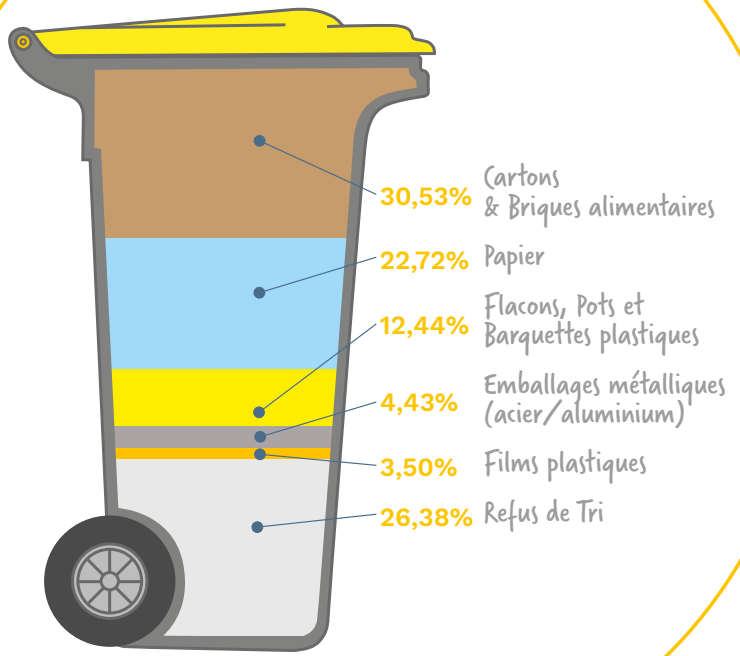
Caractérisations des poubelles jaunes (EMR)

194 caractérisations EMR réalisées en 2025 par le Sydetom66, réparties sur les collectes issues de l'ensemble des 13 EPCI en charge de la collecte, en prenant en considération les pointes touristiques estivales et hivernales.

194

CARACTÉRISATIONS EMR RÉALISÉES SUR 13 EPCI

Composition de la poubelle jaune



Caractérisation en temps réel des collectes d'EMR : caméra intelligente LIXO

En juillet 2025, le Sydetom66 a acquis un outil permettant d'identifier et de caractériser en temps réel le contenu de la collecte sélective des déchets d'emballages ménagers recyclables (EMR) qu'il a mis à disposition des EPCI qui lui en ont fait la demande.

Fixé à l'arrière d'une benne à ordures ménagères (BOM), ce système de vision intelligente analyse les déchets en temps réel lors de leur déversement dans une benne à ordures ménagères. Plusieurs types d'indésirables sont ainsi détectés grâce à l'intelligence artificielle (biodéchets, DASRI, déchets végétaux, encombrants, DEEE, textiles...) et les données transmises aux EPCI en quelques secondes.

Huit EPCI ont été équipés de ce dispositif de caméra intelligente permettant de mieux cibler les actions d'amélioration du geste de tri.

Coût total : 91 774 € subventionnés par Citéo à hauteur de 42 000 €



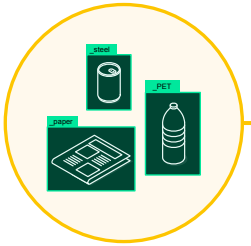
Caractérisations des Ordures Ménagères : réalisation du MODECOM du Sydetom66

Le Sydetom66 a mené en 2025 une campagne de caractérisations des déchets ménagers et assimilés des ordures ménagères selon la méthode normée au niveau national, MODECOM. La précision du travail de caractérisation effectué (163 caractérisations au total !), selon différentes tournées de collecte et à différentes périodes saisonnières, ont permis d'analyser finement la composition des ordures ménagères pour tout le département.

Les résultats de cette étude donnent les premières cibles pour améliorer les performances de tri : lutte contre le gaspillage alimentaire, emballages et verre à orienter vers la poubelle jaune et les colonnes à verre, apports en déchèterie à privilégier, ...

L'année 2026 verra la mise en œuvre de premières actions de sensibilisation au tri en partenariat avec les intercommunalités adhérentes.

Analyse des données de collecte



Analyses des flux de déchets

- 15 images par secondes
- Détection en temps réel
- 95% de précision



Transmission des données

- Transmission grâce à une antenne 4G
- Envoi en moins de 60 s



Pilotage des indicateurs

- Évaluation des performances de collecte
- Cartographie de la qualité du tri
- Analyses des erreurs de tri

Travaux ECTV2 au sein du centre de tri : Améliorer le processus de tri

Fin 2024 et début 2025, le Sydetom66 a fait réaliser par son délégataire des travaux de modernisation de la chaîne de tri.

Il s'agissait d'anticiper la nouvelle réglementation en matière de tri (ECT V2 - Extension des Consignes de Tri Version 2) et de capter un maximum de petits plastiques pour en améliorer le recyclage.

Les travaux, d'un montant de 1 734 000 €, dont 979 000 € financés par le Sydetom66 (le solde étant subventionné par Citeo), se sont traduits par la refonte de la chaîne de tri des plastiques, l'installation de quatre nouvelles machines de tri optique et le changement de la maille du trommel, désormais de taille plus réduite.

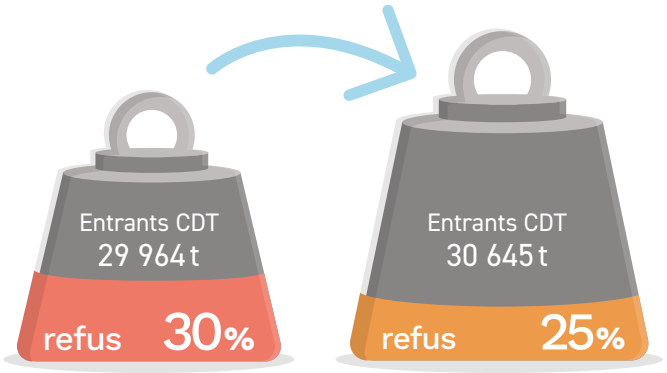
Une amélioration significative des performances de tri

L'année 2025 a permis de constater l'impact extrêmement positif de ces travaux : un taux de captation des plastiques en hausse à 95,20 %, un recyclage total des plastiques et fines de 5 à 8 cm, une amélioration de la qualité du tri des fibreux et une réduction du refus de tri !

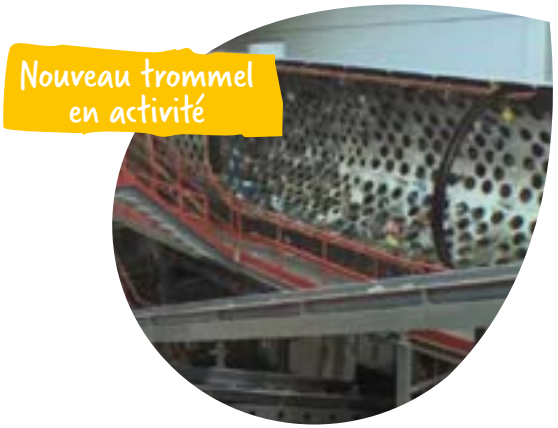
En parallèle, le fonctionnement général du CDT a été optimisé

Le taux de disponibilité du CDT s'est amélioré grâce à la diminution des pannes sur les machines, le débit de tri a augmenté atteignant l'objectif longtemps espéré de 12 tonnes par heure, les 150 tonnes supplémentaires de collecte sélective de l'été ont été plus aisément absorbées, et l'intégration d'un peson au début de la chaîne a permis de faciliter les conditions de travail des valoristes en lissant les apports sur les tapis de tri.

Baisse des refus de tri



24,99%
REFUS DE TRI EN 2025


Nouveau trommel en activité


Nouvelle machine de tri optique


Chaîne de tri plastique









Renouvellement des outils de communication

Afin de conforter le geste de tri
des habitants, le Sydetom66 a renouvelé les
outils de communication mis à disposition des EPCI,
en imprimant autocollants rappelant les consignes de tri,
plaquettes multilingues et « cravates » à accrocher sur les bacs
pour alerter sur les erreurs de tri ou féliciter les bons trieurs ! Cette
campagne de communication a bénéficié d'un soutien financier de Citéo (60%)

La Valorisation Matière du Verre



LE VERRE

Le Sydetom66 a assuré le levage de plus de 3 383 colonnes à verre mises en place par les intercommunalités sur l'ensemble du territoire, pour un total de 18 389 tonnes de verre. Le verre réceptionné est ensuite acheminé puis valorisé dans les verreries existantes à proximité (Béziers et nord de Barcelone). Transformé en calcin, le verre se recycle à l'infini !



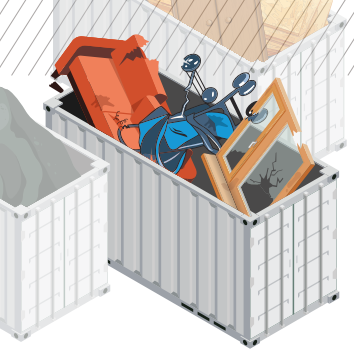
Performance Verre Sydetom66

36,31

KG PAR HABITANT

Tonnages de verre réceptionnés par le Sydetom66 en 2025

Agly-Fenouillèdes	294
ACVI	3 577
Aspres	766
Conflent Canigó	888
C3SM	786
Haut Vallespir	347
PMM	7 932
Pyrénées Catalanes	592
Pyrénées-Cerdagne	394
Roussillon-Conflent	499
Sud Roussillon	1 220
SMROM	278
Vallespir	818
TOTAL verre 2025	**18 389 t**



La Valorisation Matière des Flux de Déchèteries

Les Flux collectés

Le traitement de l'ensemble des flux collectés dans les 36 déchèteries et 2 éco-sites du territoire est une compétence pleinement exercée par le Sydetom66 depuis le 1er janvier 2024.

Cela représente de nombreuses filières de déchets spécifiques comme les articles de sport et de loisirs, les D3E, les huiles, les piles, les textiles, ainsi que les flux relevant des produits et matériaux de la construction et du bâtiment : bois, ferrailles, plâtre,...

Certains de ces flux sont pris en charge par des éco-organismes (REP opérationnelle ou financière), d'autres sont traités par des prestataires choisis par le Sydetom66 après appel d'offres. Le Sydetom66 est ainsi signataire de tous les contrats avec les éco-organismes.

En 2025, cela a représenté 21 contrats avec 11 éco-organismes et le pilotage de 30 marchés de traitement confiés à 8 entreprises prestataires.



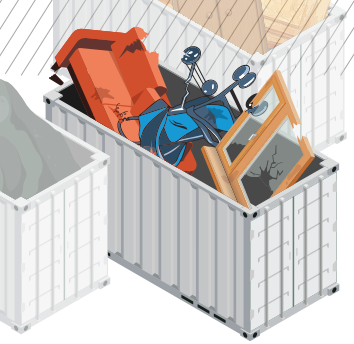
Responsabilité Élargie du Producteur

Les entreprises fabriquant certains produits générant des déchets sont soumises à la Responsabilité Élargie du Producteur (REP) : mise en œuvre du principe de pollueur-payeur.

Une REP peut être opérationnelle (l'éco-organisme assure à ses frais la prestation de collecte et/ou de traitement) ou financière (l'éco-organisme verse une subvention aux collectivités pour les aider à financer le coût de collecte et/ou de traitement des déchets).

Eco-organisme

Après agrément par l'Etat, un éco-organisme a pour mission de gérer, pour le compte d'une REP, la fin de vie des biens, produits et équipements mis sur le marché par les entreprises et distributeurs. Pour cela, il collecte une éco-taxe.



La Valorisation Matière des Flux de Déchèteries





Tonnages des Flux de Déchèteries traités en 2025

Amiante	161
Articles de Sports et Loisirs	115
Articles Bricolage Jardin Thermique	18
Bois A,B, MultiREP	16 947
Carton	4 351
DEA	8 259
D3E	3 781
DDS	513
Extincteurs	1
Ferraille	4 404
Gravats	35 260
Huiles	223
Laine de verre	34
Laine de roche	7
Menuiserie vitrée	362
Multimatériaux	15
Néons, ampoules, extincteurs	14
Outillage du peintre	3
Piles	21
Plastiques MultiREP	411
Plâtre	1 842
Pneus	183
Souches et troncs	556
Textiles	1 581
Tout Venant	32 788

TOTAL Flux de Déchèteries 2025 ..... 111 851 t

Tout-venant : poursuite de la baisse !

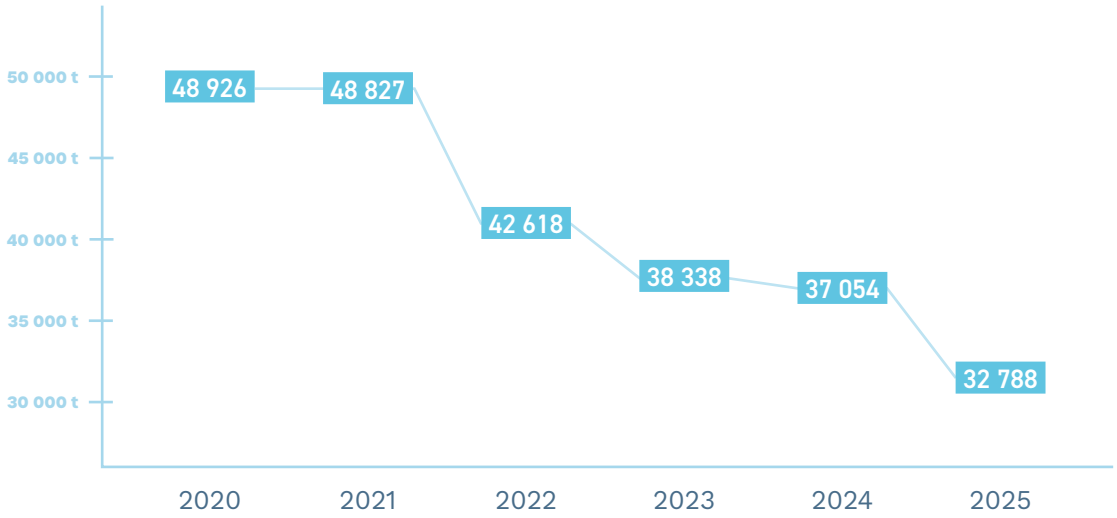
Depuis plusieurs années, le Sydetom66 et ses intercommunalités adhérentes, s'efforcent de réduire la part de tout-venant en déchèteries. En effet, le traitement de ce déchet est le plus onéreux de tous !

Deux modes de traitement sont actuellement mis en œuvre ; une part de 23% est valorisée énergétiquement à l'UTVE Arc-Iris de Calce après broyage, et une autre part de 77% est enfouie dans l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) d'Espira-de-l'Agly.

Depuis 2020, ce flux a diminué de près de 16 000 tonnes grâce au renforcement du maillage des déchèteries, à l'amélioration de leur agencement, à la professionnalisation des agents affectés à l'accueil, aux efforts de tri des usagers, à la diversification des filières de traitement et de valorisation, et au déploiement des REP.

A compter de 2028, dans le cadre du nouveau contrat de délégation de service public, l'ensemble des tout-venants du territoire du Sydetom66 seront traités sur le site Arc Iris à Calce : après sur-tri et broyage, ils seront majoritairement incinérés, permettant de contribuer à la production d'énergie locale.

Évolution tonnage tout venant (2020-2025)



En 2025,

30

CARACTÉRISATIONS

des flux en déchèterie
ont été réalisées

dont 21 sur le tout-venant et 9 sur les autres flux, dans le but de réduire le refus, d'optimiser le tri et d'améliorer la valorisation des déchets.

La Valorisation Énergétique



- Fonctionnement de l'UVE
- Tonnages incinérés
- Une performance énergétique notable
- Signature du nouveau contrat de Délégation de Service Public



En 2025, ce sont 172 744 t de déchets du syndicat qui ont été incinérées dans l'Usine de Valorisation Énergétique du Sydetom66, à Calce

La Valorisation Énergétique représente

42%

DE L'ENSEMBLE DES DÉCHETS VALORISÉS

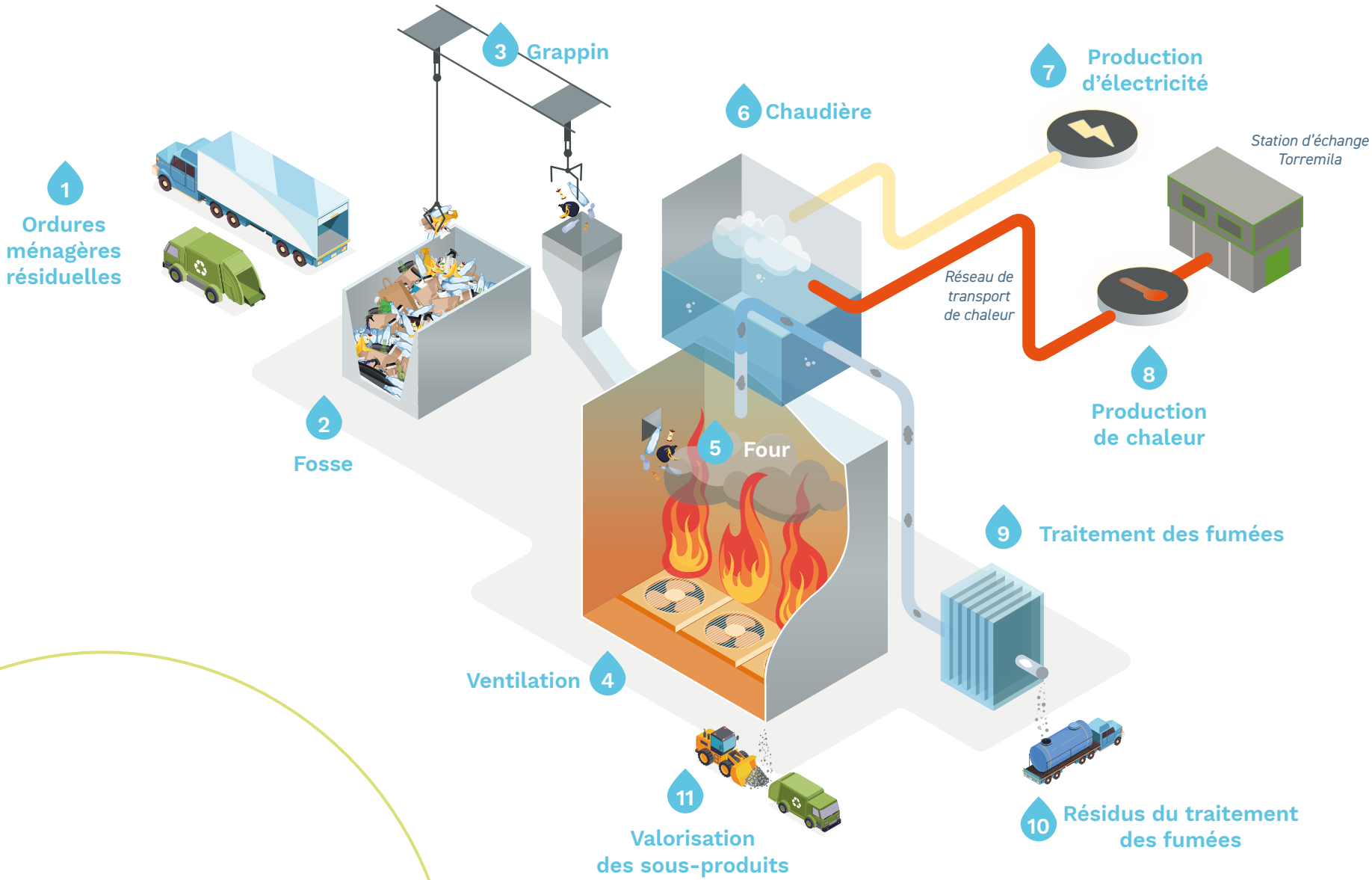
Une usine remarquable pour l'autonomie de tout un territoire

L'Unité de Valorisation Énergétique (UVE) du Sydetom66, implantée au lieu-dit de la Coume dels Très Pilous sur la commune de Calce, a fait l'objet, à sa création, d'une intégration paysagère et d'un traitement architectural soignés qui perdurent avec les années. Sa vêture en inox anodisé constitue désormais un élément architectural familier et emblématique du territoire catalan.

Dotée de **trois lignes d'incinération, l'UVE permet d'assurer en totale autonomie la valorisation des ordures ménagères** de l'ensemble du territoire des Pyrénées-Orientales et de 18 communes de l'Aude, soit près de 500 000 habitants, y compris durant les fortes variations saisonnières lors des pointes touristiques hivernale et surtout estivale, où la population double voire triple pour atteindre 1 à 1,5 million d'habitants !



Fonctionnement de l'UVE



Tonnages des déchets incinérés à l'UVE en 2025

	Tonnage	Pourcentage %
SYDETOM66		
OM Sydetom66	159 037	69,68
Refus de tri EMR Sydetom66	7 660	3,36
Tout-Venants Sydetom66	6 047	2,65
Boues de STEP	0	0
DÉCHETS TIERS		
Déchets d'activités économiques (DICB)	43 050	18,86
OM hors Sydetom66	10 881	4,77
Déchets de soin (DASRI)	1 576	0,69

TOTAL déchets incinérés 2025 ..... 228 251 t



À ce jour et en moyenne, le Sydetom66, génère une quantité de déchets pouvant être incinérés de près de 175 000 tonnes par an, en-deçà des capacités techniques et réglementaires de l'usine. Des apports complémentaires de déchets viennent ainsi combler « le vide de four ».

L'usine permet également l'incinération des déchets dits hospitaliers dont l'incinération est régie par des règles très strictes (DASRI-Déchets d'Activité de Soins à Risques Infectieux). Dans la Région Occitanie, seules trois installations, dont Calce, sont autorisées à traiter ces déchets spécifiques.



Une performance énergétique notable

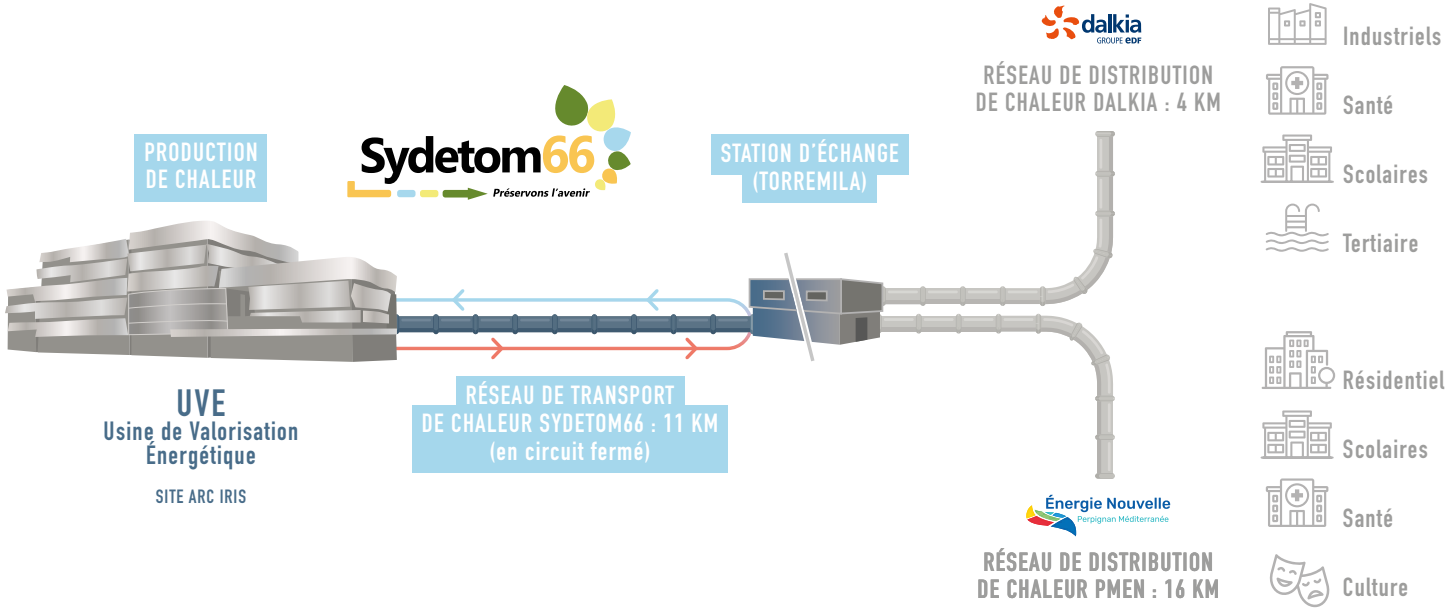
Dès la mise en service de l'usine en 2003, **le Sydetom66 s'est attaché à récupérer et valoriser la chaleur dégagée par l'incinération des déchets.** C'est ainsi qu'un groupe turbo alternateur (GTA) d'une capacité de 21 méga watts produit de l'électricité, dont une partie est auto-consommée pour les besoins du site (usine d'incinération et centre de tri), le restant étant revendu sur le réseau électrique. C'est une ligne de 63 000 volts, enterrée pour respecter le paysage de vignobles, qui permet la distribution d'électricité sur le réseau.

Depuis 2019, des travaux financés par le Sydetom66 ont permis **la récupération de la chaleur fatale sous forme d'eau chaude à haute température (110°C) et son acheminement via un réseau de transport de chaleur de 11 km,** propriété du syndicat, à destination d'un premier réseau de chaleur urbain privé desservant industriels de la zone Torremilla, établissements de santé (hôpital de Perpignan, cliniques) et équipements publics (groupes scolaires, centres aquatiques).

Depuis octobre 2024, l'usine du Sydetom66 alimente un second réseau de chaleur public déployé par Perpignan Méditerranée Métropole, desservant bâtiments résidentiels et tertiaires, groupes scolaires et équipements publics implantés à Perpignan et à Saint-Estève.

Afin de maximiser la récupération de l'énergie produite par l'incinération des déchets, **l'usine est également dotée depuis l'origine d'un process de mise en balles et stockage sur site des ordures ménagères** qui permet d'écrêter l'incinération de déchets durant la pointe touristique estivale et de reporter à l'hiver leur incinération, lorsque les besoins d'électricité et de chaleur sont les plus élevés.

En 2025, la performance énergétique de l'usine s'est ainsi établie à 1,14.



Production électrique

En 2025, la production d'électricité s'est élevée à 96,5 GWh, dont 14,6 GWh ont été autoconsommés par l'usine et le centre de tri et 82 GWh ont été injectés et revendus sur le réseau électrique.

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ 2025		
Production totale	MWh	**96 466**
Auto-consommée (UVE+CDT)	MWh	**14 636**
Vendue	MWh	**81 830**

La valorisation de chaleur à la hausse avec l'alimentation d'un 2e réseau de chaleur

Avec la mise en service d'un deuxième réseau de chaleur, la chaleur valorisée par le Sydetom66 s'est élevée à 32 140 MWh, en hausse par rapport à l'année précédente (29 796 MWh).

PRODUCTION DE CHALEUR 2025		
Production totale	MWh	**158 124**
Valorisation dans les réseaux de chaleur	MWh	**32 140**



Performance Énergétique

1,14

Dans le cadre du nouveau contrat de délégation de service public (2026-2038), **des travaux d'amélioration de la performance énergétique de l'usine de valorisation énergétique sont prévus :** ils permettront d'optimiser la récupération de chaleur fatale pour accroître la production locale d'électricité.

Soutien au réemploi & Actions de sensibilisation





Soutenir le réemploi

Les 3 recycleries du territoire

Le réemploi présente des avantages environnementaux, économiques et sociaux en préservant les ressources naturelles, en permettant la vente d'objets à prix réduit et en favorisant la création d'emplois.

Précédemment en charge du Plan de Prévention des Déchets (confié depuis aux différents EPCI), le Sydetom66 a implanté trois recycleries sur son territoire : la recyclerie du Vallespir à Céret, en 2015, la recyclerie d'Elne en 2016 et la recyclerie du Conflent à Prades, en 2020.

Ces structures, gérées par des associations d'économie sociale et solidaire, bénéficient de locaux mis à disposition gratuitement par le Sydetom66.

- En mai 2025, **la convention de la recyclerie du Conflent a été renouvelée** pour une durée de cinq ans.
- En juin 2025, **la recyclerie du Vallespir à Céret a célébré ses 10 ans** d'engagement pour le réemploi et l'insertion professionnelle.

L'occasion de souligner l'importance du développement du réemploi pour réduire les déchets, vendre à moindre coût et créer des emplois.

Un bel exemple d'économie circulaire !

RECYCLERIE DU VALLESPIR



147 tonnes collectées

73 tonnes vendues en boutique

28 personnes accueillies en insertion

RECYCLERIE D'ELNE

791 tonnes collectées

238 tonnes vendues en boutique

57 personnes accueillies en insertion



RECYCLERIE DU CONFLENT



166 tonnes collectées

87 tonnes vendues en boutique

28 personnes accueillies en insertion





Actions de sensibilisation

Mobilisé aux côtés des intercommunalités dans leurs actions de communication en matière de prévention des déchets et de sensibilisation au tri, le Sydetom66 organise des visites pédagogiques au sein de son Unité de Valorisation Energétique et de son Centre de Tri. Les ambassadeurs du tri du Syndicat interviennent également en classe, au sein des établissements scolaires du département, ainsi qu'au sein des déchèteries.

Visites du site Arc Iris

D'une durée de 2 heures, la visite du site Arc-Iris à Calce permet aux visiteurs de découvrir le circuit qu'empruntent leurs déchets après la collecte, d'en comprendre le traitement et de prendre conscience de l'importance du geste de tri. **En 2025, 65 visites ont été effectuées et près de 2 000 visiteurs ont pu bénéficier des explications relatives au fonctionnement du Sydetom66 et de ses installations :** des groupes scolaires mais aussi des publics divers tels que personnel hospitalier, élus, associations, ont ainsi pu comprendre la valorisation matière issue du tri des déchets et la valorisation énergétique issue de l'incinération des déchets.

Animations Scolaires

Depuis de nombreuses années, le Sydetom66 propose aux établissements scolaires du département des interventions gratuites pour sensibiliser le jeune public (du primaire à la terminale) à diverses thématiques : le tri et le recyclage des emballages et du verre, la Méditerranée en danger, l'obsolescence programmée des DEEE.

En 2025, ce sont 60 animations scolaires réalisées par les ambassadeurs du tri qui ont permis de sensibiliser 1 800 élèves.

Sensibilisation dans les déchèteries

Les animations réalisées en déchèteries par les ambassadeurs du tri du Sydetom66 sont l'occasion de sensibiliser les usagers sur le traitement des déchets dans leur ensemble et de les informer sur les filières de valorisation des déchets plus spécifiques : les ampoules et néons, les piles, les textiles, les déchets d'ameublements, les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), ...

En 2025, dans le cadre de la mise en place de nouvelles filières REP de recyclage (articles de bricolage et de jardin, articles de sports et loisirs) **les ambassadeurs du tri du Sydetom66 ont réalisé 34 actions de sensibilisation auprès des usagers,** soit une matinée consacrée à chacune des déchèteries du département.





Communication grand public

Le Sydetom66 accompagne les habitants et les visiteurs à bien trier leurs déchets et pour cela mobilise différents moyens de communication : presse, radio, site internet, réseaux sociaux... Plusieurs périodes clés (changement de saison, vacances scolaires...) sont ciblées.

En période estivale, une action spécifique multilingue est réalisée : en français, anglais, espagnol et catalan. Les messages et consignes de tri sont diffusés sur les réseaux sociaux pour qu'en vacances, personne n'oublie le bon geste de tri !


Stand évènement


Animation scolaire





Informatique - Siège


Caractérisation


Déchets végétaux


Équipe de broyage criblage


Poste de pesée


Maintenance et entretien



Les équipes du Sydetom66

83 AGENTS

63 HOMMES

20 FEMMES

79 EMPLOIS STATUTAIRES

4 EMPLOIS CONTRACTUELS

Les effectifs du Sydetom66

Effectif par catégorie

Catégorie C	67 agents
Catégorie B	10 agents
Catégorie A	6 agents

Effectif par filière

Filière administrative	12
Filière technique	67

Sur ses installations, le syndicat dispose d'un parc matériel diversifié, comprenant :

- **17 unités de pesage** (ponts)
- **5 ponts roulants**
- **7 grappins** (dont 2 de secours)
- **7 Chargeuses sur pneus**
- **4 Chariots à mât télescopique**
- **3 Broyeurs de végétaux**
- **1 Crible pour les déchets végétaux**

Les équipes du Sydetom66, Syndicat technique à vocation départementale, se composent à la fois de personnels techniques et administratifs, présents sur tout le territoire (quais de transfert, plateformes de déchets végétaux, régie itinérante de broyage-criblage) et au siège, investis depuis de nombreuses années ou ayant rejoint le syndicat plus récemment.

Il en résulte une grande compétence technique et une connaissance partagée des missions du syndicat.



Engagés pour la maintenance

Les agents du syndicat s'assurent de la réalisation des contrôles techniques et de l'entretien régulier des matériels et engins d'exploitation, garantissant ainsi des conditions d'exploitation efficaces. La maintenance en régie permet d'améliorer la réactivité et d'assurer une autonomie complète sur les sites du syndicat.



Finalisation de la migration du serveur informatique

Afin de garantir la sécurité des systèmes d'information, le responsable informatique, avec l'appui d'un prestataire spécialisé, a finalisé les opérations de migration du serveur informatique démarrées en 2024 : 1 semaine de travail aura été nécessaire pour effectuer la migration de 2 000 gigas de données, alliant à la fois transfert automatique et opérations manuelles et permettant ainsi la récupération, sans perte, des informations du syndicat.

Actualités 2025

Santé et qualité de vie au travail







Amélioration du Cadre de Vie au Travail

Afin de contribuer à l'amélioration du cadre de travail des agents, le Sydetom66 rénove et réaménage ses espaces de travail.

En 2025, ce sont les quais de transfert à Perpignan et Saint-Hippolyte, dont les locaux sociaux ont fait l'objet d'une remise en peinture.

Des travaux d'aménagement intérieurs et extérieurs ont également été réalisés au siège du syndicat : espace accueil, bureaux, salle de pause déjeuner, création d'un local à vélos et installation d'une table de pique-nique.



Anticiper pour protéger en cas de canicule

Afin de prendre en considération les épisodes de fortes chaleurs, de plus en plus fréquents lors des saisons estivales, des mesures ont été mises en place pour mieux protéger les agents exposés : messages de prévention et mise à disposition d'équipements de protection individuelle (casquettes, gourdes isothermes,...).

L'été 2026 verra le déploiement d'un plan canicule.

Former pour prévenir

En 2025, 11 agents ont bénéficié d'un recyclage de leur formation Sauveteur Secouriste du Travail (SST), dispensée en interne par un agent-formateur habilité, permettant de maintenir leurs compétences à jour et de **garantir une capacité d'intervention rapide et efficace en cas d'accident ou de situation d'urgence** sur le lieu de travail.



Zoom 2025, année du déploiement du Plan d'actions RPS

À la suite de l'adoption du plan d'actions de prévention des RPS en septembre 2024, l'année 2025 a été marquée par la mise en oeuvre de 20 actions sur les 26 intégrées au document unique d'évaluation des risques professionnels.

Parmi les actions réalisées, **les agents ont ainsi bénéficié d'une formation à la pratique du mode projet et à l'accompagnement du changement,** avec des contenus et niveaux adaptés aux différents publics.

En parallèle, chaque agent a aussi participé à une journée de cohésion et profité d'une expérience immersive dans un escape game favorisant les échanges et renforçant les liens d'équipe.











Données financières



- 3 budgets
- Dette
- Budget général
- Contributions EPCI

Trois budgets

En complément de son budget principal, le Sydetom66 élabore deux budgets annexes assujettis à la TVA, respectivement dédiés au traitement des boues de stations d'épurations et au réseau de transport de chaleur.

La répartition des masses financières s'établit à 93% budget général, 6% sur le BA "Boues de Step" et 1% sur le BA "Chaleur HT".

Les finances du syndicat confirment leur solidité, fruit d'une gestion responsable et d'une politique budgétaire inscrite dans la durée.

BUDGETS	DÉPENSES	RECETTES
Budget général	63 828 255 €	85 541 589 €
BA Boues de Step	4 119 973 €	5 029 465 €
BA Chaleur HT	1 031 406 €	1 279 469 €
Total Dépenses	**68 979 634 €**	**91 850 523 €**

Dette

En 2025, les quatre emprunts contractés en 2022 à un taux fixe particulièrement favorable de 1,7 % ont été intégralement débloqués. Cette opération a mécaniquement fait évoluer le capital restant dû à la hausse.

La capacité de désendettement du syndicat, qui s'élève à 3.6 années demeure néanmoins très satisfaisante et traduit une situation financière saine, marquée par une gestion prudente de la dette et la volonté de préserver durablement les marges de manœuvre budgétaires.

ANNÉES	CRD AU 31/12	DETTE PAR HABITANTS	TAUX MOYEN	CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT
2025	24 508 038	48,39	2.32%	3,95
2024	21 314 771	42,57	2.47%	2,85
2023	23 016 565	46,41	2.55%	3,60
2022	24 660 101	50,01	2.94%	6,31
2021	20 881 924	42,66	2.84%	3,33
2020	22 096 948	45,31	3.02%	-7,54
2019	21 780 987	44,65	3.33%	-63,69

Budget général

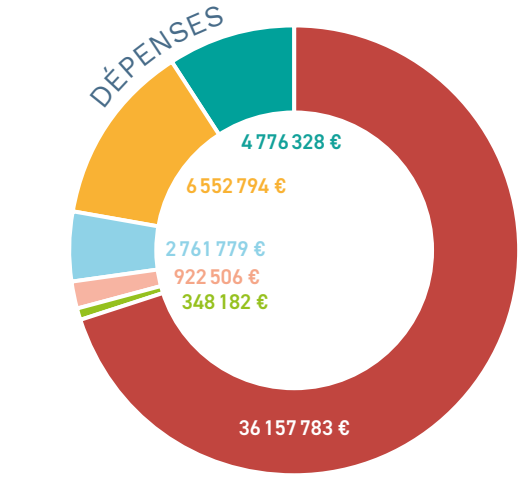
Détail du budget général

En section de fonctionnement, les dépenses liées à l'exploitation et au traitement des déchets représentent près de 70 % des charges réalisées. Ces dépenses sont majoritairement financées par la participation des collectivités adhérentes, qui constituent environ 65 % des recettes de la section.

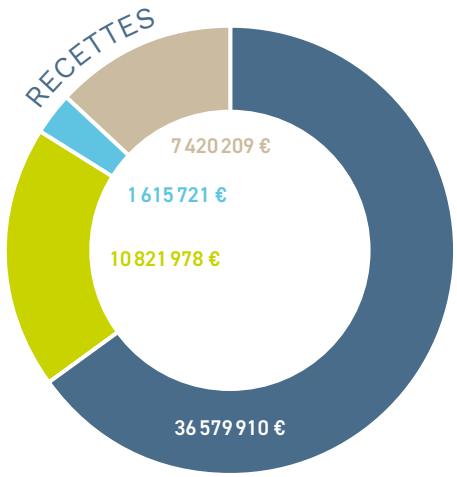
BUDGET GÉNÉRAL PAR SECTION 2025

Fonctionnement	Recettes	56 437 818 €
	Dépenses	51 519 371 €
Investissement	Recettes	16 229 205 €
	Dépenses	12 308 884 €
Total Budget	**Recettes**	**72 667 023 €**
	Dépenses	**63 828 255 €**

SECTION DE FONCTIONNEMENT 2025

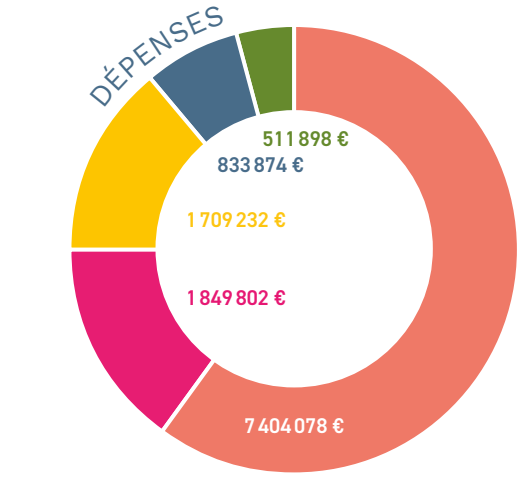


- Exploitation *70%*
- Reversement DSP *13%*
- Gestion structure *9%*
- Reversement aux EPCI *5%*
- Amortissements *2%*
- Charges financières *1%*

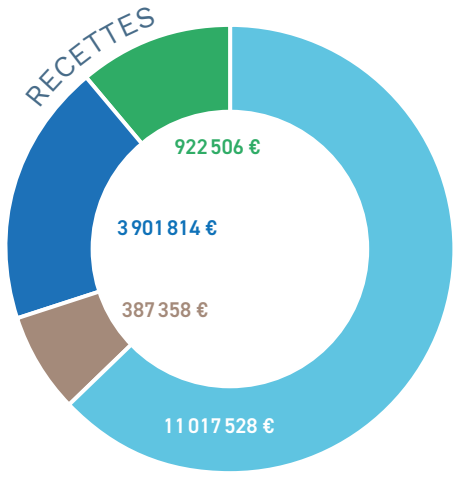


- Contributions EPCI *65%*
- Soutiens Eco-Organismes *19%*
- Recettes DSP *13%*
- Exploitation *3%*

SECTION D'INVESTISSEMENT 2025



- Emprunts *60%*
- Administration générale et déficit *15%*
- Quais *14%*
- UTVE/RCU *7%*
- PDV *4%*



- Emprunts *68%*
- Résultats affectés *24%*
- Amortissements *6%*
- Autres *2%*

Contribution des EPCI

Après la hausse mécanique enregistrée en 2024, consécutive à l'élargissement de la compétence du Sydetom66 au traitement de l'ensemble des déchets issus des déchetteries, **la contribution des EPCI en 2025 enregistre une diminution d'environ 4 %.**

DÉTAIL CONTRIBUTION	CONTRIBUTIONS DES EPCI	TONNES FACTURÉES	€/TONNE	€/HAB POP INSEE
Ordures ménagères	15 744 644	159 037	99	31,09
Part fixe	9 044 865			17,86
Tout-venant	6 098 388	32 787	186	12,04
Déchets végétaux	2 005 066	50 127	40	3,96
Déchets déchèteries	922 433	41 736	22	1,82
EMR	1 176 838	30 969	38	2,32
Refus	935 437	7 668	122	1,85
Verre	643 609	18 389	35	1,27
Biodéchets	4 256	106	40	0,01
Total	**36 575 536 €**	**340 818 t**	**107 €/t**	**72,22 €/Hab**

Evolution des contributions des EPCI

Années	CONTRIBUTIONS DES EPCI	€/ TONNE	€/ HABITANT	TONNES	HABITANTS
2025	36 575 536	107,32	72,22	340 818	506 417
2024	38 029 147	110,83	75,96	343 134	500 647
2023	37 169 822	124,46	74,95	298 638	495 937
2022	38 883 614	122,40	78,85	317 664	493 147
2021	36 695 604	112,05	74,97	327 480	489 502

Répartition de la participation des EPCI pour 100€



Les perspectives 2026

RENOUVELLEMENT DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

MARS

INSTALLATIONS DES CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES

AVRIL

INSTALLATION DU NOUVEAU COMITÉ SYNDICAL DU SYDETOM66

BRUNO VALIENTE RÉÉLU PRÉSIDENT

27 MAI

MISE EN SERVICE DE L'AIRE DE DÉCHETS VÉGÉTAUX DE MATEMALE

MAI

DÉMARRAGE DU NOUVEAU CONTRAT DE DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'UTVE ARC IRIS

30 JUIN

MISE EN SERVICE DE L'ECOPÔLE À THUIR

OCTOBRE / NOVEMBRE

CÉLÉBRATION DES 30 ANS DU SYDETOM66

19 NOVEMBRE

Annexes



- **Détail des tonnages entrants**
- **Valorisation des matériaux sortants**
- **Refus de tri &**
  Traitement des déchets ultimes
- **Boues de STEP : détail par EPCI**
- **Détail des soutiens**
  des éco-organismes

Détail des tonnages entrants

EPCI	POPULATION	NOMBRE DE COMMUNES	ORDURES MÉNAGÈRES (EN TONNES)	PERFORMANCE OM (KG/HAB)	TOTAL TONNAGES EMR	Performance EMR (kg/hab)	VERRE (en tonnes)	Performance VERRE (kg/hab)	TOTAL DECHETS (en tonnes)	TOTAL RECYCLABLE (en tonnes)	TAUX DE DETOURNEMENT (total recyclables / total déchets)
Agly Fenouillèdes	6 367	24	1 532,48	240,69	385,6	60,56	293,6	46,11	2 211,68	679,2	30,71
ACVI	58 594	15	21 327,61	363,99	5 088,6	86,85	3 576,55	61,04	29 992,76	8 665,15	28,89
Aspres	23 333	19	5 401,12	231,48	1 320,71	56,6	765,55	32,81	7 487,38	2 086,26	27,86
Conflent Canigó	21 433	45	5 388,32	251,4	1 273,91	59,44	888,23	41,44	7 550,46	2 162,14	28,64
C3SM	25 473	21	7 119,75	279,5	1 369,08	53,75	785,74	30,85	9 274,57	2 154,82	23,23
Haut Vallespir	9 956	14	3 594,64	361,05	288,78	29,01	346,83	34,84	4 230,25	635,61	15,03
PMM	281 973	37	88 903,86	315,29	16 150,21	57,28	7 931,91	28,13	112 985,98	24 082,12	21,31
Pyrénées Catalanes	4 294	18	2 225,74	518,34	378,22	88,08	591,56	137,76	3 195,52	969,78	30,35
Pyrénées Cerdagne	8 433	17	2 712,59	321,66	498,32	59,09	393,96	46,72	3 604,87	892,28	24,75
Roussillon Conflent	17 313	15	4 646,4	268,38	1 000,45	57,79	499,31	28,84	6 146,16	1 499,76	24,4
Sud Roussillon	25 798	6	8 774,2	340,11	1 749,3	67,81	1 219,55	47,27	11 743,05	2 968,85	25,28
SMROM	2 574	3	1 323,09	514,02	215,86	83,86	278,14	108,08	1 817,09	494	27,19
Vallespir	20 876	10	6 087,12	291,58	1 252,06	59,98	817,9	39,18	8 157,08	2 069,96	25,38
TOTAUX	506 417	244	159 036,92	314,04	30 971,1	61,16	18 388,83	36,31	208 396,85	49 359,93	23,69

Valorisation des matériaux sortants

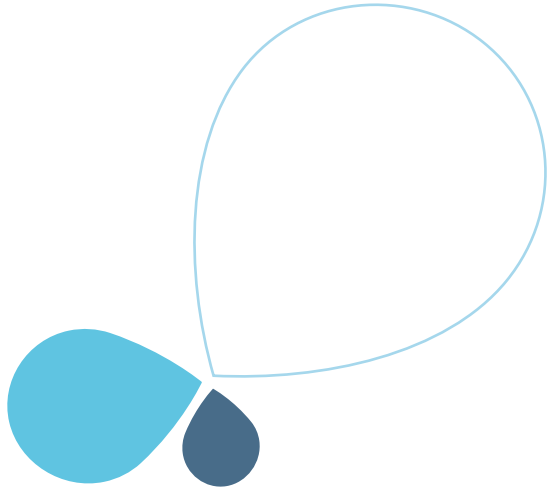
SITES	MATIÈRES	TONNAGES	PERFORMANCE (kg/hab)
VERRE	VERRE	17749	35
CENTRE DE TRI	PAPIER	2075	4
	BRIQUES ALIMENTAIRES	385	1
	CARTON	14046	28
	BOUTEILLES PET INCOLORE	1332	3
	BOUTEILLES PET COLORE	0	0
	BOUTEILLES PEHD PP	915	2
	FILMS PLASTIQUES	0	0
	FLUX DEV RIGIDE	913	2
	FLUX DEV SOUPLE	621	1
	TOTAL PLASTIQUE	3781	7
	ACIER	793	2
	ALUMINIUM	204	0
	TOTAL EMBALLAGE	21283	42

Flux REP déchéteries

ECO ORGANISMES	DESIGNATION	FLUX
ECO MOBILIER	DEA	Déchets d'équipement et d'ameublement
	J-J	Jeux et jouets
	ABJ	Articles de bricolage et de jardin
	MULTIREP BOIS	Bois PMCB, ABJ, JJ, DEA
	MULTIREP PLASTIQUE	Plastique PMCB, ABJ,JJ, DEA
ECOLOGIC	DEEE	Déchets d'équipements électriques et électroniques
	ABJ TH	Articles de bricolage et de jardin thermiques
	ASL	Articles de sport et de loisir
ECO DDS	DDS	Déchets diffus spécifiques
	ABJ	Outillage du peintre
CYCLEVIA	HUILES MINERALES	Huiles minérales usagées
ECOSYSTEM	AMPOULES LAMPES NEONS	Ampoules, lampes et néons
ECOSYSTEM/COREPILE	PILES ET BATTERIES	Piles batteries mobilités douce
REFASHION	TEXTILE	Textile, linge de maison et chaussures
ECOPAE	EXTINCTEURS	Extincteurs de - de 2 Kg
ALIAPUR	PNEUS	Pneus usagés
VALOBAT	PLATRE	Plâtre et plaques de plâtre
	MENUISERIES VITREES	Menuiseries vitrées
	LAINE DE VERRE	Laine de verre
	LAINE DE ROCHE	Laine de roche
ECOMINERO	INERTES	Gravats de déchèteries

Refus de tri et Traitement des déchets ultimes

REFUS DE TRI RÉSULTATS DES CARACTÉRISATIONS DV2E		
	NOUVEAUX PLASTIQUES	0,17 %
	IMBRIQUES	3,89 %
	OM SACS / VRAC	5,58 %
	EMR EN SAC	3,4 %
	EMR SOUILLES	1,36 %
	VERRE	1,34 %
	ENCOMBRANTS	5,13 %
	DEEE	0,51 %
	TEXTILES	1,18 %
	DECHETS VERTS	0,1 %
	DASRI	0,08 %
	RESIDUS DE COLLECTE	3,64 %



REFUS DE TRI	
TONNAGES ENTRANTS CDT	30 645,98
TONNAGE REFUS	7 659,84
% Refus	**24,99**

Traitement des déchets ultimes

ORIGINE	MATIÈRE	TONNAGES	MODE DE TRAITEMENT
DÉCHÈTERIES	TOUT-VENANT NON INCINÉRÉ	26 586	ENFOUISSEMENT (ISDND)
UVE	REFIOM	7 539	Inertage - Enfouissement (ISDND)
	MÂCHEFERS NON VALORISABLES	4 622	Enfouissement (ISDND)

Type et lieux de valorisation des boues de STEP

DESTINATION / ORIGINE	CO-COMPOSTAGE					ÉPANDAGE	TOTAL
EPCI	ELNE	THUIR	MONTELS	NARBONNE	FONT-ROMEU	RETOUR AU SOL	
Agly-Fenouillèdes		30,28					30,28
ACVI	5 577,22	476,6		876,32			6 930,14
Aspres		1 378,99					1 378,99
Conflent Canigó		574,84				406	980,84
C3SM	295,56	1 098,32		236,92			1 630,8
Haut Vallespir	104,92	510,98		53,31			669,21
PMM	677,8	6 046,72	3 301,38	8 939,18		817,98	19 783,06
Pyrénées Catalanes		386,6					386,6
Pyrénées-Cerdagne		253,7					253,7
Roussillon-Conflent	347,72	335,66					683,38
Sud Roussillon	2 558,66			46,38			2 605,04
SMROM		47,16			119,01		166,17
Vallespir	490,28	1 030,18		37,26			1 557,72
TOTAUX	**10 052,16**	**12 170,03**	**3 301,38**	**10 189,37**	**119,01**	**1 223,98**	**37 055,93**

Détail des soutiens des éco-organismes

Les soutiens versés par les écoorganismes poursuivent une progression régulière, **passant de 6,56 M€ en 2020 à 10,82 M€ en 2025.**

Cette forte hausse s'explique principalement par l'augmentation des contributions de CITEO et par l'intégration des nouvelles filières REP, notamment celles relatives aux Produits et Matériaux de Construction du Bâtiment (PMCB)

ECO-ORGANISME	OBJET	2020	2021	2022	2023	2024	2025
ALLIANCE	Petits alus	16 656 €	6 882 €	0 €	6 654 €	6 576 €	11 165 €
CITEO	EMR - Papiers	6 140 856 €	6 202 914 €	6 280 643 €	7 053 204 €	8 266 382 €	9 540 270 €
COREPILE	Piles			4 759 €		1 800 €	1 800 €
CYCLEVIA	Huiles et lubrifiants				4 050 €	6 002 €	6 070 €
ECO DDS	Déchets chimiques	93 371 €	42 646 €	42 534 €	43 388 €	45 897 €	47 177 €
ECO MAISON	Objets mobilier	91 303 €	360 164 €	199 405 €	203 365 €	285 952 €	232 612 €
ECOLOGIC	DEEE - ASL	169 493 €	191 410 €	147 949 €	259 522 €	315 748 €	321 215 €
REFASHION	Textiles	47 957 €	47 965 €	48 156 €	48 519 €	49 650 €	56 669 €
ECOMINERO	Amiante DDS gravats						410 000 €
VALOBAT	Platres menuiseries laines						65 000 €
ECO MAISON	Bois plastiques multi						130 000 €
TOTAL		**6 559 636 €**	**6 851 981 €**	**6 723 446 €**	**7 618 702 €**	**8 978 007 €**	**10 821 978€**

Données financières

Optimiser la gestion des déchets et maîtriser les coûts

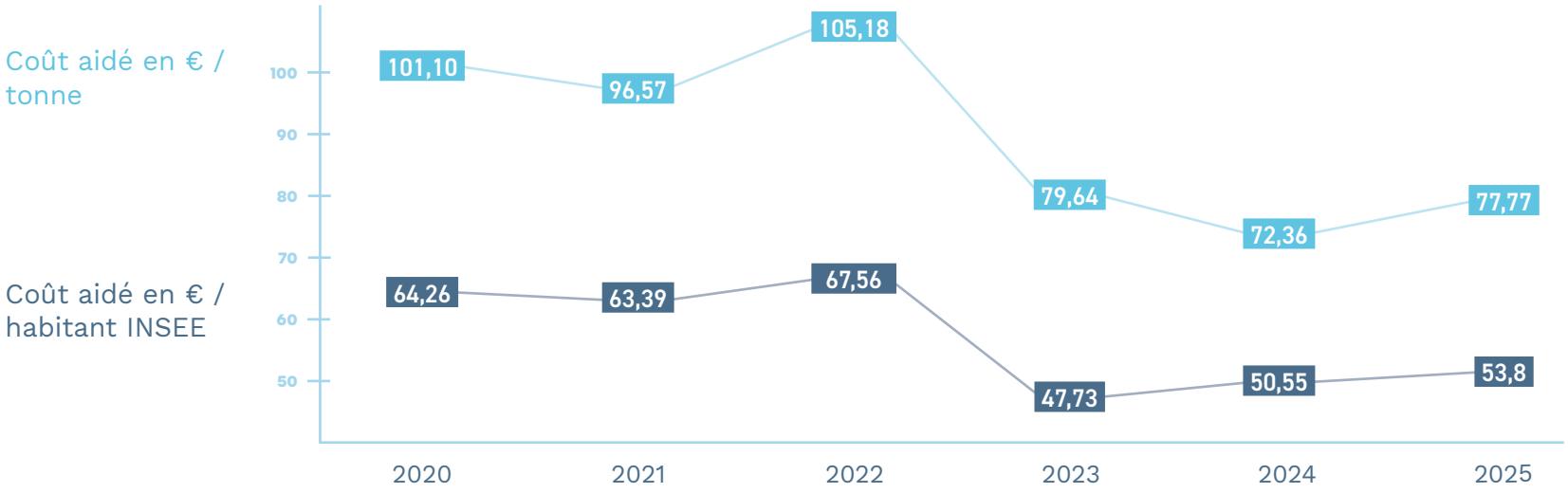
DONNÉES HT	ORDURES MÉNAGÈRES RÉSIDUELLES	TRI (EMR + VERRE)	DÉCHETS DES DÉCHÈTERIES + DÉCHETS VÉGÉTAUX	AUTRES	TOTAL
Charges techniques	15 298 466 €	12 383 373 €	10 575 961 €	345 472 €	38 603 272 €
Dont Traitement	10 876 785 €	9 507 691 €	10 575 961 €	345 410 €	31 305 847 €
Dont Transfert/transport	4 421 681 €	1 748 324 €		62 €	6 170 067 €
Dont Levage du verre		1 127 358 €			1 127 358 €
Charges de structure et communication	944 157 €	1 099 842 €	960 166 €	16 603 €	3 020 768 €
Total des charges	16 242 623 €	13 483 215 €	11 536 127 €	362 075 €	41 624 040 €
Ventes de produits et d'énergie	456 914 €	2 200 451 €	807 565 €	373 028 €	3 837 958 €
Aides et soutiens	450 984 €	9 221 870 €	866 054 €		10 538 908 €
TOTAL DES PRODUITS HORS CONTRIBUTIONS	**907 898 €**	**11 422 321 €**	**1 673 619 €**	**373 028 €**	**14 376 866 €**

DONNÉES HT	ORDURES MÉNAGÈRES RÉSIDUELLES	TRI (EMR + VERRE)	DÉCHETS DES DÉCHÈTERIES	AUTRES	TOTAL
Coût complet	16 242 623 €	13 483 215 €	11 536 127 €	362 075 €	41 624 040 €
Coût technique	15 785 709 €	11 282 764 €	10 728 562 €	-10 953 €	37 786 082 €
Coût aidé HT	15 334 725 €	2 060 894 €	9 862 508 €	-10 953 €	27 247 174 €
Données en € / tonne					
Coût complet	102,06 €	273,17 €	85,65 €	50,65 €	118,81 €
Coût technique	99,19 €	228,59 €	79,66 €	-1,53 €	107,86 €
Coût aidé HT	97,12 €	41,75 €	73,23 €	-1,53 €	77,77 €
Données en € / habitant INSEE (506 417)					
Coût complet	32,07 €	26,62 €	22,78 €	0,71 €	82,19 €
Coût technique	31,17 €	22,28 €	21,19 €	-0,02 €	74,61 €
Coût aidé HT	30,28 €	4,07 €	19,48 €	-0,02 €	53,8 €

Données financières

Optimiser la gestion des déchets et maîtriser les coûts

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	EVOLUTION
Données en €							
Coût complet	43 925 957	41 583 176	44 696 868	36 677 272	38 697 452	41 624 040	-5,24 %
Coût technique	36 893 393	37 244 159	40 195 016	31 438 195	34 146 331	37 786 082	2,42 %
Coût aidé HT	31 334 504	31 027 505	33 317 266	23 671 842	25 306 108	27 247 174	-13,04 %
Données en € / tonne							
Coût complet	141,72	129,43	141,11	123,39	110,65	118,81	-16,17 %
Coût technique	119,03	115,92	126,9	105,77	97,64	107,86	-9,39 %
Coût aidé HT	101,1	96,57	105,18	79,64	72,36	77,77	-23,07 %
Données en € / habitant INSEE							
Coût complet	90,08	84,95	90,64	73,96	77,29	82,19	-8,75 %
Coût technique	75,66	76,09	81,51	63,39	68,2	74,61	-1,38 %
Coût aidé HT	64,26	63,39	67,56	47,73	50,55	53,8	-16,27 %



Glossaire

ADT • Ambassadeur Du Tri
Ses principales missions :
- Sensibiliser les usagers à la gestion des déchets ménagers (valorisation énergétique, valorisation matière et valorisation organique) ;
- Informer tous les publics afin d'optimiser la collecte sélective (bons gestes de tri...) ;
- Contribuer à la mise en œuvre du Programme Local de Prévention des Déchets.

Andain
Alignement de déchets végétaux et organiques (broyat vert, biodéchets) en tas longs et hauts afin de faciliter leur retournement et leur décomposition dans un processus de compostage.

Biodéchets
Déchets organiques, les biodéchets des ménages comportent essentiellement les déchets alimentaires (restes de repas dont les restes de viande, poisson, viennoiseries, fruits, légumes, pelures, marc de café, coquilles d'œufs, os, arêtes... etc.), et les petits déchets végétaux de jardin...

BOM
Benne à Ordures Ménagères. Elle sert à collecter les bacs d'Ordures Ménagères et de tri des usagers par les intercommunalités.

BVC
Broyat Vert Criblé – Amendement organique, composé à 100 % de matières végétales, issues des résidus de tontes, d'élagages et des entretiens de parcs et jardins des particuliers et des intercommunalités. Ces résidus sont broyés, mélangés et criblés en maille 0-60 mm. Ce produit est conforme à la norme NF U044-051 et il est autorisé pour l'agriculture biologique.

Caractérisation
Méthode de contrôle qualitatif des Collectes Sélectives (labellisée Eco-emballages, selon la norme X300N 258). Une caractérisation des déchets est une étude approfondie visant à analyser la nature et la quantité des déchets produits sur le territoire. Elle se concentre sur la composition des déchets et leur répartition par catégorie (plastiques, métaux, organiques, papiers, etc.).

Citéo
Éco-organisme en charge du tri et du recyclage des emballages ménagers depuis 2017. L'activité de Citeo est réglementée par un agrément d'État pour une durée de cinq ans.

CC
Communauté de Communes

CDT • Centre De Tri
Installation industrielle où les emballages recyclables sont triés et mis en balle en vue d'un recyclage ou autre traitement.

Compost
Amendement obtenu par la fermentation de déchets organiques. On l'utilise pour améliorer les propriétés de la terre (jardins et terres agricoles).

CS • Collecte sélective
Collecte de certains flux de déchets, préalablement séparés par les producteurs, en vue d'une valorisation ou d'un traitement spécifique.

Déchet ménager
Tout déchet produit par les particuliers : résidus alimentaires, emballages, bouteilles, papiers, cartons, journaux, vieux meubles, appareils électroménagers, déchets végétaux, biodéchets...

DASRI • Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux
Les déchets d'activités de soins peuvent présenter divers risques qu'il convient de réduire pour protéger les patients hospitalisés, le personnel de santé, les agents chargés de l'élimination des déchets et l'environnement. Les personnes en autotraitement produisent des déchets assimilés aux DASRI eu égard à leurs caractéristiques (piquants, coupants) et bien que les quantités produites soient beaucoup plus réduites, leur élimination doit faire l'objet d'un traitement spécifique : ils doivent être rapportés dans les pharmacies qui ont été labellisées point de collecte par l'éco-organisme DASTRI (voir carte de géolocalisation site internet du SYDETOM 66).

DDS • Déchets Diffus Spécifiques
Déchets provenant de l'activité des ménages qui ne peuvent être pris en compte par la collecte usuelle des ordures ménagères, sans créer de risques pour les personnes ou pour l'environnement. Ces déchets peuvent être explosifs, corrosifs (acides), nocifs, toxiques, irritants (ammoniaque, résines), comburants (chlorates), facilement inflammables, ou d'une façon générale dommageables pour l'environnement. Les termes «déchets ménagers spéciaux» (DMS) ou «déchets toxiques en quantités dispersées (DTQD)» sont parfois utilisés.

DEA • Déchets d'Équipement et d'Ameublement
Déchets de meubles ou ameublement provenant des ménages et notamment de toutes les pièces de la maison, y compris l'extérieur (jardin). Ces déchets sont amenés en déchèterie gratuitement : tables, chaises, sièges, armoires, rangements, matelas, sommiers, couchages.

Déchet biodégradable
Tout déchet pouvant faire l'objet d'une décomposition tels que les déchets alimentaires, les déchets de jardin, le papier ou le carton.

Déchèterie
Centre ouvert aux particuliers pour le dépôt sélectif et transitoire de déchets dont ils ne peuvent se défaire de manière satisfaisante par la collecte normale des ordures ménagères, du fait de leur encombrement, de leur quantité ou de leur nature (Décret du 15 février 1989). C'est un espace aménagé, clôturé et gardienné où le particulier peut répartir ses déchets dans des conteneurs spécifiques (ferrailles, objets encombrants, déchets végétaux, gravats, papiers-cartons, verre, plastique, huiles usagées...) en vue d'éliminer ou de valoriser au mieux les matériaux qui les constituent.

DEEE ou D3E • Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques
Les DEEE sont des déchets très variés et de composition complexe. Ils sont essentiellement composés de métaux ferreux et non ferreux, de verre, bois, béton, plastique, composants spécifiques. Certains DEEE sont des déchets dangereux.

DSP
La Délégation de Service Public (DSP) est un engagement contractualisé entre la collectivité et un organisme privé, à qui elle confie l'exploitation d'un service public.

DV • Déchets Végétaux
Matières végétales issues de l'exploitation, de l'entretien, ou de la création de jardins ou d'espaces verts publics ou privés, ainsi que les déchets organiques des activités horticoles.

Éco-organisme
C'est une société de droit privé à but non lucratif détenue par les producteurs et distributeurs pour prendre en charge la fin de vie des équipements qu'ils mettent sur le marché. (voir REP).

ECT
L'Extension des Consignes de Tri (ECT) est un projet national (depuis 2011), qui vise à simplifier le geste de tri en permettant aux habitants de trier tous leurs emballages ménagers en plastique.

EMR
Emballages Ménagers Recyclables. Ce sont les cartons, papiers journaux, magazines, et tous les contenants alimentaires, bouteilles et flacons en plastique, canettes et boîtes de conserve correctement vidés de leur contenu qui peuvent être recyclés dans le bac jaune. (Le verre est uniquement recyclé dans les colonnes à verre.)

EPI
Équipement de Protection Individuelle. Ils sont destinés à protéger les agents contre un ou plusieurs risques professionnels. Leur utilisation est envisagée en complément des autres mesures d'élimination ou de réduction des risques.

EPCI
Établissement Public de Coopération Intercommunale. Structures administratives permettant à plusieurs communes d'exercer des compétences en commun, également dénommées « intercommunalités ».

Glossaire

Mâchefers
Les Mâchefers d'Incinération d'Ordures Ménagères (MIOM) sont des résidus solides non dangereux résultant de l'incinération des déchets ménagers et assimilés.

MODECOM
MéthOde DE Caractérisation des Ordures Ménagères :
Méthode développée par l'ADEME qui permet de réaliser des campagnes d'analyses, d'évaluer par exemple le gisement qui pourrait faire l'objet de prévention, de déterminer les variations et les spécificités liées, notamment, à la saisonnalité. Le MODECOM a permis de connaître la marge de manœuvre en matière de prévention, et ainsi de cibler les gisements sur lesquels il est préférable de travailler dans le cadre du Programme Local de Prévention des Déchets.

OM ou OMr • Ordures Ménagères résiduelles
Ce sont tous les déchets restants après le tri sélectif (tri à la source) effectué par les ménages et les collectivités. Cette fraction de déchets est parfois appelée «poubelle grise».

PACC
Plan d'Action de Communication Corrective.

PAV • Points d'Apport Volontaire
C'est un des modes d'organisation de la collecte sélective. La collectivité met à disposition des usagers un réseau de contenants (ou conteneurs) répartis sur le territoire à desservir, accessibles à l'ensemble de la population.

PEHD
Le polyéthylène haute densité est une matière plastique employée pour la fabrication de contenants ou objets rigides et robustes nécessitant une grande résistance. Le PEHD de code 2, flacon ou bouteille en plastique, est accepté dans les bacs de recyclage domestique. Les autres objets en PEHD doivent être déposés en déchèterie.

PET
Le polyéthylène téréphtalate est un plastique utilisé pour les bouteilles et les emballages alimentaires, il est entièrement recyclable.

PDV
Plateforme de Déchets Végétaux : C'est un espace clos placé sous surveillance, où les particuliers peuvent venir déposer les déchets verts qui ne sont plus collectés lors du ramassage des ordures ménagères.

PMCB • Produits et Matériaux de Construction du bâtiment
Dans le cadre de la loi relative à la lutte contre le gaspillage pour une économie circulaire (AGEC), le régime de la responsabilité élargie du producteur (REP) est étendu aux produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB). L'objectif est de permettre à tout détenteur de déchets inertes, particulier ou professionnel, de se défaire de ses déchets triés issus de travaux de construction, rénovation ou démolition, pour faciliter leur réemploi, recyclage ou valorisation des matériaux.

PP
Le polypropylène est un plastique souple et flexible. Les emballages alimentaires (pots de yaourts, emballages pour beurre, pots de glace...) se recyclent dans le bac de tri. Les autres objets (pare-chocs, bidons...) se déposent en déchèterie.
Il connaît également un grand succès dans le domaine automobile. Pour sa solidité et sa résistance aux hautes températures, il est notamment utilisé pour fabriquer des réservoirs à essence, des pare-chocs et diverses pièces en contact avec des produits chimiques.

Prévention des déchets
La prévention est la réduction des quantités et de la nocivité des déchets produits par les ménages et les professionnels, et en conséquence la diminution de la masse des déchets collectés et traités.

QT • Quais de Transfert (ou stations de transit)
Afin d'optimiser le transport des déchets collectés par les BOM des intercommunalités, les déchets sont acheminés sur un Quai de Transfert pour être ensuite acheminés par camions semi-remorques vers les unités de traitement.

RCU • Réseau de Chaleur Urbain
Installation distribuant à plusieurs utilisateurs clients de la chaleur produite par une ou plusieurs chaufferie(s), via un ensemble de canalisations de transport de chaleur.

Recyclage
Retraitement de matériaux ou de substances contenus dans des déchets au moyen d'un procédé de production, de telle sorte qu'ils donnent naissance ou sont incorporés à de nouveaux produits, matériaux ou substances aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins.
Toute opération de valorisation par laquelle les déchets, y compris les déchets organiques, sont retraités en substances, matières ou produits aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins. (Art. L541-1-1 du Code de l'environnement)

Réemploi
Opération par laquelle un bien usagé, conçu et fabriqué pour un usage particulier, est réutilisé pour le même usage ou un usage différent. La réutilisation et le reconditionnement sont des formes particulières de réemploi.

Refus de tri
Ce sont les déchets mal triés qui bloquent le fonctionnement de la chaîne de tri et polluent le gisement. Ils entraînent des surcoûts de traitement.

REP • Responsabilité Élargie des Producteurs
Principe selon lequel celui qui fabrique, distribue ou importe un produit doit prendre en charge sa fin de vie, notamment la gestion des déchets qui en résultera. Le producteur et le distributeur doivent ainsi financer, organiser et mettre en place les solutions de collecte, de réutilisation ou de recyclage appropriées pour leur produit.

Ressourcerie-Recyclerie
Acteurs du réemploi, les recycleries, également appelées ressourceries, collectent des biens ou équipements encore en état de fonctionnement, mais dont les propriétaires souhaitent se séparer, les remettent en état pour les revendre d'occasion notamment à des personnes ayant des revenus modestes, ou en récupèrent les matériaux pour l'industrie du recyclage. En plus de leur mission de réemploi, elles font de la sensibilisation et de l'information sur la réduction et la gestion des déchets, réinsèrent des personnes en difficulté sociale et contribuent à créer du lien social sur leur secteur.

RTCU
Réseau de Transport de Chaleur Urbain. La chaleur produite par l'Unité de Valorisation Énergétique du Sydetom66 sur le site Arc-Iris de Calce, est acheminée via un réseau de transport (RTCU) de 11 kilomètres, jusqu'au local d'échange de Torremila.

TV
Tout-venant (déchets divers non recyclables et non dangereux, qui ne peuvent être déposés dans les autres flux de déchèterie). Ne possédant pas de filière de recyclage, ces déchets sont traités en centre d'enfouissement.

UTVE Arc-Iris
Unité de Traitement et de Valorisation Énergétique comprenant l'UVE et le Centre de Tri du Sydetom66.

UVE
Unité de Valorisation Énergétique. Unité d'incinération des déchets permettant de produire de l'énergie (électricité et chaleur).

Valorisation des déchets
Conjugaison de différentes actions permettant de diminuer les dépôts et rejets de déchets dans les milieux naturels ; on distingue principalement :
- la valorisation organique par compostage,
- la valorisation matière par recyclage,
- la valorisation énergétique, c'est-à-dire l'incinération conforme aux normes avec récupération d'énergie.





Optimiser la valorisation des déchets pour contribuer à la transition environnementale



Mise en page : Stratèges Multimédia - © Photos : Sydetom66 & AdobeStock - Imprimé sur papier 100% recyclé





Sydetom66
30 ans
1996-2026
Engagé pour notre territoire

sydetom66.fr

Accéder à la version numérique

Naturopôle - Bâtiment I N°9 - 3, Boulevard de Clairfont - CS 40029 - 66350 TOULOUGES CEDEX
04 68 57 86 86 • sydetom66@sydetom66.com

ANNEXE 33 – LA RECYCLERIE - RAPPORT D'ACTIVITÉS 2025

La RECYCLERIE

RAPPORT D'ACTIVITE 2025

COLLECTER, VALORISER, VENDRE ET SENSIBILISER

Délibération AG 2026 01
du 24 juin 2026
La Présidente :
Monique SERVIERES

Cofinancé par
l'Union européenne



Le 24/06/2026

LA PRESIDENTE
Monique SERVIERES

LA RECYCLERIE
15 Boulevard d'Archimède
66200 ELNE
Siret 820 749 935 00020

Cofinancé par
l'Union européenne

FICHE d'IDENTITE :

Association chantier Insertion (A.C.I)

Date de publication de la déclaration de création au JOAFE 21/05/2016 sous le N° W661002339
Catégorie Juridique : 9220 Association déclarée

Siren : 820749935 **Création** le 06/06/2016
Code APE : 3811Z **Collecte des déchets non dangereux**

Siret : 82074993500012 3 impasse de Charlemagne 66700 Argeles/Mer
Siret : 82074993500020 **Modification siège le 01/01/2020**
15 boulevard d'Archimède 66200 ELNE

Convention ACI 220006A1M0 du 01/01/2022 au 31/12/2025

Exonération de TVA, article L80.B 1°du livre des procédures fiscales le 27 aout 2020

Rescrit fiscal Association d'Intérêt Général : en date du 27/02/2025

Etablissement secondaire ACI créé le 01/01/2025
Siret : 82074993500046 10 rue des sitelles 66700 Argelès sur mer

Entreprise d'Insertion (E.I)

Convention E.I : 066230005AUMO en date du 01/01/2022 au 31/12/2022

Etablissement secondaire Entreprise d'Insertion créé le 01/01/2021
Siret : 82074993500038 21 Avenue Gustave Eiffel 66200 Elne

Convention collective des Ateliers d'Insertion IDCC N°3016

Autorisation de Transport : Récépissé N°331/66/2025 pour le transport de déchets par la route le 26 avril

Cofinancé par l'Union européenne

Installation classée protection Environnement ICPE :

- Rubrique 2710-2 : collecte de déchets non dangereux régime administratif DC.
- Rubrique 2711 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 régime administratif DC

Marchés et Conventions

Marché Public prestation de service CDC-ACVI N°2022S15RECYL

Convention Ecologic : contrat ESS n°**66-AREC**

Convention ECOMOBILIER N° de compte : 0534905

Convention CC Sud Roussillon

Zone préservante Saint Cyprien

Convention Métropole Perpignan

Zone préservante Villeneuve de la Raho et le Soler

Convention CC Les ASPRES
Zone préservante de THUIR

Convention avec le SDIS

Convention Matériel Informatique avec la CDC ACVI

Convention Leroy Merlin Perpignan et Rivesaltes

Convention de mise à disposition du bâtiment **Sydetom66 mai 23 à avril 2028**

Cofinancé par
l'Union européenne

SOMMAIRE

1. La RECYCLERIE

1.1. Notre histoire et notre identité
1.2. Le lieu
1.3. Le concept
L'origine projet
Pourquoi une RECYCLERIE sur ce territoire
Les activités de La RECYCLERIE
L'organisation des activités et des lieux
1.4. Les missions
1.5. L'association
1.6. L'équipe de La Recyclerie

2. L'activité 2025

2.1. L'environnement
La Collecte
La Valorisation
La Sensibilisation
2.2. Economique
Les chiffres de vente 2025
Les autres sources de revenus 2025
L'évolution de la valorisation
Les partenaires
2.3. Social
L'emploi
La formation
Nos ressources humaines
Les bénévoles

3. La RECYCLERIE partagée

3.1. Les actions et événements
3.2. Les réalisations
3.3. Le rayonnement
3.4 La communication

Conclusion

Annexes :

Bilan d'exploitation 2025
Bilan financier 2025

Cofinancé par
l'Union européenne

1. La RECYCLERIE

1.1. Notre histoire et notre identité

2016

- **26 avril 2016 :** Assemblée générale constitutive de création de La RECYCLERIE
- **3 mai 2016** : Déclaration de l'Association
- **21/05/2016 :** Publication Déclaration Association sous le n° W661002339
- **Octobre novembre 2016** : Validation du projet de conventionnement
- **Octobre 2016** : Recrutement du personnel : 4 personnes directrice, encadrant, 2 CDDI
- **Décembre 2016 :** Début activité collecte des encombrants

2017

- **11 Mars 2017** : Entrée dans les locaux d'Elne et ouverture de la boutique
- **1 juin 2017 :** Effectifs de La RECYCLERIE 1 Directrice, 3 encadrants, 15 salaries dont 12 CDDI
- **Accompagnement Socio professionnel** Association REGAIN
- **2 juillet 2017 :** AG de La RECYCLERIE
- **5 juillet 2017 :** Inauguration de La RECYCLERIE

2018

- **15 salaries dont 12 CDDI**
- **1 contrat CAE (Secrétariat)**
- **Accompagnement Social Association REGAIN**
- **4 sorties positives :** 1 vers 1 CDD de 6 mois et plus, 3 vers des formations qualifiantes (santé, propreté, comptabilité).
- **8 septembre 2018 :** AG de La Recyclerie

2019

- ✓ **19 salaries dont 15 CDDI** 11 femmes et 4 hommes, 1 contrat CAE **(secrétariat)**
- ✓ **Accompagnement Social** Association REGAIN
- ✓ **6 sorties positives**
- ✓ **2 juillet :** AG de La Recyclerie
- ✓ **Juillet à Septembre 2019 :** Etude sur la transformation de l'Association en Entreprise d'Insertion à travers un DLA

2020

- ✓ **26 salariés dont 20 en CDDI** : 12 femmes et 8 hommes,
- ✓ **Accompagnement Socio-professionnel :** 1 contrat CDI de 28h
- ✓ **6 sorties positives :** 4 sorties positives formation + 2 en Entreprise d'insertion
- ✓ **16 juillet 2020 :** AG de La RECYCLERIE

Cofinancé par l'Union européenne

✓ **10 Décembre :** AG Extraordinaire Changement des statuts. Création de l'Entreprise d'Insertion comme établissement secondaire **Boutique fermée 2 mois et collecte des encombrants stoppée 1 mois à cause de la crise sanitaire du COVID**

2021

- **1 janvier 2021 :** Création Entreprise d'Insertion 4 salariés, 1CDI et 3 CDDI
- En ACI 22 salariés en CDDI
- **31 décembre 2021** : 32 salariés dont 26 en CDDI : 14 femmes et 12 hommes,
- **Accompagnement Socio-professionnel :** 1 contrat CDI 35h
- **11 sorties positives**
- **10 Juin : AG** changement du bureau

2022

- **31 décembre 2022** : 28 salariés dont 21 en CDDI : 10 femmes et 11 hommes, **ACI** 18 salariés, **EI** 3 salariés
- **9 sorties positives :** 3 formations qualifiantes et 6 vers un emploi CDD CDI
- **45 salariés** ont été accueillis à La Recyclerie en 2022
- **10 Juin : AG** modification du rôle des membres du bureau

2023

✓ Décembre 2022 la Recyclerie est déplacée à Argelès au 10 rue des sitelles 66700 Argelès sur Mer

✓ 1 février 2023 démarrage des travaux à la Recyclerie ELNE (réfection toiture et mise en place photovoltaïque)

✓ Décès de la Directrice Mélanie OLIVE le 6 mars 2023

✓ Fin des travaux à Elne en juillet 2023 et déménagement à Elne du 1er aout au 30 septembre

✓ 7 octobre 2023 : **Réouverture de la Recyclerie à Elne et Inauguration avec le Sydétom**

✓ 11 octobre 2023 **: Ouverture de la Matériauthèque à Argelès sur Mer**

✓ **31 décembre 2023** : 38 salariés dont 30 en CDDI et 2 contrats professionnels : 11 femmes et 19 hommes, **ACI** 23, **EI** 7 salariés

✓ **Accompagnement Socio-professionnel :** 1 contrat CDI 35h

✓ **13 sorties positives :** 5 formations qualifiantes, 3 vers une autre ACI et 5 vers un CDD CDI

✓ **53 salariés** ont été accueillis à La Recyclerie en 2023

Cofinancé par l'Union européenne

2024

- **Arrivée de la nouvelle directrice Patricia Gonzalvez le 1er janvier 2024**
- **31 décembre 2024** : 48 salariés dont 37 en CDDI et 3 contrats professionnels : 18 femmes et 19 hommes en CDDI, **ACI** 31, **EI** 6 salariés
- **Accompagnement Socio-professionnel :** 1 contrat CDI 35h et une apprentie à partir du 1er mars
- **8 sorties positives :** 1 formations qualifiantes, 1 CDD,1 création d'entreprise, 2 vers une autre ACI et 3 contrats pro ou aidés
- **61 salariés** ont été accueillis à La Recyclerie en 2024
- **AG le 20 septembre pour faire évoluer les Statuts** (augmentation du nombre de membres du CA) et nouveaux membres au CA et au bureau

2025

- **Arrivée de la nouvelle directrice Nassera SOUFI le 1er octobre 2025**
- **31 décembre 2025** : 43 salariés dont 34 en CDDI et 1 contrat professionnel : 15 femmes et 19 hommes en CDDI, **ACI** 24, **EI** 10 salariés
- **Accompagnement Socio-professionnel :** 2 contrat CDI 35h
- **17 sorties dynamiques et positives :** CIP, 4 CDD, 2 créations d'entreprise, formation poids lourds et transport, réseau et informatique…
- **57 salariés** ont été accueillis à La Recyclerie en 2025
- **AG ext le 10 décembre pour faire évoluer les** membres au CA et du bureau, préparation du changement de président au 01/01/2026

Cofinancé par l'Union européenne

SOCIAL

L'Association La RECYCLERIE est un acteur de l'insertion des personnes éloignées de l'emploi. Elle est depuis 2016 un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI) et complétée depuis le 1er janvier 2021 par une Entreprise d'Insertion, grâce au soutien de la DDETS, du Conseil départemental des Pyrénées Orientales et du SYDETOM 66. La structure accueille depuis 2016,

Année	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
CDDI	4	12	15	23	20	26	21	30	37	34

ENVIRONNEMENT

LA DEMARCHE DE NOTRE ASSOCIATION S'INSCRIT AUSSI DANS LES ACTIONS DU PLAN LOCAL DE PREVENTION DES DECHETS

Albères, Côte Vermeille et Illibéris et celui de la REGION OCCITANIE



SOLIDARITE

L'Association permet l'accès à des objets d'usage courant, des matériaux, de l'outillage et bricolage à petits prix pour des habitants à faibles revenus. Son action est soutenue par la DDETS et répond au Contrat de quartier prioritaire de la ville d'ELNE.

La RECYCLERIE est un lieu d'innovation sociale et technique permettant de développer des initiatives sur le terrain.

L'Association favorise un tissage social grâce à ses boutiques, véritable lieu de rencontre, mais aussi avec les ateliers qu'elle propose et les manifestations auxquelles elle participe et organise.

Cofinancé par l'Union européenne

Extraits des statuts AG extraordinaire du 10 décembre 2020 ,
modifié en AG extraordinaire du 20 septembre 2025:

Article 2 : Objet

L'association a pour objet : l'insertion par l'activité économique de personnes en difficulté.
Elle vient en aide aux personnes les plus éloignées de l'emploi en raison de difficultés sociales (âge, santé, précarité) et professionnelles en leur proposant un accompagnement renforcé socioprofessionnel et l'accès à la formation nécessaires à leur insertion professionnelle et au retour à une certaine forme d'autonomie.
L'Association permet, par la remise au travail encadré et l'accès à la formation, de lever les freins périphériques à l'emploi durable et constitue un véritable tremplin vers le retour sur le marché du travail et à la vie sociale.
L'Association s'inscrit dans une démarche laïque et apolitique

Article 3 : Moyens d'action

Afin de réaliser son objet, l'Association se propose de recourir notamment aux moyens d'action suivants :

- ✓ *Collecte des encombrants et tri (collectivité publiques, apport par des particuliers, récupération d'encombrants en déchetterie en vue de leur réemploi, mise en place d'une zone préservante par le positionnement d'un conteneur).*
- ✓ *Valorisation des déchets encombrants ménagers et des déchets industriels non dangereux (relooking travail d'atelier, recyclage avec les éco-organismes).*
- ✓ *La vente, permanente ou occasionnelle, de tous produits ou services entrant dans le cadre de son objet, et susceptible de contribuer à sa réalisation et notamment la vente de meubles réparés ou recyclés et objets divers en boutique et en ligne*
- ✓ *Le déménagement solidaire, le déménagement de résidences de particuliers en difficultés sociales et économiques*
- ✓ *La mise en place d'ateliers de réparation en tout genre.*
- ✓ *La réalisation de prestations de services solidaires ou la mise en œuvre de toute activité contribuant ou favorisant le développement de l'objet de l'Association.*
- ✓ *Dans ses moyens d'action, l'Association pourra bénéficier de dispositifs conventionnés tels que des Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI) et des Entreprises d'Insertion (EI).*

Cofinancé par
l'Union européenne

1.2. Le lieu

La RECYCLERIE d'ELNE est située au 15 boulevard d'ARCHIMEDE à ELNE 66200. Et depuis le 1er décembre 2022, dans un deuxième bâtiment situé au 10 rue des sitelles à Argelès sur mer. Les locaux d'Argelès ont été dédiés à la création d'une Matériauthèque à compter du 1er octobre 2023.

Horaires d'ouverture fin 2025 :
Boutiques ouvertes du mardi au jeudi de 9h à 12h et de 13h00 à 16h00
et le vendredi et samedi de 9h à 12h.
Dépôts : tous les jours ;
Collecte à domicile sur RDV.
Collecte d'encombrants selon un calendrier mensuel par village.
Collecte hebdomadaire des zones préservantes des déchèteries.

15 Boulevard d'Archimède Elne





Par téléphone : **09 54 61 07 83**

Par courriel : Larecyclerie.elne@gmail.com

Facebook : https://fr-fr.facebook.com/La-Recyclerie-dElne

Cofinancé par l'Union européenne

1.3. Le Concept

L'origine du Projet :

A la base du Projet de La RECYCLERIE, une réflexion de quelques-uns du territoire de la Communauté de Communes Albères Côte-Vermeille Illibéris (CDC ACVI), fait le constat des possibilités de réemploi des déchets qui sont amenés dans les déchèteries du territoire.
De cet état des lieux et du fait que des chantiers d'insertion à l'emploi se créent, l'idée de cette structure fait son chemin. Des années passent et le Projet arrive à maturité. Il obtient l'aval de la CDC ACVI et le Projet est officiellement lancé en 2016 sur le territoire de la CDC ACVI.

Pourquoi une recyclerie sur ce territoire ?

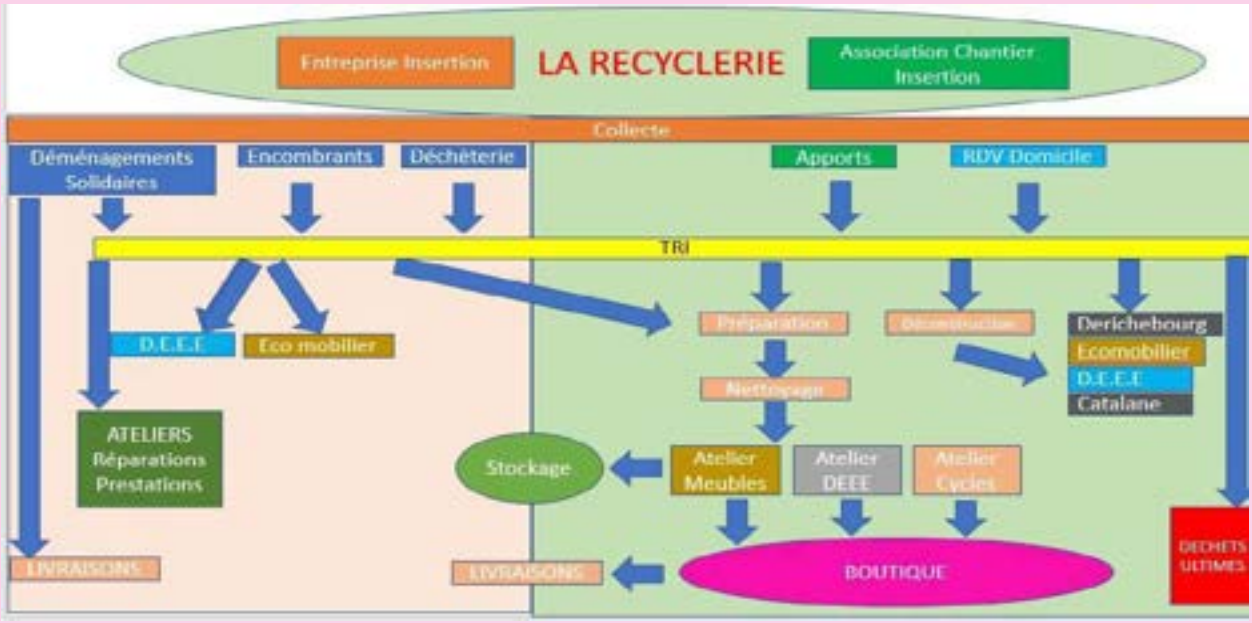
Cinq réponses à cette question sont portées par CDC ACVI :

- Réduire les coûts de traitement des déchets et stabiliser la T.E.O.M (taxe d'enlèvement des ordures ménagères).
- Réduire les déchets sur le territoire départemental, dans le cadre du Programme Local de Prévention des Déchets porté par le SYDETOM66. Chaque jour, de nombreux objets, toujours en bon état, mais dont nous n'avons plus l'utilité, sont jetés. La RECYCLERIE est l'opportunité de leur donner une 2ème vie et de contribuer ainsi à la réduction du volume de déchets.
- Sensibiliser à l'environnement et à notre mode de consommation, grâce à un centre de documentation, des ateliers, des animations et tous les autres moyens nécessaires à la réalisation de cet objectif.
- Favoriser des comportements citoyens et respectueux de l'environnement, par exemple à travers la vente de produits écologiques.
- S'inscrire dans une démarche de gestion concertée et durable des déchets.

Dans ses moyens d'action, l'Association bénéficie des dispositifs conventionnés que sont les Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI) et les Entreprises d'Insertion (EI).

Cofinancé par l'Union européenne

Les activités de la Recyclerie



- La RECYCLERIE assure un service de collecte par **apport volontaire** au dépôt installé à côté des boutiques.



- La RECYCLERIE assure un service de **collecte des encombrants** (collectivité publique…)



Les secteurs de collecte des encombrants pour l'année 2025 sont ARGELES sur MER, ELNE, BAGES, SOREDE, PALAU del VIDRE et SAINT ANDRE, ORTAFFA, LARROQUE des ALBERES, VILLELONGUE dels Monts, SAINT GENIS des Fontaines, MONTESQUIEU.

- La RECYCLERIE assure aussi un service **récupération d'encombrants en déchèterie** en vue de leur réemploi, par la mise en place d'une zone préservante avec un conteneur attitré.

Cofinancé par l'Union européenne



Les déchèteries concernées se situent sur 4 communautés de communes différentes :

- CDC ACVI : Argeles sur Mer, Elne, Laroque des Albères, Port Vendres, Cerbère
- CDC LES ASPRES : Thuir depuis mai 2019
- CDC Sud ROUSSILLON : Saint Cyprien Mars 2021
- Perpignan Méditerranée Métropole : Villeneuve de la Raho et Le Soler depuis 2022

- L'Association assure aussi un service de **collecte à domicile sur RDV** et un service **de débarras solidaire**



- L'Association reçoit aussi **des dons d'objets ou de matériels à travers des conventions** : matériel informatique, bricolage et matériaux de constructions, meubles, objets de décoration.

- **La valorisation** :

Les objets valorisés sont vendus à prix solidaires dans la boutique d'ELNE ou celle d'Argelès.
Dans la boutique à Elne nos clients trouvent de l'électroménager, de l'équipement informatique, des meubles, des articles de décoration, des livres, des DVD, des jouets, de l'équipement de puériculture etc…
En octobre 2023 la Matériauthèque a été créée dans la boutique d'Argelès. Nos clients y trouvent des matériaux de construction et de bricolage d'occasion et de l'outillage : parquet, carrelage, sanitaires, des outillages de bricolage et de jardin, du mobilier de jardin, des pièces détachées électrique, de la quincaillerie, de l'électroménager …. L'ambition de cette boutique est, en particulier, de permettre aux auto-constructeurs de trouver les matériaux de seconde main dont ils ont besoin. Ces éléments sont issus de dons de magasins de bricolage, des erreurs de commande, de la déconstruction de bâtiments.

La RECYCLERIE a mis en œuvre des ateliers afin de redonner une deuxième vie aux objets collectés ou pour prolonger leur utilité :

- ✓ Réparation des appareils électroménager, électronique, informatique
- ✓ Relooking de meubles,
- ✓ Création de meubles ou articles de décoration en réutilisant des objets collectés,

Depuis 2021 un atelier de déconstruction permet de démanteler des appareils ou des objets inutilisables contenant des métaux qui sont revendus au prix du marché.

Cofinancé par l'Union européenne

L'organisation des activités et des lieux

L'organisation est semblable quel que soit le site et les activités sont adaptées aux ventes réalisées dans les deux boutiques.

- L'**accueil et le pré-tri**

  A l'arrivée sur le site, l'accueil des déchets collectés et des apports est réalisé et le déchargement, un premier tri, nettoyage, diagnostic des objets, orientation et pesée des objets collectés est organisé et réalisé par les salariés.

  Le taux de valorisation global dépend en grande partie de la qualité du tri initial. Le pré-tri et le diagnostic sont déterminants pour la performance de la structure.

- Les ateliers de **valorisation** des meubles, de l'électroménager et des matériaux de construction ou de bricolage
  - Le mobilier : nettoyer, dépoussiérer, cirer (meubles en bois massif), vérifier l'état, acheminer en boutique ou à l'atelier pour relooking
  - Les équipements électriques et électroniques : le test des appareils électriques et électroniques, ce qui suppose l'accès à des sources de fluides (réseaux électriques, eau...)
  - Les produits de construction et bricolage : vérifier leur état, monter les meubles en kit, tester les appareils, nettoyer et mettre en rayon.

  L'atelier bois et l'atelier électroménager sont sur Elne.

- **Les boutiques**

  En ce qui concerne la vente, elle est réalisée sur les deux sites depuis le 11 octobre 2023.
  A Elne, la surface de la boutique a été augmentée de 170 à 200 m2 suite aux travaux de 2023, et le bâtiment est en auto consommation, suite à la pose des panneaux photovoltaïque sur le toit.
  Une zone de chalandise couverte permet à l'extérieur, d'organiser des ateliers éphémères, des stands pour nos partenaires.

  A Argelès la boutique est consacrée à la vente essentiellement de produits de construction, de bricolage, de quincaillerie et d'outillage de jardin. La surface intérieure de la boutique est d'environ 150m2 et la majorité de la cour est réservée à l'exposition-vente de carrelage et de sanitaires. En 2025 l'organisation de la Matériauthèque a été l'objectif prioritaire. Le résultat est très apprécié par les clients.

  Les horaires d'ouverture des deux boutiques ont été élargies et sont communes aux deux sites : du mardi au jeudi de 9h à 12het de 13h à16h, le vendredi et le samedi de 9h à12h.

- **Les bureaux**

  Le responsable administratif et comptable réalise ses missions depuis le site d'Argelès. La Direction comme les accompagnatrices socio-professionnelle se partagent sur les deux sites. Les encadrants de l'EI, l'encadrante bois et l'encadrant de l'atelier DEEE sont principalement sur le site d'Elne. L'encadrant Matériauthèque est présent sur le site d'Argelès.

Cofinancé par l'Union européenne

1.4. Les missions

Créer de l'emploi local

L'Association a pour mission l'insertion par l'activité économique (IAE) de personnes en difficulté. Elle vient en aide aux personnes les plus éloignées de l'emploi en raison de difficultés sociales (âge, santé, précarité…) et professionnelles. Elle leur propose un accompagnement socio-professionnel et l'accès à l'emploi nécessaire au retour à une certaine autonomie.

Renforcer le lien social par la création de services solidaires de proximité

Encourager la solidarité et la citoyenneté, en mettant en œuvre une économie sociale collaborative.
Animer un lieu de rencontre entre les citoyens portant des valeurs communes tels que la réduction des déchets, la consommation responsable, la solidarité.

Promouvoir le réemploi

Redonner aux encombrants une 2ème vie ou prolonger leur vie.
Porter un message citoyen et responsable sur l'ensemble du territoire en sensibilisant les usagers à la consommation responsable et citoyenne et à la réutilisation.

1.5. L'Association

Les administrateurs et le bureau de la Recyclerie après l'AG de septembre 2024

Le Bureau

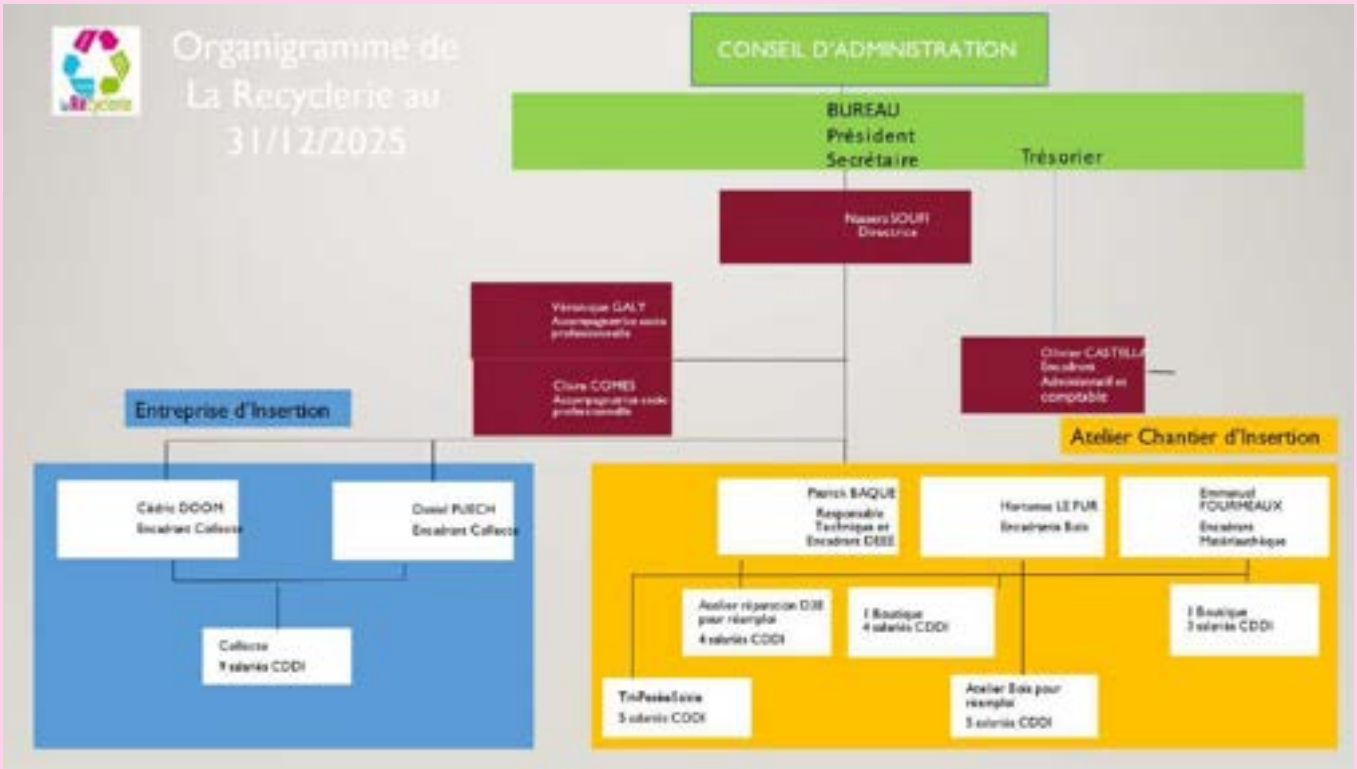
Président :	Roger CARRERE
Secrétaire :	Martine CALVET
Trésorier :	Robert SARDA
Trésorier adjoint :	Jean-Marc PERIOT
Secrétaires adjoints :	Nicole PARIS, Nathalie PELLEGRIN et Pierre AYLAGAS

Cofinancé par l'Union européenne

Les administrateurs :

NOM PRENOM
ANDREANI Paul
AYLAGAS Pierre
BODINIER Marie-Christine
BROC Hélène
CALVET Martine
CARRERE Roger
DUBOISSE Martine
ESCLOPE Guy
GOBIN Marie Jo
MARTIN Stéphane
MENDIBOURE Karine
MEYRIGNAC Lucas
PARIS Nicole
PELLEGRIN Nathalie
PERIOT Claire
PERIOT Jean-Marc
PERIOT Yvette
SARDA Robert

1.6. L'équipe de la RECYCLERIE

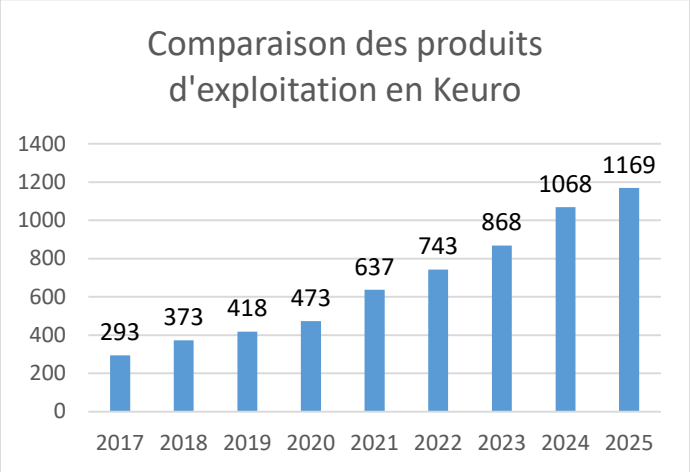


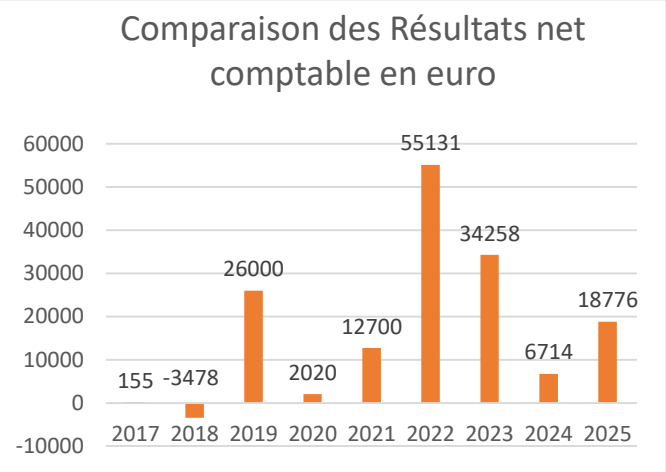
La nouvelle Directrice, Nassera SOUFI, est arrivée le 1er octobre 2025. Elle a remplacé Patricia GONZALVEZ qui a fait valoir ses droits à la retraite.

Cofinancé par l'Union européenne

2. L'activité 2025

En 2025, l'Association La RECYCLERIE a poursuivi le développement de ses activités et de nouveaux projets. Les activités de collecte ont connu une légère augmentation par rapport à 2024, 790 tonnes d'objets ont été collectées, soit 14% d'augmentation (contre 694T en 2024) et le chiffre d'affaires des produits d'exploitation a atteint 1 169 000€ (contre 1 068 000 € en 2024 soit 9% d'augmentation).





Le résultat net comptable 2025 est de 18776 euros (contre 6714 euros en 2024).

2.1. L'environnement

Acteur du réemploi, l'objectif de La Recyclerie est de donner une seconde vie aux objets, de prolonger leur utilité et de diminuer ainsi le nombre d'objets envoyés à l'incinération ou à l'enfouissement. Pour nous, les déchets des uns sont les ressources des autres et en particulier celles de La RECYCLERIE. Pour combattre le dépôt sauvage, le trop-plein des déchèteries et des encombrants, l'Association propose un service de réemploi qui répond aux enjeux des collectivités et au Plan Local de prévention des déchets. L'activité de La RECYCLERIE contribue à diminuer leur budget de gestion des déchets tout en favorisant l'emploi et le lien social.
Des actions de sensibilisation ont été réalisées lors des évènements organisés par l'Association chaque trimestre.

La Collecte

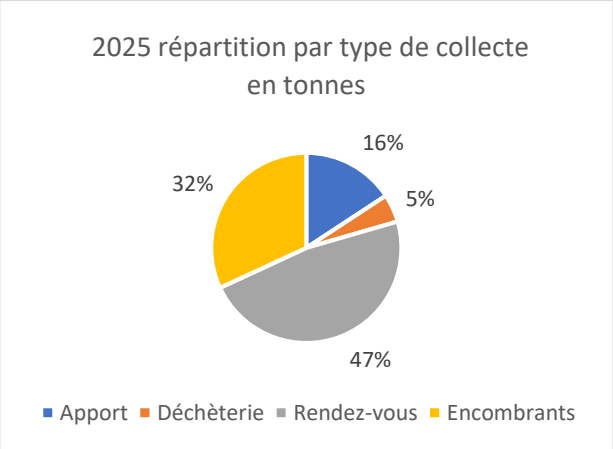
La RECYCLERIE collecte tous les apports volontaires, sans distinction de leur état. La collecte des encombrants et celle des zones préservantes des déchèteries sur le territoire de l'ACVI est assurée depuis 2016 dans le cadre d'un marché public passé avec la CCACVI. L'association collecte aussi dans les zones préservantes de la CDC des Aspres, de Sud Roussillon et de Métropole Perpignan Méditerranée. L'Association effectue des collectes sur RDV à domicile jusqu'à environ 50 km autour d'Elne.

Cofinancé par l'Union européenne

La Valorisation

En 2025, l'Association a

- collecté 790 tonnes de déchets évités,
- vendu 240 tonnes d'objets dans ses boutiques, 50% d'augmentation
- vendu 530 tonnes aux éco-partenaires agréés,
- atteint 30% de taux de réutilisation, soit la cible depuis plusieurs années.
- vendu en moyenne 1kg à 1.16 euro (1.34 en 2024)
- valorisé 97% des objets collectés soit 770 tonnes.



Répartition par type de collecte en tonnes

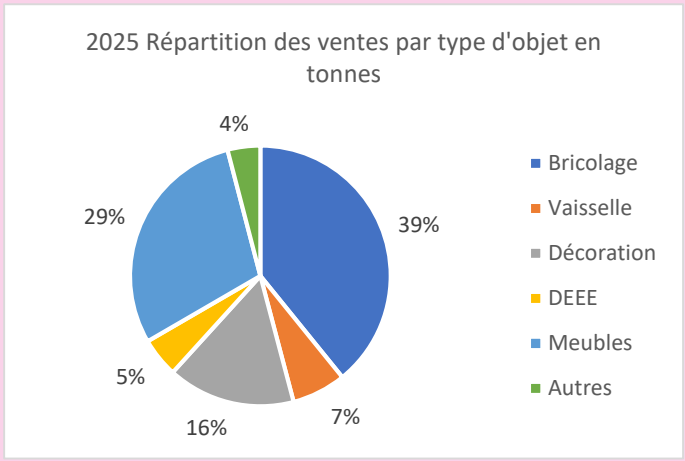
Les collectes sur rendez-vous représentent 47% alors que la collecte des encombrants représente 32% du volume collecté ; ce sont les mêmes proportions qu'en 2024.

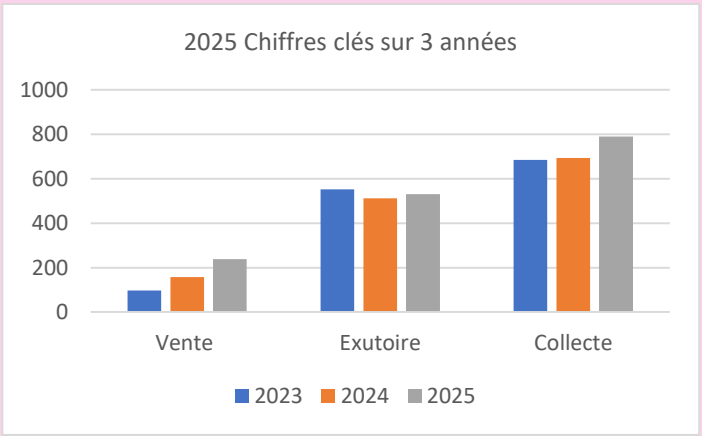
Les apports 16 % ont légèrement augmenté, la collecte dans les déchèteries reste à 5%.

En 2025,

- *Avec 39% le bricolage et le matériel de construction sont le 1er type d'objets réemployés, grâce à la création de la matériauthèque. Ce chiffre a doublé depuis 2024.*
- *Les meubles vendus représentent 29% des objets vendus*
- *Enfin le DEEE représente 16% du tonnage vendu.*

la vaisselle et la décoration complètent le podium avec environ 6% chacun.





En 2025,

L'augmentation du tonnage collecté a été réemployé, ce qui entraine l'augmentation du taux de réutilisation qui atteint en 2025 30%.

Cofinancé par l'Union européenne

La Sensibilisation

La sensibilisation au réemploi est l'une des missions de La RECYCLERIE, au même titre que la collecte, la valorisation et la vente. Tous sont concernés, citoyens comme consommateurs, par les enjeux de l'environnement et de la réduction des déchets. Souvent sous-évaluée car moins facilement quantifiable, la sensibilisation est néanmoins un levier d'action prépondérant, efficace et concret pour agir sur les habitudes des citoyens du territoire.

En 2025, l'Association s'est déployée sur l'ensemble du territoire du PLPD du territoire ainsi que dans le quartier prioritaire de la ville d'ELNE. Ces initiatives nourrissent la raison d'être de La RECYCLERIE, en tant que lieu d'échanges et de cohésion sociale, de solidarité et de créativité.

Les évènements « showroom » régulièrement ont donné lieu à des sensibilisations à l'ensemble des clients par le SYDETOM66, la CCACVI, SUD ROUSSILLON, LA METROPOLE PERPIGNAN MÉDITERRANÉE, l'association IDA, l'association du « Maillon Solidaire ».

2.2. Economique

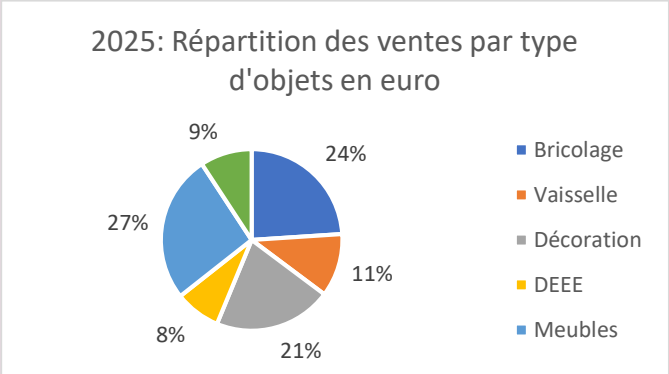
La RECYCLERIE est une Association loi 1901 à but non lucratif. Au cœur de l'économie sociale et solidaire, l'Association pratique des prix solidaires pour donner accès à ces objets du quotidien et des matériaux au plus grand nombre. L'année 2025 montre une recette des ventes supérieure à 2024 et une confiance et un soutien renouvelé par de nombreux partenaires publics et privés.

La Recyclerie adhérente à l'UPAM (Union des Pôles d'Activités Méditerranéens) à Argelès a intégré le tissu économique local. Un petit déjeuner et une réunion plénière ont été organisés dans les locaux de la Matériauthèque avec l'ensemble des adhérents pour nous faire connaître.

Les chiffres de vente en 2025

En 2025, nous avons vendu le kilo en moyenne à 1.16 euro, à 19085 clients (17235 en 2024), soit environ 1600 clients par mois avec un panier moyen qui a augmenté de 20% pour atteindre de 14.7 euros en moyenne (12.2 euros en 2024).

Parmi ces clients 15 000 résident sur 5 territoires : Elne (66200), Argelès (66700), Saint Cyprien (66750), Saint André (66690) et Perpignan.



La vente d'objets en boutique a atteint en 2025 à 276 000 €, soit une augmentation de 31% par rapport aux 210 000 € de 2024.

Le chiffre d'affaires des boutiques a augmenté. Ce qui illustre la pertinence et l'intérêt économique d'une recyclerie et de sa matériauthèque sur ce territoire.

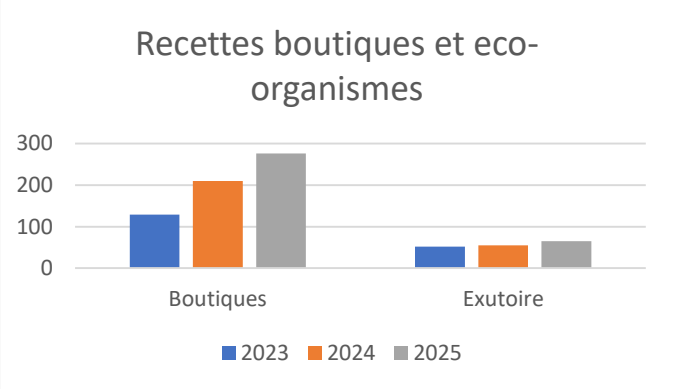
Cofinancé par l'Union européenne

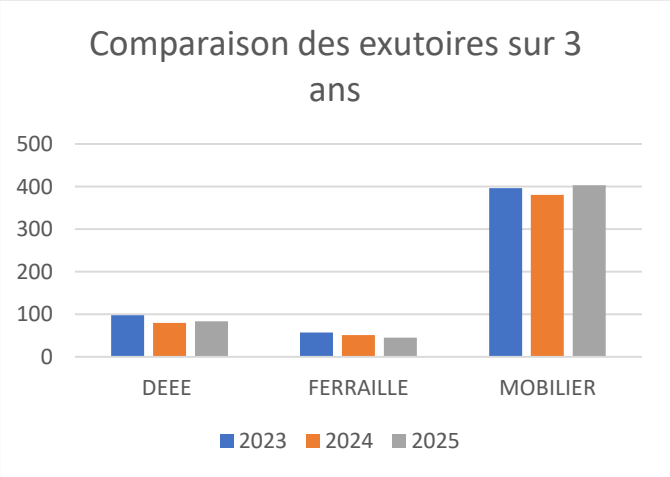
Les autres sources de revenus

L'offre de service « collecte d'encombrants » proposée en 2025 a engendré un chiffre d'affaires de 145 414€ sur le territoire CC ACVI. Le contrat a été renouvelé en octobre 2025 et attribué à La Recyclerie pour 3 ans. Il sera renégocié en septembre 2028.
Les prestations de débarras solidaires et de livraisons représentent 32700 euros (contre 24710 en 2004) en 2025. Cette augmentation s'appuie sur un réseau de partenaires sociaux.

Les autres sources de revenus de l'Association proviennent de la valorisation en réemploi ou en matière. ECOLOGIC, ECOMOBILIER, La Catalane, PURFER rémunèrent La RECYCLERIE au tonnage collecté et enlevé par leurs soins et au tonnage réemployé vendu dans nos boutiques. En 2025, les revenus reçus de la part de nos partenaires représentent 66 600 € (55 000en 2025). L'augmentation de 21% est liée à la fois à de nouveaux barèmes plus intéressants pour La Recyclerie et à la reprise depuis 2025, de jouets et articles de jardin et de bricolage.

L'évolution de la valorisation dans les filières :





En 2025 LA RECYCLERIE a vendu

- 83 tonnes de DEEE à ECOLOGIC,

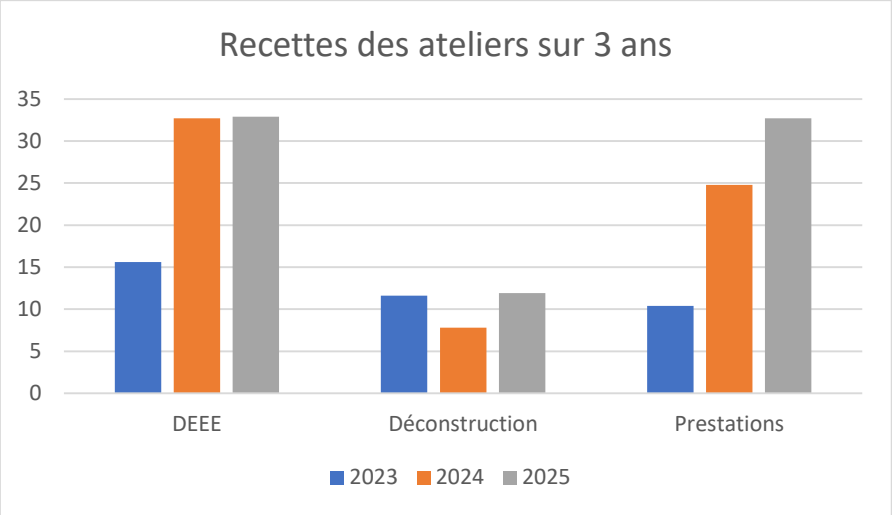
- 45 tonnes de ferraille à la Catalane et à Purfer

- 403 tonnes de mobilier et bois à ECOMAISON,

soit un total de 512 tonnes.

Cofinancé par l'Union européenne

L'évolution de la valorisation des ateliers de transformation :



En 2025, les recettes des ateliers ont légèrement augmenté pour atteindre 77 500 euros par rapport à 72 400 euros en 2024, soit +7%.

Cette augmentation est liée essentiellement à celle des ventes des débarras solidaires et des livraisons.

Cofinancé par l'Union européenne

Les partenaires

LA DDETS

La convention avec la DDETS nous a permis d'ouvrir notre Atelier Chantier d'Insertion et de devenir employeur en Décembre 2016. En 2025 la DDETS a soutenu l'Association régulièrement via le Fond Départemental d'Insertion lors d'investissements .

L'Insertion par l'Activité Economique (IAE) est une des vocations de l'Association, plus d'informations sont données dans la partie « Social ».

La CDC ACVI

Partenaire du premier jour, la CDC ACVI a lancé un appel d'offres pour la collecte des encombrants qui a permis de contractualiser avec La RECYCLERIE un marché de prestations de service.

Elle est compétente en matière de collecte des déchets ménagers et a en gestion les 5 déchèteries du territoire.

Elle a mis en œuvre un plan local de prévention des déchets auquel La RECYCLERIE participe par son action.

De nombreuses actions communes de sensibilisation sont réalisées avec cet E.P.C.I.

Le SYDETOM 66

Le Sydetom66 est en charge du traitement des déchets ménagers des 226 communes du département.

Le syndicat a créé la première Recyclerie/ressourcerie du département à Céret.

L'achat du bâtiment, son aménagement et le soutien au Projet de la RECYCLERIE d'Elne ont permis cette réalisation en MARS 2017.

Le bâtiment a été mis à disposition de notre Association et un soutien sur la communication et les actions de sensibilisation ont été réalisés

Le CD66

Le Conseil Départemental des Pyrénées Orientales nous soutient pour l'emploi de salariés bénéficiaires du RSA dans le cadre de l'Atelier Chantier d'Insertion.

Le CD66 nous accompagne dans le cadre du conventionnement avec une aide à l'encadrement.

Le CD66, nous a aussi accompagné au démarrage de l'activité au niveau des investissements par une aide.

Cofinancé par l'Union européenne

L'AIRDIE

La banque solidaire nous a accompagné au démarrage de La RECYCLERIE avec l'octroi d'un prêt de 30 000 €. Ce qui nous a permis de réaliser des investissements.

La CAISSE d'EPARGNE

Le Mécénat de la Caisse d'Epargne nous a permis une aide au démarrage de l'activité.
Outre ses conseils, elle est devenue la banque partenaire de notre développement et de La RECYCLERIE.

L'ADEME

L'ADEME est intervenue dans ce projet dans le cadre des travaux d'aménagement du bâtiment.
Elle est intervenue dans les projets d'investissements de La RECYCLERIE dans le cadre d'appel à projets.

La Région OCCITANIE

La Région Occitanie est intervenue dans ce projet dans le cadre des travaux d'aménagement du bâtiment.
Elle est intervenue dans les projets d'investissements de La RECYCLERIE dans le cadre d'appel à projets. C'est l'autorité qui est en charge du plan régional de prévention des déchets.

Cofinancé par l'Union européenne

L'Europe et son fonds social Européen

Dans le cadre de « l'appel à projets Occitanie_P1.OSH_Pyrénées-Orientales_ACI et Levée des freins 2025"
Cet Axe d'intervention se décline suivant les objectifs suivants :
Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés".
La subvention globale au titre du programme national FSE+ "Emploi, Inclusion, Jeunesse et Compétences" a été signée le 14/05/2025.
Le projet consiste à l'encadrement technique et l'accompagnement socio-professionnel de publics éloignés de l'emploi, salariés en CDDI dans le cadre de l'Atelier Chantier d'Insertion agréé par l'État, dont l'objectif est l'accès à l'emploi ou à la formation. Cette opération est éligible au Programme national FSE+ Emploi-Inclusion-Jeunesse-Compétences 2022-2027.
Pour 2025, La RECYCLERIE a fait appel à ce dispositif.

AG2R LA MONDIALE

AG2R La Mondiale est un organisme français, à but non lucratif, de protection sociale et patrimoniale. Elle doit nous accompagner dans un projet d'investissement.

CDC LES ASPRES

Cette collectivité a contractualisé avec La RECYCLERIE pour mettre une Zone Préservante en déchetterie de Thuir. Des actions communes sont prévues au niveau de la sensibilisation du public au réemploi.

CDC SUD ROUSSILLON

Cette collectivité a contractualisé avec La RECYCLERIE en 2021 pour mettre une zone préservante en déchèterie de Saint CYPRIEN. Des actions communes sont prévues au niveau de la sensibilisation du public au réemploi.

Perpignan Méditerranée Métropole

Cette collectivité a contractualisé avec La RECYCLERIE en 2021 pour mettre une zone préservante en déchèterie de Villeneuve la RAHO et en 2025 avec celle du Soler. Des actions communes sont prévues au niveau de la sensibilisation du public au réemploi.

Les communes qui nous ont fait confiance pour la collecte des encombrants :

Les autres PARTENAIRES en 2025 :

Cofinancé par l'Union européenne

2.3. Social

En plus de la fonction d'employeur, l'Association accueille des bénévoles et des stagiaires tout au long de l'année. Tous travaillent main dans la main pour que le plus grand nombre de clients puisse avoir accès à des objets revalorisés à prix solidaires.

L'action sociale de La RECYCLERIE est prépondérante et intrinsèque à son activité.

En 2025 elle a consolidé sa structure d'Insertion par l'Activité Economique pour sa 9ème année en tant qu'ACI et depuis 5 ans pour l'Entreprise d'Insertion (E.I).

L'emploi

En décembre 2016, l'Association a ouvert son Atelier Chantier d'Insertion (ACI) conventionné avec notre partenaire la DDETS avec 2 Salariés et 2 CDDI. En 2025, l'Association a continué à se structurer et à se stabiliser : 9 salariés permanents (1 directrice, 6 encadrants, 2 accompagnatrice Socio Professionnel) dont 1 contrat aidé et 34 salariés en CDDI: 15 femmes et 19 hommes en CDDI, **ACI** 24, **EI** 10 salariés.

Pendant l'année 2025, 57 salariés ont été accueillis à la Recyclerie, pratiquement comme en 2024.

L'Association est une structure de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE). Notre objectif est d'accompagner nos salariés en insertion vers des contrats durables (CDI, CDD de plus de 6 mois, création d'entreprise), de transition (contrats aidés, autres IAE, …) ou vers des formations professionnalisantes dites positives. Nous souhaitons que les salariés passant par notre structure nous quittent sur une sortie dite "dynamique" (contrat durable, transition ou formation qualifiante, etc.). Pour ce faire, l'Association accompagne les salariés à deux niveaux **l'ASP et l'Encadrant**.

L'accompagnement opérationnel est assuré **par l'Encadrant technique**.

Ce salarié permanent a pour mission de manager l'équipe qui lui est confiée, d'expliquer les procédures, d'assurer l'activité de production.

Il accompagne au quotidien et transmet les compétences que les salariés en insertion, valorisent dans leur projet professionnel et leur recherche d'emploi.

L'accompagnement social est assuré par une **Accompagnatrice Socio-Professionnelle (A.S.P)** qui est une salariée permanente de l'Association.

Ainsi, l'ensemble de nos salariés bénéficie des compétences de professionnels de l'insertion.

L'ASP rencontre individuellement chaque salarié régulièrement et travaille, avec l'Association et le salarié sur son parcours professionnel et ses projets.

La RECYCLERIE est un terrain favorable au développement de compétences métier. L'Association propose différents postes de travail permettant d'accéder à divers métiers : vendeur, caissier, accueil téléphonique, réparateur de petit objets, chauffeur livreur, magasinier, travail du bois, créateur, etc.

Cofinancé par l'Union européenne

La formation

En 2025, 10 salariés ont suivi des formations, ce qui a représenté un volume de 5200 heures pour un budget de 85 000 euros.
Les salariés en insertion peuvent réaliser des formations qualifiantes de longues durées pour obtenir des diplômes qui correspondent à leur projet professionnel personnel.
8 salariés ont suivi ces formations pour devenir conseillère en insertion professionnelle,

- 1 formation restauration collective
- 2 formations poids lourds
- 1 formation transports en commun
- 2 formation technicien réseau informatique,
- 1 formation naturopathe
- 1 formation carrosserie/peinture auto

2 salariés en contrat pro et contrat aidé « Conseillère en insertion » et « Assistant encadrant technique » ont été accueillis depuis 2024. La conseillère en insertion a été embauchée en mars 2025.

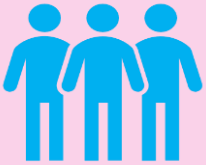
Des ateliers collectifs ont été animés pour l'ensemble des salariés en insertion. Ces ateliers leur ont permis de se familiariser avec les différents sites internet nécessaires (France Travail, CAF, Formation, …) et les outils informatiques.
Un point d'orgue a été le démarchage auprès des entreprises situées en proximité de nos sites pour présenter La Recyclerie, ses missions mais aussi ses attentes en emplois et en période d'immersion.
Enfin les salariés ont pu rencontrer des associations qui peuvent les soutenir : wemouv, gestion budgétaire, micro emprunts, création d'entreprise, …
Une démarche de validation des acquis a permis à 6 salariés d'obtenir des qualifications de chauffeur livreur et de caissière.

A ces actions se rajoutent des formations de quelques heures aux gestes de premier secours, aux gestes et postures, contre les addictions, au tri des déchets, …

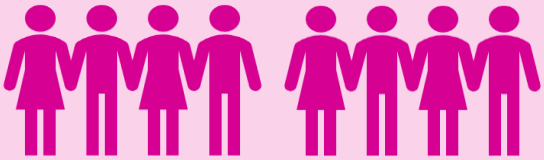
L'objectif de ses actions de formation est d'accompagner les salariés en CDDI sur le plan socio-professionnel. Ce volet est travaillé en parallèle de l'accompagnement technique du salarié sur l'activité professionnelle support et permet un suivi individualisé et renforcé vers l'emploi. Les encadrants techniques ont créé des actions de formation sur les différents postes métiers avec des supports pédagogiques.

Cofinancé par l'Union européenne

Nos ressources humaines au 31 décembre 2025 :

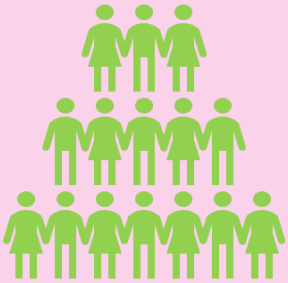


9 Salariés permanents dont un contrat aidé



34 Salariés en insertion, soit 22,6 ETP dont 15 femmes et 19 hommes

24 salariés en ACI et 10 salariés en EI



Une vingtaine de bénévoles



Cofinancé par l'Union européenne

Les bénévoles :

Au 31 décembre 2025, La RECYCLERIE compte une vingtaine de bénévoles dont la moitié d'actifs. Nos bénévoles viennent de tout le territoire des Albères, Côte Vermeille, Illiberis.
C'est aussi grâce à leur implication et leur soutien que La RECYCLERIE a atteint ses objectifs. Le bénévolat est une valeur très présente au sein de l'Association puisque ce sont eux qui ont permis de crédibiliser l'activité à ses débuts et la maintenir lors d'évènements.

3. La RECYCLERIE partagée

3.1. Les actions et événements

Des évènements sont organisés tous les trois ou quatre mois à la boutique. Ils permettent de proposer à la vente les différentes collections de meubles relookés, ainsi que des créations de meubles ou d'articles de décoration issus des ateliers Bois ou Electroménager.
Lors de ces évènements une bonne partie des salariés est présente. Ils sont en contact avec les clients et leurs retours très positifs leur permettent de mesurer la qualité des travaux qu'ils ont effectués. En 2025, nous avons réalisé 3 évènements qui ont été de vrais succès !



Cofinancé par
l'Union européenne







Cofinancé par
l'Union européenne











Cofinancé par l'Union européenne

Aménagement de la Matériauthèque :





Les véhicules de collecte

Un nouveau camion a été acquis en 2025, ce qui conduit La Recyclerie à une flotte de 6 camions.



Cofinancé par
l'Union européenne

3.2. Quelques réalisations





Cofinancé par
l'Union européenne









Cofinancé par
l'Union européenne

3.3. Le rayonnement de La RECYCLERIE

En 2025,

19085 clients sont venus dans les boutiques. Ils ont acheté un panier moyen de 14,7 euros.

80% des départements affichent des dépenses entre 10 et 400 euros.

98% des clients sont issus des Pyrénées Orientales et 75% de l'ACVI.



Carte des Pyrénées Orientales : répartition géographique des achats en boutique

Cofinancé par l'Union européenne

4 La communication

La page FACEBOOK de La RECYCLERIE est le trait d'union très efficace entre l'Association et ses clients. Des photos des objets en vente sont mises en ligne systématiquement avant chaque ouverture de la boutique. Une page Facebook pour la Matériauthèque complète le panel d'information.

A fin 2025 19435 personnes sont abonnées au site de La RECYCLERIE ou de la Matériauthèque sur Facebook.

https://www.facebook.com/La-Recyclerie-dElne









Cofinancé par l'Union européenne

Ils parlent de nous :

Radio AVIVA

Nous sommes ravis d'avoir pu vous recevoir au micro de **RADIO AVIVA Perpignan**, le lundi 1er décembre. L'émission a été diffusée le 5 décembre.

Votre émission est disponible en podcast à l'adresse suivante :

https://radio-aviva.com/perpignan/podcast/recyclerie-delne-et-materiautheque-dargeles-nassera-soufi-directrice/

Nous sommes ravis d'avoir pu vous recevoir au micro de **RADIO AVIVA Perpignan**. L'émission a été diffusée le 27/02/25 à 9h00. Elle sera rediffusée.

Votre émission est également disponible en podcast à l'adresse suivante :

https://radio-aviva.com/perpignan/podcast/voyage-en-amerique-patricia-gonzalvez-directrice-de-la-recyclerie-delne-hortense-le-fur-encadrante-technique/

Dans L'INDEPENDANT régulièrement



ENVIRONNEMENT

Où vont nos encombrants ?

« Donner une seconde vie aux objets »

Son plan

La matériauthèque

L'insertion, la fibre sociale des collectivités

Cofinancé par l'Union européenne

CONCLUSION

L'Association LA RECYCLERIE a accueilli Nassera SOUFI, la nouvelle Directrice au 1er octobre 2025 suite au départ à la retraite de Patricia GONZALVEZ. Son arrivée a permis de renforcer l'accompagnement des salariés en insertion vers des emplois durables et d'adapter l'organisation des différents postes de traitement des objets recyclés et des boutiques.

C'est grâce à l'engagement sincère et professionnel de l'équipe de La Recyclerie, direction, gouvernance, encadrants, bénévoles et salariés que l'activité a été, encore cette année, en croissance.
Répondre aux enjeux environnementaux, économiques et sociaux du territoire, renouveler ainsi la confiance de nos partenaires, c'est le moteur de cette équipe.

L'Atelier Chantier d'Insertion et l'Entreprise d'Insertion se sont développés, ils comptent 34 salariés en insertion en décembre 2025, tous issus du territoire avec 16 sorties dynamiques, 10 formations qualifiantes, 6 vers un emploi. La Recyclerie a accueilli 57 salariés en 2025, quasiment comme en 2024.

La RECYCLERIE a collecté 790 tonnes en 2025 soit en augmentation de 14% par rapport à 2024 où 694 tonnes avaient été collectées. Le pourcentage de valorisation en 2025 est de 97% soit 770 tonnes d'objets valorisés avec 240 tonnes vendues en boutique et 530 aux éco-organismes. Le taux de réutilisation est de 30%, en augmentation par rapport au 22.65% 2024.

Le chiffre d'affaires de La RECYCLERIE en 2025 poursuit son augmentation grâce, en particulier, aux actions suivantes :

- ✓ Le maintien de la qualité de notre prestation de collecte sur le territoire de la CDC Albères Côte Vermeille Illibéris sur 11 communes, sur le territoire de la CDC des ASPRES avec la Zone Préservante en déchetterie de Thuir, sur le territoire de la CDC Sud Roussillon avec la Zone Préservante en déchetterie de Saint Cyprien, sur le territoire de Perpignan Métropole les zones Préservante des déchetteries de Villeneuve de la Raho en 2021 et du Soler en 2022.
- ✓ L'augmentation de l'ouverture des deux boutiques Elne et Argelès, ouvertes tous les jours sauf le lundi.
- ✓ La professionnalisation de la Matériauthèque à Argelès, segment d'activité unique sur le département en 2025.
- ✓ Les différents partenariats avec des entreprises, des plateformes, qui font don d'objets et de matériel.
- ✓ L'augmentation de plus de 17% des recettes des débarras solidaires.

Cofinancé par l'Union européenne



Cofinancé par
l'Union européenne

MERCI

Cofinancé par
l'Union européenne

Annexes

1- Bilan d'activités 2025 :

	Collecte					Boutique	
						VENTES	
	Apport sur Site	Collecte préservante	Rendez-vous	Encombrants	Total	KG	EUROS
Accessoires Handicapés	52,00	2,00	26,50	13,30	93,80	0,00	0,00
Accessoires / Mode / Beauté	308,00	123,00	328,00	203,00	962,00	988,62	4 936,89
Brun / Audio	160,70	31,00	136,00	41,50	369,20	303,67	1 320,40
Culture	1 704,70	622,00	1 806,00	1 179,00	5 311,70	4 189,78	7 685,06
Décoration	3 542,00	927,50	45 366,00	3 310,00	53 145,50	37 676,88	58 023,12
GEM	10 312,00	2 563,50	14 694,00	16 602,00	44 171,50	2 214,93	4 540,37
Gris / Informatique	1 725,00	532,00	2 746,50	1 622,00	6 625,50	930,98	4 458,63
Loisirs	1 858,10	1 100,00	1 396,00	1 273,50	5 627,60	4 033,70	11 817,00
Meubles	64 868,00	21 246,00	214 818,00	165 879,00	466 811,00	69 664,29	72 804,53
PAM	11 379,40	2 518,50	13 507,50	13 316,40	40 721,80	8 191,08	12 154,74
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Puériculture	155,30	307,50	158,00	1 209,00	1 829,80	439,42	1 041,74
Quincaillerie	18 842,75	5 902,00	71 887,50	38 282,00	134 914,25	93 109,41	66 130,74
Vaisselle	9 768,50	1 816,50	9 667,00	9 436,50	30 688,50	15 979,78	31 047,41
					791 272,15	0,00	0,00
TOTAL	**124 676,45**	**37 691,50**	**376 537,00**	**252 367,20**	**791 272,15**	**237 722,54**	**275 960,63**

Cofinancé par l'Union européenne

2- Bilan financier 2025

PRESENTATION DES RESULTATS COMPTABLES AU 31 DECEMBRE 2025

comptes arretés par RYDGE expert comptable

A.C.I.	BP 2025	Realisé 2025	Ecarts REEL/BP
DEPENSES EXPLOITATION	43 700,00 €	36 158,33 €	- 7 541,67 €
DEPENSES PERSONNELS	662 349,67 €	695 585,13 €	33 235,46 €
DEPENSES STRUCTURE	80 950,33 €	74 717,03 €	- 6 233,30 €
TOTAL DES DEPENSES	787 000,00 €	806 460,49 €	19 460,49 €

E.I.	BP 2025	Realisé 2025	Ecarts REEL/BP
DEPENSES EXPLOITATION	37 600,00 €	17 694,66 €	- 19 905,34 €
DEPENSES PERSONNELS	275 018,16 €	281 705,71 €	6 687,55 €
DEPENSES STRUCTURE	63 381,84 €	62 529,67 €	- 852,17 €
TOTAL DES DEPENSES	376 000,00 €	361 930,04 €	- 14 069,96 €

A.C.I.	BP 2025	Realisé 2025	Ecarts REEL/BP
RECETTES ACTIVITES	263 974,93 €	285 191,20 €	21 216,27 €
RECETTES PERSONNELS	381 558,70 €	418 377,60 €	36 818,90 €
AUTRES RECETTES	91 466,37 €	47 083,81 €	- 44 382,56 €
TOTAL DES RECETTES	737 000,00 €	750 652,61 €	13 652,61 €
RESULTAT A.C.I. avant subvention FSE	- 50 000,00 €	- 55 807,88 €	
Subvention equilibre FSE	50 000,00 €	50 000,00 €	- €
RESULTAT A.C.I. 31/12/2025	- €	- 5 807,88 €	

E.I.	BP 2025	Realisé 2025	Ecarts REEL/BP
RECETTES ACTIVITES	242 165,00 €	238 925,28 €	- 3 239,72 €
RECETTES PERSONNELS	89 395,00 €	116 811,63 €	27 416,63 €
AUTRES RECETTES	44 440,00 €	30 777,41 €	- 13 662,59 €
TOTAL DES RECETTES	376 000,00 €	386 514,32 €	10 514,32 €
RESULTAT E.I. 31/12/2025		24 584,28 €	

RESULTAT CONSOLIDE AU 31/12/2025		18 776,40 €	
Pour mémoire	*ACI*	EI	*CONSOLIDE*
resultats 31/12/2024	*-4 510 €*	*11 224 €*	*6 714 €*
resultats 31/12/2023	*-12 750 €*	*47 008 €*	*34 258 €*

Résultats approuvés au conseil d'administration du 10 juin 2026

Cofinancé par l'Union européenne

Compte rendu de travaux de l'expert-comptable des comptes annuels 2025

RYDGE
CONSEIL

Rydge Conseil
Expertise Comptable, Gestion sociale, Conseil

1098 AVENUE EOLE-TECNOSUD II

IMMEUBLE LE PYRENEEN
66000 PERPIGNAN

Téléphone : +33468664370
Site internet : www.rydge.fr

ASS La Recyclerie
3 impasse de Charlemagne

66700 Argeles sur mer

Compte rendu de travaux de l'expert-comptable

En notre qualité d'expert-comptable et conformément aux termes de notre lettre de mission, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'entité ASS La Recyclerie relatifs à l'exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025 qui se caractérisent par les données suivantes :

• Total du bilan :	299 278	€
• Produits d'exploitation	1 189 169	€
• Résultat net comptable :	18 776	€

Nos diligences ont été réalisées conformément à la norme professionnelle de l'Ordre des Experts-Comptables applicable à la mission de présentation de comptes qui ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Expert-comptable

Signature numérique de Christele Santanach

Christele Santanach

RYDGE Conseil, Société par actions simplifiée et société d'expertise comptable, inscrite au tableau de l'Ordre à Paris sous le n°[illegible], au capital social de 38.036.628 €, ayant son siège social 4/5 Tour Trinity, 1 bis Place de la Défense, 92400 Courbevoie, immatriculée au Registre National des Entreprises le numéro 903309 490 (RCS Nanterre).

Cofinancé par l'Union européenne

Commissaires aux Comptes Associés

Ronan Brodin
rbrodin@sgaec.com
Florianne Guasch Giro
fgiro@sgaec.com
Olivier Guilhem
oguilhem@sgaec.com
Pierre Servat
pservat@sgaec.com

LA RECYCLERIE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31-12-2025

Ce rapport contient 24 pages

Commissaires aux Comptes Associés

Ronan Brodin
rbrodin@sgaec.com
Florianne Guasch Giro
fgiro@sgaec.com
Olivier Guilhem
oguilhem@sgaec.com
Pierre Servat
pservat@sgaec.com

ASSOCIATION LA RECYCLERIE

15 BLD D'ARCHIMEDE

66200 ELNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31 Décembre 2025

******

Aux adhérents de l'association,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LA RECYCLERIE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association LA RECYCLERIE à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1 janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adresses aux membres de l'assemblée générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association LA RECYCLERIE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Perpignan, le 23 juin 2026

Pour SGA
Commissaire aux comptes

Pierre SERVAT
Commissaire aux comptes associé



RYDGE Éclairer Entreprendre Réussir

La Recyclerie

Bilan Actif

Actif			Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
		Frais d'établissement (I)				
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais de développement Donations temporaires d'usufruit Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires [1] Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	6 318	6 318		1 512
		TOTAL	6 318	6 318		1 512
	Immobilisations corporelles	Terrains Constructions Installations techniques, matériel et outillage industriels Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	11 588 180 286	838 134 468	10 749 45 817	6 788 58 376
		TOTAL	191 874	135 307	56 567	65 164
		Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières [2]	Participations Créances rattachées à des participations Autres titres immobilisés Prêts Autres immobilisations financières	30 7 872		30 7 872	30 7 872
		TOTAL	7 902		7 902	7 902
		Total (II)	**206 095**	**141 625**	**64 470**	**74 579**
Actif circulant		Stocks et en cours				
	Créances [3]	Créances clients, usagers et comptes rattachés Créances reçues par legs ou donations Autres créances Charges constatées d'avance	77 908 85 033 1 811	4 057	73 851 85 033 1 811	44 090 87 595 6 913
		TOTAL	164 754	4 057	160 697	138 599
	Divers	Instruments financiers à terme et jetons détenus Disponibilités	74 110		74 110	51 735
		Total (III)	**238 864**	**4 057**	**234 807**	**190 334**
Frais d'émission des emprunts (IV)						
Primes de remboursement des emprunts (V)						
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)						
		TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	**444 960**	**145 682**	**299 278**	**264 914**

Renvois

(1) Dont droit au bail
(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières
(3) Dont à plus d'un an (brut)

RYDGE Éclairer Entreprendre Réussir

Bilan Passif

La Recyclerie

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	**Fonds propres sans droit de reprise**		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	40 000	
	Autres réserves		40 000
	Report à nouveau	100 550	93 836
	Excédent ou déficit de l'exercice	18 776	6 713
	Situation nette (sous-total)	**159 326**	**140 550**
	Fonds propres consomptibles		
	Subventions d'investissement	21 478	27 424
	Provisions réglementées		
	Total (I)	**180 804**	**167 974**
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total (I bis)		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	Total (II)		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total (III)		
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	23 777	5 790
	Emprunts et dettes financières diverses (2)	5	
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 819	18 634
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	72 620	72 514
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	-3 750	
	Produits constatés d'avance		
	Total (IV)	**118 473**	**96 939**
	Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)		
	TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)	**299 278**	**264 914**
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

RYDGE Éclairer Entreprendre Réussir

La Recyclerie

Compte de résultat

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	240	370
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	343 088	271 885
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	181 027	173 722
	dont parrainages	*3 780*	
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	624 728	594 668
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
	Ressources liées à la générosité du public	10 785	3 276
	Dons manuels	*5 705*	*3 276*
	Mécénats	*5 080*	
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		23 750
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1 450	
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	7 847	95
	Total des produits d'exploitation (I)	**1 169 168**	**1 067 769**
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	211 827	171 036
	Aides financières	1 212	
	Impôts, taxes et versements assimilés	26 589	24 224
	Salaires	786 194	763 565
	Cotisations sociales	108 804	85 185
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	16 376	20 231
	Dotations aux provisions	57	4 000
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	34	47
	Total des charges d'exploitation (II)	**1 151 096**	**1 068 290**
	1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	**18 072**	**-521**
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	619	363
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des produits financiers (III)	619	363
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	90	127
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières (IV)	90	127
	2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	**528**	**235**
	3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	**18 600**	**-285**

RYDGE Éclairer Entreprendre Réussir

La Recyclerie

Compte de résultat

	Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V) Total	1 404	20 550
Charges exceptionnelles (VI) Total	1 229	13 550
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	**175**	**6 999**
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	**1 171 193**	**1 088 682**
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	**1 152 416**	**1 081 968**
EXCÉDENT OU DÉFICIT	18 776	6 713
Évaluation des contributions volontaires en nature		
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

ASS La Recyclerie

Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31/12/2025

Table des matières

1 Descriptions de l'entité 3
1.1 Objet social 3
1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées 4
1.3 Moyens mis en œuvre 4
1.4 Faits caractéristiques d'importance significative 5
1.5 Informations relatives à la fiscalité 5
2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat 6
2.1 Actif immobilisé 6
2.1.1 Etat de l'actif immobilisé (brut) 8
2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé 9
2.1.3 Amortissements et dépréciations – Etat de rapprochement entre ouverture et clôture 9
2.2 Actif circulant 10
2.2.1 Actif circulant / dépréciations 10
2.2.2 Charges constatées d'avance 10
2.3 Fonds associatifs 11
2.3.1 Fonds dédiés 11
2.4 Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice 12
2.5 Tableau de variation des Fonds propres 13
2.6 Informations relatives au Compte de résultat 14
2.6.1 Résultat par activité ou établissement 14
2.6.2 Cotisations sans contrepartie 14
2.6.3 Cotisations avec contrepartie 14
2.6.4 Concours publics 14
2.6.5 Subventions 15
2.6.6 Tableau des subventions et concours publics 15
2.6.7 Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles) 16
2.6.8 Contributions financières 16
2.6.9 Informations relatives à l'effectif 16

1 Descriptions de l'entité

1.1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour but de contribuer au développement durable par le réemploi de déchets et par la sensibilisation de la population aux impacts de notre mode de consommation sur l'environnement. L'association s'appuie sur un fonctionnement intégrant une démarche sociale et solidaire.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

Ces objectifs sont au nombre de 3 :

ENVIRONNEMENT :

- Participer à la réduction des déchets par la collecte, le tri, la valorisation et la revente des déchets encombrants ménagers et des déchets industriels banals.
- Sensibiliser à l'environnement et à notre mode de consommation, grâce à un centre de documentation, des ateliers, des animations et à tous les autres moyens nécessaires à la réalisation de cet objectif.
- Favoriser des comportements citoyens et respectueux de l'environnement, par exemple à travers la vente de produits écologiques.
- S'inscrire dans une démarche de gestion concertée et durable des déchets.

SOCIAL :

- Participer à la réinsertion professionnelle et sociale de personnes en difficulté de parcours.
- Dynamiser un territoire rural.
- Promouvoir une vision globale de l'aménagement et de développement du territoire mettant en son centre l'écologie.
- Développer la citoyenneté, la coopération et la solidarité à l'échelle locale.

ECONOMIE :

- Mettre en place une activité économique respectueuse de l'homme et de l'environnement.
- Participer à la vulgarisation de l'écodéveloppement et d'une économie axée sur la valorisation maximale des matières, de l'énergie et des déchets en général.
- Créer de l'emploi et de la richesse localement.
- Valoriser et redynamiser les savoir-faire traditionnels.

Annexe page 3

1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Tri de tous types de déchets (bois, métaux, tout venant) ;
- Revente de meubles toujours en état de fonctionnement.
- Revente de matériaux en containers auprès d'entreprise chargée de recycler.

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Un chantier d'insertion (ACI)
- Une entreprise d'insertion (EI)

1.3 Moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements (nature/ montants réellement réalisés au cours de l'exercice) :
  - Installations générales : revêtement sol du terrain de ELNE = 4 800€
  - Matériel industriel : transpalette peseur = 1 425€
  - Matériel informatique : onduleur Déquatec = 1 254.85€
- Ressources humaines (recrutements de l'exercice en termes quantitatifs et qualitatifs ; évolution moyenne des rémunérations à effectif constant et évolution de la masse salariale totale) :
  - L'ETP a augmenté puisque le nombre d'heures travaillées est passé de 44 199 à 55 238 heures.
- Autres moyens/dépenses engagées
  - Formation : dépenses engagées à hauteur de 15 293 €
  - Frais de fonctionnement : dépenses engagées (énergie + frais généraux) : 186 535 €

1.4 Faits caractéristiques d'importance significative

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2022-06 relatif au Plan Comptable Général (en tenant compte de tous les règlements le modifiant à ce jour dans sa version consolidée).

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes :

- La comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1 ;
- La comptabilisation en charges des frais de constitution, de transformation et de premier établissement conformément à l'article 212-9 ;
- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2025 sont arrêtés selon le principe de la continuité de l'exploitation, à condition que les ressources versées par nos différents financeurs (DRETTS, CD, FSE...) maintiennent leurs subventions sur l'exercice suivant.

L'exercice comptable s'est étendu sur 12 mois, du 01/01/2025 au 31/12/2025.

1.5 Informations relatives à la fiscalité

L'association n'est pas fiscalisée pour plusieurs raisons :

- L'activité ACI est par essence exonérée du fait de sa nature.
- L'activité EI doit en principe être soumise à la règlementation commerciale mais elle a été exonérée avec l'obtention d'un rescrit fiscal en 2021. Elle n'est donc pas soumise à l'impôt société, ni assujettie à la TVA.

2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

2.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles.

Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

2.1.1 Etat de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	6 318	-	-	-	6 318
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	6 789	4 800	-	-	11 589
	Install. Tech., mat., outillage	62 519	1 425	1 500	-	62 444
	Install. générales, ag. Am. divers	43 674	-	-	-	43 674
	Matériel de transport	63 942	-	-	-	63 942
	Mat bur., informatique, mobilier	8 971	1 255	-	-	10 226
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	185 895	7 480	1 500	-	191 875
Immobilisations financières	Participations	31	-	-	-	31
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	7 872	-	-	-	7 872
	Total IV	7 903	-	-	-	7 903
	Total général	200 116	7 480	1 500	-	206 096

2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

	Immobilisations	Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	4 806	1 512	-	6 318
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	50 970	4 621	288	55 303
	Install. générales, ag. Am. divers	10 769	4 433	-	15 202
	Matériel de transport	53 824	3 336	-	57 160
	Mat bur., informatique, mobilier	5 167	2 476	-	7 642
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	120 730	14 866	288	135 307
	Total général	125 536	16 378	288	141 625

2.1.3 Amortissements et dépréciations – Etat de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	4 806	1 512	-	-	-	6 318
Corporelles	120 730	14 866	-	288	-	135 307
TOTAL	125 536	16 378	-	288	-	141 625

2.2 Actif circulant

2.2.1 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	4 053	4	-	4 057
Autres	-	-	-	-
TOTAL	*4 053*	*4*	-	*4 057*

L'évènement qui a conduit à la dépréciation des usagers est une mission filets de pêche à 4 057€ pour l'association ENDER OCEAN. Cependant cette association a été dissoute et une seconde association a repris le marché s'engageant à payer La Recyclerie si elle recevait bien les subventions.

Durant l'année 2025 nous n'avons constaté aucune évolution de la dépréciation ni de la situation.

Description de l'actif déprécié	Valeur Actuelle Fin exercice	VNC début exercice	Évolution des dépréciations dans l'exercice		
			Dotation	Reprise	Poste résultat (1)
ENDER OCEAN mission filets de pêche	*4 057*		*4 057*		Exploitation

(1) Exploitation, financier, exceptionnel

2.2.2 Charges constatées d'avance

Nature	Date période		Montants		
	Début	Fin	Exploitation	Financier	Exceptionnel
ACRONIS	01/01/2025	31/07/2027	1 255		
ATEL Maintenance	01/01/2025	30/09/2026	556		

2.3 Fonds associatifs

La présentation des fonds associatifs dans le bilan avant répartition est normée dans le règlement ANC 2018-06.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit. L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit. Chap I.1, règlement n°1999-01)

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise (§6 du règlement n°1999-01).

2.3.1 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ».

2.4 Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ETAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	77 909	77 909	
	Autres	85 033	85 033	
Charges constatées d'avance		1 812	1 812	
	TOTAL	164 754	164 754	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	3 777	1 733	2 044	
	à plus d'1 an à l'origine	20 000	2 560	14 050	3 390
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		25 820	25 820		
Dettes fiscales et sociales		69 621	69 621		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		-			
Produits constatés d'avance		-			
	TOTAL	119 218	99 734	16 094	3 390

2.5 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves	40 000				40 000
« dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)					
Report à nouveau	93 836	6 714			100 550
« dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)					
Excédent ou déficit de l'exercice	6 714	- 6 714	18 776		18 776
« dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)					
Fonds propres consomptibles					
Subventions d'investissement	27 424			5 946	21 478
Provisions réglementées					
TOTAL	167 974	0	18 776	5 946	180 804

(1) Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices **ouverts à compter du 01/01/2020**, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

2.6 Informations relatives au Compte de résultat

2.6.1 Résultat par activité ou établissement

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Gestion propre		
1 ACI	5 808	
2 EI		24 584
Résultat de l'exercice		**18 776**

2.6.2 Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

2.6.3 Cotisations avec contrepartie

Les cotisations avec contrepartie sont les cotisations ayant une autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

2.6.4 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

2.6.5 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

2.6.6 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales
Concours publics	50 000		49 567
Subvention d'exploitation		519 216	

Annexe page 15

2.6.7 Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)

Le poste « dons manuels » comprend notamment :

Les produits reçus des ventes de dons en nature : 5 706 € contre 3 277 € l'exercice précédent. La vente de dons de marchandises en nature est la réalisation monétaire d'un don manuel en nature

Les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte.

2.6.8 Contributions financières

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme un produit non lié à la générosité du public sauf si, par exemple, une convention prévoit qu'une entité tierce reverse une quote-part de générosité du public de cette entité, auquel cas cette quote-part sera considérée comme des produits de la générosité du public.

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

- D'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité
- Exceptionnels si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.

2.6.9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie :

	Personnel salarié
Employés CDI	8
Employés CDDI	35
Total	43

ANNEXE 34 – APPROBATION DES RAPPORTS ANNUELS SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DES SERVICES DE LA COLLECTE, DE L'ÉVACUATION OU DU TRAITEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES – EXERCICE 2025

ALBÈRES
CÔTE VERMEILLE
ILLIBÉRIS
Communauté de Communes

RAPPORT ANNUEL EXERCICE 2025

SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE GESTION DES DECHETS MENAGERS

ARGELES-SUR-MER · BAGES · BANYULS-SUR-MER · CERBERE · COLLIOURE · ELNE · LAROQUE-DES-ALBERES · MONTESQUIEU-DES-ALBERES · ORTAFFA
PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRE SAINT-GENIS-DES-FONTAINES · SOREDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS
3 IMPASSE CHARLEMAGNE · B.P. 90103 · 66704 ARGELÈS-SUR-MER CEDEX · TÉL. : 04 68 81 63 77 · FAX : 04 68 95 92 78 · WWW.CC-ACVI.COM

Table des matières

Contexte 3
Le territoire 3
Les moyens humains 5
Les moyens matériels 6
L'organisation de la collecte 7
Les indicateurs techniques 9
Le plan local de prévention des déchets ménagers assimilés (PLPDMA) 9
Les actions de sensibilisation 11
Les actions de réduction des biodéchets 11
Les actions en lien avec la Recyclerie 17
La Recyclerie 18
Les déchèteries 20
La collecte des déchets 30
Les Ordures Ménagères Résiduelles 30
Les Emballages Ménagers Recyclables 31
Les Déchets alimentaires 34
Les Encombrants collectés par la Recyclerie 35
Les Déchets Verts 36
Les indicateurs financiers 40
Les dépenses de fonctionnement 40
Les recettes de fonctionnement 41
Les dépenses d'investissement 42
Les recettes d'investissement 43
Les faits marquants de l'année 2024 44

ARGELES-SUR-MER · BAGES · BANYULS-SUR-MER · CERBERE · COLLIOURE · ELNE · LAROQUE-DES-ALBERES · MONTESQUIEU-DES-ALBERES · ORTAFFA
PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRE SAINT-GENIS-DES-FONTAINES · SOREDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS
3 IMPASSE CHARLEMAGNE · B.P. 90103 · 66704 ARGELÈS-SUR-MER CEDEX · TÉL. : 04 68 81 63 77 · FAX : 04 68 95 92 78 · WWW.CC-ACVI.COM

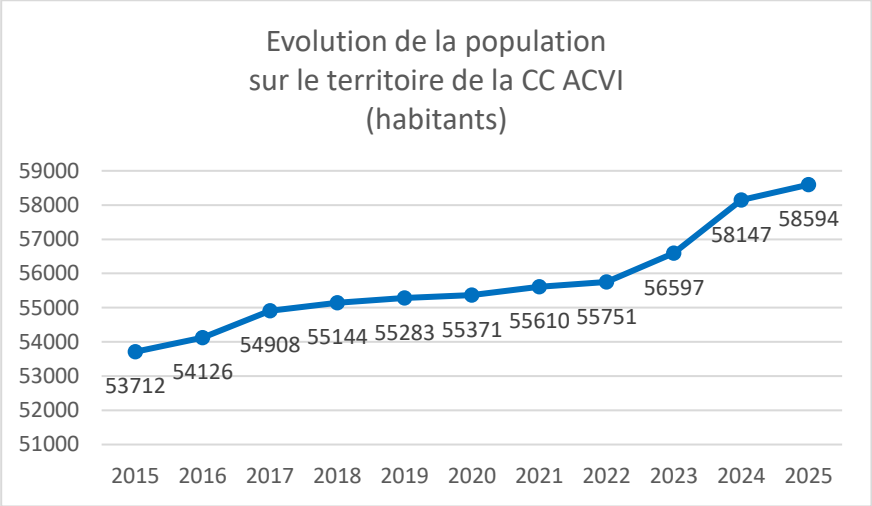
Contexte

Le territoire

La Communauté de Communes des Albères et de la Côte-Vermeille (CCACV) a été créée le 1er Janvier 2007, suite à la fusion de la Communauté de Communes des Albères et de la Communauté de Communes de la Côte-Vermeille. Le 1er janvier 2014, la Communauté de Communes des Albères et de la Côte-Vermeille s'est élargie en fusionnant avec la Communauté de Communes Illibéris (Bages et Ortaffa) et en intégrant la Commune d'Elne. La Communauté de Communes des Albères de la Côte Vermeille et de l'Illibéris (CC ACVI) compte maintenant 15 Communes et regroupe 58 594 habitants en dehors de la saison estivale et plus de 200 000 habitants en période estivale touristique.

Tableau 1: Population INSEE CC ACVI

Commune	Population INSEE 2022
Argelès-sur-Mer	11078
Bages	4573
Banyuls-sur-Mer	4644
Cerbère	1228
Collioure	2669
Elne	9581
Laroque-des-Albères	2275
Montesquieu-des-Albères	1309
Ortaffa	1912
Palau-del-Vidre	3270
Port-Vendres	4057
Saint-André	3452
Saint-Génis-des-Fontaines	3015
Sorède	3552
Villelongue-del-Monts	1979
TOTAL	58594



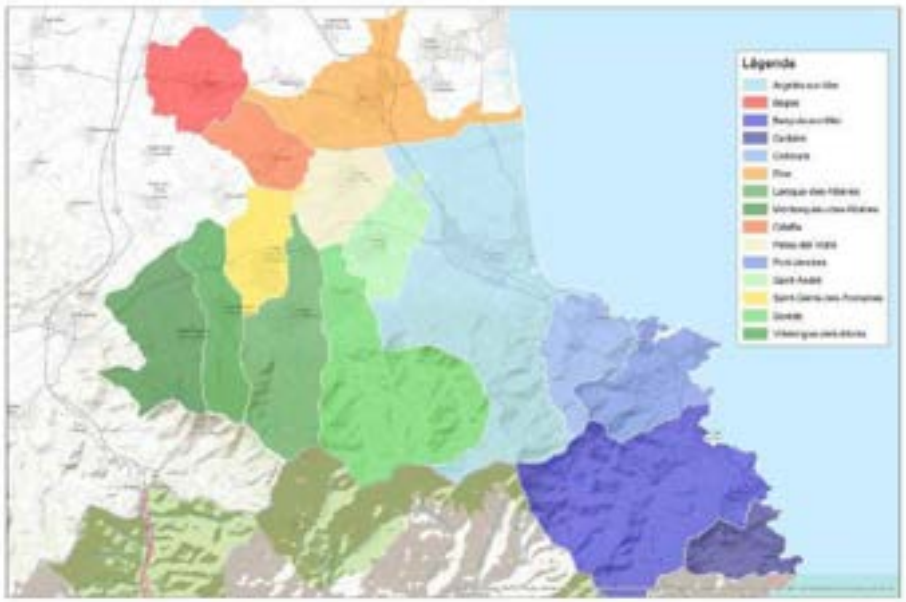


Figure 1 : Territoire de la Communauté de communes Albères Côte-Vermeille Illibéris

Concernant la gestion des déchets la Communauté de Communes exerce les compétences collecte et prévention des déchets ménagers et assimilés. Le Sydetom66 exerce la compétence transport et traitement des déchets ménagers et assimilés.

ARGELES-SUR-MER · BAGES · BANYULS-SUR-MER · CERBERE · COLLIOURE · ELNE · LAROQUE-DES-ALBERES · MONTESQUIEU-DES-ALBERES · ORTAFFA
PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRE SAINT-GENIS-DES-FONTAINES · SOREDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS
3 IMPASSE CHARLEMAGNE · B.P. 90103 · 66704 ARGELÈS-SUR-MER CEDEX · TÉL. : 04 68 81 63 77 · FAX : 04 68 95 92 78 · WWW.CC-ACVI.COM

Les moyens humains

En 2025, la Direction Valorisation des Déchets regroupe 102.5 agents à l'année, ces effectifs sont répartis comme suit :

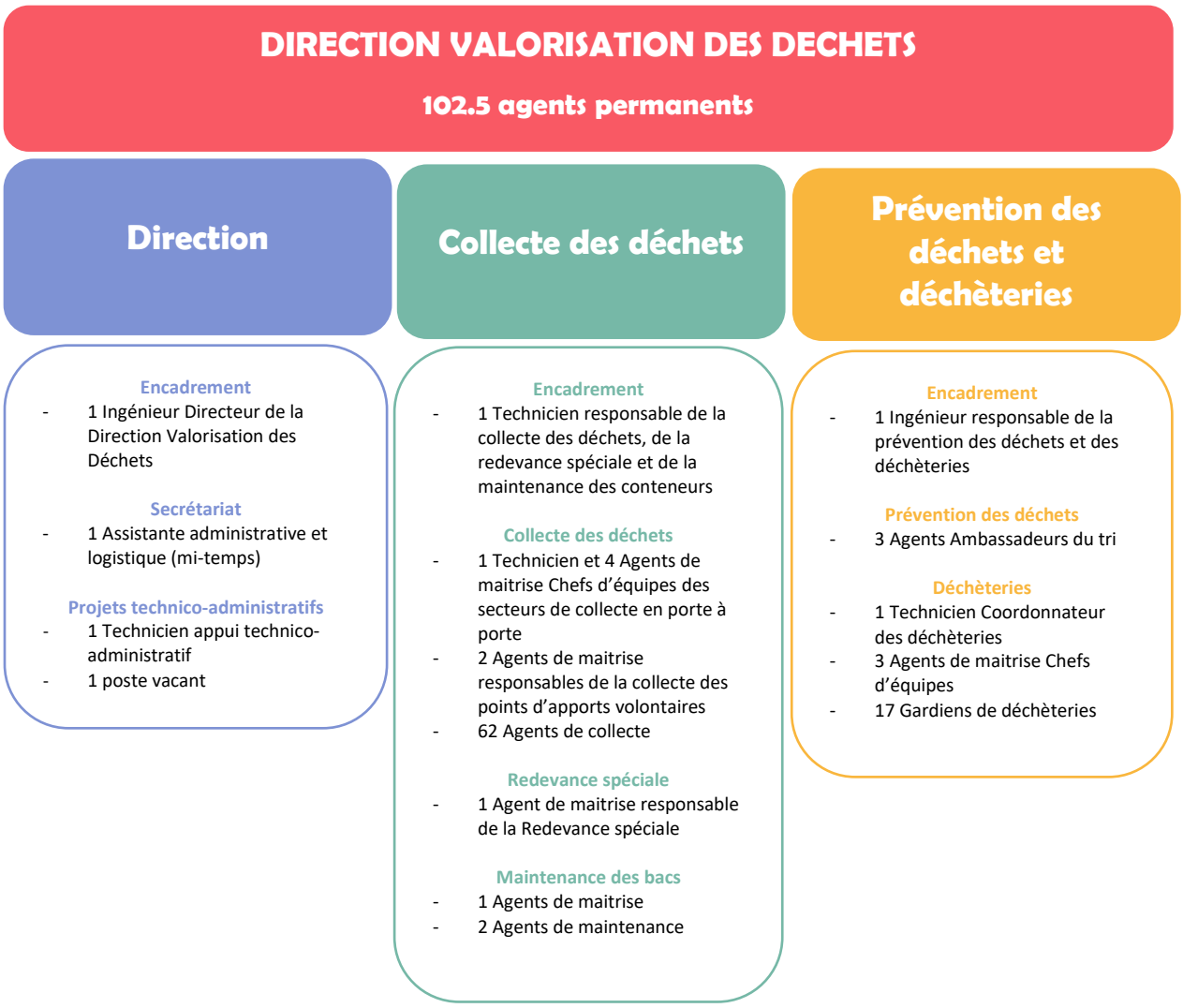


Figure 2 : Effectifs de la Direction Valorisation des Déchets

ARGELES-SUR-MER · BAGES · BANYULS-SUR-MER · CERBERE · COLLIOURE · ELNE · LAROQUE-DES-ALBERES · MONTESQUIEU-DES-ALBERES · ORTAFFA
PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRE SAINT-GENIS-DES-FONTAINES · SOREDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS
3 IMPASSE CHARLEMAGNE · B.P. 90103 · 66704 ARGELÈS-SUR-MER CEDEX · TÉL. : 04 68 81 63 77 · FAX : 04 68 95 92 78 · WWW.CC-ACVI.COM

Les moyens matériels

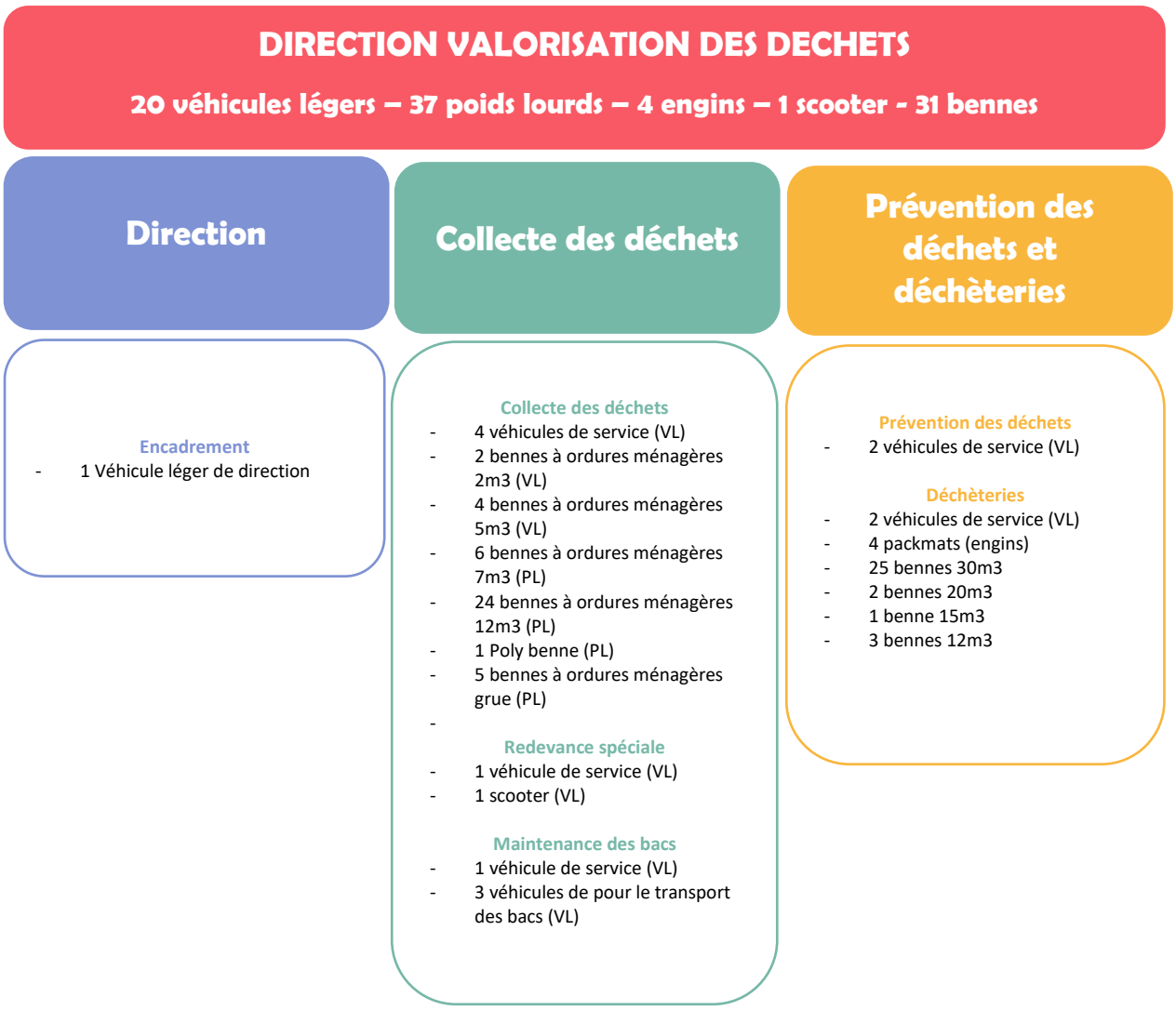


Figure 3 : Parc véhicules et bennes de la Direction Valorisation des Déchets

ARGELES-SUR-MER · BAGES · BANYULS-SUR-MER · CERBERE · COLLIOURE · ELNE · LAROQUE-DES-ALBERES · MONTESQUIEU-DES-ALBERES · ORTAFFA
PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRE SAINT-GENIS-DES-FONTAINES · SOREDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS
3 IMPASSE CHARLEMAGNE · B.P. 90103 · 66704 ARGELÈS-SUR-MER CEDEX · TÉL. : 04 68 81 63 77 · FAX : 04 68 95 92 78 · WWW.CC-ACVI.COM

L'organisation de la collecte

Les déchets ménagers et assimilés sont collectés en régie ou par l'intermédiaire de prestataires privés gérés par le Sydetom66 ou la Communauté de communes.

Prestation	Prestataire
Collecte OM et EMR en Porte à porte (PAP)	Régie communautaire
Collecte OM en Points d'apports volontaires (PAV)	Régie communautaire
Collecte EMR en PAV	Régie communautaire (à partir du 1er février 2024)
Collecte Verres en PAV	VIAL
Collecte Textiles en PAV	Le Relais
Collecte Déchets Verts en PAP	Communes sur demande
Collecte Encombrants en PAP	Recyclerie - Communes
Collecte des Déchets alimentaires en PAP	Régie communautaire

Pour des raisons de logistique le territoire de la Communauté de communes est divisé en 5 secteurs de collecte distincts :

- Secteur Argelès-sur-Mer
- Secteur Albères
- Secteur Elne
- Secteur Illibéris
- Secteur Côte Vermeille



Figure 4 : Sectorisation du territoire

La collecte des Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) et des Emballages Ménagers Recyclables (EMR) est réalisée en porte à porte pour la grande majorité des habitants du territoire, les habitants restant sont collectés à partir de bacs de regroupement et de points d'apports volontaires (PAV). Les Déchets Alimentaires sont collectés en PAP uniquement sur certains secteurs du territoire

Les autres flux (verres et textiles) sont collectés en points d'apports volontaires (colonnes aériennes ou enterrées).

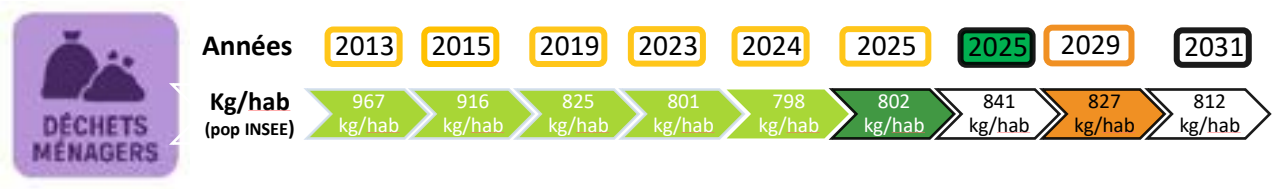
ARGELES-SUR-MER · BAGES · BANYULS-SUR-MER · CERBERE · COLLIOURE · ELNE · LAROQUE-DES-ALBERES · MONTESQUIEU-DES-ALBERES · ORTAFFA
PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRE SAINT-GENIS-DES-FONTAINES · SOREDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS
3 IMPASSE CHARLEMAGNE · B.P. 90103 · 66704 ARGELÈS-SUR-MER CEDEX · TÉL. : 04 68 81 63 77 · FAX : 04 68 95 92 78 · WWW.CC-ACVI.COM

Le plan local de prévention des déchets ménagers assimilés (PLPDMA)

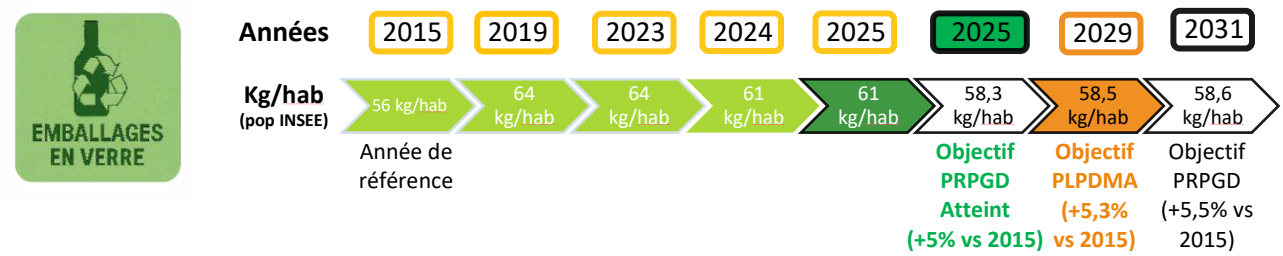
Adoption du plan local de prévention des déchets ménagers et assimilés

La CC ACVI a délibéré la mise en œuvre d'un PLPDMA pour la période 2024-2029. Ce plan d'action définit des objectifs basés sur les objectifs règlementaires déjà existants (Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets PRPGD) et décrit les actions nécessaires pour atteindre ces objectifs à l'issue de la période. Une Commission d'élaboration et de suivi du PLPDMA composée d'élus se réunit tous les ans pour évaluer l'atteinte des objectifs sur la base des actions mises en œuvre lors de l'année écoulée. Cette commission peut également décider d'ajouter, modifier ou supprimer des actions afin de favoriser l'atteinte des objectifs.

Les objectifs du plan local de prévention des déchets ménagers et assimilés



Les déchets dits ménagers regroupent les ordures ménagères, le verre, les emballages ménagers et les déchets de déchèterie. Les déchets dits assimilés regroupent les déchets des activités économiques pouvant être collectés avec ceux des ménages.



ARGELES-SUR-MER · BAGES · BANYULS-SUR-MER · CERBERE · COLLIOURE · ELNE · LAROQUE-DES-ALBERES · MONTESQUIEU-DES-ALBERES · ORTAFFA
PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRE SAINT-GENIS-DES-FONTAINES · SOREDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS
3 IMPASSE CHARLEMAGNE · B.P. 90103 · 66704 ARGELÈS-SUR-MER CEDEX · TÉL. : 04 68 81 63 77 · FAX : 04 68 95 92 78 · WWW.CC-ACVI.COM





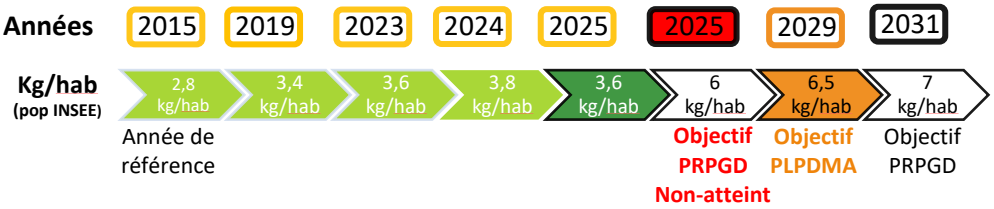
Ces ratios prennent en compte uniquement les encombrants issus des déchèteries de la CC ACVI, les encombrants collectés par la Recyclerie ne sont pas pris en compte.





Ces ratios prennent en compte uniquement les déchets verts issus des déchèteries de la CC ACVI, les déchets verts apportés en direct sur les installations du SYDETOM66 par les communes ne sont pas pris en compte.





3 IMPASSE CHARLEMAGNE · B.P. 90103 · 66704 ARGELÈS-SUR-MER CEDEX · TÉL. : 04 68 81 63 77 · FAX : 04 68 95 92 78 · WWW.CC-ACVI.COM

Les actions de sensibilisation

78 animations ont été réalisées en 2025 par les ambassadeurs du tri de la CC ACVI. Les thèmes abordés par ces animations étaient la prévention, la réduction et le tri des déchets dans leurs généralités (tous les flux). Ces animations ont notamment permis de sensibiliser 435 élèves du territoire à la prévention et au tri des déchets





Des campagnes de communication ont également été effectuées avec pour objectif d'informer les usagers sur la collecte (modification suite à des travaux, collecte estivale des cartons, …) ou de corriger des comportements inadaptés (sacs déposés au sol ; bacs non-rentrés, …).

Lors de la collecte, les équipages de collecte identifient des incidents de collecte liés à des erreurs de tri, les bacs concernés sont scotchés avec un scotch « Refus de collecte ». Ils sont ensuite signalés aux ambassadeurs du tri qui vont passer chez l'usager pour expliquer les raisons du refus de collecte et corriger les mauvais gestes de tri en se basant sur de nombreux supports de communication (guides, disques du tri, flyers…). Ainsi, en 2025 les ambassadeurs du tri sont allés à la rencontre de 631 usagers suite aux remontées des équipes de collecte.

Les actions de réduction des biodéchets

Le projet de lutte contre le gaspillage alimentaire et de gestion des biodéchets

Selon une étude menée par le SYDETOM66, sur le département des Pyrénées-Orientales le ratio de biodéchets est de 17 à 27 kg/habitant/an. Les gisements estimés mobilisables sont compris entre 14 850 tonnes et 17 350 tonnes. La majorité de ces gisements proviennent de PMM (Agglomération de Perpignan : 54 % des apports) et de la CC ACVI (14 % des apports).

ARGELES-SUR-MER · BAGES · BANYULS-SUR-MER · CERBERE · COLLIOURE · ELNE · LAROQUE-DES-ALBERES · MONTESQUIEU-DES-ALBERES · ORTAFFA
PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRE SAINT-GENIS-DES-FONTAINES · SOREDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS
3 IMPASSE CHARLEMAGNE · B.P. 90103 · 66704 ARGELÈS-SUR-MER CEDEX · TÉL. : 04 68 81 63 77 · FAX : 04 68 95 92 78 · WWW.CC-ACVI.COM

En tant qu'EPCI compétent pour la collecte des déchets ménagers et assimilés, la CC ACVI doit répondre à l'obligation règlementaire fixée au 01/01/2024 (loi AGEC) qui incombe aux collectivités à compétence collecte de proposer des solutions techniques de tri à la source des biodéchets pour tous les ménages. La collectivité a souhaité anticiper cette échéance via une expérimentation opérationnelle à échelle adaptée, qui permettra d'optimiser la mise en place règlementaire par retours d'expérience. Elle permet également d'inscrire la prévention et le tri à la source des biodéchets comme un sujet central de réflexion.

Le projet d'expérimentation a été organisé en suivant trois axes de travail classés de manière hiérarchique :

1. Lutter contre le gaspillage alimentaire
2. Promouvoir et développer la pratique du compostage sur le territoire de la CC ACVI
3. Expérimenter la collecte en porte à porte des déchets alimentaires.

Ainsi, en 2022 les ambassadeurs du tri de la CC ACVI sont allés à la rencontre de 962 foyers pour les sensibiliser à la lutte contre le gaspillage alimentaire et leur proposer une solution de tri des biodéchets. L'usager pouvait choisir entre deux options : être équipé gratuitement d'un composteur individuel ou être doté d'un bac de collecte des biodéchets qui serait collecté une fois par semaine par la CC ACVI.

En 2023 les ambassadeurs du tri de la CC ACVI sont allés à la rencontre de 1279 foyers supplémentaires lors du déploiement du projet aux communes d'Ortaffa et de Saint-André.

En 2024 le projet a été finalisé à Saint-André et étendu à la commune de Bages, les ambassadeurs du tri ont rencontré 803 foyers.

En 2025 la collecte a démarré à Bages et le projet a été étendu à la commune de Laroque-des-Albères, les ambassadeurs du tri ont rencontré 1118 foyers supplémentaires.

Depuis le démarrage du projet en 2022 :

- 22,43% des foyers ont choisi d'être équipés d'un composteur individuel.
- 34,03% des foyers ont choisi le bac de collecte.
- 17,80% des foyers n'ont pas souhaité être équipés car ils disposent déjà d'une solution de tri à la source des biodéchets.
- 24,06% des foyers ont choisi de ne pas être équipés malgré le fait qu'ils ne disposent pas d'une solution de tri à la source des biodéchets.

Les foyers ayant choisi le composteur ont été équipés juste après l'entretien d'enquête réalisé par les ambassadeurs du tri. Les foyers ayant choisi le bac de collecte ont été équipés une semaine avant le démarrage de collecte sur leur secteur.

Les collectes en porte à porte ont démarré aux dates suivantes :

- Quartier d'expérimentation de Saint-André : Mardi 11 Octobre 2022
- Quartier d'expérimentation d'Elne : Mardi 22 Novembre 2022
- Quartier d'expérimentation d'Argelès-sur-Mer : Mardi 17 Janvier 2023
- Commune d'Ortaffa : Mardi 13 Juin 2023
- Commune de Saint-André : Mardi 2 Avril 2024
- Commune de Bages : Vendredi 28 Mars 2025
- Commune de Laroque-des-Albères : Mardi 4 Novembre 2025

ARGELES-SUR-MER · BAGES · BANYULS-SUR-MER · CERBERE · COLLIOURE · ELNE · LAROQUE-DES-ALBERES · MONTESQUIEU-DES-ALBERES · ORTAFFA
PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRE SAINT-GENIS-DES-FONTAINES · SOREDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS
3 IMPASSE CHARLEMAGNE · B.P. 90103 · 66704 ARGELÈS-SUR-MER CEDEX · TÉL. : 04 68 81 63 77 · FAX : 04 68 95 92 78 · WWW.CC-ACVI.COM

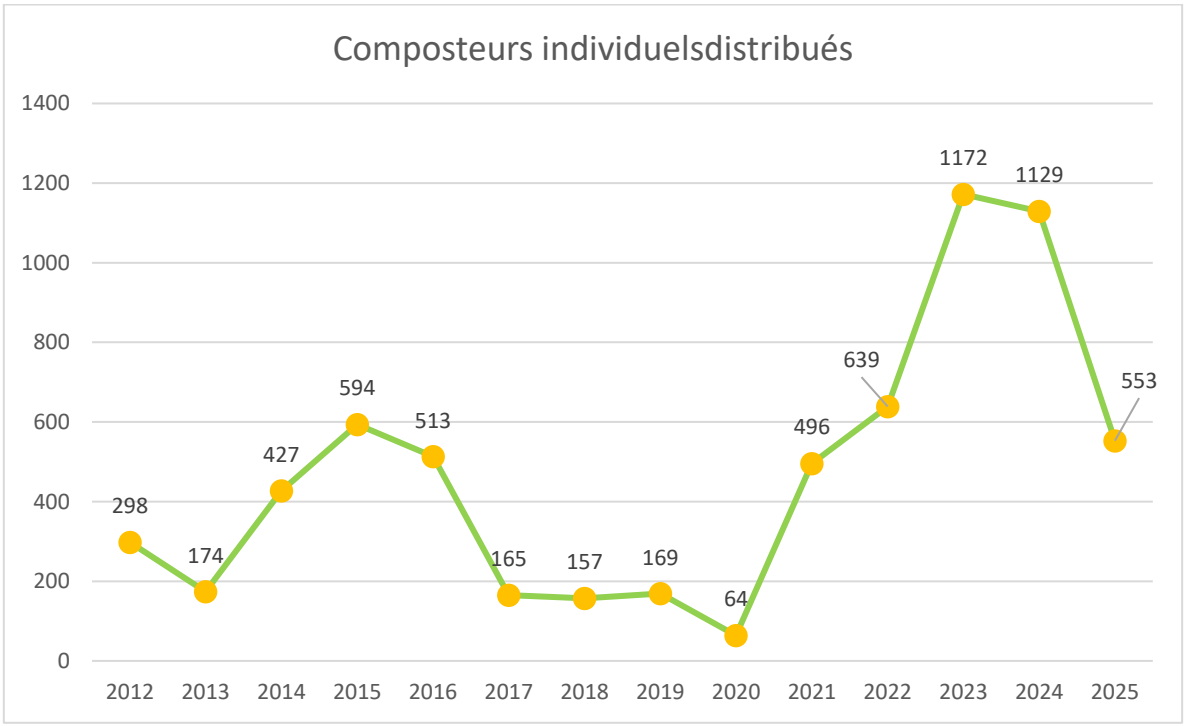
Entre le 1 Janvier 2025 et le 31 décembre 2025, 61,90 tonnes de biodéchets ont été collectées par les bennes de la CC ACVI. Afin de limiter les erreurs de tri des contrôles de collectes ont régulièrement été réalisés avant le passage de la benne. Le travail de sensibilisation et ces contrôles collectes ont permis d'obtenir un gisement de très bonne qualité.

Les composteurs individuels

La CC ACVI distribue à ses habitants des composteurs individuels. Le modèle proposé par la Communauté de Communes est un composteur en bois fabriqué par un ESAT. Jusqu'au 31 décembre 2022 ces composteurs étaient achetés au Sydetom66 20€ par la Communauté de Communes et étaient vendus 10€ l'unité aux usagers. A compter du 1er Janvier 2023 la Communauté de Communes a fourni gratuitement les composteurs individuels à ses usagers. Les composteurs sont délivrés par les ambassadeurs du tri de la CC ACVI avec un bio-seau qui permet un stockage intermédiaire des biodéchets en cuisine.



Le nombre de composteurs individuels distribués en 2025 est inférieur par rapport à 2023 et 2024. Il semble qu'un pallier d'équipement ait été atteint et que les distributions de composteurs permettent désormais de renouveler du matériel vieillissant plutôt que d'équiper de nouveaux foyers.



Pour récupérer le composteur, les usagers s'inscrivent sur la liste de demande auprès de l'accueil de la CC ACVI, ils sont ensuite recontactés par les ambassadeurs du tri afin de fixer un horaire de retrait lors de la prochaine distribution. Le jour J l'usager se présente à l'ambassadeur du tri qui tient un stand sur le parking du siège de la CC ACVI pour retirer son composteur. Les horaires de retrait sont échelonnés toutes les 10 minutes ce qui permet d'avoir le temps d'expliquer à chaque usager le montage du composteur, les bons gestes et de répondre aux éventuelles questions. Une à deux distributions sont organisées tous les quinze jours.

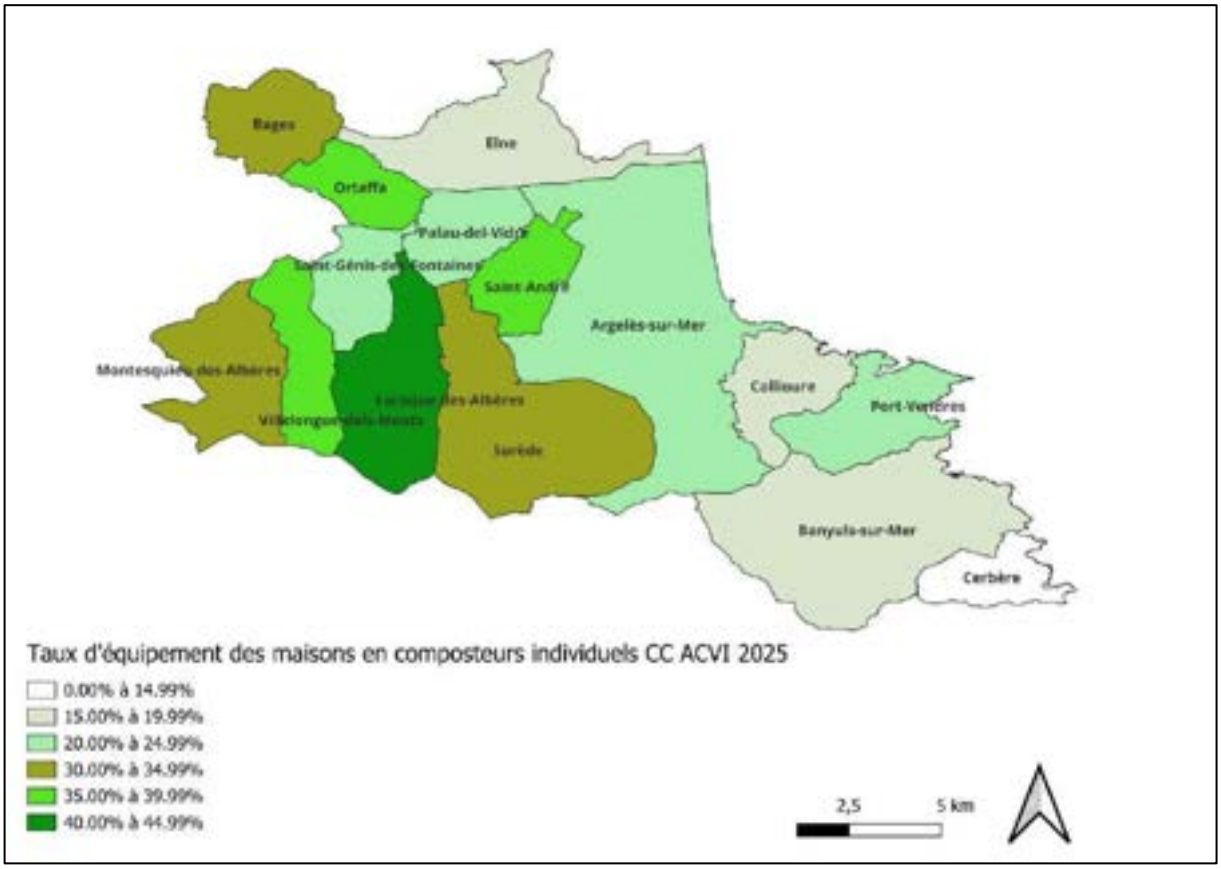


Figure 5 : Taux d'équipement des maisons en composteurs individuels en 2025

ARGELES-SUR-MER · BAGES · BANYULS-SUR-MER · CERBERE · COLLIOURE · ELNE · LAROQUE-DES-ALBERES · MONTESQUIEU-DES-ALBERES · ORTAFFA
PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRE · SAINT-GENIS-DES-FONTAINES · SOREDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS
3 IMPASSE CHARLEMAGNE · B.P. 90103 · 66704 ARGELÈS-SUR-MER CEDEX · TÉL. : 04 68 81 63 77 · FAX : 04 68 95 92 78 · WWW.CC-ACVI.COM

Les composteurs partagés

La CC ACVI déploie un parc de composteurs partagés sur son territoire. Pour ce faire, entre 2022 et 2023, la CC ACVI a installé 2 plateformes expérimentales (sur les communes de Saint-André et Saint-Genis-des-Fontaines) et formé ses agents (2 maitres-composteurs et 1 guide composteur), l'idée étant de maitriser tous les aspects avant de déployer un plus grand nombre de plateformes. Le succès des plateformes expérimentales a conforté la CC ACVI dans sa volonté de déployer le compostage partagé sur tout son territoire, c'est pourquoi une étude d'implantation de composteurs partagés a été démarrée à la fin de l'année 2023 pour chaque commune de la CC ACVI. Suite à cette étude d'implantation, 13 plateformes de compostage partagé ont été installées en 2024 (11 composteurs de quartiers et 2 composteurs collectifs en pied d'immeuble). En 2025 ce sont 7 nouvelles plateformes (2 composteurs en établissements scolaires, 3 composteurs de quartiers et 2 composteurs collectifs en pied d'immeuble) qui ont été installées et une plateforme a été retirée. Ainsi en 2025, 26 plateformes de compostage étaient actives sur le territoire de la CC ACVI.

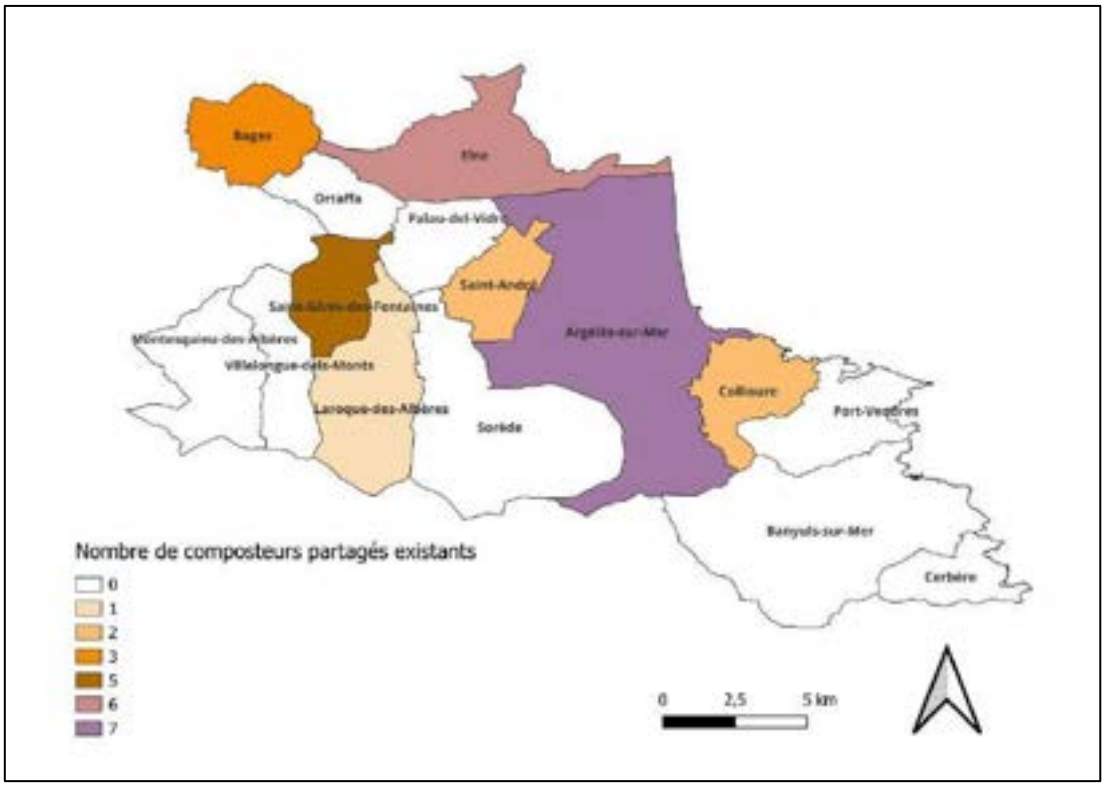


Figure 6 : Répartition des composteurs partagés sur le territoire de la CC ACVI



ARGELES-SUR-MER · BAGES · BANYULS-SUR-MER · CERBERE · COLLIOURE · ELNE · LAROQUE-DES-ALBERES · MONTESQUIEU-DES-ALBERES · ORTAFFA
PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRE SAINT-GENIS-DES-FONTAINES · SOREDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS
3 IMPASSE CHARLEMAGNE · B.P. 90103 · 66704 ARGELÈS-SUR-MER CEDEX · TÉL. : 04 68 81 63 77 · FAX : 04 68 95 92 78 · WWW.CC-ACVI.COM

Tableau 2 : Les composteurs partagés de la CC ACVI

Commune	Type	Adresse	Année d'installation
Elne	Composteur de quartier	Impasse du puit	2025
Elne	Composteur de quartier	Impasse Pasteur	2025
Bages	Composteur autonome en établissement	Ecole	2025
Argelès-sur-Mer	Composteur autonome en établissement	Collège	2025
Argelès-sur-Mer	Composteur de quartier	Résidence du Tamariguier	2025
Argelès-sur-Mer	Composteur de quartier (grutable)	Lavoir	2025
Collioure	Composteur collectif en pied d'immeuble	Résidence Grand Bleu Rue de la Tourette	2024
Collioure	Composteur collectif en pied d'immeuble	Résidence Val Saint-Elme Rue du Coma Chéric	2024
Bages	Composteur de quartier	Avenue du Général Fernand Olive	2024
Bages	Composteur de quartier	Place Baills	2024
Elne	Composteur de quartier	Place Gambetta	2024
Elne	Composteur de quartier	Place Kleber	2024
Elne	Composteur de quartier	Place du Planiol	2024
Elne	Composteur de quartier	Parking Sant Jordi	2024
Saint-André	Composteur de quartier	Rue du Canigou	2024
Saint-Genis-des-Fontaines	Composteur de quartier	Ancien chemin royal	2024
Saint-Genis-des-Fontaines	Composteur de quartier	Allée des moines	2024
Saint-Genis-des-Fontaines	Composteur de quartier	Avenue du Canigou	2024
Saint-Genis-des-Fontaines	Composteur de quartier	Cimetière	2024
Argelès-sur-Mer	Composteur autonome en établissement	Ecole maternelle de la Granotère	2023
Saint-André	Composteur de quartier	Parking du stade	2023
Argelès-sur-Mer	Composteur autonome en établissement	Ecole maternelle des Tamaris	2022
Saint-Genis-des-Fontaines	Composteur de quartier	Vieux lavoir	2022
Laroque-des-Albères	Composteur de quartier	Ancien boulodrome	2019
Argelès-sur-Mer	Composteur autonome en établissement	Lycée Bourquin	2019 (retrait en 2025)
Argelès-sur-Mer	Composteur de quartier	Impasse Marguerite Jeasse	2014 (renouvelé en 2025)

Les actions en lien avec la Recyclerie

La CC ACVI accompagne la Recyclerie dans la promotion de ses actions et plus généralement dans la promotion du réemploi et de la réutilisation. Lors de chaque évènement organisé par la Recyclerie dans ses locaux les ambassadeurs du tri de la CC ACVI tiennent un stand de sensibilisation.

Les ambassadeurs du tri de la CC ACVI dispensent régulièrement des formations à destination des agents en insertion de la Recyclerie afin de les sensibiliser à la prévention, la réduction et le tri des déchets. Inversement, la Recyclerie reçoit régulièrement des agents de la CC ACVI pour les sensibiliser sur ses actions et ses enjeux.

ARGELES-SUR-MER · BAGES · BANYULS-SUR-MER · CERBERE · COLLIOURE · ELNE · LAROQUE-DES-ALBERES · MONTESQUIEU-DES-ALBERES · ORTAFFA
PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRE SAINT-GENIS-DES-FONTAINES · SOREDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS
3 IMPASSE CHARLEMAGNE · B.P. 90103 · 66704 ARGELÈS-SUR-MER CEDEX · TÉL. : 04 68 81 63 77 · FAX : 04 68 95 92 78 · WWW.CC-ACVI.COM

La Recyclerie

La Recyclerie est une association d'insertion qui a débuté son activité de récupération le 1er décembre 2016 et a ouvert sa boutique le 11 mars 2017. En 2017, elle commence la collecte des encombrants sur le territoire des communes d'Argelès-sur-Mer, Bages et Elne. En 2018, la Recyclerie a étendu sa collecte des encombrants aux communes de Palau-del-Vidre et Sorède, puis Saint-André en 2019. A partir du 1er Janvier 2022, la Recyclerie a commencé à collecter les communes de Laroque-des-Albères, Montesquieu-des-Albères, Ortaffa, Saint-Génis-des-Fontaines, Villelongue-dels-Monts.

A la fin de l'année 2025, la Recyclerie compte 43 agents dont 8 agents permanents, 34 agents en insertion et 1 agent en contrat professionnel. En 2025 la Recyclerie a permis 17 sorties positives. Au cours de l'année 57 salariés ont été accueillis.

Sur l'ensemble du territoire de la CC ACVI la Recyclerie a collecté 568 tonnes d'encombrants, dont 549 tonnes dans le cadre du marché de collecte des encombrants. La Recyclerie collecte également en dehors du territoire de la CC ACVI avec notamment des zones préservantes présentes dans les déchèteries d'autres collectivités et des rendez-vous hors du territoire. Au global la Recyclerie a collecté 790 tonnes. 30% des objets collectés sont réutilisés (vente en boutique) et le reste est dirigé vers des filières de valorisation matières.

Les ventes en boutique ont permis de générer 276 000€ de recettes pour 240 tonnes vendues. Le prix au kilogramme s'élève donc à 1,16€

En 2025, par rapport à 2024, la collecte a augmenté de 13,8%, le tonnage de vente a augmenté de 52.9%. Le taux de réutilisation lui a augmenté de 34,2% par rapport à 2024.

ARGELES-SUR-MER · BAGES · BANYULS-SUR-MER · CERBERE · COLLIOURE · ELNE · LAROQUE-DES-ALBERES · MONTESQUIEU-DES-ALBERES · ORTAFFA
PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRE SAINT-GENIS-DES-FONTAINES · SOREDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS
3 IMPASSE CHARLEMAGNE · B.P. 90103 · 66704 ARGELÈS-SUR-MER CEDEX · TÉL. : 04 68 81 63 77 · FAX : 04 68 95 92 78 · WWW.CC-ACVI.COM

Tableau 3 : Récapitulatif activités de la Recyclerie

Années	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Effectifs en insertion	4	12	19	23	26	31	28	30	37	34
Sorties positives	0	1	6	4	6	11	9	13	8	17
Tonnages détournés	320		458	428	465	611	731	680	694	790

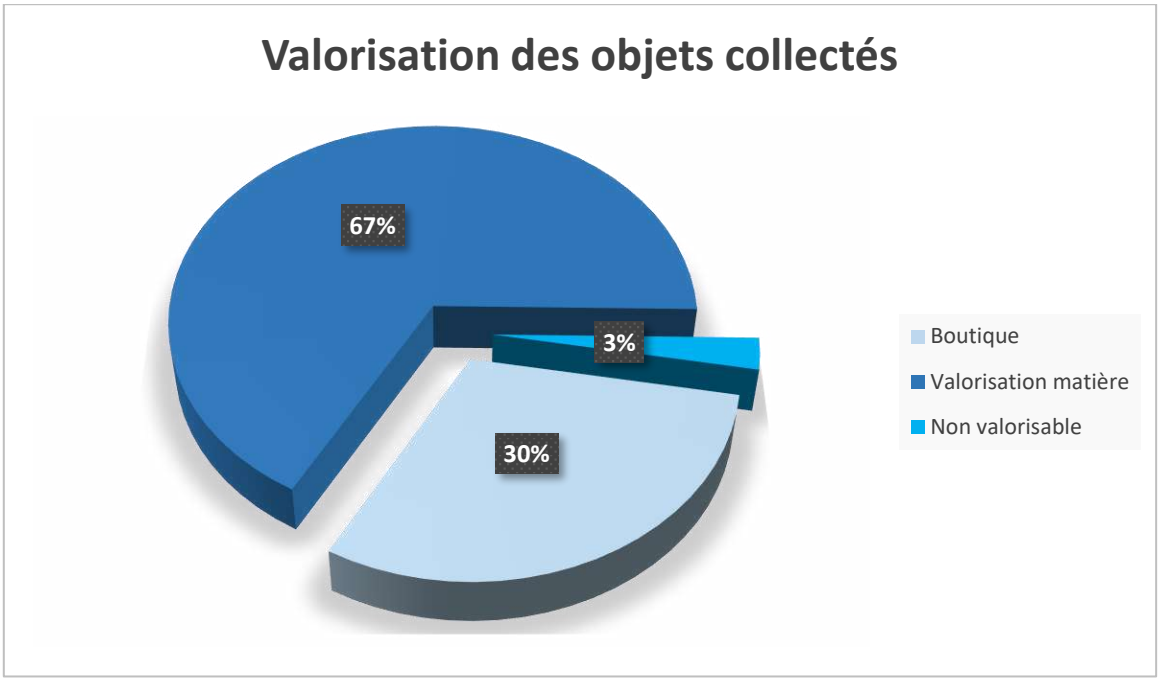


Figure 7 : Proportion d'objets valorisés

En 2025, sur 790 tonnes d'objets collectés (collecte encombrant, dons sur rdv et apports directs confondus) 240 tonnes sont revendues en boutique ; 530 tonnes sont démantelées pour une valorisation matière et seulement 20 tonnes ne peuvent pas être valorisées. La collecte des encombrants sur le territoire de la Communauté de Commune Albères Côte-Vermeille Illibéris représente 568 tonnes soit 71,9% des matériaux récupérés par la Recyclerie.

Les déchèteries

Cinq déchèteries desservent les 58 594 habitants de la Communauté de Communes Albères Côte-Vermeille Illibéris. Ces déchèteries sont gérées en régie.

- La déchèterie d'Argelès-sur-Mer
- La déchèterie de Cerbère
- La déchèterie d'Elne
- La déchèterie de Laroque-des-Albères
- La déchèterie de Port-Vendres

Toutes les déchèteries de la CC ACVI accueillent les particuliers et les déchèteries d'Argelès-sur-Mer et Port-Vendres accueillent les déchets des professionnels.

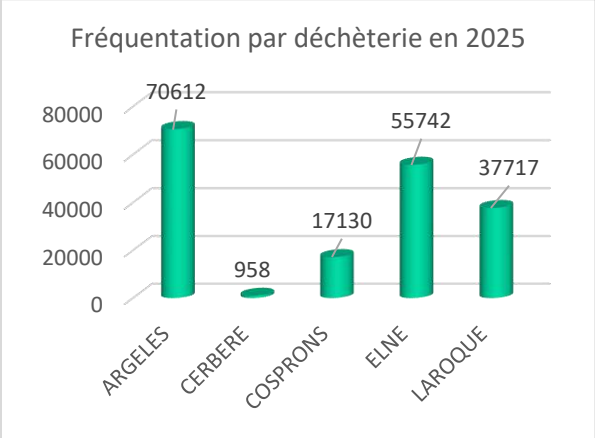
Les déchèteries de la CC ACVI accueillent les déchets suivants :

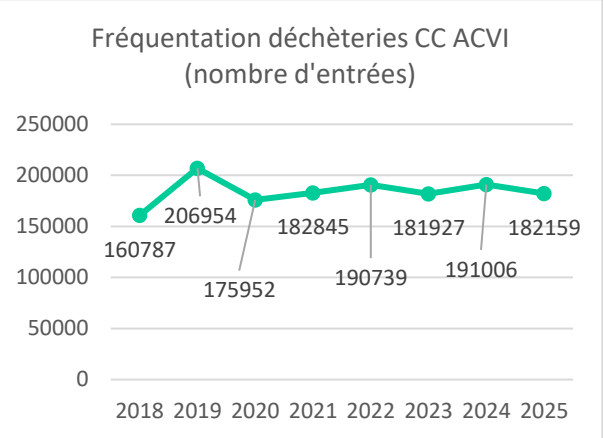


Au total en 2025, les déchèteries du territoire ont collecté 19 484 tonnes de déchets soit 812 tonnes de plus qu'en 2024. En 2025, le ratio par habitant de déchets déposés en déchèterie tous flux confondus est de 332, 53 kg/hab/an. Les trois principaux flux sont les déchets verts (5 631t), les gravats (5 234t) et les encombrants (2 897t).

La fréquentation en déchèteries

En 2025, 182 159 entrées ont été enregistrées sur l'ensemble des déchèteries de la CC ACVI. Le pic d'activité se situe au mois de Juillet avec 19 693 entrées et les entrées sont réparties de manière homogène sur les jours de la semaine.





A noter que le pont bascule de la déchèterie de Laroque-des-Albères a subi plusieurs pannes ne permettant pas de recenser correctement la fréquentation sur ce site. L'estimatif de fréquentation de la déchèterie de Laroque-des-Albères est d'environ 50 000 entrées en 2025.

Les travaux réalisés en déchèteries

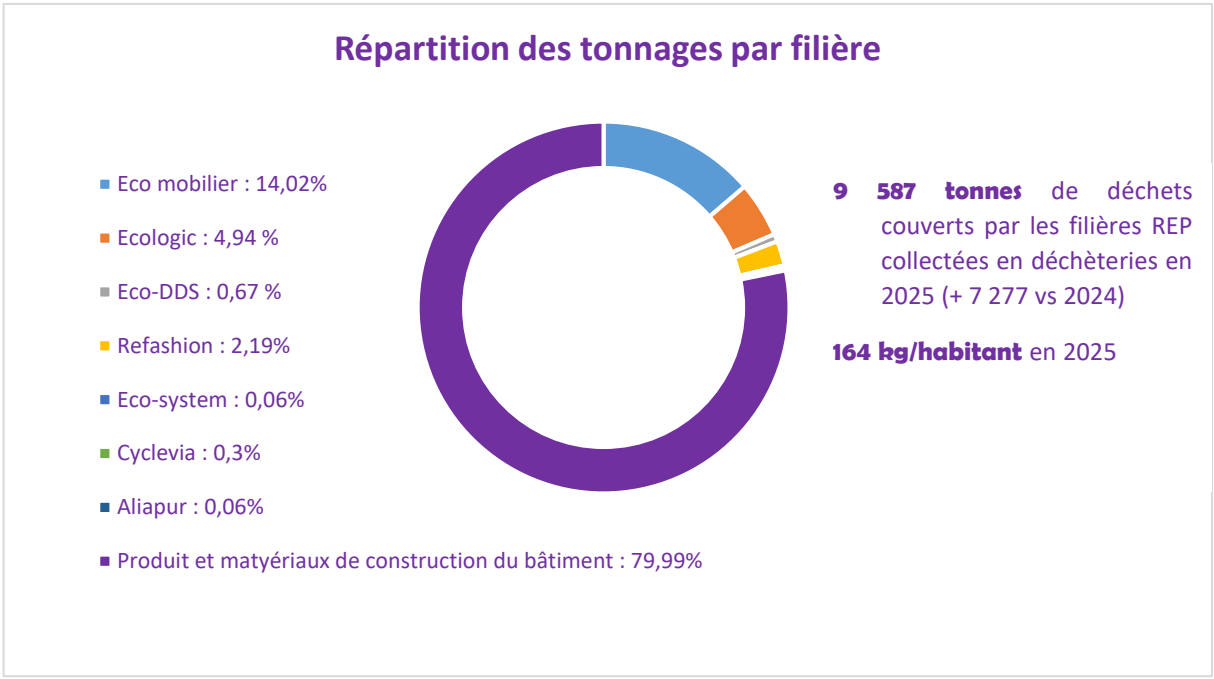
Des travaux d'entretien ont été réalisés sur les 5 déchèteries de la CC ACVI. Ces travaux ont permis de remettre à niveau certaines zones de stockage, de mettre en conformité les sites vis-à-vis de la réglementation concernant les installations classées ICPE et d'optimiser l'efficacité des sites et leur pérennité.

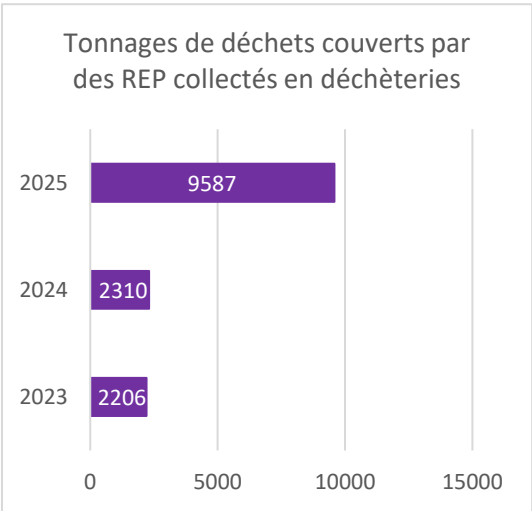
ARGELES-SUR-MER·BAGES·BANYULS-SUR-MER·CERBERE·COLLIOURE·ELNE·LAROQUE-DES-ALBERES·MONTESQUIEU-DES-ALBERES·ORTAFFA
PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRE SAINT-GENIS-DES-FONTAINES · SOREDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS
3 IMPASSE CHARLEMAGNE · B.P. 90103 · 66704 ARGELÈS-SUR-MER CEDEX · TÉL. : 04 68 81 63 77 · FAX : 04 68 95 92 78 · WWW.CC-ACVI.COM

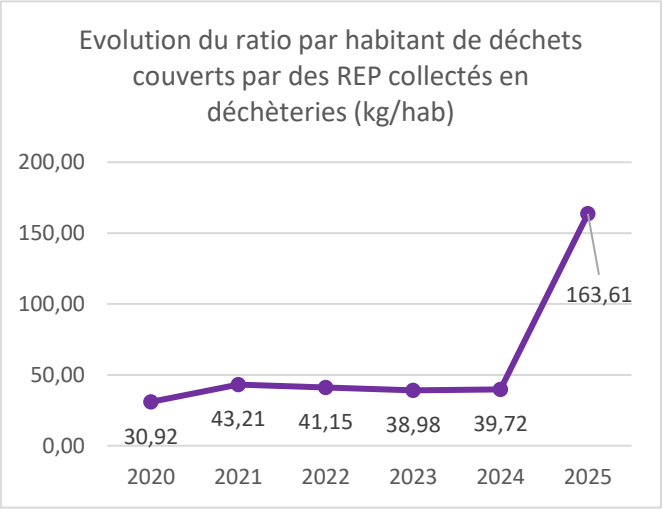
Les filières à Responsabilité Elargie Producteur (REP)

Dans le cadre de la Responsabilité Elargie Producteurs (REP), les Eco-Organismes ont pour mission, en application du principe pollueur-payeur, de prendre en charge la fin de vie des biens produits et équipements mis sur le marché par les entreprises et distributeurs.

Cette prise en charge peut être financière (versement aux collectivités d'une subvention pour aide à la collecte et/ou au traitement d'une catégorie de déchets) ou opérationnelle (l'éco-organisme missionne une entreprise chargée de la collecte, du transport et du traitement d'une catégorie de déchets). Dans le cadre de ses missions le SYDETOM66 est signataire des contrats avec les éco-organismes et reverse aux intercommunalités les soutiens financiers perçus En 2025, la filière REP Produits et Matériaux de Construction et du Bâtiments a fait son apparition, elle couvre les flux gravats, bois B, plâtre, menuiseries vitrée (nouveau flux) et amiante, ce qui augmente de manière très significative les tonnages couverts par une filière REP.







Les filières REP présentent dans les déchèteries de la CC ACVI sont :

- **Eco-mobilier :** Déchets d'éléments d'ameublement : **1 345 tonnes en 2025** (-262t vs 2024)

- **Ecologic : 473,75 tonnes en 2025**
  Dont :
  - **Déchets d'équipements électriques et électroniques : 466 tonnes en 2025** (+71t vs 2024)
  - **Articles de sports et de loisirs : 7,55 tonnes en 2025** (-90kg vs 2025)
  - **Articles de bricolage et de jardinage thermiques : 200 kg en 2025 (**+120kg vs 2024)

- **ECO-DDS : 64,49 tonnes en 2025**
  Dont :
  - **Déchets diffus spécifiques : 64,17 tonnes en 2025** (+2,01t vs 2024)
  - **Outillage du peintre : 320 kg en 2025** (-20 kg vs 2024)

- **Refashion :** Textiles, linges de maison et chaussures : **210 tonnes en 2025** (-10t vs 2024)

- **Eco-système : 5,43 tonnes en 2025**
  Dont :
  - **Piles : 2,95 tonnes en 2025** (+971kg vs 2024)
  - **Néons, ampoules : 2,48 tonnes en 2025** (+130kg vs 2024)
  - **Extincteurs : 0 tonnes en 2025** (-284kg vs 2024)

- **Cyclevia :** Huiles : **32.22 tonnes en 2025** (+ 8,10t vs 2024)

- **Aliapur :** Pneus : **5,58 tonnes en 2025** (+860kg vs 2024)

- **Produits et Matériaux de Construction et du Bâtiment (Nouvelle filière REP 2025) : 7668,15 tonnes en 2025**
  Dont :
  - **Plâtre : 451 tonnes en 2025** (+219t vs 2024)
  - **Gravats : 5 234 tonnes en 2025** (-359t vs 2024)
  - **MultiREP bois** *(bois B)* **: 1 949 tonnes en 2025** (+643t vs 2024)
  - **Menuiseries vitrées : 17,55 tonnes en 2025** (+17,55t vs 2024)
  - **Amiante : 16,60 tonnes en 2025**

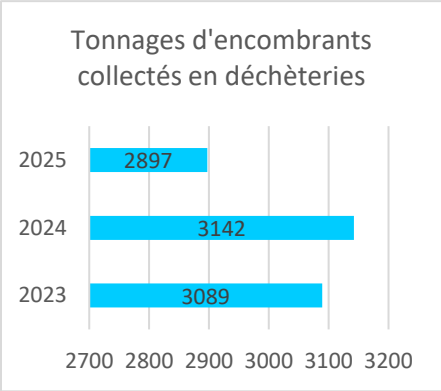
ARGELES-SUR-MER · BAGES · BANYULS-SUR-MER · CERBERE · COLLIOURE · ELNE · LAROQUE-DES-ALBERES · MONTESQUIEU-DES-ALBERES · ORTAFFA
PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRE SAINT-GENIS-DES-FONTAINES · SOREDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS
3 IMPASSE CHARLEMAGNE · B.P. 90103 · 66704 ARGELÈS-SUR-MER CEDEX · TÉL. : 04 68 81 63 77 · FAX : 04 68 95 92 78 · WWW.CC-ACVI.COM

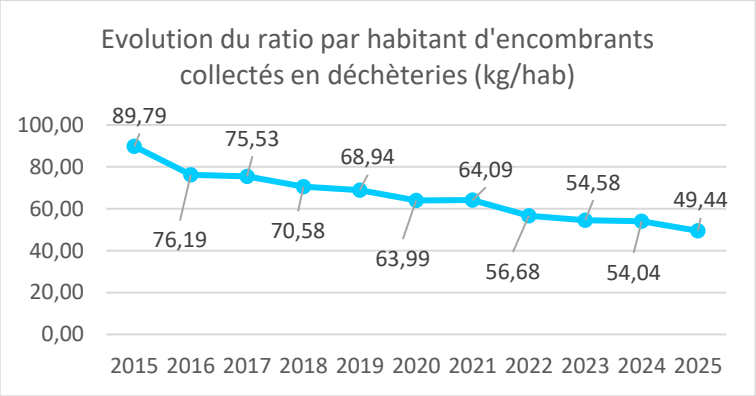
Les Encombrants en déchèteries

Les encombrants collectés en déchèteries sont acheminés par l'entreprise TREBUT vers le centre de tri de TUBERT pour un tri du flux, les éléments non triés sont ensuite acheminés vers Calce ou Espira-de-l'Agly.



- **2 897 tonnes** d'encombrants collectées en déchèteries en 2025 (- 245t vs 2024)
- **49,44 kg/habitant** en 2025 (département : 64,74 kg/hab)
- **Coût de traitement : 186 €/tonne** (+16€ vs 2024)
- **Valorisation thermique à l'UTVE de Calce** et **Enfouissement à l'ISDND d'Espira-de-l'Agly**



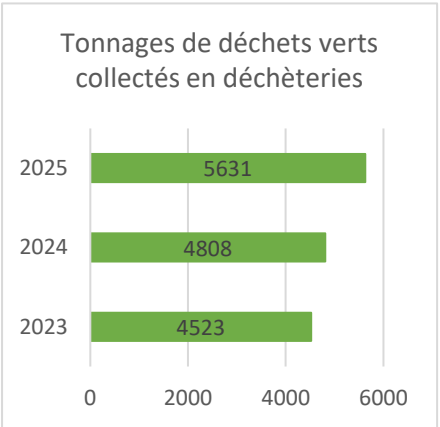


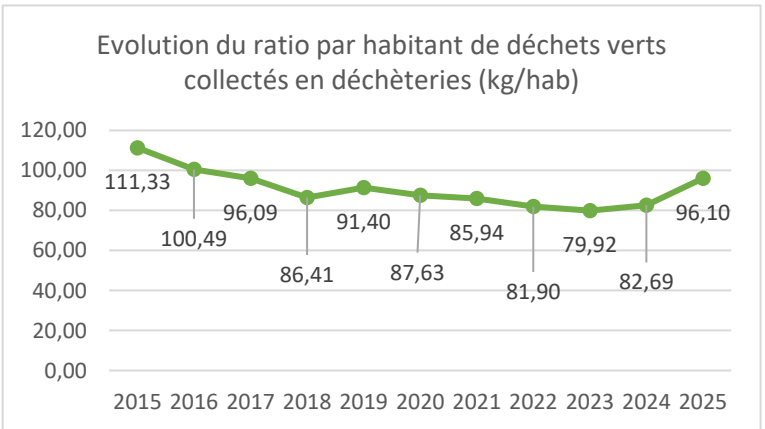
Les Déchets verts en déchèteries

Les déchets verts collectés en déchèteries sont acheminés par l'entreprise TREBUT vers la plateforme de compostage industrielle du SYDETOM 66 à Palau-del-Vidre.



- **5631 tonnes** de déchets verts collectées en déchèteries en 2025 (+ 823t vs 2024)
- **96,10 kg/habitant** en 2025 (département : 101,32 kg/hab)
- **Coût de traitement : 40 €/tonne** (pas d'évolution vs 2024)
- **Valorisation matière sur la plateforme de compostage industriel du SYDETOM66 à Palau-del-Vidre**



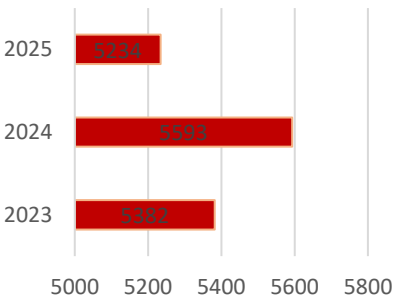


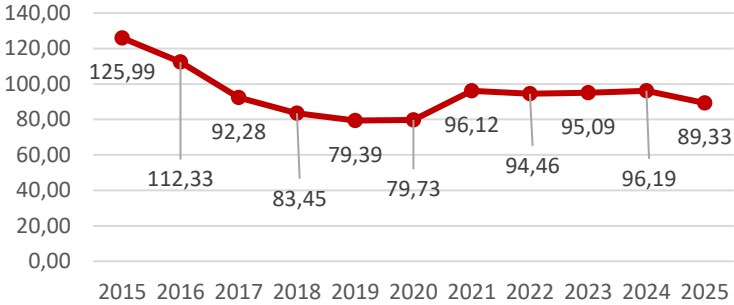
Les Gravats en déchèteries

Du 1er janvier 2025 au 1er juin 2025, les gravats collectés en déchèteries sont acheminés par l'entreprise TDA vers son site de traitement situé à Argelès-sur-Mer. A compter du 1er juin 2025 la filière à Responsabilité Elargie Producteur (REP) Produit et Matériaux de Construction et du Bâtiment (PMCB) a été mis en place, le flux gravats est couvert par cette filière REP. A compter de cette date les gravats ont été acheminés vers le site de traitement de Valormat à Trouillas et les coûts liés au flux gravats sont pris en charge par la filière REP.



- **5 234 tonnes** de gravats collectées en déchèteries en 2025 (-359t vs 2024)
- **89,33 kg/habitant** en 2025
- **Coût de traitement avant le 1er Juin 2025 : 14,20€/tonne** (pas d'évolution vs 2024)
- **Coût de traitement après le 1er Juin 2025 : 0€/tonne** (-14,20€ vs 2024)



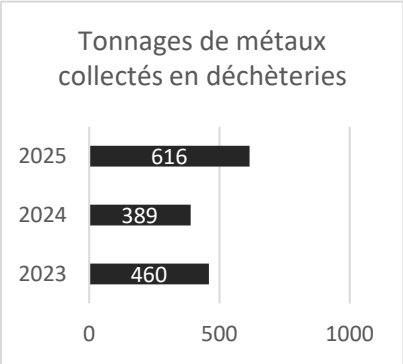


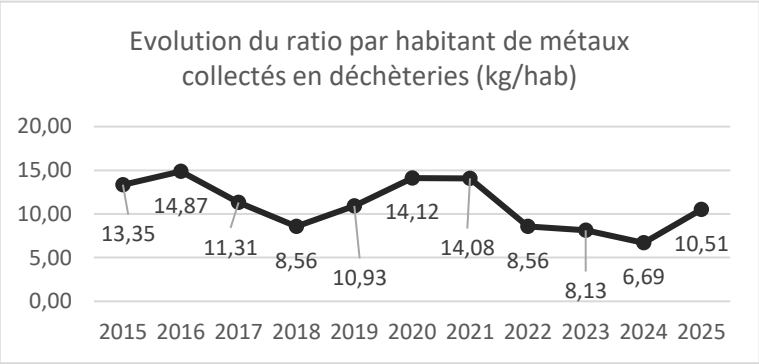
Les Métaux en déchèteries

Les métaux collectés en déchèteries sont acheminés par l'entreprise TREBUT vers le centre de tri de TUBERT pour un tri du flux.



- **616 tonnes** de métaux collectées en déchèteries en 2025 (+227t vs 2023)
- **10,51 kg/habitant** en 2025
- **Prix moyen de revente : 107,82 €/tonne** (-45,18€ vs 2024)



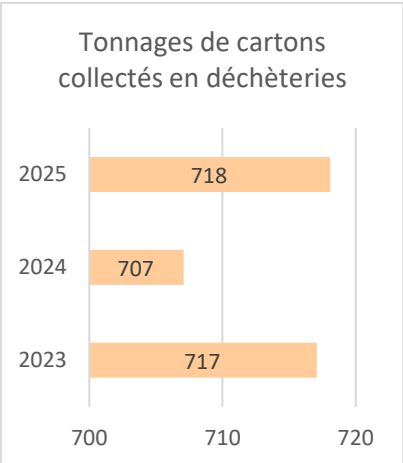


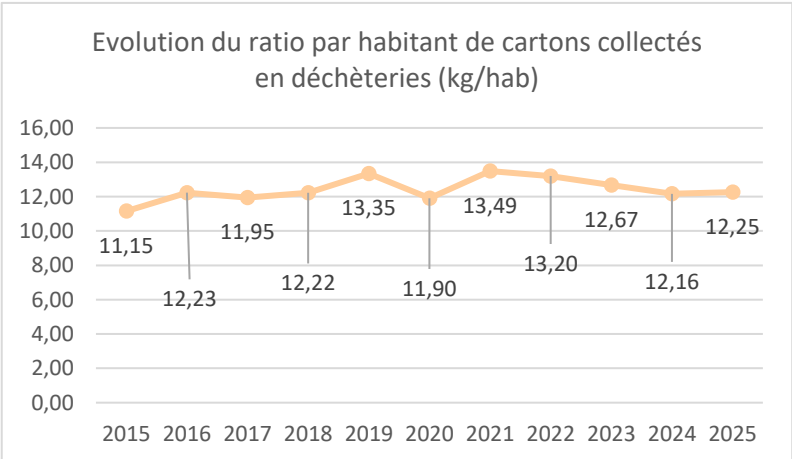
Les cartons en déchèteries

Les cartons collectés en déchèteries sont acheminés par l'entreprise TREBUT vers le centre de tri de TUBERT pour un tri du flux.



- **718 tonnes** de cartons collectées en déchèteries en 2025 (+11t vs 2024)
- **12,25 kg/habitant** en 2025
- **Prix moyen de revente : 56,80 €/tonne** (+2,92€ vs 2024)



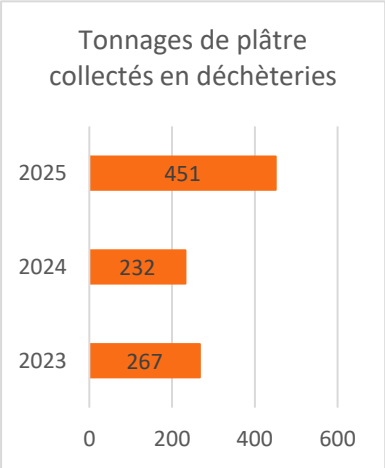


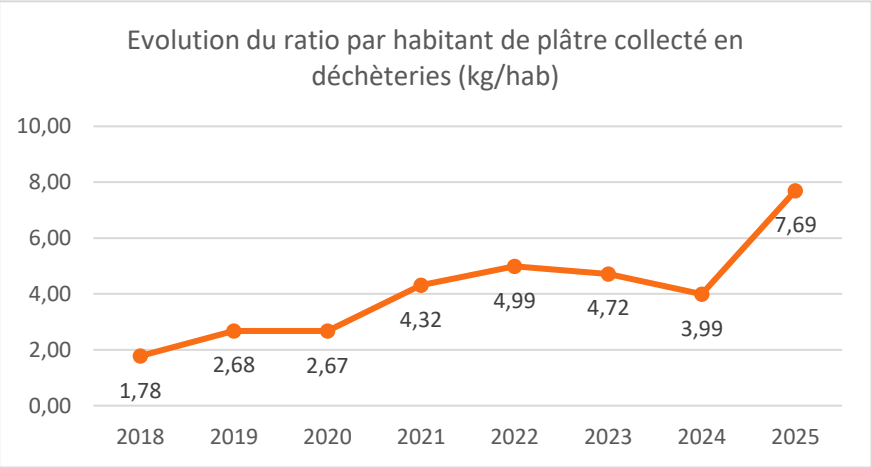
Le Plâtre en déchèteries

Le plâtre collecté en déchèteries est acheminé par l'entreprise TREBUT vers le centre de tri de TUBERT pour un tri du flux. A compter du 1er juin 2025 la filière à Responsabilité Elargie Producteur (REP) Produit et Matériaux de Construction et du Bâtiment (PMCB) a été mis en place, le flux plâtre est couvert par cette filière REP. A compter de cette date la gestion opérationnelle et les coûts liés au flux plâtre sont pris en charge par la filière REP.



- **451 tonnes** de plâtre collectées en déchèteries en 2025 (+219t vs 2024)
- **7,69 kg/habitant** en 2025
- **Coût de traitement avant le 1er Juin 2025 : 103,20 €/tonne**
- **Coût de traitement après le 1er Juin 2025 : 0 €/tonne**



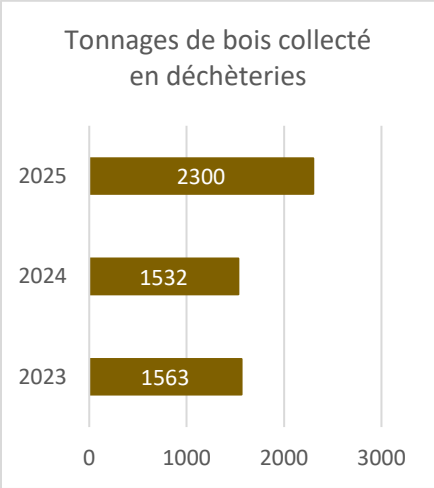


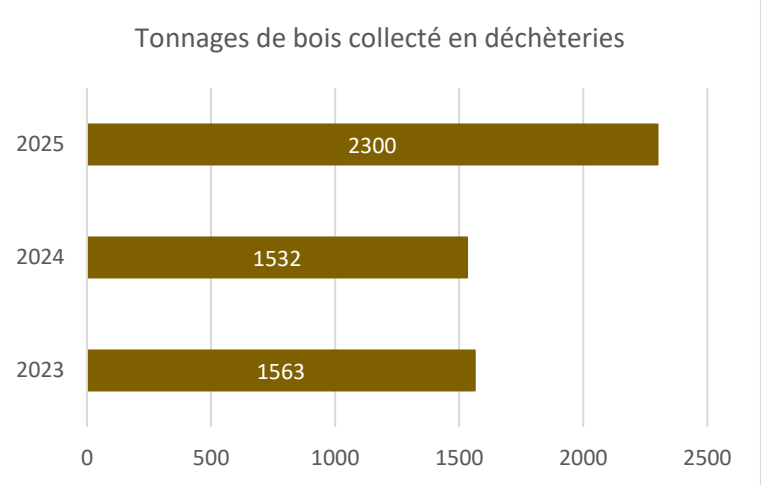
Le bois en déchèteries

Le bois collecté en déchèteries est acheminé par l'entreprise TREBUT vers le centre de tri de TUBERT pour un tri du flux. A compter du 1er juin 2025 la filière à Responsabilité Elargie Producteur (REP) Produit et Matériaux de Construction et du Bâtiment (PMCB) a été mis en place, le flux bois B est couvert par cette filière REP. A compter de cette date la gestion opérationnelle et les coûts liés au flux bois B sont pris en charge par la filière REP. Le flux bois A (palettes cagettes) reste à la charge de la CC ACVI.



- **2 300 tonnes** de bois collectées en déchèteries en 2025 (+ 768 vs 2024)
  Dont **1 949 tonnes de bois B** (+144t vs 2024) et **350 tonnes de bois A** (+119t vs 2024)
- **39,25 kg/habitant** en 2025
- **Coût de traitement avant le 1er Juin 2025 : 58,20 €/tonne** (bois B) et **9,20 €/tonne** (bois A)
- **Coût de traitement après le 1er Juin 2025 : 0 €/tonne** (bois B) et **9,20 €/tonne** (bois A)





Les pneus en déchèteries

Une partie des pneus n'est pas couverte par la filière REP Aliapur. Ces déchets pneus sont acheminés par l'entreprise Trebut vers le centre de tri de TUBERT pour un tri du flux.



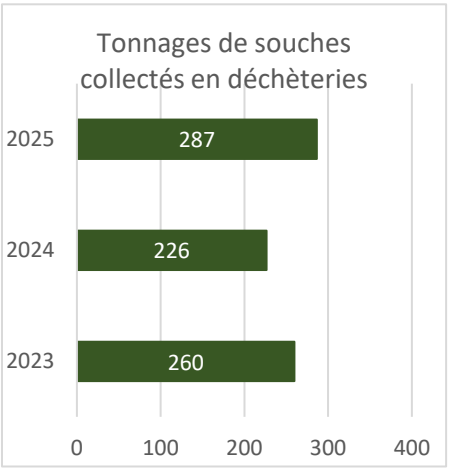
- **2,04 tonnes** collectées en déchèteries en 2025 (+860kg vs 2024), à noter que 5,58 tonnes supplémentaires sont traitées dans le cadre de la filière REP Aliapur
- **0,03 kg/habitant** en 2025
- **Coût de traitement en 2025 : 470 €/tonne**

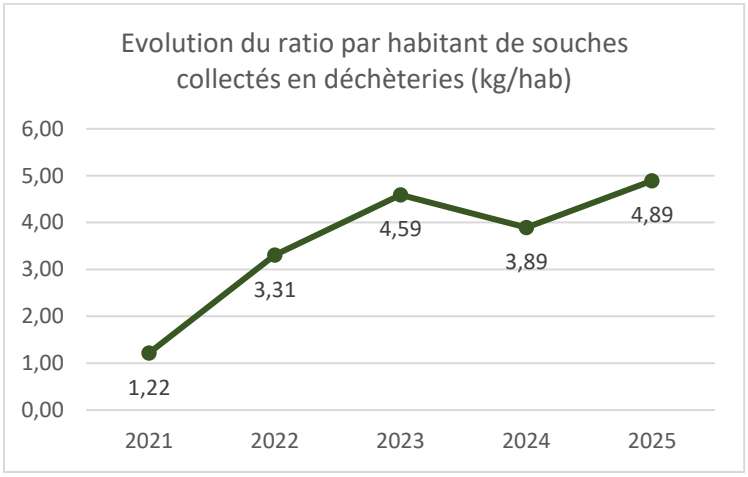
Les souches en déchèteries

Les souches collectées en déchèteries sont acheminées par l'entreprise TREBUT vers le centre de tri de TUBERT pour un tri du flux.



- **283 tonnes** de souches collectées en déchèteries en 2025 (+60t vs 2024)
- **4,89 kg/habitant** en 2025
- **Coût de traitement en 2025 : 92 €/tonne** (pas d'évolution vs 2024)





Les déchets diffus spécifiques hors périmètre en déchèteries

Une partie des déchets diffus spécifiques n'est pas couverte par la filière REP Eco-DDS. Ces déchets dits « hors-périmètre » sont acheminés par l'entreprise Triadis vers la région de Béziers pour un tri du flux.



- **36,90 tonnes** collectées en déchèteries en 2025 (+1,71t vs 2024)
- **0,63 kg/habitant** en 2025
- **Coût de traitement en 2025 : selon marché**

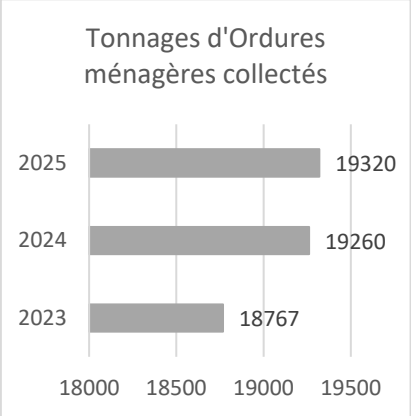
La collecte des déchets

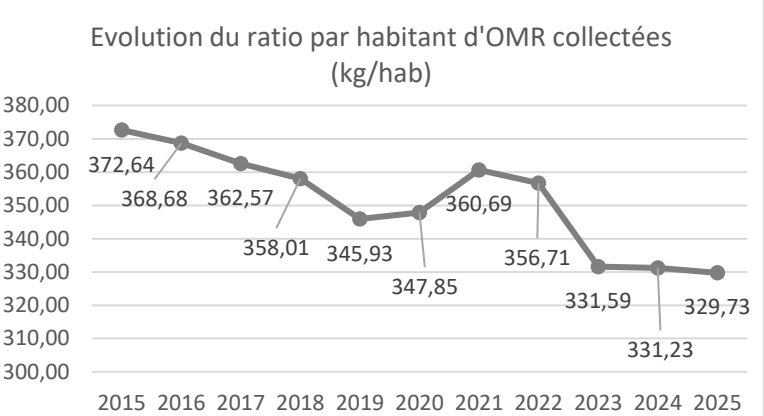
Les Ordures Ménagères Résiduelles

La collecte des Ordures Ménagères Résiduelles est une prestation réalisée en régie, que ce soit pour la collecte en porte à porte ou pour la collecte des points d'apports volontaires (Colonnes aériennes et enterrées).



- **19 320 tonnes** d'ordures ménagères collectées en 2025 (+ 80t vs 2023)
- **329.72 kg/habitant** collectés en 2025 (département : 314kg/hab)
- **Coût de traitement : 99 €/tonne**
- **Valorisation thermique à l'UTVE de Calce**





Les tonnages d'OMR sur le territoire de la Communauté de Communes Albères Côte- Vermeille Illibéris ont augmenté de 60t soit 0,3%. Toutefois, le ratio par habitant collecté a très légèrement diminué par rapport à 2024 ce qui signifie que l'augmentation des tonnages collectés est due à l'augmentation de la population sur le territoire de la Communauté de Communes Albères Côte-Vermeille Illibéris.

Les Ordures Ménagères collectées sont acheminées par les camions de la CC ACVI jusqu'aux Centres de Transfert du Pont du Tech à Argelès-sur-Mer et de Cosprons à Port-Vendres. Des semi-remorques à fond mouvant des sociétés prestataires OURRY-VAILLS et LLOVERAS se chargent ensuite de transférer les déchets vers l'Unité de Traitement à Valorisation Énergétique (UTVE) de Calce.

Les Centres de Transfert du Pont du Tech à Argelès-sur-Mer et de Cosprons à Port-Vendres ainsi que le transport vers le Centre de tri et L'UTVE à Calce sont gérés par le SYDETOM66. Ces infrastructures réceptionnent l'ensemble des déchets ménagers produits par la CC ACVI (Ordures Ménagères et Emballages Ménagers Recyclables).

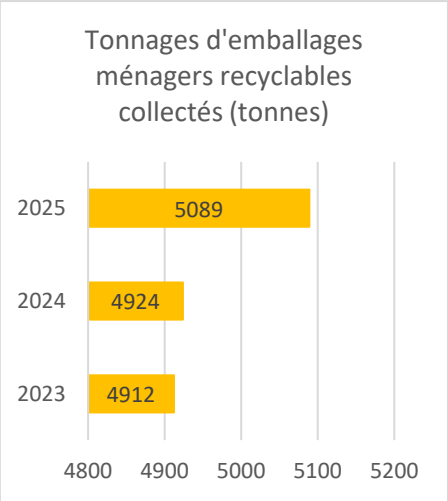
Les Emballages Ménagers Recyclables

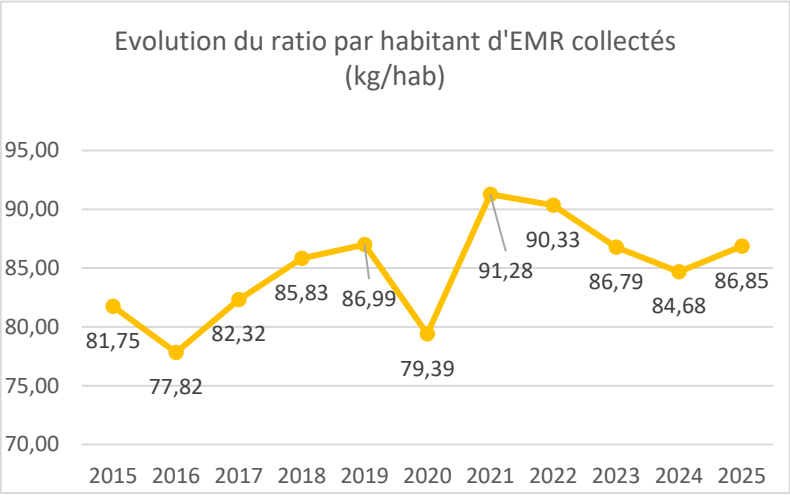
Sur le territoire de la CC ACVI, les Emballages Ménagers Recyclables (EMR) sont collectés en porte à porte et en points d'apports volontaires. La prestation de collecte en porte à porte est réalisée en régie, le mode de collecte est le conteneur individuel ou bac de regroupement de 35 à 750 litres. Au 1er Juillet 2023 la compétence collecte des points d'apports volontaires EMR et le marché de prestation avec Véolia ont été transférés du Sydetom66 vers la CC ACVI. La CC ACVI a alors réalisé un avenant au marché existant afin que le la collecte des points d'apports volontaires EMR soit réalisée par le l'entreprise Véolia du 1er Juillet 2023 au 31 Janvier 2024. Depuis 1er Février 2024 la CC ACVI collecte les points d'apports volontaires d'EMR en régie.

En 2025, 5 089 tonnes d'EMR ont été collectées en porte à porte et en points d'apports volontaires contre 4 924 tonnes en 2024.



- **5089 tonnes** d'emballages ménagers recyclables collectées en 2025 (+ 165t vs 2024)
- **86.85 kg/habitant** collectés en 2025 (département : 60 kg/hab)
- **Coût de traitement : 38 €/tonne**
- **Valorisation matière vers la France** (bouteilles PET incolore, colore, bouteilles PEHD PP, acier, aluminium), **vers l'Espagne** (papier, carton, bouteilles PEHD PP, acier, aluminium), **et vers le Portugal** (bouteilles PEHD PP et films plastiques)





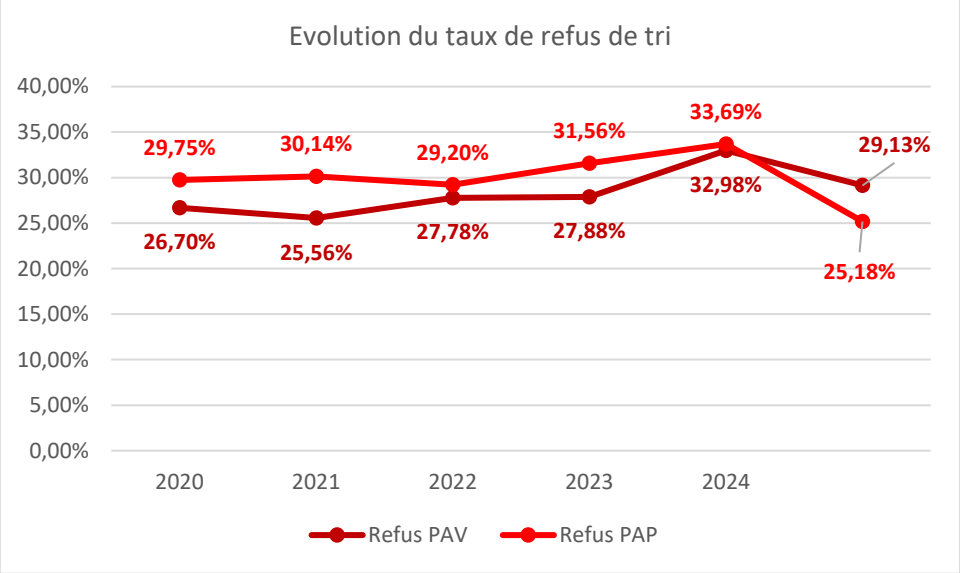
Le Sydetom66 assure l'acheminement des EMR issus de la collecte sélective vers son centre de tri, situé à Calce (66), par l'intermédiaire de camions. Ils sont triés, puis chaque type de déchet est expédié vers les filières de recyclage spécifiques désignées par Citeo ou choisies par le Sydetom66.

Les Refus de tri

Il arrive régulièrement que des déchets contenus dans le flux Emballages Ménagers Recyclables soient refusés au centre de tri car ils ne devraient pas se trouver là. Les refus de tri sont à la hausse depuis 2023.



- **29,13% de refus de tri** pour les déchets issus de points d'apports volontaires (PAV) en 2024 (département : 27,17%)
- **25,18% de refus de tri** pour les déchets issus de bacs individuels (PAP) en 2024 (département : 25,99%)
- **Coût de traitement : 122 €/tonne** (contre 99€/tonne si directement mis en ordures ménagères)
- **Déclassement en ordures ménagères pour valorisation thermique**



Une baisse importante des refus de tri a été constatée sur les PAV et en PAP. Elle est plus marquée sur le PAP. Cette baisse est très probablement due à la réalisation de travaux sur le centre de tri de Calce. En effet, fin 2024 et début 2025, le Sydetom66 a fait réaliser par son délégataire des travaux de modernisation de la chaîne de tri. Ces travaux se sont traduits par la refonte de la chaîne de tri des plastiques, l'installation de quatre nouvelles machines de tri optique et le changement de la maille du trommel, désormais de taille plus réduite. Ces travaux ont permis une amélioration du taux de captation des plastiques, un recyclage total des plastiques et fines de 5 à 8 cm, une amélioration de la qualité du tri des fibreux et une réduction du refus de tri. En parallèle les actions de prévention menées par les ambassadeurs du tri telles que le contrôles des bacs individuels de tri en amont des collectes ont permis d'accentuer la diminution des refus de tri notamment sur la partie PAP.

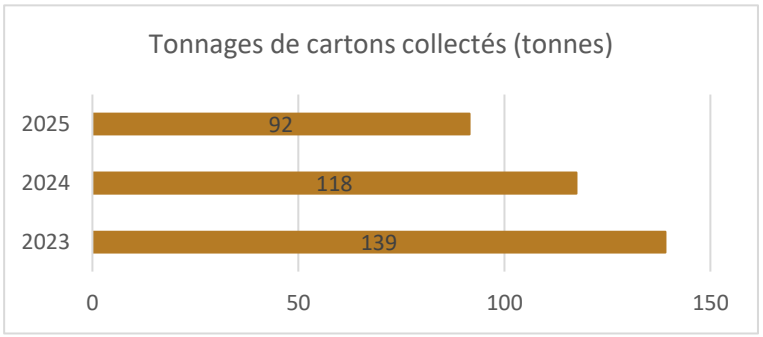
ARGELES-SUR-MER · BAGES · BANYULS-SUR-MER · CERBERE · COLLIOURE · ELNE · LAROQUE-DES-ALBERES · MONTESQUIEU-DES-ALBERES · ORTAFFA
PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRE SAINT-GENIS-DES-FONTAINES · SOREDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS
3 IMPASSE CHARLEMAGNE · B.P. 90103 · 66704 ARGELÈS-SUR-MER CEDEX · TÉL. : 04 68 81 63 77 · FAX : 04 68 95 92 78 · WWW.CC-ACVI.COM

Les Cartons

Chaque été la CC ACVI met en place une collecte des cartons pour les commerçants de la Côte Vermeille. Les cartons sont collectés en vrac puis déposés dans la benne à carton de la déchèterie de Cosprons.



- **92 tonnes** de cartons collectées en 2025 (- 26t vs 2024)

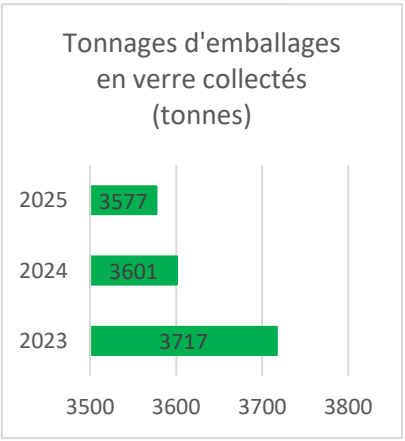


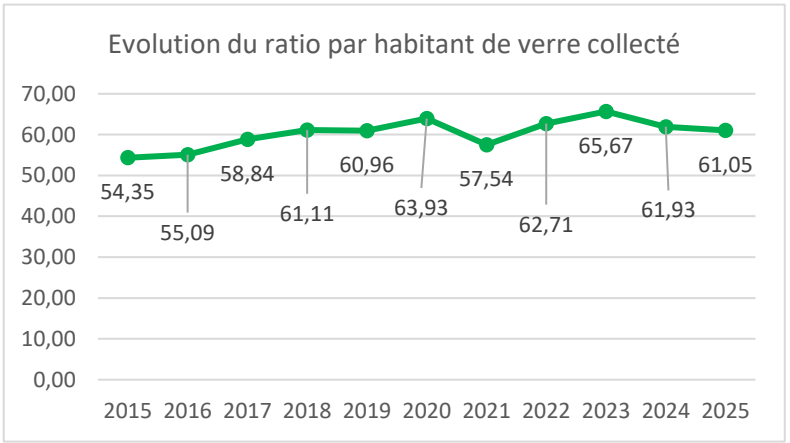
Les Emballages en Verre

Le mode de pré-collecte est l'apport volontaire en colonnes à verre, et ce sur tout le territoire de la CC ACVI. La collecte des points d'apports volontaires est réalisée par le prestataire Vial-Mineris par l'intermédiaire du SYDETOM66 qui possède la compétence « collecte du verre ».



- **3 577 tonnes** d'emballages en verre collectées en 2025 (- 24t vs 2024)
- **61,05 kg/habitant** collectés en 2024 (département : 36,31 kg/hab)
- **Coût de traitement : 35 €/tonne**
- **Valorisation matière dans des verreries de Béziers et du Nord de Barcelone**





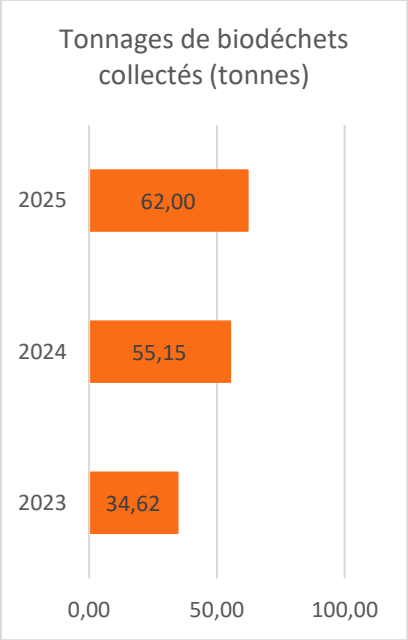
Une légère diminution des tonnages est observée en 2025 (- 24t tonnes de verre collectées par rapport à 2024). Cette réduction est également présente sur le ratio par habitant collecté ce qui indique une légère baisse de la performance de collecte. Cette diminution peut être due à une meilleure prévention des emballages en verre et a un changement des habitudes de consommation.

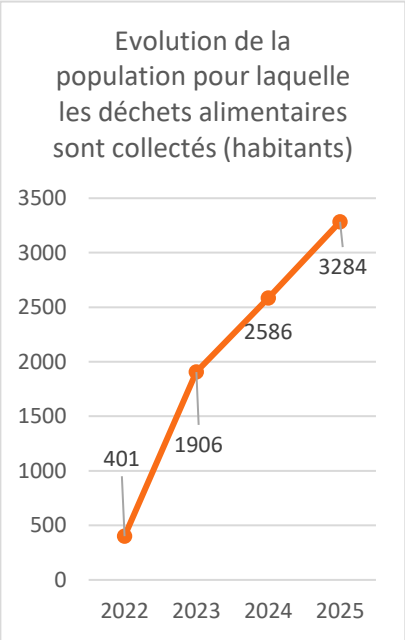
Les Déchets alimentaires

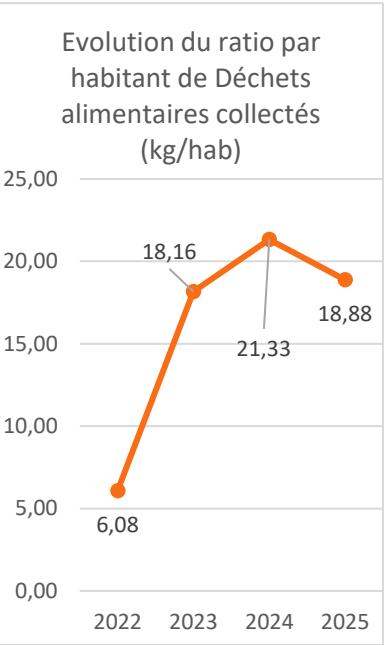
Depuis la fin de l'année 2022 et dans le cadre de son projet de lutte contre le gaspillage alimentaire et de gestion des déchets alimentaires la CC ACVI a mis en œuvre une collecte des déchets alimentaires sur certaines zones de son territoire. La prestation de collecte en porte à porte est réalisée en régie, le mode de pré-collecte est le conteneur individuel 120L avec réducteur de cuve 40L. En 2025, la collecte des déchets alimentaires a permis de détourner 62 tonnes de déchets alimentaires des ordures ménagères.



- **62 tonnes** de Déchets alimentaires collectées en 2025 (+ 5t vs 2024)
- **18,33 kg/habitant** collectés en 2024
- **Coût de traitement : 40 €/tonne** (-46 € vs 2024)
- **Valorisation matière sur la plateforme de compostage industriel du SYDETOM66 à Argelès-sur-Mer**







La CC ACVI transporte les déchets alimentaires vers la plateforme de compostage industriel du SYDETOM66 située à Argelès-sur-Mer. Les déchets alimentaires ainsi déposés sont ensuite compostés en mélange avec les déchets verts issus des déchèteries de la CC ACVI.

ARGELES-SUR-MER · BAGES · BANYULS-SUR-MER · CERBERE · COLLIOURE · ELNE · LAROQUE-DES-ALBERES · MONTESQUIEU-DES-ALBERES · ORTAFFA
PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRE SAINT-GENIS-DES-FONTAINES · SOREDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS
3 IMPASSE CHARLEMAGNE · B.P. 90103 · 66704 ARGELÈS-SUR-MER CEDEX · TÉL. : 04 68 81 63 77 · FAX : 04 68 95 92 78 · WWW.CC-ACVI.COM

Les Encombrants collectés par la Recyclerie

La collecte des encombrants est organisée de plusieurs manières différentes en fonction des communes. Depuis 2022, 11 communes sont collectées en prestation de service par la Recyclerie (soit 45 483 habitants), les 4 autres communes organisent la collecte des encombrants en régie.

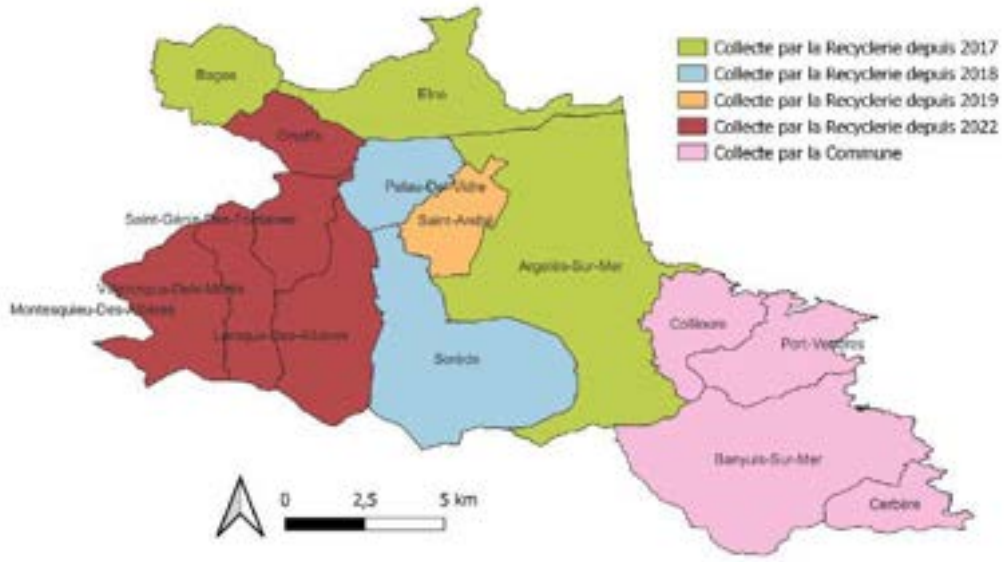
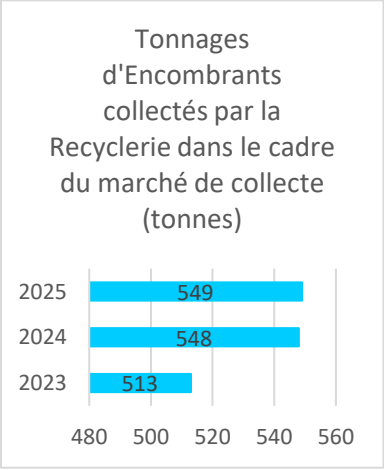
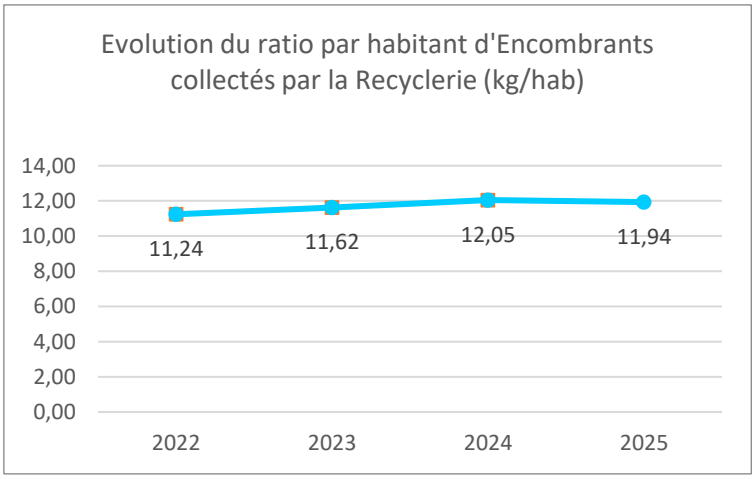


Tableau 4 : Prestataires de collecte des encombrants



- **549 tonnes** d'Encombrants collectées en 2025 (+ 1t vs 2024)
- **11,94 kg/habitant** collectés en 2024
- **Réemploi** (30% du flux) **et valorisation matière** (reste du flux)





En 2024, dans le cadre de son marché de prestation pour la collecte des encombrants sur les 11 communes concernées, la Recyclerie a collecté 548 tonnes.

Les Déchets Verts

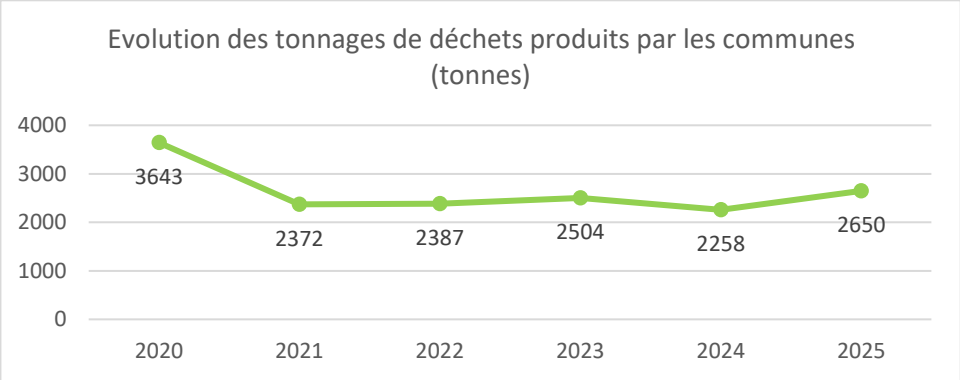
La collecte des déchets verts est réalisée en régie par la plupart des communes, les autres communes invitent leurs habitants à déposer leurs déchets verts directement en déchèteries.



Les communes qui collectent les déchets verts sur demande sont les suivantes :

- Argelès-sur-Mer
- Bages
- Banyuls-sur-Mer
- Cerbère
- Collioure
- Elne
- Montesquieu-des-Albères
- Palau-del-Vidre
- Port-Vendres
- Villelongue-dels-Monts

2 258 tonnes issues de la collecte des déchets verts en porte à porte et de l'entretien des espaces verts communaux sont apportées directement par les communes sur les installations du SYDETOM66.



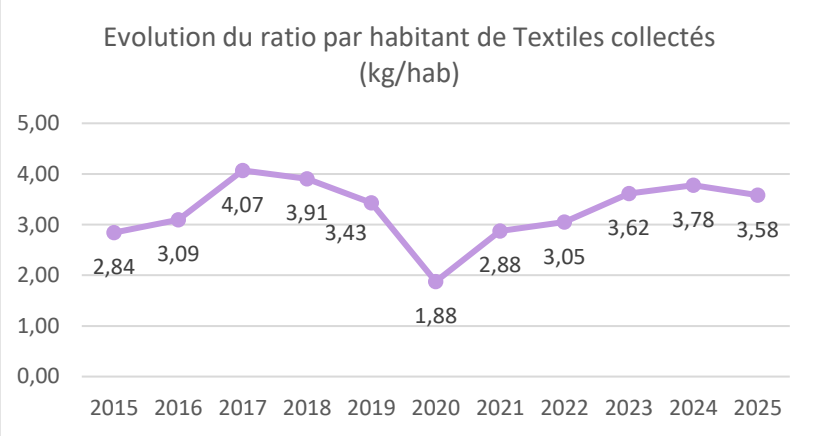
Les Textiles

L'entreprise d'insertion Le Relais assure la collecte des colonnes textiles depuis avril 2020. En 2022, de nombreux dysfonctionnements ont pu être mis à jour permettant une optimisation de la collecte à partir de 2023. En 2025 le territoire de la CC ACVI est équipé de 64 colonnes.



- **210 tonnes** de Textiles collectées en 2024 (+ 15t vs 2023)
- **3,58 kg/habitant** collectés en 2024 (département 3,12kg/hab)
- **Réutilisation en France et en Afrique, Valorisation matière :** fabrication d'isolant et de chiffons d'essuyage





Les Ordures Ménagères Résiduelles des Campings

Jusqu'au 1er Janvier 2022 le Sydetom66 facturait à la CC ACVI le traitement des ordures ménagères résiduelles directement apportées sur ses infrastructures par des apporteurs directs (ex : campings) en se basant sur un tarif de référence à la tonne d'ordures ménagères incinérées. Ce tarif intégrait le traitement des Ordures Ménagères apportés en direct et les coûts collecte et de traitement des Emballages Ménagers Recyclables et des Emballages en Verre. Afin d'être à l'équilibre dans ses finances la CC ACVI refacturait à l'euro prêt les campings.

A compter du 1er Janvier 2022 le Sydetom66 a mis en œuvre la tarification par flux impliquant la facturation à la CC ACVI de tous les flux (Ordures Ménagères, Emballages Ménagers Recyclables, Verre ainsi qu'une part fixe basée sur la population du territoire). Toutefois pour la facturation des professionnels par la CC ACVI, un tarif à la tonne d'ordures ménagères incinérée validé par le Sydetom66 a été maintenu. Sur les années 2022, 2023 et 2024 ce tarif s'élevait à 195€/tonne.

Depuis le 1er Janvier 2025 le Sydetom66 ne fournit plus de tarif à la tonne d'ordures ménagères incinérées. La CC ACVI a donc dû mettre en place un tarif permettant de refacturer aux campings le traitement des Ordures Ménagères directement apportées sur les infrastructures du SYDETOM66 tout en y intégrant des coûts de collecte et de traitement des Emballages Ménagers Recyclables ainsi que des coûts de traitements des Emballages en Verre et des Refus de tri (puisque les campings ont recours aux services de la CC ACVI et du SYDETOM66 pour assurer la collecte et de traitement des Emballages Ménagers Recyclables et des Emballages en Verre)

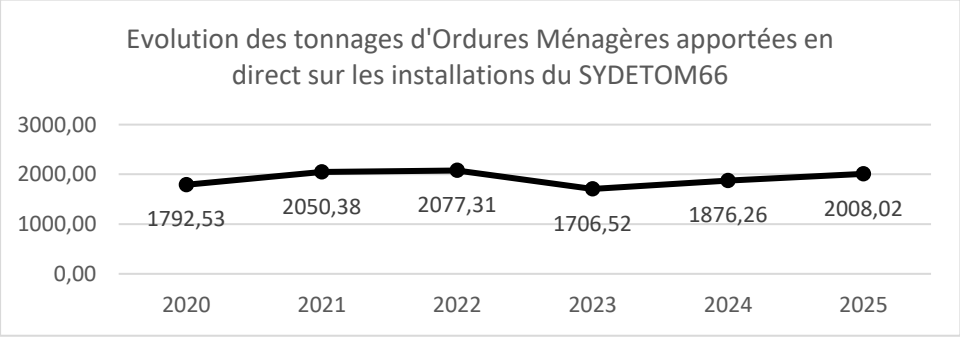
Ainsi, la formule de calcul utilisée est la suivante :

Tarif Ordures Ménagères Incinérées = Coûts de traitement (OM + EMR x 0.25 + Verre x 0.175) + Coût de gestion administrative + Coût de collecte EMR + Coût refus de tri (EMR x 0.25 x Taux d'erreur de tri)

Ce qui donne pour l'année 2025 :

Tarif Ordures Ménagères Incinérées = Coûts de traitement (99€/t + 38€/t*0.25 + 35€/t*0.175) + Cout de gestion administrative (3.91€) + Cout de collecte EMR (274.5€*0.25) + Cout refus de tri (122€/t*0.25*0.3298) = 197.23€/t

En 2025, 2008 tonnes d'ordures ménagères résiduelles ont directement été apportées sur les infrastructures du SYDETOM66 par des apporteurs directs (ex : campings). Dans ce cadre-là les apporteurs en direct ont été refacturés par la CC ACVI au tarif de 197,23 € la tonne incinérée.



ARGELES-SUR-MER · BAGES · BANYULS-SUR-MER · CERBERE · COLLIOURE · ELNE · LAROQUE-DES-ALBERES · MONTESQUIEU-DES-ALBERES · ORTAFFA
PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRE SAINT-GENIS-DES-FONTAINES · SOREDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS
3 IMPASSE CHARLEMAGNE · B.P. 90103 · 66704 ARGELÈS-SUR-MER CEDEX · TÉL. : 04 68 81 63 77 · FAX : 04 68 95 92 78 · WWW.CC-ACVI.COM

Le service maintenance des containers

Le Pôle de déchets de la CC ACVI dispose d'un service de maintenance des containers (MAC), ce service a pour mission de réaliser les remplacements des bacs cassés, disparus ou trop petits et les livraisons des nouveaux bacs. En 2025, le service MAC a réalisé 2337 interventions. Les bacs usagers qui sont retirés du parc sont démantelés et les cuves en plastiques dirigées vers une filière de valorisation. Ainsi en 2025, 23,22 tonnes de cuves en plastique PEHD ont pu être vendues en vue d'être recyclées.

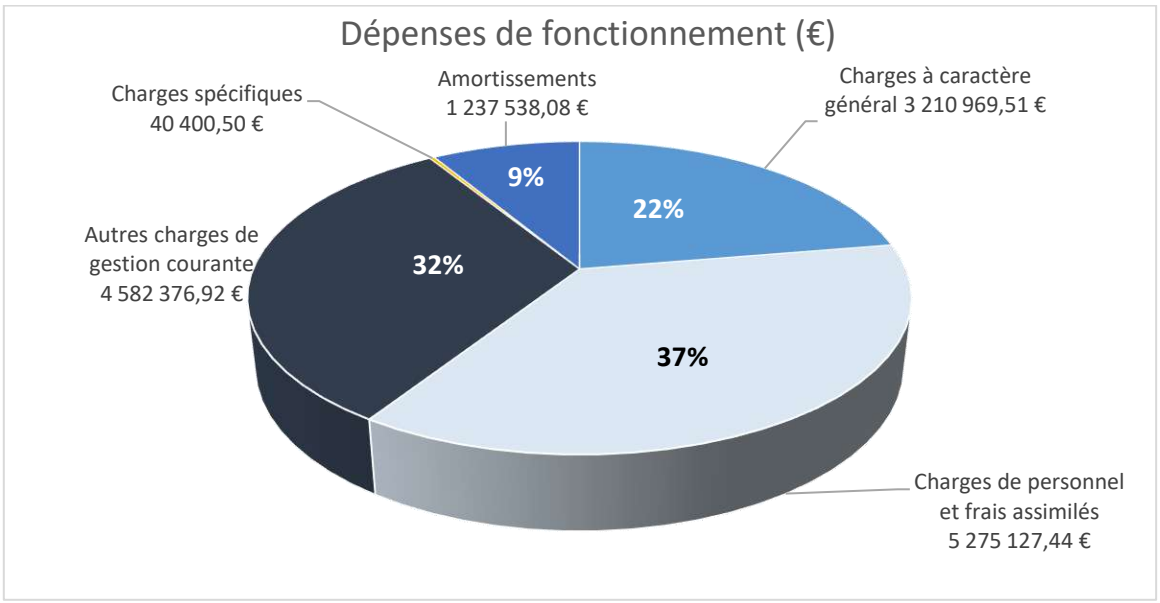
ARGELES-SUR-MER · BAGES · BANYULS-SUR-MER · CERBERE · COLLIOURE · ELNE · LAROQUE-DES-ALBERES · MONTESQUIEU-DES-ALBERES · ORTAFFA
PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRE SAINT-GENIS-DES-FONTAINES · SOREDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS
3 IMPASSE CHARLEMAGNE · B.P. 90103 · 66704 ARGELÈS-SUR-MER CEDEX · TÉL. : 04 68 81 63 77 · FAX : 04 68 95 92 78 · WWW.CC-ACVI.COM

Les indicateurs financiers

A compter du 1er Janvier 2024 la Direction Valorisation des Déchets est passé du budget principal à un nouveau budget annexe.

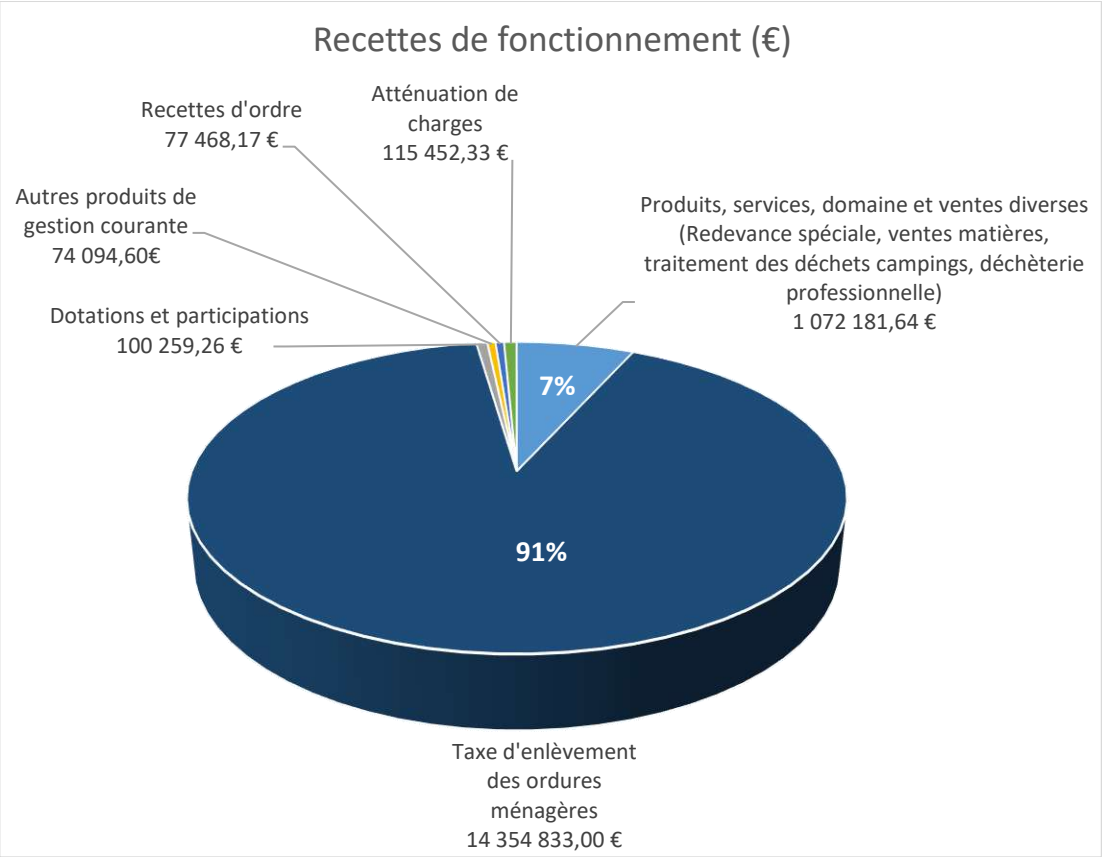
Les dépenses de fonctionnement

En 2025, le montant des dépenses de fonctionnement prévu au stade du budget primitif et des décisions modificatives de la Direction Valorisation des Déchets de la Communauté de Communes Albères Côte-Vermeille Illibéris s'élevait à 15 691 06,39€. Il a été réalisé à 91,43%, soit 14 346 412,45 € de réalisations.



Les recettes de fonctionnement

Le budget primitif et les différentes décisions modificatives prévoyaient 15 691 065,39 € de recettes de fonctionnement. Le pôle déchets a finalement réalisé 15 794 288,99 € soit 100,66% de réalisation.

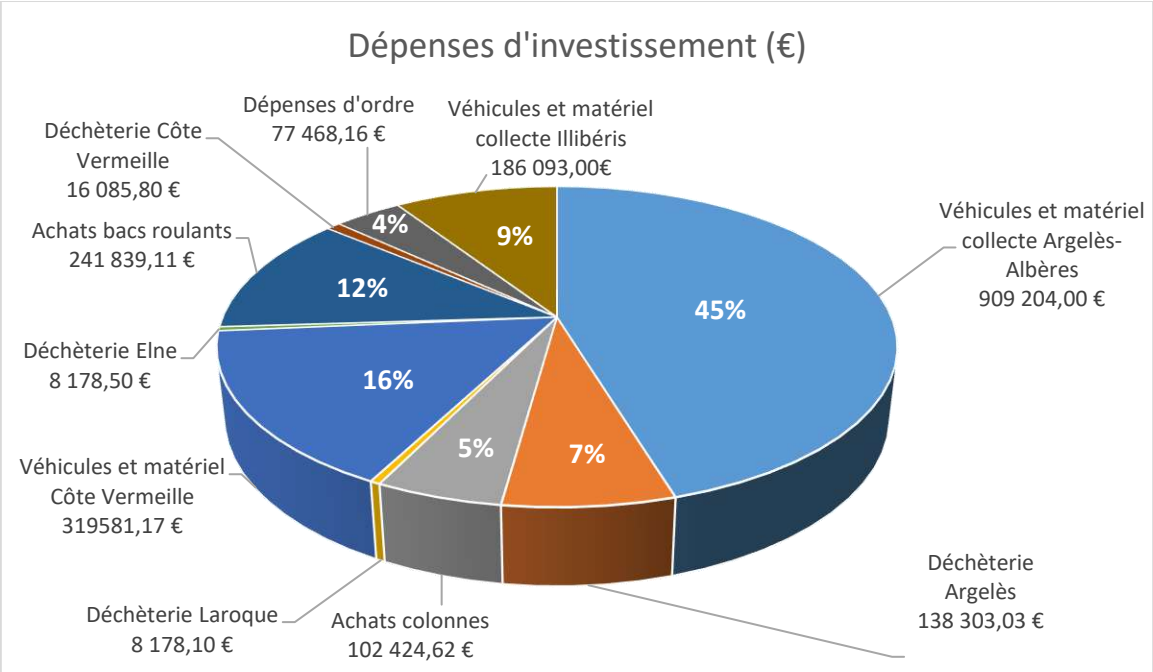


Le montant perçu de la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères en 2025 est de 14 354 833€. Le taux de la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères est uniformisé sur tout le territoire de la CC ACVI et est fixé à 12%. Le montant perçu de Redevance spéciale en 2024 est de 324 920€.

ARGELES-SUR-MER·BAGES·BANYULS-SUR-MER·CERBERE·COLLIOURE·ELNE·LAROQUE-DES-ALBERES·MONTESQUIEU-DES-ALBERES·ORTAFFA
PALAU-DEL-VIDRE · PORT-VENDRES · SAINT-ANDRE SAINT-GENIS-DES-FONTAINES · SOREDE · VILLELONGUE-DELS-MONTS
3 IMPASSE CHARLEMAGNE · B.P. 90103 · 66704 ARGELÈS-SUR-MER CEDEX · TÉL. : 04 68 81 63 77 · FAX : 04 68 95 92 78 · WWW.CC-ACVI.COM

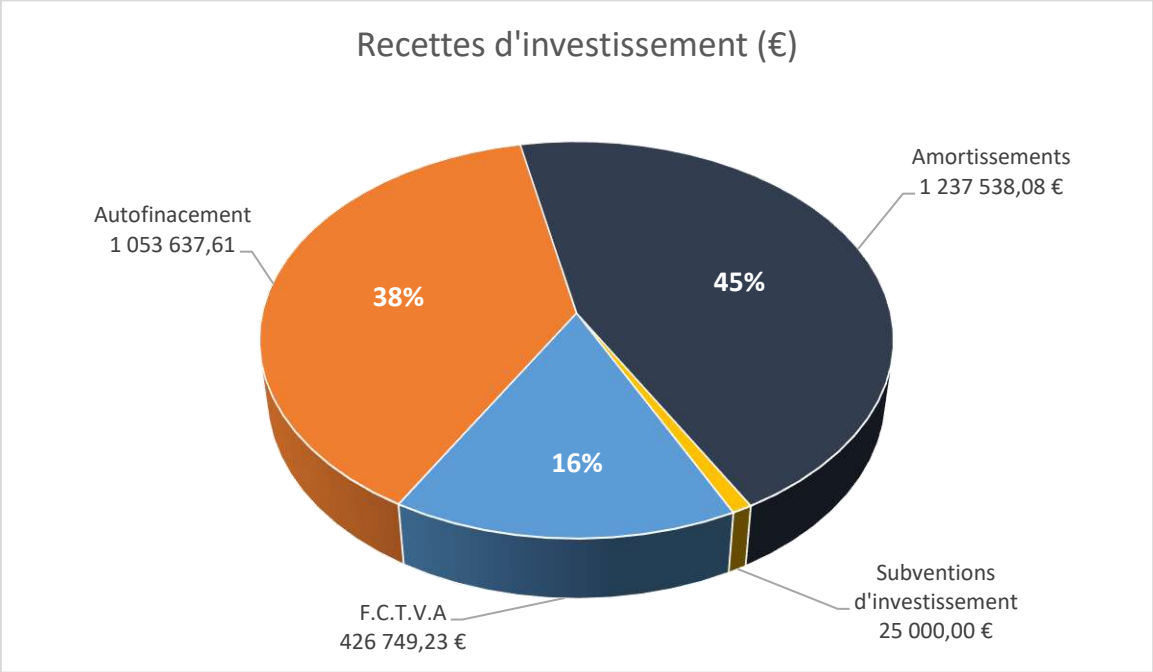
Les dépenses d'investissement

En dépenses d'investissement le budget primitif et les décisions modificatives prévoyaient 3 308 361,61€. En 2025, 2 007 355,49 € de dépenses ont été réalisées, soit 82.36% de réalisations (hors restes à réaliser de 631 876,69 €).



Les recettes d'investissement

En 2025 le budget primitif prévoyait 3 308 361,61 € de recettes d'investissement. Cette prévision a été réalisée à 82,91 % avec 2 742 924,92 € de recettes d'investissement.



Les faits marquants de l'année 2025

Tableau 5 : Faits marquants 2025

Collecte	Test du dispositif LIXO de reconnaissance des erreurs de tri par intelligence artificielle en collaboration avec le Sydetom66
	Démarrage collecte des déchets alimentaires sur l'intégralité des communes de Bages (28/03/25) et de Laroque-des-Albères (04/11/25).
Déchèteries	Mise en œuvre de la REP Produits et Matériaux de Construction du Bâtiment
	Marché pluriannuel de transport des déchets issus des déchèteries
	Travaux d'entretien sur les déchèteries
Prévention	Grève collecte des textiles du 15/07/25 au 23/07/25
	Expérimentation composteur grutable au lavoir à Argelès
	Installation de plusieurs plateformes de compostage partagé
Moyens matériels	Installation de nouveaux points d'apports volontaires. Renouvellement de 2 VL pour les services déchèteries et collecte des PAV Réception de 2 BOM 12m3 Réception de 2 Mini-bennes Réception d'une mini benne et d'une benne 12m3 d'occasion Réception Packmat déchèterie Argelès Réception 1 BOM Grue Réception 1 Piaggio

ANNEXE 35 – APPROBATION DU BILAN ANNUEL 2025 DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH)

ALBÈRES
CÔTE VERMEILLE
ILLIBÉRIS
Communauté de Communes

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

ALBÈRES • CÔTE VERMEILLE • ILLIBÉRIS

PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT 2

ENGAGEMENT 2022-2027

BILAN 2025



ALBÈRES
CÔTE VERMEILLE
ILLIBÉRIS
Communauté de Communes

CC ACVI - 2026
Service habitat

Le PLH 2022-2027

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) couvre la période 2022-2027 et constitue le deuxième de la communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris (CCACVI). Il a été adopté le 17 juillet 2023 et transmis en Préfecture, le 17 août. Il est donc exécutoire depuis le 17 octobre 2023.

Article L302-3 du Code de la construction et de l'habitat

« L'EPCI délibère au moins une fois par an sur l'état de réalisation du programme local de l'habitat et son adaptation à l'évolution de la situation sociale ou démographique, en s'appuyant notamment sur les observatoires. Ce bilan annuel comporte, pour chacune des communes, la comparaison entre les objectifs annualisés du programme local de l'habitat les résultats de l'exercice écoulé ».

Il s'est constitué autour de 4 ambitions :

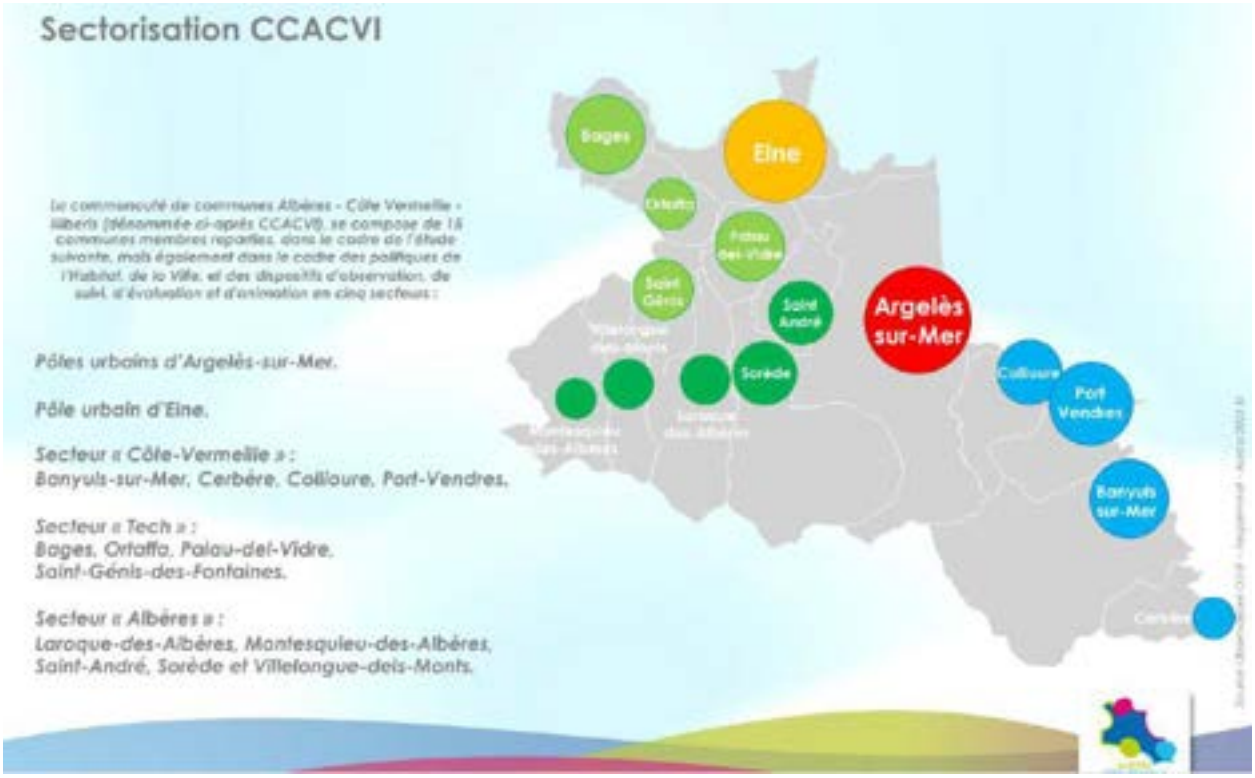
1 - RÉINVESTIR L'URBAIN

2 - MAÎTRISER L'URBAIN

3 - LOGER EN INCLUSION

4 - GOUVERNER UNE POLITIQUE PARTAGÉE

Selon une territorialisation en 4 secteurs :



SOMMAIRE

EVOLUTIONS SOCIO-ECONOMIQUES 4

BILAN DE LA PROGRAMMATION 13

BILAN DE L'AVANCEE DES ACTIONS 16

ANNEXE - BILAN DE LA PROGRAMMATION PAR COMMUNE.....38

EVOLUTIONS SOCIOLOGIQUE

Evolution démographique

D'après le bilan démographique 2025 de l'Insee, **« en 2025, le solde naturel en France est négatif pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale »** (Bilan démographique 2025 - Insee Première n°2087, janvier 2026).

Quelques chiffres nationaux :

- +0,25% d'habitants de plus qu'un an auparavant
- 22 % de la population a au moins 65 ans, soit presque la même proportion que celle des moins de 20 ans.
- 2,1 % de naissances de moins qu'en 2024 et 24 % de moins qu'en 2010, année du dernier point haut des naissances.
- L'indicateur conjoncturel de fécondité poursuit sa baisse : après 1,61 en 2024, il s'établit à 1,56 enfant par femme en 2025
- Hausse de 1,5 % de décès par rapport à 2024. Cette augmentation est notamment liée à l'épidémie de grippe hivernale, qui a été particulièrement meurtrière en début d'année.
- L'espérance de vie à la naissance augmente toutefois : elle s'établit à 85,9 ans pour les femmes et à 80,3 ans pour les hommes.

Nombre

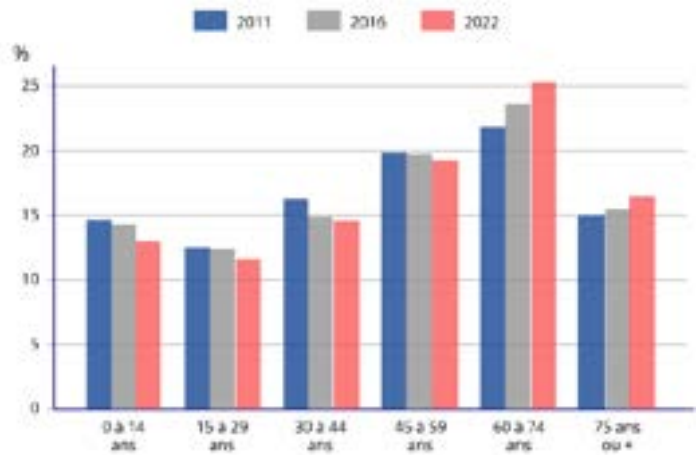
	Population totale municipale 2023	Population totale municipale 2020	Différence 2023 et 2020	Evol. de la pop. en moy an. 2017-2023 (%)	Evol. de la pop. en moy an. 2015-2021 (%)
Argelès-sur-Mer	10 616	10 593	23	0,37	0,65
Elne	9 511	9 402	109	1,04	1,43
Total pôles urbains	20 127	19 995	132		
Banyuls-sur-Mer	4 496	4 761	-265	-0,95	-0,35
Cerbère	1 209	1 301	-92	-1,88	-1,17
Collioure	2 756	2 400	356	2,14	-1,98
Port-Vendres	4 018	3 995	23	-0,45	-0,92
Total Côte Vermeille	12 479	12 457	22		
Laroque-des-Albères	2 256	2 192	64	1,11	0,8
Montesquieu-des-Albères	1 353	1 250	103	1,68	0,73
Saint-André	3 388	3 411	-23	-0,27	0,34
Sorède	3 512	3 395	117	1,21	1,25
Villelongue-dels-Monts	1 976	1 815	161	2,48	2,06
Total Albères	12 485	12 063	422		
Bages	4 560	4 453	107	1,49	1,58
Ortaffa	1 980	1 700	280	4,96	4,58
Palau-del-Vidre	3 329	3 095	234	0,97	-0,42
Saint-Génis-des-Fontaines	3 059	2 837	222	1,33	0,82
Total Tech	12 928	12 085	843		
Total CCACVI	58 019	56 600	1 419	0,78	0,6

Age

	Part de la population âgée de 75 ans ou plus -2022	Part de la population âgée de 75 ans ou plus -2020	Part de la population âgée de 60 à 74 ans 2022	Part de la population âgée de 60 à 74 ans 2020	Part de la population âgée de - 60 ans 2022	Part de la population âgée de - 60 ans 2020
Argelès-sur-Mer	19,2%	17,6%	30%	28,7	50,8%	53,7
Elne	11,0%	10,8%	18,5	16,8	70,5	72,4
Total pôles urbains						
Banyuls-sur-Mer	21,2%	18,3%	28%	28,3	50,5%	53,4
Cerbère	21,2%	18,4%	28%	28,8	50,5%	52,8
Collioure	22,7%	22,7%	30%	30,4	47,4%	46,9
Port-Vendres	19,4%	19,0%	24%	23,7	56,6%	57,3
Total Côte Vermeille						
Laroque-des-Albères	19,6%	18,5%	32%	30,8	48,6%	50,7
Montesquieu-des-Albères	13,9%	13,6%	30%	29,8	55,7%	56,6
Saint-André	17,8%	17,5%	24%	24	57,9%	58,5
Sorède	17,8%	17,3%	29%	27,5	53,6%	55,2
Villelongue-dels-Monts	14,7%	14,6%	23%	22,2	62,7%	63,2
Total Albères						
Bages	10,8%	11,1%	21%	20,2	67,9%	68,7
Ortaffa	8,9%	9,1%	17%	16,5	74,5%	74,4
Palau-del-Vidre	11,2%	9,6%	22%	21,7	66,4%	68,7
Saint-Génis-des-Fontaines	19,7%	20,2%	28%	26,5	52,6%	53,3
Total Tech						
Total CCACVI	16,4%	15,6%	25,30%	24,40%	58,3%	60,00%

sources : Insee RP

Population par grandes tranches d'âges (CCACVI)



.

Sources : Insee, RP2011, RP2016 et RP2022, exploitations principales, géographie au 01/01/2025

Répartition des revenus- Part de ….. dans le revenu disponible (inchangé bilan PLH 2024)

	Part des pensions, retraites et rentes 2021	Part des revenus d'activité 2021	Part des prestations sociales 2021	Part des revenus du patrimoine 2021
Total CCACVI	45% (-0,9% /2020)	53 % (+2,2pts)	5% (+1,9pts)	10% (-1,1pts)
Total Département 66	37% (-0,8pts)	59 % (+ 1,2 pts)	7% (- 1,6pts)	9% (-0,8pts)

source : Insee - Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) 2021

Médiane des revenus disponibles (par UC) (inchangé bilan PLH 2024)

	2021	Rapport interdécile 2021
Total CCACVI	21 620€	3,2
Total Département 66	20 650€	3,3

Source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) en géographie au 01/01/2025.

Taux de pauvreté

	Total 2021	Moins de 30 ans 2021	Propriétaire 2021	Locataire 2021
Total CCACVI	16,7%	27%	9,8%	30%
Total Département 66	21,2%	33,4%	10,8%	37,9%

source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) en géographie au 01/01/2025.

En bref :

- **Une décroissance démographique qui s'accentue à Banyuls-sur-Mer et à Cerbère et qui ralentit à Port-Vendres voire qui devient positive depuis au moins 2020 ; à surveiller à Saint-André**
- **Un vieillissement de la population plus marqué sur la Côte Vermeille (sauf Port-Vendres), à Argelès, Laroque et Saint-Génis et près d'une personne sur 5 a plus de 75 ans sur le littoral, à Laroque et Saint-Génis.**
- **En cohérence avec la démographie, des revenus largement issus des retraites**
- **Un niveau de vie médian plus élevé que le Département, et peu moins inégalitaire.**
- **Un taux de pauvreté moins élevé que le département, mais plus d'un quart des jeunes sont toujours sous le seuil de pauvreté et un peu moins d'un tiers chez les locataires.**

EVOLUTIONS ECONOMIQUES

Nombre de création d'entreprises

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Total CCACVI	**579**	**606**	**683**	**849**	**880**	**885**	**968**
Total Département 66	5 246	5 881	5 870	7 504	8 034	7 768	8 435
Part CC ACVI / département	11%	10%	12%	11%	11%	11%	11%

Champ : activités marchandes hors agriculture / Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2025.

Répartition des secteurs d'activités dans les créations d'entreprise 2024

	Part de l'industrie	Part de la construction	Part du commerce, transports, hébergement et restauration	activités spécialisées, scientifiques et techniques, de services administratifs et de soutien*	administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	activités immobilières
Total CCACVI	**7,40%**	**8,30%**	**29%**	**22,10%**	**9,20%**	**7%**
Total Département 66	8,2%	9,1%	29,1%	19,7%	9,8%	5,7%

Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (Side) 2023

*****Cette sous-classe comprend, l'intermédiation en fonds de commerce (achat ou vente de petits et moyens fonds de commerce, y compris de cabinets de professions libérales), les activités d'expertise autres que celles ayant trait à l'immobilier et à l'assurance (antiquités, bijoux, etc.), les services de conseil (en sécurité, en agronomie, en environnement, autres conseil technique, les activités des consultants autres que les consultants en architecture, ingénierie et gestion.

Nombre d'établissements et effectifs

	0 salarié - 2023	Avec salariés 2023
Total CCACVI	**541**	**1872**
En part	**22%**	**76%**

Champ : établissements employeurs durant l'année et actifs la dernière semaine de décembre hors secteur de la défense et hors particuliers employeurs. Les effectifs salariés correspondent ici aux postes présents durant la dernière semaine de décembre.
Source : Insee, Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié (Flores) en géographie au 01/01/2025

Marché du travail (bassin d'emploi de Céret)

	Inscriptions sur les 12 derniers mois- septembre 2025	**Taux de chômage-** 2e trimestre 2025
Demandeurs d'emploi	**7 820 (+ 3,3% sur un an)**	**11,9% (niveau départemental-P.O.)**
Offres d'emploi	**4 800**	

source : **France Travail (Offre d'emploi), Données pour la période T3 2025**

	Répartition secteurs métiers recherchés (bassin emploi Ceret)				
	Commerce, vente et grande distribution	Hôtellerie-restauration tourisme loisirs et animation	Services à la personne et à la collectivité	Support à l'entreprise	Agriculture et pêche, espaces verts, soins aux animaux
Demandeurs d'emploi	16%	15%	17%	10%	8%
Offres d'emploi	18%	44%	12%	4%	4%

source : OBSERVATOIRE DES TERRITOIRES ET STATISTIQUES - www.observatoire-emploi-occitanie.fr

En bref :

- **Des entreprises qui se créent toujours plus chaque année, avec une part de création stable par rapport à l'ensemble du département (11% du département)**
- **Comme pour le département, les nouvelles entreprises ont été créés principalement dans le domaine du commerce, transport, hébergement (29%) puis dans des activités de conseil/achat-vente (22,1%)**
- **76% des entreprises ont des salariés**
- **Des offres d'emploi largement dominées par l'hôtellerie/restauration (44%), et des demandeurs d'emploi à la recherche de domaines d'activités assez variés.**

EVOLUTIONS DE L'IMMOBILIER

Taux de vacance structurelle (+2ans)

	2022	2023	2024	Différence (2022-2024)
Total CCACVI	2,4%	2,4%	2,5%	+ 0,1 pts
Total Département 66	3,4%	3,4%	3,4%	0,0 pts

source : LOVAC

Loyers parc privé (charge comprises)

(Inflation dépense consommation : + 0,9% en 2025 par rapport à 2024)

	Loyers d'annonce maison type - parc privé (€/m²)				Loyers d'annonce appartement type - parc privé (€/m²)			
	2023	2024	2025	Evolution 2024-2025	2023	2024	2025	Evolution 2024-2025
Pôles urbains								
Argelès-sur-Mer	11,47	11,57	11,5	-0,61%	12,21	12,50	13	+4%
Elne	10,26	10,91	10,8	-1,01%	11,22	11,78	12	+1,87%
Côte Vermeille								
Banyuls-sur-Mer	10,97	11,16	11,3	+1,25%	12,3	12,85	12,9	+0,39%
Cerbère	10,97	11,16	11,3	+1,25%	12,12	13,38	13	-2,84%
Collioure	10,97	11,16	11,3	+1,25%	13,28	14,36	14,9	+3,76%
Port-Vendres	10,97	11,16	11,3	+1,25%	11,76	12,18	12,5	+2,63%
Albères								
Laroque-des-Albères	9,78	10,53	11,3	+7,31%	10,92	12,37	11,6	-6,22%
Montesquieu-des-Albères	10,14	10,72	10,1	-5,78%	10,92	10,38	11,5	+10,79%
Saint-André	9,78	10,90	11,6	+6,42%	10,95	11,33	11,2	-1,15%
Sorède	9,78	11,13	11,3	+1,53%	11,11	11,45	11,5	+0,44%
Villelongue-dels-Monts	9,78	10,72	11,6	+8,21%	10,94	12,27	11,5	-6,28%
Tech								
Bages	9,55	10,35	10,2	-1,45%	10,97	10,94	10,7	-2,19%
Ortaffa	9,78	10,37	10,4	+0,29%	10,94	11,15	11,8	+5,83%
Palau-del-Vidre	10,18	10,19	11,2	+9,91%	10,52	10,88	10,8	-0,74%
Saint-Génis-des-Fontaines	9,78	10,53	11,6	+10,16%	9,97	10,94	10,7	-2,19%

source : Estimations ANIL, à partir des données du Groupe SeLoger et de leboncoin, T3 2025

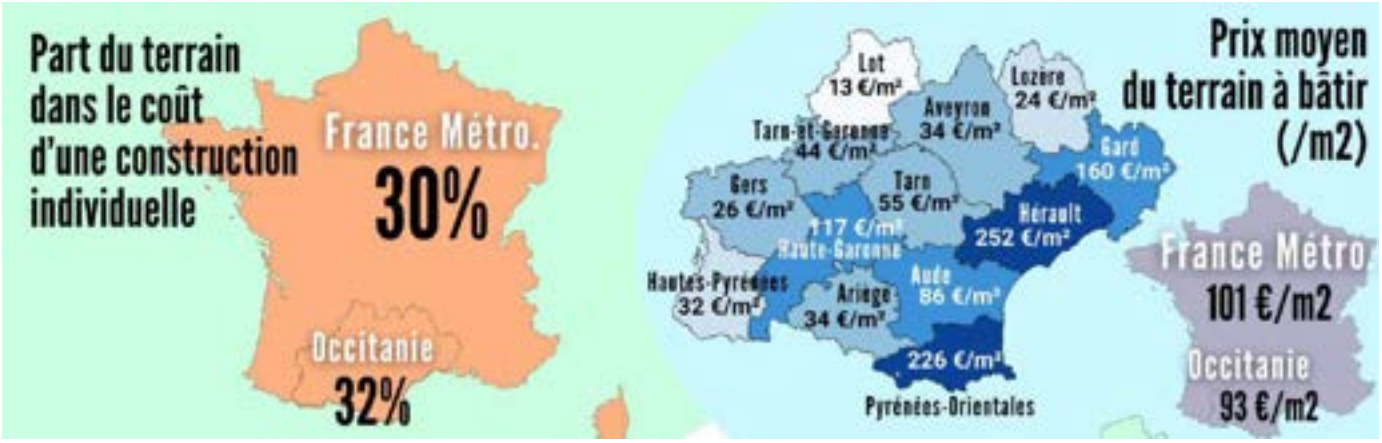
En bref :

- **Un taux de vacance relativement faible**
- **Des loyers des maisons globalement à la hausse, avec un rattrapage des prix dans les Albères (sauf Montesquieu), à Palau et à Saint-Génis avec désormais des prix au m² équivalents à ceux du littoral avec plus de 11€/m².**
- **Des loyers d'appartements entre augmentation et baisse (environ moitié-moitié) avec Argelès qui passe la barre des 13€/m² et une forte augmentation à Montesquieu qui passe la barre des 11€/m² (moyenne de son secteur)**

Prix de vente

	Prix des maisons (€/m²)-médiane				Prix des appartements (€/m²)-médiane			
	2022	2023	2024	Evolution 2023-2024	2022	2023	2024	Evolution 2023-2024
Pôles urbains								
Argelès-sur-Mer	3272	3255	3437	5,59%	3333	3640	3471	-4,64%
Elne	2290	2500	2155	-13,80%	2188	2128	1876	-11,84%
Côte Vermeille								
Banyuls-sur-Mer	3684	3730	3450	-7,51%	3462	3556	3732	4,95%
Cerbère	3175				2213	2125	2808	32,14%
Collioure	4971	4102	4622	12,68%	4872	5028	4898	-2,59%
Port-Vendres	2941	3575	3600	0,70%	2494	2568	2938	14,41%
Albères								
Laroque-des-Albères	2959	3265	3091	-5,33%				
Montesquieu-des-Albères	2957	3082	3017	-2,11%				
Saint-André	2923	2987	2775	-7,10%				
Sorède	3218	3328	3196	-3,97%				
Villelongue-dels-Monts	2800	3283	2796	-14,83%				
Tech								
Bages	2554	2520	2426	-3,73%				
Ortaffa	2617	2682	2662	-0,75%				
Palau-del-Vidre	2472	2536	2521	-0,59%				
Saint-Génis-des-Fontaines	2867	2904	2877	-0,93%				
Total CCACVI	2917	3023	2 906	-3,87%	3 281	3 461	3486	0,72%

source : dynmark (DVF/Cereama)



Création et réalisation ***: DREAL Occitanie / division statistiques Montpellier / Bb.janvier.2026***

Nombre de mutations (taux intérêt moyen sur 20 ans en 2024 : 3,60 %)

	2023			2024			Evolution
	total	Dont maison	appartement	total	Dont maison	appartement	2023/2024
Pôles urbains							
Argelès-sur-Mer	134	81%	19%	112	82,10%	17,90%	-16,42%
Elne	100	92%	8%	83	94%	6,00%	-17,00%
Côte Vermeille							
Banyuls-sur-Mer	34	74%	26%	52	78,80%	21,20%	52,94%
Cerbère	8	75%	25%	8	62,50%	37,50%	0,00%
Collioure	44	48%	52%	17	76,50%	23,50%	-61,36%
Port-Vendres	42	43%	56%	38	44,70%	55,30%	-9,52%
Albères							
Laroque-des-Albères	40	100%	0%	28	92,90%	7,10%	-30,00%
Montesquieu-des-Albères	25	100%	0%	12	100%	0,00%	-52,00%
Saint-André	58	100%	0%	36	94,40%	5,60%	-37,93%
Sorède	50	96%	4%	51	98%	2,00%	2,00%
Villelongue-dels-Monts	22	95%	5%	21	95,20%	4,80%	-4,55%
Tech							
Bages	52	96%	4%	46	97,80%	2,20%	-11,54%
Ortaffa	17	100%	0%	22	100%	0,00%	29,41%
Palau-del-Vidre	29	97%	3%	33	100%	0,00%	13,79%
Saint-Génis-des-Fontaines	39	97%	3%	41	100%	0,00%	5,13%
Total CCACVI	694	86%	14%	600	88,20%	11,80%	-13,54%

source : dynmark (DVF/Cereama)

En bref :

- **Après de fortes augmentations en 2023, des prix de vente majoritairement à la baisse avec des chutes de plus de 10% à Elne, tant pour les appartements que pour les maisons et à Villelongue pour les appartements (cette dernière avait connu une forte augmentation en 2023)**
- **Une augmentation très marquée (+ de 10%) pour les maisons à Collioure et pour les appartements à Cerbère et Port-Vendres.**
- **Port-Vendres est devenue la commune (après Collioure) la plus chère (en médiane) pour l'acquisition d'une maison, Banyuls (après Collioure) pour les appartements.**
- **Sur les stations du littoral, des prix de ventes d'appartements plus onéreux que les prix d'appartement de grandes villes : Montpellier : 3 306€/m^2 et Toulouse : 3240€/m^2**
- **Un nombre de transactions (mutations) qui continue sa baisse à l'échelle de l'intercommunalité**

Airbnb

	2023					2024						Evolution
	Nombre d'hébergements loués	Dont résidence principale	Dont Résidences secondaires	Dont Chambres chez l'habitant	Meublés de tourisme dédiés*	Nombre d'hébergements loués	Dont résidence principale	Dont Résidences secondaires	Dont Chambres chez l'habitant	Meublés de tourisme dédiés* nombre	Meublés de tourisme dédiés* %	nbre hebergements 2023/2024
Pôles urbains												
Argelès-sur-Mer	1262	162	1079	21	5,90%	1523	172	1325	26	77	5,10%	21%
Elne	108	54	41	13	0,90%	112	58	38	16	3	2,70%	4%
Côte Vermeille												
Banyuls-sur-Mer	425	55	344	26	7,50%	523	62	438	23	39	7,50%	23%
Cerbère	138	16	111	11	8%	144	17	124	3	17	12%	4%
Collioure	777	87	675	15	14%	864	87	757	20	121	14%	11%
Port-Vendres	331	67	247	17	11,50%	347	63	276	8	37	10,70%	5%
Albères												
Laroque-des-Albères	102	31	64	7	1%	126	42	78	6	3	2,4%	24%
Montesquieu-des-Albères	31	16	14	1	0%	30	16	14	0	1	3,3%	-3%
Saint-André	55	18	29	8	3,60%	62	19	37	6	1	1,60%	13%
Sorède	91	34	50	7	6,60%	111	37	62	12	2	1,80%	22%
Villelongue-dels-Monts	34	11	15	8	0%	31	12	13	6	1	3,2%	-9%
Tech												
Bages	42	23	11	8	7,10%	47	27	14	6	3	6,40%	12%
Ortaffa	19	8	9	2	5,30%	22	7	12	3	0	0,00%	16%
Palau-del-Vidre	43	19	22	2	2,30%	43	19	21	3	2	4,70%	0%
Saint-Génis-des-Fontaines	37	13	20	4	2,70%	49	16	31	2	0	0,00%	32%
CCACVI	3495	614	2731	150		4034	654	3240	140	307		15%

source : https://portail-panda.fr

*les hébergements dits meublés de tourisme « dédiés » sont définis comme des investissements exploités via les plateformes de location de courte durée et loués plus de 120 nuitées par an.

Selon le site : En France, 8% des meublés de tourisme sont dédiés exclusivement à la location de courte durée, une proportion qui peut varier sensiblement d'un territoire à un autre.

En bref :

- **Des prix de vente au m² d'appartements plus onéreux que les prix de vente de maisons sur certaines communes du littoral (sauf Port-Vendres), phénomène qui peut potentiellement refléter la tension du marché de l'immobilier de tourisme. A titre de comparaison, les prix au m² des maisons sont : Montpellier : 4 040€/m² et Toulouse : 3 725€/m²**
- **Des locations Airbnb en augmentation, notamment de plus de 30% à Saint-Génis.**

BILAN DE DE LA PROGRAMMATION 2025

CCACVI

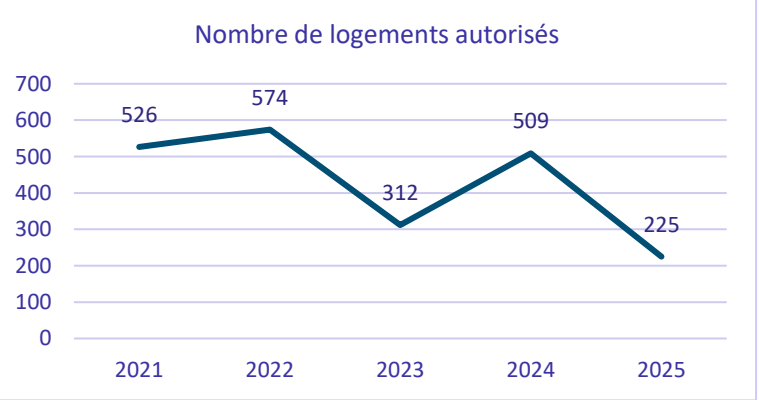
Nombre de logements autorisés (PC et DP)

Objectifs annualisés (nombre de logements) :

	CCACVI	Dont Secteur Pôle urbain	dont Secteur Côte Vermeille	dont Secteur Tech	dont secteur Albères
Production nouvelle	**495**	**203**	**117**	**85**	**91**
Changement de destination	**7**	**2**	**3**	**1**	**2**
Total nouveaux logements	**502**	**205**	**120**	**86**	**93**
Places/logts spé.	**37** places et **13** logements	**60** places et **60** logements	**145** places et **20** logements	**0**	**0**

Résultats-Synthèse 2025 (sur PC et DP -services urbanisme et Sit@del pour les chgt dest.)

	Production nouvelle	Place/logements spécifiques	Changement de destination
Argelès-sur-Mer	63	0	4
Elne	55	0	4
Secteur "Pôles urbains"	**118**	**0**	**8**
Banyuls-sur-Mer	0	0	2
Cerbère	0	0	0
Collioure	1	0	1
Port-Vendres	8	0	6
Secteur "Côte Vermeille"	**9**	**0**	**9**
Bages	7	0	1
Ortaffa	4	0	0
Palau-del-Vidre	19	0	2
Saint-Génis-des-Fontaines	3	0	1
Secteur "Tech"	**33**	**0**	**4**
Laroque-des-Albères	13	0	4
Montesquieu-des-Albères	5	0	0
Saint-André	5	0	2
Sorède	37	0	1
Villelongue-dels-Monts	5	0	1
Secteur "Albères"	**65**	**0**	**8**
Total CCACVI	**225**	**0**	**29**



Source: service urbanisme CCACVI et Elne

En bref :

- **Chute du nombre d'autorisation créant du logement (historiquement bas),** notamment en raison d'une chute de production au sein des pôles structurants (Elne n'a autorisé aucun collectif et Argelès 2 collectifs de 13 et 20 logements) alors qu'en 2024, la production avait été portée par l'autorisation de deux gros collectifs (l'un de 101 logements à Argeles, l'autre de 54 logements à Elne).
- **45% de l'objectif annualisé atteint en production de logements, avec 8% de la production estimée sur la Côte Vermeille mais 70% sur les Albères.**
- **Aucune résidence spécifique**
- **Selon la source Sit@del** (données non fiabilisées avec +25% de logements/ services urbanismes:
  - **4 fois plus de changements de destination qu'attendus** (entrepôts, commerces…+ transformations)
  - **22% de logements produits en collectif**
  - **47 logements issus de constructions existantes (soit 17% des nouveaux log.) et 9 issus d'une démolition**

Observations :

- ZAC Las Closes III en cours de construction à Elne
- Découpages de parcelles/maisons puis production de logement en développement
- Finalisation de lotissements dans les Albères et Tech
- Lotissement « Le sentier des chênes » toujours en cours de construction à Argelès
- Suspension des permis en attendant la STEP à Cerbère

Nombre de logements sociaux agréés

Objectifs annualisés :

	CCACVI	Dont Secteur Pôle urbain	dont Secteur Côte Vermeille	dont Secteur Tech	dont secteur Albères
Logements locatifs sociaux –dont 30% PLAI	**99**	**61**	**6**	**17**	**18**
Logements en accession sociale	**74**	**30**	**29**	**4**	**9**

Les totaux CCACVI peuvent différer avec les totaux des secteurs en raison des différents arrondis

Résultats - Synthèse 2025 (sur Agréments DDTM et RPLS)

	CCACVI	Dont Secteur Pôle urbain	dont Secteur Côte Vermeille	dont Secteur Tech	dont secteur Albères
Logements locatifs sociaux	112 - dont 15% PLAI	54 – dont 4% PLAI 44 « autonomie » 13 « familiaux »	6« familiaux » – dont 17% PLAI	0	49 – dont 29% PLAI 14 « pers. âgées » 35 « familiaux »
Logements en accession sociale	17	17	0	0	0
Logements sociaux vendus (2024)					

Source : DDTM et RPLS- au 1/01/2024

En bref :

- **Attention : l'agrément ne vaut pas réalisation**
- **54 logements sociaux « familiaux »**
- **58 logements spécifiques dont une résidence autonomie à Argelès et une résidence personnes âgées à Laroque-des-Albères**

Nombre de logements sociaux, attributions, demandes en 2025

	CCACVI	Evolutions /2024 en nombre	Evolutions /2024 en %
Nombre logements sociaux (au 1/01/2025)	2 655	+ 78	+3,03%
Nombre d'attributions (2025)	198	-88 (il y avait eu +127 en 2024)	-31% (il y avait eu +77 % en 2024)
Nombre de demandes (au 31/01/2025)	2 127	+146	+7,37%
Pression (nombre de demandes pour 1 attribution)	10,9	+ 4 demandes	+ 70%

Source : RPLS- au 1/01/2025 SNE au 31/12/2025

En bref :

- **+ 78 logements locatifs sociaux**
- **Moins de 200 attributions en 2025, et diminution par rapport à 2024 malgré l'augmentation du nombre de logements sociaux. Une pression sur le logement social jamais atteinte.**

Nombre de logements améliorés

Objectifs annualisés (nombre d'agréments Anah/DDTM) :

	CCACVI	Dont Secteur Pôle urbain	dont Secteur Côte Vermeille	dont Secteur Tech	dont secteur Albères
Amélioration via propriétaire privé	**157**	**48**	**55**	**30**	**24**
Amélioration via bailleur social (acqui./amélio.)	**8**	**3**	**3**	**2**	**2**

Résultats- Synthèse 2025 (sur Agréments Anah et DDTM)

	2025									
	Amélioration via propriétaire privé	dont OPAH		dont PIG (ou diffus)		dont MaPrimeRénov (nbre de dossiers)		dont opération façades		Amélioration via bailleur social (agrément acqui./amélio.)
Argelès-sur-Mer	35	8	23%	14	40%	10	29%	3	9%	0
Elne	39	6	15%	16	41%	13	33%	4	10%	0
Secteur "Pôles urbains"	**74**	**14**	**19%**	**30**	**41%**	**23**	**31%**	**7**	**9%**	**0**
Banyuls-sur-Mer	16	3	19%	5	31%	7	44%	1	6%	0
Cerbère	5	0	0%	2	40%	2	40%	1	20%	0
Collioure	6	0	0%	2	33%	3	50%	1	17%	0
Port-Vendres	16	7	44%	3	19%	5	31%	1	6%	6
Secteur "Côte Vermeille"	**43**	**10**	**23%**	**12**	**28%**	**17**	**40%**	**4**	**9%**	**6**
Bages	11	1	9%	6	55%	3	27%	1	9%	0
Ortaffa	6	0	0%	2	33%	4	67%	0	0%	0
Palau-del-Vidre	9	3	33%	4	44%	2	22%	0	0%	0
Saint-Génis-des-Fontaines	13	1	8%	6	46%	6	46%	0	0%	0
Secteur "Tech"	**39**	**5**	**13%**	**18**	**46%**	**15**	**38%**	**1**	**3%**	**0**
Laroque-des-Albères	8	0	0%	4	50%	4	50%	0	0%	0
Montesquieu-des-Albères	6	1	17%	3	50%	2	33%	0	0%	0
Saint-André	15	0	0%	5	33%	9	60%	1	7%	0
Sorède	14	3	21%	4	29%	6	43%	1	7%	0
Villelongue-dels-Monts	7	0	0%	0	0%	6	86%	1	14%	0
Secteur "Albères"	**50**	**4**	**8%**	**16**	**32%**	**27**	**54%**	**3**	**6%**	**0**
Total CCACVI	**206**	**33**	**16%**	**76**	**37%**	**82**	**40%**	**15**	**7%**	**6**

Sources : Anah (PIG et MaprimeRénov'), CCACVI (OPAH et opération façades), DDTM (agréments acquisition/amélioration)

En bref :

- **Une baisse globale de demandes sur le dispositifs Ma Prime Rénov qui peut s'expliquer par : les nombreux changements dans les dispositifs de l'Anah, la baisse d'attractivité du dispositif Loc'avantage (outil de réduction fiscale), la difficulté de faire aboutir les dossiers copropriété, l'augmentation des exigences de performance énergétique, perte de pouvoir d'achat, arrêt de la plateforme Anah pendant untemps …**
- **La hausse d'activité du PIG pourrait s'expliquer par la hausse du nombre de dossiers en autonomie.**

BILAN DE L'AVANCEE DES ACTIONS

SYNTHESE

Synthèse des actions 2025

Action	Type d'action	En bref…	page
AMBITION 1 - RÉINVESTIR L'URBAIN			**19**
1.1. Améliorer le parc ancien			19
Aides en faveur du logement privé	Poursuite de l'opération (pilotage, subventions)	- OPAH : 33 nouveaux logements - 2 réunions publiques dédiées aux aides à l'amélioration de l'habitat (Sorède et Collioure) - 1 Forum de l'Habitat et du climat - Préfiguration d'un Guichet unique à l'habitat - Approbation du nouveau règlement d'intervention des aides – entrée en vigueur le 1/01/2026	19
Opération de mise en valeur du patrimoine bâti	Poursuite de l'opération (pilotage, subventions)	- Façades : 15 nouvelles demandes - Photovoltaïque rouge : - révision du montant (transformation en prime forfaitaire) - 2 nouvelles demandes dont 1 irrecevable	20
Permanences solaires	Poursuite et renforcement de l'opération	- 14 permanences en commune - 34 personnes renseignées	22
Partenariat avec la Fondation du patrimoine	Suivi Partenariat	- 0 immeuble labélisé sur le territoire	22
1.2. Les LLS/LAS dans l'ancien			23
Aides en faveur du logement privé	Poursuite de l'opération (pilotage, subventions)	- OPAH : 2 logements conventionnés - OPAH : 1 logement d'un primo-accédant	23
Etude de stratégie foncière et immobilière	Etude	- Lancement de l'étude	23
1.3. Le parc vacant			24
Aides en faveur du logement privé	Poursuite et renforcement de l'opération (pilotage, subventions)	- 2 logements de PB sortis de la vacance grâce à l'OPAH - 1 logement d'un PO sorti de la vacance grâce à l'OPAH	24
Etude de stratégie foncière et immobilière	Etude	- Lancement de l'étude	24
1.4. Le Mieux vivre dans l'ancien			25
Aides en faveur du logement privé	Poursuite et renforcement de l'opération (pilotage, subventions)	- 2 logements sortis de résidence secondaire dans le cadre de l'OPAH	25
AMBITION 2 - MAÎTRISER L'URBAIN			**26**
2.1. Le locatif aidé			26
Note technique du PLH	Analyse	- Rédaction et transmission d'une note sur les besoins et les objectifs en logement locatif social et en accession sociale	26

Inscription de secteurs à mixité sociale dans les PLU	PLU	- 2 projets de révision de PLU ont intégré une servitude de mixité sociale (Bages et Elne)	26
2.2. L'accession aidée			27
Etude sur l'accession sociale	Etude	- Réalisation de l'étude sur l'accession sociale à la propriété par l'Aurca - Résultats intégrés dans la note technique sur le logement social	27
2.3. L'urbanisme et l'habitat			27
Avis sur les PLU en évolution	Avis PLH	- 4 projets d'évolutions de PLU analysés au regard du PLH dont 2 révisions - 1 lancement d'élaboration de PLU	27
Note technique du PLH	Analyse	- Mise à jour de la note sur les outils logements/ habitat mobilisables dans les PLU	28
2.4. Le foncier			28
Etude de stratégie foncière et immobilière	Etude	- Lancement de l'étude, , livraison attendue en 2026	28
AMBITION 3 - LOGER EN INCLUSION			**29**
3.1. Les jeunes			29
Logement des travailleurs saisonniers : lauréat du fonds AL'INOV d'Action Logement	Dispositif opérationnel	- Lauréat du Fonds AL'INOV d'Action logement pour la création d'un dispositif de captation et gestion de logements pour les travailleurs saisonniers / projet de lancement suspendu	29
Poursuite du déploiement de la boussole des jeunes	Suivi Partenariat	- Poursuite du déploiement de la Boussole des jeunes - 45 offres de service créées - 180 demandes traitées (PO)	29
Forum du logement des jeunes à Argelès-sur-Mer	Accompagnement/ingénierie	- Organisation par l'Info Jeunes d'un Forum du logement des jeunes au lycée Christian Bouquin (Argelès).	30
Attribution de logements sociaux aux jeunes	Suivi Conventions/ plans (logement social)	- 17% des logements sociaux ont été attribués à des jeunes de moins de 30 ans	30
3.2. Les ménages précaires			31
Partenariat avec l'association Habiter en terre catalane	Suivi Partenariat	- 5 nouveaux logements captés - Participation de l'association au Forum de l'Habitat et du climat	31
Signal Logement	Suivi Partenariat	- 45 signalements recueillis dont 19% ont abouti à un constat d'insalubrité ou de non décence	31
3.3. Les gens du voyage			32
Gestion des aires par le prestataire VAGO	Mise en place et suivi délégation de service public	- Délégation de service public auprès de VAGO - Réalisation d'actions sociales sur l'aire d'Elne	32
Mise en place d'une aire de grand passage	Mise en place et suivi délégation de service public	- Création d'une aire délestage pour l'accueil des grands passages - Délégation de la gestion à Vago	32
3.4. Les personnes âgées et handicapées			33
Aides en faveur du logement privé	Poursuite de l'opération (pilotage, subventions)	- 8 logements adaptés grâce à l'OPAH	33

Information jeunesse : dispositif Génération Part'age	Suivi Partenariat	- 1 binôme Génération Part'age	33
AMBITION 4 - GOUVERNER UNE POLITIQUE PARTAGÉE			**34**
4.1. Piloter et animer			34
COMHAB	Animation/pilotage	- 5 commissions habitat (COMHAB)	34
Conférence des maires	Animation/pilotage	- 1 Conférence des maires sur l'habitat (en partie)	34
Participation aux instances et travaux des partenaires	Animation/partenariat	- Membre de différentes commissions et conseils d'administration - Suivi de la politique des partenaires	34
4.2. Accompagner et sensibiliser			35
Suivi petites villes de demain (PVD),	Accompagnement/ingénierie	- Liens avec PVD/ORT - Changement de chargé de mission en 2025	35
Lien avec le développement durable	Accompagnement/ingénierie	- 1 soirée thermographie à Sorède - création de l'outil de thermographie aérienne - mise en place d'un accompagnement au photovoltaïque - 2 primes isolant bio-sourcé attribuées dans le cadre de l'OPAH	35
Communication auprès du public	Communication	- Communication via le site internet, et le Facebook de la CCACVI - Forum du logement des jeunes le 4 juin 2025 - Forum de l'habitat et du climat le 14 juin 2025 - 2 réunions publiques dédiées aux aides à l'amélioration de l'habitat (Sorède et Collioure)	35
4.3. Observer et évaluer			37
Adhésion à l'AURCA	Observer	- Adhésion à l'AURCA qui gère l'observatoire de l'habitat et du foncier - Réalisation de l'étude sur l'accession sociale - Lancement de l'étude de stratégie foncière	37
Productions régulières de bilans	Evaluer	- Bilans annuels des différents programmes, opérations, conventions : PLH, OPAH	37

DETAIL DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE

AMBITION 1 - RÉINVESTIR L'URBAIN

Améliorer le parc existant

1.1. Améliorer le parc ancien

Améliorer le confort du parc immobilier et lutter contre l'habitat indigne et dégradé

- **Favoriser et subventionner les travaux d'amélioration de l'habitat**
- **Lutter contre l'habitat indigne**
- **Renforcer la connaissance**

Aider

- Aides en faveur du logement privé

OPAH intercommunale

L'OPAH est une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat qui vise à accompagner et à attribuer des aides aux travaux dans les secteurs ciblés des centres villes.

L'opération s'est poursuivie pour sa sixième et dernière année en 2025.

Cette année a été marquée par un effort accru de communication sur le dispositif. Aussi, afin notamment de sensibiliser aux aides à l'amélioration de l'habitat, deux réunions publiques dédiées ont été organisées (Sorède et Collioure), un forum de l'habitat et du climat a été lancé et quasiment toutes les communes ont été rencontrées pour leur rappeler le dispositif (voir le bilan de l'ambition 4 sur la gouvernance).

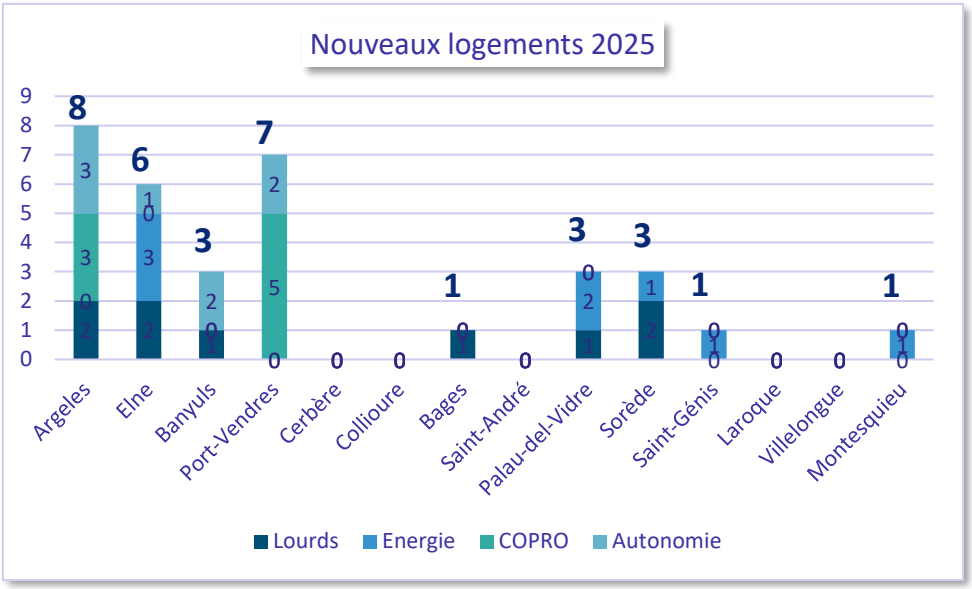
Au total : **27 nouveaux dossiers représentant 33 logements ont été examinés.**

Tour comme les années précédentes, les travaux lourds ont constitué la majorité des travaux, même si la répartition des types de travaux soit équilibrée.

En détail, l'opérateur et les commissions ont traité :

- **Réservation : 27 dossiers** représentant **33 logements** pour un montant de réservation de 63 852€
- **Paiement : 30 dossiers** représentant **31 logements** mis au paiement (travaux achevés en 2025) pour un montant de **80 268€.**

	Lourds	Energie	COPRO	Autonomie	Total
CCACVI 2025	9	8	8 log. (pour 2 copro.)	8	33



➢ Mise en place d'un guichet de l'habitat

La création d'un guichet unique de l'habitat, labélisé France Rénov', a été actée en 2025 (sa mise en œuvre devra intervenir en 2026). Il s'agira de proposer un nouveau service à la population qui aura pour mission d'informer, conseiller, orienter, accompagner l'ensemble des demandeurs souhaitant réaliser des travaux d'amélioration de l'habitat. L'objectif est de faciliter le parcours des demandeurs en devenant la porte d'entrée unique à tous les dispositifs, qu'ils soient en lien avec l'Anah (MaPrimRénov'…) ou propre à la CCACVI (opération de mise en valeur du patrimoine bâti, conseils solaires…).

➢ Approbation du nouveau règlement d'intervention des aides en faveur du logement privé

Le règlement d'attribution fixe les modalités de sollicitation des aides.

L'actuel règlement d'attribution des aides, était lié à l'OPAH et arrivait à échéance au 31 décembre 2025. Aussi, il était nécessaire de reprendre une délibération afin d'adopter un nouveau règlement applicable à partir du 1er janvier 2026, en lien avec le futur guichet unique.

Les montants des aides restent inchangés et certains périmètres ont été élargis dans certaines communes.

<u>En bref :</u>

- OPAH : 33 nouveaux logements
- 2 réunions publiques dédiées aux aides à l'amélioration de l'habitat (Sorède et Collioure)
- 1 Forum de l'Habitat et du climat
- Préfiguration d'un Guichet unique à l'habitat
- Approbation du nouveau règlement d'intervention des aides – entrée en vigueur le 1/01/2026

• <u>Opération de mise en valeur du patrimoine bâti</u>

➢ L'opération façades

L'opération façades participe à l'embellissement des centres anciens et ainsi à leur attractivité. Elle consiste en un accompagnement dans le projet et à des aides financières pour le ravalement de façade.

Bilan des réhabilitations 2025

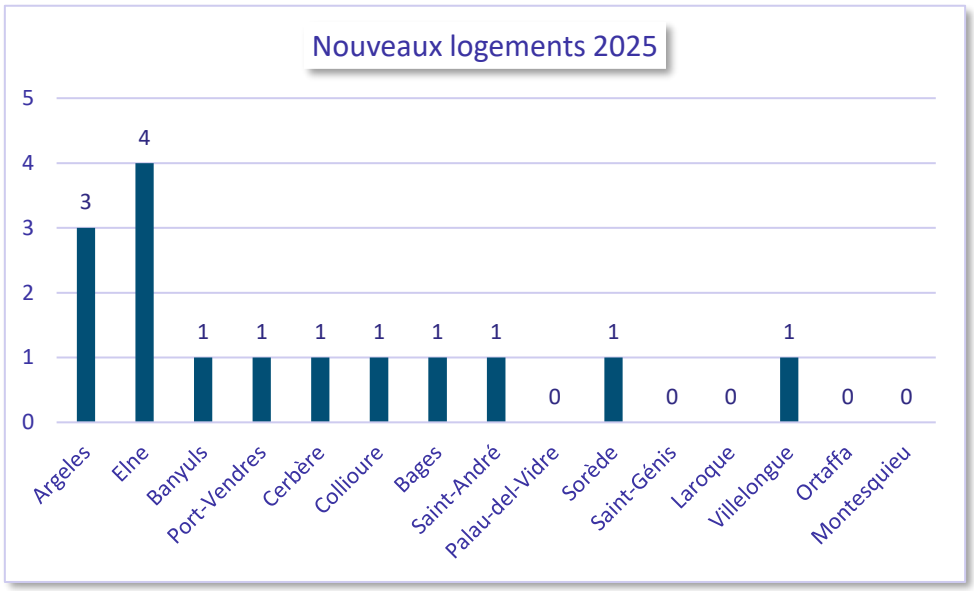
En 2025, l'opération a un peu moins mobilisé les particuliers.

4 commissions d'attribution des aides se sont tenues soit environ une commission tous les trois mois. Il s'agit des mêmes commissions que l'OPAH.

Au total : **15 nouveaux dossiers ont été examinés**.

En détail, l'opérateur et les commissions ont traité :

- **Réservation : 15 dossiers** pour un montant de réservation de **33 616,25€**
- **Paiement : 12 dossiers** (travaux achevés en 2025) pour un montant de **33 239,82 € de subventions pour 169 613,32€ de travaux soit un taux de subvention moyen de 20%.**



Rencontre en mairie

Toutes les mairies ont été rencontrées afin de présenter à nouveau cette opération.

➢ Révision de la nouvelle aide aux panneaux photovoltaïques de couleur rouge

Originellement tournée vers les travaux sur les façades, l'opération s'étend désormais à la problématique des panneaux photovoltaïques posés en toiture dans les centres anciens.

Mise en place en 2024, l'aide a dû être révisée en 2025 afin de renforcer sa dimension patrimoniale. Une prime de 1000€ par installation est accordée par la CCACVI, à laquelle peut s'ajouter une aide de la part des communes ayant voté une subvention complémentaire. Cette aide vise à accompagner les particuliers qui souhaitent produire de l'électricité mais qui sont contraints par le règlement du PLU ou par l'avis de l'Architecte du Bâtiment des France qui impose que les panneaux soient rouges (donc plus chers que les noirs) pour une bonne intégration à la couleur des toitures.

En 2025, deux demandes de subventions ont été déposées, dont l'une a été refusée car non conforme aux règles d'urbanisme.

En bref :

- Façades : 15 nouvelles demandes
- Photovoltaïque rouge :
    - révision du montant (transformation en prime forfaitaire)
    - 2 nouvelles demandes dont une seule recevable

- Permanences solaires

Dans le cadre de son PCAET et de son cadastre solaire, la communauté de communes a souhaité mettre en place un accompagnement des particuliers dans leur projet d'installation de panneaux photovoltaïques (choix des prestataires, avis technique sur les devis, pertinence du projet, coût des installations, demandes de subvention, etc…). Les prestations ont débuté en 2025. Ce nouveau dispositif vient en complément du cadastre solaire.

Les permanences ont eu lieu dans quasiment toutes les communs membres. Elles ont permis de renseigner 34 personnes.

En bref :

- 14 permanences en commune
- 34 personnes renseignées

Collaborer/appuyer les partenaires

- Partenariat avec la Fondation du patrimoine

La Fondation peut octroyer sous certaines conditions un label aux immeubles privés (hors associatifs) non protégés. Ce label reconnait l'intérêt patrimonial d'un immeuble et d'un programme de travaux. Il ouvre le droit pour le propriétaire à une subvention et à un avantage fiscal.

La Communauté de communes ayant mis en place une opération de mise en valeur du patrimoine bâti, et octroyant des subventions pour le ravalement de façade, un partenariat avec la Fondation du Patrimoine, doit permettre de faciliter et de renforcer les avantages de la Fondation du patrimoine, notamment fiscaux pour certains bénéficiaires de l'action façade.

La convention de partenariat a été approuvé au conseil communautaire du 23 septembre 2024.

En 2025, le partenariat n'aura pas permis de labéliser d'immeuble, malgré la transmission de dossiers issus de l'opération façade (un accord préalable pour la transmission du dossier est demandé à chaque propriétaire dans le formulaire de demande d'aide de l'opération façade).

En bref :

- 0 immeuble labélisé sur le territoire

1.2. Les LLS/LAS dans l'ancien

Développer le conventionnement Anah et l'acquisition/amélioration - Expérimenter le LAS dans l'ancien

- **Identifier les gisements immobiliers**
- **Renforcer le conventionnement Anah**
- **Développer le parc social public en acquisition/amélioration**

Aider

- Aides en faveur du logement privé

- **Les subventions accordées aux propriétaires bailleurs en contrepartie d'un conventionnement Anah**

Des subventions aux propriétaires bailleurs sont attribuées dans le cadre de l'OPAH. Selon les types de travaux réalisés ces montants sont variables. Celles-ci visent à favoriser l'investissement locatif et l'application de loyers abordables.

En 2025, 2 propriétaires bailleurs à Argelès-sur-Mer, ont réalisés des travaux lourds (les deux logements étaient issus de la même copropriété).

- **Une prime accordée aux propriétaires accédant**

Dans le cadre de l'OPAH, des primes sont accordées aux primo-accédant réalisant des travaux lourds. Elle permet ainsi d'améliorer la solvabilité des ménages accédant.

En 2025, l'OPAH a permis d'aider 1 primo-accédant à Bages.

En bref :

- OPAH : 2 logements conventionnés
- OPAH : 1 logement d'un primo-accédant

Orienter

- Etude de stratégie foncière et immobilière

La CCACVI a lancé une étude de stratégie foncière et immobilière (voir action 2.4 le foncier)

Celle-ci, en recensant le foncier et l'immobilier mobilisables, pourra servir de fondement et de référentiel pour la production de logements sociaux en centre ancien.

En bref :

- Lancement de l'étude

1.3. Le parc vacant

Lutter contre la vacance de longue durée

- **Identifier les logements mobilisables**
- **Accompagner et Inciter les propriétaires**

Aider

- Aides en faveur du logement privé

- **Une prime dans le cadre de l'OPAH pour favoriser la sortie de logements de la vacance**

Dans le but de favoriser la sortie de logements de la vacance, une prime, pour les propriétaires occupants et bailleurs réalisant des travaux lourds a été mise en place. En effet, les logements vacants nécessitant souvent d'importants travaux, cela permettra d'accompagner les propriétaires à financer leurs projets.

En 2025, l'OPAH a permis de sortir 3 logements de la vacance : deux logements de propriétaires bailleurs-PB (Argelès-sur-Mer) et un logement d'un propriétaire occupant-PO (Sorède).

En bref :

- 2 logements de PB sortis de la vacance grâce à l'OPAH
- 1 logement d'un PO sorti de la vacance grâce à l'OPAH

Orienter

- Etude de stratégie foncière et immobilière

- **Recensement des logements vacants**

La CCACVI a lancé une étude de stratégie foncière et immobilière (voir action 2.4 le foncier).

Celle-ci recensera notamment, au sein d'une cartographie SIG, les logements vacants, avec pour données : si le logement est vacant, depuis plus de 5 ans, l'année de début de la vacance, ainsi que des résidences secondaires avec suspicion de vacance.

A noter la différence de taxation des résidences secondaires et des logements vacants :

- La Taxe sur les Logements Vacants (TLV) ou la Taxe d'Habitation sur les Logements Vacants (THLV) s'appliquent si le propriétaire ou l'usufruitier a un **logement non meublé vacant à usage d'habitation**
- La taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) concerne **les logements meublés** (qui peuvent être inoccupés).

De plus l'étude prévoit la création de fiches de cas pratiques dont l'une portera sur la remobilisation des logements vacants.

En bref :

- Lancement de l'étude

1.4. Le Mieux vivre dans l'ancien

Travailler le « mieux vivre » à l'échelle du quartier (not. QPV) / Minorer l'impact de la villégiaturisation

- **Mobiliser les résidences secondaires et limiter leur construction**
- **Surveiller les copropriétés et l'impact du « Airbnb »**
- **Accompagner le « Mieux vivre » en centre ancien**

Aider

- Aides en faveur du logement privé

- **Une prime dans le cadre de l'OPAH pour favoriser la sortie de logements du statut de résidence secondaire**

Dans le but de favoriser le changement de statut du logement, du stade de résidence secondaire à principale, une prime, pour les propriétaires occupants et bailleurs réalisant des travaux lourds a été mise en place.

En 2025, l'OPAH a permis de sortir 2 logements du statut d'occupation de résidence secondaire: l'un à Sorède, l'autre à Palau-del-Vidre.

En bref :

- 2 logements sortis de résidence secondaire dans le cadre de l'OPAH

AMBITION 2 - MAÎTRISER L'URBAIN

Produire en solidarité et en sobriété

2.1. Le locatif aidé

Maintenir les efforts engagés en direction d'une offre locative sociale et abordable - Mieux identifier la demande

- **Orienter et favoriser la production de Logement Locatifs Sociaux (LLS)**
- **Surveiller le marché, la production et la demande LLS - Analyser et réajuster**

Orienter

- Transmission de la note technique du PLH, « les objectifs du PLH en matière d'offre locative et d'accession aidée (quantitatif et qualitatif) »

Le principe des notes techniques du PLH sont d'approfondir certaines thématiques.

Cette note technique, relative aux objectifs du PLH en matière d'offre locative sociale et d'accession aidée, vise à faire le lien entre les besoins du territoire et la programmation de logements, en vue d'éclairer sur la production de logements adaptés à la demande. Elle traite de la demande et des objectifs, tant pour logement locatif social pour l'accession sociale, d'un point de vue des loyers, prix de vente, typologies, services.

Cette note technique a été transmise aux communes, bailleurs sociaux, Etat, département.

En bref :

- Rédaction et transmission d'une note sur les besoins et les objectifs en logement locatif social et en accession sociale

- Inscription de secteurs à mixité sociale dans les PLU

Les servitudes de mixité sociale permettent d'imposer, en cas de réalisation d'un programme de logements sur certains secteurs du territoire communal, un pourcentage de logements d'une certaine catégorie définie par le PLU, par exemple des logements locatifs sociaux (LLS), des logements en accession sociale, etc.

En 2025, deux projets de révision de PLU ont intégré une servitude de mixité sociale :

- **PLU de Bages :** en zones UA, UB, UC : minimum 20 % de logements locatifs sociaux dans les opérations de plus de 3000 m2 de surface de plancher.
- **PLU d'Elne :** en zones UA, UB, UC1, UD1 et UD2 : minimum 30 % de logements locatifs sociaux dans les nouvelles opérations destinées à la création de 8 logements et plus

En bref :

- 2 projets de révision de PLU ont intégré une servitude de mixité sociale (Bages et Elne)

2.2. L'accession aidée

Renforcer les efforts engagés en direction d'une offre d'accession sociale et abordable - Mieux identifier la demande

- **Orienter et favoriser la production de Logements en Accession Sociale (LAS)**
- **Expérimenter de nouvelles formes de LAS**
- **Surveiller le marché, la production et la demande LAS - Analyser et réajuster**

Orienter

- Réalisation de l'étude sur l'accession sociale

Une analyse sur l'accession sociale a été réalisée par l'AURCA. Il s'agissait d'analyser l'offre en accession sociale et la demande de la primo-accession afin de veiller à l'adéquation entre l'offre et la demande. Qui sont les locataires, les futurs primo-accédant du territoire, leur profil, leur ressource, leur capacité d'emprunt, leur nombre ?, etc. **Une partie des résultats a été intégrée dans la note technique sur le logement social**.

En bref :

- Réalisation de l'étude sur l'accession sociale à la propriété par l'Aurca
- Résultats intégrés dans la note technique sur le logement social

2.3. L'urbanisme et l'habitat

Garantir une harmonisation PLH/PLU - EPCI/communes

- **Accompagner la traduction de la politique intercommunale de l'Habitat dans les PLU**
- **Analyser la qualité des opérations d'aménagement**

Orienter

- Avis sur les PLU en évolution

En tant que personne publique associée, la communauté de communes émet des avis sur les projets d'évolution des PLU (modification, révision) afin de vérifier leur compatibilité avec le PLH.

En 2025, 4 avis ont été rendus, dont deux révisions :

- Modification n°2 du PLU d'Argelès-sur-Mer
- Modification n°4 du PLU de Sorède
- Révision du PLU de Bages
- Révision du PLU d'Elne

Par ailleurs, Saint-Génis-des-Fontaines a lancé la procédure d'élaboration de son PLU. A cette occasion, la CCACVI a envoyé en amont les éléments du PLH à prendre en compte.

En bref :

- 4 projets d'évolutions de PLU analysés au regard du PLH dont 2 révisions
- 1 lancement d'élaboration de PLU

- Mise à jour de la note technique du PLH, « Traduire règlementairement les dispositions logement/habitat dans les PLU »

Le principe des notes techniques du PLH sont d'approfondir certaines thématiques.

Cette note avait été rédigée en 2023. Entre-temps, deux lois importantes ont été adoptées : la loi du 19 novembre 2024 visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale, et celle du 26 novembre 2025 de simplification du droit de l'urbanisme et du logement. La note technique a donc été mise à jour. Elle recense l'ensemble des outils disponibles dans les PLU pour favoriser ou encadrer la production de logements.

En bref :

- Mise à jour de la note sur les outils logements/ habitat mobilisables dans les PLU

2.4. Le foncier

Devenir acteur de la maîtrise foncière et immobilière

- **Définir une stratégie d'actions foncières - Identifier et combler**
- **Soutenir les communes dans leur captation de foncier stratégique**
- **Observer le marché foncier**

Orienter

- Etude de stratégie foncière et immobilière

Avec le soutien de l'EPF et de l'Etat (fonds vert), une étude de stratégie foncière et immobilière pour la production de logements dans les tissus urbains existants a été confiée à l'AURCA à l'échelle de l'intercommunalité.

L'objectif est d'identifier les gisements fonciers et immobiliers en réinvestissement et recyclage de l'urbain résidentiel, et d'y porter une analyse critique (qualités, mutabilité, capacité d'accueil, enjeux de densifications…). Cette analyse permettra ensuite de définir les enjeux de chaque parcelle et son niveau de priorité dans sa mobilisation.

L'étude est composée de 4 phases :

Phase 1 : Synthèse des marchés :

- Analyser le marché immobilier, la production de l'offre, la demande en place…

Phase 2 : Identification et caractérisation du foncier et de l'immobilier :

- Recenser puis caractériser le foncier et l'immobilier mobilisables pour la production de logements dans les tissus urbains existant.

Phase 3 : Priorisation des disponibilités foncières et immobilières :

- Discriminer les parcelles stratégiques, identifier la mobilisation dans le temps ainsi que les capacités d'accueil…

Phase 4 : Mobilisation pratique du foncier et de l'immobilier stratégique :

- Mise en pratique d'outils de mobilisation du foncier et de l'immobilier stratégique

En bref : lancement d'une étude foncière, livraison attendue en 2026

AMBITION 3 - LOGER EN INCLUSION

Appuyer les déploiements du PDALHPD/SS et du SDAHGV

3.1. Les jeunes

Élargir les solutions d'hébergements et de logements dédiées, aux étudiants, aux apprentis, aux saisonniers…

- **Analyser les enjeux / Développer des réponses concertées**
- **Impulser le déploiement de structures dédiées**
- **Impulser le déploiement de solutions au sein du parc privé**
- **Veiller au logement au sein du parc social**

Aider

- Logement des travailleurs saisonniers : lauréat du fonds AL'INOV d'Action Logement

La CCACVI a été retenue pour bénéficier du fonds Innovation d'Action Logement Service pour un projet visant à favoriser le logement des travailleurs saisonniers au sein du parc privé.

L'objet est de :

1. Aller-vers, prospecter : au travers d'une animation territorialisée de captation :
   - Recruter un parc de logements dédiés aux travailleurs saisonniers: s'adresser aux propriétaires, aux employeurs, aux salariés, faire le lien entre tous…
2. Sécuriser et faciliter les locations grâce à un service de gestion locative adaptée :
   - gérer le parc de logements dédié aux travailleurs saisonniers: traiter les rapports entre les propriétaires de logements, les travailleurs preneurs de ces logements, et le cas échéant leurs employeurs

Cette reconnaissance permettra de bénéficier de subventions pour mettre en œuvre le dispositif.
Toutefois, le projet a été suspendu fin 2025.

En bref :

- Lauréat du Fonds AL'INOV d'Action logement pour la création d'un dispositif de captation et gestion de logements pour les travailleurs saisonniers / projet suspendu fin 2025

Collaborer/appuyer les partenaires

- Association Info jeunes : poursuite du déploiement de la boussole des jeunes

L'association Info jeunes, dans le cadre d'un appel à projets national ANRU, et avec le soutien de la CCACVI, a lancé la boussole des jeunes, volet logements. Cette plateforme internet, permet de recenser l'ensemble des offres logements disponibles pour les jeunes, en fonction de leurs situations, tout en mettant en relation la personne avec le professionnel.

Cette année l'association a poursuivi activement la promotion de la boussole des jeunes, en participant à des instances régionales et nationales et en sensibilisation des jeunes à l'outil avec la programmation d'évènements partenariaux. Elle a notamment intégré l'union régionale Cohabilis.

En chiffres : 45 offres de service créées (contre 42 en 2024) - 530 recherches enregistrées (contre 466 en 2024) – 180 demandes traitées (contre 174 en 2024).

En bref :
- Poursuite du déploiement de la Boussole des jeunes
- 45 offres de service créées
- 180 demandes traitées (PO)

- Forum du logement des jeunes à Argelès-sur-Mer

Chaque année, l'Union Nationale des Comités Locaux pour le Logement Autonome des Jeunes organise une semaine du Logement des Jeunes.

Dans ce cadre, cette année s'est tenu un forum du logement des jeunes, au lycées Christian Bouquin à Argelès-sur-Mer, organisé par l'Info Jeunes 66 en partenariat avec la CCACVI.
L'objectif était d'informer les jeunes qui allaient bientôt quitter leur domicile sur l'ensemble des dispositifs d'aides et démarches qui s'offrent à eux.

Le programme :
Info Jeunes 66 : Accompagnement logement, aides logement intergénérationnel ;
ADIL 66 : droits des locataires, contrat, dépôt de garantie
Ligue de l'enseignement : Résidences Habitat Jeunes
CAF : ALS, APL, démarches en ligne
Action Logement : Avance LocaPass, Visale, Aide Mobili Jeunes (n'a pas pu être présent)
Mission Locale : Mobilité, budget, projet d'autonomie
Département : aides sociales, FSL… [excusés]
CCACVI : l'accompagnement aux projets des jeunes (dispositif T' Cap ?)



Si l'initiative présentait un réel intérêt, la fréquentation a été très faible. Les raisons peuvent être la date et les horaires choisis (certains étaient partis en stage, d'autres étaient en examen…).

En bref :
- Organisation par l'Info Jeunes d'un Forum du logement des jeunes au lycée Christian Bouquin (Argelès).

Surveiller

- L'attribution de logements sociaux aux jeunes

L'étude sur le logement des jeunes (2021) montrait que les jeunes étaient sous représentés dans les attributions de logements sociaux de la CCACVI (% d'attribution aux jeunes plus faible que le % des jeunes parmi les demandeurs). En 2021, les jeunes représentaient 12% des attributions pour 13% des demandeurs.

En 2025, 33 jeunes de moins de 30 ans ont obtenu une attribution (soit 17% des attribution) alors que 314 jeunes (soit 15% des demandeurs), étaient toujours en attente d'un logement social fin 2025. Les jeunes sont ainsi surreprésentés parmi les attributions.

En bref :

- 17% des logements sociaux ont été attribués à des jeunes de moins de 30 ans, pour 15% de la demande (contre 18% des attributions et 16% de la demande en 2023).

3.2. Les ménages précaires

Accompagner les ménages précaires de l'hébergement à l'autonomie -Lutter contre la cabanisation

- **Veiller à la prise en compte des ménages les plus précaires**
- **S'assurer du développement de solutions adaptées**

Collaborer/appuyer les partenaires

- Partenariat avec l'association Habiter en terre catalane

L'association Habiter en terre catalane, entre autres, accompagne les propriétaires bénéficiant d'un conventionnement ANAH, ainsi que les ménages nécessitant des logements à bas loyers grâce à la gestion d'une Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS).

Afin de soutenir l'action de l'association, la communauté de communes a passé un partenariat triennal en 2023.

Sur le territoire de la CC ACVI, 5 logements ont été captés en 2025 (contre 2 en 2024).

Le nombre total (au niveau de la CCACVI) de logements gérés par l'AIVS fin 2025 s'élève à 33.

Par ailleurs, l'association a participé au Forum de l'Habitat et du climat organisé par la communauté de communes le 14 juin 2025. Elle est intervenue lors de la conférence inaugurale « Bien acheter, bien investir ».

En bref :

- 5 nouveaux logements captés
- Participation de l'association au Forum de l'Habitat et du climat

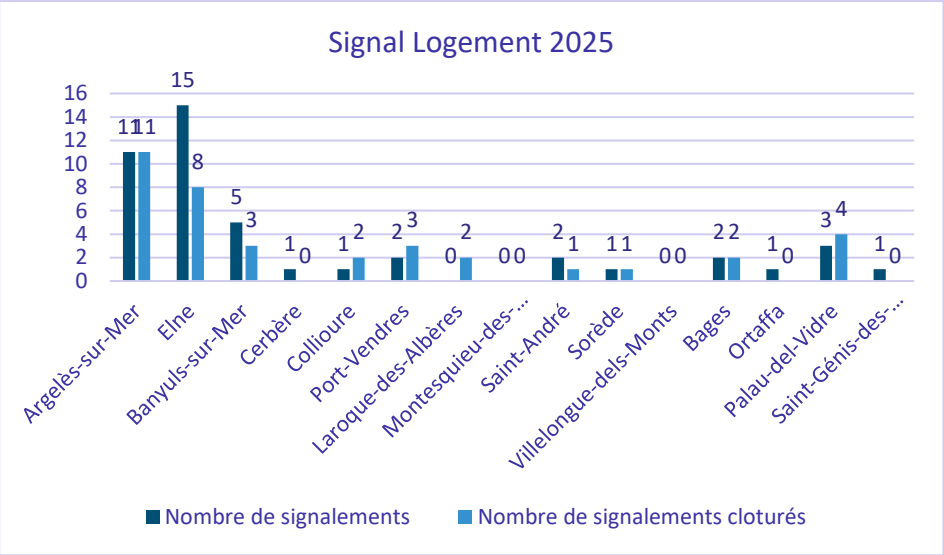
- Signal Logement, la plateforme en ligne de signalement pour l'habitat indigne et non décent

Dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne, la DDTM a mis en place une plateforme de signalement en ligne d'un logement non décent, et de coopération entre les acteurs (Etat, CD, ADIL, ARS, CAF, EPCI). Anciennement dénommée Histologe, la plateforme est devenue Signal Logement.

En 2025, 45 signalements enregistrés sur la plateforme dont 37 fermés. Les motifs de clôture sont à 11% pour non décence, 8% pour insalubrité, pour le reste majoritairement c'est parce que l'occupant est parti.

En bref :

- 45 signalements recueillis dont 19% ont abouti à un constat d'insalubrité ou de non décence.



3.3. Les gens du voyage

Accueillir les gens du voyage et participer aux souhaits de sédentarisation

- **Garantir un accueil de qualité aux gens du voyage**
- **Faciliter l'émergence de solutions d'habitat adapté**
- **Porter une veille sur le bon accueil**

Aider

- *Gestion des aires par le prestataire VAGO*

La communauté de communes dispose de deux aires d'accueil des gens du voyage. L'aire d'Elne est composée de 17 emplacements pouvant accueillir 34 caravanes, celle d'Argelès-sur-Mer de 40 places regroupées en 20 emplacements. La gestion des aires d'accueil des gens du voyage est assurée via une délégation de service public.

Tout comme en 2023, l'intervention du prestataire VAGO n'a pu être réalisée que pour l'aire d'Elne, l'aire d'Argelès-sur-Mer étant toujours occupée illicitement depuis 2021.

Dans le cadre de ses missions, l'entreprise VAGO réalise des actions de médiation sociale : accompagnement scolaire (9 enfants scolarisés), accompagnement dans les démarches administratives (accomplir les démarches de façon autonome, comme les déclaration CAF, aux impôts, chiffres d'affaires), travail de médiation, qui se fait au long cours, toute l'année, et permet lors des situations conflictuelles de fluidifier les relations.

En bref :

- Délégation de service public auprès de VAGO
- Réalisation d'actions sociales sur l'aire d'Elne

- *Création d'une aire délestage pour l'accueil des grands passages*

En 2025, la CCACVI a mis en place une aire de Grand passage sur la commune d'Argelès, d'une capacité de 200 caravanes. Celle-ci a été gérée par la société Vago.

En bref :

- Création d'une aire délestage pour l'accueil des grands passages
- Délégation de la gestion à Vago

3.4. Les personnes âgées et handicapées

Favoriser le maintien à domicile et diversifier l'offre dédiée des personnes âgées (PA) et/ou handicapées (PH)

- **Appuyer et favoriser le maintien à domicile**
- **Favoriser l'action des partenaires institutionnels compétents**
- **Développer une vision stratégique et programmatique**
- **Porter une veille sur la production orientée PA/PH**

Aider

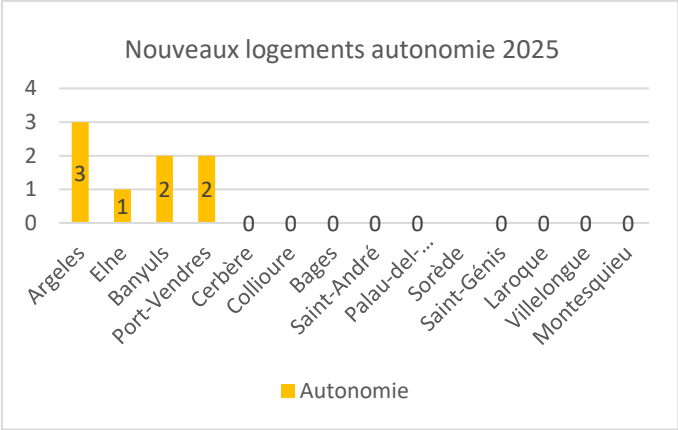
- Aides en faveur du logement privé

L'OPAH (centre ancien-CCACVI), tout comme le PIG « Mieux se loger 66 » (tout le département-CD66), ou toute autre aide de l'Anah via MaPrimeAdapt' poursuivent l'objectif d'aider à l'adaptation des logements à la perte d'autonomie.

L'OPAH a permis d'aider 8 propriétaires.

En bref :

- 8 logements adaptés grâce à l'OPAH



Collaborer/appuyer les partenaires

- Info jeunes 66 : dispositif Génération Part'age

L'Info jeunes 66 a créé une solution logement intergénérationnelle : Génération Part'age. Une personne âgée loge un jeune, en échange de menus services et d'une petite contribution. En 2023, la communauté de communes a passé une convention de partenariat triennal avec l'association, en vue notamment de soutenir cette action.

En 2025, sur le département, l'association a reçu 18 candidatures : 11 provenant de jeunes (contre 6 en 2024) et 7 de séniors (contre 11 en 2024). 9 binômes ont pu être formés dont 1 à Argelès-sur-Mer. En revanche, deux binômes ont arrêté (à Banyuls et à Saint André), pour des raisons personnelles.

En 2025, 1 binôme était en cours sur la CCACVI :

- 1 à Argelès-sur-Mer

En bref : 1 binôme Génération Part'age

AMBITION 4 - GOUVERNER UNE POLITIQUE PARTAGÉE

Animer, accompagner et sensibiliser / Observer, étudier et évaluer

4.1. Piloter et animer

Piloter et animer le PLH et la politique d'attribution

- **Analyser et échanger sur la politique de l'Habitat**
- **Analyser et échanger sur la politique d'attribution**

Animer/développer la concertation

- COMHAB

Les commissions habitat (COMHAB), sont des instances d'échanges et de pilotage de la politique du logement et de l'habitat. Elles sont par ailleurs mutualisées avec la commission d'attribution des aides OPAH et façades. Elles sont composées d'élus communautaires et municipaux du territoire.

En 2025, la commission s'est réunie à 5 reprises.

En bref :

- 5 COMHAB

- Conférence des maires

La conférence des maires est une instance d'échanges et de coordination au sein de la communauté de communes. Elle est composée de l'ensemble des maires du territoire.

En 2025, elle s'est réunie à une reprise afin d'échanger sur l'habitat (pour aborder le Pacte territorial principalement).

En bref :

- 1 Conférence des maires sur l'habitat (en partie)

Collaborer/appuyer les partenaires

- Participation aux instances et travaux des partenaires

La communauté de communes est membre du bureau permanent du PDALHPD, membre de la commission de réservation préfectorale de la sous-préfecture de Céret et de la commission de prévention des expulsions locatives de la sous-préfecture de Céret.

En bref :

- Membre de différentes commissions et conseils d'administration
- Suivi de la politique des partenaires

4.2. Accompagner et sensibiliser

Porter une ingénierie territoriale Sensibiliser aux politiques « Habitat »

- **Développer l'ingénierie et renforcer les expertises**
- **Développer la transversalité et les partenariats**
- **Communiquer auprès du Grand Public**

Collaborer/appuyer les partenaires

- Suivi petites villes de demain (PVD)

Le programme Petites villes de demain est piloté par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT). Le programme soutient les communes de moins de 20 000 habitants ayant un rôle clé pour la dynamique locale pour revitaliser leurs centres-villes, améliorer l'attractivité locale et renforcer les services aux habitants. Trois communes ont été reconnues PVD : Banyuls-sur-Mer, Port-Vendres et Elne.

Le service habitat est en appui au chef de projet petites villes de demain, pour un suivi mutuel des actions habitat/ petites ville de demain. A noter un changement de chargé de mission en 2025.

En bref :

- Liens avec PVD/ORT
- Changement de chargé de mission en 2025

- Lien avec le développement durable

En 2025, le service développement durable de la CCACVI a mené différentes actions en lien avec le logement, notamment la mise en place d'une soirée thermographie à Sorède, la création de l'outil de thermographie aérienne et la mise en place d'un accompagnement au photovoltaïque (permanences solaires).

Réciproquement, les primes aux isolants biosourcés ou encore la création d'une aide aux panneaux photovoltaïques rouge participent à la mise en œuvre du Plan Climat intercommunal.

En 2025, 2 primes bio-sourcées ont été accordées.

En bref :

- 1 soirée thermographie à Sorède
- création de l'outil de thermographie aérienne
- mise en place d'un accompagnement au photovoltaïque
- 2 primes isolant bio-sourcé attribuées dans le cadre de l'OPAH

Communiquer

- Communication auprès du public

➢ **Pages internet et réseaux sociaux**

Afin de faciliter l'accès à l'information du public sur les dispositifs relatifs au logement, la communauté de communes a communiqué via **ses pages internet** (actualisées régulièrement), relatives à l'opération façade, à

l'OPAH et autres dispositifs d'amélioration de l'habitat (MaPrimeRénov, PIG « mieux se loger 66 » …), au logement social (démarches, guide du demandeur de logement social, carte interactive), aux aides relatives au conseils (ADIL, CAUE) …

Des **actualités via le Facebook** ont également permis de communiquer. En particulier, un post à chaque fin de mois était publié pour annoncer les permanences du mois à venir sur la communauté de communes : les dates pour la permanence du CAUE, de l'ADIL, de l'OPAH, et du PIG « Mieux se loger 66 ».

➢ Forum du logement des jeunes

Dans le cadre de la semaine du logement des jeunes organisée par l'UNCLLAJ, l'Info Jeunes 66, en partenariat avec la CCACVI, a organisé un forum du logement des jeunes le 4 juin au Lycée Ch. Bourquin. Voir action 3.1. les jeunes pour plus de détails.

➢ Forum de l'habitat et du climat

Cet événement visait à sensibiliser et accompagner le public dans ses démarches et dans la compréhension des enjeux en matière de logement, avec une prise en compte de ses enjeux climatiques.



Date de l'événement : 14/06/2025
Lieu : Place Gambetta, Argelès-sur-Mer
Horaires : 9h30 - 18h

Micro-conférences :

- **Les prérequis avant d'acheter, d'investir** (ADIL, CAUE, Habiter en Terre Catalane)
- **Copropriétés : organisation et projets de travaux** (ADIL, AREC)
- **Thermographie aérienne : lancement de l'outil** (BE thermographie aérienne-(ITC))
- **Financer ses travaux de rénovation : aides et cas pratiques** (Anah, SOLIHA, Urbanis)
- **Produire son énergie** (Rénologic)

TABLE RONDE : **l'urbanisation de nos communes à l'épreuve du ZAN** (Antoine Parra, Maire d'Argelès-sur-Mer et Président de la CCACVI, Jean-Paul Billes, Président du SCOT de la Plaine du Roussillon, Grégory Allemand, Promoteur aménageur (Groupe Marcel Foisneau) et Joriss GELIBERT, Directrice du CAUE)

STANDS : ADIL, SOLIHA, CAUE, Urbanis, Xavier DOAT (notaire), Crédit 66 (courtier), Crédit agricole, recyclerie d'Elne, ateliers du remploi, Rénologic, Habiter en terre catalane, Association low tech Lab 66, Voltalis, ITC, La fondation du patrimoine, Anah, CCACVI (prévention déchets, habitat, développement durable, médiathèques).

Bilan : Très peu de participation aux conférences et à la table ronde (gradins en plein soleil), faible affluence en particulier l'après-midi, due à la chaleur extrême et à la période chargée en évènement du mois de juin. Toutefois, **le nombre de contacts de tous les stands aura été de plus d'une centaine**.

➢ **Deux réunions publiques dédiées aux aides à l'amélioration de l'habitat ont été organisées**



Organisation de 2 réunions publiques sur les aides à l'amélioration de l'habitat : le 30 avril à Sorède et le 28 mai à Collioure.

Un panorama général des aides a été présenté par Esthel Marzo, chargée de mission habitat à la CCACCVI en première partie puis un focus sur les aides de l'OPAH a été exposé en deuxième partie par Gaïané Khandzian, cheffe de projet à Urbanis

Bilan : Une dizaines de personnes étaient présentes à chaque réunion.

En bref :
- Communication via le site internet, et le Facebook de la CCACVI
- Forum du logement des jeunes le 4 juin 2025
- Forum de l'habitat et du climat le 14 juin 2025
- 2 réunions publiques dédiées aux aides à l'amélioration de l'habitat (Sorède et Collioure)

4.3. Observer et évaluer

Observer et étudier le territoire Evaluer le PLH et les politiques « Habitat

➢ **Faire vivre les observatoires**
➢ **Evaluer les politiques mises en œuvre**
➢ **Préparer le PLH3**

Observer

- Adhésion à l'AURCA

Dans le cadre de son adhésion à l'agence d'urbanisme catalane (AURCA), la communauté de communes bénéficie d'un observatoire de l'habitat et du foncier en ligne. En fonction des problématiques rencontrées, des données approfondies sont être demandées à l'agence.

C'est dans ce cadre que l'agence a réalisé une étude sur l'accession sociale. De plus, un partenariat supplémentaire a été engagé avec l'agence pour réaliser l'étude de stratégie foncière.

En bref :
- Adhésion à l'AURCA qui gère l'observatoire de l'habitat et du foncier
- Réalisation de l'étude sur l'accession sociale
- Lancement de l'étude de stratégie foncière

Evaluer

- Productions régulières de bilans

Dans le cadre de ses différentes actions, la communauté produit différents bilans annuels.
Parmi ceux-ci :
- celui du PLH (le présent bilan),
- celui de l'OPAH (avec bilan de fin d'opération présenté en 2026)

En bref :
- Bilans annuels des différents programmes, opérations, conventions : PLH, OPAH

ANNEXE

BILAN DE LA PROGRAMMATION PAR COMMUNE

Argelès-sur-Mer

OBJECTIFS

Objectifs annualisés (nombre de logements) :

- **Amélioration sur parc privé : 24**
- **Production nouvelle : 134**
- **Changement de destination : 1**
- **Places/logements spécifiques : 60**
- **Nouveaux logements locatifs sociaux : 40 dont 30% de PLAI**
- **Nouveaux logements en accession sociale : 13**
- **Acquisition/amélioration via bailleurs sociaux : 2**

RESULTATS

Nombre d'amélioration de l'habitat sur parc privé

- **Total amélioration : 33**
  - Dont OPAH : 6
  - Dont PIG : 14
  - Dont MaPrimeRénov'-geste : 10
  - Dont opération façades : 3

Sources : Anah (PIG et MaprimeRénov'), CCACVI (OPAH et opération façades)

Nombre de logements autorisés (PC et DP)

- **Production nouvelle** (service urbanisme) : **63** (dont un immeuble en collectif de plus de 10 logements)
- **Nombre de changements de destination/transformation** (sitad@el) **: 4 biens pour 4 logements** (hébergement hôtelier)
- **Places/logements spécifiques** (sitad@el) : **0**

Nombre de logements sociaux agrées (DDTM)

- **Total Agréments logements sociaux : 44 logements** (0% PLAI)
  - **Dont acquisition-amélioration : 0**

Nombre de logements sociaux vendus (RPLS 2025) : ?

Elne

OBJECTIFS

Objectifs annualisés (nombre de logements) :

- **Amélioration sur parc privé : 24**
- **Production nouvelle : 68**
- **Changement de destination : 1**
- **Places/logements spécifiques : 60**
- **Nouveaux logements locatifs sociaux : 21 dont 30% de PLAI**
- **Nouveaux logements en accession sociale : 82**
- **Acquisition/amélioration via bailleurs sociaux : 2**

RESULTATS

Nombre d'amélioration de l'habitat sur parc privé

- **Total amélioration : 39**
  - Dont OPAH : 6
  - Dont PIG : 16
  - Dont MaPrimeRénov- par geste : 13
  - Dont opération façades : 4

Sources : Anah (PIG et MaprimeRénov'), CCACVI (OPAH et opération façades)

Nombre de logements autorisés (PC et DP)

- **Production nouvelle** (service urbanisme) : **55**
- **Nombre de changements de destination/transformation** (sitad@el) **: 3 biens** représentant **4 logements**
- **Places/logements spécifiques (sitad@el) : 0**

Nombre de logements sociaux agrées (DDTM)

- **Total Agréments logements sociaux : 13 logements** (15% PLAI)
  - **Dont acquisition-amélioration : 0**

Nombre de logements sociaux vendus (RPLS 2025) : ?

Banyuls-sur-Mer

OBJECTIFS

Objectifs annualisés (nombre de logements) :

- **Amélioration sur parc privé : 18**
- **Production nouvelle : 39**
- **Changement de destination : 1**
- **Places/logements spécifiques : 24 places / 3 logements**
- **Nouveaux logements locatifs sociaux : 2 dont 30% de PLAI**
- **Nouveaux logements en accession sociale : 20**
- **Acquisition/amélioration via bailleurs sociaux : 1**

RESULTATS

Nombre d'amélioration de l'habitat sur parc privé

- **Total amélioration : 14**
  - Dont OPAH : 2
  - Dont PIG : 5
  - Dont MaPrimeRénov-par geste : 7
  - Dont opération façades : 0

Sources : Anah (PIG et MaprimeRénov'), CCACVI (OPAH et opération façades)

Nombre de logements autorisés (PC et DP)

- **Production nouvelle** (service urbanisme) : **0**
- **Nombre de changements de destination/transformation** (sitad@el) **: 2 biens** représentant **2 logements**
- **Places/logements spécifiques (sitad@el) : 0**

Nombre de logements sociaux agrées (DDTM)

- **Total Agréments logements sociaux : 0**
  - **Dont acquisition-amélioration : 0**

Nombre de logements sociaux vendus (RPLS 2025) : ?

Cerbère

OBJECTIFS

Objectifs annualisés (nombre de logements) :

- **Amélioration sur parc privé : 8**
- **Production nouvelle : 9**
- **Changement de destination : 1**
- **Places/logements spécifiques : 0**
- **Nouveaux logements locatifs sociaux : 0**
- **Nouveaux logements en accession sociale : 6**
- **Acquisition/amélioration via bailleurs sociaux : 1**

RESULTATS

Nombre d'amélioration de l'habitat sur parc privé

- **Total amélioration : 5**
  - Dont OPAH : 0
  - Dont PIG : 2
  - Dont MaPrimeRénov-par geste : 2
  - Dont opération façades : 1

Sources : Anah (PIG et MaprimeRénov'), CCACVI (OPAH et opération façades)

Nombre de logements autorisés (PC et DP)

- **Production nouvelle** (service urbanisme) : **0**
- **Nombre de changements de destination/transformation** (sitad@el) **: 0**
- **Places/logements spécifiques (sitad@el) : 0**

Nombre de logements sociaux agrées (DDTM)

- **Total Agréments logements sociaux : 0**
  - **Dont acquisition-amélioration : 0**

Nombre de logements sociaux vendus (RPLS 2025) : ?

Collioure

OBJECTIFS

Objectifs annualisés (nombre de logements) :

- **Amélioration sur parc privé : 16**
- **Production nouvelle : 32**
- **Changement de destination : 1**
- **Places/logements spécifiques : 0**
- **Nouveaux logements locatifs sociaux : 5 dont 30% de PLAI**
- **Nouveaux logements en accession sociale : 2**
- **Acquisition/amélioration via bailleurs sociaux : 1**

RESULTATS

Nombre d'amélioration de l'habitat sur parc privé

- **Total amélioration : 6**
  - Dont OPAH : 0
  - Dont PIG : 2
  - Dont MaPrimeRénov-par geste : 3
  - Dont opération façades : 1

Sources : Anah (PIG et MaprimeRénov'), CCACVI (OPAH et opération façades)

Nombre de logements autorisés (PC et DP)

- **Production nouvelle** (service urbanisme) : **0**
- **Nombre de changements de destination** (sitad@el) **: 0**
- **Places/logements spécifiques (sitad@el) : 0**

Nombre de logements sociaux agrées (DDTM)

- **Total Agréments logements sociaux : 0**
  - **Dont acquisition-amélioration : 0**

Nombre de logements sociaux vendus (RPLS 2025) : ?

Port-Vendres

OBJECTIFS

Objectifs annualisés (nombre de logements) :

- **Amélioration sur parc privé : 15**
- **Production nouvelle : 37**
- **Changement de destination : 1**
- **Places/logements spécifiques : 0**
- **Nouveaux logements locatifs sociaux : 2 dont 30% de PLAI**
- **Nouveaux logements en accession sociale : 2**
- **Acquisition/amélioration via bailleurs sociaux : 1**

RESULTATS

Nombre d'amélioration de l'habitat sur parc privé

- **Total amélioration : 11**
  - Dont OPAH : 2
  - Dont PIG : 3
  - Dont MaPrimeRénov-par geste : 5
  - Dont opération façades : 1

Sources : Anah (PIG et MaprimeRénov'), CCACVI (OPAH et opération façades)

Nombre de logements autorisés (PC et DP)

- **Production nouvelle** (service urbanisme) : **8**
- **Nombre de changements de destination/transformation** (sitad@el) **: 1 bien** représentant **6 logements**
- **Places/logements spécifiques (sitad@el) : 0**

Nombre de logements sociaux agrées (DDTM)

- **Total Agréments logements sociaux : 6**
  - **Dont acquisition-amélioration : 0**

Nombre de logements sociaux vendus (RPLS 2025) : ?

Bages

OBJECTIFS

Objectifs annualisés (nombre de logements) :

- **Amélioration sur parc privé : 13**
- **Production nouvelle : 13**
- **Changement de destination : 1**
- **Places/logements spécifiques : 0**
- **Nouveaux logements locatifs sociaux : 1 dont 30% de PLAI**
- **Nouveaux logements en accession sociale : 4**
- **Acquisition/amélioration via bailleurs sociaux : 1**

RESULTATS

Nombre d'amélioration de l'habitat sur parc privé

- **Total amélioration : 11**
  - Dont OPAH : 1
  - Dont PIG : 6
  - Dont MaPrimeRénov-par geste : 3
  - Dont opération façades : 1

Sources : Anah (PIG et MaprimeRénov'), CCACVI (OPAH et opération façades)

Nombre de logements autorisés (PC et DP)

- **Production nouvelle** (service urbanisme) : **7**
- **Nombre de changements de destination/transformation** (sitad@el) **: 2 biens** représentant **2 logements**
- **Places/logements spécifiques (sitad@el) : 0**

Nombre de logements sociaux agrées (DDTM)

- **Total Agréments logements sociaux : 0**
  - **Dont acquisition-amélioration : 0**

Nombre de logements sociaux vendus (RPLS 2025) : ?

Ortaffa

OBJECTIFS

Objectifs annualisés (nombre de logements) :

- **Amélioration sur parc privé : 3**
- **Production nouvelle : 27**
- **Changement de destination : 1**
- **Places/logements spécifiques : 0**
- **Nouveaux logements locatifs sociaux : 5 dont 30% de PLAI**
- **Nouveaux logements en accession sociale : 0**
- **Acquisition/amélioration via bailleurs sociaux : 1**

RESULTATS

Nombre d'amélioration de l'habitat sur parc privé

- **Total amélioration : 6**
  - Dont OPAH : 0 (pas d'OPAH sur la commune)
  - Dont PIG : 2
  - Dont MaPrimeRénov-par geste : 4
  - Dont opération façades : 0

Sources : Anah (PIG et MaprimeRénov'), CCACVI (OPAH et opération façades)

Nombre de logements autorisés (PC et DP)

- **Production nouvelle** (service urbanisme) : **4**
- **Nombre de changements de destination/transformation** (sitad@el) **: 0**
- **Places/logements spécifiques (sitad@el) : 0**

Nombre de logements sociaux agrées (DDTM)

- **Total Agréments logements sociaux : 0**
  - **Dont acquisition-amélioration : 0**

Nombre de logements sociaux vendus (RPLS 2025) : ?

Palau-del-Vidre

OBJECTIFS

Objectifs annualisés (nombre de logements) :

- **Amélioration sur parc privé : 8**
- **Production nouvelle : 26**
- **Changement de destination : 1**
- **Places/logements spécifiques : 0**
- **Nouveaux logements locatifs sociaux : 4 dont 30% de PLAI**
- **Nouveaux logements en accession sociale : 1**
- **Acquisition/amélioration via bailleurs sociaux : 1**

RESULTATS

Nombre d'amélioration de l'habitat sur parc privé

- **Total amélioration : 8**
  - Dont OPAH : 2
  - Dont PIG : 4
  - Dont MaPrimeRénov-par geste : 2
  - Dont opération façades : 0

Sources : Anah (PIG et MaprimeRénov'), CCACVI (OPAH et opération façades)

Nombre de logements autorisés (PC et DP)

- **Production nouvelle** (service urbanisme) : **19**
- **Nombre de changements de destination/transformation** (sitad@el) **: 2**
- **Places/logements spécifiques (sitad@el) : 0**

Nombre de logements sociaux agrées (DDTM)

- **Total Agréments logements sociaux : 0**
  - **Dont acquisition-amélioration : 0**

Nombre de logements sociaux vendus (RPLS 2025) : ?

Saint-Génis-des-Fontaines

OBJECTIFS

Objectifs annualisés (nombre de logements) :

- **Amélioration sur parc privé : 6**
- **Production nouvelle : 20**
- **Changement de destination : 1**
- **Places/logements spécifiques : 0**
- **Nouveaux logements locatifs sociaux : 4 dont 30% de PLAI**
- **Nouveaux logements en accession sociale : 0**
- **Acquisition/amélioration via bailleurs sociaux : 1**

RESULTATS

Nombre d'amélioration de l'habitat sur parc privé

- **Total amélioration : 13**
  - Dont OPAH : 1
  - Dont PIG : 6
  - Dont MaPrimeRénov-par geste : 6
  - Dont opération façades : 0

Sources : Anah (PIG et MaprimeRénov'), CCACVI (OPAH et opération façades)

Nombre de logements autorisés (PC et DP)

- **Production nouvelle** (service urbanisme) : **3**
- **Nombre de changements de destination/transforamtion** (sitad@el) **: 1**
- **Places/logements spécifiques (sitad@el) : 0**

Nombre de logements sociaux agrées (DDTM)

- **Total Agréments logements sociaux : 0**
  - **Dont acquisition-amélioration : 0**

Nombre de logements sociaux vendus (RPLS 2025) : ?

Laroque-des-Albères

OBJECTIFS

Objectifs annualisés (nombre de logements) :

- **Amélioration sur parc privé : 5**
- **Production nouvelle : 26**
- **Changement de destination : 1**
- **Places/logements spécifiques : 0**
- **Nouveaux logements locatifs sociaux : 6 dont 30% de PLAI**
- **Nouveaux logements en accession sociale : 1**
- **Acquisition/amélioration via bailleurs sociaux : 1**

RESULTATS

Nombre d'amélioration de l'habitat sur parc privé

- **Total amélioration : 8**
  - Dont OPAH : 0
  - Dont PIG : 4
  - Dont MaPrimeRénov-par geste : 4
  - Dont opération façades : 0

Sources : Anah (PIG et MaprimeRénov'), CCACVI (OPAH et opération façades)

Nombre de logements autorisés (PC et DP)

- **Production nouvelle** (service urbanisme) : **13**
- **Nombre de changements de destination/transformation** (sitad@el) **: 0**
- **Places/logements spécifiques** (sitad@el) **: 0**

Nombre de logements sociaux agrées (DDTM)

- **Total Agréments logements sociaux : 18**
  - **Dont acquisition-amélioration : 0**

Nombre de logements sociaux vendus (RPLS 2025) : 0

Montesquieu-des-Albères

OBJECTIFS

Objectifs annualisés (nombre de logements) :

- **Amélioration sur parc privé : 3**
- **Production nouvelle : 11**
- **Changement de destination : 1**
- **Places/logements spécifiques : 0**
- **Nouveaux logements locatifs sociaux : 1 dont 30% de PLAI**
- **Nouveaux logements en accession sociale : 0**
- **Acquisition/amélioration via bailleurs sociaux : 1**

RESULTATS

Nombre d'amélioration de l'habitat sur parc privé

- **Total amélioration : 7**
  - Dont OPAH : 2
  - Dont PIG : 3
  - Dont MaPrimeRénov-par geste : 2
  - Dont opération façades : 0

Sources : Anah (PIG et MaprimeRénov'), CCACVI (OPAH et opération façades)

Nombre de logements autorisés (PC et DP)

- **Production nouvelle** (service urbanisme) : **5**
- **Nombre de changements de destination/transformation** (sitad@el) **: 0**
- **Places/logements spécifiques** (sitad@el) **: 0**

Nombre de logements sociaux agrées (DDTM)

- **Total Agréments logements sociaux : 0**
  - **Dont acquisition-amélioration : 0**

Nombre de logements sociaux vendus (RPLS 2025) : ?

Saint-André

OBJECTIFS

Objectifs annualisés (nombre de logements) :

- **Amélioration sur parc privé : 6**
- **Production nouvelle : 16**
- **Changement de destination : 1**
- **Places/logements spécifiques : 0**
- **Nouveaux logements locatifs sociaux : 5 dont 30% de PLAI**
- **Nouveaux logements en accession sociale : 2**
- **Acquisition/amélioration via bailleurs sociaux : 1**

RESULTATS

Nombre d'amélioration de l'habitat sur parc privé

- **Total amélioration : 15**
  - Dont OPAH : 0
  - Dont PIG : 5
  - Dont MaPrimeRénov-par geste : 6
  - Dont opération façades : 1

Sources : Anah (PIG et MaprimeRénov'), CCACVI (OPAH et opération façades)

Nombre de logements autorisés (PC et DP)

- **Production nouvelle** (service urbanisme) : **5**
- **Nombre de changements de destination/transformation** (sitad@el) **: 2**
- **Places/logements spécifiques** (sitad@el) **: 0**

Nombre de logements sociaux agrées (DDTM)

- **Total Agréments logements sociaux : 0**
  - **Dont acquisition-amélioration : 0**

Nombre de logements sociaux vendus (RPLS 2025) : ?

Sorède

OBJECTIFS

Objectifs annualisés (nombre de logements) :

- **Amélioration sur parc privé : 8**
- **Production nouvelle : 28**
- **Changement de destination : 1**
- **Places/logements spécifiques : 0**
- **Nouveaux logements locatifs sociaux : 6 dont 30% de PLAI**
- **Nouveaux logements en accession sociale : 6**
- **Acquisition/amélioration via bailleurs sociaux : 1**

RESULTATS

Nombre d'amélioration de l'habitat sur parc privé

- **Total amélioration : 12**
  - Dont OPAH : 1
  - Dont PIG : 4
  - Dont MaPrimeRénov-par geste : 6
  - Dont opération façades : 1

Sources : Anah (PIG et MaprimeRénov'), CCACVI (OPAH et opération façades)

Nombre de logements autorisés (PC et DP)

- **Production nouvelle** (service urbanisme) : **37**
- **Nombre de changements de destination/transformation** (sitad@el) **: 1 bien** représentant **1 logement**
- **Places/logements spécifiques (sitad@el) : 0**

Nombre de logements sociaux agrées (DDTM)

- **Total Agréments logements sociaux : 24**
  - **Dont acquisition-amélioration : 0**

Nombre de logements sociaux vendus (RPLS 2025) : ?

Villelongue-dels-Monts

OBJECTIFS

Objectifs annualisés (nombre de logements) :

- **Amélioration sur parc privé : 3**
- **Production nouvelle : 10**
- **Changement de destination : 1**
- **Places/logements spécifiques : 0**
- **Nouveaux logements locatifs sociaux : 1 dont 30% de PLAI**
- **Nouveaux logements en accession sociale : 0**
- **Acquisition/amélioration via bailleurs sociaux : 1**

RESULTATS

Nombre d'amélioration de l'habitat sur parc privé

- **Total amélioration : 7**
  - Dont OPAH : 0
  - Dont PIG : 0
  - Dont MaPrimeRénov : 6
  - Dont opération façades : 1

Sources : Anah (PIG et MaprimeRénov'), CCACVI (OPAH et opération façades)

Nombre de logements autorisés (PC et DP)

- **Production nouvelle** (service urbanisme) : **5**
- **Nombre de changements de destination/transformation** (sitad@el) **: 1 bien** représentant **1 logement**
- **Places/logements spécifiques (sitad@el) : 0**

Nombre de logements sociaux agrées (DDTM)

- **Total Agréments logements sociaux : 7**
  - **Dont acquisition-amélioration : 0**

Nombre de logements sociaux vendus (RPLS 2025) : ?

ALBÈRES
CÔTE VERMEILLE
ILLIBÉRIS
Communauté de Communes

CC ACVI - 2026
Service habitat

ANNEXE 36 – RENOUVELLEMENT DES MEMBRES DE LA CONFÉRENCE INTERCOMMUNALE DU LOGEMENT (CIL)

PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Liberté
Égalité
Fraternité

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS

Pôle accès et maintien dans le logement et l'habitat

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDETS/PAMLH/2026164

portant renouvellement de la composition
de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL)
sur le territoire de la Communauté de communes
Albères - Côte Vermeille - Illibéris

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment son article L 441-1-5 ;

VU la loi n°2014-174 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine et notamment son article 8 ;

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) et notamment son article 97-3° ;

VU la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

VU la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

VU l'arrêté n°DDCS/PIHL/2017109-0001 du 19 avril 2017 portant constitution de la Conférence intercommunale du logement sur le territoire de la Communauté de communes Albères - Côte Vermeille - Illibéris ;

VU la délibération n°DL 2024-0010 du 27 février 2024 du Conseil communautaire de la Communauté de Communes Albères – Côte Vermeille – Illibéris portant approbation de la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) 2024-2029 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture.

ARRÊTE

Article 1 : Les articles 2 à 5 de l'arrêté n°DDCS/PIHL/2017109-0001 du 19 avril 2017 portant constitution de la Conférence intercommunale du logement sur le territoire de la Communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

- ***Article 2 :*** *L'instance plénière est constituée des trois collèges suivants :*

COLLEGE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Les représentants des 15 communes de la Communauté de communes Albères - Côte Vermeille - Illibéris

Membres titulaires	*Membres suppléants*
Les maires des 15 communes	*Les représentants désignés par les maires*

Un représentant du Conseil départemental

Membre titulaire	*Membre suppléant*
Un conseiller départemental	*Un conseiller départemental*

COLLEGE DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR LOCATIF

Quatre représentants des bailleurs sociaux disposant de patrimoine sur le territoire de la Communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris

Membres titulaires	*Membres suppléants*
Habitat 66	*SFHE*
Marcou Habitat	*CDC Habitat social*
Trois Moulins Habitat	*FDI Habitat*
3F Occitanie	*La Cité Jardins*

Un représentant d'Action logement Services, titulaire de droit de réservation

Membre titulaire	*Membre suppléant*
Action Logement Services	*Action Logement Services*

Un représentant des organismes agréés au titre de la maîtrise d'ouvrage d'insertion

Membre titulaire	*Membre suppléant*
Association Habiter en terre catalane	*Association Habiter en terre catalane*

COLLEGE DES USAGERS OU DES ASSOCIATIONS INTERVENANT AUPRES DES PERSONNES DEFAVORISEES OU LOCATAIRES

Un représentant local des associations de locataires :

Membre titulaire	Membre suppléant
Confédération Nationale du Logement (CNL)	Confédération Syndicale des Familles (CSF)

Un représentant des associations dont l'objet est l'insertion par le logement :

Membre titulaire	Membre suppléant
Association Solidarité-Pyrénées	Mission Locale Jeunes des Pyrénées-Orientales (MLJ 66)

Un représentant des associations de défense de personnes en situation d'exclusion :

Membre titulaire	Membre suppléant
La Ligue de l'enseignement - Fédération des œuvres laïques des Pyrénées-Orientales	La Ligue de l'enseignement - Fédération des œuvres laïques des Pyrénées-Orientales

Un représentant des personnes défavorisées ou usagers :

Membre titulaire	Membre suppléant
Délégation départementale de la Croix rouge	Union départementale des Associations Familiales des Pyrénées-Orientales (UDAF 66)

- **Article 3 :** Le bureau de l'instance plénière est constitué des trois collèges suivants :

COLLEGE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES :

Cinq représentants des communes de chaque secteur du PLH (Programme Local de l'Habitat) d'Albères – Côte Vermeille – Illibéris :

Membres titulaires	Membres suppléants
La maire de la commune d'Argelès-sur-Mer	Un représentant de la maire d'Argelès-sur-Mer
Le maire de la commune d'Elne	Un représentant du maire de la commune d'Elne
Un maire d'une commune du secteur Albères	Un représentant du maire d'une commune du secteur Albères
Un maire d'une commune du secteur Tech	Un représentant du maire d'une commune du secteur Tech
Un maire d'une commune du secteur Côte Vermeille	Un représentant du maire d'une commune du secteur Côte Vermeille

Un représentant du Conseil départemental

Membre titulaire	*Membre suppléant*
Un conseiller départemental	*Un conseiller départemental*

COLLEGE DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR LOCATIF

Trois représentants des bailleurs sociaux disposant de patrimoine sur le territoire d'Albères – Côte Vermeille – Illibéris et un représentant d'Action Logement Services ou d'un organisme agréé au titre de la maîtrise d'ouvrage d'insertion

Membres titulaires	*Membres suppléants*
Habitat 66	*SFHE*
3F Occitanie	*La Cité Jardins*
Marcou Habitat	*Trois Moulins Habitat*
Habiter en terre catalane	*Action Logement Services*

COLLEGE DES USAGERS OU DES ASSOCIATIONS INTERVENANT AUPRES DES PERSONNES DEFAVORISEES OU LOCATAIRES

Deux représentants locaux des associations de locataires siégeant à la commission nationale de concertation, des associations dont l'objet est l'insertion par le logement, des associations de défense des personnes en situation d'exclusion et des personnes défavorisées ou usagers

Membres titulaires	*Membres suppléants*
Association Solidarité-Pyrénées	*Délégation départementale de la Croix rouge*
Confédération Nationale du Logement (CNL)	*Ligue de l'enseignement – Fédération des œuvres laïques des Pyrénées-Orientales*

- ***Article 4 :*** *Un collège d'experts, sans voix délibérative, est constitué auprès de l'assemblée plénière et du bureau de celle- ci :*

COLLEGE DES EXPERTS

Membres titulaires	*Membres suppléants*
Un représentant de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL 66)	*Un représentant de l'ADIL 66*
Un représentant de l'Agence d'Urbanisme Catalane (AURCA)	*Un représentant de l'Agence d'Urbanisme Catalane (AURCA)*

Article 5 : *Participent également aux séances de la Conférence intercommunale du logement pour le bon déroulement des travaux de l'instance plénière et du bureau :*

- la Sous-Préfète de Céret ou son représentant;
- la Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités ou son représentant ;
- la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer ou son représentant ;
- le Directeur Général des Services ou la Directrice Générale Adjointe de Services de la Communauté de communes Albères – Côte Vermeille – Illibéris ou son représentant ;
- la Directrice Générale Adjointe des Solidarités au Conseil départemental ou son représentant ;
- un représentant du Fonds de Solidarité Logement.

Article 2 : Les articles 6, 7 et 8 de l'arrêté n°DDCS/PIHL/2017109-0001 du 19 avril 2017 portant constitution de la Conférence intercommunale du logement sur le territoire de la Communauté de communes Albères - Côte Vermeille – Illibéris restent inchangés.

Article 3 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Orientales, Mme la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer et M. le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Président de la Communauté de communes Albères – Côte Vermeille -Illibéris et aux organisations concernées et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et de la Communauté de Communes Albères - Côte Vermeille - Illibéris.

Fait à Perpignan, le 12 JUIN 2026

Le Préfet

Pierre REGNAULT de la MOTHE

ANNEXE 37 – APPROBATION DE L'AVENANT N°1 AU MARCHÉ DE MAITRISE D'ŒUVRE RELATIF AU PROJET DE RÉUTILISATION DES EAUX USÉES TRAITÉES D'ARGELÈS-SUR-MER – FIXATION DU FORFAIT DÉFINITIF DE RÉMUNÉRATION

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS **EXE10**

MODIFICATION N° 1

Le formulaire EXE10 est un modèle d'avenant, qui peut être utilisé par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice, dans le cadre de l'exécution d'un marché public.

A - Identification du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public.)

Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris
3 Impasse Charlemagne
BP 90103
66700 ARGELES SUR MER CEDEX
Tél : 0468816377

B - Identification du titulaire du marché public

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du titulaire individuel ou de chaque membre du groupement titulaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises titulaire, identifier le mandataire du groupement.]

CABINET D'ETUDES René GAXIEU
4, rue du Moulinas
66330 CABESTANY
bet.66@gaxieu.fr
04.68.66.07.70
SIRET : 312 411 648 00081
Siège social :
1bis, place des Alliés
CS 50676 – 34537 BEZIERS
bet.lr@gaxieu.fr
04.66.54.30.00
SIRET : 312 411 648 00081

C - Objet du marché public

■ Objet du marché public:
(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public. En cas d'allotissement, préciser également l'objet et la dénomination du lot concerné.)

Mission de Maîtrise d'Œuvre pour le projet de la réutilisation des eaux usées traitées d'Argelès-sur-Mer.

■ Date de la notification du marché public : 05/08/2024

■ Durée d'exécution du marché public :

Les prestations de maîtrise d'œuvre débutent à la date de notification du marché. Elles s'achèvent à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

■ Montant initial du marché public :

- Taux de rémunération t (TF + TO 001 + TO 002) = 1,84 %
- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 198 793 ,60 €
- Montant TTC : 238 552,32 €

D - Objet de l'avenant

■ Modifications introduites par le présent avenant :
(Détailler toutes les modifications, avec ou sans incidence financière, introduites dans le marché public par le présent avenant.)

1) Modification du programme LOT 2 :

- Création de deux regards d'interception et de deux cuves de relevage en parallèle pour le fonctionnement de l'autosurveillance (car deux files de comptage et de prélèvement actuellement).
- Choix de mettre les équipements sous bâtiment avec une meilleure protection contre les intempéries et à l'étage pour éviter un relevage intermédiaire.
- Remblais de mise hors d'eau selon PPRI => + 2,20 m / TN. Respect des prescriptions PPRI et protection des équipements sensibles.
- Augmentation de la HMT du poste de 8-9 bars à 20 bars car :
  - La modélisation a montré la nécessité de pression et puissance supérieure
  - La pression minimale à délivrer à toutes les bornes d'irrigation a été fixée en accord avec les agriculteurs à 4 bars (contre 3 bars lors de l'étude de faisabilité)
  - La branche de Palau a été ajoutée. Cette branche présente une grande partie des besoins (hors ASA)
  - La modélisation a permis d'estimer de manière plus précise les pertes de charge le long du réseau
- L'augmentation de la taille des suppresseurs et des équipements entraine une augmentation de la taille des équipements électriques (variateurs, etc...) et des armoires de commandes.
- L'augmentation du nombre de bornes (de 8 à 16) entraine également une supervision plus conséquente en termes de paramétrage.
- Les ouvrages étant plus conséquents, ils nécessitent une mise en route plus importante.
- Chiffrage en étude d'opportunité réalisé en 2022/2023 ; la re-consultation des équipementiers a permis une mise à jour des coûts des équipements avec une inflation.

2) Modification du programme LOT 1 :

- La branche Palau a été ajoutée.
- Le tracé a été modifié dans Argelès.
- Les canalisations sont en fonte et non en PEHD.
- L'option bornes connectées pour la gestion des tours d'eau a été retenue.
- La branche Taxo a été allongée pour déplacer la borne 9.
- Chiffrage en étude d'opportunité réalisé en 2022/2023 ; la re-consultation des équipementiers a permis une mise à jour des coûts des équipements avec une inflation.

3) Montant estimation des travaux :

Estimation initiale : 10 804 000, 00€ HT
Estimation après modification du programme : 12 411 710,00 €

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :
(Cocher la case correspondante.)

☐ Non ☑ Oui

Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 29 581,86 €
- Montant TTC : 35 498,23 €
- % d'écart introduit par l'avenant : 14,88 %

Nouveau montant du marché public :

- Taux de rémunération t (TF + TO 001 +TO 002) = 1,84 %
- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 228 375,46 €
- Montant TTC : 274 050,55€

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Christian FAROUX, président du Cabinet d'Etudes René GAXIEU	Cabestany, Le 10 Août 2026	

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

Pour l'Etat et ses établissements :
(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : ..... , le .....

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A CABESTANY, le .....

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Date de mise à jour : 01/04/2019.

ANNEXE 38 – COMITÉ INTERCOMMUNAL DES ŒUVRES SOCIALES DE LA CÔTE VERMEILLE ET DES ALBÈRES (CIOSCA) – APPROBATION DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS RELATIVE AU VERSEMENT DE LA SUBVENTION AU TITRE DE L'ANNÉE 2026 (REMPLACE LA DL2026-0229 DU 17.07.2026)

CONVENTION D'OBJECTIFS

VU l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001,

VU les lois 2007 – 148 du 2 février 2007 relative à la modernisation de la fonction publique et 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale,

CONSIDERANT que les collectivités territoriales peuvent faire appel à des organismes sociaux sans but lucratif pour assurer la mise en place de la politique d'action sociale à destination de leurs agents territoriaux,

CONSIDERANT que les associations recevant une subvention annuelle d'un montant supérieur à 23.000-€, sont dans l'obligation de conclure une convention définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée, avec l'organisme allouant la subvention,

ENTRE LES SOUSSIGNES : Communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris, ci-après désignée « La CC ACVI », représentée par M Grégory MARTY, agissant en qualité de Président dûment habilité par délibération du 03 avril 2026 **D'UNE PART,**

ET : L'Association « Comité Intercommunal des Œuvres Sociales Albères Côte Vermeille », ci-après désignée « Le Bénéficiaire », représentée par M. Jean-Frédéric ARROYO, agissant en qualité de Président, **D'AUTRE PART,**

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : **OBJET.**

Pour mettre en place la politique d'action sociale destinée à son personnel et ce afin de promouvoir les activités d'animation, culturelles, sportives et éducatives et d'aider les agents à faire face ponctuellement à des situations difficiles, la CC ACVI met à disposition du bénéficiaire les moyens matériels, financiers et humains définis aux articles suivants.

Ces dispositions visent à établir entre la CC ACVI et le Bénéficiaire un partenariat durable avec une volonté commune de promotion des activités mentionnées au précédent alinéa, la présente convention est établie pour l'année 2026.

ARTICLE 2 : **MOYENS MATERIELS.**

La CC ACVI met gratuitement à disposition du bénéficiaire des salles ou des bureaux pour répondre aux besoins ponctuels de l'association.

Sans qu'il soit fait plus ample description, le bénéficiaire déclare avoir connaissance des lieux et les prendre en l'état.

La CC ACVI pourra ponctuellement mettre à disposition du bénéficiaire d'autres moyens matériels sous réserve que les demandes soient formulées dans le respect des procédures en vigueur, dans des délais compatibles avec leur traitement par les services intercommunaux, et dans la limite des disponibilités pour le type d'équipements concernés.

ARTICLE 3 : **ASSURANCES.**

Le bénéficiaire devra justifier à tout moment de tous contrats d'assurances de nature à dégager expressément la responsabilité de la CC ACVI pour quelque cause que ce soit du

chef de son exploitation ou du chef de ses activités. Il s'engage à exploiter les lieux en conformité avec les règles et usages établis et à restituer ceux-ci en leur état initial au terme de la convention.

ARTICLE 4 : **RESILIATION.**

Le non-respect des prescriptions visées ci-dessus entraînera d'une part, la résiliation de la convention, d'autre part, la remise en état des locaux aux frais exclusifs du Bénéficiaire.

La présente convention serait rendue caduque en cas de dissolution éventuelle de l'association Bénéficiaire.

ARTICLE 5 : **MOYENS FINANCIERS.**

En participation aux charges d'exploitation de l'association Bénéficiaire, la CC ACVI alloue une subvention de fonctionnement dont le montant est déterminé annuellement en fonction de la masse salariale de la CC ACVI constatée au titre de l'exercice écoulé. Cette base de calcul permet d'estimer le nombre de bénéficiaires des prestations visées à l'article 1er et prises en charge par le CIOSCA.
Pour l'année 2026, le calcul de la masse salariale multiplié par le taux de cotisation applicable à toutes les collectivités membres (actuellement de 0,85%) s'établit à un montant de subvention de de 151 441 € (cent cinquante et un mille quatre cent quarante et un euros).

Cette subvention est imputée au budget de la CC ACVI au chapitre 65.

ARTICLE 6 : **COMPTES ET BILANS.**

Le bénéficiaire s'engage à remettre à la CC ACVI, avant le 30 avril de chaque exercice, la copie certifiée conforme des documents retraçant son exploitation pour l'exercice écoulé et son bilan au 31 décembre de l'exercice écoulé.

Le bénéficiaire s'engage à justifier à tout moment avec précision de l'utilisation des subventions allouées et tiendra sa comptabilité à disposition de la CC ACVI.

Le bénéficiaire devra être en mesure de produire à la demande de la CC ACVI le compte-rendu annuel de ses activités. Les dirigeants de l'association Bénéficiaire rencontreront au moins une fois par an les représentants de la CC ACVI pour évaluer les conditions d'application de la convention.

ARTICLE 7 : **MOYENS HUMAINS.**

Les activités de l'association bénéficiaire sont essentiellement assurées par du personnel bénévole. Toutefois, pour assurer la communication à destination du personnel, la gestion administrative et financière, la CC ACVI met à disposition du bénéficiaire, à l'année un demi-poste sis à la Direction des Ressources Humaines/accueil du siège, et ce à titre gratuit, le temps que ce dernier puisse réaliser le recrutement d'un salarié.

FAIT À ARGELES SUR MER, le _____.

POUR LE BÉNÉFICIAIRE	**POUR LA CC ACVI**
Le Président du CIOSCA **Jean-Frédéric ARROYO**	**Le Président** **Grégory MARTY**